THESE

en vue de l'obtention du grade de Docteur, délivré par

l'ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON

Ecole Doctorale N° 483
Sciences sociales

Discipline : Science politique

en cotutelle avec

UNIVERSIDAD DE GRANADA
Programa de Filosofía

Soutenue publiquement le 17/10/2023, par :

Marie MONTAGNON

Podemos ou le réenchantement incertain de la forme-parti

Devant le jury composé de :

COMBES Hélène, Directrice de recherche, CNRS, Rapporteure
LEFEBVRE Rémi, Professeur des universités, Université de Lille, Rapporteur
ACHIN Catherine, Professeure des universités, Université Paris Dauphine, Examinatrice
CARBALLO RODRÍGUEZ Francisco, Professeur, Université de Salamanque, Examinateur
EMPERADOR BADIMON Montserrat, Maîtresse de conférences, Université Lyon II, Examinatrice

MATHIEU Lilian, Directeur de recherche, CNRS, Directeur de thèse
MORENO PESTAÑA José Luis, Professeur, Université de Grenade, Co-directeur de thèse

Editor: Universidad de Granada. Tesis Doctorales
Autor: Marie Montagnon
ISBN: 978-84-1195-863-9
URI: https://hdl.handle.net/10481/107547

Remerciements

Je remercie Lilian Mathieu qui m'a fait confiance tout au long de ces années. Je le remercie pour son aide précieuse et particulièrement pour le soutien qu'il a su m'apporter ces derniers mois. Je remercie également chaleureusement José Luis Moreno Pestaña pour son immense confiance, pour tous nos échanges, ce qu'ils m'ont appris, et pour son formidable accueil à Grenade.

Cette thèse n'aurait pas vu le jour sans toutes les personnes qui ont acceptées de devenir « des enquêtées ». A celles et ceux de Podemos, à celles de la C8M, merci de m'avoir permis de parcourir le chemin avec vous. Ma dette envers vous est immense.

Ces dernières années ont été l'occasion de magnifiques rencontres desquelles sont nés des liens indéfectibles. A Miguel, je dis mon infinie gratitude pour son soutien sans faille.

A mes proches et mes compagnons de route, de l'université et d'ailleurs, à vous toutes et tous les ami.es, je vous dis toute mon affection et ma reconnaissance pour ces moments partagés et les échanges qui nous permettent d'avancer.

Je dédie ce travail à mon cher ami Eladio. No por mucho madrugar, amanece más temprano.

Sommaire

Introduction générale 4
Chapitre 1 : qu'est-ce qu'un parti-mouvement ? 50
Chapitre 2 : un portrait de Podemos 76
Chapitre 3 : le parti-mouvement, mécanique d'un label disputé....150
Chapitre 4 : les spécificités des pratiques militantes....224
Chapitre 5 : le parti des mouvements ? Le cas de Podemos et du féminisme....293
Conclusion générale : Podemos ou le réenchantement incertain de la forme-parti 382
Bibliographie 394
Sources....417
Annexes....424

Introduction générale

Le 18 octobre 2014, au Palais des sports de Vista Alegre à Madrid, se tient le congrès de fondation d'un nouveau parti politique. Il porte le nom de la liste électorale qui a créé la « surprise »[1] en remportant cinq eurodéputés quelques mois plus tôt : Podemos, « nous pouvons ». Dans l'ouvrage collectif *Claro que Podemos, de la Tuerka a la esperanza del cambio en España* publié dans la foulée du congrès et traduit un an plus tard en français[2], son Secrétaire général récemment élu, le politiste Pablo Iglesias, déclare :

> « Et si Podemos s'est constitué en parti, c'est pour des raisons d'impératif légal, pour pouvoir participer aux élections[3], même si, fondamentalement nous restons un mouvement, « un mouvement de mouvements » comme nous aimons à le dire. Les cercles de Podemos, ces assemblées de citoyens qui ont surgi et continuent de surgir spontanément à travers le pays, dans les villages, les quartiers, les villes, sont des assemblées de base, informelles, sans dirigeant ni cotisation, incluant de vingt à trois cents personnes. Ce sont des espaces pour en finir avec la peur, la fragmentation et la résignation. Leur rôle a été essentiel dans notre succès lors des élections européennes du 25 mai 2014. Ils ont constitué cette articulation entre le peuple et le mouvement-parti qu'est Podemos. » (Domínguez & Giménez, 2015, p. 91)

L'extrait témoigne des composantes de la distinction revendiquée par Podemos dans le champ politique : des rapports étroits entre le parti et les collectifs contestataires, des groupements militants à l'organisation originale. Podemos serait un « mouvement-parti ».

Le 28 avril 2019, à l'issue du scrutin des législatives - les « élections générales » en Espagne - la coalition électorale entre Podemos et Izquierda Unida (IU), un front de gauche créé en 1986 sous l'égide du Partido Comunista Español (PCE), essuie un revers : sur les 350 sièges que

[1] Le terme de « surprise », l'expression « faire irruption » ou le verbe « surgir » qui signalent en même temps l'imprévu, la spontanéité et le bouleversement, sont associés à Podemos dans la presse nationale dès mai 2014 à l'occasion des résultats du scrutin des européennes (Jiménez Gálvez & Kadner, 2014). A partir de cette date, ce lexique est communément mobilisé pour caractériser l'émergence de Podemos, y compris dans la littérature partisane.

[2] Nous traduisons les extraits du castillan au français et les extraits de l'anglais au français sauf indication contraire, comme c'est le cas ici.

[3] Juridiquement, la marque Podemos est inscrite au registre des partis politiques du ministère de l'Intérieur en date du 13 mars 2014 afin de participer au scrutin des européennes. Le congrès de Vistalegre I, qui prévoit notamment l'organigramme de Podemos, ne se tient qu'en octobre 2014, soit après les élections. L'argument électoral confond ici la formalisation juridique de la marque électorale pour son concours aux élections et la formalisation de l'organigramme partisan.

compte le Congrès des Députés, Unidas Podemos ne conserve que 42 des 71 élus obtenus lors du scrutin de 2016 ; Podemos perd également sa représentation au Sénat. Deux jours après l'annonce de ces résultats, Victoria Sandón publie une tribune dans *Eldiario.es*, un quotidien national régulièrement consulté par les membres de Podemos et dont la ligne éditoriale est réputée favorable à la gauche radicale. L'autrice est philosophe, membre du cercle sectoriel « transparence » de Podemos (nom que prennent les groupements militants positionnés sur une thématique spécifique) et représentante élue des militants et militantes au sein du Conseil Citoyen National du parti. Elle écrit :

> « La stratégie interne de Podemos a représenté l'une des plus grandes impostures politiques de toute la démocratie depuis la Transition. On a changé l'esprit d'un Parti-mouvement transversal pour une majorité sociale au profit d'un parti léniniste traditionnel, vertical, rempli de suspicion, d'ennemis et de traitres, d'une *camarilla* loyale, de commissaires politiques, de culte de la personnalité et d'une immaturité écrasante qui n'a pas distingué le personnel du politique. » (Sandón, 2019)

Cinq ans plus tard, les caractéristiques retenues pour évoquer publiquement Podemos sont placées sous l'égide de l'étiquette disqualifiante de « parti léniniste ». Victoria Sandón met en accusation un mode de direction autoritaire soutenu par des courtisans dévoués, elle dépeint une organisation hostile où les membres se méfient les uns des autres. L'esprit du « Parti-mouvement » aurait été dévoyé.

Ces deux déclarations tenues avec cinq ans d'écart permettent de constater la valeur symbolique du mot-valise « mouvement-parti » ou « parti-mouvement », parfois même « Parti-mouvement », un outil de classement très présent parmi le lexique des porte-parole de la formation. A Podemos, les pratiques et le rapport aux collectifs contestataires sont le socle sur lequel se déploie l'ambition de renouveau partisan que la formation prétend incarner et qui se trouve condensée dans l'étiquette de « parti-mouvement ». Cette notion a constitué le point focal de notre réflexion : dans ce travail, nous élaborons cette catégorie sous une forme idéal-typique au moyen de laquelle nous questionnons les spécificités de notre objet. Par l'analyse des rapports du parti aux mouvements contestataires, du recrutement, des pratiques militantes, cette thèse est ainsi dédiée à l'étude des fondements et des formes prises par le renouveau partisan, synthétisé à Podemos dans l'étiquette de « parti-mouvement ».

Comme en témoigne le premier extrait cité, la terminologie est d'abord mobilisée par les acteurs pour définir la formation : Podemos est déclaré mouvement-parti. Dès la création de la marque, les porte-parole accolent cette étiquette et entreprennent ainsi de classer la formation parmi ces enthousiasmants partis d'un nouveau genre. Cette distinction du reste des partis politiques est également le corollaire du lien solide avec la mobilisation des Indignés que les promoteurs mettent en scène en clamant son héritage et en usant de ses slogans. Déjà, lors de la conférence de presse du 16 janvier 2014 qu'ils convoquent - le premier événement public où Pablo Iglesias communique avec en toile de fond un poster sur lequel est inscrite la marque « Podemos » - le futur leader ouvre son discours avec un hommage à la protestation. Il impose comme une évidence la narration de la continuité également signalée par la sémantique employée : *« dijeron en las plazas que "sí se puede", nosotros queremos decir hoy que "podemos" »*[4], soit : « sur les places, ils ont dit "oui c'est possible", nous, nous voulons dire aujourd'hui que "nous pouvons" ». Le célèbre *« Sí se puede »* des Indignés devient même le cri de ralliement des membres de Podemos qui le scandent le poing levé. Avant cela, Juan Carlos Monedero, universitaire comme les deux précédents locuteurs et figure promotrice de Podemos – il se tient assis au premier rang derrière Iglesias le 16 janvier 2014 avant que ce dernier ne lui cède la parole - avait impulsé un manifeste pour appeler à la création d'une formation partisane. Il sollicitait alors symboliquement la mobilisation sociale en proclamant la nécessité impérieuse de « convertir l'indignation en changement politique »[5].

Mais, comme le suggère le second extrait cité, le vocable parti-mouvement se convertit bientôt en un principe évaluatif. Dans ce contexte, il est l'indicateur à l'aune duquel les membres de Podemos diagnostiquent la bonne santé de leur formation et le terme est brandi dès qu'il s'agit de dénoncer publiquement le dévoiement. En l'espace de cinq ans - soit deux congrès à l'échelle de la vie partisane, 2014 puis 2017, ou neufs scrutins à l'échelle de la vie électorale espagnole[6] - Podemos aurait cessé d'être un parti-mouvement. Force est de constater que la déception est palpable et le support choisi dénote l'intention divulgatrice voire dénonciatrice,

[4] La conférence de presse est disponible en intégralité ici : https://www.youtube.com/watch?v=vNOsg6KF3Ts
[5] Publico.es via scribd https://fr.scribd.com/document/199547061/Manifiesto-Mover-Ficha#
[6] Chronologiquement : européennes de 2014 ; municipales, autonomiques et générales de 2015 ; nouveau scrutin parlementaire de 2016 ; autonomiques anticipées en Andalousie de 2018 ; autonomiques dans le reste des communautés autonomes, municipales et générales de 2019. Précisons que les négociations partisanes à la suite des élections générales d'avril 2019 échouent et un nouveau scrutin est organisé en novembre 2019. Une chronologie restituant les principaux événements politiques de 2014 à 2020 est disponible en annexe de ce travail.

bien qu'il faille signaler que pour les porte-parole de la formation espagnole, la publicisation des règlements de compte via la presse soit une modalité récurrente d'expression des luttes intra-partisanes. Si le parti-mouvement Podemos signalait une autre manière de faire de la politique, dans l'extrait cité ci-dessus Victoria Sandón accuse publiquement : elle parle d'une « imposture », ce qui rapporte le modèle organisationnel à une promesse non tenue, voire au problème du mensonge en politique. Par-là, elle dote cette catégorie politique d'une dimension éthique.

Suivant ces deux extraits, le vocable, tel qu'il est manié à Podemos, désigne l'originalité mais également l'idéal. Celui-ci repose, d'une part, sur un système d'oppositions dans lequel s'intriquent des prescriptions politiques avec un soubassement éthique. Au « Parti » on substitue donc le « Parti-mouvement » qui fait écho à des représentations collectives - « un esprit » - fondées sur un supposé *mouvementisme* fait de solidarité, de bienveillance et garant d'un pluralisme justement pour se débarrasser du stigmate partisan, parfois précisé comme c'est le cas ici sous l'appellation de « parti léniniste traditionnel », ce dernier étant réputé méfiant, conflictuel et en quête d'uniformité. Le vocable convoque aussi des pratiques dont les ressorts sont l'horizontalité, la souplesse et la spontanéité face à la verticalité et à la rigidité, les premières se rapportant à un *ethos* citoyen valorisé alors que les secondes sont l'apanage de professionnels de la politique discrédités. D'autre part, parallèlement aux oppositions, le vocable met en jeu des principes d'identification et de solidarisation. Ainsi, le rapport étroit aux mouvements contestataires dénote deux dimensions, voire deux ambitions : être le « mouvement des mouvements » c'est, d'un côté, en adopter ce qui serait des savoir-être et savoir-faire spécifiques et, de l'autre côté, les représenter, c'est-à-dire être une caisse de résonnance institutionnelle mais peut-être, surtout, agir en agent privilégié et reconnu comme tel de la transposition de la revendication sociale en politique publique.

Parce qu'il a repris à son compte le problème du renouveau partisan, voire celui de leur réhabilitation, Podemos apparaît désormais comme un cas paradigmatique pour analyser les ressorts, les rouages et les effets de ce que serait une mutation des formations partisanes. Il soulève alors une série de questions, parmi lesquelles : quels rapports Podemos entretient-il effectivement avec les mouvements contestataires ? Quelles sont ces pratiques spécifiques à Podemos ? Quels sont les modèles auxquels il s'agit de se rattacher ou de s'arracher ? Que nous apprend Podemos quant à la manière dont ces représentations du parti se consolident et,

éventuellement, produisent des effets ? Le ton enthousiaste du premier extrait mis en relation avec la véhémence du second soulève aussi, en creux, une interrogation : que s'est-il passé à Podemos ?

Si ces deux extraits manifestent la préoccupation qui habite les membres de la formation espagnole, ils font également plus largement écho à la problématique du devenir des partis politiques qui irrigue la littérature de la discipline. Dans *Que faire des partis politiques* ? paru en 2018, Frédéric Sawicki détaille la « perspective nécrologique » (Sawicki, 2018, p. 289) avec laquelle sont souvent abordées les formations partisanes. Les illustrations de ce panorama mortifère seraient multiples : les rééditions des classiques de la discipline comme l'ouvrage de Robert Michels en 2015 qui remet sur le devant de la scène la « loi d'airain des oligarchies », des diagnostics récurrents tel celui ayant trait à la massification des usages des supports virtuels alors considérée comme une preuve supplémentaire de la désuétude des modalités traditionnelles du travail militant, mais aussi ces discours pessimistes que les formations politiques tiennent sur elles-mêmes et sur leurs perspectives d'avenir. Toutefois, pour l'auteur, ces mêmes indices ne sont pas les signes d'une extinction de la forme-parti ; ils accréditent plutôt l'idée selon laquelle il existe un regain des inquiétudes quant aux modalités d'agir dans le champ politique et manifestent un processus global de recomposition toujours à l'œuvre. Ces recompositions peuvent témoigner de l'avènement de partis nouveaux, d'un nouveau genre, qui requièrent par conséquent de nouvelles classifications : Podemos y est, comme c'est régulièrement le cas, sollicité pour exemplifier cette dynamique (Sawicki, 2018, p. 293). Mais, face à cette hypothèse séduisante se repose inévitablement la question de savoir « en quoi ces entreprises politiques sont-elles nouvelles ? » (Sawicki, 2018, p. 295) et donc dans quelle mesure ces recompositions se distinguent de celles observées dans les « partis traditionnels » (Sawicki, 2018, p. 294).

L'analyse de la formation espagnole semble avoir fait l'objet d'un cadrage duquel ce travail ne s'extrait sans doute pas complètement : façonné en termes de renouvellement qu'il fait advenir ou qu'il frustre, avec Podemos on soulève aussi à nouveau la problématique du processus d'institutionnalisation avec en toile de fond l'écueil de la notion contestée et équivoque de « démocratie interne », souvent elle-même prise en étau avec celle du rapport entre parti et mouvement contestataire, ce qui vaut régulièrement à Podemos d'être mis à l'épreuve de sa conformité au mouvement des Indignés. Comme pris à leur propre jeu, ce cadrage désigne

aussi un impératif que les acteurs de la formation ont eux-mêmes largement participé à fabriquer avant qu'il ne serve des luttes qui s'exercent en son sein. Le parti-mouvement signale-t-il autre chose qu'un étendard de distinction ou une formulation nouvelle pour désigner la tentative de subversion de la bureaucratisation attribuée aux partis de masse (Lefebvre, 2018) dont l'antidote résiderait dans les mouvements contestataires ?

En s'inscrivant à la suite des travaux d'Annie Collovald qui a mis en avant les limites analytiques que soulèvent les catégories nouvelles converties en label (Collovald, 2001), Rémi Lefebvre a écrit que « le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été » (Lefebvre, 2013). En posant un regard critique sur les réappropriations de la thèse développée par Jacques Ion sur les formes de l'engagement, le politiste a voulu penser ensemble les soubassements, l'épaisseur, la force des représentations afférentes à ces catégories devenues des évidences qui obligent les formations partisanes - ce qui l'a conduit à parler de « prophétie autoréalisatrice » (Lefebvre, 2013, p. 10) dans le cas du Parti socialiste français - et le déploiement des pratiques en restituant leur évolution et hétérogénéité. Lilian Mathieu a mis en avant les écueils du modèle des « nouveaux mouvements sociaux » suivant lequel l'attribution de l'informalité des pratiques à la nouveauté se réaliserait moyennant la disqualification de l'ancien, alors qu'il suggère que « l'informalité revendiquée par les mouvements contemporains ne soit rien d'autre que l'expression d'une tension qui travaille de très longue date l'ensemble des entreprises contestataires ». La nouveauté suscitant aussi l'intérêt, ce cadrage a parfois conduit au rétrécissement de la focale des observateurs (Mathieu, 2011, pp. 57-58).

Ces travaux ont inspiré la manière dont nous avons abordé l'objet Podemos et les écueils que nous avons tenté de surmonter : en proposant conjointement un réexamen de ce parti sur la base d'une enquête ethnographique au sein de trois de ses groupements militants et un retour critique sur la notion de parti-mouvement, notre thèse doctorale espère fournir ce double éclairage qui fait dialoguer les représentations à l'œuvre avec les pratiques prise dans l'action. Grâce à une enquête de terrain complémentaire auprès du groupement militant féministe de Podemos, dit le « cercle féministe », et de la Comisión 8M madrilène, partie prenante de la mosaïque féministe espagnole et, surtout, l'un des collectifs à l'instigation de la première grève féministe en 2018, nous espérons aussi pouvoir apporter des éléments nouveaux concernant les rapports entretenus par ce parti avec les mouvements contestataires.

Dans ce travail, nous avons d'abord cherché à discerner ce que l'idée de parti-mouvement révèle de représentations afférentes au parti politique en dépassant le cas Podemos pour ensuite tenter de comprendre ce que cette idée, ajustée par les acteurs espagnols, nous dit en creux des clivages du champ politique, de la sociologie de ce parti et des relations ambivalentes qu'entretiennent ses membres avec une histoire plus vaste du militantisme en Espagne. Nous avons voulu comprendre ce que les parties prenantes de Podemos ont fait au nom de, et avec, cette idée : un groupe hétéroclite que le label avait vocation à solidariser et les luttes qu'il a en fait servi à renommer et justifier, les pratiques qu'il a permis de discréditer et celles qu'il a légitimées par un vernis de nouveauté. En recourant à l'élaboration d'une forme idéal-typique de parti-mouvement, nous avons souhaité expliquer le déploiement et les effets de pratiques qui semblent indiscutables car présentées comme des preuves de démocratie, une idée équivoque et sans cesse disputée par les acteurs qui s'en prétendent tous les meilleurs garants. Dans une formation où les groupements militants sont brandis comme une caution de la distinction, nous avons voulu poser notre regard spécifiquement sur ces « cercles » et tenter de restituer l'hétérogénéité d'un militantisme qui s'appuie souvent, pour perdurer, sur une sociabilité pratiquée dans les interstices du parti et parfois même, malgré lui. Nous croyons que ce travail pourra aussi susciter l'intérêt en fournissant quelques éléments relatifs aux pratiques et dissensus internes à une fraction du mouvement féministe espagnol et, de ce point de vue, éclairer des continuités peut-être plus inattendues entre parti et mouvement.

Dans cette introduction générale, nous revenons en premier lieu sur la littérature afférente à Podemos. Avec ce premier développement, nous souhaitons brosser une brève présentation des enjeux qui ont traversé notre objet et, surtout, transmettre au lecteur et à la lectrice l'une de ses singularités, à savoir, ce que dit en creux la densité de la littérature à laquelle il a donné lieu. En second lieu, nous concentrons notre attention sur l'association de Podemos avec l'idée de parti-mouvement, les dissensus auxquels cette association a donné lieu et les enjeux épistémologiques que cette discussion soulève. En troisième lieu, nous expliquons notre problématique et les hypothèses sur la base desquelles nous avons élaboré ce travail. En dernier lieu, nous exposons les contours de l'enquête ethnographique que nous avons menée au long cours de 2017 à 2019. A cette occasion, nous présentons au lecteur et à la lectrice quelques-unes des caractéristiques de notre terrain qui permettent de mieux comprendre en

quoi le matériau récolté a également influencé nos questionnements et conditionné les résultats présentés ici.

1. L'effet Podemos

Lors de l'annonce des résultats du scrutin des européennes de 2014, Pablo Iglesias proclama que Podemos ferait date à la fois dans l'histoire politique espagnole et dans l'histoire de la discipline quand « en se dirigeant vers la multitude enthousiaste qui l'acclamait pour ses excellents résultats (…) il dit : "ce que nous venons d'accomplir ici sera étudié dans toutes les facultés de science politique du monde" » (Torreblanca, 2015, p. 9). Il avait peut être vu juste : créé depuis neuf ans au moment de l'écriture de ce travail et acteur gouvernemental depuis 2020 dans le cadre d'une coalition gouvernementale dans laquelle sont également présents le Partido Socialista Obrero Español (PSOE) et Izquierda Unida (IU), Podemos a « suscité un intérêt bibliographique croissant » dans le champ scientifique (Rueda Laffond, 2016, p. 729), ce à quoi il faut ajouter « l'attention médiatique internationale que Podemos a accaparée » (Marzolf & Ganuza, 2016, p. 106). Parler de « l'effet Podemos » c'est donc rendre compte de cette curiosité exprimée de la part des secteurs scientifiques, militants et journalistiques pour une formation politique qui s'est saisie de l'originalité pour en faire un marqueur politique. Podemos apparaît dès lors comme ce « phénomène fascinant » (Torreblanca, 2015, p. 10) dont les résultats électoraux stimulent les chroniques, c'est aussi un objet bientôt façonné en cas exemplaire d'une nouvelle ère partisane, une référence obligée sur la base de laquelle de nouvelles catégories sont élaborées et discutées. De ce fait, Podemos s'est aussi converti en un enjeu sur lequel on prend position.

Dans cette première section, nous exposons au lecteur et à la lectrice un premier bref portrait de notre objet. Sous la forme d'une chronique, nous retraçons les principaux événements qui ont retenu l'attention des commentateurs. Nous montrons ensuite comment Podemos a été abordé dans la littérature sur les partis politiques, puis concluons en présentant les discussions qu'il a cristallisées au sein du champ intellectuel espagnol.

1.1 La chronique d'un parti politique : naissance, apogée, déclin de Podemos

A la manière d'une intrigue romanesque, on s'est demandé si Podemos serait le « tsunami » ou un « soufflé qui finira par retomber, comme d'autres avant lui » (Torreblanca, 2015, p. 10). Dans un scénario qui rappellerait cette fois plutôt la tragédie, il a été le réceptacle d'un engouement d'une fraction des intellectuels auquel a succédé une forme de désenchantement.

Après avoir remporté cinq eurodéputés aux élections de mai 2014, au mois d'octobre, Podemos tient son premier congrès en vue de formaliser l'organisation du parti ; des primaires ouvertes en ligne sont organisées pour désigner la future direction. La liste « Claro que Podemos », emmenée par Pablo Iglesias et Íñigo Errejón dit « groupe promoteur venu de l'université Complutense » remporte le congrès de Vistalegre I au détriment de la liste « Sumando Podemos » constituée par les promoteurs venus de Izquierda Anticapitalista, un parti minoritaire de tendance trotskiste. Le mode de direction pour conduire la « machine de guerre électorale », terme entériné à l'issue du congrès de Vistalegre I pour désigner Podemos suscite déjà des critiques, voire dénote une inquiétude (Taibo, 2015). Mais, au temps de la « passion de Podemos » (Nez, 2015, p. 11), cet ajustement organisationnel ne pèse guère face à l'enthousiasme d'un débouché politique pour les Indignés et qui se profile déjà dans des alliances locales composites à la gauche du PSOE entre partis et collectifs contestataires en vue des municipales/autonomiques de mai 2015.

En 2015, Podemos est proclamé faiseur d'une « seconde Transition » (Mora, 2015) après le succès électoral de cette gauche à l'esthétique dépoussiérée lors des scrutins municipaux et autonomiques. Emmenée par des personnalités soigneusement choisies pour leur popularité auprès du grand public et pour leur capacité à transcender les divergences entre des collectifs militants hétéroclites, les dites listes citoyennes composées à l'occasion des municipales baptisent bientôt leurs mandats les « mairies du changement » (a*yuntamientos del cambio*). Manuela Carmena remporte Madrid : ancienne avocate du syndicat Comisiones Obreras, militante du Parti communiste, figure de la Transition espagnole, elle a réchappé d'un attentat de l'extrême droite en 1977. Désormais, elle apparaît comme une personnalité ancrée à gauche mais rassurante à la tête de la capitale également fief de la droite, elle prépare ses interviews en recevant les journalistes « avec deux tasses de café au lait et des madeleines délicieuses »

(Rivero & Ariño, 2015). Ada Colau, trentenaire indignée, avocate et porte-parole d'une association de défense du droit au logement remporte Barcelone alors que l'indépendantisme est en plein essor. Les commentateurs écrivent qu'elle « exerce un leadership fédérateur, qui se situe au-dessus des vieilles habitudes de la division, reconnu par les tyriens et les troyens, capable de concilier avec intelligence et sans effusions la rigueur éthique de la mobilisation sociale et la flexibilité pragmatique de l'action institutionnelle », ce qui conduit même certains à l'imaginer en prochaine dirigeante de Podemos, remplaçant Pablo Iglesias, déjà très contesté en interne (Martín, 2017).

Puis, l'image se brouille. Alors que Podemos effectue une percée historique au Congrès des Députés avec 69 élus sur 350 lors du scrutin des générales du 20 décembre 2015, les socialistes engrangent un score également historiquement bas, 90 députés, tout comme Izquierda Unida qui ne conserve dans la débâcle que deux sièges. Un gouvernement de coalition entre les forces de gauche, inédit depuis la Seconde République, est sur la table. L'opportunité d'une coalition gouvernementale ne remporte pas l'adhésion du Parti socialiste et ne fait pas non plus l'unanimité au sein de Podemos, en dépit des prises position fortes des rédactions favorables à la gauche radicale : elles le pressent dans leurs éditoriaux de « lutter en faveur de cette alliance des gauches qui mélange la vieille culture politique avec la nouvelle et [qui] se projette en Europe en faisant front commun avec les pays de la périphérie sud, les plus touchés par la crise économique et politique » (Ctxt, 2015). Les négociations échouent et de nouvelles élections sont organisées le 26 juin 2016. Entre temps, le dirigeant de Podemos et celui de Izquierda Unida, Alberto Garzón, trentenaire *outsider* lors de primaires organisées à la hâte pour éviter la débâcle électorale, se réunissent et scellent « l'alliance entre Podemos et Izquierda Unida, frères de sang (…) autour de deux bières bien fraiches » (Pérez De Albéniz, 2016) : c'est le dit « *pacto de los botellines* ». Les deux formations concourent pour la première fois en coalition électorale sous la marque Unidos Podemos qui se convertit ensuite en groupe parlementaire. Les résultats de juin 2016 confirment la résilience électorale du PSOE au niveau national, la coalition Unidos Podemos perd 1 million de voix par rapport aux résultats additionnés des deux formations en décembre 2015, l'abstention augmente de 3%, la droite conserve le pouvoir grâce à l'abstention des socialistes lors de l'investiture : « les sourires de campagne sont remplacés par des larmes » (Domènech , Buster, & Raventós, 2016). L'enthousiasme suscité dans la précipitation des campagnes est aussi bientôt substitué par les

inquiétudes face aux « intrigues de palais » (Rendueles, 2016) qui prennent toujours plus de place entre les dirigeants de tendances informelles à Podemos. Leurs divergences s'expriment avec force lors des primaires internes qui se tiennent à un rythme effréné : des scrutins des listes sont organisés pour élire l'organigramme à tous les échelons du parti, local, régional, national, mais aussi pour conformer les listes qui concourent ensuite aux élections ; en Espagne, tous les scrutins sont des scrutins de liste à la proportionnelle. Si ces divergences opposent initialement vainqueurs et perdants de Vistalegre I, ce qui inquiète surtout est la fracturation du courant vainqueur de ce premier congrès à l'aune de divergences proclamées entre Pablo Iglesias et Íñigo Errejón, le second entendant disputer la direction du parti au premier à l'occasion du nouveau congrès du parti, Vistalegre II.

Au commencement de notre enquête, à l'occasion du congrès de février 2017 dit Vistalegre II, les analystes examinent l'état de Podemos et posent le diagnostic : il ne reste que « très peu de raisons en faveur de l'optimisme » (Domènech, Buster, & Raventós, 2017) dans un contexte de luttes intestines largement publicisées dans les médias. Le congrès assure un second mandat à Pablo Iglesias et ses partisans, qui se disent les Pablistas. Ils sont pourtant confrontés à une liste portée par Anticapitalistas, les défaits de Vistalegre I, et une troisième portée par Íñigo Errejón, l'ancien allié qui compose une mouvance nouvelle autour de sa personne, dit les Errejonistas. A Podemos, lors de notre enquête, militants et commentateurs parlent des « trois familles » pour les désigner. Le ton général est désormais plus alarmiste, et en 2019, à l'aube des élections municipales, autonomiques et générales, des intellectuels tel le philosophe Carlos Fernández Liria prennent la plume pour implorer le « sursaut », le pragmatisme à défaut de solidarité pourrait être le remède face au risque presque inexorable de la scission (Fernández Liria, 2019). Podemos connait finalement deux scissions au cours de l'année 2019, elles marquent la fin de notre enquête.

Des trois courants qui ont structuré les luttes intra-partisanes n'en subsiste qu'un au sein de Podemos, les Pablistas ou partisans de Pablo Iglesias. Les Errejonistas, ou partisans de Íñigo Errejón, sont les premiers à quitter la formation faute d'un accord de répartition des postes sur la liste des municipales de Madrid en 2019, ils sont bientôt suivis par le courant Anticapitalistas qui récuse de nouvelles négociations en vue d'une alliance gouvernementale avec le PSOE

après les élections générales de novembre 2019. Alors que nous écrivons ce travail[7], Podemos a perdu les mairies remportées en 2015, il est un parti sans représentation dans plusieurs municipalités et communautés autonomes, comme à Madrid. Il est partie prenante du gouvernement mais le groupe parlementaire, rebaptisé au féminin Unidas Podemos, ne dispose désormais plus que de 35 sièges, face aux 120 détenus par le PSOE avec qui il gouverne. Les commentateurs se demandent quel sera « l'héritage du défunt Podemos » (Tecé, 2023) qui aurait donc vécu moins de dix ans.

1.2 Ce que Podemos a fait à la littérature sur les partis politiques

L'émergence de Podemos à la suite de la mobilisation des Indignés et le fait que ses porte-parole n'ont cessé d'en revendiquer l'héritage sont probablement les deux facteurs qui ont ouvert la voie pour réinvestir l'analyse des rapports parti/mouvement aux prismes de la fabrique et du déploiement de la formation espagnole. A ce sujet, il a été avancé que Podemos aurait repris à son compte le discours de « l'esprit de Sol »[8] en s'inscrivant comme sa nouvelle et légitime incarnation. Le discours de « l'esprit de Sol » est initialement façonné par certains activistes à la suite de la levée du campement madrilène des Indignés à la fin de l'année 2011 : alors que les entrepreneurs de cause envisageaient de délocaliser les assemblées dans les quartiers de la ville, l'objectif est alors de décorréler l'identification du mouvement contestataire à l'occupation physique de la place. Le discours de « l'esprit de Sol » met donc en exergue un processus d'abord fait de solidarisation bientôt suivi d'une politisation suivant lequel les « citoyens ordinaires n'allaient plus avoir peur et seraient capables de créer un nouveau nous, dans une capacité commune pour changer les choses » (Marzolf & Ganuza, 2016, pp. 94-95). A ce premier lien de nature symbolique, une continuité politique est soulignée via la transposition de revendications en programme, ce à quoi s'ajoutent des reconversions

[7] Dans ce travail, nous n'incluons pas les résultats des élections générales anticipées de juillet 2023.

[8] L'expression fait référence au campement des Indignés qui se tient à la Puerta del Sol à partir du 15 mai 2011 et lance le dit « Mouvement des Indignés » ou « 15M ». Cette place est considérée symboliquement comme le centre de Madrid, voire de l'Espagne. Lieu de pouvoir, à la Puerta del Sol se trouve le bâtiment du pouvoir exécutif de la Communauté Autonome de Madrid. Elle est également le « kilomètre 0 » des six autoroutes qui desservent le territoire et convergent toutes vers ce point. La Puerta del Sol est également un lieu traditionnel des rassemblements protestataires de la capitale.

d'activistes et des chevauchements ponctuels entre d'anciennes assemblées du mouvement et les groupements de Podemos, accréditant alors l'hypothèse d'une continuité militante et organisationnelle, cette dernière étant toutefois immédiatement nuancée par la variable du mode de direction, c'est-à-dire, le recours à la personnalisation (Nez, 2015) (Martín, 2015). En l'absence d'une résolution du mouvement en faveur de la création d'un parti politique et de la présence de déclarations réitérées concernant le caractère apartisan de la mobilisation (Razquin, 2017), les analystes ont convergé vers la conclusion suivant laquelle le mouvement ne s'est pas converti en parti. Toutefois, d'autres ont insisté sur l'hétérogénéité des composantes du « mouvement du 15M » ce qui les a conduits, d'une part, à nuancer l'hypothèse d'une hostilité unanime à l'institutionnalisation et, d'autre part, à situer des dispositions à une reconversion partisane. Ceux-là ont distingué deux types de profils participants au mouvement avec d'un côté les « *nuevos 15mayistas* » (les nouveaux du 15M) qui se politisent avec les Indignés, et, de l'autre côté, les « *15mayistas veteranos* » (les vétérans du 15M) entendus comme des personnes à longue trajectoire militante et par ailleurs multi-positionnées dans d'autres collectifs lors de leur participation aux assemblées (Calvo & Álvarez, 2015, p. 118). Parmi ces « vétérans » du militantisme, certains craignent que le caractère procédural des assemblées inhibe l'émergence de revendications claires et sont favorables, dès 2012, à une institutionnalisation du mouvement à l'aune d'un discours dont le ressort est celui « d'un nécessaire équilibre entre la démocratie représentative et la démocratie directe » (Calvo & Álvarez, 2015, p. 118). La continuité du mouvement entendue au prisme d'une indispensable et inéluctable mutation procédurale ressurgit régulièrement par la suite, y compris au sein des collectifs promoteurs de la mobilisation. A ce sujet, l'analyse ethnographique de l'assemblée générale d'août 2014 à Málaga du collectif Democracia Real Ya (DRY) témoigne des vives tensions qui surgissent lors de l'exposition par certains activistes des modalités « d'une constitution [de DRY] plus formelle qui différencierait les membres et les sympathisants, dans le style d'un nouveau parti » (Marzolf & Ganuza, 2016, p. 99). Circonscrire les rapports entre le parti et le mouvement se heurte donc aux spécificités du mouvement du 15M (Lobera, 2015), c'est-à-dire à ses contours diffus - physiques et virtuels –, sa réticence au porte-parolat, l'hétérogénéité idéologique et des trajectoires de ses participants, les modalités et les degrés de participation (Razquin, 2017). Nous verrons dans la seconde section de cette introduction que circonscrire ce lien et en mesurer l'intensité a sans doute constitué l'enjeu principal pour la qualification ou disqualification de Podemos comme parti-mouvement.

Dans la littérature de la discipline, l'émergence de Podemos a également nourri une dynamique de réactivation du registre typologique comme perspective d'analyse. Ce sont les modalités de l'engagement militant, la forme de son organisation avec singulièrement son mode de direction, et les supports de sa communication qui ont fait de la formation espagnole un cas exemplaire sur la base duquel ont été élaborées des classifications nouvelles. Le parti-mouvement n'est bien que l'une des multiples qualifications que Podemos a inspirées : il a servi de support au type « professionnel-démocratique » (Sawicki, 2018) qui met en relief l'articulation entre un noyau dirigeant composé d'experts avec un socle de militants constitué d'amateurs, au type « digital party » qui discrimine les usages du numérique, qu'il s'agisse des réseaux sociaux ou des plateformes de vote (Gerbaudo, 2019) mais aussi au « populist party » (Zarzalejos, 2016).

Ce dernier type témoigne par ailleurs du fait que Podemos a finalement été le catalyseur d'un regain de curiosité pour la notion de « populisme » et plus spécifiquement de « populisme de gauche », généralement imputée à Chantal Mouffe et Ernesto Laclau à la suite de leur ouvrage commun *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia*, paru en 1987, puis affinée par Laclau dans *La razón populista*, paru en 2005. La piste des origines latino-américaine de Podemos a été étayée via l'analyse des trajectoires militantes et professionnelles de certains de ses fondateurs sur ce continent (Tamboleo García, 2014) (Chazel, 2019). Elle a ensuite donné lieu à l'émergence d'une littérature explorant les appropriations de la théorie populiste par les fondateurs de la formation espagnole qui prétendent s'en inspirer (Chazel, 2021). On s'est alors concentré sur les modalités d'application des prescriptions populistes en questionnant à la fois les ressorts des discours des porte-parole, témoins d'un rapport singulier au politique (Franzé, 2017) et les supports sur lesquels ils s'expriment, notamment les réseaux sociaux, témoins cette fois d'un rapport singulier à la politique (Arroyas Langa & Pérez Díaz, 2015). Finalement, si les partis réputés populistes ont fait l'objet de critiques fortes fondées sur leur lecture du principe représentatif (Urbinati, 2019), on a identifié Podemos comme un cas pratique de cette discussion portée sur l'idée démocratique (Tarragoni, 2019). Le trait populiste que présente Podemos a, là aussi, été un enjeu déterminant dans sa qualification ou disqualification comme parti-mouvement, ce que nous évoquerons dans la seconde section.

Ainsi l'objet Podemos semble avoir condensé trois axes de recherche actuels et prégnants pour la science politique : le renouvellement des répertoires d'organisation et d'action des partis, la

réévaluation des rapports entre parti et mouvement qui englobe parfois le premier enjeu et est également imbriquée à une sociologie de l'engagement, les repositionnements sur les plans rhétorique et programmatique des formations partisanes à gauche de l'échiquier politique. Avec Podemos, on discute la fabrique du politique et la redéfinition des contours de la pratique politique, on met en avant une nécessaire remise en cause des modèles traditionnels à la faveur de l'élaboration et/ou de la généralisation de lexiques spécifiques. Podemos est donc peut-être également le catalyseur d'un bouleversement épistémologique au sein de la discipline. La diffusion de la catégorie parti-mouvement que nous évoquerons dans la seconde section semble s'inscrire dans cette dynamique et a la particularité de canaliser plusieurs des axes de recherche que nous avons mis en exergue.

1.3 Ce que Podemos a fait au champ intellectuel espagnol

Évidemment, le succès électoral de Podemos a également attisé la curiosité du champ journalistique[9] en donnant lieu, notamment grâce au genre du pamphlet, à des enquêtes recentrées sur le registre du dévoilement de ce que seraient les coulisses d'un parti qui se présente comme différent (Costantini, 2019). Mais cette curiosité à l'égard de Podemos informe aussi sur ce que l'avènement de cette formation — déclarée et perçue comme fabriquée par des professionnels de la science du politique qui se sont convertis en acteurs politiques puis en sujets d'étude de la discipline — a fait au champ intellectuel espagnol. Les promoteurs de Podemos ont relégitimé l'usage de références théoriques dans les discours politiques, ils ont revendiqué une attention retrouvée et particulière à la production doctrinale en revigorant des supports traditionnels comme les revues ou des espaces comme les

[9] La maîtrise des codes médiatiques de la part des porte-parole de la formation en ont parallèlement fait des interlocuteurs pertinents puis de potentiels acteurs pour le champ journalistique. S'ils avaient déjà investi les plateaux avant de créer Podemos (Petithomme, 2019), ils s'y sont parfois reconvertis ensuite : depuis qu'il a annoncé son retrait de la vie politique, Pablo Iglesias est chroniqueur hebdomadaire de l'émission de radio « Agora25 » de la CadenaSer. La CadenaSer appartient au groupe de presse PRISA, également détenteur de ElPaís. La ligne éditoriale des médias du groupe PRISA est réputée favorable au PSOE. Suivant la note de presse du 05/07/2022 du groupe PRISA, la Cadenaser est la radio la plus écoutée du pays. https://www.prisa.com/es/noticias/notas-de-prensa/la-cadena-ser-cierra-la-temporada-como-la-radio-mas-escuchada-en-nuestro-pais-4.414.000-oyentes-la-siguen-cada-dia-#:~:text=La%20Cadena%20SER%20cierra%20la%20temporada%2021%2F22%20como%20l%C3%ADder,y%20RNE%20logra%20997.000%20oyentes.

universités d'été, mais aussi en développant des formats numériques tels que les programmes politiques en libre accès sur internet.

A un premier niveau, ces caractéristiques ont sans doute participé à raviver un « *ethos* de l'intellectuel engagé » duquel les fondateurs de Podemos se sont aussi réclamés (Nez, 2015). Sous la forme de tribunes et de dialogues dans les principales revues espagnoles à portée politique tels que *SinPermiso*, *Ctxt* ou *Cuartopoder,* Podemos a cristallisé les discussions d'un personnel engagé et caractérisé par un important capital culturel : universitaires, journalistes ou écrivains. Cette production éclaire les principaux et récurrents enjeux concernant Podemos ainsi que les terminologies consacrées pour les désigner ; elle informe aussi des logiques de (re)positionnement de ces locuteurs. Parmi ces enjeux, celui des dynamiques intra-partisanes structurées par des tendances dont le fonctionnement routinier est désigné par l'appellation de « logiques des familles » (Alabao, 2016), vocable également en vigueur au sein de Podemos, donnant lieu à une « culture politique de la guerre » dans une formation où « l'ennemi est à l'intérieur » (Alabao, 2017) ; celui également du mode de direction, le personnel dirigeant est prié de se « souvenir » des motifs l'ayant conduit à créer une nouvelle formation et les écueils qu'il s'agissait d'éviter, à savoir, surtout ne pas « apparaître comme un parti traditionnel » (Tecé, 2017), une interpellation bientôt convertie en grief, voire en stigmate, de « soviétisation » (Alba Rico, 2019). Parmi ces logiques de positionnement, les déclarations publiques d'appartenance à une tendance et, avec elles, l'évidente porosité entre cette fraction du champ intellectuel et les luttes qui se déroulent au sein de la formation partisane. Ainsi, à l'aune du congrès de Vistalegre II en février 2017, la revue *Ctxt* publie un numéro spécial dans lequel les intellectuels commentent l'affrontement de trois tendances désormais désignées comme les *Pablistas*, partisans de Pablo Iglesias, les *Errejonistas*, partisans de Íñigo Errejón et les *Anticapitalistas*, à cette occasion, ils prennent parti. Le philosophe Santiago Alba Rico y déclare par exemple : « j'ose dire que la grande erreur de Errejón, mais aussi de *Anticapitalistas*, est celle de ne pas avoir vraiment déclaré les hostilités en disputant à Vistalegre la direction de Pablo Iglesias (…) quoi qu'il se passe, il sera difficile de retrouver l'enthousiasme[10] » (Alba Rico, 2017).

[10] « Retrouver l'enthousiasme » ou « Recuperar la ilusión » dans le texte. Il s'agit d'une référence indirecte au contre-projet présenté par Errejón au cours du Congrès de Vistalegre II en 2017.

A un second niveau, les références politiques et historiques imposées par Podemos dans ses discours ont revigoré le genre de l'essai, une littérature également richement descriptive de la formation et souvent à portée normative. On y constate l'intrication de l'analyse de Podemos avec celle de ces références nouvellement consacrées, comme c'est le cas, par exemple, dans *En defensa del populismo* du philosophe Carlos Fernandez Liria préfacé par son collègue le philosophe Luis Alegre, ce dernier étant par ailleurs un des promoteurs de Podemos (Fernández Liria, 2016). La narration établie par les porte-parole de Podemos visant à établir la continuité entre le parti et le mouvement des Indignés a, quant à elle, rapidement suscité des lectures critiques fondées sur le modèle organisationnel dont s'est dotée la formation en 2014. Ces critiques ont d'abord émané d'intellectuels également positionnés dans le secteur libertaire du champ militant espagnol (Taibo, 2015) (Rodríguez López, 2016) et, plus tard, c'est à l'épreuve du dit « bilan » de Podemos que le processus de « traduction » de la protestation opéré par le parti été réinvesti, notamment par ceux qui s'étaient antérieurement prononcés en soutien de la mobilisation et en ont parfois aussi été partie prenantes (Fernández Savater, 2021).

A un troisième niveau, si Podemos a politiquement remanié des références importées de la philosophie politique, Anxo Garrido Fernández a montré comment ces usages ont donné lieu à l'émergence d'une production proprement scientifique. En Espagne, les universitaires se sont saisis de ces références pour les transposer en objets académiques légitimes alors que les concurrents politiques de Podemos s'en emparaient à leur tour pour revigorer leur corpus de références doctrinales. Ainsi, il a mis au jour les mécanismes d'une nouvelle vague de réception de la littérature de l'italien Antonio Gramsci en Espagne en soulignant une concomitance entre l'usage de cette référence comme ressource politique par Podemos et le regain d'intérêt de l'université espagnole pour la littérature du militant italien, particulièrement pour le concept d'hégémonie (Garrido Fernández, 2022).

**

*

Avec cette brève restitution, nous avons dessiné un premier portrait de Podemos et constaté la densité de la littérature à laquelle cette formation partisane a donné lieu, tout en

appréhendant les acteurs d'une circulation des idées au sein d'un espace intellectuel conformé par les revues citées, situé à l'intersection entre les champs académiques, médiatiques et politiques. Alors que les pratiques et les modalités du militantisme sont brandies à Podemos comme un signe de distinction, l'étude des groupements militants a été le plus souvent circonscrite à la fabrique partisane et au prisme de son rapport au mouvement des Indignés (Nez, 2015). L'association entre Podemos et la catégorie parti-mouvement a canalisé certaines des discussions évoquées plus haut – singulièrement le mode de direction et le rapport au 15M - et s'est diffusée sur ce terrain mouvant qui brouille les registres et est fait de prises de position successives, parfois fortement divergentes. C'est dans ce contexte discursif qui surplombe l'objet, voire l'écrase, que celui-ci a donc été qualifié ou disqualifié comme parti-mouvement.

2. Quel parti-mouvement Podemos est-il ?

Parmi les nomenclatures qui se propagent sur la base du cas Podemos, la catégorie parti-mouvement interpelle à la fois en raison de l'internationalisation de ses usages et des recompositions qu'elle sert à désigner. Comme nous l'évoquions précédemment, la terminologie est une catégorie politique mobilisée par les acteurs de Podemos sur les supports traditionnels de la littérature partisane, mais elle se normalise aussi dans la presse, s'insérant progressivement comme une catégorie de sens commun : elle sert la mise en récit de l'originalité de Podemos (Domínguez & Giménez, 2015)(Podemos, 2017), elle est un indicateur au regard duquel se voit évaluée la formation par ses membres (Sandón, 2019) et elle est disputée en faisant l'objet d'usages concurrents lors des congrès (Monedero J. C., 2017) (Urbán, 2017). Parallèlement, Podemos a aussi été qualifié à plusieurs reprises de « partido-movimiento » dans la littérature scientifique hispanophone (Martín, 2015) (De Sousa, 2017) (Alvarado-Espina, Morales Olivares, & Rivera Vargas, 2020) ou dans la littérature scientifique anglophone avec le vocable « movement-party » (Antentas J. M., 2016) (Della Porta, Fernández, & Mosca, 2017).

Cette internationalisation de la curiosité pour le parti-mouvement Podemos se manifeste de manière concomitante sur des supports à portée politique tels *Opendemocracy* (De Sousa,

2015), *Viento Sur*[11] (Fernández, 2015) (Antentas J. , 2017), *Mouvements* (Cervera-Marzal, 2018) ou *Contretemps* (Antentas J. , 2017). La catégorie connaît un essor dans le champ scientifique en même temps qu'elle est transposée vers l'espace de production des catégories politiques, une trajectoire conjointe pour laquelle des intellectuels multi-positionnés pourraient être considérés comme les « passeurs » de l'idée (Rioufreyt, 2013) : c'est par exemple le cas des sociologues Josep Maria Antentas, qui popularise la notion en Espagne puis en France, ou Boaventura de Sousa Santos, qui diffuse la référence dans le monde anglophone, puis intervient lors de l'université d'été du parti en 2017, avant d'être à l'initiative d'un ouvrage collectif sur les parti-mouvements publié la même année, *Demodiversidad*, dans lequel contribue également Juan Carlos Monedero, fondateur de Podemos (De sousa & Mendes, 2017).

A travers ces usages, qui témoignent du fait que le parti-mouvement est conjointement une catégorie scientifique et une catégorie de la pratique (Olivera & Noiriel, 2005), nous constatons que tant la pertinence que la signification de cette notion semblent désormais relever de l'évidence, voire du bon sens. Son association à Podemos a, quant à elle, suscité des réactions clairement divergentes voire antagonistes. Nous revenons maintenant sur ces deux aspects.

2.1 Que fait-on en classant Podemos comme parti-mouvement ?

Le mot-valise accolé à Podemos s'accompagne le plus souvent d'un lexique qui met en exergue le caractère novateur, voire pour certains inédit en Europe (De Sousa, 2017), d'une forme partisane qui serait « davantage qu'un parti politique » (Cervera-Marzal, 2018, p. 88) : en déclarant Podemos parti-mouvement, on fait advenir la nouveauté, ce qui en fait aussi une catégorie performative.

A grands traits, en tant que parti-mouvement, Podemos se caractériserait par un lien solide avec les mouvements contestataires, entendus comme des collectifs présents dans le vaste

[11] Revue de *Izquierda Anticapitalista*, un parti d'extrême gauche d'origine trotskiste dont les acteurs participent à la création de Podemos. Devenu *Anticapitalistas* après le congrès de Vistalegre I, ses membres sont parties prenantes de Podemos jusqu'à leur scission en 2019 sous fond de désaccord quant à la participation de la formation à la coalition gouvernementale avec le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol.

mouvement des Indignés, et des éléments discursifs émancipés des codes traditionnels de la gauche espagnole, ce qui participerait plus largement d'une redéfinition des clivages du champ politique espagnol (Della Porta et al., 2015). Ces rapports se matérialiseraient à un double niveau : d'une part, des liens qui accréditeraient une coopération croissante entre parti et mouvements, notamment parce que le vivier de recrutement principal de cette formation se trouverait dans ces collectifs, ce qui témoignerait aussi des multi-positionnements militants (Cervera-Marzal, 2018) ; d'autre part, l'importation de pratiques considérées comme typiques des mouvements vers le parti et également corrélées à des reconversions militantes, toujours depuis le mouvement des Indignés : un militantisme basé sur des principes dits « assembléistes » (Martín, 2015). Ces transferts accréditent la thèse d'un parti qui s'organiserait comme un mouvement, étant entendu que ce recrutement spécifique et les pratiques qui en sont considérées comme dérivées seraient producteurs d'effets. D'un côté, cette reconfiguration abonderait dans le sens d'une « démocratisation » accréditée dans la pratique notamment par une ouverture à la participation et le concours des membres à la prise de décision via des votes réguliers (De Sousa, 2017). De l'autre côté, en repositionnant l'action conjointement vers des espaces institutionnels et extra-institutionnels, la formation serait conduite à intégrer de nouveaux répertoires d'action (Della Porta et et., 2017), délaissant un travail militant traditionnel au bénéfice d'un activisme de rue (Cervera-Marzal, 2018).

Le lien entre Podemos et les Indignés a également été mobilisé comme un contre-argument à la thèse du parti-mouvement. Dès 2015, Irene Martín insiste sur la fragilité de ce lien : elle évoque l'hostilité des Indignés aux médias et au principe représentatif dont les porte-parole de Podemos font usage (Martín, 2015). César Rendueles et Jorge Sola se sont focalisés sur ce second aspect qu'ils ont pensé en termes de tension interne au parti structurée autour de deux tendances que sont d'un côté, l'initiative « par le bas », signe du parti-mouvement, et de l'autre côté des impositions « par le haut », manifestation pratique du parti politique. Ils imputent cette tension à une opposition respectivement entre un principe démocratique et un principe d'efficacité électorale opérant au sein de Podemos dans le sillage d'une réception des principes populistes (Rendueles & Sola, 2015). Josep Antentas a alors précisé que le mode organisationnel de type parti-mouvement correspondait au modèle porté par un groupe devenu minoritaire au sein du parti dès 2014 et composé des membres promoteurs de Podemos identifiés comme des reconvertis de la formation partisane *Izquierda Anticapitalista*

(IA) un parti électoralement minoritaire qui se réclame de la Quatrième Internationale, devenu le courant *Anticapitalistas* au sein de Podemos. Le congrès de Vistalegre I entérine le contre-projet organisationnel de la « machine de guerre électorale » porté par Pablo Iglesias et Íñigo Errejón (Antentas, 2016). Cette précision accrédite la piste des conceptions divergentes du mode d'organisationnel au prisme de généalogies idéologiques et militantes différenciées qui se trouveraient révélées par les pratiques que les membres valorisent. Dans la perspective de ces analystes, Podemos aurait éventuellement été un parti-mouvement de janvier 2014 à octobre 2014, jusqu'au moment instituant du congrès de Vistalegre I. Le changement organisationnel est quant à lui attribué à un arbitrage politique fait sous l'égide d'un argument électoraliste dans le sillage de préceptes dérivés de la théorie populiste latino-américaine, portés spécifiquement par l'un des groupes promoteurs présentant un profil universitaire et localisé à l'Université Complutense de Madrid, dit « groupe de la Complutense » face au « groupe de IA ». La vigueur de cette discussion encouragerait donc à réexaminer l'objet à l'aune de la question de recherche « Podemos est-il un parti-mouvement ? ».

2.2 Les enjeux sous-jacents d'une catégorie scientifique et pratique

Certains éléments invitent toutefois à souligner au moins trois enjeux épistémologiques que la catégorie parti-mouvement soulève et, par-là, à reformuler les termes de l'analyse : l'indicateur du mode de direction ; les pratiques postulées des mouvements contestataires ; les différentes acceptions scientifiques du terme.

D'abord, l'un des fondements de l'idée de parti-mouvement est celui d'une généalogie idéelle et militante spécifique. Celle-ci explique les modalités de la prise de décision, mais il y a divergence sur cette origine et, donc, sur l'indicateur du mode de direction qu'il s'agit de retenir : certains ont convoqué des expériences latino-américaines des années 2000 desquelles le parti-mouvement Podemos se nourrirait (De Sousa, 2017) et ce type organisationnel a même été inscrit comme un effet de la réception de la théorie populiste (Urbinati, 2019). Dans le même temps, nous constatons que d'autres ont opposé la catégorie à ces mêmes prescriptions (Rendueles & Sola, 2015) et en ont plutôt rapporté l'origine aux cas des partis écologistes

européens des années 1980 établi avec les travaux de Herbert Kitschelt (Antentas, 2016). Le premier indicateur confirme le classement de Podemos comme parti-mouvement, le second l'affaiblit.

Ensuite, la qualification ou disqualification de Podemos comme parti-mouvement met en jeu une évaluation de la nouveauté constatée sur la base d'un rapport étroit au mouvement des Indignés. En filigrane, la catégorie postule une relation causale entre le mouvement contestataire et la « démocratie ». Il s'agit alors de mesurer le degré de conformité de la formation partisane à ce qui pourrait être qualifier d'indice mouvementiste-démocratique accréditant *in fine* l'originalité. Or, comme nous l'avons évoqué, l'attribution d'une conception unanime et unanimement pratiquée de la démocratie au sein du mouvement des Indignés est précaire car elle suppose un biais d'homogénéité des pratiques qui ne rend compte ni de leurs évolutions (Moreno Pestaña, 2013) ni des conceptions hétéroclites de cette idée qui opèrent y compris dans les groupes promoteurs (Calvo & Álvarez, 2015) (Marzolf & Ganuza, 2016). De plus, elle fait craindre la résurgence du biais épistémologique suivant lequel :

> « au total, tout se passe comme si les spécialistes des mouvements sociaux, et en particulier des 'nouveaux mouvements sociaux' réputés anti-autoritaires et anti-hiérarchiques, avaient contribué à reproduire involontairement la représentation enchantée de mouvements faiblement institutionnalisés recourant essentiellement à des actions protestataires, tandis que les spécialistes des partis et des syndicats avaient accrédité celle d'organisations hyper-professionnalisées mues avant tout par leur propre survie et usant quasi exclusivement de moyens conventionnels de persuasion et d'action » (Sawicki, 2011, p. 32).

Finalement, le cas de Podemos manifeste l'existence de modèles parallèles de parti-mouvement dans la littérature. Basée sur plusieurs acceptions du terme, leurs implications théoriques différenciées font parfois craindre un brouillage conceptuel.

A ce sujet, Josep Antentas (Antentas, 2016) fait partiellement référence au modèle de Herbert Kitschelt sur lequel il convient de revenir (Kitschelt, 2006). En 2006, le politologue entend pallier le fait que « les étudiants n'emploient généralement pas la notion de « mouvement-parti » comme un concept formel avec un contenu terminologique spécifique » (Kitschelt, 2006, p. 280) et s'emploie donc à définir la catégorie dans le *Handbook of party politics*. Dans cette perspective, le parti-mouvement est l'exception, entendue comme une « anomalie organisationnelle » (Kitschelt, 2006, p. 282) : « les mouvement-partis sont des coalitions

d'activistes qui émanent des mouvements sociaux et tentent d'appliquer l'organisation et les pratiques stratégiques des mouvements sociaux dans l'arène électorale » (Kitschelt, 2006, p. 283). Ces pratiques renverraient à la protestation de rue et le mode d'organisation à un faible niveau de structuration caractérisé notamment par l'absence de locaux et de permanents. Le modèle distingue deux variantes suivant les modalités de distribution du pouvoir, elles-mêmes attribuées à la doctrine de la formation. Dans les partis d'extrême droite, le pouvoir serait monopolisé par un dirigeant qui dispose d'un nombre restreint de cadres partisans sur lesquels il exerce « un contrôle inconditionnel et jamais remis en question » (Kitschelt, 2006, p. 283). De l'autre côté, dans les partis écologistes, le pouvoir résiderait dans « une démocratie de base, une participation coordonnée entre activistes. (…) Toutes les décisions importantes sont prises par des assemblées d'activistes et appliquées par des délégués élus pour une période très courte et non renouvelable » ; ces deux régimes de décision sont respectivement celui du « *charismatic patrimonialism* » et de la « *grassroot democracy »* (Kitschelt, 2006, p. 283). On retrouve ici la présence d'une généalogie politique dont se revendiquent les promoteurs, voire d'une doctrine, comme fondement du mode d'organisation qu'ils impulsent.

Entendues comme un effet politique de la Grande Récession, les trois formations que sont Podemos, le mouvement 5Etoiles en Italie et Syriza en Grèce ont donné lieu à une redéfinition du modèle de Kitschelt. A grand traits, dans cette perspective théorique, le type parti-mouvement constitue le squelette autour duquel s'articule une classification générale des partis politiques dans laquelle un sous-type de « movement-party type », contre-hégémonique, s'oppose historiquement à un sous-type de « dominant party type », hégémonique : chaque sous-type se caractérise par un rapport similaire aux mouvements contestataires mais s'oppose idéologiquement ; la mutation d'un sous-type à un autre se réalise au moyen d'un bouleversement socio-politique. Podemos serait, ici, le cas exemplaire d'un « movement-party against austerity », un sous-type qui succède au parti de masse, auquel avait déjà succédé le parti écologiste, tous classés comme des sous-types de parti-mouvement et disposant chacun d'un rapport strict et différencié aux mouvements contestataires (Della Porta et al., 2017, p. 15).

Pour d'autres encore, il existe plusieurs modèles de parti-mouvements différenciés au regard de leurs rapports - lâche, étroit, confondu – avec les mouvements :

> « Les cas pour lesquels l'origine du parti se situe dans la transformation ou l'union de mouvements sociaux pour former un parti politique - et en conséquence la continuité des aspects organisationnels de ces premiers est évidente – et les cas pour lesquels, plutôt, la relation du parti aux mouvements réside dans l'imitation ou l'incorporation d'aspect organisationnels de ces derniers par le parti » (Martín, 2015, p. 113).

Dans cette dernière classification, qui établit un continuum de l'intensité du rapport au mouvement contestataire, des formations telles les Candidatures d'Union Populaire forgées en Espagne en 2015 ou le Movimiento Al Socialismo bolivien s'ajustent dans le premier sous-ensemble catégoriel, le plus strict, tandis que Podemos s'insère dans le second ensemble, plus lâche.

La première acception du parti-mouvement propose une conception stricte de la fabrique partisane de la part des acteurs du mouvement contestataire et discrimine le mode de direction sur la base d'une doctrine de laquelle la formation se réclame ; dans la seconde acception, le parti-mouvement a une portée universelle et les sous-types se distinguent au regard d'un contexte général mais sont unifiés dans un rapport commun au mouvement contestataire défini *a priori* ; la dernière acception propose une graduation du lien parti/mouvement établi sur la base des pratiques et des trajectoires militantes, allant de la juxtaposition à des formes sélectionnées de mimétisme, ce qui élargit fortement les contours de la catégorie.

Par conséquent, en plus d'être une catégorie scientifique et une catégorie pratique (Olivera & Noiriel, 2005), nous constatons qu'il existe de multiples conceptions savantes du parti-mouvement sur la base desquelles la présentation de soi que promeut Podemos peut être discutée mais donne inévitablement lieu à des conclusions divergentes.

Nous pensons que cette catégorie peut s'inscrire dans ce que Annie Collovald a décrit comme des labels recelant « non seulement une vision du militantisme mais aussi des schèmes de pensée plus normatifs que descriptifs qui dépassaient le cas de leur auteur pour se retrouver à l'œuvre dans d'autres univers sociaux (notamment politiques) que l'univers savant » (Collovald, 2002, p. 180). De ce point de vue, il faut sans doute interroger la « carrière » de cette référence (Belorgey et al., 2011) pour en comprendre également les usages politiques qu'en proposent les porte-parole de la formation espagnole. Plus largement, nous croyons qu'il faut la considérer comme un acte de langage qui fournit « la réponse à un problème, qu'il s'agisse de

répondre à un adversaire dans le cadre d'une controverse intellectuelle, de conquérir ou défendre une position de pouvoir dans un espace social donné ou de donner sens à une expérience vécue » (Rioufreyt, 2019, p. 19). Ce repositionnement de la focale nous a permis de faire évoluer notre question de recherche.

3. Une démarche idéal-typique pour comprendre les spécificités de l'objet

Pour « mettre de l'ordre dans le chaos des faits » (Weber, 1965, p. 203), nous avons adopté dans ce travail une démarche méthodologique idéal-typique : il s'agit d'abord d'éclairer ce concept pour appréhender ensuite les configurations spécifiques de notre objet recueillies sur la base de l'enquête ethnographique. La question à laquelle nous proposons de répondre est ainsi relativement simple : qu'est-ce que cette catégorie, élaborée sous une forme idéal-typique, peut nous apprendre de Podemos et de là, qu'est-ce que Podemos nous apprend du renouvellement partisan ? Nous nous sommes inspirées de *La ville* (Weber, 2014) en évoquant d'abord les traits de plusieurs parti-mouvements pour construire notre idéal-type, ce à quoi nous dédions notre premier chapitre, puis organiser la restitution des spécificités de notre objet recueillies grâce à l'enquête ethnographique, dans les quatre chapitres suivants. Nous formulons, dans ce travail, trois groupes d'hypothèses générales.

Le premier groupe d'hypothèses se rapporte à cette idée de parti-mouvement. Comme nous l'avons évoqué dans la section précédente, ce terme fait l'objet d'une lutte de classement au sein de Podemos. Nous pensons qu'il existe plusieurs versions concurrentes de l'idée de parti-mouvement qui recomposent des imaginaires politiques anciens, c'est-à-dire « un ensemble d'idées, d'histoires, de légendes, d'images et de symboles partagés collectivement par des groupes » (Abbas & Sintomer, 2021, p. 34). Cela nous conduit à penser qu'il est nécessaire de revenir sur les fondements de cette catégorie politique maniée par les porte-parole de Podemos.

Le deuxième groupe d'hypothèses se rapporte aux pratiques militantes au sein de Podemos : nous discutons leurs spécificités et leurs effets. En ce qui concerne la spécificité des pratiques, nous adoptons deux angles de vue : d'un côté, nous pensons qu'une perspective socio-

historique peut s'avérer féconde pour comprendre l'insertion de Podemos dans une histoire plus vaste du militantisme en Espagne ; de l'autre côté, nous pensons qu'une démarche comparative entre plusieurs groupements militants de Podemos peut permettre de déceler les ressorts de l'hétérogénéité des pratiques en prenant en compte non seulement la trajectoire des militants mais surtout les facteurs qui concourent à une dynamique faite de solidarité ou de rivalité au sein du groupe. Concernant cette seconde démarche, nous nous sommes inspirées à la fois des conclusions de José Luis Moreno Pestaña concernant les assemblées du mouvement des Indignés qui, sur la base de la méthode ethnographique, a relevé les logiques de distinction qui s'exercent en leur sein (Moreno Pestaña, 2013) et de celles de Adriana Razquin qui a pensé les engagements dans l'assemblée en termes de rôles que les membres assument ou dont ils sont affublés (Razquin, 2017). Sur la base des apports de la littérature précédemment évoquée et des conclusions de notre travail de fin de master (Montagnon, 2017), nous avançons l'hypothèse que les dynamiques intra-partisanes sont structurées par la consolidation de tendances, éventuellement de factions. Nous pensons notamment qu'elles peuvent être un facteur à considérer dans l'économie des rétributions militantes mais surtout qu'elles conditionnent les interactions et les actions des groupements militants y compris parce qu'ils tentent parfois de s'en extraire.

Le troisième groupe d'hypothèses a trait aux rapports qu'entretient le parti avec les mouvements contestataires et pour lequel nous mobilisons notre enquête conjointe à Podemos et auprès d'une fraction du mouvement féministe espagnol à l'origine du mouvement social du 8 mars. En se concentrant sur la mobilisation en faveur de la parité, Laure Bereni forge la notion d'« espace de la cause des femmes » où plusieurs pôles, contestataires et partisans (Bereni, 2012) sont marqués par des dynamiques de coopération (Bereni, 2009) voire un continuum des formes organisationnelles (Bereni & Revillard, 2012). La notion d'« espace des mouvements sociaux » met en avant les registres et les logiques d'engagements différenciées entre parti et mouvements où des frontières sont par conséquent dressées avec le champ politique. Nous pensons que ces deux notions s'avèrent heuristiques pour démêler les rapports entre Podemos et le mouvement social du 8 mars car elles permettent d'aborder l'hétérogénéité intra-partisane de Podemos.

Les résultats présentés dans ce travail s'appuient principalement sur une enquête ethnographique réalisée de 2017 à 2019.

4. L'enquête empirique : présentation des données et des enjeux de l'enquête

> « Ne ramener d'une insertion parmi les militants d'un parti politique rien d'autre que des propos généraux plus ou moins décalqués de ceux qui peuvent être lus dans les journaux du parti ou entendus lors des *meetings* représenterait ainsi un bénéfice douteux, à plus forte raison quand journalistes, essayistes politiques et chercheurs ont déjà multiplié analyses et contre-arguments sur ce type de matériaux » (Bizeul, 2007, p. 84).

Dessiner les contours d'une ethnographie éclairante en évitant toutefois des biais sensationnalistes ou de distinction pour aborder avec rigueur et originalité le parti politique, cet objet « canonique » de la science politique (Aït-Aoudia et al., 2010, p. 7), n'est pas chose aisée, de surcroît quand la transmission des données fait aussi craindre les biais épistémologiques inhérents à la traduction. Dans son travail de thèse, Lionel Cordier a parlé de « l'humilité » avec laquelle il avait abordé le cas islandais (Cordier, 2020, p. 24). Nous nous reconnaissons pleinement dans cette posture qui témoigne d'un type de rapports entretenus avec les enquêtés, la reconnaissance des apprentissages nécessaires et successifs qui accompagnent la pratique de l'enquêteur, à plus forte raison en terrain étranger, et finalement, une certaine lucidité quant aux limites inhérentes à toute enquête, aux conditions de sa réalisation et aux modalités de sa restitution.

Pour mener à bien notre travail empirique nous avons utilisé les retours d'expérience proposés par les ethnographes et spécialement, à de nombreuses reprises, ceux consignés dans le dossier « Enquêter dans les partis politiques » paru en 2010 dans la *Revue Internationale de politique comparée*. Ces réflexions nous ont été d'une grande aide pour dessiner les contours de l'ethnographie et négocier notre entrée dans différents espaces de ce parti, pour comprendre ce que les caractéristiques de notre terrain pouvaient déjà nous apprendre de l'objet, mais aussi pour mettre en sens les difficultés que nous rencontrions. Nicolas Bué y explicite les motifs pour lesquels « l'observation n'était pas qu'un choix, elle s'imposait pour recueillir des données » (Bué, 2010, p. 83), et, en revenant sur les traits de nos terrains de recherche, nous expliquons plus bas en quoi notre travail obéit à cette même exigence. De manière générale, nous avons tenté d'assumer les implications de la posture épistémologique suivant laquelle « on ne peut analyser en profondeur les partis politiques sans avoir un rapport

de forte familiarité et sans une immersion durable (qui n'implique évidemment pas forcément l'adhésion) » (Lefebvre, 2010, p. 129), ce qui explique notamment que nous ayons fait le choix d'un terrain au long cours. Soulignons que notre formation au sein de l'université de Grenade nous a également été très utile pour la réalisation de ce travail et le traitement des données ethnographiques : d'un côté, la familiarisation avec le champ académique espagnol via notre participation aux événements scientifiques nous a ouvert d'autres perspectives d'analyse mais aussi une meilleure connaissance de la production scientifique hispanophone dans notre discipline et sur notre objet. De l'autre côté, cette insertion a enrichi notre immersion ethnographique en nous apportant une connaissance sans doute plus éclairée de l'Espagne et déclinée notamment dans l'apprentissage linguistique et des enjeux socio-politiques.

Nous abordons d'abord les contours de notre ethnographie et les données récoltées, nous présentons succinctement nos terrains de recherche avant d'exposer au lecteur et à la lectrice quelques traits de notre objet qu'il nous a semblé important de se voir restituer ici pour éclairer nos choix méthodologiques et l'évolution de nos questionnements.

4.1 Les contours d'une enquête multiple et située[12]

Nous avons réalisé une première enquête dans le cadre de notre mémoire de fin d'étude de janvier 2017 à juin 2017 principalement auprès d'un groupement militant de Podemos situé dans le centre de la capitale espagnole, et ponctuellement auprès du groupement sectoriel féministe. Dans le cadre de notre thèse doctorale, nous avons poursuivi cette première enquête et investi parallèlement ou successivement d'autres groupements militants sur une période allant d'octobre 2017 à la fin de l'année 2019. Notre enquête auprès de la Comisión 8M a, quant à elle, été réalisée dans la communauté de Madrid au cours de la première moitié de l'année civile 2018. Pour les besoins de réalisation de ce travail, nous avons résidé à Madrid à partir de janvier 2017 puis à Grenade à partir de l'automne 2018.

[12] Les données restituées dans ce travail ont fait l'objet d'un travail d'anonymisation. Les noms des personnes sont fictifs, les lieux ont été modifiés lorsqu'ils permettaient l'identification des personnes présentes. L'anonymisation inclut les échanges sur les supports numériques. L'annexe 5 de ce travail synthétise les entretiens réalisés.

Nos données empiriques ont été recueillies de 2017 à 2019, nous revenons brièvement sur le fonctionnement de Podemos et ses principales évolutions au cours de cette période. Lors de notre enquête, Podemos est *a priori* régi par les orientations votées lors du congrès de Vistalegre II, en février 2017 ; la direction nationale est assurée par Pablo Iglesias qui en est le Secrétaire général. Dans la communauté de Madrid, la direction régionale est assurée par le courant majoritaire, en Andalousie, le courant Anticapitalistas, issu de l'ex-Izquierda Anticapitalista est majoritaire dans la direction. Lors de ce congrès, trois tendances se confrontent, deux d'entre elles font scission successivement au cours de l'année 2019.

Lors de notre enquête, la militance de Podemos est organisée par une distinction entre le « cercle territorial », un groupement implanté dans un quartier ou une ville, et le « cercle sectoriel » qui solidarise des militants autour d'une thématique ; ainsi, dans le cas du cercle féministe, les militantes proviennent de Madrid et sa périphérie. L'organigramme interne de Podemos réplique la division administrative de l'Etat espagnol en comptant un échelon municipal, autonomique et national dont les membres sont tous élus dans le cadre de primaires. Lors de notre enquête, les cercles ont donc déjà été soumis à la procédure dite « d'activation » impulsée en 2015 et confirmée à Vistalegre II : les cercles doivent notamment faire état à la direction d'un nombre minimal de participants et des représentants doivent y être élus ; ce sont les *enlaces* (littéralement, les « liens »). Les *enlaces* ont vocation à être la courroie de transmission entre la base militante et l'organigramme de la formation qui leur transmet, par exemple, des axes de campagne. Les cercles conservent toutefois une autonomie formelle dans leurs initiatives et leurs modalités d'organisation, ils ne perçoivent alors pas de financement régulier.

L'ensemble des personnes inscrites sur la plateforme internet de Podemos sont formellement électeurs et éligibles : on compte des primaires internes pour le renouvellement d'un échelon de l'organigramme, des primaires pour la constitution des listes de candidats aux scrutins électoraux et des consultations impulsées par la direction. A partir de 2018, les conditions pour faire partie du corps électoral évoluent : il est nécessaire de valider son identité avec un document officiel - passeport ou carte d'identité - pour être considéré comme régulièrement inscrit, une démarche qui, dans la pratique, a réduit le nombre d'inscrits et donc d'électeurs également éligibles. Afin de participer à une votation, un délai minimum d'inscription sur la plateforme est ensuite requis et pour être éligibles, les candidats doivent recueillir des

« *avales* », des soutiens individuels ou collectif (d'un cercle, par exemple). Les délais de présentation des candidatures varient fortement et sont transmis de manière discrétionnaire par les organes du parti, ils transmettent également les délais pour se prononcer lors des votations. Cette même année, une charte annonce l'instauration d'un « *censo de militantes »* (registre de militants), présenté comme une formalité afin de dénombrer les membres actifs de la formation et préparer les campagnes électorales de 2019. Les militants sont encouragés à s'inscrire, via internet, sur ce registre.

L'organisation interne de Podemos est formellement modifiée après la fin de notre enquête, lors du congrès de Vistalegre III qui se tient en ligne pendant le premier confinement, en mars 2020. Vistalegre III formalise le principe du « registre de militants » dont la régularisation de l'inscription se fait désormais moyennant la cotisation annuelle. L'organigramme du parti évolue, seuls les militants à jour de cotisation peuvent se prononcer pour la désignation des organes locaux, ils choisissent également une partie des membres des nouveaux organes intermédiaires. Vistalegre III institutionnalise donc une distinction entre militants et sympathisants, c'est-à-dire, les inscrits sur la plateforme internet. Les cercles perdent également leur autonomie organisationnelle puisque sont adoptés des « protocoles » qui circonscrivent leurs « compétences » et distribuent des rôles dans les assemblées avec, notamment, une codification des prérogatives et modalités de désignations des *dinamizadores* (l'équipe d'animation) (Podemos, 2020). Vistalegre III marque donc une rupture avec certaines modalités organisationnelles initialement considérées comme des signes distinctifs de Podemos : l'ouverture à la participation n'est plus garantie car seuls les militants à jour de cotisation peuvent participer aux cercles et aux votations, les règles concernant les indemnités perçues par les élus de Podemos dans le cadre de leurs mandats sont supprimées et ils peuvent désormais dépasser le plafond de l'équivalent de trois salaires minimums.

Notre enquête à Podemos, entre 2017 et 2019, s'inscrit donc dans un contexte très particulier qui, rétrospectivement, peut être qualifié de transitoire : la période est caractérisée par des luttes pour le contrôle de l'appareil qui se soldent par deux scissions, certaines évolutions des pratiques amorcent les orientations formalisées par la direction en 2020. Les données récoltées s'inscrivent dans cette dynamique spécifique.

Nous avons récolté et consignés 124 comptes rendus d'observations que nous pouvons dénombrer comme suit : 61 observations auprès du cercle I – centre de Madrid - , 18 observations auprès du groupement féministe – Communauté de Madrid -, 19 observations au sein de la Comisión 8M – rencontre nationale, régionale madrilène et locale -, 6 observations auprès du groupement II – commune en périphérie de Madrid -, 6 observations auprès du groupement de travail dit municipaliste de Madrid, 14 observations auprès du groupement III à Grenade. Dans un souci de lisibilité, nous pouvons classer ces observations de la manière suivante :

- Le travail militant « ordinaire », qui s'exerce régulièrement au sein des locaux de l'organisation ou légitimé comme tel. Il correspond, conjointement dans le parti et dans le mouvement, aux assemblées des groupements militants et aux réunions de groupe de travail.
- Le travail militant « hors les murs » correspond aux actions militantes limitées dans le temps, qu'elles soient impulsées par la direction ou à l'initiative des groupements. Dans le cas partisan il s'agit des campagnes électorales ou des campagnes de politisation d'un problème public, dans le cas du mouvement il s'agit essentiellement de la campagne de promotion de la grève des femmes. Il correspond également aux mobilisations, s'agissant, dans les deux cas, du répertoire afférent à la manifestation qui peut prendre la forme d'un cortège organisé suivant un itinéraire habituel dans l'espace public, celui d'un défilé circonscrit à un quartier ou d'un rassemblement sur une place.
- La socialisation politique et la sociabilité militante : les moments de camaraderie, lesquels recoupent des événements spécifiquement festifs tels que les célébrations ou les interactions instituées de fait avant et après les assemblées dans l'espace public du café, mais aussi les meetings, conférences, ateliers de formation ou universités d'été.

La classification opérée pour distinguer les observations n'est pertinente que pour sa vertu descriptive et précisons que, dans les faits, nos comptes rendus d'observations impliquent souvent le chevauchement de plusieurs de nos terrains – c'est par exemple le cas des universités d'été. Ils apparaissent ici assignés à un groupement car nous les rapportons aux personnes enquêtées avec qui nous nous sommes rendue à ces événements. Par ailleurs, nous avons également investi les espaces virtuels du militantisme en intégrant les groupes privés de

discussion sur Telegram des groupements sur lesquels nous avons concentré notre attention. Pour ce qui est des observations dans l'espace virtuel, nous avons cherché à consigner de manière systématique les interactions précédentes, parallèles ou suivies sur le réseau virtuel dans le compte rendu d'observation physique. Nous revenons dans la dernière section sur certains enjeux épistémologiques que soulèvent ces strates virtuelles du militantisme.

Outre les témoignages recueillis en contexte non-directif lors d'observations participantes, nous avons également récolté des données au moyen d'entretien semi-directifs menés avec vingt-neuf enquêté.es sélectionné.es au regard d'un ou plusieurs traits pertinents, tant pour notre problématique de recherche que pour notre meilleure compréhension de l'objet étudié. Parmi ces traits, on compte :

- Les propriétés sociales de l'enquêté.e et sa « carrière militante » (Fillieule, 2009)
- La temporalité d'engagement à Podemos[13]
- L'évolution de l'enquêté.e dans le groupement initialement constaté pendant l'enquête (désengagement total, mise en retrait, intensification de l'engagement, rôle prépondérant)
- Un désengagement avant la période de notre enquête
- La double militance à Podemos et à la Comisión 8M
- La militance exclusive dans la Comisión 8M
- Le double statut de militant.e et de professionnel.le de la politique

Finalement, nous avons constitué un corpus d'archives associé à notre ethnographie, notamment les comptes rendus d'assemblées, des tracts, des calendriers et divers documents internes transmis par la direction aux groupements. Pour ce travail, nous avons également travaillé sur un corpus de discours récoltés dans des programmes audiovisuels, des conférences, des ouvrages, des revues, des articles de presse. Souvent, ce corpus a été enrichi grâce à l'ethnographie : les documents qui occupent les conversations au café ou que les militants se partagent avant d'en débattre sur Telegram ou, à l'inverse, ceux qu'ils évoquent négativement, voire avec dédain. A ce sujet, signalons que les groupes virtuels Telegram n'ont

[13] Nous nous sommes inspirée ici des travaux de Cécile Pechu qui mobilise la notion de « génération militante » pour « rendre compte de l'hétérogénéité socio-politique des membres d'une même organisation » et « permet d'éviter les visions réifiées et éternisées des organisations politiques » (Péchu, 2001, p. 97)

pas été qu'un terrain d'observation, ils ont également constitué une source fondamentale d'informations. Ces groupes virtuels privés de discussion dans lesquels on entre par invitation constituent en eux-mêmes une archive à mi-chemin entre l'échange épistolaire et le verbatim d'une réunion. Sur Telegram on se raconte, on planifie, on échange des documents, on transmet des impressions, on émet des opinions, on se conseille, on rigole et on se dispute, mais il s'agit aussi d'échanges simultanés ou différés multilatéraux qui discriminent entre participants et observateurs. L'interruption de la correspondance, la sortie d'un membre du groupe virtuel ou, à l'inverse, la présence de personnes que nous n'avons pas rencontrées dans le cadre des assemblées constituent parfois des vestiges qui témoignent de l'évolution du groupement dans sa version physiquement observable. Ces espaces virtuels se sont donc avérés cruciaux pour la connaissance globale de nos terrains, qu'il s'agisse de leurs histoires, de l'insertion ces histoires dans l'histoire générale de l'objet et de la mise en sens des rôles attribués ou adoptés par les enquêtés dans leur organisation.

4.2 Une brève présentation des groupements étudiés

Notre ethnographie a été réalisée de 2017 à 2019. Les groupements militants que nous avons investis ont tous fait l'objet de recompositions préalables à notre arrivée. Nous avons fait le choix d'investir plusieurs groupements militants à la fois pour enrichir notre matériau d'une perspective comparative et pour limiter les biais identifiés au cours de l'enquête. Chacun de ces groupements dispose de sa propre histoire et pourrait constituer l'objet d'une analyse à visée microsociologique au regard des logiques du « milieu partisan » (Sawicki, 1994), à la position différenciée qu'ils occupent au sein du parti et à l'évolution des interactions qui s'y jouent eu égard aux relations interpersonnelles qui s'y nouent. C'était là l'objectif de notre travail de mémoire de master réalisé en 2017. Restreindre le nombre de groupements avait vocation à conserver cette focale microsociologique, un prérequis pour l'accès à différentes strates de terrain et remplir notre objectif épistémologique d'immersion sur le long terme. Si cette focale en est le moyen, l'objectif de ce travail doctoral est bien de dégager des résultats sur la base de ce cas pratique pouvant servir une montée en généralité. Nous présentons ici brièvement nos terrains de recherche.

Les caractéristiques du cercle I identifiées lors de notre première ethnographie nous ont conduite à élargir nos terrains d'enquête. Lors de notre arrivée sur le terrain, Podemos fait partie de la coalition municipale *Ahora Madrid* qui gouvernait la Mairie ; elle se désagrège lors des primaires internes pour les élections de 2019 et la mairie repasse finalement à droite. Comme nous l'avons montré dans notre premier travail, le cercle I présente une série de spécificités : en premier lieu, sa position géographique le place au cœur d'un espace social et symbolique historiquement très concurrentiel pour les collectifs et formations partisanes de gauche dite radicale. Le quartier dans lequel il est inséré présente de sérieuses inégalités sociales s'inscrivant notamment dans le processus de gentrification et de touristification qui affecte plus largement le centre de la capitale espagnole. En dernier lieu, le cercle I occupe une position particulière également au sein du parti (Montagnon, 2017). A ce sujet, une militante présente au sein de ce groupement du centre de la capitale madrilène depuis sa création indique :

> « Clairement, il y a eu une sorte de 'bataille' pour [le cercle I]. C'était l'un des premiers cercles, quelque chose de stratégique. Toutes les mouvances qui existaient et qui se sont retrouvées dans Podemos ont appelé leurs militants à se réunir [dans le cercle I], et ça, ça a été la première assemblée du cercle. Après, il y a eu un affrontement entre ces courants pour savoir qui contrôlerait [le cercle I], parce que on était un des plus gros cercles de la ville, un des plus actif. Il fallait voir le monde qu'il y avait en assemblée, des assemblées de 40, 50 personnes. Donc ce qu'on faisait et la manière dont on le faisait c'était un peu l'image du parti à ce moment-là. Et personne ne savait si Podemos allait prendre ou pas. En plus, des gens qui étaient présents dans ces courants, ben maintenant tu vois, certains sont députés ou porte-parole du parti. »[14]

Les membres du cercle I sont, par ailleurs, rompus à l'exercice de l'entretien et habitués à être observés et ce pour au moins deux motifs. Celui des trajectoires de ses membres, puisque certains enquêtés sont eux-mêmes de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales, surtout, celui de cette focale nationale et internationale braquée sur lui : avant et au cours de notre ethnographie, le cercle I a reçu la visite ponctuelle de militants venus d'autres pays, des Italiens de Potere Al Popolo, des Français du NPA ou de la France Insoumise mais aussi celle de journalistes ou de jeunes chercheurs. Le cercle I est donc un enjeu au sein de Podemos mais également pour Podemos, la seconde caractéristique expliquant en partie la première, ce qui octroie aux interactions qui se déroulent dans ce groupement un certain nombre de singularités

[14] Entretien réalisé avec Laura, le 2 mai 2017.

et conditionne également le matériau qui peut être récolté, notamment en situation d'entretien. D'abord, se convertir, même d'office, en « porte-parole des militants » ou en « vitrine du militantisme version Podemos » c'est aussi cultiver une image publique inévitablement associée une culture du secret à laquelle le groupe s'astreint. Concernant le premier aspect, il y a, dans le cercle I, un groupe de travail au sein duquel un militant de la première heure du groupement et une salariée du parti s'affairent spécifiquement à raconter Podemos et à orienter le nouvel arrivant, qu'il soit potentiel militant ou observateur : c'est le groupe de travail « commission d'accueil des nouveaux membres ». Concernant le second aspect, il y a, dans ce cercle, plusieurs groupes Telegram qui coexistent. Ceux-ci distinguent les participants en fonction de la régularité du militantisme et diffèrent au regard des informations qui y circulent, et ce, d'une manière discrétionnaire. Cette distinction, que nous avons également retrouvée au sein du groupement féministe, garantit une ouverture formelle à la participation virtuelle aux potentiels membres et aux observateurs, fussent-ils éphémères dans l'organisation. L'enquête de long terme mise en relief de concert par les ethnographes des partis politiques comme essentielle pour la compréhension de l'objet et le recueil du matériel (Aït-Aoudia et al., 2010) s'est donc ici avérée décisive pour l'accès à ces espaces.

Cette spécificité sociologique du cercle I nous a encouragée à poursuivre cette ethnographie de long terme au sein de ce qui apparaît être comme un microcosme disputé, ce à quoi il faut ajouter que notre excellente insertion sur ce terrain nous a progressivement facilité l'accès à d'autres espaces du parti, notamment des espaces informels forgés à l'aune d'un réseau d'interconnaissances où se chevauchent des relations professionnelles, militantes, amicales. C'est également à partir de ce premier terrain que nous avons intégré le groupement de travail municipaliste : il est composé de militants venus des quatre cercles du district centre de Madrid, de permanents du parti, de permanents de Ahora Madrid et de « *Vocales Vecinos* »[15]. Le groupe se donne pour missions de coordonner les actions militantes à l'aune de la vie politique municipale, notamment d'investir les dispositifs institutionnels de budget participatif et les *foros locales* impulsés par la Mairie, mais aussi d'être une courroie de transmission entre la militance de Podemos et le groupe municipal Ahora Madrid. Dans la pratique, le groupe se dissout en 2019 avec la désagrégation de Ahora Madrid. Alors que nous enquêtons à Grenade,

[15] Désignés par les partis politiques, les *vocales vecinos* sont salariés de la mairie et en charge d'être la courroie de transmission entre les demandes de la société civile et l'institution.

nous apprenons que le cercle I est lui aussi dissout, ses membres restants fusionnent avec d'autres groupements militants.

Résumé par un commentaire éclairé sur notre enquête et suivant lequel « étudier [le cercle I] c'est un peu comme étudier Mai 68 dans le Quartier latin » il apparaissait nécessaire d'élargir la focale à d'autres groupements militants à la fois dans un souci de comparaison utile à notre problématique et parce que ces spécificités du terrain courraient le risque de se convertir en biais sociologique. Nous avons donc choisi d'investir d'autres groupements militants volontairement localisés dans une autre configuration urbaine, politique et sociale, en faisant également l'hypothèse qu'ils seraient moins « exposés » à ces dynamiques intra-partisanes : il s'agissait, en quelque sorte, de groupes témoins. Ce sont ces motifs qui nous ont conduit à investir, d'une part, le cercle territorial II situé dans une ville de 170 000 habitants limitrophe de Madrid gouvernée par la droite lors de notre enquête, et d'autre part, le cercle III à Grenade, capitale de la province du même nom, située dans la communauté autonome andalouse. Dans les faits, ce dernier cercle a la particularité d'être le réceptacle du militantisme de Podemos dans la ville puisque des militants d'autres groupements du territoire se rendent également à ses assemblées. Lors de notre arrivée, la municipalité est gouvernée par les socialistes soutenus par le groupe municipal du parti Ciudadanos après que le maire du Parti Populaire, également investi initialement grâce au soutien de Ciudadanos, a été contraint en 2016 à la démission pour une affaire de corruption.

Les cercles II et III présentent en fait des similitudes du point de vue de leur organisation et de leur histoire, ce qui, plutôt que de confirmer l'hypothèse d'une spécificité du cercle I au regard de sa position symbolique particulière, l'a affaibli. C'est en partie ce qui nous a conduite à intégrer l'hypothèse suivant laquelle les interactions de défiance au sein des groupements et entre les groupements et les organes internes du parti sont une constante dont les ressorts, les modalités et les effets demandaient à être analysés. Dans les faits, la direction locale de Podemos soit provient de ces cercles, soit les investit, ce qui conduit à une forme de juxtaposition de l'organe de direction locale du parti avec le groupement militant. Si des membres de la direction locale de Podemos à Madrid sont présents dans le cercle I, ils sont à la fois quantitativement et proportionnellement moins nombreux que dans les cercles II et III et cercle féministe. Les cercles II et III ont aussi connu des recompositions marquées par des *exits*, singulièrement au moment des élections municipales de 2015 qui ont donné lieu, dans

les deux cas à des conflits. Ces conflits ont émergé soit entre les conseillers municipaux nouvellement élus et le parti dans le premier cas, soit à l'occasion de la constitution des listes dans le second cas. Les deux cercles présentent également des rapports de défiance avec l'échelon autonomique du parti, ils sont hérités de conflits internes qui précèdent l'enquête mais continuent de nourrir les interactions lors de notre ethnographie. Dans le cercle II, les conflits à l'aune des primaires pour les municipales de 2015 conduisent la direction à appliquer une *Gestora*, c'est-à-dire à mettre le cercle sous tutelle du parti avant de tenter d'impulser une nouvelle direction au niveau municipal, ce qui cristallise donc l'opposition d'une partie des membres qui ne se sont pas encore désengagés lors de notre arrivée. A Grenade, nous arrivons au lendemain de primaires internes de renouvellement de la direction municipale. Celles-ci sont remportées par une liste qui fait campagne sur sa dissidence des trois courants internes au parti. Les rapports de cette direction locale, qui assume un rôle de dissidence avec l'organe autonomique du parti, entraîne des relations hostiles répliquées dans le cercle III par les militants se réclamant de la tendance hégémonique au niveau autonomique.

Il nous faut signaler qu'à Grenade, plusieurs des enquêtés qui assument la direction locale à notre arrivée sont des universitaires de notre département de recherche que nous côtoyons dès lors quotidiennement, incluant le codirecteur de ce travail de thèse. Cette particularité inattendue nous a facilité l'accès au terrain mais a également inévitablement conditionné de prime abord la perception des autres personnes enquêtées à notre égard, un biais que nous avons tenté de surmonter en développant des stratégies pour nous délier de cette identification. L'immersion de long terme nous a permis de développer des relations interpersonnelles, notamment dans l'espace universitaire où des militants proches d'autres tendances évoluent également, nous avons pris garde de généralement nous rendre seule sur le terrain, nous avons opté pour l'observation-participante dans des actions consensuelles telles que le collage d'affiche pour les municipales de 2019. L'intrication entre une partie de l'espace universitaire et notre objet, déjà visible dans la trajectoire des dirigeants et le profil des militants et militantes du cercle I s'est trouvé également manifeste à Grenade, ce qui a nourri nos réflexions sur la sociologie de l'engagement à Podemos et permis de forger notre hypothèse d'un parti imprégné des schèmes universitaires. Notre terrain à Grenade présente également la particularité d'avoir été pris dans la temporalité de la campagne des élections

municipales de mai 2019, ce qui nous a notamment donné l'opportunité d'observer la fabrique de la liste des candidats et le déroulé de la campagne.

4.3 Les questions posées par le terrain

Les traits de notre objet révélés au cours de l'enquête et le contexte socio-politique dans lequel elle s'est déroulée sont autant de composantes qui ont conditionné le matériau récolté. Ils nous ont invitée à faire évoluer nos questionnements, certains ont été intégrés à la problématique de notre objet, d'autres demanderaient à être analysé plus finement dans le cadre d'un autre travail. Nous croyons donc opportun de revenir sur certains de ces éléments qui éclairent le lecteur et la lectrice quant à la manière dont les résultats de cette recherche ont été façonnés et les questions de recherche qui se dessinent. Nous abordons les mobilisations sociales et la mise à l'agenda du féminisme, le rapport de Podemos à la compétition électorale, les strates virtuelles du militantisme.

Le contexte de notre enquête est d'abord celui d'une forte mobilisation sociale : les protestations du mouvement féministe ont été récurrentes et très nombreuses, principalement pendant l'année 2018. A la campagne de promotion de la grève féministe prévue pour le 8 mars 2018 succède une vague de contestation à partir du printemps de l'année 2018, articulée principalement autour de la dénonciation des féminicides et de décisions judiciaires concernant des cas de violences faites aux femmes. Parmi ces protestations qui, à la fois, mettent en lumière le problème social que constitue le continuum des violences faites aux femmes et dénoncent les manquements de l'institution judiciaire pour y répondre, trois journées de mobilisation ont été particulièrement suivies au niveau national pendant notre enquête :

- Le 8 mars 2018 : grève féministe avec rassemblements, piquets de grève et manifestations sur tout le territoire.

- Le 26 avril 2018 : rassemblement à Madrid devant le ministère de la Justice et manifestations dans le reste du pays après la décision de justice de l'affaire dite « la Manada ».
- Le 25 novembre 2018 : manifestations sur tout le territoire à l'occasion de la journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Ces mobilisations conduisent à un regain de politisation de la cause du droit des femmes dans le champ partisan. S'exerçant, de surcroit, dans un contexte pré-électoral, la thématique du droit des femmes a été structurante pour Podemos pendant notre enquête – ajustement du programme, féminisation des slogans, impulsion d'un porte-parolat féminin etc… -, ce qui nous a encouragée à faire de cette mobilisation le cas pratique sur la base duquel questionner les rapports de Podemos aux mouvements contestataires, à plus forte raison que nous étions déjà familiarisées avec le groupement féministe de Podemos à Madrid.

Ce double terrain a été investi par « effet boule de neige » et le fil de l'enquête nous a conduite à faire évoluer nos questions de recherche. Lors de notre première enquête, nous avions observé ponctuellement des assemblées du cercle sectoriel féministe, un accès au terrain favorisé par l'intermédiaire d'une militante désengagée du cercle I avec qui nous avions réalisé un entretien et depuis repositionnée dans ce groupement militant. Alors que nous engagions une ethnographie plus soutenue dans ce cercle en octobre 2017, certaines de ses membres sont déjà positionnées à la Comisión 8M (C8M) qui coordonne habituellement les mobilisations du 8 mars. Avec ce terrain, nous pensions recueillir un matériau pertinent pour analyser le continuum de l'engagement de ces militantes de Podemos multi-positionnées dans la C8M : les militantes hiérarchisent-elles leurs engagements ? Apparaissent-elles comme un groupe solidaire au sein de la C8M ? Se revendiquent-elles de Podemos ? Comment ce multi-positionnement influence-t-il la perception qu'elles ont de leur parti ? Quelle perception ont-elles de leur rôle au sein de Podemos ? Prise dans le contexte de la fabrique de ce mouvement contestataire et de son déploiement territorial, nous décidons d'investir la première assemblée du 8M du centre de la capitale, en pensant pouvoir observer cette fois les rapports qui se tissent entre cette assemblée et le cercle I de Podemos. Basé sur le postulat suivant lequel les militants de Podemos se positionnent généralement dans les collectifs contestataires, force a été pour nous de constater, au fil de l'enquête, qu'aucune militante n'a investi cet espace, ce qui nous

conduit à élaborer une nouvelle question de recherche : comment expliquer cette absence ? Il s'est alors agit de mieux comprendre les perceptions des activistes concernant la présence de militantes issues de parti politique et éventuellement d'identifier les modalités explicatives d'un rapport de rivalité entre les collectifs associatifs de ce quartier et le cercle I. Alors que nous pensions circonscrire notre ethnographie à l'étude des ressorts des multi-positionnements, ce terrain nous a amenée à mettre à l'épreuve les pratiques du mouvement contestataire au regard de celles observées à Podemos en structurant une autre question de recherche, basée sur la prémisse d'une différence organisationnelle irréductible entre parti et mouvement : la dynamique électorale dans laquelle est prise Podemos suffit-elle à expliquer que le mouvement soit « horizontal » et le parti « vertical » ? Nous avons voulu remettre en cause cette prémisse et nous sommes attachée à étudier les pratiques de ce mouvement contestataire. Ce cas pratique fait de terrains imbriqués nous a permis, d'un côté, d'aborder les liens qui se nouent ou ne se nouent pas entre Podemos et la C8M et de questionner le déploiement et l'évolution des pratiques dans chaque cas étudié. Ce sont ces questions de recherche qui ont permis de structurer l'hypothèse selon laquelle les notions d'« espace de la cause des femmes » (Bereni, 2012) et d' « espace des mouvements sociaux » (Mathieu, 2012) permettent de restituer l'hétérogénéité intra-partisane de Podemos et ainsi des rapports différenciés entre parti et mouvement.

Les données que nous avons récoltées à Podemos ont également été fortement influencées par le contexte électoral qui s'impose au parti et que celui-ci s'impose à lui-même. Nous avons observé la campagne des élections générales d'avril 2019, les municipales et autonomiques de mai 2019 et finalement, devant l'impossibilité de former un gouvernement, les nouvelles élections générales de novembre 2019. Du point de vue de la vie interne du parti nous avons concentré notre attention sur le congrès de Vistalegre II en février 2017, deux primaires pour le renouvellement de l'organigramme de Podemos parmi lesquelles celles pour le Conseil Citoyen Municipal de Madrid en novembre/décembre 2017 et celles pour le Conseil Citoyen Autonomique de la Communauté de Madrid avec une campagne en avril/mai 2018. Nous avons également observé deux primaires internes pour les listes de candidats aux élections, parmi lesquelles, ponctuellement, celle pour la liste aux municipales de Madrid à l'automne 2018, la liste pour les générales d'avril 2019 et régulièrement, celle pour les municipales à Grenade au début de l'année 2019. Finalement, nous avons observé deux consultations internes

successives convoquées par la direction et se déroulant au printemps 2018 : la première portant sur l'approbation par les inscrits du vote des parlementaires de Podemos de la motion de censure impulsée par le PSOE contre le gouvernement de droite au Parlement, la seconde portant sur la démission conjointe du Secrétaire général et de la porte-parole de la formation au motif de l'achat de leur résidence principale. Cette énumération – dont nous excluons volontairement les campagnes que nous n'avons observées que très ponctuellement, telle celle des élections autonomiques andalouses de décembre 2018, révèle une caractéristique de notre objet ayant fortement impacté les conditions de l'enquête et influencé le matériau récolté : Podemos est une formation partisane en campagne permanente, la campagne se déclinant dans des scrutins pour des enjeux proprement internes ou dépassant ce cadre. Parfois, ces scrutins internes ont d'ailleurs semblé occuper davantage d'espace que les campagnes électorales.

Il convient de souligner en quoi cette caractéristique permet de dessiner les contours du militantisme à Podemos. En premier lieu, la vie institutionnelle espagnole et la multiplication des scrutins dans une conjoncture d'instabilité parlementaire contraint les militants à une mobilisation récurrente et intensive pour remplir les exigences d'une compétition électorale, c'est-à-dire pour effectuer le travail militant de terrain qui se doit d'être efficace mais aussi original et créatif pour répondre aux exigences de visibilité de la formation et à sa stature de « parti différent ». En second lieu, les primaires et les consultations requièrent, pour elles-mêmes, un besoin en ressource militante soit par le recrutement dans ce vivier du personnel pour les listes dont ils prennent la tête soit pour relayer et animer les campagnes en interne. Dans les faits, les membres des groupements militants de Podemos cumulent donc plusieurs statuts qu'ils s'attribuent eux-mêmes ou dont ils sont affublés : ils sont des militants de Podemos, des militants pour une tendance au sein de Podemos ou des militants non-affiliés à une faction. A ces statuts, il faut ajouter parfois celui de permanent et de candidat à la primaire. Finalement, dans cet espace où une campagne en cache déjà une autre, les rôles sont aussi distribués en termes d'électeurs également formellement éligibles, de représentants et d'opposants qui, entre eux, négocient, coopèrent ou s'affrontent.

La principale conséquence de ce fonctionnement particulier du parti pour le déroulé de l'enquête tient au type de matériau récolté à la fois lors des entretiens semi-directifs et lors des observations ou observations-participantes. Dans le cadre des entretiens semi-directifs, il est

frappant d'observer que les enquêtés anticipent souvent la question des conflits intra-partisans : les enquêtés ont une forte propension à orienter leur discours vers l'actualité du parti, ce qui consiste le plus souvent en un commentaire de la compétition électorale passée, présente ou future, ou de la dernière polémique médiatique concernant cette compétition ; le commentaire se convertit alors en une prise de position sur le fait politique ou médiatique. Cette anticipation fait craindre un biais suivant lequel l'enquêté présuppose que l'enquêtrice serait peut-être moins intéressée par sa trajectoire que par ces conflits mystérieux et donc forcément attrayants, l'encourageant à donner le matériau attendu. Les observations tendent toutefois à nuancer cette hypothèse : les luttes intra-partisanes semblent parfois occuper tout l'espace virtuel et physique des groupements militants. Elles occupent ainsi les débats de leurs assemblées, sont sources de disputes sur Telegram, sont longuement évoquées dans les moments de camaraderie. Plutôt qu'une contrainte narrative que s'imposent les acteurs, la conflictualité dérivée du cadre électoral est une préoccupation dont la traduction est multiple, allant du soutien ou de l'indignation à la frustration. Cette omniprésence des votations au sein du parti, de la compétition qu'elles impliquent et des prises de position qui en dérivent est une caractéristique des données que nous avons récoltées et, à l'évidence, à la fois dit quelque chose du type d'interactions qui se déploie à Podemos et invitent à en questionner les effets sur l'engagement et la solidarité des groupements. En conséquence, c'est bien parce que l'enquête a été prise dans cette logique de la compétition électorale qui structure habituellement la vie interne de Podemos que notre travail n'a pu faire faire l'économie d'une mise en sens de la conflictualité qui semble en constituer le corollaire. L'analyse des pratiques apparaîtra donc probablement au lecteur et à la lectrice comme étant souvent mise en lumière à l'aune des rouages de cette compétition et de ses effets sur les interactions au sein des groupements militants.

Nous pensons également opportun de revenir sur quelques enjeux méthodologiques afférents aux espaces virtuels. L'observation des interactions virtuelles sur Telegram est sans doute stimulante pour l'enquête ethnographique. Ainsi, à Podemos, Telegram est un outil de « voice » dont la trace reste pour toujours écrite. Des militants se désengagent sous la forme d'une longue déclaration sur le Telegram de leur groupement ; ce faisant, ils disparaissent en parallèle de l'espace physique du militantisme sans autre explication. Les groupes de discussions témoignent aussi d'une mécanique des interactions virtuelles qui substitue et transpose les

codes oratoires de l'assemblée : les abréviations, multiplication des smileys, exagérations de la ponctuation, usages inappropriés des majuscules pour une multitude de messages successifs d'à peine quelques mots comme s'il s'agissait d'occuper tout l'espace, signent l'indignation et donnent le sentiment d'être le pendant virtuel d'une interaction physique dans laquelle le locuteur se serait levé, le rythme aurait été accéléré, le ton haussé et la parole coupée. Telegram informe également de tendances sociologiques quant aux modalités de la participation : les personnes âgées font l'apprentissage des outils numériques avec le militantisme et peut-être parce qu'elles sont aussi les plus disponibles - ou les plus isolées ? - elles sont celles qui publient le plus, après les permanents. Agents d'une circulation de l'information sous la forme d'articles en cascade qu'ils partagent - rien ne leur échappe – ces participants âgés font un usage singulier de ce support en prenant le temps de rédiger de longues interventions, par exemple en réaction aux matinales d'informations qu'ils écoutent au quotidien religieusement avant de les commenter. Contre le présupposé d'une brèche numérique, à Podemos, les personnes âgées sont, le plus souvent, très connectées. Dans le groupe Telegram des militantes féministes, composé à une exception exclusivement de femmes, les messages affluent le soir aux alentours de 22h30, révélant peut-être un biais de genre - c'est le temps libre après le travail domestique - mais aussi une ritualisation de la sociabilité quotidienne tacitement instituée : le commentaire instantané et collectif d'une émission politique que chacune regarde seule chez soi mêle alors la camaraderie, la socialisation politique et la mise en sens des faits politiques qui donnent parfois lieu à l'élaboration collective d'un cadrage ensuite transmis en assemblée. Telegram est sans doute aussi un formidable outil de veille des groupements militants pour les professionnels de la politique et les cadres intermédiaires qui investissent les groupes virtuels dans lesquels ils transfèrent des informations relatives aux campagnes partisanes, des allocutions des dirigeants mais aussi des argumentaires, du parti ou d'une tendance, avec éléments de langage inclus. Ces interventions que les militants appellent avec sarcasme « *bajar linea* » (transmettre la ligne partisane) désignent symboliquement l'omniprésence des cadres intermédiaires et des permanents dans les groupements de base, conduisant l'ethnographe à se poser la question de ses effets. Puisqu'il est parfois un espace de sociabilité, Telegram participe de la solidarisation du groupe, mais rattraper les messages non lus, vouloir donner son opinion en ressentant la contrainte de l'exprimer dans une temporalité *a priori* non dédiée au militantisme

sont, en même temps, autant de motifs qui participent d'un épuisement militant que nous avons constaté et dont les effets sur la résistance de l'engagement restent encore mal évalués.

Cette économie des interactions virtuelles sur Telegram a été précieuse pour l'analyse ethnographique, mais il nous apparaît que ce matériau devrait faire l'objet d'une analyse systématique et plus fine. Cristina Flesher Fominaya avait proposé une étude basée sur un matériau similaire, à savoir les interactions par courriel via l'inscription sur une liste d'abonnés. A cette occasion, elle avait battu en brèche l'idée selon laquelle les interactions virtuelles seraient émancipées des logiques de domination qui s'exercent dans l'espace physique (Flesher Fominaya, 2016). En reprenant ces travaux pionniers, il s'agirait d'interroger les modalités de la participation sur ce support, les logiques des usages – l'information, le débat, la déclaration, la réaction -, les codes oratoires, les normes et les conditions pour y déroger, les inégalités sociales que ces interactions révèlent ou renforcent. Dans ce travail, nous avons considéré ces espaces comme une strate supplémentaire de la participation, nous ne nous concentrons pas sur les enjeux spécifiques de la participation virtuelle.

Les groupes virtuels privés de discussions suscitent aussi de sérieuses interrogations épistémologiques. Cet outil qui, à l'évidence, abolit les limites spatio-temporelles du militantisme reflète et enjoint à un « militantisme tous azimut » (Montagnon, 2017). Parce qu'il multiplie aussi les espaces légitimés du militantisme, il en constitue donc une nouvelle strate. Le type d'interactions dans ces espaces et les usages de l'outil sont le terreau de processus réflexifs des militants sur leur propre pratique dont l'ethnographe est témoin, voire prise à témoin. L'impensé initial des modalités d'une gestion partagée de cet espace commun leur donne parfois le vertige, un vertige partagé, pour ces motifs et d'autres par l'ethnographe qui se demande : peut-on comprendre les enjeux d'une assemblée sans connaître les débats préalables qui ont porté sur l'ordre du jour dans le Telegram du groupe et qui, sur ce support, ont été votés ? Peut-on statuer sur les motifs du désengagement d'une enquêtée en méconnaissant sa déclaration sur Telegram ? Peut-on comprendre les ressorts de la faible participation des personnes âgées en assemblée sans observer sur Telegram, là où personne ne les interrompt, leur manière de s'exprimer souvent longue et faite de circonvolutions ? Qu'en est-il du décalage entre leur rôle secondaire dans les assemblées et leur omniprésence sur les réseaux virtuels ? L'importance de ces espaces dans la vie militante ordinaire de Podemos contraint l'ethnographe à toujours mieux négocier son terrain pour l'accès à ces

strates du militantisme. Une fois l'accès garanti, ce matériau est coûteux à la fois pour le déroulé de l'ethnographie et pour l'analyse : on ne peut que compatir avec ces militants qui annoncent leur décision de désinstaller Telegram de leur téléphone en faisant part d'un épuisement psychique. Telegram contraint à un état d'alerte, à une permanente « mise à jour » de la discussion virtuelle dont les effets, pourtant bien réels, restent sinon invisibles pour l'ethnographe ; il fait aussi courir le risque d'une accumulation de données qui peinent à être rationnalisées. En creux, Telegram pose avec acuité la question des limites du terrain, il oblige l'ethnographe qui doute de son « bon » matériau et craint de perdre l'essentiel à une veille permanente, ce qui pose la question de la nécessaire déconnexion de l'enquêteur face à son enquête.

Avec cette brève restitution, nous espérons avoir familiarisé le lecteur et la lectrice avec notre enquête, les conditions de sa réalisation, les spécificités du contexte dans lequel elle s'insère et quelques-uns des enjeux épistémologiques qu'elle soulève. Nous exposons maintenant le fil de la restitution de nos résultats.

5. Organisation des résultats de la recherche

Nous avons divisé ce travail en cinq chapitres que nous présentons ici brièvement. Dans le premier, nous procédons à la construction de notre idéal-type de parti-mouvement. Pour cela, nous examinons l'origine de cette catégorie et plusieurs cas identifiés dans la littérature, leurs traits communs et leurs différences saillantes. A cette occasion, nous mettons également en évidence les fondements de cette notion et les imaginaires politiques qu'elle convoque. Le deuxième chapitre a vocation à brosser un portrait plus fouillé de notre objet dans l'objectif de familiariser le lecteur et la lectrice avec les dynamiques du champ politique espagnol, les principales évolutions de Podemos et dessiner les profils des participants de ce parti. Le troisième chapitre questionne l'usage partisan du label parti-mouvement, nous revenons à cette occasion sur les luttes de classement qu'il suppose, les enjeux de mémoire qu'il soulève et les modalités de sa promotion en interne. Le quatrième chapitre est dédié aux pratiques militantes à Podemos. Nous voulons déceler les enjeux qu'elles soulèvent du point de vue de

la solidarité des groupements militants et également mettre en évidence le modèle spécifique de militantisme valorisé à Podemos. Finalement, le dernier chapitre est dédié aux rapports parti/mouvement. Il s'agit d'identifier des continuités et discontinuité entre les deux organisations mais également de mesurer l'intensité du lien qui les unit en posant alternativement la focale sur plusieurs groupements militants.

Chapitre 1 : qu'est-ce qu'un parti-mouvement ?

> « On obtient un idéaltype en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchainant une multitude de phénomènes donnés isolément, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un tableau de pensée homogène. On ne trouvera jamais nulle part empiriquement un pareil tableau dans sa pureté conceptuelle : il est une utopie. Le travail historique aura pour tâche de déterminer dans chaque cas particulier combien la réalité se rapproche ou s'écarte de ce tableau idéal. » (Weber, 1965, p. 181).

Dans l'introduction de ce travail, nous avons constaté que la catégorie parti-mouvement recèle plusieurs acceptions savantes et fait l'objet de divers usages politiques. Elle se heurte ainsi à une forme de brouillage conceptuel qui constitue un écueil majeur à la poursuite de notre analyse. L'idéal-type, en tant qu'outil méthodologique, permet de surmonter cette difficulté afférente au concept. En nous inspirant de la démarche idéal-typique de la ville (Weber, 2014), nous avons voulu restituer à la fois le contexte d'apparition de cette notion, ses fondements théoriques et comparer les caractéristiques propres de différents cas identifiés dans la littérature. La création d'une abstraction cohérente de parti-mouvement a vocation à permettre de déceler les particularités de notre objet.

Ce réexamen de la catégorie recèle également un autre objectif : tester notre hypothèse suivant laquelle il existe plusieurs versions concurrentes de parti-mouvement qui recomposent des imaginaires politiques, c'est-à-dire « un ensemble d'idées, d'histoires, de légendes, d'images et de symboles partagés collectivement par des groupes » (Abbas & Sintomer, 2021, p. 34). Nous adoptons ainsi également la focale préconisée par l'école de Cambridge (Skinner, 2018 (2002)) précisée et complétée par Frédérique Matonti pour l'histoire sociale des idées (Matonti, 2012) : concernant le parti-mouvement, il s'agit donc de comprendre « quelle forme d'action entend-il préconiser, ou attaquer, ou répudier ou tourner en ridicule » (Matonti, 2012, p. 90).

Nous mettons en exergue la disparité et la diversité des objets successivement ou simultanément qualifiés de parti-mouvement, ce qui nous conduit à considérer que la catégorie peine à s'émanciper de l'objet particulier qu'elle qualifie. C'est plutôt dans son architecture que

réside le principe unificateur de l'idée : la focale épistémologique adoptée pour construire la catégorie assume, à des degrés différents, les présupposés post-matérialistes issus de la théorie des nouveaux mouvements sociaux transposés à l'étude des partis politiques. Toujours construite en opposition au parti de masse, l'idée de parti-mouvement est toutefois irriguée par des imaginaires politiques anciens.

Nous construisons notre restitution des différents parti-mouvements en distinguant deux carrières parallèles de cette idée : la carrière européenne de l'idée de parti-mouvement et la carrière latino-américaine de l'idée de parti-mouvement. En conclusion de ce chapitre nous élaborons un idéal-type de parti-mouvement sur la base duquel nous articulons la restitution des données dans les chapitres prochains.

1. La carrière de l'idée en Europe

Le vocable parti-mouvement fait son apparition dans la littérature au détour des années 1980-1990, en se basant sur l'étude de partis politiques européens. Le contexte se caractérise par une recomposition des champs politiques à l'aune de l'émergence de nouvelles formations partisanes qui retiennent l'attention pour leurs supposés liens avec des organisations extra-institutionnelles et ce, sur le plan des revendications, du recrutement, des répertoires d'organisation et des répertoires d'action. Emerge alors l'expression « parti-mouvement », utilisée pour qualifier deux types de formations politiques : les partis écologistes, situés à gauche de l'échiquier et les partis nationalistes situés à droite de l'échiquier.

La genèse de l'expression parti-mouvement est corrélée à une évolution des champs politiques et à l'apparition de nouveaux acteurs : le parti-mouvement émerge toujours dans un champ politique « en crise ». Elle s'inscrit en parallèle dans un contexte académique de renouvellement des approches en science politique qui s'engage dans l'élaboration de typologies nouvelles : de nouvelles organisations contestataires et de nouvelles modalités de l'engagement militant sont identifiées, sélectionnées et mises en exergue pour élaborer l'idée d'une nouvelle forme partisane. Le positionnement idéologique des formations politiques étudiées en conditionne les attributs spécifiques, notamment parce qu'est imputé à ce

positionnement une distribution du pouvoir, laquelle se voit expliquée au moyen de généalogies militantes, en l'espèce, dites libertaire ou fasciste. Dans la plupart des cas recensés, les analystes ont une référence commune : deux ouvrages du politologue Herbert Kitschelt que sont, *The logics of party formation*, paru en 1989 et *The radical right of Western Europe,* paru en 1995. Kitschelt est effectivement pionnier dans l'étude de ces nouveaux acteurs politiques sur la base desquels il s'attache à renouveler l'analyse des causes du changement organisationnel ; Il propose plus tard une conceptualisation du parti-mouvement dans le *Handbook of party politics*, en 2006, que nous avons restitué à grand traits dans notre introduction (Kitschelt, 2006). A la suite de ses travaux, le processus d'institutionnalisation est l'enjeu qui sous-tend l'usage de ce concept ; l'instabilité devient un trait consubstantiel au concept de parti-mouvement.

Appréhender la notion de parti-mouvement en Europe revient en fait à restituer plus largement un discours scientifique qui, au moyen de la classification, met en avant la nouveauté sur l'ancien : nouveaux clivages, nouvelles formes de mobilisation, nouvelles revendications inspirent de nouvelles typologies qui s'inscrivent plus largement dans l'idée d'un déclin annoncé du parti de masse et l'annonce des mutations de l'engagement militant (Collovald, 2002) pour laquelle les nouveaux mouvements sociaux sont pris à témoin. Ce positionnement qui veut mettre en exergue la nouveauté n'implique paradoxalement toutefois de renoncer ni complètement aux catégories traditionnelles qui apparaissent en dernière instance pour expliquer les modalités de la distribution du pouvoir ni complètement aux problématiques traditionnelles de la discipline, notamment les inquiétudes quant aux processus d'institutionnalisation.

1.1 Le parti-mouvement vert : des libertaires post-matérialistes

La notion parti-mouvement apparaît d'abord pour qualifier les partis écologistes européens : son origine est intriquée avec ce cas pratique. Le pionnier de cette approche est Herbert Kitschelt avec son ouvrage *The logics of party formation* dans lequel il propose une étude de la fabrique partisane et du changement organisationnel chez les écologistes. Il impute cette mutation des pratiques aux logiques électorales mais aussi à l'état des luttes partisanes en distinguant plusieurs profils militants typiques en compétition pour le contrôle de l'appareil.

Ces profils typiques impliquent chacun une vision stratégique divergente ayant pour conséquence d'accélérer ou de freiner le processus d'institutionnalisation. Kitschelt observe l'originalité des modalités d'organisation de ces formations politiques mais insiste déjà sur leur instabilité (Kitschelt, 1989). La forme parti-mouvement est associée à une doctrine spécifique, une mécanique révélée par ses travaux qui précèdent l'élaboration du concept. Les partis écologistes sont initialement désignés par l'étiquette de « parti libertaire de gauche » définit de la manière suivante :

> « Il ne faut pas confondre le concept de libertaire tel que je l'utilise avec la notion d'individualisme libéral d'un côté ou d'anarchisme de l'autre. Le concept « libertaire de gauche » implique une modification anti-autoritaire des conceptions socialistes d'une société égalitaire. Il met l'accent sur la prise de décision démocratique et les valeurs communautaires de réciprocité qui le distinguent des préoccupations d'efficacité, d'intérêt personnel, de contrôle centralisé ou de croissance économique. En même temps les libertaires de gauche ne vont pas jusqu'à adopter l'idée anarchiste d'une société fondée sur des communautés autonomes, et reconnaissent le rôle crucial que jouent les institutions d'ensemble (au niveau national, régional et même global dans la création un ordre social en accord avec les idées libertaires de gauche). Au niveau stratégique, par conséquent, les libertaires de gauche sont plus désireux que les anarchistes de participer aux institutions politiques même s'ils rejettent les partis de masse hiérarchiques et une direction autoritaire. » (Kitschelt, 1990, p. 340)

Chez Kitschelt, le renouveau politique proposé par les partis écologistes est aussi un renouveau organisationnel qui se réalise au moyen de l'ajustement de la doctrine libertaire qui revoit son hostilité à l'institution. La praxis est liée à une conception procédurale de la démocratie fondée sur des mécanismes de démocratie directe destinés à freiner les tendances à la bureaucratisation (Kitschelt, 1988).

Cette perspective pose les jalons de la future notion parti-mouvement : également appelés « partis libertaires de gauche » ou « partis cadres post-industriels » (Kitschelt, 1990, p. 362) ces formations s'inscrivent toujours en opposition au parti de masse, ces derniers étant « basés sur une idéologie de discipline universelle et un contrôle central rationnel » (Kitschelt, 1990, p. 362). La radicalité programmatique, la démocratie directe et l'originalité sont les trois caractéristiques discriminantes du parti libertaire de gauche, futur parti-mouvement, toujours à l'aune d'une comparaison au parti de masse. Leur opposition réside d'abord dans la radicalité programmatique : alors que les nouveaux mouvements sociaux font émerger de nouvelles

revendications, les syndicats, dont le parti de masse est perçu comme le relais, sont *priori* favorables à un « statu quo » institutionnel (Kitschelt, 1990, p. 343). Elle réside ensuite dans leur conception de la démocratie que reflète leurs pratiques militantes : le parti de masse, en l'espèce, les partis communiste et social-démocrate pratiquent une « *organized democracy* » alors que ces formations nouvelles à la généalogie libertaire pratiquent une « *direct democracy* » au sein de communautés autogérées (Kitschelt, 1993). Cette opposition s'inscrit finalement dans la disqualification de l'ancien puisqu'est mise en avant « la nouvelle gauche » face aux « vieux partis socialistes et communistes » (Kitschelt, 1990, p. 361). Or, les traits de ces parti-mouvements dessinent pourtant la réactivation d'une querelle ancienne qui oppose marxistes et libertaires (Mathieu, 2011, p. 57) canalisée ici principalement dans deux acceptions de la démocratie desquelles dérivent des pratiques divergentes.

Kitschelt nous en apprend davantage sur le profil sociologique des participants et leurs pratiques. Ces partis d'un nouveau genre sont portés par un public au profil social particulier, ils sont jeunes - rien n'est dit sur le genre – fortement diplômés, exercent le plus souvent des professions intellectuelles ou portées sur les services sociaux, ce qui les conduit à exprimer « des valeurs post-matérialiste » (Kitschelt, 1990, p. 362), savoir, ils mettent l'accent « sur le caractère prioritaire de l'autonomie, de la démocratie, de épanouissement personnel et de la communauté plus que sur les préoccupations traditionnelles liées aux revenus la croissance économique, au statut social et la sécurité » (Kitschelt, 1990, p. 340). Les propriétés sociales sont donc vecteurs de valeurs qui ont-elles-mêmes pour corollaires les pratiques militantes : « l'organisation du parti elle-même est l'expression et le véhicule d'une « conscience accrue » chez les électeurs de la gauche libertaire » (Kitschelt, 1990, p. 362), » ; autrement dit, la démocratie directe est favorisée par des caractéristiques épistémiques des membres qui la promeuve. Dans cette proto-version du parti-mouvement, les sympathisants et militants « libertaires de gauche » sont plus enclins à soutenir les « nouveaux mouvements sociaux » mais l'auteur spécifie que ces formations partisanes nouvelles n'entretiennent que « peu de liaisons formelles avec des groupes intérêt externes et des mouvements sociaux » (Kitschelt, 1990, p. 362). En opposition aux traits attribués aux partis de masse, il semble donc que les rapports aux mouvements contestataires tiennent davantage de multi-positionnement ponctuels ou de pétition de soutien aux revendications : ces liens se tissent de manière

discrétionnaire et sont plutôt lâches. Ils sont pourtant ensuite au centre de la catégorie de « parti-mouvement ».

Les travaux de Kitschelt font l'objet d'une vive réception dont témoigne l'ouvrage collectif issu d'un colloque tenu en 1998 en Belgique, dans lequel treize contributions proposent un état des lieux des partis écologistes européens à la fin des années 1990 (Delwit; De Waele, 1999). Parmi elles, deux mobilisent le terme « parti-mouvement » pour qualifier leur objet : celle de Pascal Delwit portant sur Ecolo (1999), parti vert belge francophone et celle de Benoît Rihoux portant sur Agalev (1999), parti vert belge flamand. Certains des attributs du parti-mouvement évoluent toutefois déjà : le rapport étroit aux nouveaux mouvements sociaux y est présenté comme distinctif.

L'introduction de l'ouvrage évoque le cadrage avec lequel sont abordés les objets : d'une part, une analyse en termes de clivages qui s'inscrit dans la perspective de Lispet et Rokhan, d'autre part, une analyse qui reprend à son compte les postulats postmatérialistes se réclamant de Inglehart (Delwit; De Waele, 1999, p. 15). L'idée de « crise » sous-tend le cadrage d'une mécanique de la fabrique du parti-mouvement : crises économique, politique, sociale sont mises en avant comme un facteur explicatif de l'émergence de ces formations qui procèdent, dans ce contexte brouillé, à une redéfinition des clivages. En l'espèce, ils promeuvent de nouveaux segments programmatiques issus de revendications de nouveaux mouvements sociaux. Ces formations partisanes d'un nouveau genre ont la particularité de mettre en récit cette nouveauté : elles proposent un discours sur leur propre pratique, ce qui participe à les percevoir « comme l'expression la plus "pure" de la nouvelle politique » (Mair, 1999, p. 23). Cette « nouvelle politique » reposerait conjointement sur l'importation de revendications nouvelles qui dépasse donc le « *bread and butter* » de la tradition « matérialiste » (Seiler, 1999, p. 51) et sur de nouvelles pratiques politiques, qui, parce qu'elles répondent une autre doctrine politique que celle des partis de masse, pourraient être à même de s'émanciper des tendances à la bureaucratisation qui affecte ce format d'organisation.

Delwit (Delwit, 1999) et Rihoux (Rihoux, 1999) parlent de trois facteurs explicatifs de l'apparition de la forme parti-mouvement : la carrière militante des acteurs, la constitution de l'écologie comme problème public, un contexte de crise de légitimité des acteurs politiques.

Alors que le rapport étroit aux mouvements contestataires apparaît à plusieurs reprises dans les contributions comme un élément discriminant du parti-mouvement, ces rapports apparaissent plutôt lâches à la lecture des caractéristiques de la fabrique du parti. En premier lieu, les promoteurs se caractérisent par l'accumulation antérieure de capital militant partisan et/ou mouvementiste au cours de carrières militantes : parfois faites d'allers-retours entre parti et mouvements, les fondateurs se reconvertissent le plus souvent de partis minoritaires se caractérisant par un rapport fluctuant à la logique électorale. La fabrique partisane n'est pas donc pas exclusivement impulsée par des activistes de mouvements contestataires, elle est due à l'activation de réseaux militants antérieurs dont les acteurs se réunissent conjoncturellement pour mettre leur capital militant au service d'une nouvelle formation. En second lieu, l'apparition des parti-mouvements écologistes est imputée à la promotion antérieure des questions environnementales comme problème public au moyen d'un discours expert dans les médias et d'un discours militant diffusé conjointement par des collectifs extra-institutionnels et des formations partisanes restées minoritaires : dans le cas belge, le mouvement écologiste se structure autour de l'opposition à l'énergie nucléaire mais l'auteur est formel, « il n'y a pas eu de mouvement de masse contre la promotion et l'installation du nucléaire civil [en Belgique] » (Delwit, 1999, p. 115). En conséquence, le parti-mouvement n'émerge pas à la suite d'un mouvement social qui aurait marqué l'agenda contestataire. En troisième lieu, c'est le facteur de la « crise » qui est retenu : une crise économique avec le choc pétrolier qui se greffe aux problématiques politique traditionnelles de la Belgique entraînent une délégitimation des acteurs, ce qui donne lieu à une forte instabilité parlementaire au point qu'« aucun gouvernement ne terminera sa législature durant cette décennie » (Delwit, 1999, p. 115). Ces trois facteurs participeraient de l'évolution du champ politique dont il a été fait mention en introduction de ce chapitre et sont entendus comme favorisant une conjoncture propice à l'apparition du parti-mouvement. Il s'agit ainsi plutôt d'une conjoncture d'instabilité institutionnelle et de discrédit des acteurs politiques que celle d'une contestation sociale.

Chez les deux auteurs, le parti-mouvement est le qualificatif qui transpose les présupposés des nouveaux mouvements sociaux au parti politique : les liens avec les mouvements contestataires résident dans la portée symbolique des actions et des pratiques faites d''horizontalité ; du point de vue de la participation, ces formations disposent d'un vivier militant restreint et la participation reste soumise à cotisation. Ces partis verts ont en commun

de cadrer un discours sur leur pratique en récusant le plus souvent l'étiquette de parti qu'elles stigmatisent : comme le souligne Delwitt, le slogan d'Ecolo en 1981 est bien « faire de la politique autrement », et :

> « Comme d'autres formations écologistes d'Europe, Ecolo a très tôt voulu se distinguer des structures partisanes classiques : rejet des structures lourdes, combat contre la bureaucratisation du parti, refus de la professionnalisation d'une petite élite partisane, promotion de la démocratie directe... Les Verts ont donc eu le souci constant de s'inscrire dans cette logique. » (Delwit, 1999, p. 123).

De la même manière, chez Agalev, les statuts réglementent la « démocratie de base » (basisdemokratie) : strictes règles d'incompatibilités (non cumul) de fonctions et de mandats, limites d'exercices consécutifs de mandats (rotation), reversement au parti d'une large part des indemnités parlementaires, désignation des candidats aux différentes élections directement par les membres, libre accès des membres aux réunions des différents organes... » (Rihoux, 1999, p. 145). Ces formations présentent donc un mode de direction particulier, dans la lignée de la démocratie directe signalée plus haut, elles ont la particularité de mettre en récit ces pratiques pour en faire une composante de leur présentation de soi et de distinction.

Ces parti-mouvements permettent surtout de reposer une question ancienne : celle des manifestations et des causes de la « loi d'airain de l'institutionnalisation » (Delwit, 1999, p. 123). Déterminée par le « rapport au pouvoir » (Rihoux, 1999, p. 139), savoir, un repositionnement des marges vers le centre du champ politique, l'institutionnalisation se traduit, d'un côté, par la « parlementarisation » du parti (Rihoux, 1999, p. 146), c'est-à-dire le renoncement aux actions extra-institutionnelles, le repli vers les institutions, et de l'autre côté, par une évolution du mode de décision à la faveur d'un resserrement informel des espaces et des incarnations du pouvoir : on observe alors « l'affirmation d'un leadership *de facto* d'un nombre restreint de dirigeants, dont certains – comme le politiek secretaris – exercent une fonction quasi présidentielle. La personnalisation accrue et la concentration *de facto* du leadership au sein du parti semblent donc mieux acceptées » (Rihoux, 1999, p. 157).

La cause discriminante du processus d'institutionnalisation semble être moins la compétition électorale que la manière dont les acteurs l'aborde : d'une candidature de témoignage

confinant au statut de formation minoritaire en situation d'opposition, le parti-mouvement légitime ensuite le levier institutionnel et lui donne la primauté sur le reste du répertoire d'action. Ce processus d'institutionnalisation est naturalisé : il s'accompagne d'un lexique qui repose sur les métaphores des âges de la vie et donc sur son caractère inéluctable. Chaque âge biologique est associé à une série de valeurs et de propriétés sociales desquelles dérivent toujours une pratique politique. Le parti-mouvement est assimilée à l'enfance et donc à l'apprentissage, une période marquée par des essais-erreurs de « novices » (Delwit, 1999, p. 117), à de l'amateurisme politique illustré par des traits telles que l'insouciance et l'innocence. Cette période et ces valeurs se traduisent dans la pratique par un registre organisationnel démocratique, renvoyant ici spécifiquement à des procédés tels que l'autogestion, la rotation des postes de direction, la collégialité du processus décisionnel. Le processus d'institutionnalisation est assimilé quant à lui à une « crise d'adolescence » (Delwit, 1999, p. 117) ou une « sortie de l'enfance » (Rihoux, 1999, p. 142) mettant fin à la forme parti-mouvement. La crise commence donc par le résultat électoral favorable qui bouleverse la position objective mais aussi subjective des acteurs dans le champ politique qui, comme nous l'avons signalé, disposent souvent d'une carrière militante dans des organisations recelant un rapport ambivalent à la logique électorale et aux institutions. Ce repositionnement va donc de pair avec l'émergence d'un « dilemme fondamental » (Rihoux, 1999, p. 162) qui hante les acteurs et renvoie en dernière instance au choix entre « la logique du projet (idéologique) et la logique du pouvoir » (Rihoux, 1999, p. 162) marqué par « une phase d'autocritique, d'introspection, mais également de conflits d'une plus vive intensité » (Rihoux, 1999, p. 152). Ces conflits sont à l'origine d'*exits* à tous les échelons pour des partis dont le vivier militant est toujours resté modeste. L'âge adulte s'oppose donc strictement à la période d'enfance : la raison succède à la passion, étant entendu que la première est faite de pragmatisme et la seconde d'idéalisme ; cette mutation est inévitable. La sagesse devient *l'ethos* de l'organisation et se manifeste dans la norme positive dont elle se dote (les statuts sont modifiés), dans les pratiques de ses membres (les militants historiques – qui ne se sont pas désengagés - les ont incorporées et les nouveaux entrants s'y conforment), dans son corpus programmatique « plus réaliste » (Rihoux, 1999, p. 151) et finalement dans son esthétique par des changements symboliques (le style oratoire est moins véhément, entendu ici comme le signe d'une moindre radicalité).

Nous constatons que le parti-mouvement serait la mise en pratique d'une éthique de conviction, la mutation organisationnelle vers le parti politique étant entendue sous l'égide d'une éthique de responsabilité. Dans cette perspective, l'éthique de conviction renvoie à des pratiques de démocratie directe, portée par des acteurs à fort capital culturel, elle est associée à une forme de naïveté politique mais aussi à un ethos de radicalité, celle-là serait, entre autres, faite de véhémence : dans cette perspective, comme le déroulé des âges de la vie, gagner les élections implique un renoncement inévitable à ce fonctionnement. L'éthique de responsabilité s'impose donc comme une évidence raisonnable, une sorte de mise en adéquation de l'organisation avec les exigences de la compétition électorale - dans l'hypothèse où il s'agit de la remporter - puis inhérente à la représentation institutionnelle. Signe que le processus est consommé, les membres acceptent « mieux » (Rihoux, 1999, p. 157) le resserrement des espaces et des acteurs légitimes à prendre des décisions au sein du parti et pour lui : avec l'âge, ils se sont assagis.

Rihoux (Rihoux, 2001) établit ultérieurement plus clairement l'hypothèse suivant laquelle « les partis écologistes constituent, dans leurs premières années à tout le moins, des "partis-mouvements" en matière d'organisation, c'est-à-dire des partis dont les idées et pratiques organisationnelles constituent des prolongements directs des nouveaux mouvements sociaux » (Rihoux, 2001, p. 25) s'appuyant sur la reconversion militante de cadres issus de ces mouvements et désormais sur les « relations privilégiées » (Rihoux, 2001, p. 25) des partis écologistes avec les nouveaux mouvements sociaux. Dans cette perspective, le parti-mouvement est une réponse aux insuffisances attribuées au parti de masse : le parti doit déjà être la « microsociété idéale » (Rihoux, 2001, p.25). Ainsi, la société idéale ou parti-mouvement à un nombre contrôlé de participants, toujours faible, régis par des principes de solidarité et dont les décisions sont faites par démocratie directe.

L'origine de cette idée est intriquée avec le cas des écologistes européens à la fin du XXe siècle : inspirée des présupposés post-matérialistes, elle attribue à une doctrine politique des pratiques, en l'espèce la doctrine libertaire, qui se voit ajustée par les nouveaux mouvements sociaux avant que les nouvelles formations partisanes ne s'en saisissent pour disputer des segments politiques aux vieux partis de masse. Le concept est donc construit sur un système d'opposition : au parti de masse est opposé le parti-mouvement, au mouvement contestataire

et aux syndicats sont opposés les nouveaux mouvements contestataires, aux revendications matérialistes sont opposées les revendications post-matérialistes, aux socialistes et aux marxistes sont opposés les libertaires.

1.2 Le parti-mouvement nationaliste : la communauté et le chef

L'expression parti-mouvement réapparaît dans la littérature avec des formations nationalistes européennes situées à l'extrême droite de l'échiquier politique, notamment la Lega Nord italienne (Morlino, 1996) (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004). En plus de ce qualificatif, elle est en même temps désignée comme « un parti charismatique, un parti entrepreneurial » (Morlino, 1996, p. 15) mais aussi un « parti populiste » (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004, p. 140) cette dernière expression étant également empruntée à Kitschelt (1995). Plus généralement, ces étiquettes visent à désigner des « *post-mass-intégration parties* » (Morlino, 1996), il s'agit donc également de signifier le caractère obsolète des types traditionnels et singulièrement de s'inscrire en faux avec le parti de masse. Ici, le parti-mouvement se distingue du parti de masse d'un côté par une action politique repositionnée vers le registre symbolique (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004) et de l'autre côté par ce qui est désigné comme le « sens » du militantisme (Morlino, 1996, p. 13). Ces parti-mouvements, également désignés par l'étiquette « *post-industrial extreme right parties* », ajusteraient une doctrine héritée du « fascisme », notamment en adoptant un mode de direction autoritaire, mais s'en distingueraient en optant pour un désengagement de l'Etat sur le plan économique (Ignazi, 1996).

Des traits communs avec les partis écologistes peuvent être relevés. En premier lieu, l'émergence de la formation le champ politique est précédée d'une délégitimation de la classe politique, une « crise du système des partis » (Morlino, 1996). En second lieu, ses promoteurs sont des militants à longues trajectoire dans des formations partisanes minoritaires et parfois seulement dans des collectifs associatifs (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004). En troisième lieu, la distinction passe par la stigmatisation des partis politiques et de cette appellation au profit de l'étiquette de « mouvement révolutionnaire » (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004, p. 136). Le parti-mouvement dénonce plus largement le fonctionnement ordinaire du champ politique en étant « anti-système » (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004, p. 134), et, puisqu'il est un « parti de

protestation », son rapport aux institutions est également initialement ambivalent (Morlino, 1996, p. 15). Le parti-mouvement déploie des actions symboliques pour mettre en scène la revendication nationaliste dans l'espace public : ici il s'agit moins de dénoncer publiquement que de solidariser le groupe via l'organisation de « rituels » qui mettent en jeu la commensalité et les manifestations folkloriques (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004, p. 137).

Des différences saillantes sont également observables. Le parti-mouvement fait ici l'usage d'une stratégie rhétorique dont le ressort est l'instauration d'un clivage spécifique dit « ami/ennemi », il dispose de divers organes dédiés à la communication, un journal et une radio. A la différence des parti-mouvements écologistes, les rapports aux autres collectifs n'est pas informel, puisque la Lega Nord impulse un syndicat et un tissu d'associations qui lui sont affiliés, rappelant, dans les faits, les modalités d'organisation des partis de masse. Ce parti-mouvement présente aussi des modalités de participation et d'exercice du pouvoir différentes du cas évoqué dans la section antérieure : la communauté, au nombre également restreint de militants, distingue plusieurs modalités d'affiliation qui n'impliquent pas nécessairement la cotisation et conditionnent l'accès à différentes strates de la vie partisane, de la simple participation aux activités au droit de suffrage. Dans le cas de la Lega Nord, l'absence de structuration intermédiaire se traduit par un « style de commandement » (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004, p. 138) sous l'égide de l'autorité de la figure dirigeante : il prend l'essentiel des décisions, octroie des rétributions à un cercle de « politiciens fidèles » (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004, p. 138) qui s'articule autour de lui, ce qui entraîne des conflits récurrents dans l'organisation qui se traduisent par la sortie des membres dissidents. Des élections par primaires y sont également régulièrement organisées, elles présentent une tendance plébiscitaire.

Le parti-mouvement dans sa version d'extrême droite réactiverait des traits fascisants. Comme dans le cas du parti écologiste, il réinvestit l'espace public. Son recrutement compte avec des militants à longue trajectoire, le plus souvent issus de groupuscules ou formations minoritaires. En dépit de la faible institutionnalisation qui est mise en avant, il compte une hiérarchisation formelle de ses militants et des règles strictes qui lui sont associées, mais également plusieurs ramifications à travers un tissu d'associations qu'il impulse et contrôle.

**

En 2003, ces parti-mouvements donnent lieu à une première modélisation au sein de la littérature anglophone, à la faveur d'un état des lieux plus large qui établit les nouvelles nomenclatures afférentes à la classification des partis politiques. Gunther et Diamond établissent ainsi une nouvelle typologie basée sur des analogies avec la biologie « capture l'essence basique des partis politiques autour du monde et durant diverses époques historiques (…) en empruntant une analogie avec la biologie, nous contemplons le type d'organisation partisane définit comme un genre qui, en retour, englobe plusieurs espèces de parti politique » (Gunther & Diamond, 2003, p. 172). Ils distinguent alors cinq « genres » desquels dérivent quinze « espèces » partisanes : le parti-mouvement est un genre partisan qui comprend l'espèce « libertaire de gauche » et l'espèce « d'extrême droite post-industrielle ». Ici, son trait discriminant est son fort degré d'informalité, le parti-mouvement est « fluide » et « ouvert ». Ce faisant, « il est particulièrement appropriés aux formations émergentes avant leur institutionnalisation (comme le Labour en Angleterre au début du XX siècle ou les Gaullistes français avant 1958) » (Gunther & Diamond, 2003, p. 188). Dans cette perspective, le parti-mouvement est synonyme de nouvelle formation au sens de création récente, non d'originalité ; il réactiverait en fait les traits des partis de masse avant l'institutionnalisation mise en sens par des analogies de type biologiques, la rendant en quelque sorte inéluctable.

Chez Kitschelt, la notion parti-mouvement met plutôt l'accent sur la nouveauté, même si des généalogies doctrinales servent à expliquer les logiques de positionnement des acteurs. La catégorie s'intègre dans un programme de recherche entamé dès la fin des années 1980 et dont la thèse principale, réclamée du post-matérialisme, est la suivante : après avoir disqualifié les partis de masse, « la société politique postindustrielle se caractérise par un clivage idéologique principal qui divise la gauche libertaire et la droite autoritaire » (Mcgann & Kitschelt, 1995, p. 2). Il envisage d'ailleurs ce clivage idéologique, duquel dérive deux formats de parti-mouvements, sous l'angle d'une polarisation puisque « dans une perspective structurelle, la Nouvelle Droite constitue l'image en miroir et le pôle politique opposé de la Nouvelle Gauche qui a commencé à mobiliser dans les années 1960 » (Mcgann & Kitschelt, 1995, p. 2). Ces parti-mouvements sont désormais définis par le fait qu'ils soient forgés par des

« coalitions d'activistes », resserrant le recrutement et accréditant le rapport étroit aux nouveaux mouvements sociaux. L'architecture du pouvoir est expliquée au moyen du positionnement idéologique des acteurs, « la démocratie de base » et le « patrimonialisme charismatique » (Kitschelt, 2006). Dans la catégorie de « parti-mouvement », la doctrine est au centre, elle une variable lourde pour expliquer les dynamiques inter-partisanes et intra-partisanes au détriment des logiques de situation et des dispositions qui s'effacent progressivement du cadre d'analyse.

Outre cette carrière européenne, l'idée de parti-mouvement circule en Amérique Latine : en lien avec la diffusion de la théorie populiste, nous y constatons une autre variante de parti-mouvement.

2. La carrière parallèle de l'idée en Amérique Latine

A partir des années 2010, les expressions parti-mouvement (*partido-movimiento*) ou mouvement-parti (*movimiento-partido*) sont employées de manière très récurrente pour qualifier des formations politiques latino-américaines : Au Mexique, le Partido de la Revolución Democrática (PRD) (Combes, 2011 ; Mossige, 2012) puis le Movimiento de Regeneración Nacional (Morena) qui en est une scission (Lucca, 2020), le Movimiento Al Socialismo (MAS) bolivien (Salman, 2011), le Partido dos Trabalhadores brésilien (Carleial, 2009) le Partido Justicialista argentin (Aelo, 2016). Nous parlons de « carrière parallèle de la notion parti-mouvement » pour deux motifs : d'abord parce que cet usage ne dialogue généralement pas avec les cas européens[16], ensuite parce qu'il introduit une troisième variante de parti-mouvement qui hybride les deux types européens mais s'en distingue également. L'ancrage théorique de la catégorie diffère également : si le qualificatif « parti populiste » est ponctuellement évoqué dans le cas européen pour se référer à la Lega Nord italienne (Mcgann & Kitschelt, 1995) (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004), dans les cas latino-américains les notions parti-mouvement et parti populiste deviennent progressivement interchangeables dans la littérature (Urbinati, 2019).

[16] A exception du cas de l'analyse proposée par Hélène Combes (2011) qui fait usage de la notion élaborée par Rihoux (Rihoux, 2001) pour désigner le Parti de la Révolution Démocratique au Mexique.

Alors que leurs axes programmatiques sont généralement progressistes, en Amérique Latine, le parti-mouvement est une formation qui revêt des traits communs avec les formations d'extrême droite européenne : principe de direction, stratégie rhétorique, usages plébiscitaire des élections. Les groupements militants de ces parti-mouvements, eux, ont un fonctionnement ordinaire qui repose sur l'informalité et proposent des pratiques qui rappellent de la démocratie de base identifiés chez les écologistes. Si dans les cas européens le mode d'organisation est imputé clairement à un héritage idéologique, le parti-mouvement latino-américain brouille les pistes. A la différence de ces deux parti-mouvements, la version latino-américaine est intriquée avec les mouvements extra-institutionnels puisqu'il s'agit de cofabrique partisane, de juxtaposition du personnel et même des locaux : alors que dans le modèle de Kitschelt le parti-mouvement est une « anomalie organisationnelle » (Kitschelt, 2006) la prémisse ici est celle d'un continuum entre partis et mouvements, ce qui constitue par ailleurs une focale habituelle pour analyser la genèse des formations politiques et leurs modes d'action, à la suite notamment des travaux de Dona Lee Van Cott (Van Cott, 2005). Finalement, le parti-mouvement latino-américain investit l'espace public comme les cas européens mais à l'aune d'un répertoire d'actions dont le ressort principal est celui du nombre de participants plutôt que la portée symbolique de l'action.

Nous revenons d'abord sur un cas spécifique de parti-mouvement, celui du Parti de la Révolution Démocratique (PRD) au Mexique qui permet d'exemplifier les caractéristiques de ce troisième type de parti-mouvement et conjointement de restituer les premiers usages politique de la terminologie (Combes, 2011) (Mossige, 2012). Nous nous attardons ensuite sur l'exemple du parti Movimiento V República au Venezuela qui, reprenant les attributs de la variante mexicaine du parti-mouvement est considéré dans la littérature comme un exemple typique de parti populiste (Hawkins & Hansen, 2006) (Hawkins, 2008) : nous nous interrogeons alors sur les prescriptions organisationnelles de la théorie populiste.

2.1 Le cas du PRD : une cofabrique parti/mouvement, le nombre et le plébiscite

Le PRD, constitué en parti politique en 1989, procède d'une scission du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) qui est alors en situation de quasi-monopole sur la vie politique mexicaine, donnant lieu aux appellations « PRI-Etat » (Combes, 2011) ou « parti-régime » (Mossige, 2012)

pour désigner cette fermeture du champ du pouvoir. Le PRD agglutine en son sein des personnes présentant un ancrage idéologique à gauche ou à l'extrême-gauche marxiste « des trotskistes, des maoïstes, des stalinistes, des priistes » (Combes, 2011, p. 137) : comme dans les cas européens, les membres présentent de longues carrières militantes, souvent dans des partis politiques, parfois faites d'aller-retours entre des collectifs extra-institutionnels et des partis. Dans ce contexte de fermeture du champ du pouvoir, les organisations de mouvement social et l'espace public sont deux ressources pour le PRD : La stratégie dite de « l'intransigeance » (Combes, 2011, p. 159) avec le régime en place s'appuie principalement sur la contestation systématique des résultats électoraux par des protestations massives. Ce répertoire d'actions s'accompagne d'une rhétorique de désignation de l'ennemi (Mossige, 2012, p. 75).

Lorsque le nombre de militants fait défaut au PRD, ce sont les organisations contestataires qui se convertissent en antennes du parti (Combes, 2011, p. 182) : elles « constituent ainsi une "armée de réserve" (Combes, 2011, p.194) et « assurent le fonctionnement régulier du parti » (Combes, 2011, p. 182). Ce relais qui assure le maillage territorial du PRD est organisé par une mécanique de rétributions, voire par des dynamiques « clientélaires » qui se manifestent notamment par le recrutement de cadres locaux pour l'organigramme du parti ou pour les listes aux élections (Combes, 2011 p. 177). Il s'agit là d'une différence majeure avec les cas européens.

Comme dans le cas des écologistes européens, le type parti-mouvement latino-américain porte des revendications visant à démocratiser le champ politique et les partis : les pratiques sont également un enjeu programmatique à double titre. Comme dans le cas européen, ces deux revendications constituent des éléments de distinction du PRD dans le champ politique et le parti veut traduire concrètement ce projet en praxis militante au sein de la formation. On repère en effet la présence d'assemblées générales à l'échelle locale présentant un fort degré d'ouverture à la participation, mais c'est la pratique de l'élection interne ou primaire qui devient la mesure principale de ce processus de démocratisation partisane : le type latino-américain de parti-mouvement présente une autre conception de la démocratie que le type écologiste, hostile à la représentation. La version latino-américaine de parti-mouvement personnalise la valeur « démocratie » dans son dirigeant en l'intriquant avec un récit de la

fondation : le fondateur du PRD, Cuauhtémoc Cárdenas, est un ancien cadre du PRI ayant opté pour *l'exit* après le rejet de la motion qu'il avait déposée dans le but d'organiser des élections internes et, ainsi, d'ouvrir le champ du pouvoir. Avec cette narration, il devient « l'homme ayant ouvertement prôné la démocratisation du PRI, et donc indirectement celle du système politique » (Combes, 2010, p. 320). La légitimité du dirigeant du PRD est multiple : Elle repose sur la « légitimité traditionnelle, sur le charisme de situation, et finalement sur la légitimité mythologique par son prénom, celui du dernier empereur aztèque dont le symbole, le soleil, devient celui du parti (Combes, 2010, p.173). Cette conception radicalisée de la représentation est étrangère au parti-mouvement écologiste, l'usage plébiscitaire de l'élection rappelle plutôt le parti-mouvement d'extrême droite. Il est ici rendu compatible avec un socle idéologique qualifié de progressiste et est même revendiqué comme un expédient pour la démocratisation du champ politique et du parti.

Ainsi peut-on résumer que dans cette variante du parti-mouvement, la conception de la démocratie repose sur une forte participation, très peu codifiée, dont les membres sont généralement multi-positionnés dans des organisations contestataires. Traduite dans les répertoires d'action (la manifestation, les comités de quartier aux centaines de participants) et dans la pratique du vote par la mise en place d'élections internes et de consultation. Dans cette version de la forme parti-mouvement, le dirigeant-fondateur incarne les valeurs démocratiques sous la forme d'un capital politique. Il est identifié à la formation politique dans un récit fondateur mythifié et dirige l'organisation à l'aide d'un groupe limité de personnes par le biais de dynamiques clientélaires dont le medium est la composition des listes pour le scrutin interne. Le faible niveau d'institutionnalisation relève d'une relative informalité qui régit la participation dont les relais sont les activistes de mouvements contestataires.

2.2 Du PRD à MORENA : les usages politiques de l'idée

L'enjeu de définition est également fort pour ces formations mais elles font des usages politiques explicites de la terminologie parti-mouvement. Comme l'indique Hélène Combes, la terminologie « sera d'ailleurs un des slogans de Andrés Manuel López Obrador lorsqu'il présidera le parti (1996-1999) » (2010, p.159). Si elle est un outil de distinction dans le champ

politique, elle l'est aussi au sein du parti. A ce titre, Mossige considère que les dynamiques internes du PRD s'expliquent par l'état des luttes entre deux tendances : d'un côté, les « mouvementistes », défenseurs du label parti-mouvement et d'une stratégie d'opposition frontale au pouvoir, de l'autre, les « non-mouvementistes » défenseurs de la consolidation d'une forme « parti politique traditionnel » et partisans d'une Transition démocratique pactée avec le pouvoir en place. Les porte-paroles de ces deux tendances sont deux fondateurs du PRD et présente une carrière militante similaire. (Mossige, 2012, p. 75). Ici, l'usage politique du parti-mouvement signifie une stratégie de radicalité portée par les mouvements contestataires. Suivant Mossige, le label parti-mouvement s'accompagne également d'une volonté d'indéfinition idéologique dans le champ politique, puisque le PRD veut résister à l'étiquette de « parti de gauche », considérant le terme « stigmatisant » (Mossige, 2012, p. 75)

Cet usage politique s'accompagne d'une forte évolution des attributs de la notion, comme le montre le cas récent de MORENA au Mexique. Le Mouvement de Régénération Nationale est fondé par López Obrador après son départ du PRD (Sánchez & Díaz-Polanco, 2018). Si on observe toujours la revendication démocratique, la pratique retenue n'est dorénavant plus l'élection mais le tirage au sort. Un parti-mouvement serait ainsi un parti démocratique parce qu'il pratique le tirage au sort, aussi appelée « tombola » (Lucca, 2020, p. 40). Par ailleurs, le terme parti-mouvement fait l'objet d'appropriations militantes (Sánchez & Díaz-Polanco, 2018) se déclinant sous la forme d'un débat originel portant sur la forme d'organisation du parti et ses liens avec les mouvements sociaux :

> « Certains argumentaient en faveur de son enregistrement comme parti politique pour pouvoir participer à l'élection présentielle de 2018, et qu'il était conforme avec le principe du mouvement de lutter pour la transformation du pays par la voie pacifique et électorale. D'autres manifestaient leur crainte qu'en devenant parti, Morena abandonne la forme mouvement et conditionne la lutte politique et sociale à des questions électoralistes, ou que la lutte électorale finisse par prédominer sur la lutte pour le changement. La question a été soumise au vote. La position qui a prédominé fut celle en faveur de la conformation de Morena comme parti politique, mais sans abandonner la figure de mouvement. D'ailleurs, les militants conçoivent leur organisation comme un « parti-mouvement », combinant les actions du mouvement comme « force populaire » avec celles du parti comme appareil politico-électoral ayant la capacité de conquérir le pouvoir par l'intermédiaire du vote populaire et faire avec la force du mouvement les transformations du pays ». (Sánchez & Díaz-Polanco, 2018, p. 175)

Cette catégorie politique de parti-mouvement met en exergue la capacité mobilisatrice du parti politique par le truchement d'un rapport de coopération avec les mouvements contestataires dont les figures promotrices disposent de liens étroits avec la direction partisane.

2.3 Parti populiste ou parti-mouvement ?

Comme évoqué dans l'introduction de cette seconde section, le concept de parti-mouvement est utilisé pour qualifier le parti péroniste en Argentine (Aelo, 2016) ou encore le Movimiento Al Socialismo en Bolivie (Salman, 2011), ces mêmes organisations étant généralement par ailleurs qualifiées de populistes (Tarragoni, 2019). Les travaux se concentrant sur les composantes organisationnelles de « mouvements populistes » (Hawkins & Hansen, 2006 ; Hawkins 2006) identifient des attributs similaires voire identiques aux attributs retenus dans le type parti-mouvement latino-américain.

Urbinati considère que le populisme se distingue de l'autoritarisme en ce qu'il implique une « une forme du gouvernement représentatif qui est particulièrement bien adapté à la démocratie de l'audience » via, notamment, l'usage plébiscitaire de l'élection (Urbinati, 2019, pp. 1070-1071). Selon elle, le populisme est une forme d'« antipartisme » en même temps qu'il est « partisan » : il rejette d'abord toute forme d'organisation attribuées traditionnellement aux partis politiques, s'inscrit en faux contre le système des partis et privilégie un lien direct entre la base et le dirigeant au moyen de la pratique des primaires. Alors qu'il s'appuie sur les mouvements extra-institutionnels, il tend finalement à les absorber en se convertissant par la suite en « *the only-party-of-the-people* » (Urbinati, 2019, p. 1075), soit, l'unique acteur politique légitime à représenter les intérêts du « peuple ». Elle indique :

> « ce prérequis normatif [cet antipartisme partisan] est important pour comprendre le populisme comme un parti-mouvement (*movement-party*), dont l'objectif est de conquérir le pouvoir, pas seulement de mobiliser l'opposition, et qui vise à ne jamais revenir sur sa faible organisation. » (Urbinati, 2019, p. 1075)

Dans la littérature récente, le terme parti-mouvement s'articule avec le concept de populisme pour désigner cette forme d'organisation minimale, une conception plébiscitaire de la démocratie, et finalement, un recours aux mouvements extra-institutionnels impliquant l'effacement de la frontière entre champ politique et espace des mouvements sociaux.

Nous revenons d'abord sur les caractéristiques attribuées à un parti populiste et observons leurs similitudes avec le cas du PRD évoqué comme un parti-mouvement. Nous nous demandons ensuite si la théorie populiste procède à des préconisations organisationnelles.

2.3.1 Le cas du MVR : vers l'interchangeabilité de la catégorie « mouvement populiste » et parti-mouvement

Au Venezuela, Hugo Chávez créé les « cercles bolivariens » comme « partie d'une stratégie plus large destinée à organiser son mouvement Bolivarien pour une révolution démocratique » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 102). Selon l'auteur, ce qui distingue ces formations populistes du reste des formations politiques est d'être régies par un « mélange de formalité et d'informalité »[17] (Hawkins & Hansen, 2006, p. 107). Ainsi, si ces unités locales sont formellement organisées autour d'une coordination nationale, nombre d'entre elles n'y sont pas recensées. Les membres de ces cercles difficilement identifiables, les modalités de l'engagement très peu codifiées. Les cercles bolivariens se concentrent sur des activités similaires bien que celles-là soient très diverses, savoir qu'ils participent à des meetings, des manifestations » mais promeuvent aussi des « campagnes en faveur de Chávez » tout en fournissant en parallèle un « travail social » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 108) au niveau de leurs quartiers, ce travail social renvoyant à la participation à des programmes publics de santé ou d'éducation. La plupart des cercles bolivariens disposent d'un « leader » selon les termes des auteurs (Hawkins & Hansen, 2006, p. 125) que les membres désignent de manière variée : par une majorité de votes à main levée, par consensus, voire, la responsabilité incombe au fondateur du cercle. Ces cercles sont néanmoins en même temps présentés comme étant attachés à des pratiques « horizontales » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 107), leurs membres

[17] Plutôt que parti-mouvement ou parti populiste, on retrouve aussi d'autres terminologies telles que « *organization movement* » pour qualifier ces « racines de l'informalité » identifiées ici dans le cas du péronisme en Argentine. Voir, Levitsky, S. (2001). An 'Organised Disorganisation': Informal Organisation and the Persistence of Local Party Structures in Argentine Peronism. *Journal of Latin American Studies, 33*(1), p.35.

revendiquent la « démocratie interne » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 112) et sont réticents à se définir comme parti politique. Ces unités locales constituent les relais pratiques du gouvernement, leurs membres présentent une forte loyauté envers le dirigeant du parti qui peut s'exprimer dans un langage « très religieux » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 120) à son égard : le leader du parti est ici incontesté. Ces micro-communautés se réunissent souvent dans les *casas bolivarianas*, des locaux « qui ont été loués ou donnés au service des cercles dans les quartiers » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 120). Dans ces locaux communautaires où se tiennent diverses manifestations culturelles mais qui ne se veulent pas des lieux partisans, les auteurs repèrent « des posters, des poésies et d'autres messages dédiés à Chávez » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 120) ce qui accrédite l'idée selon laquelle en dépit de la volatilité de l'engagement des membres et de l'informalité qui régit le fonctionnement des cercles, ces communautés se solidarisent autour de la figure du dirigeant et identifient le mouvement à lui. Ces éléments conduisent les auteurs à considérer les cercles bolivariens comme une « société civile dépendante » ou « organisation politique "non-partisane" pour Chavistes » (Hawkins & Hansen, 2006, p. 125). Ces cercles sont ainsi des collectifs difficilement identifiables et caractérisés par leur hétérogénéité, dans les modalités d'engagement ou dans les pratiques. Ces pratiques sont diverses mais renvoient à des valeurs communes telles que l'horizontalité et la démocratie interne qu'il s'agit de traduire concrètement. Leurs actions militantes sont orientées dans la consolidation d'une communauté locale par des activités de la vie quotidienne. Ces organisations décentralisées s'articulent néanmoins autour de la figure du dirigeant, incarnation du projet politique.

Ces unités de base s'intègrent à ce que Hawkins appelle indifféremment des « organisations populistes » (Hawkins, 2008, p. 130), « partis populistes » (Hawkins, 2008, p. 133) ou des « mouvements populistes » (Hawkins, 2008, p. 126). Il détaille ce qu'il considère en être les quatre attributs, qui comme on va le constater, surprennent par leurs similitudes avec ceux qui servent à soutenir la notion parti-mouvement dans les travaux vus précédemment. En premier lieu, il considère que ces formations présentent une faible institutionnalisation, un terme qui renvoie ici au mélange d'informalité et de formalité et qui est entendu comme étant dérivée du rôle dévolu au « leader charismatique » (Hawkins, 2008, p. 128). En effet, en l'absence de constitution d'une « identité propre » (Hawkins, 2008, p. 128) de la formation politique, celle-là se confond avec la personnalité du dirigeant qui en est souvent le fondateur. En second

lieu, ces formations se structurent comme un mouvement social, « c'est-à-dire, comme un réseau de sympathisants (*seguidores*) plutôt que comme une structure hiérarchique de professionnels. Les populistes échangent la rationalité légale et formelle de la bureaucratie pour une armée enthousiaste de volontaires, motivés par des incitations solidaires et pour la dévotion à une cause » (Hawkins, 2008, p. 130). En outre, ils récusent politiquement la forme-parti, bien qu'ils doivent souvent s'y résoudre pour des raisons juridiques afin de concourir aux élections. Ils s'inscrivent en faux contre la forme partisane qu'ils considèrent représentant d'un « vieil ordre » (Hawkins, 2008, p. 132) présentant de « fortes tendances bureaucratiques » (Hawkins, 2008, p. 132)[18]. Par ailleurs, il indique que ces formations populistes sont généralement « accompagnées par d'autres organisations non partisanes, qui sont en compétition pour l'attention du leader charismatique et prétendent représenter la volonté populaire, tels que des syndicats, des associations de quartiers, des coopératives agricoles » (Hawkins, 2008, p. 133). En troisième lieu, ces formations politiques emploient selon lui des tactiques de *« todo vale »* (Hawkins, 2008, p. 133), fondamentalement disruptives et belligérantes, faisant sens dans la stratégie politique de confrontation qui les oppose au régime en place. Cette stratégie d'opposition permet à l'auteur d'expliquer la présence de ces répertoires extra-institutionnels tels que la manifestation ou encore la grève. En quatrième lieu, ces formations se caractérisent selon lui par une certaine insularité (Hawkins, 2008, p. 135), étant en effet dans une « opposition de principe » (Hawkins, 2008, p. 135) elles constituent des organisations « anti-système » (Hawkins, 2008, p. 136).

En Amérique Latine, les traits discriminant du parti populiste et du parti-mouvement se confondent et les deux termes sont parfois mis en relation dans la littérature. Ces éléments invitent à s'interroger sur les préconisations organisationnelles de la théorie populiste.

[18] La défiance envers la forme partisane est également mise en avant par Oscar Aelo en ce qui concerne l'organisation du parti péroniste entre 1947 et 1955, qu'il qualifie de « parti-mouvement » jusqu'en 1951 (p.607). Il souligne son ambivalence quant à la forme partisane dès sa fondation et la présence d'une tension entre la verticalité du pouvoir s'incarnant dans la personnification de la direction et l'horizontalité des unités de bases qui agissent en réseaux, dont les membres disposent souvent de trajectoires militantes très diverses, et qui sont rétiscents à l'institutionnalisation. Il souligne aussi l'ambivalence des élections internes du point de vue de leurs effets démocratiques, celles-là étant le plus souvent mobilisées comme outil de pacification des conflits, la direction étant généralement à l'origine de la création des listes de candidats. Notons que le parti péroniste organise des primaires dès 1947 (Aelo, 2016).

2.3.2 La théorie populiste et les modalités d'organisation : existe-t-il un modèle de parti populiste ?

En Europe, le type parti-mouvement émerge à partir de l'expérience des formations écologistes. A l'aide de la théorie des nouveaux mouvements sociaux et de l'attribution des pratiques de démocratie directe à un héritage idéologique libertaire, les analystes construisent le concept en opposition au parti de masse, certains s'attachent à mettre en exergue la valeur de la doctrine comme principe organisationnel. En Amérique Latine, la critique adressée au parti de masse semble canalisée par la théorie populiste : en se concentrant exclusivement sur ce corpus et en resserrant la focale sur les pratiques organisationnelles, peut-on établir que la théorie populiste préconise un type de parti politique ?

La théorie populiste en Amérique Latine se fonde principalement sur deux ouvrages qui constituent à la fois des manifestes théoriques et politiques, savoir, *Hegemonía y estrategia socialista: Hacia una radicalización de la democracia*, coécrit avec Chantal Mouffe et publié pour la première fois en 1985 en anglais puis traduit à l'espagnol en 1987 (2015 [1987]) suivi par *La razón populista* publié en 2005 (Laclau, 2005). Elle s'inscrit dans un contexte historique que ses protagonistes considèrent dominés par l'hégémonie libérale et la « crise du marxisme » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 8). Les auteurs réfutent les postulats du matérialisme historique et considèrent le populisme comme « postmarxiste » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 14). Cette théorie insiste sur la dimension symbolique du monde social, s'agissant d'une théorie discursive constructiviste articulée autour de la notion de peuple, d'hégémonie et d'une conception agonistique de la démocratie (Mouffe, 2014). Se réclamant du postmatérialisme, les auteurs mobilisent le concept de nouveaux mouvements sociaux mais ils le considèrent toutefois impropre puisqu'il sous-tend encore « un statut privilégié de la classe » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 203).

D'un point de vue empirique, il est néanmoins constaté que ces formes d'organisation constituent « une extension de la révolution démocratique à toute une nouvelle série de relations sociales » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 203) et méritent, à ce titre, d'être considérées comme des potentiels vecteurs d'une stratégie postmarxiste. Cette mécanique ambivalente est aussi à l'œuvre en ce qui concerne le parti politique : mis en accusation, le parti

est à la fois une formation « bureaucratique qui peut freiner les mouvements de masse » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 226) et une formation capable « d'organiser les masses dispersées et politiquement vierges, s'érigeant alors en instrument d'expansion et d'approfondissement des luttes démocratiques » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 226). Chez les populistes, l'organisation est réputée contingente :

> « de toute façon, il est clair que l'on ne peut pas affirmer *a priori* que l'état ou la société civile soit la superficie sur laquelle surgissent les antagonismes démocratiques. Il en va de même quant au fait de déterminer le caractère positif ou négatif (du point de vue d'une politique de gauche) de certaines formes organisationnelles. » (Laclau & Mouffe, 2015 (1987), p. 226)

La théorie populiste est *a priori* indifférente à la fois au support et à la forme de l'organisation de l'action collective : elle ne fournit pas de prescription organisationnelle.

Selon Laclau, ne sont satisfaisantes ni les approches ayant tenté d'identifier un dénominateur commun au populisme via un type spécifique de « mouvement » ni celles qui ont recherché à lui imputer une certaine unité « idéologique », (Laclau, 1978, p. 191). La terminologie « mouvement populiste » ne désigne par conséquent pas « la nature » (Laclau, 1978, p. 206) de tel ou tel mouvement, mais désigne plutôt, la « présence du populisme comme moment dans la structure idéologique de ces mouvements » (Laclau, 1978, p. 206). Pour que les conditions de possibilité du populisme soient réunies, il établit qu'une crise du système partisan est nécessaire et considère que l'une des alternatives possibles est celle d'« un mouvement populiste avec un pied dedans et un pied hors du système institutionnel » (Laclau, 2005, p. 222). L'influence de la figure de Perón et du péronisme est forte dans la trajectoire intellectuelle de Laclau (Melo & Aboy Carlés, 2014), il l'évoque comme un cas de mouvement populiste qu'il qualifie ponctuellement de « régime bonapartiste » (Laclau, 1978, p. 233). Pour Chantal Mouffe, les partis politiques sont essentiels et elle se montre à ce titre très critique des Indignés espagnols qui récusent les institutions et le principe représentatif (Mouffe, 2014)

Laclau développe également une théorie radicale du principe représentatif : il indique : « le rôle de Nelson Mandela comme symbole de la nation a été compatible avec un large pluralisme au sein de son mouvement. Toutefois, l'unification symbolique du groupe autour d'une

individualité (…) est inhérente à la formation d'un peuple » (Laclau, 2005, p. 130). Il souligne que sous certaines conditions dans lesquelles la stratégie populiste échoue, cette théorie de la représentation peut dériver vers une forme pervertie consistant en ce que « l'amour pour le père soit le seul lien entre les frères. La conséquence politique est que l'unité d'un « peuple » constitué de cette manière est très fragile » (Laclau, 2005, p. 270).

En conséquence, les partis pris de la théorie populiste concernant le principe représentatif, la rhétorique et le rapport aux mouvements contestataires ne formulent pas strictement des préconisations organisationnelles mais dessinent bien les contours des parti-mouvements que nous avons identifiés en Amérique Latine et ceux de formations d'extrême droite en Europe.

**

Les cas de « parti-mouvement » identifiés en Amérique diffèrent fortement des cas européens. Il existe une intrication entre parti et mouvement, un répertoire d'actions qui inclus également le réinvestissement de l'espace public mais plutôt via le nombre que la portée strictement symbolique de l'action. Alors que les partis écologistes présentent un rapport ambivalent à la logique électorale, les formations latino-américaines font le pari du repositionnement des ressources vers la compétition électorale. Dans ce cas, l'opposition aux partis de masse ne constitue pas le noyau de la catégorie, le « parti-mouvement » vise plutôt à désigner un particularisme latino-américain pour lequel les catégories traditionnelles seraient inopérantes. L'ancrage épistémologique poststructuraliste de la catégorie est aussi présent, étant entendu que celle-ci est établie miroir de la théorie populiste, il en serait également dérivé une radicalisation du principe représentatif.

3. Conclusion : un idéal-type de parti-mouvement

Ces partis-mouvements ont en commun de réinvestir l'espace public, de transposer des revendications de mouvements contestataires dans leur programme électoral, d'insister sur les mécanismes de sociabilité militante destinés à solidariser le groupe. Ils présentent toutefois des profils de militants aux trajectoires diverses, parfois issus de mouvements contestataires mais aussi de partis minoritaires. Le rapport aux mouvements contestataires, le répertoire

d'actions, la codification des modalités de la participation et le positionnement idéologique de ces parti-mouvements divergent fortement. L'idée de parti-mouvement apparaît comme étant une réponse à l'obsolescence programmée du parti de masse, il est le plus souvent entendu comme novateur, placé sous l'égide des présupposés de l'école des nouveaux mouvements sociaux et du poststructuralisme. Dans le cadre d'analyse, l'importance accordée à la doctrine comme facteur explicatif de l'organisation est parfois très forte.

Les trois cas de parti-mouvement que nous avons constaté, savoir, la variante écologiste, la variante nationaliste — ces deux premières étant européennes — et la variante progressiste latinoaméricaine recèlent trois imaginaires politiques qui se manifestent principalement dans le rapport singulier que ces formations entretiennent avec l'exercice du pouvoir : un imaginaire libertaire qui renvoie à une conception directe de la démocratie, un imaginaire postmarxiste qui radicalise le principe représentatif, un imaginaire fascisant à tendance autoritaire.

Idéal type de « parti-mouvement »

« Un parti d'un nouveau genre » : le parti-mouvement est supposé être original et novateur, il se distinguerait du reste des formations politiques du champ politique.

« Nous sommes un parti-mouvement » : le discours partisan diffuserait l'idée d'un particularisme organisationnel issu de la doctrine dont le parti se saisit.

« Des pratiques militantes idéales » : elles seraient le reflet des pratiques des mouvements contestataires et seraient en lien avec le corpus idéologique du parti

« Le parti des mouvements » : les rapports entre parti et mouvements seraient très étroits, ses militants seraient des activistes, le parti prendrait part à la contestation, se ferait le relai ou le porte-voix de la protestation.

Dans le chapitre suivant, nous proposons un portrait fouillé de Podemos par lequel nous mettons notamment à l'épreuve son originalité dans le champ politique espagnol.

Chapitre 2 : un portrait de Podemos

Suivant notre idéal-type, le parti-mouvement serait un parti d'un nouveau genre, innovant et original. Nous brossons ici le portrait de Podemos et décrivons sa trajectoire dans le champ politique en abordant ses leviers de légitimation, la sociologie de ses militants ainsi que ses évolutions programmatiques et électorales. Nous faisons dialoguer l'objet avec les dynamiques contemporaines du champ politique espagnol et l'insérons dans une histoire politique et militante plus large.

Les leviers de légitimation et de distinction employés par Podemos, tels que l'identification au mouvement des Indignés et l'usage partisan de la manifestation, apparaissent moins comme manifestation d'une singularité que comme signe d'une recomposition du champ politique où la disqualification des partis existants va de pair avec le discrédit jeté sur la forme parti. L'exigence de renouvellement mise à l'agenda public par le mouvement des Indignés dessine les contours d'une reconfiguration des normes partisanes que Podemos participe à façonner et auxquelles il s'accorde. Par ailleurs, alors que Podemos tend plutôt à mettre en exergue ses racines latino-américaines, il s'avère être très ancré dans la tradition militante et politique de la gauche espagnole : ponctuellement celle du socialisme (dans laquelle il puise notamment des dispositifs militants, nous y reviendrons également dans le chapitre suivant) mais surtout et plus fondamentalement celle de Izquierda Unida (IU), un front de gauche emmené par les communistes et fondé en 1986, avec laquelle il présente à la fois de fortes similitudes et des liens étroits. La solidité de ces liens s'est renforcée au fil des recompositions internes de Podemos à la faveur des alliances qu'il a nouées et de la reconfiguration des clivages du champ politique à laquelle il s'est ajusté.

Les recompositions internes de Podemos et ses évolutions programmatiques s'accompagnent également d'un déclin électoral entre les élections générales de décembre 2015 et novembre 2019. Effet de la recomposition du champ politique qui tend désormais vers une logique proprement parlementaire faites de pactes et de coalitions inter-partisanes, ce déclin électoral est concomitant de son entrée au gouvernement. La concordance entre les propriétés sociales des militants, le profil des électeurs et les parcours des promoteurs du parti n'est que relative.

Les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales », les « techniciens du social » et les « retraités infatigables » sont les trois catégories exemplaires de militants que l'enquête a mises à jour. Les parcours militants sont hétérogènes, mais lors de notre enquête, ils sont principalement structurés entre des personnes primo-entrantes dans le champ partisan et présentant éventuellement de brèves incursions dans le militantisme, souvent frustrantes, et des personnes présentant une trajectoire antérieure au sein d'organisations de tendance communiste. Dans un contexte d'institutionnalisation, la logique dispositionnelle concourt à expliquer les dynamiques de l'engagement et le progressif resserrement de la composition des groupements de base vers les personnes présentant un plus fort capital militant et le profil « retraité infatigable ». Cet aspect est à mettre en perspective des logiques de professionnalisation et de sélection des cadres qui, quant à elles, tendent à se resserrer sur les deux autres catégories militantes et encore plus particulièrement sur celle des « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales », ce que nous préciserons dans le quatrième chapitre de ce travail. L'engagement antérieur ou parallèle dans des organisations contestataires est résiduel dans les trois groupements territoriaux étudiés, il est en revanche structurant dans le cercle sectoriel féministe, un second point que nous détaillerons dans le dernier chapitre de ce travail.

Dans la première section, nous faisons l'histoire de Podemos [19]au prisme des recompositions du champ politique espagnol. Dans la seconde section, nous décrivons la composition militante de Podemos. De manière transversale, nous apportons des éléments pour appréhender l'héritage politique et militant dans lequel s'insère Podemos.

1. Podemos, acteur et produit des recompositions du champ politique

La création et les évolutions de Podemos s'inscrivent dans une dynamique de recomposition du champ politique espagnol toujours à l'œuvre pendant notre enquête. Dans cette section, nous

[19] Nous invitons le lecteur et la lectrice à se reporter également à l'annexe 1, chronologie de Podemos.

restituons quelques clés pour cerner ce contexte général dans l'objectif de mettre l'objet à l'épreuve de l'originalité qui serait celle d'un parti-mouvement.

Les mesures d'austérité successivement appliquées par les gouvernements socialistes (2008-2011) et conservateurs (2011-2016) ainsi que les divers scandales de corruption de la classe politique contribuent d'abord à disqualifier les partis existants avant de se transformer en discrédit de la forme parti. La critique est mise à l'agenda public par le mouvement des Indignés, une contestation sociale protéiforme et motivée par une myriade d'organisations de 2010 à 2015. Le déficit de légitimité des acteurs du champ politique va de pair avec l'émergence de formations nouvelles, elles revendiquent de concert l'héritage de la mobilisation tout en faisant du renouvellement de la forme parti leur étendard ; parmi elles se trouve Podemos. Pour s'émanciper du stigmate dont ils sont affublés et rivaliser avec ces acteurs nouveaux, les partis traditionnels entreprennent alors de faire peau neuve via des ajustements organisationnels et/ou programmatiques. Les normes partisanes se redessinent, qu'il s'agisse du profil des porte-parole, des répertoires d'action ou des dispositifs militants, ce qui a pour effet de reconfigurer le champ politique.

Le contexte de notre enquête est celui d'une forte instabilité institutionnelle, effet de cette recomposition du champ politique toujours à l'œuvre. Dès les élections générales de 2015, la fragmentation électorale dérivée de l'émergence de nouvelles formations partisanes met à mal l'alternance qui s'exerce depuis 1982 entre le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et le Parti Populaire (PP). L'absence de majorité au Congrès des députés complexifie le processus d'investiture de la Présidence de gouvernement et contraint à la répétition des scrutins des élections générales, respectivement celui de décembre 2015 en juin 2016 et celui d'avril 2019 en novembre 2019. La fragmentation électorale produit ainsi une évolution des contours de la logique institutionnelle en contraignant les partis à négocier et à forger des coalitions.

L'architecture institutionnelle et le système électoral

La Constitution approuvée en 1978 par référendum prévoit que l'Espagne est une monarchie parlementaire (article 1). Suivant l'article 2, « la Constitution se fonde sur l'unité indissoluble de la Nation espagnole, patrie commune et indivisible de tous les espagnols, et reconnaît et garantit le droit à l'autonomie des différentes nationalités et régions qui l'intègrent et sont

solidaires entre elles ». Régies chacune par un statut d'autonomie, il existe 17 Communauté Autonomes (CA) et deux Villes Autonomes que sont Ceuta et Melilla. L'article 137 précise que « toutes ces entités jouissent d'autonomie pour la gestion de leurs intérêts respectifs ». Les CA disposent ainsi d'une autonomie politique : elles convoquent des élections, décident du nombre de représentants dans leur Assemblée législative de laquelle est issu un organe exécutif, le Conseil de gouvernement. L'Assemblée peut émettre une motion de censure et, à l'inverse, le gouvernement peut procéder à la dissolution de la chambre. Les CA ont parfois d'autres institutions comme le Défenseur du peuple ou la Cour des comptes. En effet, leur autonomie est également financière, si leur budget est en partie contraint par les dotations de l'Etat, elles lèvent aussi l'impôt. Plus spécifiquement, elles disposent de compétences exclusives, par exemple en matière de tourisme et de services sociaux, et de compétences partagées avec l'Etat, par exemple en ce qui concerne l'éducation. Cette organisation singulière de l'Etat espagnol entraîne des effets politiques, parmi lesquels des dynamiques inter-partisanes autour d'enjeux territoriaux conjoncturels ou historiques particuliers qui s'imbriquent à des relations fluctuantes entre la CA et l'Etat.

Au niveau national, l'Espagne compte deux chambres, dites les Cortes Generales : d'une part la chambre basse ou Congrès des Députés qui compte 350 représentants, et d'autre part le Sénat, chambre haute ou territoriale qui compte 265 représentants. L'article 99 de la Constitution prévoit le processus d'investiture du président du Gouvernement : sur proposition du Roi, la chambre basse prononce un vote de confiance au candidat qui doit obtenir la majorité absolue. A défaut, au bout de quarante-huit heures, un nouveau vote de confiance à majorité simple suffit ; de nouvelles élections sont organisées en cas d'absence de majorité. La présidence du Gouvernement peut dissoudre la chambre basse et la motion de censure au niveau national est prévue par l'article 113 de la Constitution ; à la différence de la France, celle-ci implique la présentation d'un candidat à l'investiture.

La Loi Organique du Régime Electoral Général (LOREG) de 1985 dispose les modalités électorales. Toutes les élections se déroulent au suffrage universel direct sauf au Sénat où une partie des représentants est désignée par les parlements des CA. Les élections ont lieu tous les quatre ans selon un mode de scrutin à un tour par liste à la proportionnelle pondérée suivant la clé de Hondt. Pour les élections générales, c'est-à-dire les élections des Cortes Generales, l'Espagne est divisée en 52 circonscriptions correspondant aux 50 provinces auxquelles

s'ajoutent les deux Villes Autonomes. Les modalités du calcul de l'attribution des sièges ont des effets politiques résumés par la formule « la compétition électorale en Espagne ne se déroule pas à conditions égales dans toutes les circonscriptions, et les votes ne valent pas tous la même chose » (Penadés & Santiuste, 2013, p. 90). Les politistes évoquent une surreprésentation des circonscriptions les moins peuplées et d'un biais majoritaire qui favorise la concentration des votes et pénalise la dispersion (Penadés & Santiuste, 2013). Ces caractéristiques les conduisent à qualifier le mode de scrutin non de strictement proportionnel mais plutôt « majoritaire atténué » (Moreno & Oñate, 2004, p. 129); ils ont parallèlement mis en évidence des calculs stratégiques de la part des électeurs qui ont une propension à reporter leurs votes vers les listes des partis qu'ils perçoivent comme ayant davantage de possibilité de remporter le siège (Moreno & Oñate, 2004). Jusqu'en 2015, ce mode de scrutin a généralement assuré des majorités absolues alternativement au PSOE et au PP au niveau national.

Suivant l'article 27 de la LOREG, les scrutins sont régis par les Juntes électorales de chaque district et les bureaux de vote s'organisent en « mesas électorales » composées d'un « Presidente » et de « Vocales ». En Espagne, les scrutateurs sont tous tirés au sort parmi le corps électoral, ils sont rémunérés et doivent apporter une justification au moins sept jours avant le scrutin en cas d'incompatibilité. Suivant l'article 77, les partis politiques ont la possibilité, sur inscription préalable dans chaque district, d'envoyer des « apoderados » (délégués) généralement des militants locaux volontaires ou désignés par les formations. Avec cette accréditation qu'ils exhibent, les apoderados « ont le droit d'accéder librement aux locaux électoraux, d'examiner le développement des opérations de vote et le scrutin, à formuler des réclamations et protestations ».

Notons que dans le système espagnol, les votes des représentants, y compris les députés, sont conditionnés par une discipline partisane institutionnalisée telle qu'explicitée dans le « pacte anti-transfuge » de 1998 enrichi en 2020 par « l'accord pour la stabilité institutionnelle » signé par l'ensemble des formations partisanes, dont Podemos. Une commission composée de délégués de chaque parti politique et présidée par le ministre des Territoires et de la Fonction Publique peut sanctionner — notamment financièrement — les élus qui s'écartent de la discipline de vote de leur groupe, ces personnes peuvent aussi être exclues de leur groupe parlementaire ; la discipline partisane est un principe institutionnel en Espagne.

La trajectoire de Podemos dans le champ politique s'ajuste aux effets institutionnels de la fragmentation électorale. D'une part, en vue des élections générales de 2016, il resserre encore des liens déjà solides avec Izquierda Unida. Ensemble, ils forment les deux principaux acteurs de la coalition électorale puis du groupe parlementaire Unidos Podemos. D'autre part, à partir de 2019, les relations entre Podemos et les socialistes se modifient à la faveur d'une évolution du rapport de force électoral favorable aux seconds. La logique de la confrontation électorale, dite la « stratégie du *sorpasso* au PSOE » (« le dépassement ») revendiquée par Podemos se délite au profit d'une logique de coopération institutionnelle. Ainsi, à l'issue des élections de novembre 2019, Unidas Podemos et les socialistes forgent une coalition gouvernementale, une formule de gouvernement inédite depuis la Seconde République (1931-1939), dans un contexte où les seconds sont largement majoritaires au parlement face au premier (120 sièges face à 35 sur les 350 que compte le Congrès des députés).

Cette recomposition du champ s'accompagne d'une évolution de la hiérarchie des clivages politiques : les partis se saisissent des revendications mises à l'agenda par l'indépendantisme catalan et les mobilisations féministes, respectivement en 2017 et 2018 ; dans ce processus qui marque les évolutions de Podemos, l'essor électoral de Vox, une formation d'extrême droite, est aussi déterminant. Face à ce parti qui se présente comme *outsider* et s'impose en novembre 2019 comme la troisième force politique du pays derrière les conservateurs et les socialistes, Podemos recadre son discours et s'identifie de manière croissante aux thématiques traditionnellement portées par Izquierda Unida. Le débat politique se polarise et signe la réactivation de clivages anciens, parmi lesquels le nationalisme/fédéralisme ; monarchisme/républicanisme ; réaction/progressisme, ce qui s'accompagne d'un ancrage de Podemos à l'extrême gauche de l'échiquier.

Dans cette première section, nous mettons donc en perspective l'originalité qui serait caractéristique du parti-mouvement en réencastrant Podemos dans les dynamiques du champ politique et l'histoire militante espagnole.

1.1. Un contexte en surplomb : la Grande Récession et les Indignés

La marque Podemos est lancée à la suite d'un manifeste paru en 2014 et intitulé « *Mover ficha : convertir la indignación en cambio político* » suivi d'une conférence de presse convoquée dans un théâtre associatif du centre de Madrid le 16 janvier 2014. A cette occasion, le politologue et chroniqueur télévisuel Pablo Iglesias annonce la constitution d'une liste en vue des européennes de mai 2014 s'il recueille 50 000 signatures sur une plateforme web, un nombre atteint en vingt-quatre heures, à la suite de quoi des primaires ouvertes sont organisées et le positionnent en tête de liste. La création du parti intervient dans le contexte de la Grande Récession également marqué par le mouvement contestataire des Indignés. Les analystes ont relevé la présence de trois groupes promoteurs, le premier venu de Izquierda Anticapitalista, parti de tendance trotskiste, le second dit « de l'université Complutense » composé de professeurs en sciences politiques, le troisième fait d'activistes du mouvement étudiant (Nez, 2015), ils ont également souligné un parti à fort ancrage madrilène (Domínguez Sánchez, 2015). Nous restituons quelques éléments clés du contexte dans lequel s'insère la création du parti.

D'un point de vue macro-économique et suivant les données publiques de l'Institut National de Statistique, l'Espagne passe de 4,1% de croissance en 2006 à une récession de -3,8% en 2009. La vulnérabilité particulière de l'économie espagnole à la crise internationale du secteur bancaire tient, notamment, au contexte de bulle spéculative du secteur de l'immobilier.

Le nouvel essor du secteur de l'immobilier dans les années 2000 est en partie le fruit de la loi dite « *ley del suelo* » impulsée en 1998 par le gouvernement Aznar (PP) et qui facilite la requalification urbaine des terrains. Il est également favorisé par l'orientation des politiques publiques d'accès au logement puisque « à la différence de ce qui a été fait dans beaucoup d'autres pays d'Europe occidentale, en Espagne la promotion publique de logements s'est concentrée sur des unités destinées à être privatisées » (Emperador Badimon, 2022, p. 59). En résumé, comme le souligne Eduardo Romanos en 2014, « au cours de la dernière décennie, l'équivalent d'un nouveau logement à chaque naissance a été construit dans le pays » (Romanos, 2014, p. 296). Parallèlement, pour ce qui est du parc de logement social, l'Espagne se situe alors en bas des classements européens (Emperador Badimon, 2022).

Les conséquences de la crise économique sont lourdes sur le plan social[20]. Pour celles et ceux qui n'ont plus la capacité de rembourser leur crédit immobilier - généralement à taux variable en Espagne à la différence de la France -, c'est la procédure de *ejecución hipotecaria*. De 2007 à 2012, suivant les chiffres de l'association de défense du droit au logement Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH), plus de 362 000 procédures d'expulsions sont lancées (Colau & Alemany, 2013).

En parallèle de l'effondrement du secteur de la construction, l'économie se contracte plus généralement et le taux de chômage explose, les multiples réformes de liquidation des droits sociaux accroissent la précarité. En 2013, le quotidien national *Elpaís* titre « Plus de six millions de chômeurs » (Gómez, 2013), soit un taux de 27% des actifs et qui atteint 57% chez les jeunes. La précarisation et la fermeture du marché du travail entraînent une fuite des cerveaux : le rapport de 2014 del *Observatorio de la Juventud en España*, organisme gouvernemental, avance qu'entre 2007 et 2013, 341 000 Espagnols âgés de 18 à 29 ans auraient émigré pour des motifs économiques, principalement vers l'Europe du Nord et l'Amérique Latine ; parmi eux, 83% seraient diplômés de l'enseignement supérieur (Navarrete Moreno et al., 2014). Ce chiffre donne également à voir plus largement un contexte de massification des diplômes universitaires et, en creux, les motifs d'un sentiment de déclassement lui-même creuset de la mobilisation du collectif « Jeunesse sans futur » (Juventud sin futuro), l'un des promoteurs de la mobilisation du 15 mai 2011 (Razquin, 2017).

Au cours de la crise économique se succèdent un gouvernement socialiste présidé par José Luis Rodríguez Zapatero (2008-2011) et un gouvernement conservateur présidé par Mariano Rajoy

[20] Il est utile de rappeler quelques-unes des faiblesses structurelles de l'Etat espagnol pour expliquer la vulnérabilité sociale à la crise de 2008. Dans son ouvrage *El subdesarrollo social de España,* Vincenç Navarro pointe que la perception suivant laquelle « l'Espagne allait bien, à laquelle, le gouvernement conservateur catalan ajoutait que la Catalogne allait encore mieux » (Navarro, (2006) 2015, p. 3) ne rend pas compte des insuffisances de l'Etat espagnol en matière de politiques publiques, permettant pourtant de mieux comprendre la vulnérabilité sociale lors de la crise financière. Ainsi, il faut rappeler qu'au début des années 2000, parallèlement à ses bons résultats macro-économiques, l'Espagne est aussi le pays de l'UE comptant la plus faible dotation pour les dépenses sociales en pourcentage du PIB (Navarro, (2006) 2015, p. 21). Suivant les mêmes indicateurs, l'Espagne est aussi à la queue de l'UE concernant les dotations allouées au système public de santé (Navarro Navarro, 2003, p. 36). Navarro avance des explications à ces déficits structurels en détaillant notamment les origines d'un « pouvoir de genre » (Navarro, (2006) 2015, p. 12) qu'il considère hérité à la fois du régime franquiste et de l'influence de l'Eglise catholique. Cette spécificité se manifeste par exemple dans le fait que l'Espagne a principalement fait reposer sa politique familiale et de dépendance sur la sphère privée au sein de laquelle le travail de *care* est généralement assuré par les femmes et le plus souvent gratuitement. Comme nous le verrons dans le dernier chapitre de ce travail, la répartition du travail de *care* est une revendication qui structure la mise en mouvement des féministes à l'occasion de la grève féministe du 8 mars 2018, dit le mouvement du 8 mars.

du PP (2011-2016). Tous deux négocient avec les organismes internationaux un plan de d'assainissement des actifs des principales banques qui se traduit notamment par une injection d'argent public. Parallèlement, ils impulsent un plan de réduction de la dette espagnole avec de drastiques politiques d'austérité dans les services publics, dites les « *recortes* » (les coupes). Sur le modèle grec, des réformes visant la restructuration des droits sociaux sont appliquées, qui ont pour effet d'accroître l'impopularité des deux partis politiques traditionnels mais aussi l'euroscepticisme.

Les partis politiques I : Partido Socialista Obrero Español (PSOE)

Le PSOE est créé en 1879 à Madrid sous le régime monarchique de la Restauration (1874-1931) par un groupe d'intellectuels et d'ouvriers dont Pablo Iglesias Posse prend la tête. Ce dernier est aussi à l'origine de la Unión General de Trabajadores (UGT), syndicat créé en 1888, et du journal *El Socialista*, l'organe de presse du PSOE. Ce parti de masse promeut des pratiques associationnistes au sein des *Casas del pueblo* qui favorisent l'implantation territoriale du socialisme défavorablement concurrencé par la branche anarchiste (Navarro Navarro, 2003). Le PSOE se distingue de ce dernier en optant pour la voie parlementaire, Pablo Iglesias Posse est le premier socialiste à être élu député en 1910 dans le cadre d'une coalition avec des formations républicaine d'obédience libérale. Le PSOE participe aux gouvernements de la Seconde République (1931-1939), d'abord en 1931 avec les seuls partis républicains d'obédience libérale, puis en février 1936 dans le cadre du Front Populaire qui compte également avec le Parti Communiste Espagnol et le soutien des anarchistes.

En juillet 1936, le coup d'état militaire déclenche une guerre civile qui se solde par la déroute des républicains en avril 1939. Le nouveau régime, à la tête duquel se trouve Franco, a été soutenu militairement par l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie. Il liquide la République et adopte dans la foulée des lois répressives contre les républicains telles la « Ley de Responsabilidades Políticas » à caractère rétroactif ; ceux qui le peuvent s'exilent, le PSOE tient son premier congrès en dehors du territoire espagnol en 1944 à Toulouse.

Lors du congrès de Suresnes en 1974, le 13e congrès tenu en exil, Felipe González est élu Secrétaire général et le PSOE est légalisé en Espagne en 1977. Il abandonne la doctrine marxiste lors de son 28^{e} congrès de 1979, au prix d'un lourd conflit interne. Felipe González est investi

président du Gouvernement d'Espagne après les élections générales de 1982 où le PSOE obtient la majorité absolue, c'est le début de la période dite d'« hégémonie socialiste » (1982-1996). Elle est marquée, notamment, par la reconversion industrielle et les réformes du marché du travail donnant lieu à la grève générale de 1988, ce qui dégrade les rapports entre le parti et UGT (Gálvez Biesca, 2017), par la création des Grupos Antiterroristas de Liberación financé par le ministère de l'Intérieur dans la dite « sale guerre » contre ETA au cours des « années de plomb » (Tardivo & Díaz Cano, 2020), par des législations progressistes telles la légalisation de l'avortement et du divorce, et finalement, par des évolutions de politique extérieure comme l'entrée dans l'OTAN et dans l'Union Européenne en 1986. Le PSOE s'implante alors particulièrement en Andalousie, devenu fief qu'il domine pendant presque quatre décennies après l'absorption des partis régionalistes dans les années 1980 (Ruiz Romero, 2018) ; en 2018, le PSOE perd sa majorité au parlement andalou à la faveur d'une alliance des droites entre le PP, Vox et Ciudadanos.

Les deux gouvernements successifs de José Luis Rodríguez Zapatero (2004-2011) marquent le retour du PSOE au pouvoir en majorité absolue. Il impulse plusieurs nouvelles législations, parmi lesquelles, la légalisation du mariage pour les personnes de même sexe, la création des tribunaux spécialisés dans les violences de genre, la première loi de mémoire historique concernant le franquisme, la régularisation des personnes sans-papiers. Il promeut également les négociations d'un nouveau statut d'autonomie de la Catalogne, un accord par lequel l'ETA dépose les armes, et retire les troupes espagnoles d'Irak ; le PSOE impulse aussi les premières mesures d'austérité en 2010, il gouverne en majorité absolue lors des premières grèves générales et la mobilisation du 15 mai 2011 à l'issue de laquelle essaiment des *acampadas* et les assemblées sur les places publiques.

A la suite d'une motion de censure en 2018 soutenue par Unidas Podemos, le Secrétaire Général du PSOE, Pedro Sánchez, est investi Président du gouvernement d'Espagne, il est contraint de gouverner en coalition avec Unidas Podemos à l'issue de la répétition du scrutin des générales en novembre 2019. Depuis 2022, Sánchez est aussi Président de l'Internationale Socialiste. Sánchez est d'abord élu à la tête du parti en 2014 après des élections par primaires s'inscrivant dans la tentative de rénovation du PSOE, aux générales de 2015, les socialistes enregistrent une débâcle électorale et, dans ce contexte, refusent toute négociation avec Podemos ; Sánchez démissionne en juin 2016 à l'issue de la répétition des générales, s'opposant

à l'abstention des socialistes en vue d'investir le gouvernement Rajoy II. Débouchant sur une crise interne, il remporte à nouveau les primaires du parti en 2017 en tant qu'*outsider* face à la puissante branche andalouse qu'il défait, modifiant l'équilibre interne du PSOE. A l'issue des élections de 2019, le rapport de force électoral des socialistes avec Unidas Podemos s'incline largement en faveur du PSOE.

Au parlement européen, le PSOE siège au sein du groupe Socialistes & Démocrates.

Les partis politiques II : Partido Popular (PP)

Le PP est créé en 1989 dans le cadre du processus de refondation du parti Alianza Popular (AP) avec lequel il revendique sa filiation. AP fédère plusieurs personnalités et groupements de l'appareil franquiste qui créent la formation en 1976 après des discussions entamées en 1974 pour envisager le futur du régime. C'est Manuel Fraga, ancien ministre de l'Information et du Tourisme du dictateur décédé en 1975 qui en prend la tête (del Río Morillas, 2016). Dès 1977, AP adopte la stratégie dite du « *ni renegar, ni restaurar* » (ni renier, ni restaurer) et Manuel Fraga participe au processus constitutionnel ; lors de son troisième congrès, en 1979, AP expulse les groupuscules hostiles à la nouvelle constitution votée par référendum un an plus tôt (del Río Morillas, 2015). AP devient le principal parti d'opposition au PSOE à partir de 1982. A l'issue d'un processus de refondation, AP conserve ses locaux, modifie son nom en faveur de Partido Popular (PP) et procède au renouvellement de sa direction : José María Aznar est élu à sa Présidence lors du congrès de 1990 ; Manuel Fraga conserve une Présidence d'honneur, il exerce également le mandat de Président de la communauté autonome de Galice, la Xunta de Galicia, jusqu'en 2005. Outre la Galice qu'il domine, le PP est également fortement implanté dans les régions de Valence et Madrid : il dirige la mairie de la capitale dès 1991 puis la Communauté Autonome dès 1995, il perd toutefois ponctuellement la mairie de 2015 à 2019 qui lui est arrachée par Ahora Madrid, une coalition électorale dans laquelle participe Podemos. le PP est aussi défait dans la Communauté de Valence via un accord gouvernemental entre Unidas Podemos, des partis régionalistes de gauche et les socialistes, entre 2015 et 2023. Madrid est par ailleurs souvent considérée comme le « laboratoire du Parti Populaire » (Baron-Yellès & Loyer, 2015, p. 83).

Le PP remporte les élections générales de 1996, José María Aznar est investi Président du gouvernement d'Espagne grâce à l'appui des forces de droite régionalistes catalanes et basques.

Dans les années 1980, José María Aznar est d'abord député de AP avant de devenir président de la Junta de Castilla y León puis de fonder le think tank *Fundación para el Análisis y los Estudios Sociales* (FAES). Les « années Aznar » au gouvernement sont marquées par de vastes privatisations, de nouvelles réformes du marché du travail, un chantier d'aménagement du territoire, notamment l'acheminement de l'eau destiné à favoriser les cultures intensives et le tourisme dans le sud de l'Espagne, et la facilitation de la requalification urbaine des terrains non constructibles. Ses orientations en matière politique extérieure, principalement l'implication de l'Espagne dans l'invasion de l'Irak en 2003, cristallisent la contestation dans le mouvement social « *No a la Guerra* ». Le PP perd les élections en 2004 à la suite d'une communication fallacieuse reprise par les principaux médias concernant les attentats terroristes de la gare madrilène de Atocha imputés à tort à ETA (Catalán, 2005).

Mariano Rajoy, devenu Président du PP, est au pouvoir de 2011 à 2018, date à laquelle il est déchu par une motion de censure impulsée par le PSOE, notamment soutenue par Unidas Podemos pour lequel déchoir la droite au pouvoir constitue l'un des principaux axes programmatiques. En juin 2016, dans un contexte de forte instabilité et après la répétition des générales de décembre 2015, Mariano Rajoy a été investi pour un second mandat grâce à l'abstention des socialistes. Mariano Rajoy poursuit et intensifie les réformes d'austérité entamées par le PSOE et amorce aussi des réformes réactionnaires notamment sur l'avortement dont il tente de restreindre l'accès. Ses deux mandats, dont le dernier inachevé, sont rythmés par de multiples protestations sociales, des condamnations du PP pour corruption et la crise constitutionnelle en Catalogne à laquelle il répond en suspendant temporairement le statut d'autonomie avec le soutien des socialistes. En interne, le PP connaît aussi des ajustements, il adopte les primaires en 2017 et opère un virage vers la droite dans l'objectif de concurrencer Vox dont les instigateurs sont issus de ses rangs.

Au Parlement européen, le PP siège au sein du groupe Parti Populaire Européen.

Parmi les réformes adoptées lors de la Grande Récession, les socialistes au pouvoir procèdent à la baisse de 5% des salaires des fonctionnaires, gèlent les pensions de retraite et annoncent le report de l'âge légal de départ à 67 ans. Avec le soutien des députés du Parti Populaire, les

socialistes révisent l'article 135 de la Constitution en vue de contraindre à l'adéquation de la dette espagnole aux normes européennes, l'alinéa 1 fait de la « stabilité budgétaire » un principe constitutionnel. La droite, quant à elle, impulse la loi travail dite « *reforma laboral* » qui flexibilise les contrats, facilite les licenciements et réduit les indemnisations des salariés, baisse les droits au chômage et procède à une augmentation de la TVA de 18 à 21%. De plus, le PP remet à l'agenda législatif ses propositions traditionnelles, elle élimine alors la prise en charge des soins des personnes sans-papiers par la sécurité sociale et amorce la restriction du droit à l'avortement. Sur ce dernier point, le gouvernement est contraint de reculer face à la mobilisation du mouvement féministe, ce qui a pour effet d'exacerber la fracturation du Parti Populaire dont la tendance la plus conservatrice, déjà hostile à Mariano Rajoy, fait scission et fonde Vox en 2013.

Les dits « plans d'austérité » entraînent une forte contestation sociale souvent désignée par l'appellation « mouvement des Indignés » ou « 15M », à l'aune de la manifestation du 15 mai 2011, sous le gouvernement socialiste.

La manifestation du 15 mai, relayée par SMS et sur les réseaux sociaux, se convertit en « *acampada* » (campement) à la Puerta del Sol de Madrid où les activistes tiennent des assemblées. Ces occupations de l'espace public essaiment aussi dans les principales métropoles et capitales de province. Le trait distinctif de ces assemblées reposerait sur la « consolidation d'une culture organisationnelle délibérative » (Romanos, 2013, p. 216) qu'elles opposeraient au fonctionnement institutionnel. La défiance envers les formations partisanes se matérialise dans les slogans des activistes qui dénoncent conjointement la corruption et les politiques d'austérité, cette défiance envers les partis de gouvernement se transforme progressivement en stigmatisation de la forme parti faisant écho à la dite crise de la représentation.

La corruption dans le champ politique

Si la corruption politique n'est pas chose nouvelle en Espagne, la préoccupation qu'elle suscite s'intensifie à mesure que se dégrade la situation économique. Comme le souligne alors régulièrement la presse, la corruption et le chômage sont, dans les années 2010, les deux *items* en tête des préoccupations de la population espagnole (ELPAÍS, 2016). Soulignons que les sociologues s'accordent pour signaler l'impact du cadrage des médias dans la fabrique de la

corruption comme problème politique à la fin des années 2000, après une décennie de relatif silence sur la question (Villoria, 2015). Des sites internet tel *Casos aislados de una corrupción sistémica*[21] voient le jour et se donnent pour mission de lister les cas de corruption qui affectent les différents partis politiques.

La préoccupation de la population concernant la corruption connaît un essor au début des années 1990, notamment en rapport aux scandales qui affectent les socialistes et sont une ressource politique pour la droite, avant de passer en bas des rankings des baromètres du CIS puis de connaître un regain à la fin des années 2000. Ce regain de préoccupation pour la corruption va alors de pair avec une baisse de l'indice de confiance envers les institutions et les partis politiques. Progressivement, les partis politiques font l'objet d'une représentation collective stigmatisante suivant laquelle leur fonctionnement serait basé sur le mode de la discrétion et de la cooptation, favorisant les ambitions individuelles et l'accumulation de ressources au détriment du bien commun (Ganuza & Font, 2018).

Dans les faits, les affaires de clientélisme ou de détournements de fonds sont le plus souvent liées à la bulle immobilière (Villoria & Jiménez, 2012), certaines villes et communautés autonomes présentent des cas « accablants » (Villoria, 2015) qui se cumulent bientôt avec les multiples affaires qui affectent alors principalement le Parti Populaire et la famille royale. Celles-là sont politiquement exploitées et ont des effets non négligeables du point de vue institutionnel.

Ciudadanos, le Partido X, Movimiento Red et Podemos se positionnent particulièrement sur le segment de l'anti-corruption. Podemos fait de la transparence l'un de ses outils de distinction. Dès sa création, le parti impulse un portail internet sur lequel sont consignés les patrimoines de ses élus et des membres de son organigramme, lors de notre enquête, il n'est plus systématiquement actualisé. En 2017, il impulse une campagne de dénonciation de la corruption du Parti Populaire, ses porte-parole sillonnent le pays à bord d'un autobus dit « le *Tramabus* », en référence à la « Trama Gürtel » (voir *infra*.), une campagne qui se conclut par un meeting à la Puerta del Sol à Madrid. Il dépose ensuite deux motions de censure,

[21] Voir https://casos-aislados.com/index.php

respectivement contre le gouvernement central et le gouvernement de la communauté de Madrid dirigés par le PP, qui échouent toutefois à réunir les soutiens suffisants.

A l'issue d'une affaire de détournement de fond dite le « *Caso Noos* », le gendre du Roi est mis en examen. Déjà largement ternie par des scandales successifs, l'image de la monarchie espagnole se dégrade encore davantage dans un contexte social agité et potentiel terreau d'une réactivation de la revendication républicaine. La maison royale est la première organisation qui entreprend de se renouveler : un mois après la percée de Podemos aux européennes de mai 2014, Juan Carlos I de Bourbon abdique en faveur de son fils, il quitte l'Espagne pour une monarchie pétrolière moyen-orientale et la maison royale entame une communication dirigée vers la rénovation.

L'affaire de la dite « Trama Gürtel », aux multiples ramifications entre la Communauté Valencienne et Madrid, met principalement en jeu du trafic d'influence et des détournements de fonds par le biais de l'attribution de contrats publics falsifiés sous fond de bulle spéculative immobilière et, via ces contrats, le financement illégal du PP. Plusieurs condamnations sont prononcées en 2018, dont celle de l'ex-trésorier du parti qui écope de 33 ans de prison. Pour la première fois, un parti politique se voit également condamner au versement d'une amende. Surtout, à l'issue du procès, Mariano Rajoy fait l'objet d'une motion de censure impulsée par les socialistes et notamment soutenue par Unidas Podemos ; le gouvernement de droite tombe.

Un consensus scientifique se dégage quant au processus de politisation qui se joue avec le mouvement des Indignés (Nez, 2012) (Romanos, 2013) (Razquin, 2017). Suivant les enquêtes d'opinion, le mouvement jouit initialement d'un important soutien de la population (Moreno Pestaña, 2013).

Adriana Razquin a mis au jour l'ancrage madrilène des groupes promoteurs de la manifestation du 15 mai 2011 qui marque l'essor du mouvement des places, tout en pointant leur hétérogénéité idéologique. La sociologue insiste sur le rôle joué par le collectif d'étudiants madrilènes Juventud sin futuro dans l'enracinement générationnel[22] du mouvement et le

[22] Afin de nuancer ce dernier point, notons que Adriana Razquin il manque un verbe du réenclenchement de trajectoires militantes de membres de la résistance antifranquiste « rompues » après le processus de Transition

« déplacement vers la gauche » (Razquin, 2017, p. 56) des premières revendications. Bien que le mouvement se déclare apartisan, elle signale le soutien logistique aux *acampadas* venu d'organisations partisanes diverses telles Izquierda Anticapitalista, parti de tendance trotskiste et futur groupe promoteur de Podemos, mais aussi de Unión Progreso y Democracia, un parti fondé par d'ex-membres du PSOE en 2007 (ultra-libéral).

Le mouvement se saisit aussi d'une critique du fonctionnement institutionnel et les analystes ont observé « une résonnance des échos de la déception collective quant à la Transition politique espagnole en tant que mythe fondateur du régime de 1978 » mais aussi « une forme de désenchantement avec la forme de la démocratie et avec la classe politique, perçue comme toujours plus déconnectée de la société civile (*ciudadanía*) ». Ces deux éléments s'imbriquent pour donner lieu à la revendication d'une « participation directe » des citoyens (Rodríguez Victoriano, 2020, pp. 101-105) participant également, en creux, du discrédit de la forme parti. Si les *acampadas* résonnent à la fois avec les mouvements des places à l'échelle internationale et la crise de la démocratie représentative, le mouvement des Indignés s'inscrit aussi spécifiquement dans le contexte espagnol.

Les enjeux politiques de la Transition

L'une des caractéristiques de la Transition démocratique est d'être un enjeu de dispute tant des historiens que des politiques. D'un point de vue historique, sa délimitation chronologique fait l'objet d'un débat qui se structure entre deux conceptions du processus transitionnel. D'un côté, les tenants d'une conception légaliste de la Transition la restreignent à la période allant du démantèlement des institutions franquistes à l'adoption de la Constitution en passant par la légalisation des partis politiques (1976-1978). De l'autre côté, les tenants d'une conception multidimensionnelle mettent en avant sa dimension processuelle allant du décès du dictateur à l'investiture de Felipe González (1975-1982). Dans cette perspective, certains attribuent le commencement de la Transition à l'assassinat en 1973 par ETA de l'amiral Carrero Blanco, le bras droit de Franco, initiant là une « crise de régime » dont l'appareil d'Etat franquiste ne se relèverait pas (Canal, 2021, p. 309).

et l'hégémonie socialiste (Razquin, 2015). Elle repère, parmi ces militants, l'emploi récurrent de l'expression « c'est votre moment », soulignant que la perception quant à l'ancrage générationnel de la protestation est également partagée et relayée par les participants (Razquin, 2017).

D'un point de vue politique, la Transition est une composante du récit national espagnol contemporain, ce qui en fait une ressource politique. Comme le souligne Sophie Baby, la Transition démocratique, qui comprend le processus constitutionnel, s'est convertie en « mythe fondateur » et les acteurs politiques ont régulièrement fait appel à « l'esprit de la Transition » (Baby, 2018, p. 5) qui serait fait de consensus et de pactes scellés en vue de la concorde nationale. Cette mythification consolide le bipartisme, le PSOE et le PP s'en saisissent alors régulièrement pour disqualifier les propositions politiques venues de partis minoritaires.

Force est de constater que le mythe occulte la violence politique de la Transition espagnole qui « a été beaucoup plus sanglante que la grecque ou la portugaise, entamées toutes deux en 1974, quelques mois avant l'espagnole » (Sánchez-Cuenca Rodríguez, 2009, p. 9). Lors des élections municipales madrilènes de 2015, la coalition Ahora Madrid au sein de laquelle se trouve Podemos et Izquierda Unida place justement en tête de liste Manuela Carmena, avocate et militante communiste, rescapée de l'attentat de Atocha : en 1977, un groupe d'extrême droite assassine cinq avocats du syndicat Comisiones Obreras proche du Parti Communiste Espagnol, les auteurs ne sont arrêtés qu'en 2018 au Brésil. Soulignons que le mythe occulte également la problématique mémorielle afférente à la non-condamnation des crimes franquistes dérivée de la loi d'amnistie de 1977. Si elle est dénoncée par la gauche, le mythe de la Transition est parfois remanié par la droite qui exige en son nom l'abrogation des politiques mémorielles.

La Transition est aussi l'enjeu d'une querelle ancienne entre les deux partis légalisés à cette occasion, le PSOE et le Parti Communiste Espagnol (PCE). S'ils s'accordent pour faire acte de modération dans leurs congrès de 1979, le premier abandonnant le marxisme, le second le léninisme, les rapports sont déjà tendus entre les deux acteurs. Ces tensions s'accentuent d'une part avec la concurrence électorale remportée par le PSOE alors que le PCE était la principale force militante dans la clandestinité, d'autre part avec l'action gouvernementale des socialistes et l'institutionnalisation des mouvements contestataires de la clandestinité qui à la fois cristallisent l'opposition des communistes et les fragilisent (Andrade Blanco, 2013). Pour le PCE, ces deux éléments sont constitutifs d'une « trahison du PSOE » (Sacristán, 1985). L'institutionnalisation des mouvements contestataires et singulièrement du tissu des associations de quartier en lien avec la stratégie d'implantation locale du PSOE irrigue les mémoires militantes (Sánchez León & Pérez Quintana, 2008) et constitue toujours le terreau de

critiques très forte du PSOE venues des secteurs militants, dont ceux de Podemos qui s'en font désormais l'écho, nous y reviendrons dans la dernière sous-section de ce chapitre et dans le chapitre cinq.

A ces querelles inter-partisanes s'ajoutent les disputes au sein de l'extrême gauche concernant le rôle joué par Santiago Carrillo (1915-2012), Secrétaire général du PCE de 1960 à 1982, dans la modération du PCE et les concessions réalisées par celui-ci en faveur de la légalisation. Ces dissensions ressurgissent justement en 2012, année de vives protestations sociales des Indignés et du décès de Carrillo, où y compris le Roi lui adresse un hommage. Cet évènement donne un nouveau souffle au mythe de la Transition employé pour limiter l'instabilité institutionnelle (Andrade Blanco, 2014).

Au récit mythique d'une Transition pacifique faites de pactes sources d'une concorde nationale est opposée la dénonciation du « consensus de 1978 » ayant donné lieu au « régime de 1978 ». Celle-ci représente l'un des principaux leviers de communication de Podemos (Rueda Laffond, 2016). Déjà, en 2011, lors de l'essor du mouvement contestataire, Juan Carlos Monedero, politologue et fondateur de Podemos, publie *La Transición contada a nuestros padres*, réédité sept fois depuis, dans lequel il incrimine une Transition inachevée et formule des griefs politiques eu égard aux questions mémorielles et aux origines du PP, auxquels s'ajoutent des griefs économiques, avec une critique forte du repositionnement libéral du PSOE. Mais l'exploitation politique de la dénonciation du mythe de la Transition n'est toutefois pas neuve : Julio Anguita[23], alors à la fois Secrétaire général du PCE et Coordinateur général de Izquierda Unida, pointe dès les années 1990 ces mêmes insuffisances et plaide pour un Etat fédéral, le droit à l'autodétermination des nations historiques et la fondation d'une république (Pasamar, 2018). Podemos réactive ce corpus en l'articulant autour du signifiant « rupture démocratique » qu'il identifie aux slogans du mouvement des Indignés (Rueda Laffond, 2016, pp. 734-735)

[23] Julio Anguita (1941-2020) a été Secrétaire général du Parti Communiste Espagnol entre 1988 et 1998, également Coordinateur général de Izquierda Unida de 1989 à 2000. Il a été député au parlement andalou (1986-1989) puis au parlement national (1989-2000), également Maire de Cordoue (1979-1986). En 2012, Anguita tente une première rénovation de la gauche à l'aune du mouvement des Indignés. En marge de IU, il créé le Frente Cívico Somos Mayoría auquel participe plusieurs de nos enquêtés et futurs membres fondateurs de Podemos. Julio Anguita est une référence très régulièrement mobilisé dans les discours de Pablo Iglesias.

Outre la PAH, Juventud sin Futuro ou Democracia Real Ya, les protestations sociales sont motivées par une myriade de collectifs créés à l'occasion des premières mobilisations. Parmi eux, on compte les Marées Citoyennes (Mareas Ciudadanas) : la Marea Verde dans l'éducation, la Marea Blanca dans la Santé ou la Marea Granate. Créée en 2013, cette dernière se définit comme « un collectif transnational et apartisan, formé par des émigrants de l'Etat espagnol et sympathisants, dont l'objectif est de lutter contre les causes et ceux qui ont provoqué la crise économique et sociale qui nous oblige à émigrer » (Martínez Martínez, 2017, p. 32). Unie sous le slogan porté initialement par Juventud sin futuro à Madrid, « *no nos vamos, nos echan* » (« nous ne partons pas, ils nous mettent dehors »), le cas de la Marea Granate manifeste l'ancrage social du mouvement et témoigne du rôle joué par les réseaux sociaux à la fois dans la consolidation des groupes militants et le déroulement des protestations anti-austérité : au niveau local, des groupes virtuels d'entraide voient le jour et participent à un réseau de solidarité d'une nouvelle diaspora espagnole (Sanz Sabido, 2017), au niveau international, ils sont le support des groupes de travail et assemblées virtuelles via lesquelles sont décidées et coordonnées des actions, tels des rassemblements qui se tiennent simultanément sur plusieurs continents (López-Sala, 2019).

Les *acampadas* sur les places publiques où se tiennent les assemblées s'insèrent dans un large répertoire d'action mobilisé lors du mouvement des Indignés. L'arrêt du travail productif est régulièrement employé par les syndicats qui convoquent notamment quatre grèves générales de 2010 à 2012. De plus, au cours de l'année 2012 :

> « Le nombre de manifestations convoquées et notifiées à l'administration pour autorisation a dépassé les 42 000, soit environ 112 par jour. Ce nombre multiplie quasiment par deux celles de l'année antérieure (…). La majeure partie de ces protestations sont en lien avec la politique économique et sociale du gouvernement national et de la majorité des gouvernements régionaux » (Mateos & Penadés, 2019, p. 163).

En outre, de 2011 à 2015, plusieurs marches d'envergure ont lieu dans le pays : la « *Marcha Negra* » ou Marche des mineurs et ouvriers de la sidérurgie et métallurgie des Asturies vers la capitale, les manifestations « *Rodea el Congreso* » (« encercle le Congrès ») qui font l'objet d'une forte répression policière ou les « *Marchas de la dignidad* » (Marches de la dignité) au slogan « *pan, techo y trabajo* » (pain, toit et travail) dont les cortèges venus de tout le territoire convergent vers la capitale. A cela s'ajoute, à partir de 2013, la mobilisation des femmes contre

la restriction du droit à disposer de leur corps (Bergès, 2016). Le répertoire d'action des Indignés compte aussi les « *escraches* », une pratique militante venue d'Argentine et qui consiste à apostropher publiquement les personnalités politiques, souvent devant leur domicile, ou les chaînes humaines qui visent à empêcher les expulsions des logements, ces deux dernières formes de protestation étant singulièrement employée par la PAH (Romanos, 2014).

A partir des données recueillies par le CIS concernant les personnes déclarant avoir participé aux protestations, des travaux avancent une spécificité sociologique de ce public : jeune, urbain, fortement diplômé, étudiant ou exerçant une profession dans le secteur des services (Revilla-Blanco & Molina-Sánchez, 2021). A l'issue des mobilisations, le gouvernement de droite adopte la « loi de sécurité citoyenne » dite « ley mordaza » (loi baillon) que les partis à gauche de l'échiquier, dont Podemos, s'attachent particulièrement à dénoncer. Dans le chapitre prochain, nous reviendrons sur le rapport de nos enquêtés à ce mouvement contestataire en mettant en évidence la distinction qui s'opère progressivement dans les représentations militantes entre un « 15M » resserré sur les assemblées des places et un « 15M » qui désigne beaucoup plus largement les manifestations dans la rue et un état d'esprit d'indignation. A cette occasion, nous mettons au jour une tendance de nos enquêtés à la participation aux manifestations et à la distance critique des assemblées, un rapport partagé par les personnes présentant un faible capital militant et par ceux présentant un parcours antérieur au sein de IU. Ce rapport partagé favorise une conjonction mémorielle entre ces deux profils, facteur de leur solidarisation face aux militants venus de Izquierda Anticapitalista, qui, quant à eux, ont une vision méliorative des assemblées proche de celle des secteurs libertaires. Ces mémoires différenciées sont, dans une certaine mesure, transposée dans des conceptions normatives distinctes du modèle organisationnel de Podemos.

Dans le sillage de ces protestations, des formations partisanes nouvelles ou en quête de relégitimation se saisissent de certaines revendications pour les transposer en programmes, en exploitant particulièrement le segment de la défiance envers le champ politique. En Catalogne, l'indépendantisme connaît un nouvel essor, sa capacité mobilisatrice s'accompagne du regain électoral des formations traditionnelles qui se repositionnent sur ce segment pour faire peau neuve. Sur la scène nationale, une myriade de formations nouvelles émergent, elles réclament de concert le dépassement le clivage gauche/droite et la « démocratisation » des partis politiques en faisant preuve d'innovation organisationnelle. Parmi elles, Podemos.

1.2 Manifestations et effets de l'exigence du renouveau partisan

La disqualification des partis politiques, principalement fruit de la contestation sociale des politiques d'austérité et des scandales de corruption, favorise l'émergence de formations nouvelles qui emploient des leviers de légitimation similaires : elles s'identifient à la protestation et focalisent leur programme sur les alternatives à l'austérité. La disqualification des partis existants s'accompagne d'une stigmatisation de la forme-parti dont ces nouveaux acteurs se font aussi l'écho et à laquelle ils répondent en revendiquant des dispositifs militants innovants. Face à cette concurrence, les partis existants entreprennent de faire peau neuve. Dans ce processus, le profil des porte-parole, les dispositifs militants ou les répertoires d'action partisans légitimes se redessinent. Podemos est partie prenante de ce processus dont il est parfois l'un des moteurs.

Ainsi, les évolutions du champ politique se sont parfois traduites par une reconfiguration des clivages et des alliances inter-partisanes. C'est le cas en Catalogne où se constate un regain des revendications indépendantistes. Si le nationalisme catalan est ancien, la revendication indépendantiste est restée cantonnée au « témoignage » après la Transition, cela jusqu'en 2010 après que le Tribunal constitutionnel, via un recours déposé par le PP, a déclaré inconstitutionnelles certaines dispositions du nouveau statut d'autonomie approuvé en 2006 par référendum en Catalogne (Barberà & Díaz-Montiel, 2018, p. 166). Dans ce contexte où s'inscrivent aussi les protestations sociales contre l'austérité, les collectifs pro-indépendance se recomposent. Le collectif Assemblea Nacional Catalana saisit l'opportunité de la commémoration annuelle de la Diada[24] et, en 2012, l'ampleur du nombre des participants à la manifestation trouve un écho y compris dans les médias internationaux. La même année, les enquêtes témoignent d'une hausse significative des opinions favorables à l'indépendance, les

[24] Le 11 septembre est jour férié en Catalogne, parfois appelée « fête nationale ». Elle commémore la prise de Barcelone en 1714 lors de la guerre de succession au trône d'Espagne qui oppose Bourbon et Habsbourg, à la suite de laquelle la dynastie des Bourbons centralise les institutions. La Diada est insérée dans un imaginaire catalaniste dès la fin du 19è siècle à l'aune du mouvement culturel puis politique, donnant lieu aux nationalismes périphériques, qui se développe aussi notamment en Galice et au Pays basque en miroir du développement du nationalisme espagnol. Dans le récit catalaniste réapproprié par les indépendantistes, la Diada occupe la place d'évènement instituant d'une mainmise illégitime de l'Etat central sur la Catalogne.

forces politiques nationalistes situées à droite et gauche de l'échiquier politique remportent les élections autonomiques (García, 2016).

Parmi ces formations indépendantistes, des partis catalanistes traditionnels comme Esquerra Republicana de Catalunya (gauche) et Convergència i Unió (droite), mais aussi un parti émergent, la Candidatura d'Unitat Popular (CUP). Situé à l'extrême gauche et au fonctionnement proche de celui des partis écologistes européens, la CUP compte en son sein des activistes issus de la mosaïque des collectifs pro-indépendance et des militants de formations partisanes minoritaires d'extrême gauche ; en 2012, la CUP est par exemple soutenue par Izquierda Anticapitalista, futur promoteur de Podemos. Dès sa création, la CUP mobilise un répertoire d'action alliant la protestation de rue, actions militantes à forte portée symbolique et participation aux élections, conduisant les analystes à évoquer, là aussi, un « parti-mouvement » (Barberà & Díaz-Montiel, 2018).

A grands traits, ces formations situées à droite et à gauche de l'échiquier se fondent sur la réactivation d'éléments traditionnels du nationalisme catalan et sur la méfiance envers les institutions de l'Etat mis à l'agenda par les Indignés et qu'elles transposent – « *España nos roba* » (l'Espagne nous vole) — pour articuler une revendication indépendantiste sous l'égide d'un discours portant sur la « liberté démocratique » (Clua i Fainé, 2014, p. 96). Ce discours donne lieu à une alliance inter-partisane qui permet aux nouvelles formations de s'implanter dans le champ et aux partis traditionnels de se rénover. Leur principale proposition programmatique est celle de l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Le clivage indépendantiste structure la vie politique catalane puis la scène nationale, singulièrement à l'aune de la crise constitutionnelle de 2017 marquée par la déclaration unilatérale d'indépendance au Parlement catalan, faisant suite à un référendum organisé par les indépendantistes. Le cas catalan informe ainsi de ce phénomène conjoint de recomposition du champ politique vers le réinvestissement de l'espace public et de reconfiguration du corpus programmatique. Cette rénovation se réalise moyennant l'usage du signifiant « démocratie », qui fait écho au mouvement des Indignés, mais le corpus puise souvent dans des traditions militantes anciennes.

Sur la scène nationale, le champ politique se recompose avec la création de plusieurs partis politiques dont certains remportent un succès électoral en 2015 — c'est le cas de Podemos ou

de Ciudadanos — alors que d'autres demeurent finalement minoritaires, comme le Partido X, le Movimiento Red ou Recortes 0.

Les partis politiques III : Ciudadanos

Ciudadanos, originellement Ciutadans, se constitue en Catalogne à la suite de la publication en 2005 d'un manifeste d'intellectuels qui plaident pour la création d'une formation politique qui s'opposerait à un nationalisme catalan considéré comme menaçant. Suivant Juan Rodríguez Teruel et Astrid Barrio, l'essor de Ciudadanos en Catalogne puis sur la scène nationale est la conséquence d'un double repositionnement des électeurs : en Catalogne d'abord, la formation dénonce une affirmation nationaliste de la gauche au pouvoir, elle fait campagne en faveur du « Non » lors du référendum concernant le nouveau statut d'autonomie sous le gouvernement Zapatero et convainc notamment à cette occasion des Catalans de langue castillane. Dans le reste de l'Espagne ensuite, Ciudadanos se nourrit de la défiance envers les partis gestionnaires de la crise économique et séduit en cadrant son discours sur la rénovation du champ politique au prisme d'une lutte anti-corruption et d'un dépassement des clivages droite/gauche (Rodríguez Teruel & Barrio, 2016).

Plusieurs travaux ont mis en avant des similitudes entre Podemos et Ciudadanos : d'une part en ce qui concerne l'usage massif des réseaux sociaux et la personnalisation du parti (Verón Lassa & Pallarés Navarro, 2017) et, d'autre part, en ce qui concerne les éléments discursifs de distinction dans le champ puisqu'après le 15M, Ciudadanos se targue à son tour d'incarner la nouveauté, le dépassement du clivage gauche-droite et la lutte contre la corruption, concurrençant alors Podemos sur ce segment (Nez, 2015).

Après des conflits internes concernant les alliances et qui marquent la sortie de plusieurs cadres vers UPyD (ultra-libéral, créé par des ex-membres de PSOE en 2007), Albert Rivera devient Président du parti en 2009. En 2015, Ciudadanos fait une percée aux élections générales en obtenant 40 députés (Albert de Paco & Ellakuría, 2015). L'oscillation de Ciudadanos entre un agenda ultra-libéral et un agenda nationaliste le conduit d'abord à s'allier en 2009 avec une formation eurosceptique, Libertas (Rodríguez Teruel & Barrio, 2016), puis à s'ancrer à droite en défilant à Madrid lors d'une manifestation nationaliste convoquée conjointement avec Vox et le PP en 2018. Dans les communautés autonomes, il participe aussi à plusieurs accords

parlementaires d'union des droites avec ces deux acteurs, par exemple en Andalousie ou à Madrid. Après l'essor de Vox qui le concurrence sur le segment nationaliste et des recompositions internes du PP, Ciudadanos ne cesse de connaître des revers électoraux et des crise internes, il est désormais une force politique résiduelle.

Movimiento Red, Partido X, Podemos et Recortes 0 ont des revendications similaires : les alternatives à l'austérité, la lutte anti-corruption, le dépassement des clivages gauche/droite, la critique de la forme-parti. Cette dernière donne lieu à un discours sur l'innovation partisane décliné dans la pratique principalement par un usage massif des supports numériques et des ajustements dans la sélection des porte-parole. Ces éléments sont articulés entre eux au moyen d'un cadrage qui identifie le parti au mouvement des Indignés. L'un des porte-parole du Partido X indique en octobre 2013 au quotidien en ligne *Eldiario.es*, à la ligne éditoriale classée à gauche :

> « Beaucoup d'entre nous ont été très impliqués dès l'origine en réseaux du mouvement du 15M et en ce sens, nous ne sommes pas mal à l'aise. Mais il y a aussi des membres du Partido X qui ont juste vu le 15M à la télé. Nous sommes très transversaux. (…) Il y a une partie du 15M, de laquelle je me sens proche avec d'autres *compañeros*, celle qui est arrivée à la conclusion que le seul plafond pour réussir certains objectifs partagés par la population sont les partis politiques et les gens qui nous gouvernent. Avec les assemblées et les protestations nous avions le contenu et le consensus, mais pas la possibilité de le mettre en pratique. Incarner une option électorale est une conclusion très pragmatique et également apartisane (…) Les purs, les idéologiquement purs ne vont pas être à l'aise ici » (Iñaki Oliden, 2013).

De manière plus générale, les éléments présents dans cet entretien daté de 2013 avec le partido X sont similaires à ceux mis en valeur par l'un des fondateurs de Podemos deux ans plus tard : l'expertise organisationnelle, la transversalité idéologique, le renouvellement des formes de militantisme, la filiation avec les Indignés et le cadrage du déclin du mouvement justifiant par-là la création du parti (Errejón et al., 2015). Leur différence saillante réside dans le mode de direction, Partido X mettant en scène l'anonymisation de ses porte-parole alors que Podemos exploite la personnalisation du parti.

A l'occasion des européennes de 2014, tremplin électoral pour ces formations nouvelles, les médias espagnols se font l'écho de ces listes en les présentant toutes en rapport au mouvement des Indignés, le cadrage initialement proposé par les acteurs politiques. La construction médiatique de l'héritage du 15M, dont les activistes se déclarent toujours apartisans, acte la régénération politique par le renouvellement partisan : le 18 mai 2014, le média *Público*, dont la ligne éditoriale est orientée vers la gauche républicaine, diffuse un reportage intitulé « les héritiers du 15M ». Ce sont alors trois styles du justicier qui sont mis en avant :

> « Trois ans plus tard, le principal message du 15M est toujours de mise. Des électeurs qui ne se sentent pas représentés par les partis hiérarchiques traditionnels. Est-il possible, aujourd'hui, de les attirer vers la politique ? Trois nouveaux partis s'y emploieront lors des élections de dimanche. Les trois promettent une régénération et proposent trois styles différents de leadership. Podemos a un leader médiatique, Pablo Iglesias, professeur et chroniqueur : « nous n'avons ni l'argent des banques ni celui des grandes entreprises de construction. Nous, ce que nous avons, c'est un type avec une queue de cheval qui passe à la télé et on va l'utiliser si ça nous permet d'atteindre les gens et qu'ils s'unissent à nos cercles » explique-t-il. Les cercles comptent environ 200 assemblées dans lesquelles un programme basé sur les mouvements sociaux s'est développé ; « sur la santé nous disons ce que disent les *compañeros* des *Mareas*, sur le logement, ce que disent les activistes du logement (…) » dit Iglesias. Le mouvement RED a aussi un leader médiatique : le Juge Elpidio Silvia. Il est connu pour avoir mis en prison deux fois Miguel Blesa, l'ancien président de Caja Madrid (i.e banque espagnole). Pour la manière dont il a mené ce processus, c'est lui qui est maintenant jugé. Silvia offre son expérience comme garantie qu'il sera un bon leader : « il y a toujours une personne, mais dans ce cas, cette personne a démontré qu'elle veut lutter contre la corruption et qu'elle sait le faire. » assure-t-il. Le Partido X est encore plus innovant (*rompedor*) : un parti sans leader. D'ailleurs, pour leur vidéo de présentation ils ont embauché deux acteurs. Ils ont tout de même une tête de liste. Hervé Falciani (i.e lanceur d'alerte franco-italien), l'informaticien qui a dévoilé la liste des 130 000 évadés fiscaux : « ce n'est pas mon parti, ce n'est pas un parti. C'est une opportunité pour unir des capacités, des idées… » dit Falciani. Ils proposent un wikigouvernement, dans lequel les citoyens pourraient participer à l'élaboration des lois et les voter. Dimanche prochain, ces trois partis sauront s'ils ont apporté une réponse à cette clameur. » (Agencia Atlas, 2014)

Pour s'extirper du stigmate afférent à la forme-parti, les nouveaux acteurs impulsent des dispositifs visant à rénover la sélection des porte-parole. Podemos fait des primaires ouvertes le principal dispositif de « démocratisation » du parti politique et se distingue avec des porte-parole aux traits « d'universitaires engagés » (Nez, 2015, p. 26). Face à cette concurrence, Izquierda Unida et PSOE renouvellent eux aussi leur direction en organisant des primaires en 2014, respectivement Alberto Garzón et Pedro Sánchez remportent ces scrutins. Le premier est

également trentenaire, il se présente comme activiste du 15M, le second est titulaire d'un doctorat et sillonne l'Espagne à bord d'une fourgonnette, « dort chez des militants et tente de convaincre qu'il n'a rien à voir avec l'appareil », comme le relate alors le journal national *El País* (Verdú, 2014). Comme c'est régulièrement le cas, Podemos puise ses revendications et ses dispositifs dans l'histoire militante de la gauche espagnole. Ici, il publicise un dispositif ancien qu'il remanie moyennant l'élargissement du corps électoral à des sympathisants inscrits sur une plateforme internet. Bien que réservé aux affiliés, la sélection des candidats par primaire pour les postes à tous les échelons du parti et afin de constituer les listes aux élections est instaurée sous la Seconde République par les socialistes ; le dispositif est réactivé périodiquement à partir de 1997 soit pour désigner la tête de liste aux élections soit le Secrétaire général. IU emploie aussi déjà le dispositif pour élire son Coordinateur général avec un suffrage également réservé aux adhérents. Mais en 2014, à la différence des socialistes, la formation opte pour le modèle de Podemos et impulse à son tour une plateforme internet d'inscription pour élargir le corps électoral aux sympathisants. Peut-être perçue comme peu coûteuses, les primaires sont adoptées par la plupart des formations du champ politique, avec des règles ajustées qui recèlent une forte hétérogénéité. Dans le quatrième chapitre de ce travail, nous préciserons les enjeux des primaires telles qu'elles sont utilisées à Podemos.

Face à la représentation de partis politiques renfermés sur eux-mêmes (Ganuza & Font, 2018), les acteurs tentent de se désencastrer des institutions, de repousser la frontière du champ politique en brouillant leur distinction des organisations contestataires : les partis se rendent visibles en réinvestissant les places et les rues et en encourageant des actions à forte portée symbolique. Aux meetings sur les places s'ajoute l'usage partisan de la manifestation qui connaît un regain de légitimation et est employée régulièrement par les indépendantistes catalans, puis par Podemos qui convoque la Marche du Changement en 2015 ou encore par les nationalistes qui défilent sous l'impulsion du PP, de Vox et de Ciudadanos à Madrid en 2018. Les partis politiques organisent aussi des actions à forte portée symbolique inspirée des répertoires d'action contestataires : en Catalogne, à la campagne militante qui consiste à couvrir l'espace public des symboles indépendantistes, « *los lazos amarillos* » en soutien aux instigateurs du référendum de 2017 alors en détention, les militants et porte-parole de Ciudadanos organisent des actions où ils les retirent publiquement avant d'exhiber leurs prises à la tribune du Parlement catalan. Le Parti Populaire encourage l'expression nationaliste avec son slogan « *pon*

una bandera en tu balcón » (met un drapeau à ton balcon) en vue du 12 octobre 2018, fête nationale. De manière plus générale, les partis politiques s'attachent à développer des signes extérieurs d'appartenance, entre pin's sur les vestes, bracelets, ou drapeaux que les sympathisants sont encouragés à arborer sur leurs balcons, tel celui en vue de la campagne des municipales de 2019 où est dessiné le portrait de Manuela Carmena, la Maire de Madrid candidate à sa succession. A Podemos, en octobre 2017, les militants du cercle I organisent un repas communautaire dans un parc afin de célébrer l'anniversaire du parti. Ces actions militantes et ces signes extérieurs d'appartenance qui, à la fois, rendent visibles les partis dans l'espace public et favorisent la solidarité des membres font écho aux outils employés par la Lega Nord en Italie dans les années 1990 (Gómez-Reino Cachafeiro, 2004). La légitimation progressive de ces formes du militantisme partisan, à travers leur usage de plus en plus répandu dans l'arc politique, installe de nouvelles normes dans le champ.

L'émergence de ces nouvelles formations, parmi lesquelles Podemos, s'accompagne d'une entreprise de légitimation dont les composantes répondent conjointement à disqualification des partis politiques et au discrédit de la forme parti. Ces composantes puisent dans les corpus, dispositifs ou modes d'action issus de traditions politiques différentes, souvent anciennes voire ou jusqu'alors minoritaires. Elles se trouvent identifiées au mouvement des Indignés au moyen d'une construction rhétorique, singulièrement l'usage du signifiant « démocratie » qui articule les discours partisans. Les organisations traditionnelles se greffent à l'entreprise de rénovation, dessinant progressivement de nouvelles normes partisanes dans le champ politique : dispositifs militants, profils des porte-parole ou répertoire d'action sont progressivement remaniés.

1.3 Des évolutions de Podemos : une recomposition du champ toujours à l'œuvre

La réactivation de composantes du corpus traditionnel de la gauche espagnole caractérise Podemos dès sa fondation : la dénonciation du mythe de la Transition (Rueda Laffond, 2016) ou le concept de « municipalisme » (Radcliff, 2021) en sont des exemples. De manière aussi plus diffuse, le récit de la fondation de Podemos s'attache à renouer avec l'imaginaire des partis de masse. En 2010, des militants de Izquierda Anticapitalista fondent le café *La Marabunta* dans le

centre de la capitale, qui devient un lieu privilégié du militantisme madrilène également fréquenté par les autres futurs fondateurs de Podemos. Après sa fermeture en 2015, une plaque commémorative est apposée devant le local sur laquelle il est inscrit : « ici se situait la Marabunta, lieu de grandes conspirations. Ici est né Podemos en janvier 2014 ». En 2022, le journal *La Vanguardia*, de tendance catalaniste, rappelle notamment la fondation du PSOE au café Labra et précise :

> « C'est une tradition dans notre pays de fonder des partis politiques au bar, avec une bière et des tapas. De multiples conjurations pour usurper le pouvoir du moment (*la Moncloa de turno*) sont nées sur une nappe à carreau (…). » (Cárcel & Eguibar, 2022).

Après les élections de juin 2016, où Podemos concourt sous la marque Unidos Podemos avec Izquierda Unida, les évolutions programmatiques et rhétoriques du parti abondent dans le sens d'une identification croissante aux revendications traditionnelles de la gauche espagnole dont il réactive avec force l'univers symbolique.

Les partis politiques IV : Izquierda Unida (IU)

IU est créée en 1986 sous l'impulsion de la direction du Partido Comunista de España (PCE) à la suite des mobilisations contre l'adhésion espagnole à l'OTAN et comme une tentative de rénovation de la gauche du parti socialiste. Comme l'indique Luis Ramiro, « dans une certaine mesure, les deux organisations, IU et le PCE sont devenues impossibles à distinguer » (Ramiro-Fernández, 2004, p. 2).

En 1931, lors de la proclamation de la Seconde République, le PCE est une formation périphérique dans le champ politique : elle compte 4950 affiliés, n'obtient pas de représentation parlementaire et dénonce ce nouveau régime « bourgeois ». La recomposition des formations partisanes et syndicales à l'aune de la montée des formations fascistes, qui culmine avec la création du Front Populaire (1936), marque le déplacement du PCE vers le centre du champ politique : en février, le PCE obtient 17 députés dans le cadre de la coalition et en mai, il compte 83 967 affiliés ; le syndicat d'obédience communiste Confederación General del Trabajo Unitaria fusionne avec l'UGT d'obédience socialiste, ils rassemblent près d'un million d'affiliés contre 559 000 pour les anarchistes de la Confederación Nacional de Trabajo (Hernández Sánchez, 2017, pp. 85-98).

Après la défaite de 1939, la direction du PCE s'exile et, dans le contexte d'une dictature qui perdure, le parti prend progressivement « souche » en France en recrutant parmi la diaspora espagnole émigrée dans les années 1950-1960 (Lillo, 2019, p. 108). Le PCE est légalisé en 1977 et est perçu comme le « parti de l'antifranquisme » (Treglia, 2016) notamment par l'intermédiaire du déploiement du syndicat clandestin Comisiones Obreras (Ysàs, 2008). En exil, le PCE est déjà agité par des conflits internes qui se soldent par la fondation du Parti Communiste Ouvrier Espagnol par Enrique Líster en 1970. Le lieutenant-colonel, qui a participé de la création du Cinquième Régiment pendant la Guerre Civile, jouit d'un important prestige et publie en 1983 son réquisitoire contre le Secrétaire général, *Así destruyó Carrillo el PCE*. Santiago Carrillo, alors Secrétaire Général de la formation, est également critiqué en interne par le secteur des « rénovateurs » et les années 1981-1982 sont marquées par une vague d'expulsions du parti. Au milieu des années 1980 on compte en Espagne trois formations d'obédience communiste (Ramiro-Fernández, 2004). En 1982, alors que le PCE se déchire en interne, le PSOE obtient la majorité absolue au Congrès des Députés. Il entérine un repositionnement géopolitique de l'Espagne en scellant l'adhésion du pays à l'OTAN, ce qui suscite de fortes protestations institutionnelles et extra-institutionnelles dont se saisit le PCE pour se renouveler.

Izquierda Unida est ainsi créée en 1986 dans le contexte de majorité absolue du PSOE, à l'aune du mouvement contestataire contre l'entrée dans l'OTAN et d'une tentative de rénovation du PCE marqué par de mauvais résultats électoraux et de lourds conflits internes. Les conditions de la création de Izquierda Unida, ses leviers de légitimation, ses répertoires d'action et son modèle organisationnel présentent des similitudes avec Podemos. D'ailleurs, plusieurs de ses membres promoteurs présentent une trajectoire dans l'organisation.

La mobilisation contre l'adhésion à l'OTAN est impulsée en 1981 avec une première manifestation convoquée par des collectifs libertaires et chrétiens ainsi que des partis politiques minoritaires comme la LCR (trotskistes) ou le Movimiento Comunista (maoïstes) unis dans un « pacifisme radical, basé sur un antimilitarisme qui reliait une doctrine antiautoritaire et anticapitaliste » (Treglia, 2016, p. 77). Le PCE se distingue d'abord des acteurs extra-institutionnels, il sollicite l'organisation d'un référendum, recueille pour cela 500 000 signatures et convoque une manifestation avec des socialistes. Après l'accession au pouvoir des socialistes qui entérinent finalement le projet, le PCE repositionne sa stratégie vers une opposition frontale

au PSOE canalisée dans l'opposition à l'entrée dans l'OTAN : « il [le PCE] établit un cercle vertueux entre la mobilisation sociale et l'action institutionnelle », devient « pratiquement l'unique parti parlementaire impliqué dans la campagne » (Treglia, 2016, pp. 82-83). Il met ses ressources logistiques et institutionnelles au service de la mobilisation, ses militants investissent les collectifs promoteurs de la protestation.

Si le « oui » l'emporte lors du référendum de 1986, la mobilisation est le théâtre d'une recomposition des organisations à la gauche du PSOE : le PCE, devenu minoritaire au parlement face à l'hégémonie socialiste, entame un débat interne sur l'opportunité d'une alliance avec d'autres organisations de gauche en 1985 (Ramiro-Fernández, 2004) puis plaide dans son journal, *Mundo obrero,* en faveur d'« un programme commun pour la gauche » (Treglia, 2016). IU est d'abord constitué comme une coalition électorale, elle compte six autres formations partisanes et des collectifs participant à la mobilisation : en 1989, IU se définit comme un « mouvement politique et social », se dote d'une structure territorialement hiérarchisée et se consolide progressivement : le congrès de 1990 adopte la cotisation collective pour les différentes formations membres de IU et individuelles pour les personnes sans double militance, une coordination fédérale gère les relations entre le siège et les branches locales. Les premiers statuts sont approuvés en 1992, ils reconnaissent et institutionnalisent le fonctionnement des factions qui structurent depuis lors les dynamiques intra-partisanes de IU, une différente forte avec Podemos dont les tendances sont toujours informelles.

Sous certains aspects, l'histoire de IU, notamment son rapport au PSOE, fait écho à celle de Podemos. L'objectif premier de IU est le « sorpasso » (Ramiro-Fernández, 2004) au PSOE : sous l'impulsion de la dynamique de politisation qui se joue lors de la mobilisation de 1981-1986 et à la faveur d'une coopération entre divers partis politiques et collectifs extra-institutionnels, IU espère un report de votes de l'aile gauche des socialistes ; la stratégie échoue. IU s'inscrit alors à la gauche du PSOE dont il est pourtant parfois la force de soutien dans des coalitions au sein des Communautés Autonomes. En 2000, alors que le PP prétend renouveler sa majorité, IU et PSOE forgent une coalition électorale au niveau national, elle se solde par une hausse de l'abstention à gauche et une forte mobilisation de l'électorat à droite (Sánchez-Sierra, 2003).

Soulignons qu'après la désintégration de la Liga Comunista Revolucionaria en 1991, son organisation héritière, Espacio Alternativo, s'intègre comme faction au sein de Izquierda Unida

jusqu'en 2009 quand, prenant le nom de Izquierda Anticapitalista (IA), ses membres décident de concourir seuls aux européennes. En 2012, IA soutient la CUP lors des autonomiques en Catalogne. En 2014, IA est l'un des groupes à l'instigation de Podemos. IA est dissoute par ses membres après la prohibition de la double militance pour intégrer l'organigramme de Podemos, une disposition portée par la liste vainqueure de Vistalegre I et à laquelle IA s'est fortement opposée[25]. IA se recompose en association, Anticapitalistas, ses membres forment en courant interne informel au sein de Podemos.

En 2011, Izquierda Unida impulse Izquierda Plural, une coalition électorale qui comprend notamment des formations écologistes minoritaires. En dépit d'un report de vote d'électeurs du PSOE (Martín & Urquizu-Sancho, 2012), elle ne remporte que 11 députés. Lors des élections autonomiques de 2012, IU impulse des coalitions électorales hétéroclites faites de partis minoritaires mais aussi de collectifs dérivés du 15M, notamment en Galice, avec Alternativa Galega de Esquerda. L'initiative est pilotée par la communiste Yolanda Díaz (devenue ministre du travail en 2019 dans le gouvernement PSOE/Unidas Podemos), Pablo Iglesias, promoteur de Podemos puis Secrétaire général, est alors son conseiller politique. Fin 2012, Julio Anguita, ex-Secrétaire général du PCE et ex-Coordinateur général de Izquierda Unida, initie une tentative de rénovation de la gauche aux marges de IU et à l'aune du mouvement des Indignés, il fonde le Frente Cívico Somos Mayoría (FCSM). A cette occasion sont notamment présents Pablo Iglesias et Juan Carlos Monedero, promoteurs de Podemos deux ans plus tard. Le FCSM se veut également à la marge de la forme parti, il ne concourt pas aux élections et se concentre notamment sur des campagnes de recueil de signatures en vue de déposer des *Iniciativas legislativas populares*, particulièrement celle en faveur de l'établissement d'un revenu universel ; il est aussi promoteur des Marchas de la dignidad. A Madrid, plusieurs de nos enquêtés sont issus de IU et/ou du FCSM.

[25] L'introduction de cette disposition dans les documents débattus lors du congrès de Vistalegre I est fortement contestée par les membres issus de IA. Ainsi, dans une tribune publiée dans *Viento Sur* (la revue de IA puis de Anticapitalistas) le 15 octobre 2014 et signée par un « militant de Izquierda Anticapitalista et participant de Podemos », on lit : « en définitif, au milieu d'un débat qui devrait surtout se centrer sur des perspectives politiques et des propositions organisationnelles en vue d'élargir l'espace de la rupture avec le régime de 78 et ses institutions économiques, sociales et politique, on a introduit une mesure qui réduit les droits fondamentaux de l'une des parties fondatrices de ce projet sans même offrir la possibilité de faire usage du droit de tendance ou courant. Beaucoup de gens qui participent à Podemos viennent des mouvements sociaux, de collectifs divers et d'organisations politiques qui se sont investies dans cette initiative depuis le premier jour. Nous espérons que personne ne prétend épurer un mouvement qui devrait faire en interne exactement ce qu'il prétend transposer ensuite à l'ensemble de la société. Parce que sans pluralisme, pas de démocratie » (Camargo Fernández , 2014).

Face à la concurrence de Podemos, IU renouvelle sa direction lors des primaires ouvertes de 2014. Des rapprochements avec Podemos se dessinent dans certaines municipalités et communautés autonomes lors des élections de mai 2015 ; en décembre 2015, IU concourt toutefois seule aux générales, elle essuie un revers électoral historique, ne conserve que députés. Pour les élections de juin 2016, IU et Podemos forge la coalition électorale Unidos Podemos qui devient ensuite le groupe parlementaire. Les liens entre les deux formations se resserrent alors de manière croissante.

Si son alliance pérenne avec IU peut constituer un facteur explicatif de ses évolutions programmatiques, le clivage nationaliste ravivé par la crise constitutionnelle en Catalogne, les revendications mise à l'agenda par le mouvement féministe mais également la percée électorale du parti d'extrême droite Vox sont des éléments déclencheurs des évolutions de Podemos.

Face à la polarisation du débat politique concernant la crise catalane, Podemos cherche une troisième voie. Dans ce contexte est publié *Repensar la España plurinacional* (Domínguez A. (., 2017), un ouvrage collectif auquel contribuent notamment Pablo iglesias et Xavier Domenèch, historien à l'université autonome de Madrid et alors député au Parlament de Catalunya pour la coalition En comù Podem qui inclut Podemos.

> Fundación Diario Madrid, 15 novembre 2017. Présentation de l'ouvrage *Repensar la España plurinacional.*
>
> Quelques photographes, plusieurs cadres de Podemos dans les premiers rangs. Des chaises disposées devant une scène pour le public. Quatre intervenants, dont Pablo Iglesias, qui insiste sur le fait que « ceux qui pensent que l'Espagne est 'uninationale' » se trompent, ils sont héritiers du franquisme et de la droite espagnole conservatrice. Il dit que « seules les valeurs républicaines » peuvent régler le « problème politique » en Catalogne et dans le reste des communautés autonomes. Les interventions évoquent toutes les communautés autonomes et esquissent un programme : il faudrait par exemple enseigner le galicien ou le catalan dans toute l'Espagne, comme on enseigne l'anglais ou le chinois. Il faut retrouver « l'esprit patriotique » des résistants au franquisme qui mettaient en avant leur appartenance régionale : l'Espagne a une « identité plurinationale ». Idée traduite en une revendication politique par la création d'une Espagne républicaine fédérale nécessaire pour que « tous se sentent chez eux en Espagne ». Il s'agit de renouer avec une revendication qui a « plus de deux cents ans d'histoire ».

Avec la crise politique en Catalogne, Podemos développe un discours à l'aide d'usages publics de l'histoire par lequel il s'insère dans la tradition républicaine. Il repositionne donc sa critique institutionnelle de la dénonciation du « consensus de 78 » vers une revendication expressément républicaine et fédéraliste, un axe programmatique également central de Izquierda Unida. Cet axe va de pair avec la récupération progressive de l'univers symbolique de la résistance antifasciste et les drapeaux de la Seconde République se font jour dans les meetings de Podemos. Le parti resserre alors progressivement son identification vers la tradition républicaine et communiste.

Parallèlement, avec la mise à l'agenda de la dénonciation des violences faites aux femmes, singulièrement à l'aune du mouvement du 8 mars 2018, Podemos procède à une nouvelle hiérarchisation de ses axes programmatiques en mettant en avant le féminisme, celle-ci s'accompagne d'ajustements dans la communication partisane. Si nous aborderons plus spécifiquement ce point dans le cinquième chapitre, soulignons que cette année-là, Unidos Podemos devient Unidas Podemos : le parti promeut des directions féminines, la charte graphique du parti est révisée et le lexique inclusif est encouragé. En vue des élections d'avril 2019, Podemos opte pour le féminisme comme principal thème de campagne, un segment qui lui est notamment disputé par Ciudadanos. Emerge alors le clivage entre féminisme libéral dont se revendique Inés Arrimadas, la porte-parole de Ciudadanos, et le féminisme radical, dont se revendique Irene Montero, la porte-parole de Podemos. L'opposition des deux femmes politiques, qui ont la particularité d'être de la même génération et d'occuper les mêmes responsabilités, est régulièrement mise en scène à la télévision, notamment dans un débat qui les oppose le 10 février 2019 en *primetime* sur la chaîne *Lasexta.* Le corpus féministe dont se réclame Podemos a également vocation à rééquilibrer la distribution genrée de son électorat mais en dépit de ce renouvellement communicationnel et programmatique, le vote en faveur de Podemos demeure majoritairement masculin. Finalement, l'ancrage féministe dont se revendique Podemos lui permet aussi de s'opposer frontalement à Vox. Dès le 9 janvier 2019 Irene Montero anime un meeting dans lequel elle appelle spécifiquement les femmes à barrer la route à « l'Espagne réactionnaire ».

Effectivement, le 2 décembre 2018, à l'occasion des élections autonomiques anticipées en Andalousie, le parti Vox effectue sa première percée électorale, confirmée lors des élections générales de novembre 2019 où il s'impose devant Unidas Podemos comme la troisième force

politique du pays, 52 députés pour le premier, 35 pour le second. L'essor électoral de Vox est concomitant du repositionnement de Podemos qui s'engage dans une logique de polarisation avec lui.

Les partis politiques V : Vox

Vox est un parti d'extrême droite, fondé en 2013 à la suite de la scission d'une fraction ultra-conservatrice du PP. Ses principaux axes de campagne sont la lutte contre le « séparatisme » (catalan et basque), l'anti-féminisme, l'anti-communisme, la lutte contre l'immigration et l'abrogation des lois mémorielles sur le franquisme.

Sur le plan économique, Vox est un parti de tendance ultra-libérale, il plaide à la fois pour la réduction de l'impôt, notamment la fin des droits de succession, et la baisse des dépenses de l'État. Il mobilise régulièrement des enjeux comptables, la lutte contre le « *despilfarro* » (gaspillage), pour légitimer des réformes constitutionnelles comme la suppression des communautés autonomes.

La création de Vox est directement liée au recul du gouvernement Rajoy sur la restriction du droit à l'avortement. La formation s'oppose fermement aux revendications féministes et dénonce la « crise morale » dont il estime victime l'Espagne (Álvarez-Benavides & Jiménez Aguilar, 2021). Vox s'attache à commémorer la Reconquête par laquelle il met en exergue des racines catholiques, monarchistes et centralistes de l'Espagne dont la construction serait intrinsèquement liée à la lutte contre un ennemi historique, « les musulmans », qu'elle aurait déroutés (Ballester Rodríguez, 2021).

Le 9 septembre 2020, le Président de Vox, Santiago Abascal, proclame à la tribune du Parlement national que le gouvernement de coalition PSOE-Unidas Podemos est « le pire gouvernement qu'ait connu l'Espagne en quatre-vingt ans », un discours qui procède en creux à la réhabilitation du régime franquiste. Il qualifie le projet de loi mémorielle portée par le gouvernement de « loi totalitaire »[26] et exige depuis son abrogation. Vox a fait connaître son opposition à l'exhumation du dictateur du mausolée *el valle de los caídos,* un mausolée dont la construction sous Franco a notamment été réalisée par des prisonniers politiques.

[26] Intervention disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=b958M7JUHn0

Au Parlement européen, Vox siège dans le groupe « Conservateurs et réformistes européens ».

En décembre 2018, à l'occasion des élections anticipées en Andalousie, Vox remporte 12 élus sur les 109 sièges que compte le parlement autonomique. Les socialistes perdent la majorité absolue, un séisme politique dans ce fief du PSOE ; une alliance est scellée entre les trois partis de droite, bientôt répliquée dans d'autres communautés autonomes. Le soir des élections de décembre 2018, Pablo Iglesias et Alberto Garzón, Coordinateur général de IU, prennent la parole lors d'une conférence de presse commune. Le Secrétaire général de Podemos déclare :

> « Au nom de Unidas Podemos je lance l'alerte antifasciste (…). Il nous faut nous mobiliser pour défendre les libertés (…) et en dernière instance, la démocratie. Nous n'avons aucune peur de l'extrême droite et en face, nous allons montrer un engagement militant antifasciste. (…) Ces élections ont vu l'irruption d'une force postfranquiste, néolibérale, machiste, contre les femmes et contre les travailleurs (…) »[27]

« L'alerte antifasciste » devient un slogan mis en musique dans le titre *No pasarán* du groupe de rap madrilène Los Chikos del maiz, soutien fervent de Pablo Iglesias. Le champ sémantique afférent à la lutte antifasciste est remis à l'agenda médiatique par Podemos et le parti s'inscrit dans une dynamique de polarisation croissante avec Vox. Il s'ensuit une détérioration du débat public et les prises de parole parlementaires sont rythmées par les invectives entre les porte-parole des deux formations. Les campagnes électorales de l'année 2019 sont troublées par des affrontements de rue entre militants antifascistes et d'extrême droite, Pablo Iglesias est mis sous protection policière à la suite d'entrées par effraction dans sa résidence et de menaces de mort, des militants proches de Vox défilent devant sa résidence en arborant des drapeaux espagnols. Podemos récupère alors les principaux thèmes traditionnellement défendus par Izquierda Unida, il se positionne en défenseur de l'instauration d'une République et s'affiche en meilleur défenseur des lois de mémoire historique, entreprend la commémoration le 14 avril de l'établissement de la Seconde République, s'inscrit en faux contre le nationalisme.

A l'issue des générales de novembre 2019, les socialistes et Unidas Podemos forment une coalition gouvernementale. Le champ politique national se restructure alors autour de deux

[27] Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=WQXyoRkCApE

blocs recoupant, à grands traits, le clivage droite/gauche. Dans la section suivante, nous revenons sur la trajectoire électorale de Podemos et le profil de ses électeurs et électrices.

1.4 La trajectoire électorale, de Podemos à Unidas Podemos

La trajectoire électorale de Podemos, devenu Unidas Podemos, est marquée par une forte et rapide ascension suivie d'un déclin progressif mais immédiat.[28] La perte d'électeurs est transversale à toutes les catégories sociales, elle ne provoque pas de changement majeur dans la structure de son électorat mais des tendances s'accentuent. La concordance entre l'électeur de Unidas Podemos et le militant de Podemos n'est que partielle.

Podemos concourt pour la première fois aux élections générales de décembre 2015 en solitaire[29]. Izquierda Unida concourt pour sa part dans une coalition dite Unidad Popular en Común. Podemos obtient alors 20,66% des suffrages : il s'impose à cette occasion comme la troisième force du pays avec 69 sièges sur 350 au Congrès des députés ; la coalition emmenée par Izquierda Unida connaît une déroute historique avec 3,67% des voix, elle ne remporte que deux sièges. Lors de ces élections, Podemos canalise une partie de l'électorat abstentionniste, des primo-votants, mais également une partie de l'électorat des partis de gauche, principalement des électeurs qui avaient voté pour IU mais également pour le PSOE en 2011 (Fernández Albertos, 2015). Face à l'absence de majorité, de nouvelles élections sont convoquées pour juin 2016. A l'issue de la répétition électorale, la coalition Unidos Podemos remporte 21,10% des voix mais perd 1 million d'électeurs au regard des résultats cumulés par Podemos et Unidad Popular en Común en 2015. En avril 2019, la coalition Unidas Podemos perd à nouveau plus d'un million et demi d'électeurs par rapport à juin 2016, et en novembre 2019, un demi-million supplémentaire par rapport au scrutin précédent. Ainsi, en décembre 2015, Podemos a recueilli 5.189.333 de voix et lors des élections de novembre 2019, la coalition Unidas Podemos ne remporte l'adhésion que de 3.119.364 électeurs et électrices, elle est la

[28] Nous nous concentrons ici sur la trajectoire électorale de Podemos au niveau national.

[29] Nous invitons la lectrice et lecteur de ce travail à se reporter également aux annexes 2, 3 et 4 concernant le détail des résultats recueillis par Podemos, respectivement en pourcentage, en nombre de sièges et en nombre de votes aux élections de décembre 2015, juin 2016, avril 2019 et novembre 2019. Dans l'annexe 1 un aperçu des résultats de 2023 est également disponible.

quatrième force du pays derrière Vox. Entre juin 2016 et novembre 2019, la coalition est passée de 71 sièges à 35 sièges sur les 350 que compte le Congrès des députés.

Plusieurs travaux menés à partir des données du CIS relatives aux intentions de vote et enquêtes post-électorales des élections européennes de mai 2014 et générales de 2015 convergent dans l'identification de la propension à voter Podemos : les hommes plutôt que les femmes, les jeunes (18-34 ans) plutôt que les retraités, les personnes disposant d'un important bagage scolaire et résidant dans une grande métropole, présentant un rapport étroit à la politique, se définissant comme étant « de gauche » (Criado Olmos & Pinta Sierra, 2015) (Fernández Albertos, 2015) (Lobrera & Rogero-García, 2017). Le vote des catégories sociales populaires, y compris les chômeurs, s'est tendanciellement plutôt dirigé vers les socialistes que vers Podemos (Orriols & Cordero, 2016). De ces analyses il ressort quatre particularismes : la variable sociale discriminante des électeurs est celle d'un fort capital scolaire, la propension à voter Podemos décroît à mesure que l'âge augmente, le vote est motivé par des considérations plutôt proprement politiques qu'économiques. En résumé, les électeurs de Podemos sont alors :

> « Ceux qui se perçoivent comme les plus informés de la politique, ceux qui croient avoir le plus de capacité à influencer les décisions (…). Ce ne sont pas les plus touchés par la crise qui optent pour le vote à Podemos, mais plutôt les citoyens les plus intéressés par la politique et les plus connectés aux réseaux sociaux » (Fernández Albertos, 2015, p. 50).

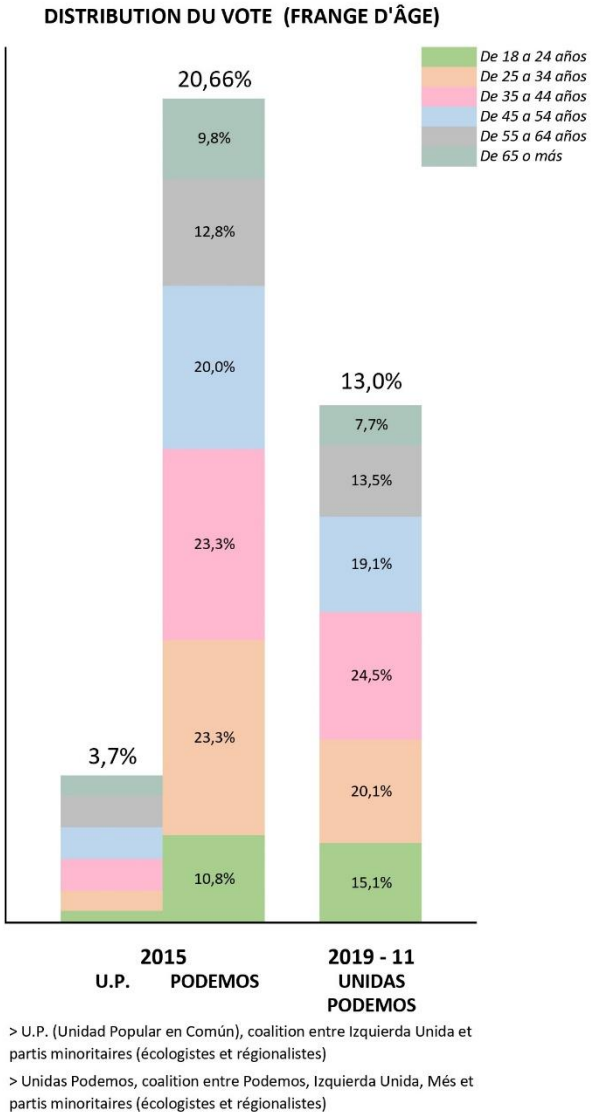
Suivant Orriols et Cordero (2016), qui ont analysé les générales de 2015, force est de constater que ni la variable des catégories sociales les plus précarisées ni celle du haut niveau d'inquiétude déclaré quant à la « capacité à payer les factures » n'explique mécaniquement et à elle seule le vote en faveur de Podemos plutôt que pour un autre parti situé à gauche. En comparant la distribution du vote entre Podemos et Izquierda Unida sur la base du niveau de revenu et du niveau d'études aux scrutins de 2014 et 2015, Ramiro et Gomez ont mis en évidence une préférence des personnes faiblement dotées en capital économique pour Izquierda Unida, sur la base de quoi ils ont conclu que « la proposition suivant laquelle les perdants de la mondialisation (*globalisation losers*) sont plus enclins à opter pour la version populiste de la gauche radicale n'est, en conséquence, pas appuyée par les données statistiques » (Ramiro & Gomez, 2017, p. 117). En revanche, c'est parmi les personnes se déclarant en « insécurité économique » et très diplômées que le vote se reporte tendanciellement plutôt vers Podemos que Izquierda Unida, les invitant à considérer -

prudemment – comme probante l'hypothèse des « attentes non remplies » (*unfulfilled expectations*) basée sur l'interaction entre des revenus perçus comme étant faibles et le niveau de diplôme dans la propension à voter pour Podemos.

Entre les élections de décembre 2015 et novembre 2019, Podemos, devenu Unidas Podemos, a observé des pertes électorales dans toutes les catégories sociales. Les traits mis en avant par les analystes quant à la propension à voter Podemos restent toutefois stables. En utilisant les données disponibles dans les enquêtes postélectorales 3126 et 3269 du CIS, nous mettons en relief quelques éléments quant à l'évolution du soutien déclaré par les différents groupes sociaux puis représentons le poids de chaque catégorie relativement au pourcentage total de votes obtenus par Podemos puis Unidas Podemos. A titre indicatif, nous proposons également la distribution du vote au sein de Unidad Popular en Común, la coalition emmenée par Izquierda Unida en décembre 2015. Nous mettons en perspective ces éléments avec la composition militante observée dans notre enquête.

Suivant les enquêtes postélectorales 3126 et 3269 du CIS, la frange d'âge où Podemos obtient le pourcentage de soutien le plus élevé reste les 18-34 ans. Dans l'échantillon pour décembre 2015, respectivement 31,2% des 18-24 ans et 35,2% des 25-34 ans déclarent avoir voté pour Podemos. Pour l'échantillon de novembre 2019, Unidas Podemos perd substantiellement des soutiens dans ces deux groupes, ils sont 19% des 18-24 ans à déclarer avoir voté pour la coalition et 16,1% des 25-34 ans ; ils restent toutefois ces deux principaux soutiens. Chez les personnes de 65 ans et plus, seules 8,1% des personnes interrogées déclarent avoir voté en faveur de Podemos en décembre 2015, c'est la frange d'âge dans laquelle il recueille, de loin, le moins de soutien. Unidad Popular en Común recueille quant à elle le soutien de 1,9% des électeurs et électrices de 65 ans et plus, également son plus faible soutien entre les différentes

franges d'âge. Dans l'échantillon de novembre 2019, Unidas Podemos ne recueille plus que 3,7% de soutien chez les plus de 65 ans, une perte au-dessus de la moyenne.



(Elaboration propre. Source : données publiques du CIS, enquêtes postélectorales 3126 et 3269)

Dans la distribution du vote, trois éléments retiennent l'attention : le poids relatif des personnes âgées de 18 à 24 ans s'est sensiblement renforcé, 15,1% des personnes électrices de Unidas Podemos en novembre 2019 ont entre 18 et 24 ans. Le poids relatif des personnes de plus 65 ans dans l'électorat de Podemos reste quant à lui résiduel. Si en novembre 2019, Unidas Podemos ne recueille que 13,2% de soutien chez les personnes de 35 à 44 ans ; cette frange d'âge acquiert un poids croissant dans la distribution du vote, un quart des électeurs de Podemos se situent dans cette frange d'âge.

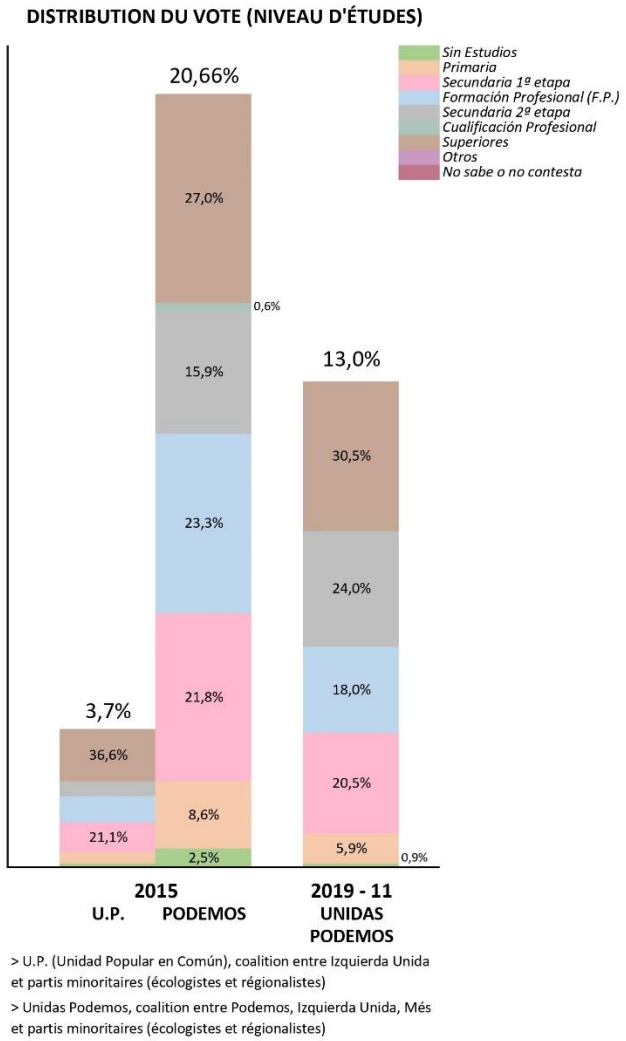
Ces données électorales ne s'accordent que partiellement aux profils des militants de Podemos. Dans les quatre groupements étudiés, aucun des militants et militantes rencontrées n'a entre 18 et 24 ans ; les 35-44 ans, quant à eux, sont sur-représentés. Le décalage entre le très faible pourcentage déclaré de soutien, le poids relatif résiduel dans la distribution du vote et la représentation effective dans la composition militante des personnes de 65 ans et plus retient particulièrement l'attention. De ce point de vue, ils sont sur-représentés dans les quatre groupements militants étudiés : ils sont la frange d'âge la plus représentée dans l'une des trois catégories militantes exemplaires que nous aborderons dans la section suivante, « les retraités infatigables ». Ce décalage entre les électeurs et les militants est perçu par nos enquêtés les plus jeunes, comme Antonio, militant âgé de 26 ans :

> Marie : Tu es le plus jeune du cercle n'est-ce pas ?
>
> Antonio : « Bon (*a ver*) une chose qu'il faut comprendre est que Podemos est un parti dirigé par des gens plutôt jeunes… non, je dis n'importe quoi (*rire*). Podemos est un parti pour lequel votent les jeunes, qui est géré par des gens, disons, moyennement jeunes, et dont les militants, directement, sont des vieux. Peut-être que le problème vient du fait qu'il n'y a pas vraiment d'espace pour les jeunes ou que ceux qui existent sont mal pensés, je ne sais pas. »[30]

La distribution du vote en fonction du niveau d'études retient aussi l'attention. Dans ce cas, elle répond plutôt fidèlement à la composition militante des quatre groupements étudiés : comme nous le verrons dans la section suivante, deux des trois catégories exemplaires de militants que l'enquête a mis au jour, respectivement les « universitaire (précarisés) des sciences humaines et social » et les « techniciens et techniciennes du social », ont en commun un important volume de capital culturel accumulé à l'université. Suivant l'enquête postélectorale du CIS pour décembre 2015, dans l'échantillon de personnes disposant d'études supérieures, 24% déclarent avoir voté Podemos, ils ne sont plus que 13,4% à soutenir Unidas Podemos suivant l'enquête postélectorale de novembre 2019. En dépit de la baisse significative du soutien apporté par ce groupe social à Podemos, son poids dans la distribution du vote s'est fortement accentué au regard des pertes nettes d'électeurs. En décembre 2015, ils représentent 27% des électeurs de Podemos ; en novembre 2019, 30,5% des électeurs de Unidas Podemos disposent d'études supérieures. L'électorat de Unidas Podemos s'est par conséquent resserré vers les personnes les plus dotées en capital scolaire. Celles-ci ont augmenté leur poids relativement à la

[30] Entretien réalisé avec Antonio, le 30 mai 2018.

distribution du vote au détriment des personnes les moins dotées qui représentent un pourcentage toujours plus faible relativement au total des électeurs de cette formation.



(Elaboration propre. Source : données publiques du CIS, enquêtes postélectorales 3126 et 3269)

Le CIS mesure également le soutien électoral suivant les « catégories socio-économiques »[31]. Dans l'enquête postélectorale de 2015, 38,4% des étudiants interrogés ont déclaré avoir soutenu Podemos, ils ne sont que 2,9% à avoir soutenu la coalition emmenée par Izquierda Unida. Dans l'enquête postélectorale d'avril 2019[32], parmi les étudiants, 23,2% ont déclaré avoir soutenu Unidas Podemos, une baisse certes très significative mais ils restent la « catégorie

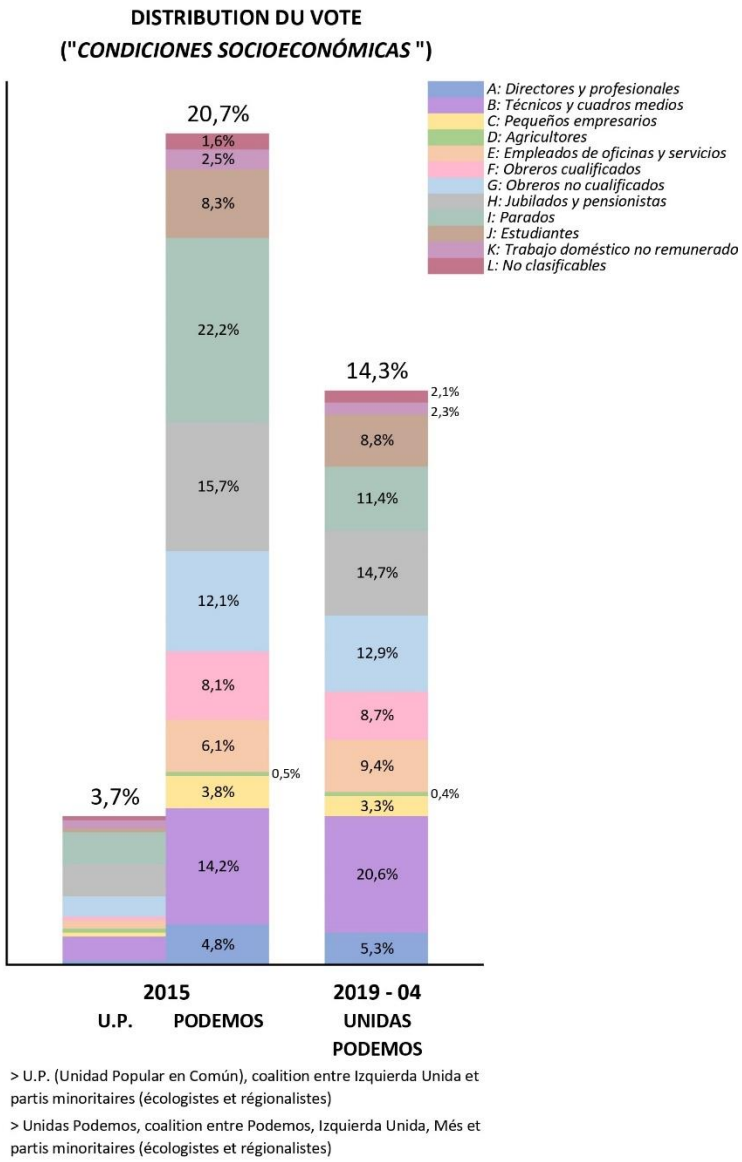
[31] Les « catégories socio-économiques » utilisées par le CIS condensent plusieurs catégories statistiques dérivées de la classification dite « CNO-2011 », *Clasificación Nacional de Ocupaciones*, utilisées par l'Institut National de Statistiques.

[32] Pour ce groupe social spécifiquement, nous n'avons pas trouvé de données du CIS disponibles concernant les élections de novembre 2019. Nous nous sommes reportées sur l'enquête 3248 postélectorale d'avril 2019.

socio-économique » qui soutient le plus massivement Unidas Podemos. Les deux catégories dans lesquelles tant Podemos que Unidas Podemos recueillent le moins de soutien sont les « retraités », ce qui s'accorde avec le soutien par tranche d'âge, mais aussi les personnes exerçant un « travail domestique non rémunéré » et les « agriculteurs ». En 2015, il faut souligner que dans la catégorie socio-professionnelle des « ouvriers qualifiés », Podemos recueille 28% de soutien, c'est la deuxième catégorie derrière les étudiants, seuls 2% seulement déclarent avoir voté pour Izquierda Unida. Si seuls 25% des chômeurs ont apporté leur soutien à Podemos en décembre 2015, soulignons que près d'un électeur de Podemos sur quatre est au chômage lors de ces élections. Si Unidas Podemos perd des soutiens dans toutes les catégories socio-économiques, en avril 2019 une baisse très significative du soutien déclaré par les groupes sociaux « ouvriers qualifiés » et des « chômeurs » est à signaler.

Dans la distribution du vote, les « cuadros medios y técnicos » et les « empleados de oficina y servicio » représentent un poids relatif croissant. En avril 2019, 20,6% des électeurs de Unidas Podemos sont des « técnicos y cuadros medios »[33] et 9,4% des « empleados de oficina y servicio ». Alors que les étudiants sont le groupe social dans lequel Unidas Podemos recueille le plus de soutien, ils représentent moins de 10% de ses électeurs.

[33] Suivant les catégories du CNO-2011, les « técnicos y cuadros medios » incluent notamment les professions intellectuelles comme les enseignants, les professionnels de santé, les ingénieurs.

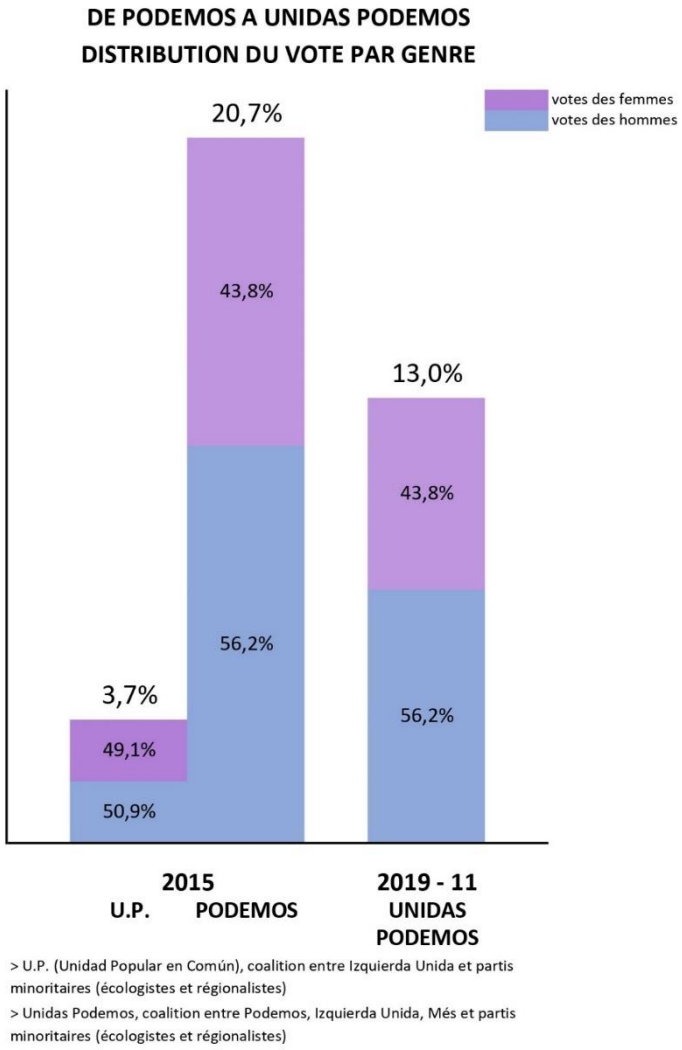


(Elaboration propre. Source : données publiques du CIS, enquêtes postélectorales 3126 et 3248)

Soulignons finalement que l'évolution du programme et de la rhétorique de Unidas Podemos en direction du féminisme à l'occasion des élections de 2019 n'inverse pas la tendance d'un vote majoritairement masculin pour cette option électorale. Lors des élections de décembre 2015, la variable du genre pèse peu dans la distribution au vote de Izquierda Unida, qui concourt sous la marque Unidad Popular en Común. Le *gender gap* est en revanche déjà très fort à Podemos. En dépit de la variabilité de son résultat électoral et de la présence de Izquierda Unida dans la coalition Unidas Podemos, les résultats de décembre 2019 témoignent d'une distribution genrée du vote qui est à la fois étonnement stable et très significative. Si elle reflète globalement la composition des trois groupements de base territoriaux- il n'y a que des femmes

dans le groupement féministe -, la distribution genrée s'accentue parfois au détriment des femmes. Comme nous l'avions relevé dans un travail antérieur (Montagnon, 2017) les femmes qui ont des enfants tendent à ne pas assister aux moments de sociabilité au bar après les assemblées qui ont lieu en fin de journée, au motif des horaires tardifs.

Elaboration propre. Source : données publiques du CIS, enquêtes postélectorales 3126 et 3269



Les analystes se sont également penchés sur les motifs politiques associés au vote en faveur de Podemos. Ils ont mis en exergue une défiance envers le fonctionnement institutionnel, une tendance à l'euroscepticisme (Ramiro & Gomez, 2017) et une préoccupation forte quant à la corruption des partis politiques (Orriols & Cordero, 2016). Mais même dans ce cas, la

compétence politique apparaît comme un facteur sous-jacent explicatif du vote : en croisant les variables du rapport à la politique – mesuré par l'intérêt déclaré pour la politique – et la critique institutionnelle- indice de confiance envers les institutions – les analystes ont établi que c'est à la condition de cumuler un rapport étroit à la politique avec un faible niveau de confiance envers les institutions que s'observe une propension à voter pour Podemos (Lorente Fontaneda & Sánchez-Vítores, 2018). Soulignons que, y compris en repartant des conséquences électorales du mouvement des Indignés et en resserrant la focale sur les sympathisants de la protestation, Jesús Rogero-García et Josep Lobrera (Lobrera & Rogero-García, 2017) ont avancé que l'hypothèse d'un vote protestataire canalisé par Podemos doit être nuancée en posant la focale sur les propriétés sociales de ceux qui ont voté pour Podemos au regard de celles présentées par l'ensemble des participants déclarés aux protestations.

Suivant les enquêtes 3248 et 3269 du CIS, réalisées au moment de la fin de notre travail ethnographique, presque un tiers des électeurs de Unidas Podemos a réalisé des études supérieures. Si 15% de ses électeurs sont des « *jubilados y pensionistas* », moins d'un électeur sur dix à plus de 65 ans. En revanche, un sur quatre à entre 35 et 44 ans. 20% de ses électeurs sont des « *técnicos y cuadros medios* », une catégorie qui les professions intellectuelles, parmi lesquelles se trouvent les enseignants. Croisé avec les variables du rapport étroit à la politique (Fernández Albertos, 2015), la composition de l'électorat de Unidas Podemos qui clame représenter « ceux d'en bas » semble exemplaire du « cens caché » de la démocratie représentative (Gaxie, 1978). En novembre 2019, parmi les 13% de suffrages accordés à Unidas Podemos, 56% sont masculins. Les jeunes de 18 à 24 ans et les étudiants restent les deux groupes sociaux qui soutiennent le plus la coalition.

Il existe ainsi une relative concordance entre le profil des dirigeants de la formation, celui des électeurs et celui des militants : dans les trois cas, les variables lourdes sont celles du capital culturel, de la frange d'âge (35-44 ans) et du genre. En revanche, le soutien déclaré par la jeunesse et son poids relatif croissant dans la distribution du vote ne se reflètent pas dans la composition militante. Un décalage significatif se fait jour entre ce que pèsent les retraités et personnes de plus de 65 ans dans l'électorat total de Podemos et ce qu'ils représentent quantitativement dans les cercles militants, une tendance qui s'est accrue tout au long de notre enquête.

**

*

Podemos est partie prenante d'une recomposition du champ politique engagée dans un contexte socio-économique tendu. Il s'engage dans l'exigence d'innovation suivant laquelle la disqualification de l'offre politique existante va de pair avec un discrédit jeté sur la forme parti. Cette rénovation tend vers la réactivation et la reconfiguration de composantes organisationnelles et/ou programmatiques puisées dans les traditions militantes. Les évolutions de Podemos témoignent du fait qu'il se trouve pris dans les contraintes de l'ajustement aux reconfigurations de la logique institutionnelle et des clivages politiques dans un contexte de recompositions du champ toujours à l'œuvre. Le contenu de ces évolutions et le sens de la trajectoire de Podemos dans le champ politique est également concomitant de la consolidation de liens déjà étroits avec Izquierda Unida. Dans la section suivante, nous abordons la composition militante de Podemos.

2. Qui sont les militants de Podemos ?

Dans cette seconde section, nous apportons des éléments concernant la composition des groupements militants que nous avons étudiés. Nous dessinons d'abord les traits des trois catégories de militants que l'enquête a permis de dessiner. Ensuite, nous nous attardons successivement sur trois aspects mettant en jeu les logiques dispositionnelles à l'œuvre dans les dynamiques de l'engagement et les représentations de nos enquêtés. Nous précisons les enjeux du rapport aux élections, les liens avec Izquierda Unida puis le rapport que nos enquêtés entretiennent avec le PSOE.

2.1 Trois catégories exemplaires de militants

L'analyse de la composition militante dans les groupements étudiés a mis au jour trois catégories exemplaires de militants, que nous avons choisi de désigner comme :

- « Les techniciens et techniciennes du social »
- « Les universitaires (précarisé.es) des sciences humaines et sociales »
- « Les retraité.es infatigables »

Au sein de ces trois profils se dessinent principalement deux parcours militants. Le premier est fait de brèves incursions dans l'activité militante, principalement dans le militantisme étudiant et/ou le tissu associatif. Le second est fait d'un ou plusieurs engagements dans des organisations de tendance communiste, parmi lesquelles Izquierda Unida et Izquierda Anticapitalista ainsi que le syndicat Comisiones Obreras. Spécifiquement dans le groupement féministe nous retrouvons des parcours dans des collectifs contestataires ou des associations, principalement féministes. Soulignons qu'indépendamment des parcours militants cités, nos enquêtés ont tous et toutes pris part à des manifestations avant leur entrée à Podemos, y compris tendanciellement à celles des Indignés. Nous revenons brièvement sur les principales caractéristiques de ces trois catégories dont nous développerons également des exemples tout au long de ce travail.

La catégorie militante des *techniciens et techniciennes du social* présentent des traits communs avec les militants engagés dans les partis verts (Kitschelt, 1990). Comme eux, ils sont parfois imprégnés de religiosité et d'une éducation catholique (Jérome, 2021) qui sous-tend leur discours sur la justice sociale et qu'ils revendiquent. Lors de notre enquête, ils ont en majorité entre 35 et 45 ans, leurs parents ne sont pas allés à l'université, mais eux oui. Ils ont suivi des cursus en psychologie sociale, en architecture, en « travail social », parfois en science de l'éducation. Cas exemplaires de l'engagement par le biais du « dévouement » envers les autres (Collovald, 2002), la majorité des techniciennes et techniciens du social présente un parcours antérieur dans la coopération internationale, le plus souvent en Amérique Latine. Ils ont le souci de faire concorder leur carrière professionnelle avec leurs principes éthiques et leurs inquiétudes politiques.

C'est le cas de David[34], architecte de 36 ans au moment de notre entretien. Il a d'abord exercé dans le secteur privé en sortant de l'université, a ensuite perdu son emploi lors de la crise du secteur de la construction. Il s'est séparé de sa compagne quelques temps après avoir perdu son travail, il est en situation de rupture biographique quand il entame un processus de reconversion professionnelle. David est l'aîné de sa fratrie, a toujours eu de bons résultats scolaires et son père l'a initialement fortement encouragé à suivre une carrière professionnelle dans la construction. Au cours de notre entretien, il parle souvent de son père qu'il décrit comme autoritaire. Celui-ci n'a pas fait d'études, est arrivé dans la capitale à la fin des années 1960 lorsque son propre père, paysan, avait trouvé un travail de concierge ; ils vivaient à six dans un deux pièces au rez-de-chaussée de l'immeuble. Le père de David a justement gravi les échelons dans une entreprise de construction : Il a donc fortement encouragé son fils à s'insérer dans ce secteur toujours en demande de ressources humaines, mais a exigé qu'il fasse des études ; David s'est donc tourné vers l'architecture. Avec la perte de son emploi et sa rupture sentimentale il remet en cause le schéma de « la stabilité à trente ans » et commence à considérer que ni les horaires ni la routine du travail salarié ni les objectifs au quotidien ne lui convenaient vraiment. En dépit des incompréhensions paternelles que ce processus entraîne, il est encouragé par sa mère qui le soutient afin qu'il trouve sa voie. Très sportif, il abandonne le handball et se met à la capoeira, apprend un peu le portugais, prend des cours de musique, intègre une petite ONG nommée « Architectes sans frontières ». Il se met à lire des ouvrages sur l'architecture traditionnelle, puis l'écologie, puis la décroissance. Il part pour un premier volontariat avec son ONG au Nicaragua pour participer à un projet de construction d'une école à l'aide de matériaux traditionnels. L'expérience le passionne, il décide de poursuivre dans la coopération internationale, est recrutée par la Croix rouge allemande pour un projet de reconstruction en Haïti après le tremblement de terre. Il décide que sa profession doit être en accord avec ses valeurs mais ne veut plus passer autant de temps loin de Madrid. En activant son réseau, il fonde avec d'autres architectes une coopérative d'architecture, principalement positionnée sur le segment de la réhabilitation énergétique des bâtiments, tout en organisant des chantiers participatifs. David et ses collègues suivent régulièrement des formations dispensées par d'autres coopératives : apprendre à gérer « démocratiquement » les potentielles situations conflictuelles, créer une ambiance de travail saine. Il est familier des

[34] Entretien réalisé avec David, le 27 avril 2017.

techniques dites de « facilitation de groupe », organise régulièrement des « ateliers participatifs ». En 2012, il participe aux manifestation Rodea el Congreso, commence aussi à suivre assidument La Tuerka. Il est très interpellé par l'appel de Julio Anguita et assiste même à quelques assemblées du Frente Cívico :

> « Le Frente Cívico c'est un peu l'antécédent de Podemos, c'est quelque chose qui s'est fait autour de la personnalité de Julio Anguita. Julio Anguita c'est quelqu'un qui s'est toujours opposé à tout, il était contre Maastricht, contre le bipartisme. Mais tout le monde le prenait pour un fou, personne n'avait rien compris, mais lui il avait bien compris. Après le 15M et tout ça, il a commencé à avoir un discours qui m'a vraiment interpellé, il a commencé à dire 'allez, réunissons-nous, peu importe d'où vous venez, personne ne va vous demander d'avoir la carte de quoi que ce soit, discutons, trouvons des points communs'. La vérité c'est que sa ligne politique c'est un peu ce qu'a repris Podemos après. Il a sorti un programme en dix points, vraiment un programme de bon sens, que tout le monde pouvait s'approprier, mais en même temps c'était un programme de rupture avec les élites que nous avions et qui s'étaient complètement émancipé de toutes les règles. C'était un programme contre la corruption, contre le système économique, c'était vraiment intéressant. »

En 2014, il saisit l'occasion de la création de Podemos pour s'engager intensément dans le militantisme. Il participe à la première assemblée du cercle de son quartier, dans laquelle il retrouve plusieurs militants du Frente Cívico.

Les techniciens et techniciennes du social exercent généralement leur profession dans le secteur public, le secteur associatif ou dans le secteur coopératif de l'économie sociale et solidaire. Ils et elles partagent un champ sémantique issu de la littérature des techniques de gestion de groupe qu'ils pratiquent dans leur milieu professionnel et reproduisent dans la sphère militante : ils affectionnent les « ateliers » et les « dynamiques », se portent souvent volontaires pour animer les réunions à l'occasion desquelles ils proposent des activités comme dessiner des « cartes mentales » pour préparer les campagnes, ils évoquent des concepts de « l'intelligence collective », de la « gestion émotionnelle des conflits » lors des assemblées. Ils ont incorporé ces cadres cognitifs à l'université, parfois ultérieurement lors de leur parcours professionnel dans le secteur de la coopération internationale ou via des formations continues qu'ils réalisent régulièrement, les « *cursos* ». Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, sous leur impulsion ce lexique et ces pratiques imprègnent le militantisme à Podemos, mais ces cadres cognitifs sont encore plus ancrés dans le mouvement féministe du 8 mars au sein duquel les « techniciennes du social » sont non seulement présentes en plus grand nombre

mais également fortement représentées dans le groupe promoteur ; on les retrouve dans des proportions similaires au sein du groupement féministe de Podemos. Comme l'a souligné Adriana Razquin, ce profil est aussi très présent dans les assemblées du mouvement du 15M (Razquin, 2017, p. 26). Dans le parti, cette catégorie exemplaire de militant.e.s tend à occuper (le plus souvent bénévolement) des postes de cadres intermédiaires, en étant notamment chargés de la mise en place de dispositifs participatifs au sein du parti, nous en reparlerons dans le chapitre trois.

La catégorie des *universitaires (précarisé.es) des sciences humaines et sociales* regroupe dans les faits des personnes titulaires d'un poste à l'université, des personnels précaires de l'enseignement supérieur et des personnes ayant abandonné l'université, ces dernières étannt le plus souvent en reconversion vers l'enseignement dans le secondaire. Eu égard à la différence de leur statut formel, la catégorie recoupe des enquêtés de 26 ans à une cinquantaine d'années. Les deux disciplines les plus représentées sont la science politique (théorie et sociologie politique) et la philosophie, viennent ensuite la psychologie et l'histoire. Les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » constituent le premier vivier de recrutement militant de Podemos, issu de l'activation des réseaux des promoteurs lors de la constitution du parti, un phénomène traditionnel du déploiement des organisations partisanes (Aït-Aoudia & Dézé, 2011). Carla, enseignante titulaire en histoire de la psychologie et désengagée du parti en 2016 indique :

> « Je suis très amie avec Pepe Emma [universitaire]. Et Pepe, lui, eh bien, il est ami avec des gens qui sont plutôt dans le groupe promoteur (*la cúpula*), comme Germán Cano [universitaire], des gens du cercle de la culture, des gens très proches de Errejón [fondateur du parti, universitaire]. Donc c'est par là que je suis rentrée, c'est Pepe qui m'a dit "écoute il manque des gens pour les réseaux sociaux" et à ce moment-là, il suffisait qu'ils te voient un peu habile, que tu saches écrire, et c'était hop, viens par-là. A moi ce truc-là m'a paru très hallucinant, je veux dire l'audace de confier à quelqu'un que tu ne connais pas directement une responsabilité si haute. Moi, en l'occurrence, on m'a donné les mots de passe de Twitter et de Facebook des comptes de Podemos, et moi je n'avais pas écrit un tweet dans toute ma vie, je n'avais pas Twitter. Le premier tweet que j'ai écrit, ça a été pour Podemos."[35]

Comme Carla, ces personnes peuvent être des primo-militants mais leurs compétences supposées, dérivées de leurs parcours biographiques, ainsi que l'insertion dans le réseau

[35] Entretien réalisé avec Carla, le 20 décembre 2018.

universitaire les conduit à occuper bénévolement les postes qui sont ensuite professionnalisés. Cette catégorie est d'ailleurs tendanciellement sélectionnée pour entamer des parcours de professionnalisation dans le parti, nous y reviendrons dans le chapitre quatre. Soulignons que le recrutement universitaire de Podemos est aussi la source de dissensions dans les secteurs universitaires. Javier García, jeune docteur et syndicaliste du Syndicat Andalou des Travailleurs à l'université de Grenade indique :

> « Cette élite universitaire a pris en charge le champ de la politique institutionnelle après le 15M. Beaucoup de ces personnes, universitaires, cadres du mouvement étudiant, syndicalistes, sont devenu·es dirigeant·es ou cadres partisan·es. Je te raconte cela parce que l'effet de ce transfert a été de perdre l'université de l'intérieur : l'université a été abandonnée par la gauche lorsque celle-ci s'est exportée dans la politique institutionnelle, l'université est devenue un désert. »[36]

Comme nous le préciserons dans le chapitre quatre, les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » ont un rôle prédominant à Podemos. Ils ont investi tous les échelons de l'organigramme du parti, occupent les postes de permanents et sont fortement représentés dans les cercles militants. Dans ces derniers, ils sont les principaux protagonistes des activités et occupent les rôles les plus « prestigieux » dans la distribution du travail militant. Si les assemblées et les « ateliers » mettent souvent en jeu l'univers symbolique des « techniciens et techniciennes du social », le reste du travail militant a Podemos est quant à lui fortement imprégné des formats habituellement employés dans le champ universitaire : débats, conférences, séminaires de lecture sont les principales activités militantes outre les assemblées et les ateliers. Les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » maîtrisent le même lexique et les mêmes références que les dirigeants du parti, le triptyque Gramsci-Laclau-Mouffe, ils accordent une grande importance à la solidité de la doctrine et à la stratégie politique.

A contrario des deux catégories exemplaires précédentes, celle des *retraité.es infatigables* se caractérise quant à elle tendanciellement par un faible volume de capital culturel. Ils présentent des expériences biographiques communes : ils ont vécu le franquisme, ont souvent participé aux manifestations à la fin de la dictature, se déclarent généralement athées voire font état d'un

[36] L'entretien complet est disponible dans le numéro 107 de la revue *Mouvements* sous le titre « Résister à l'Université néolibérale en Espagne ».

fort anticléricalisme, sont farouchement anti-monarchie. La plupart ont une longue trajectoire militante, mais d'autres sont novices dans le militantisme.

A ce sujet, soulignons que si les analyses ont mis en exergue l'ancrage générationnel et le sentiment de déclassement très fort dans les protestations des Indignés, des travaux récents (Jiménez-Sánchez, Álvarez Pérez, & Betancor Nuez, 2021) ont ouvert des pistes concernant l'articulation entre les mesures d'austérité de gel des pensions de retraites et le *Movimiento de pensionistas* (« mouvement des retraités ») dont la première manifestation d'ampleur a eu lieu le 22 février 2018. A cette occasion, est notable la présence de personnes sans trajectoire militante préalable, dénotant une potentielle politisation du troisième âge. Lors de notre enquête, les « retraités infatigables » de Podemos prenaient rendez-vous sur Telegram et se retrouvaient, souvent spécifiquement entre personnes retraitées, pour aller manifester en faveur de la revalorisation des pensions. Isabel[37], la mère de David, « technicien du social » dont nous avons parlé plus haut, est justement une « retraitée infatigable ». Issue d'une famille nombreuse et élevée dans un village de trois-cents habitants, à l'âge de douze ans, elle a été placée en internat dans une école tenue par des religieuses, ce qui l'a rendue foncièrement anticléricale. Elle a mené de front préparation d'un concours de la fonction publique, qu'il lui a fallu plusieurs années pour réussir, et le fait d'élever trois enfants, dont David qu'elle a eu à 23 ans, avec un mari le plus souvent absent pour raisons professionnelles. Elle a participé à quelques manifestations à la fin de la dictature. Elle est très ancrée à gauche, vote pour Izquierda Unida depuis sa fondation mais n'avait jamais milité, faute de temps et de connaissances dans ces milieux. David et Isabel développent une complicité particulière en entrant ensemble dans le militantisme. Ils se rendent aux manifestations Rodea el congreso en 2012, Isabel est révoltée par la politique de maintien de l'ordre. En 2014, quand son fils intègre le cercle I de Podemos, Isabel en profite et prend le coche, elle se rend à l'assemblée du cercle II situé dans la ville où elle réside. Depuis, elle est l'une des militantes les plus assidue de ce cercle.

Les « retraités infatigables » se caractérisent par leur volontarisme à toute épreuve : ils sont de toutes les actions et, dans la division du travail militant, se chargent souvent des questions logistiques. Ils sont en situation de disponibilité biographique (McAdam, 2012) et font du

[37] Entretien réalisé avec Isabel, le 8 septembre 2018.

militantisme une routine de sociabilité qu'ils affectionnent, notamment pour son caractère intergénérationnel. Il faut toutefois souligner qu'ils rognent aussi parfois sur d'autres activités afin de se rendre disponibles pour le groupe qui tend justement pour ces motifs de disponibilité totale supposée à se reposer sur eux pour ce qui est de l'organisation ou du travail militant plus traditionnel comme le collage d'affiches, des activités pour lesquelles les deux autres catégories exemplaires de militants ont par ailleurs moins d'affinités.

Sur Telegram, outre les permanents, ils sont sans doute les plus actifs : ils transfèrent des articles et des vidéos, écrivent de longues tirades dans lesquelles ils expriment leurs opinions, etc. Ils assistent aux conférences prononcées par les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et social » et aux ateliers dispensés par les « techniciens et techniciennes du social » avec assiduité et souvent grand enthousiasme. Parfois, ils se montrent toutefois désajustés avec un modèle militant fondé sur le « dynamisme », ce qui tend à les frustrer (nous y reviendrons dans le chapitre trois). Ils sont aussi parfois décalés avec les registres de l'assemblée tels que maîtrisés et promus par les militants plus jeunes et très dotés en capital culturel, ainsi qu'avec le lexique que ceux-ci manient et avec leur manière de poser les débats. Ils changent alors leur registre d'interaction et adoptent des attitudes méfiantes : c'est surtout le cas des militants masculins les plus âgés et à plus longue trajectoire. Comme pour ne pas perdre la face, ils coupent souvent la parole, veulent avoir le dernier mot, le fait d'élever le ton constitue l'une de leurs principales ressources oratoires.

Les « techniciens et techniciennes du social », les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » et les « retraité.es infatigables » sont les trois catégories militantes exemplaires que l'enquête a permis de dessiner. Au fil de notre travail de terrain, les groupements militants ont tendu à se resserrer autour de cette troisième catégorie, peut-être plus résiliente face aux conflits qui agitent Podemos ou moins soumise aux évènements biographiques affectant l'engagement ; du fait de leur âge et donc de la situation de leur carrière militante ils apparaissent imperméables aux logiques de professionnalisation ou de carriérisme militants.

Dans les trois prochaines sections, nous décrivons trois aspects relatifs à nos enquêtés : le rapport aux élections, les reconversions de Izquierda Unida à Podemos et le rapport au PSOE.

2.2 Les enjeux du rapport aux élections

Antonio, 26 ans, présentant un profil « universitaire précarisé des sciences humaines et social » est militant de Podemos depuis 2015. Avant son arrivée à Podemos il a réalisé de brèves incursions dans le militantisme étudiant. Pour expliquer son engagement en faveur de ce parti il dit sans détour : « Gagner. J'ai compris que Podemos avait la possibilité de gagner. Nous sommes là pour gagner » [38].

A première vue, comme Antonio, nos enquêtés, se sont engagés à Podemos parce qu'ils veulent « gagner » et sont convaincus de la capacité de la formation nouvelle à remplir cet objectif, c'est un leitmotiv de nos entretiens. A travers l'analyse de ce motif proclamé de l'engagement, nous constatons la logique dispositionnelle à l'œuvre dans les dynamiques de l'engagement et les divergences intra-partisanes qui se font jour pendant notre enquête. Les militants issus de Izquierda Anticapitalista constatent les limites de la logique institutionnelle et tendent à se désolidariser de Podemos ; les primo-entrants dans le champ partisan sont empreints d'une conception instrumentale du parti sur le mode de la fulgurance électorale. Ils se lassent de ce qu'ils considèrent être des échecs électoraux attribués aux alliances nouées par le parti avec Izquierda Unida et s'adaptent mal au registre partisan de l'engagement. Ces deux éléments conduisent à une forme de désenchantement militant parfois conclu par un désengagement. La composition militante de Podemos dans les groupements territoriaux étudiés se resserre ainsi progressivement lors de notre enquête au profit des militants les plus aguerris, ils présentent tendanciellement des parcours dans des organisations communistes, partisanes ou syndicales.

Si nos enquêtés veulent gagner les élections, l'épreuve de l'institutionnalisation qui dérive des bons résultats de Podemos est productrice de doutes pour les militants venus de Izquierda Anticapitalista. L'ambivalence de leur rapport à la logique électorale se voit ravivée au cours du mandat municipal, singulièrement avec « l'opération Chamartín ». Ce vaste plan de rénovation urbaine d'une zone au nord de la capitale est dans les tiroirs de la mairie depuis plus de vingt ans. Il prévoit notamment la construction de nouveaux gratte-ciels dans le quartier d'affaires de

[38] Entretien réalisé avec Antonio le 30 mai 2018.

la capitale. L'application du plan fracture la coalition Ahora Madrid mais également Podemos, constituant un évènement clé dans la désolidarisation progressive de la mouvance Anticapitalistas. Pendant notre enquête, ce progressif désenchantement quant à la logique institutionnelle, sur le mode « gagner, mais pourquoi ? » est très prégnant chez les militants madrilènes qui s'identifient à Anticapitalistas. D'une part, cette position critique renforce leur distinction dans le parti et la solidarisation de la mouvance, d'autre part, elle les conduit à repositionner leurs engagements notamment en investissant les mouvements contestataires, un aspect sur lequel nous reviendrons plus spécifiquement dans le cinquième chapitre. A l'aune de l'expérience du mandat municipal, ces enquêtés font donc état d'une forme de scepticisme institutionnel, un trait distinctif qui rapproche ces héritiers de la LCR espagnole de leurs homologues français (Johsua, 2015) :

> Magdalena : « Au début, quand Podemos s'est lancé, il fallait gagner, c'était le moment, je ne vais pas te le cacher, pour moi, Podemos, c'était l'espérance de pouvoir gagner. (…) Nous [Anticapitalistas], évidemment, nous sommes pour la prise du pouvoir et surtout nous pensons que c'est possible, sinon nous n'aurions pas lancé Podemos. Donc tu commences à militer avec Podemos et au bout de trois mois [mai 2014] tu fais cette expérience très émouvante de gagner, de gagner même beaucoup plus que ce qui était attendu. (…) Je crois que maintenant il nous faut renforcer le mouvement, c'est que, sans force dans la rue, c'est un peu, gagner, mais pourquoi ? Si tu regardes la mairie, bien, nous avons gagné la mairie mais l'opération Chamartín à quand même lieu (*elle soupire*), c'est comme si une fois que tu étais dans les institutions c'était plus dur de proposer parce qu'il y a d'autres choses en jeu, tu dois maintenir un équilibre. Si tu as une force derrière toi qui n'a pas ce problème, tu peux te reposer sur elle, tu te censures moins. Je crois qu'il faut renforcer le mouvement. »[39]

Les membres de Anticapitalistas marquent progressivement leurs distances avec Podemos, d'autant plus qu'ils ont conservé leurs routines militantes préalables à leur intégration au parti : ils organisent leurs propres universités d'été, tiennent leurs assemblées dans leurs locaux militants, en manifestation ils arborent leur propre drapeau avec le logo Anticapialistas, à l'occasion du mouvement du 8 mars 2018, ils soutiennent la contestation, des réunions publiques communes sont organisées, nous y reviendrons au chapitre cinq. Soulignons toutefois qu'en Andalousie, où ils sont majoritaires dans l'organigramme du parti, ils mobilisent eux aussi fortement le levier de la personnalisation comme stratégie électorale. Ils l'articulent avec une

[39] Entretien réalisé avec Magdalena, le 5 mai 2017

stratégie inspirée de la CUP, une formation qu'ils ont soutenue en 2012, ajustée vers la réactivation du régionalisme andalou et tentent de nouer des liens avec d'autres formations minoritaires. Dans le cinquième chapitre de ce travail, nous reviendrons sur les enjeux de la logique contestataire qui imprègnent les militants de Anticapitalistas. Nous nous concentrons plus spécifiquement ici sur les primo-militants.

Chez nos enquêtés primo-militants, qui sont souvent effectivement initialement séduits par Pablo Iglesias qu'ils découvrent via *La Tuerka* et la télévision (Petithomme, 2019), la croyance dans la capacité de Podemos à remporter les élections s'imbrique à une forme d'impatience en partie alimentée par le discours partisan. Celui-ci est placé sous l'égide de la « fenêtre d'opportunité », qu'ils craignent voir se refermer et le slogan « *asaltar los cielos* » (prendre d'assaut les cieux) (Rivero, 2015). Héloïse Nez indique qu'en 2014, la phrase « maintenant ou jamais » est très courante à Podemos (Nez, 2015, p. 53). Gagner les élections, et les gagner vite, est le moteur de leur engagement, ce qui tend parfois à dénoter une conception instrumentale du parti politique dirigé exclusivement vers la réussite électorale. Cette conception sous-jacente du parti politique entraîne des conséquences sur la résilience de leur engagement, étant entendu que cette conception implique aussi une série de conditions restrictives quant à la stratégie du parti et les alliances qu'il doit, ou non, nouer.

Cette exigence de fulgurance électorale va de pair avec une vision stratégique électoraliste qui craint la diabolisation. Alors que, dans les faits, les détracteurs de Podemos se saisissent des inspirations latino-américaines revendiquées par le parti pour le stigmatiser en le comparant au chavisme, devenu anathème dans la sphère médiatique (Rivero, 2015), les primo-militants à Podemos craignent une autre forme de diabolisation, basée sur ce qu'ils appellent « l'identité ». Ils reproduisent alors une vision stigmatisante de ce qu'ils appellent la gauche « traditionnelle » ou « identitaire » et tiennent à ce que Podemos proscrive les références à la lutte antifasciste et l'héritage républicain, y compris qu'il se tienne à distance du débat sur la forme de l'Etat. Témoignant des limites de la remise en cause du mythe de la Transition chez ces primo-militants, ils considèrent que si Podemos veut remporter les élections, il doit se distinguer de Izquierda Unida, acteur contemporain porteur de ces revendications dite « identitaires »:

> David : « Je veux que Podemos change tout, et Podemos va tout changer, c'est un parti révolutionnaire. Et moi, ce qui fait que je suis à Podemos, c'est ça justement, sa capacité à gagner et à tout changer. La gauche traditionnelle, la gauche identitaire, elle se fiche de la ligne d'arrivée, en

> sachant que la ligne d'arrivée c'est la capacité à transformer les conditions matérielles. Ce qui lui importe, c'est son discours, la pureté idéologique de son discours. Elle se fiche de gagner. Elle se fiche de transformer. Elle se fiche même de mourir si ça lui permet de dire « je meurs mais je n'ai renoncé à rien, j'ai demandé le paradis, j'ai perdu, mais j'avais bien demandé le paradis (*il tape du poing sur la table*) ». Ce que je veux te dire, c'est que ça fait plus de 80 ans que la gauche perd dans ce pays, et moi je suis de gauche, et j'en ai marre de perdre, moi, je veux gagner, alors non, il n'y aura pas la République demain, et moi je te dis ça je suis républicain. »[40]

Ces primo-militants ont intériorisé, le plus souvent dans leur sphère familiale au cours de leur socialisation primaire, les tabous de la société espagnole qu'ils n'entendent pas transgresser : être républicain à bas bruit, étant entendu que toute proclamation publique de cette appartenance est considérée comme un ancrage à l'extrême gauche. Selon eux, un seul facteur explique les déroutes successives de Izquierda Unida de laquelle ils sont souvent des anciens électeurs : son ancrage « identitaire ».

Les priorités programmatiques de ces enquêtés sont claires : ils établissent une hiérarchie entre les enjeux de redistribution et de reconnaissance (Fraser, 2004) privilégiant le plus souvent les « conditions matérielles ». Parce qu'ils veulent remporter les élections au plus tôt, ils considèrent essentiel de se tenir à bonne distance de tout ce qu'ils considèrent comme étant potentiellement pénalisant dans l'accomplissement de cet objectif premier. Cette logique de classement qui repose sur une représentation collective stigmatisante de Izquierda Unida est également alimentée par certains porte-parole du parti, notamment Íñigo Errejón : elle est basée sur le triptyque anti-monarchisme, Seconde République, antifascisme qui constituerait le socle de l'univers symbolique de IU et la conduirait par voie de conséquence à perdre les élections. D'ailleurs, en 2014, Izquierda Unida renforce sa distinction de Podemos en retournant précisément ce stigmate, son nouveau Coordinateur général déclare ainsi dans journal El País :

> « Podemos n'a rien inventé de nouveau, il a repris beaucoup d'éléments programmatiques portés par IU et d'autres partis, ce qui est une bonne nouvelle. Il mobilise aussi une stratégie calculée d'ambiguïté idéologique, très ajustée, que je ne peux pas partager puisque je crois qu'il faut défendre les principes au-dessus de tout. » (Garzón, 2014)

Ces prises de distance créent bientôt une dichotomie entre les idéalistes et les pragmatiques, qui ne déplait pas à nos enquêtés primo-militants, au contraire. Cette logique de classement

[40] Entretien réalisé avec David, le 27 avril 2017.

entre « identité » et « changer la vie des gens » condensée dans la stigmatisation de la « gauche traditionnelle » irrigue les motifs de leur engagement : gagner rapidement et se tenir à distance de la « vieille politique ». En conséquence, la transgression de cette stratégie de la part de la direction de Podemos affaiblit la résistance de leur engagement :

> Deborah : "L'essence de Podemos c'est que nous ne sommes pas là pour vénérer des symboles, non, nous on est là pour changer la vie des gens, et la vie des gens elle se change en gagnant des élections, avec les politiques publiques, avec des lois, pas dans cinquante ans : maintenant. Moi je peux être là toute la journée pour défendre jusqu'à la mort le drapeau républicain et à côté de ça, ne rien faire, mais c'est complètement absurde. Et Podemos, dans ses débuts, c'était ça, et ça a changé en 2016. (…) Quand Podemos surgit il dit "nous défendons ce qui est public (lo público)". C'est ça son drapeau. Ce qui est public, ça veut dire évidemment qu'on est contre la corruption, c'était bien le concept de « caste » parce que ce que ça définissait c'était que nous étions ceux d'en bas et qu'on allait contre ceux d'en haut, mais moi je me fiche que ceux d'en haut soient catholiques ou monarchistes. C'était cette idée d'aller contre leurs privilèges, pas contre leur identité. Les gens ne veulent pas d'un groupe de privilégiés, mais là, si tu commences à distinguer entre ceux qui sont pour et contre la corrida, par exemple, parce qu'il y a des gens non privilégiés qui sont pour la corrida, c'est leur tradition, ou entre ceux qui sont pour ou contre la république, là, tu commences à te limiter politiquement, et ce n'est pas pertinent parce que les gens sont divers, ils viennent d'horizon différents.(…) Moi je ne suis pas en faveur de la monarchie, mais je crois que le plus important c'est de se concentrer sur ce qu'on a en commun, pas sur ce qui nous divise."[41]

Un an tout juste après cet entretien, en mai 2018, Deborah annonce au reste du cercle via Telegram qu'elle quitte le parti. A l'automne 2019, elle intègre Más Madrid, le parti fondé par Íñigo Errejón à l'issue de la première scission de Podemos. L'impatience de la victoire, très présente chez nos enquêtés primo-militants, conditionne un engagement faiblement résilient à ce qu'ils considèrent être un échec électoral. Leurs propos font état d'une conception instrumentale du parti politique et d'une grande importance accordée à la rhétorique : très visible dans l'entretien cité plus haut, la différence entre « *lo público* » et la « république », le premier étant valorisé, le second proscrit, est fondamental pour notre enquêtée. Dans le chapitre suivant, nous proposons un portrait sociologique de Deborah, signalons ici qu'elle insiste sur le fait que son grand-père paternel a fait plusieurs séjours dans les prisons franquistes pour « communiste » et que son grand-père maternel était membre de la Phalange. Le rôle de l'intime et de la socialisation primaire de ces enquêtés est très prégnant dans la consolidation

[41] Entretien réalisé avec Deborah le 10 mai 2017.

de leur rapport à la politique et qu'ils transposent bientôt en exigence vis-à-vis de leur parti. Il participe à expliquer cette insistance à ne pas employer ce qui seraient les termes et les thèmes des perdants. Cet aspect peut apparaître à première vue paradoxal eu égard au fait que Podemos s'attache parallèlement à dénoncer le mythe de la Transition. En ce sens, dans la perception de nos enquêtés, c'est bien le rejet très fort d'un lexique particulier qui est en jeu.

L'exigence de la fulgurance électorale qui ne serait réalisable qu'au prisme d'une stratégie de distanciation des enjeux dits « identitaires » est une constante chez nos enquêtés primo-entrants dans le champ militant. Or, elle est doublement frustrée en juin 2016. L'alliance électorale avec Izquierda Unida est source de lourds conflits en interne, elle fracture le courant majoritaire de Vistalegre I : ces enquêtés se rangent pour la plupart en faveur d'Íñigo Errejón qui la dénonce avec force lors du congrès de Vistalegre II, au début de l'année 2017. Après sa défaite, certains quittent définitivement le parti, comme Tiago. Arrivé à Podemos en 2014, il ne se rend déjà plus que sporadiquement aux réunions de son groupement militant après les élections de juin 2016. Deux ans plus tard, il nous confie :

> Tiago : « Moi je me suis engagé à Podemos pour gagner et maintenant Podemos ne peut plus gagner, c'est tout. Je veux dire, la stratégie de Podemos, je crois que beaucoup de gens se sont sentis interpelés par ce type [Pablo Iglesias] qui tenait un autre discours, une autre manière de parler aux gens, et pas seulement aux gens de la gauche, et je crois que beaucoup de gens sont partis… Il faut dire que la première chose que les autres partis et les médias ont essayé de faire ça a été de pousser Podemos à gauche… et maintenant Podemos… Podemos s'est mis tout seul dans le recoin de la gauche, il s'est uni à IU, il s'y est mis tout seul. »
>
> Marie : « Selon toi ça a été une erreur que Podemos s'allie à IU ? »
>
> Tiago : « (Il souffle), une erreur immense (*tremendo error*). Je veux dire, moi je suis parti à cause de ça, nous n'allons pas nous mentir. Podemos ne peut plus gagner, c'est tout. Comprends-moi, au début, ça devait être une alliance temporaire, une alliance pour gagner, d'ailleurs moi je n'ai pas de problème à reconnaître que j'ai voté « oui » à la consultation, mais après je me suis rendu compte de ce que j'avais fait. Ça s'est transformé en une espèce d'alliance permanente, et il y a plein de gens, dont moi, qui ne ressentent aucun attachement à l'identité des communistes, qu'est-ce que tu peux revendiquer du communisme ? Je veux dire, le jour où j'ai vu qu'ils sortaient les drapeaux républicains et les drapeaux rouges, j'ai dit "ça y est, nous avons perdu" voilà, c'est tout. » [42]

[42] Entretien réalisé avec Tiago, le 20 décembre 2018.

L'engagement de ces primo-militants à Podemos est relativement volatile car conditionné non seulement à l'exigence de remporter les élections, mais à l'exigence de les remporter vite. De surcroît, elle est sous-tendue par une série de représentations collectives très ancrées et un rapport distant à la politique dont ils peinent à se défaire. Si certains ont fait des incursions dans le milieu associatif ou le militantisme étudiant, leur engagement a généralement été très bref. Ils ne se considèrent pas eux-mêmes des militants, une classification qu'il opère en prenant pour référence les personnes présentant une trajectoire antérieure dont ils se distinguent ou les personnes chez qui ils repèrent des habilités oratoires dont ils estiment ne pas disposer. Pour signifier leur rapport au parti, ils emploient plutôt les termes de « membre du cercle » ou « membre de Podemos ». L'idée que Podemos devienne « la vieille politique » constitue pour eux un repoussoir et celle de militer à long terme ne les convainc pas non plus : ils sont là pour gagner les élections en s'investissant intensément si nécessaire pour ce faire mais à court terme.

Ces enquêtés relatent souvent avec un vif enthousiasme leurs souvenirs de campagne électorale, temporalité où justement tout s'accélère, des choses se passent, des tâches diverses doivent être accomplies en vue de l'objectif que les a motivé à s'engager, gagner. Ces moments de fraternisation entre les membres solidarisés autour de leur objectif commun, se soldent pourtant par ce qu'ils considèrent être des échecs électoraux : bien qu'elle dispose de 71 députés et soient la troisième force politique du pays, la coalition Unidos Podemos n'empêche pas la droite de conserver le pouvoir en juin 2016. La frustration de leurs attentes électorales mise en balance avec le coût personnel de la poursuite de l'engagement les conduit à se distancier de la formation.

> Ana : « [en mai 2015, campagne des municipales] les gens étaient très motivés, c'était vraiment enthousiasmant, de plus en plus de gens sont venus dans le cercle, ils nous ont aidés, eh bien, à aller je ne sais pas où, à aller chercher des tracts qui étaient imprimés à tel endroit, à coller des affiches… il y avait vraiment beaucoup de motivation, d'envie de changer les choses. Le résultat a été impressionnant, imagine-toi, nous avons gagné la mairie, je veux dire, le fief du PP ! Déjà en décembre c'était la deuxième campagne [élections générales] … clairement… il faisait froid, je veux dire, réellement nous passions beaucoup de temps dans la rue (*rire*). Mais c'est vrai que les gens nous donnaient vraiment leur soutien, bon il y avait toujours ceux qui disaient « je ne vais jamais voter pour vous, et le Venezuela, et blablabla », mais en général tu pouvais te rendre compte que l'ambiance n'était pas seulement celle de gens qui soutenaient le projet, en vérité, les gens

> s'arrêtaient, débattaient avec toi, ils étaient enthousiastes, ils disaient « je vais convaincre ma famille ». En vérité je m'en rappelle comme d'un bon moment, et puis dans le cercle ça allait relativement bien, il y avait de nouvelles personnes, nous faisions tout ça ensemble, parce que la campagne c'est vraiment une temporalité particulière. Après ça a été différent. Déjà il y avait des fractures dans Podemos, il ne faut se mentir, mais après ça a été différent, moi j'ai toujours cru que c'était bien qu'il y ait des avis différents qui coexistent, mais après il y a eu les fameuses familles… Déjà moi j'étais fatiguée de la campagne de décembre et de voir qu'il fallait encore faire des élections [répétition des générales, juin 2016]… les campagnes c'est aussi beaucoup d'efforts, de coller des affiches le soir, il fait froid, le matin tu te lèves pour aller travailler, et donc là est arrivé la campagne de juin et sérieusement, quand j'ai compris que Rajoy allait rester au pouvoir… je me suis rendu compte que je forçais un peu sur la machine. »[43]

Ces primo-militants, qui ont généralement une conception instrumentale de Podemos n'avaient parfois même pas envisagé l'après-campagne. Déjà relativement peu attachés à leur organisation, qu'ils différencient des amitiés qui peuvent les lier aux individus présents dans l'organisation, les luttes intra-partisanes qui se font jour conduisent certains à faire défection à bas bruit. C'est le cas de Ana, qui conserve toujours de très bonnes relations avec certains membres de son cercle, donne très ponctuellement un coup de main en 2017, par exemple pour aider à la logistique d'un évènement, organise parfois des fêtes chez elles avec « les anciens », mais s'éloigne définitivement en 2018.

Ces primo-militants peinent ainsi à s'adapter au registre partisan de l'engagement et des désajustements se font jour entre eux et les militants les plus aguerris. Ils partagent d'ailleurs une représentation plutôt négative du militantisme ordinaire, c'est-à-dire de ce qu'il se passe entre une campagne et une autre. A la différence de nos enquêtées du mouvement féministe qui s'attachent à « prendre soin » de leurs assemblées (nous y reviendrons au chapitre cinq), les primo-militants dans les cercles territoriaux à Podemos sont généralement indifférents à ces réunions, elles les ennuient souvent, parfois les frustrent voire les font souffrir lorsqu'ils assistent, décontenancés, aux conflits qui surgissent entre les autres militants, souvent les plus aguerris. Déjà, ils s'étaient tenus à distance des assemblées des Indignés, en partie pour ces mêmes motifs, nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

> Tiago : « Il faut dire que je n'étais jamais allé très loin dans mes expériences politiques, je n'aime pas la manière dont se fait la politique. Tu te rends compte du jeu des alliances, les opérations, les

[43] Entretien réalisé avec Ana, 21 mai 2017

> incursions, les coups, les trahisons. Je suis maintenant conscient que je ne peux pas participer en politique. Je n'ai pas… je n'ai pas l'estomac pour participer en politique. (…) Moi, je ne peux pas faire les choses qui doivent être faites en politique (…) C'est peut-être possible de simplement militer, en dehors des carrières et des affrontements, je le comprends mieux maintenant. Mais c'est toujours la même chose : lécher les bottes de quelqu'un (*hacerle la pelota a alguien*), faire une espèce de petite bande (*pandilla*), un groupe de gens qui s'appuient les uns les autres comme ça à moitié en secret. Et je vais te dire une chose : ce qu'il se passe en interne dans un parti politique, c'est aussi dur que ce qu'il se passe dans les luttes politiques entre les partis. C'est pour ça que parfois, cette espèce de dispute politique, cette représentation qu'on s'en fait, disons, en relation avec l'idéologie, ce n'est pas ça. C'est une farce ça. Parce que quand tu vois ce qu'il se passe à Podemos, entre des gens qui supposément ont la même idéologie, qui aspirent à la même chose il me semble ou alors je n'ai rien compris, tu te dis « là finalement il y a autre chose en jeu » (*eso al final va de otra cosa*). Et c'est ça que je n'aime pas. Cet affrontement (*pelea*) politique qui surgit à un moment, parmi ces gens, quand surgit une sorte de dichotomie… la manière de résoudre cette dichotomie c'est toujours la même, écoute bien : tuer ou mourir (*a matar o a morir*). A un moment, le dialogue est superflu. Et c'est ça que je n'aime pas. »[44]

Les courants, la professionnalisation, l'institutionnalisation, mais aussi les réunions, les débats sans fin, même le lexique dont ils se moquent parfois en entretien, rien ne va. Ces primo-militants se sentent pris au piège d'un jeu dont ils ne maîtrisent pas les règles, le militantisme devient progressivement une activité qu'ils s'imposent. C'est comme une routine à respecter qu'ils se rendent aux assemblées, mais ils se lassent toujours plus. La promesse de la « nouvelle politique » se délite, il faut attendre quatre ans pour les nouvelles élections, et d'ici là, subir :

> « Moi dans les assemblées j'intervenais juste quand je n'avais pas d'autre choix (*rire*). Je veux dire, quand tu n'es pas rodée, évidemment, ça conditionne beaucoup ta manière d'être dans les assemblées, donc en ce sens pour moi ça a été ultra décevant de constater que les assemblées étaient viciées… spécialement par les Anticapitalistas qui faisaient leurs propres assemblées avant… donc évidemment moi j'étais une innocente (*rire*), j'étais d'une innocence militante incroyable (*rire*). Je veux dire, je ris, mais je l'ai vécu de manière très brutale. Je pensais que nous étions tous plus ou moins sur la même longueur d'onde… Donc évidemment, constater ces courants… ces frictions internes… cette manipulation… bien sûr à Anticapitalistas il y a des gens merveilleux, que ce soit dit et que ça apparaisse [dans la transcription], mais ce qu'ils ont fait dans le cercle, les personnages qui étaient destinés à contrôler le cercle, ça a été lamentable. Lamentable. J'aurais toujours du ressentiment envers eux. J'en veux aussi à Pablo Iglesias, à Irene Montero et compagnie parce que… ils ont dénaturé un projet, ils ont fait offense à l'intelligence collective qui s'est mobilisée pour qu'ils

[44] Entretien réalisé avec Tiago, le 20 décembre 2018.

> arrivent là où ils sont. Mais à ce moment-là, dans le cercle, ce qu'a fait Anticapitalistas ça a été juste incroyable… toi tu venais avec tes préoccupations et tes inquiétudes innocentes et ces connards (*cabrones*) venaient avec l'argumentaire sous le bras. Ça a été mon premier choc de réalité avec la politique et le double discours, avec les partis politiques en réalité. (…) Je ne sais pas te dire comment ça s'est joué pour moi, mais je crois qu'après les élections de 2016, quand il y a eu l'alliance avec IU, la république et tout ça, déjà ça a été trop, ça a été la déception… et puis après, je crois que ça a été juste voir qu'il n'y avait pas vraiment de nouvelle politique ici. »[45]

Carla aussi a quitté son cercle peu de temps avant notre arrivée : elle est présente à Vistalegre II, dernier soubresaut de son engagement, elle espère alors que Íñigo Errejón remporte l'élection, quitte définitivement le parti après la victoire de Pablo Iglesias. Elle ne s'identifie pas vraiment à la « stratégie populiste » revendiquée par Errejón et qu'elle analyse comme un dérivé « pas cher » de la psychanalyse : pour elle, qui est enseignante titulaire en histoire de la psychologie à l'université, il s'agit d'un « langage tordu et alambiqué, d'un élitisme brutal, sans pertinence ». Mais au sein du parti, elle considère qu'il est le « moins sectaire de tous », comprendre, le moins « partisan » et sa stratégie électorale serait dès lors la seule à permettre de remporter les élections, le moteur de son engagement.

Le rapport à la logique électorale permet ainsi d'aborder deux logiques dispositionnelles à l'œuvre au sein de Podemos. Les militants issus de Izquierda Anticapitalista mettent à l'épreuve l'institutionnalisation du parti et perçoivent les limites de la logique électorale. Les primo-militants, quant à eux, ont souvent tout misé sur la logique électorale, ils se sont heurtés aux écueils du registre partisan de l'engagement, ont vécu comme une contrainte le fait d'endosser le rôle de militant. Leur rapport à la politique, souvent principalement fondé sur des représentations forgées lors de leur socialisation primaire, les conduit à reproduire des stigmates et des craintes qui sont par ailleurs alimentées par certains secteurs du parti.

2.3 De Izquierda Unida à Podemos

[45] Entretien réalisé avec Carla, le 20 décembre 2018

Dans les faits, si ces enquêtés tendent à dater le tournant de Podemos à 2016, ce qui peut témoigner d'une certaine perméabilité au discours partisan de Íñigo Errejón entre ce qui serait « le premier » et le « second » Podemos (Errejón, 2020), il faut souligner que les liens avec Izquierda Unida sont déjà très forts avant cette date.

Comme nous l'avons évoqué dans la précédente section, certains des fondateurs de Podemos présentent des trajectoires à IU puis sont proches du Frente Cívico. En outre, Izquierda Anticapitalista fait partie de IU jusqu'en 2009. Il a été souligné que Pablo Iglesias est un ancien militant des Jeunesses communistes (Petithomme, 2019), il invite d'ailleurs IU à participer aux primaires de 2014 en vue des européennes, considérant initialement Podemos comme un projet visant à rénover IU plutôt que destiné à le concurrencer (Nez, 2015). Certaines revendications de Podemos sont inspirées de celles de IU, Julio Anguita est régulièrement cité par Pablo Iglesias qui l'invite dès 2015 pour un entretien dans son programme en ligne *Otra vuelta de La Tuerka*. Les conditions de fondation de Podemos, une tentative de rénovation de la gauche dans un contexte de fortes protestations sociales rappellent à certains égard la fondation de IU qui stigmatise aussi la forme-parti et se revendique « mouvement » à l'aide d'une architecture institutionnelle également proche de celle de Podemos. Le mode de direction de Podemos, fondé sur la personnalisation du parti, pourrait aussi être discuté à l'aune de l'histoire du PCE : si la légitimité charismatique caractérise sans doute La Pasionaria[46], déclarée « Présidente d'Honneur à perpétuité » en 2005, la construction de l'identification de Pablo Iglesias à Podemos va de pair avec de très fortes dissensions internes, des parallèles pourraient à ce titre être tissés avec Santiago Carrillo (1915-2012), Secrétaire général du PCE de 1960 à 1982 (Gálvez Biesca, 2014).

IU est généralement membre des coalitions municipales forgées en 2015 et un courant se détache du parti cette année-là pour intégrer Podemos. Sous l'impulsion de Tania Sánchez, alors députée autonomique de IU au parlement madrilène, une vague d'entrée de militants se fait

[46] Dolores Ibárruri (1895-1989) a notamment été Secrétaire générale du Parti Communiste Espagnol en exil, de 1942 à 1960. Elle a été présidente de la Unión de Mujeres Antifascistas et députée pendant la Seconde République, Vice présidente du Congrès des députés à partir de 1937 pendant la Guerre Civile. Elle est particulièrement connue pour avoir prononcé le discours « No pasarán » lors de la défense de Madrid. Exilée en URSS après la défaite de la République, elle rentre en Espagne pendant la Transition et est élue députée lors des premières élections démocratiques.

jour à Podemos. C'est le cas de Rosa, qui milite alors depuis plus de trente ans au Parti Communiste Espagnol :

> « Moi je rentre à Podemos en 2015. Je sors de IU parce que je fais partie d'un groupe, si on peut dire ça comme ça, qui s'appelle *Convocatoria por Madrid (*CPM*)* où il y a notamment Tania Sánchez, et on sort pour aller à Podemos. (…) Ecoute, les Indignés, Podemos, c'est un moment agité (*convulso*), au niveau social et au niveau politique. Il faut dire qu'il commence à sortir des cas de corruption dans les partis et aussi à IU où il y a des luttes de pouvoir avec un groupe, disons, un peu corrompu. D'ailleurs une partie de ces gens a été virée à ce moment-là. Et là, il y a l'histoire de l'arrivée de Podemos. Donc il y a un groupe au sein de IU, autour de Tania, où disons que nous commençons à penser à autre chose, à voir les choses différemment. Alors moi je suis un peu naïve (*rire*) j'ai cru qu'avec ce groupe de gens nous allions servir un peu d'adhésif (*pegamento*) entre tous les groupes qu'il y avait au sein de Podemos, parce que dans CPM il y avait quand même des gens très différents, mais surtout il y avait un ensemble de savoirs, d'idéologie, des gens formés, des cadres intermédiaires tu vois, de très bons cadres intermédiaires, des cadres que clairement Podemos n'avait pas. Donc nous avons été à peu près six mois ensemble à se réunir dans CPM. Ça a été vraiment un moment intéressant. Et Pablo a proposé à Tania d'aller sixième sur la liste pour les autonomiques (i.e *liste des primaires*) et les autres, bon, maintenant la plupart sont députés de Podemos en fait. Et donc l'idée à ce moment-là c'était que nous allions à Podemos, que nous sortions de IU. Moi je ne voulais pas, et j'ai tardé par rapport aux autres (…) parce que je ne comprenais pas très bien ce que voulait Podemos qui n'était pas très clair sur sa ligne, et je continue de le penser, je te le dis, Podemos c'est un parti sans queue ni tête, et donc c'est pour ça que je dis que j'étais ingénue quand j'ai cru que nous allions pouvoir en faire quelque chose, mais bon, comme tout le groupe y est allé (*rire*). »[47]

Ces militants, comme Rosa, sont déçus de leur parti dont ils considèrent qu'il peine à se renouveler. Ils intègrent la formation nouvelle avec un objectif politique, devenir « les cadres que Podemos n'avait pas ». Ils sont nombreux à investir l'organigramme du parti et les institutions à l'occasion des différentes primaires où ils concourent sur les listes portées par Pablo Iglesias. A la fin de notre enquête, certains d'entre eux quittent Podemos pour retourner militer à IU.

[47] Entretien réalisé avec Rosa, le 21 décembre 2018.

Certains militants s'étaient déjà désolidarisés de IU au détour de l'année 2012 pour rejoindre le Frente Cívico, fondé par Julio Anguita. Déjà en quête de la rénovation de la gauche, ils sont nombreux à se repositionner à Podemos dès 2014, invités à investir les cercles :

> "Quand Juan Carlos [Monedero], Iñigo [Errejón], Miguel [Urbán], Pablo [Iglesias], tous ces gens ont décidé, ceux qui ont décidé de monter ce qui allait être Podemos et tout ça, bon, ils avaient commencé à monter les cercles en copiant un peu ce qu'avait fait Chávez avec ces cercles bolivariens, ils ont convoqué une réunion pour discuter avec nous [les personnes du FCSM], pour nous dire qu'ils étaient intéressés dans le fait que nous participions aux cercles, que nous nous incluions à ça, que nous puissions être là. Je veux dire qu'ils avaient besoin de gens, bon, pour aller dans ces cercles, pour qu'il y ait du monde, pour entamer le processus, pour coordonner un peu la campagne, des gens avec un peu d'expérience (*rire*).[48]

A ces militants venus d'organisations concurrentes, Podemos compte également avec un vivier de militants qui renouent avec une trajectoire antérieure, plus souvent dans des organisations de tendance communiste. C'est autour de ces profils que la composition militante de Podemos se resserre lors de notre enquête.

En dépit de forts liens toujours plus étroits avec Izquierda Unida, sur le terrain, il faut souligner que les rapports entre militants de Podemos et militants de IU ne sont pas toujours aisés.

Pendant l'été 2018, lors des fêtes populaires d'un quartier du centre de la capitale, les militants de Podemos et de IU doivent gérer ensemble la « *caseta Ahora Madrid* », le stand de la coalition qui gouverne la mairie. A cette occasion, de nombreux conflits *a priori* non proprement politiques se font jour. Ils se canalisent principalement dans des questions de logistique et d'animation du stand. Les militants de IU déploient alors tout leur savoir-faire militant de la gestion de ce type d'évènement destinés à rendre visible la marque et à favoriser la camaraderie. En majorité des militants masculins, ils exhibent leurs compétences aux militants de Podemos, pour la plupart plus jeunes qu'eux : ils insistent pour gérer les finances face à l'amateurisme, incriminent avec véhémence ceux qui ne savent pas faire démarrer un barbecue. Bientôt, ils occupent tous les postes, bar, cuisson des aliments, ravitaillement, gestion de la caisse et les militants de Podemos sont contraints de s'assoir et d'observer.

[48] Entretien réalisé avec Julia, le 6 septembre 2018

Ces rapports délicats sur le terrain témoignent d'une rancœur des militants de IU qui se sont sentis dénigrer par la communication insistante de Podemos quant à la « nouvelle politique ». Elle est parfois perçue comme un affront par des militants âgés qui ont soif de reconnaissance pour les luttes qu'ils ont menées. Si cette opposition entre « vieille » et « nouvelle » politique favorise les rancœurs militantes, il ne faut toutefois pas surestimer les effets de la communication de Podemos auprès des profanes. Ces deux éléments sont très visibles lors du processus de création d'une liste citoyenne en vue des municipales à Grenade en 2019. Censé être ouvertes à tous et toutes, ces assemblées ont plusieurs enjeux. En premier lieu, liquider les passifs entre IU et Podemos au niveau local sous l'impulsion forte de leurs deux directions qui encouragent les coalitions. En second lieu, publiciser le processus de constitution de la liste qui est en théorie également ouvertes aux dits « candidats indépendants ». En dernier lieu, mettre à l'agenda les élections municipales et visibiliser les marques dans un contexte de pré-campagne électorale.

> Assemblée en vue de la coalition municipale « confluencia », 11 janvier 2019. Collège de la ville. 50 personnes dont 10 femmes.
>
> Débat concernant le nom à donner à la coalition et le code éthique en rédaction. Un militant âgé de IU prend la parole de manière véhémente. Il incrimine la stigmatisation de IU de la part de Podemos, dit « arrêtez de penser que certains sont nouveaux et tout propre et que ceux d'entre nous qui ont une histoire nous sommes nécessairement pourris ! J'en ai marre ! » (…) une dame âgée dit « je n'appartiens à aucune organisation. Je suis la seule ? J'ai cru que c'était une assemblée ouverte. Vous allez vous répartir les sièges entre Podemos et IU ? Si c'est ça je m'en vais. »

Progressivement, la composition des cercles de Podemos au sein desquels nous avons enquêté se resserre autour des profils à plus fort capital militant et présentant une trajectoire antérieure dans des organisations de tendance communiste. Certains d'entre eux quittent leur organisation pour rejoindre le Podemos, d'autres renouent avec une trajectoire antérieure, un aspect déjà mis en exergue par les analystes (Nez, 2015).

2.4 L'adversaire commun : les socialistes

En dépit des divergences que peuvent présenter nos enquêtés, un élément les solidarise : leur commune hostilité au PSOE. « Gagner » signifie non seulement déloger la droite au pouvoir mais également se convertir en principal acteur de la gauche de l'échiquier, ce qui signifierait une débâcle électorale du socialisme que nos enquêtés appellent de leurs vœux. Cette hostilité qui les unit contre un adversaire commun a toutefois des ressorts différents, ce que les trajectoires des acteurs concourent à expliquer.

Pour les militants présentant un long parcours militant, Podemos est l'opportunité d'une revanche historique sur les socialistes. Ces personnes sont empreintes de griefs et rancœurs anciennes qui irriguent toujours les représentations dans les secteurs militants, nous l'avons constaté à Podemos, mais également au sein du mouvement féministe, un point sur lequel nous reviendrons dans le chapitre cinq. Le rapport hostile au PSOE est très vivace chez les « retraités infatigables » surtout chez les personnes qui militaient déjà dans la clandestinité au sein d'organisations de tendance communiste. On la retrouve sous la forme d'une mémoire militante qui irrigue les représentations des « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » plus jeunes mais présentant une trajectoire à IU. Finalement, elle est également identifiable chez les militantes de la mouvance féministe qui déclinent l'hostilité au PSOE eu égard aux politiques d'égalité qu'il a mis en œuvre et qu'elles jugent insatisfaisantes. Dans les trois cas, la relation du PSOE aux mouvements contestataires, considérées sur le mode de l'appropriation, est une représentation forte de nos enquêtés. Se produit aussi une conjonction entre la mémoire militante du gouvernement socialiste des années 1980 et l'expérience de l'austérité impulsée par le gouvernement socialiste en 2010 : le PSOE aurait « trahi » dans les deux cas.

Via les militants présentant une trajectoire dans les organisations de tendance communiste, le récit communiste de la Transition et de l'action gouvernementale des socialistes est transmis à Podemos.

Honorio, « retraité infatigable », est le doyen de nos enquêtés. Il a 78 ans lors de notre entretien, est militant de Podemos depuis 2014. Il présente une longue trajectoire dans le militantisme au sein de plusieurs organisations d'obédience communiste, dont deux ont principalement ont structuré son parcours. A la fin des années 1960, il intègre Comisiones Obreras, un syndicat clandestin très actif dans son usine, alors qu'il est ouvrier pour un sous-

traitant de la puissante entreprise des Telecoms. Il quitte le syndicat dans les années 1980 en l'accusant de s'être « bureaucratisé » et d'avoir « abandonné la lutte ». D'abord dans la clandestinité puis après la Transition, il milite aussi au Movimiento Comunista, une organisation d'obédience maoïste qui fusionne, sans succès, en 1991 avec la LCR. Puis il dit s'être trouvé « orphelin » dans les années 1990. Honorio se rend tous les jours à l'assemblée du 15M « pour voir ce que fait la jeunesse » à la Puerta del Sol, il fait partie de ces militants identifiés par Adriana Razquin qui renouent avec une leur trajectoire militante à l'occasion de la protestation (Razquin, 2015) : pour lui, le fait qu'elle soit dirigée contre les socialistes est crucial. A propos du PSOE, il dit :

> Honorio : « Avant la Transition, les socialistes n'étaient rien. Tu m'entends, ils ne représentaient rien, ils n'étaient rien. La socialdémocratie allemande a choisi son candidat, réformiste et raisonnable, ils l'ont formé et ils nous l'ont envoyé pour tout détruire. Et là, nous arrivons aux années 1980…ça, ce sont les années où fut liquidé le mouvement qui s'était créé contre le franquisme. Ce mouvement, il avait lutté contre le franquisme, oui, mais à la fois il luttait pour des revendications sociales et économiques. Bon, ça, ça a été liquidé par Felipe González. Qu'est-ce que tu veux que je te dise. Il a tout liquidé. Comme ça, rien de plus…(*il souffle*) C'est terrible ce qu'il a fait, ceux du PSOE, ils me dégoutent (*me dan asco*). Par exemple, on t'aura parlé des associations de quartier (*asociaciones de vecinos*) qui ont été si importantes dans la lutte. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils y ont mis de l'argent, des subventions, des postes dans les mairies que le PSOE obtenait, j'avais beaucoup d'amis là-bas, ils les ont achetés, ils se sont laissé corrompre. Il y a eu des luttes, des luttes terribles au sein du *movimiento vecinal* à cause de ça, mais beaucoup y ont cru : si ce sont les socialistes qui gouvernent alors il n'y a plus besoin de lutter, alors ils ont tout arrêté, ils ont fait de la politique, ils étaient tous du PSOE. (*silence*) Avec Felipe nous sommes rentrés dans l'union européenne, enfin, la communauté européenne comme on disait à cette époque, on nous a dit qu'il fallait que nous nous concentrions sur la construction (*el ladrillo, la brique*), que nous faisions ça très bien, et c'est avec Felipe que nous avons commencé à être le pays des serveurs aussi. L'industrie dans tout ça ? Tout ce qu'il y avait au nord, et il y avait beaucoup d'industries. Enormément. Toute l'industrie, au Pays basque, dans les Asturies, il a tout liquidé, tout. En Europe ils l'ont mandaté pour liquider, et il l'a fait. Le PSOE a tout signé. Tout, la mort de l'industrie, l'OTAN, tout. (*Silence*) Mon entreprise devait être dans la compétition, pour tout, nous, nous faisions des produits pour telefónica, mais nous coutions trop cher, nous ne valions plus rien. Les plans sociaux (*EREs, Expediente de regulación de empleo*) c'est Felipe qui les a autorisés, nous, nous étions 2000, mais pour une raison qui m'échappe, soudainement, c'était trop. Rien de tout cela n'était important, ça y est, l'Espagne était riche, il y avait des subventions de l'Union Européenne pour tout, les jeunes allaient tous à l'université.

(*silence*) Felipe a tout détruit, toutes les revendications sociales du mouvement, et depuis, ils n'ont fait que répéter ça, trahir le peuple, trahir toujours plus, ils me dégoutent (*me dan asco*). »[49]

Ce récit de la décennie socialiste relève d'une critique ancienne du bipartisme, mais également d'une forme euroscepticisme. A grand traits, si la droite est l'adversaire, le PSOE est le traitre. La spécialisation de l'Espagne vers les secteurs de la construction et du tourisme, dont parle notre enquêté, commence sous le franquisme et est poursuivie à l'époque démocratique. La désindustrialisation, l'entrée dans l'OTAN et l'institutionnalisation des mouvements contestataires, singulièrement les associations de quartier, sont les principaux griefs faits aux socialistes. L'institutionnalisation des associations de quartier après la Transition a été documentée par la littérature (Sánchez León & Pérez Quintana, 2008), elle est devenue plus largement un « emblème » (Marzolf & Ganuza, 2016, p. 97) de la tension entre parti et mouvement.

Ces éléments sont repris sous la forme d'une mémoire militante de la part des personnes présentant une trajectoire dans des organisations comme Izquierda Unida, mais qui n'ont pas vécu le militantisme sous la Transition. C'est le cas de Julia, étudiante en science politique au début des années 2000. Cette militante devenue permanente en 2015 répond au profil « universitaire (précarisée) des sciences humaines et sociales ». Elle entame sa trajectoire militante dans une organisation étudiante satellite de Izquierda Unida puis intègre le parti. Son récit est très proche de celui de Honorio, elle dit :

Julia : « Moi je crois que le PSOE, ce qu'il a fait, c'est tout détruire. Ils ont fait beaucoup, beaucoup de mal. Je ne sais pas comment te dire ce que les gens comme moi, les gens de gauche, nous sentons pour le PSOE. Par exemple, la technique du PSOE pour se maintenir dans les institutions ça a été de détruire tous les mouvements, de manière systématique, parce que de cette manière il n'y avait rien d'autre que le gouvernement, il ne se passait rien d'autre que ce que le gouvernement disait qu'il se passait. Il n'y avait rien en dehors. En dehors de ce que le PSOE gérait ou des décisions politiques que prenait le PSOE, il n'y avait rien. Le PSOE a mené un long travail, très méthodique et systématique de désintégration des mouvements. Affaiblir le *movimiento vecinal* et après le désintégrer, le démanteler, comme ça avec tous les autres, prendre le mouvement féministe, le désintégrer, le démanteler, créer « le féminisme institutionnel ». Comme ça, il n'y a rien d'autre que

[49] Entretien réalisé avec Honorio, le 20 mai 2017

> ce que moi je propose et ce que moi je réclame. Qu'ils soient dans l'opposition ou au gouvernement, cela ne change rien. Avec les socialistes, c'est toujours la même technique. »[50]

La critique au PSOE se décline également au regard du parcours militant. Nora, militante de la mouvance féministe de Podemos répondant au profil « retraitée infatigable » expose l'institutionnalisation des mouvements contestataires en se référant plus spécifiquement aux revendications féministes :

> Nora : « Il faut continuer de faire pression dans la rue, avec le mouvement, parce que si tu regardes bien, le PSOE a déjà commencé sa petite stratégie habituelle. Un gouvernement avec 11 *ministras,* un *« consejo de ministras »*[51] *?* Voyons voir, ça n'est pas dans les tiroirs depuis un an ça, c'est que la manifestation du 8 mars a été si forte que maintenant ils ont inventé le *consejo de ministras.* Le PSOE fait toujours ça. Des petits gestes, des choses symboliques, c'est le PSOE ça. Il concède des petites choses, il fait toujours ça. C'est pour cette raison qu'il faut continuer de se mobiliser et ne pas se laisser convaincre par le PSOE. Le PSOE sont des menteurs, des menteurs professionnels. Attention au PSOE, parce qu'ils diluent la force du mouvement, ils font toujours ça. Ils concèdent des choses, ils concèdent la parité, très bien, ce sont des petits pas, nous allons être contre la parité ? non, bien sûr que non. Le problème c'est qu'une fois qu'ils concèdent quelque chose, ça y est, le mouvement est fini, donc tout est dissout, parce qu'en plus de ça, ils absorbent (*succionan*) les personnes du mouvement. Ça c'est l'autre stratégie. Tu prends des cadres ou des femmes leaders de leur mouvement, des femmes intelligentes, des femmes connues, et tu les absorbes, ils ont fait ça pour tout. Donc ils coupent la tête du mouvement et ils dissolvent le mouvement, petit à petit. Ça c'est le PSOE, donc maintenant que le PSOE gouverne, surtout maintenant, il faut rester mobilisées » [52]

Les personnes présentant des trajectoires militantes antérieures reprochent ainsi au PSOE à la fois le repositionnement de ses axes programmatiques et ses rapports aux mouvements contestataires. Ils voient dans Podemos l'opportunité de faire les choses autrement, c'est-à-dire autrement que le PSOE. Pour certains, il s'agit également d'une revanche historique qui consisterait à inverser le rapport de force à gauche de l'échiquier.

Les primo-militants ne reprochent pas aux socialistes leurs rapports aux mouvements contestataires. Toutefois, une conjonction se produit sur le plan des politiques appliquées par le PSOE qui aurait basculé vers le « néolibéralisme ». Ce discours proposé par les trentenaires

[50] Entretien réalisé avec Julia, le 6 septembre 2018
[51] Le gouvernement de 2018 formé par le PSOE à l'issue de la motion de censure à Mariano Rajoy. En majorité composé de femmes, le PSOE parle de « consejo de ministras » et féminise plus largement sa communication, deux mois après la grève féministe (phrase à reformuler).
[52] Entretien réalisé avec Nora, le 10 septembre 2018.

qui ressentent le déclassement est ancré dans le contexte de la Grande Récession et le mouvement des Indignés :

> David : « Le PSOE, pour moi c'est le pire. Le PSOE est un parti de menteurs, un parti néolibéral qui représente une élite corrompue. Le PSOE fait partie du problème, il est précisément ce pourquoi les gens sont sortis manifester en 2011. Tant que le PSOE sera là, aucune transformation économique ne pourra avoir lieu. Notre principal objectif doit être de dépasser (*sorpasar*) le PSOE, pour le subordonner, le conditionner, pour le contraindre à changer. »[53]

Et finalement, il faut souligner que l'hostilité au PSOE se retrouve chez les militants de Podemos justement venus du PSOE. C'est le cas de Sara, la trentaine, répondant au profil de « technicienne du social ». Chez elle, on vote et on milite au PSOE de génération en génération. Très minoritaires parmi nos enquêtés, plusieurs viennent toutefois du socialisme : ils présentent une même trajectoire faite d'un sentiment de trahison sur le mode « ce n'était plus la vraie gauche » après l'application des premières politiques d'austérité en 2010. La solidarité qu'ils ressentent envers le mouvement contestataire des Indignés participe de leur processus, souvent très douloureux, d'éloignement du socialisme. Ceux-là s'engagent alors moins pour Podemos que contre le PSOE :

> Sara : « J'ai adhéré au PSOE parce que c'est le parti qui a toujours été dans le paysage (*el partido de toda la vida*). Dans mon quartier, tout le monde était du PSOE, mes parents sont du PSOE, toute ma famille est au PSOE. J'ai toujours des amis au PSOE, mais nous n'avons plus les mêmes idées politiques (…) Officiellement, je suis partie en 2012. J'ai vu tellement de choses qui m'ont dégouté du PSOE, il y a eu les premières *recortes*, ça, ça a été le PSOE, les grèves et le 15M, ça a été contre le PSOE. J'ai commencé un long processus de désenchantement avec le PSOE, ça a été très très dur. Je me suis rendu compte, tard, que ce n'était plus la vraie gauche (*la izquierda real*) que ça paraissait être avant, que c'était un mensonge, ou au moins que ça n'était pas ce que moi je pensais être la vraie gauche (…) Comment te dire, pour moi, la vraie gauche, c'est subjectif bien sûr, mais c'est un parti qui fait des politiques sociales, et pour moi ça c'était le PSOE. J'ai compris que c'était faux quand j'ai vu ce qui s'est fait quand la crise est arrivée. (…) Je te dirai qu'au début c'était moins que Podemos m'avait convaincu sur tout, il y a toujours des choses sur lesquelles je ne suis pas totalement d'accord, que le fait que le PSOE a cessé de me convaincre, le PSOE m'a vraiment beaucoup déçu. »[54]

[53] Entretien réalisé avec David, le 27 avril 2017.
[54] Entretien réalisé avec Sara, le 26 juin 2017.

Evidemment savamment entretenu par les porte-parole de Podemos qui, comme nous l'avons vu dans la première section, théorise volontiers la complicité du PSOE dans le « consensus de 1978 » ou le « régime de 1978 », le cri « *PP-PSOE la misma mierda es* » est aussi l'un des principaux slogans du mouvement des Indignés. Cette mise en accusation du PSOE est profonde, très ancrée chez les militants les plus âgés. Elle trouve un nouvel écho avec l'arrivée de Podemos et, surtout, elle est désormais partagée par une génération nouvelle qui estime, elle aussi, avoir fait une amère expérience du socialisme espagnol. Force est de constater que chez nos enquêtés, c'est plus rarement une colère froide que l'expression d'une blessure encore à vif qui est en jeu avec le PSOE. L'échec de la stratégie du *sorpasso* au PSOE et, surtout, la logique de coopération institutionnelle dans laquelle la formation s'est installée à la toute fin de notre enquête ouvre une piste d'analyse quant au potentiel désengagement qu'elle a pu suscité. En creux, les motifs sociaux de la résilience du socialisme, voire la résurgence électorale du PSOE, éventuellement ses nouveaux viviers de recrutement militant constitueraient certainement une autre piste d'analyse, étant entendu que la configuration qu'il présente actuellement diffère fortement par exemple du cas français.

**

*

Ce retour sur la composition militante de Podemos permet de dessiner les contours d'une formation hétérogène du point de vue des parcours militants mais relativement homogène socialement. Les profils militants se distribuent principalement en deux catégories d'âge, les 30/45 ans d'un côté et les plus de 60 ans de l'autre. Les deux premiers profils identifiés, les « techniciens du social » et les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et social » ont en commun un fort volume de capital culturel accumulé. Au cours de notre enquête, la composition militante de Podemos se resserre progressivement autour des profils à plus longue trajectoire militante et, parmi eux, les « retraits infatigables » constituent le principal contingent militant.

La logique dispositionnelle concourt à expliquer les dynamiques de l'engagement et les divergences intra-partisanes qui se consolident lors de notre enquête. Présentant de fortes divergences sur le plan des parcours antérieurs, le principal facteur de solidarisation des membres de Podemos lors de notre enquête réside dans leur commune hostilité au PSOE.

3. Conclusion : l'originalité en question

Dans ce chapitre, nous avons brossé le portrait de Podemos et retracé ses principales évolutions en le questionnant au prisme de l'originalité qui serait celle du parti-mouvement.

Podemos présente de fortes similitudes et des liens toujours plus étroits avec Izquierda Unida. L'émergence de Podemos s'insère dans un contexte de disqualification des partis politiques et de discrédit de la forme parti. Ses leviers de légitimations concordent avec ceux actionnés par d'autres formations nouvelles. Il est partie prenante d'une dynamique de recomposition et de reconfiguration du champ politique toujours à l'œuvre lors de notre enquête. S'il apparaît comme l'un des moteurs de cette reconfiguration jusqu'en 2016, l'évolution de son corpus programmatique témoigne qu'à partir de cette date il tend à s'adapter aux thématiques mises à l'agenda tant par les mobilisations sociales que par les autres acteurs du champ politique.

Sa composition militante présente à certains égard des similitudes avec les profils identifiés dans les formations de type écologistes, elle est aussi à l'image de ses dirigeants et du vivier électoral de la formation. Son originalité réside peut-être dans le profil des « retraités infatigable » à la fois faiblement représenté dans la distribution du vote et dans l'organigramme partisan, ils constituent pourtant quantitativement le principal contingent militant des groupements étudiés à la fin de notre enquête.

Les parcours militants antérieurs permettent d'appréhender les dynamiques de l'engagement face au processus d'institutionnalisation, de ce point de vue, le cas Podemos valide l'hypothèse des logiques dispositionnelles. Si nos enquêtés présentent des différences sur le plan des parcours biographiques, ils ont en commun une hostilité forte envers les socialistes.

Dans le prochain chapitre, nous revenons sur les usages du label « parti-mouvement » à Podemos.

Chapitre 3 : le parti-mouvement, mécanique d'un label disputé

Suivant notre idéal-type, le label « parti-mouvement » serait revendiqué par les acteurs, il désignerait un particularisme organisationnel issu de la doctrine dont se saisit le parti.

Dans l'introduction de ce travail, nous avons relevé l'évolution des usages de la terminologie au sein de Podemos : d'abord principe unificateur, il se convertit ensuite en principe évaluateur de Podemos. Nous avons également mis en exergue qu'il est réactivé périodiquement, notamment dans la presse à l'occasion des congrès, comme lors de Vistalegre II en 2017. Employé par les trois courants en présence, tous se font les meilleurs garants de la construction de ce parti-mouvement, devenu l'horizon vers lequel il est urgent de tendre.

Dans ce chapitre, nous revenons sur les fondements de ce label utilisé à Podemos, les luttes de classement qu'il révèle et les évolutions auxquelles il est soumis.

Dans les deux premières sections, nous nous arrêtons sur les fondements de ce label à Podemos et, plus spécifiquement dans la seconde section, nous abordons les luttes de classement qu'il révèle. La première section est dédiée à la restitution du fondement de ce label qui renoue d'un côté avec une tradition de l'interventionnisme des intellectuels en politique et, de l'autre, avec une ambition et un modèle d'action partisane très proche de celui des partis de masse. Dans une seconde section, nous nous attardons sur le mythe des origines contestataires, la fabrique de deux lectures du 15M qui rivalisent à Podemos et leurs réceptions par les militants. Elles sont au principe de deux conceptions du parti-mouvement. Avec le mythe des origines contestataires, ce sont deux logiques de l'engagement, reposant chacune sur un registre contestataire qui sont mises en exergue, entre encensement *del asamblearismo* et exaltation de la force du nombre en manifestation. Finalement, dans notre dernière section, nous restituons la manière dont le parti-mouvement est mis en scène, mis en sens, et mis à l'épreuve au sein de Podemos par l'intermédiaire de dispositifs participatifs proches de la technique de management visant à façonner le modèle du militant inséré dans le tissu contestataire.

Si l'usage du label à Podemos semble à première vue témoigner de la rivalité entre deux versions concurrentes du parti-mouvement, la post-marxiste et la libertaire de gauche, la catégorie reste surtout très ancrée dans l'histoire militante espagnole tout en présentant des

inspirations plus surprenantes par sa perméabilité aux présupposés de la psychologie sociale et ses techniques de gestion de groupe.

1. L'outil des politologues

Si le repositionnement du registre de l'expertise vers l'expertise théorique est un outil de légitimation des promoteurs du parti, c'est aussi un programme politique. Dans cette section, nous revenons sur ce que cette dimension de l'entreprise de légitimation dit, en creux, de la labellisation de Podemos comme parti-mouvement.

> « L'irruption de Podemos sur l'échiquier politique espagnol est quelque chose de jamais vu auparavant. La nouveauté provient de la force, de la rapidité et de l'urgence de son irruption mais aussi d'un autre facteur fondamental pas si simple à entrevoir à première vue : le travail théorique qui est derrière Podemos est aussi quelque chose d'exceptionnel. Il est impossible de comprendre le projet impulsé par Pablo Iglesias, Íñigo Errejón ou Juan Carlos Monedero sans la théorisation que eux et d'autres ont réalisée. Dans le phénomène Podemos on apprécie ce moment clé et crucial dans les mouvements politiques où la théorie et la pratique se combinent habilement. Cette connexion entre la théorie et la pratique démontre la véracité de leur analyse. » (Mouffe & Errejón, 2015, p. 1)

Podemos est généralement présenté comme un parti « d'universitaires engagés » (Nez, 2015, p. 26). Les analystes ont mis en exergue le rapport étroit qu'entretient la direction de Podemos avec l'expertise, à deux niveaux : Ils ont utilisé leur statut d'universitaire comme une qualité sociale convertie en distinction politique (Domínguez Sánchez, 2015) et au fondement du système de sélection des cadres mis en place dès Vistalegre I se trouve une conception élitaire du pouvoir (Moreno Pestaña, 2017). Ainsi, à l'expertise technique ou technocratique qui serait caractéristique du personnel politique, les promoteurs de Podemos opposent l'expertise théorique du politologue. Le parti-mouvement est à la fois l'indice et le résultat de ce principe d'expertise, trait caractéristique de Podemos. D'un côté, l'usage de la catégorie témoigne de l'attention portée à la production doctrinaire de la part des dirigeant de la formation, ils réactivent une tradition d'interventionnisme des intellectuels dans le champ politique. De l'autre côté, le parti-mouvement se configure comme une plateforme de création et de diffusion

d'idées, qui, si elle rappelle le *think tank*, réactive surtout une logique d'action et des répertoires traditionnels du mouvement ouvrier.

L'usage de la qualité d'intellectuel comme distinction politique n'est pas inédit dans l'histoire politique espagnole. Ainsi, empreinte de l'idée suivant laquelle les intellectuels ont vocation à guider les masses, la « Génération de 1914 », dont l'un des tenants principaux est le philosophe José Ortega y Gasset, développe des stratégies pour intervenir dans un champ politique toujours caractérisé par la défiance après la perte de l'empire colonial, la crise économique qui en découle, la corruption endémique qui caractérise le régime. Comme l'indique Jorge Costa, la légitimité politique des membres de la Génération de 1914 tient à la mise en valeur de leur capital culturel et leur repositionnement s'inscrit justement dans un contexte d'évolution des règles d'ascension au sein de l'université et qu'ils contestent (Costa Delgado, 2019). Ces intellectuels, qui se considèrent avant-garde intellectuelle et artistique, cultivent l'idée suivant laquelle la « mission de l'université est bien de « s'ouvrir et s'immerger en plein dans l'actualité » (Márquez Padorno, 2001, p. 194) et mettent en accusation le champ politique. Ils appellent au renouvellement en opposant la « vieille et nouvelle politique », titre d'une conférence du philosophe Ortega y Gasset en 1914. Ces intellectuels, qui ont souvent réalisé une partie de leur formation à l'étranger, deviennent les agents d'une circulation des idées, ils prennent d'abord la parole via les médias, la presse devenant leur principal canal d'action politique, avant de convertir leurs prises de position en programme politique. La Agrupación al Servicio de la República se constitue en parti politique en 1931 et participe la même année aux élections de l'assemblée constituante à l'issue desquelles la formation remporte plusieurs sièges (Márquez Padorno, 2004).

La labélisation de Podemos comme parti-mouvement signifie aussi cette « nouvelle politique » à nouveau venue d'intellectuels qui se positionnent comme des recours en période de crise et réactivent pour cela les leviers cités plus haut.

> « Podemos a surgi dans le cadre universitaire (…) On peut être d'accord ou non avec leurs manières de faire, avec leurs propositions ou leurs programmes, mais ce qu'il est impossible de nier, c'est d'où ils viennent et d'où ils parlent : de l'université publique. On ne peut pas non plus nier que les disciplines sociales qu'ils ont parcourues pendant leur formation, qui sont aussi les nôtres, la science politique et la sociologie, sont des disciplines qui ont surgi pour et par la connaissance de l'ordre social et sa transformation (…). Le phénomène Podemos a remis sur le devant de la scène la valeur

> de l'Université publique, et, autre chose non moins importante, son énorme capacité de transformation sociale. » (Gordo López, 2015, p. 12)
>
> « Un jour, Pablo [Iglesias] m'a dit : « Juan Carlos [Monedero], la théorie nous l'avons. Ne serait-il pas temps de la mettre en pratique » ? » (Domínguez & Giménez, 2015, p. 114)

Si la création de Podemos a conduit les universitaires espagnols à s'interroger sur le rôle et le fonctionnement de leur institution, comme en témoigne le premier extrait, c'est aussi parce que le lancement de la formation est associé à une campagne de storytelling de la part des porte-parole, comme en témoigne le second extrait, au sein de laquelle ils articulent leur parcours intellectuel et militant avec un discours sur l'université, les universitaires, les partis et les acteurs politiques : c'est la fabrique du groupe promoteur dit de la Complutense. La campagne se diffuse principalement de 2014 à 2016 sur des supports divers tels que des documentaires, ouvrages collectifs, essais, entretiens, interviews dans les médias et contributions dans des revues académiques ou militantes, une littérature sur laquelle nous revenons ici. Le label de parti-mouvement s'inscrit dans cet ensemble discursif qui intrique en fait la légitimation de la formation politique à une narration préliminaire portant sur la trajectoire et les qualités de ceux qui s'en réclament comme les fondateurs : le parti-mouvement est la forme partisane pensée et élaborée par des politologues. Plus qu'un outil de légitimation, nous verrons ensuite qu'elle irrigue l'architecture du parti déployé comme une plateforme destinée à favoriser la compétence politique des profanes, l'appropriation de références communes et *in fine*, l'adhésion au projet. Alors que le parti-mouvement doit être la nouvelle politique, il réactive plutôt l'ambition et les pratiques du parti de masse.

Le texte fondateur de cette campagne de storytelling est *Claro que Podemos. De la tuerka a la esperanza del cambio en España*. Le livreparaît fin 2014, traduit en français *Podemos. Sûr que nous pouvons* moins d'un an plus tard (Domínguez & Giménez, 2015). L'ouvrage collectif paraît donc initialement en novembre 2014 et porte en fait le nom de la liste gagnante du congrès de Vistalegre I- *Claro que Podemos*- qui s'est tenu un mois plus tôt. Le texte témoigne déjà des premières luttes qui visent à circonscrire le cercle des membres fondateurs légitimes après la création du parti : aucun représentant du courant *Anticapitalistas* ne participe à l'ouvrage et le rôle de cette organisation dans la fondation de Podemos n'apparaît que de manière ponctuelle, voire résiduelle. C'est le second groupe promoteur, vainqueur du congrès, qui est désormais identifié de manière privilégiée à la genèse et la fondation de Podemos.

L'ouvrage est dirigé par Ana Domínguez, alors membre du Conseil Citoyen National de Podemos, et Luis Giménez, futur assesseur de Podemos. Il se compose alternativement de contributions individuelles et d'entretiens entre ceux-là et les protagonistes, ce qui octroie aux acteurs du parti la maîtrise complète de la narration. L'ouvrage circonscrit les acteurs de la fabrique du parti, délimite aussi les espaces, la chronologie et le lexique qui servent d'assise à un discours qui est ensuite standardisé : le mouvement des Indignés, Juventudsinfuturo, la faculté de sciences politiques de la Complutense avec la fondation CEPS et Contrapoder, la Tuerka, les expériences politiques latino-américaines associées au champ sémantique du populisme et, finalement, le signifiant « mouvement-parti » (*movimiento-partido*) (Domínguez & Giménez, 2015, p. 91) qui se transforment ensuite en parti-mouvement (*partido-movimiento*). Cette campagne retient aussi l'attention en ce qu'elle présente des intellectuels-militants qui renouent avec la vocation initiale de l'université, une vocation qui aurait été trahie ou abandonnée. Ce récit originel d'un parti pas comme les autres et porté par des acteurs du monde universitaire interpelle rapidement les commentateurs qui sont, par ailleurs, souvent eux-mêmes positionnés dans cet univers intellectuel. L'analyse de Podemos par Ángel Gordo López montre l'amplitude des effets de ce discours sur les universitaires eux-mêmes puisque, selon lui, Podemos remet au centre « la valeur de l'Université publique et, autre chose non moins importante, son énorme capacité de transformation sociale » (Gordo López, 2015, p. 12). Cet ancrage n'est pas sans produire des effets sur la composition sociale et les formes du militantisme de Podemos : dans le deuxième chapitre de ce travail, nous avons mis en exergue le profil militant type « d'universitaire (précarisé) des sciences humaines et sociales » et dans le quatrième, nous aborderons le « militantisme intellectuel » qui place au fondement des pratiques militantes la conversion du capital culturel en capital militant.

S'ils définissent l'espace universitaire comme un incubateur d'idées politiques, les promoteurs de Podemos défendent aussi la recherche militante, qu'ils associent la spécificité de leur parcours biographique. Ils mettent en avant des expériences professionnelles en Amérique Latine et leur imprégnation de savoirs spécifiques dérivés de ce parcours. Les expériences latino-américaines constituent un modèle duquel ils revendiquent s'inspirer :

> « La faculté de sciences politiques et de sociologie a pour nous été un espace d'expérimentation politique et intellectuelle très riche pendant quelques années (…). Nous venions de trajectoires politiques très diverses quand nous nous sommes retrouvés autour de l'activisme étudiant. Nous

> avons eu le sentiment que cette faculté était un espace de production intellectuelle dont le discours très influent pouvait avoir une certaine incidence sur la politique de la métropole madrilène. Nous avons compris qu'il ne fallait pas perdre ce capital crucial et qu'il fallait former des cadres capables de porter des initiatives transformatrices (…). Certains d'entre nous ont commencé à travailler comme chercheurs et professeurs d'université, à développer parallèlement des pratiques académiques et militantes, à avoir une production intellectuelle engagée, contestant le dogme néolibéral selon lequel engagement et rigueur vont mal ensemble (…). Pendant que la Tuerka continuait je suis parti travailler en Equateur et ensuite au Venezuela. Pendant ces années, ce que j'ai vécu et étudié en Amérique latine, où me portaient mes recherches universitaires, a joué un rôle fondamental (…). Là-bas j'ai découvert la tradition politique et discursive du « national populaire » (…). La fondation CEPS (i.e. centre d'étude politiques et sociales) à partir de 2011 a aussi été un véritable incubateur de production intellectuelle et politique (…). » (Domínguez & Giménez, 2015, pp. 54-58)

Podemos est ainsi une affaire d'intellectuels prétendant renouveler la politique grâce à leur expertise théorique et militante antérieurement accumulée au sein d'un champ académique par ailleurs dégradé et dont ils ont subverti les règles en créant un microcosme associatif (Contrapoder) puis médiatique (la Tuerka) au sein d'une faculté qui fait office de bastion de résistance (celle de sciences politique et sociologie de la Complutense). Ils peuvent également se targuer d'un savoir militant et théorique original, puisque venu d'Amérique latine, par conséquent considéré comme distinct de celui maitrisé traditionnellement par les acteurs universitaires et politiques en Espagne.

Le CLACSO : l'espace international de circulation de la version populiste de la catégorie parti-mouvement ?

Comme le souligne Fruela Fernández, s'il s'agit faire valoir son capital culturel dans le champ politique, le discours des porte-parole de Podemos leur permet aussi de se légitimer comme intellectuels dans les espaces internationaux de production d'idées (Fernández F. , 2021). C'est notamment le cas du *Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales* (CLACSO), une « institution internationale non gouvernementale au statut associatif au sein de l'UNESCO, créée en 1967. Actuellement, elle réunit 883 centres de recherche (…) présents dans 56 pays ».[55]

[55] Voir : www.clacso.org

Octobre 2018. Quatre militants du cercle I informent qu'ils se rendent au congrès du CLACSO en Argentine avec Juan Carlos Monedero. Présentation de deux communications dont une de retour d'expérience au sein d'un panel dédié aux « expériences municipalistes ».

Lors de ce congrès, le politologue Juan Carlos Monedero, fondateur de Podemos et Álvaro García Linera, sociologue de formation et alors Vice-président de Bolivie, débattent de la conjoncture politique et abordent le problème du « parti-mouvement » dans le cas équatorien. Parmi les figures du CLACSO en lien avec Podemos, soulignons que son président devient assesseur de Pablo Iglesias pendant l'enquête, le sociologue Boaventura de Sousa Santos est quant à lui régulièrement invité dans les programmes politiques de Podemos et présent lors de l'université d'été de 2017.

Le discours sur la genèse et la fondation de Podemos est articulé à un discours préliminaire qui effectue des parallèles, voire une analogie, entre l'état de l'université des années 2000 et l'état du champ politique. Le diagnostic est, selon les termes de Ariel Jerez, celui de « la langueur intellectuelle et politique, un peu irritante » (Bescansa, 2015, p. 29) et selon les termes de Pablo Iglesias « (…) une énorme frustration, nous n'avions plus d'intellectuels organiques (ce que Gramsci appelait le parti et qui est beaucoup plus qu'une structure administrative pour se présenter aux élections), nous étions coincés derrière des murs académiques qui nous séparaient de la société et derrière ceux d'une gauche, la nôtre, fortement affaiblie par des maladies infantiles et séniles » (Iglesias, 2014, p. 20). Le discours de Iglesias dénonce de manière concomitante l'absence de producteurs de doctrines et, via ce qu'il appelle les « maladies infantiles et séniles », le parti communiste et les groupuscules dits « gauchistes ». La première accusation vise Izquierda Unida et légitime la création de Podemos, la seconde accusation s'adresse aux membres solidarisés autour de IA, défaits lors du congrès mais rivaux au sein du parti, qu'il s'agit de disqualifier (Iglesias, 2014). A Podemos, la doctrine apparaît comme une composante essentielle de la légitimation dans le champ politique mais également à l'intérieur du parti. Ainsi, l'essoufflement de la gauche proviendrait en fait de l'obsolescence de son corpus doctrinaire – qui comprend aussi bien l'organisation du parti, les axes programmatiques et la rhétorique- et qui se voit imputée en première instance à la fermeture du champ académique auquel ont participé, par leur repli, les universitaires. Ceux-là sont alors

mis en accusation pour avoir accepté et participé au dévoiement du rôle de l'institution. Ce sont les intellectuels qui peuvent remédier à cette dérive en renouant avec la vocation initiale de l'université - produire de la doctrine - et ainsi revigorer du même coup la « gauche » de l'échiquier politique- en appliquant cette doctrine par la conformation d'un nouveau type de formation politique, émancipé des écueils traditionnels.

Les promoteurs brouillent alors les pistes entre les registres scientifiques et politiques, ils exportent le discours partisan dans les revues académiques. Ces contributions paraissent successivement au cours de l'année 2015 : *Teknocultura*, la revue de science politique de la Complutense publie son numéro « Hipótesis Podemos: diálogos, debates » coordonné notamment par Ariel Jerez, l'un des responsable du parti, et dont les contributeurs sont, entre autres, Carolina Bescansa, German Cano, Iñigo Errejón ; la *Revista española* de *sociología* dédie sa section « débat » aux rapports entre Podemos et le mouvement des Indignés et y contribue notamment Joan Subirats, d'abord conseiller municipal à Barcelone avant d'être nommé ministre des université en 2021 à la suite de la démission de Manuel Castells ; la revue *Encrucijadas* publie en 2015 une monographie dédiée à « l'action collective en temps de crise : démocratie, indignation et mouvements sociaux » dans laquelle est publié un entretien fleuve de l'un des fondateur de Podemos.

Ce cadrage proposé par les fondateurs est largement repris dans les médias. En 2016, sort au cinéma le documentaire *Podemos, manual de instrucciones* réalisé par Fernando León de Araona qui, à cette occasion, met sa réputation de réalisateur célèbre au service du projet politique. Il filme les promoteurs de la formation via un tournage entre 2014 et 2015 censé éclairer les coulisses de ce parti nouveau, fabriqué par des intellectuels *outsiders* du champ politique et soutenu sur le terrain par des amateurs. L'initiative est néanmoins présentée comme sérieuse et sont mis en exergue les liens de Podemos avec des personnalités d'envergure internationales (León de Aranoa, 2016). L'esthétique des personnages principaux de Podemos est un enjeu fort dans cette campagne de communication toujours axée sur la transgression : la CadenaSer, chaîne de radio dont la ligne éditoriale est proche du PSOE, en août 2014, décrit Pablo Iglesias comme « transgresseur y compris dans ses tenues »[56]. S'il s'agissait de mettre en avant que ces personnalités ne se conformaient pas aux codes du champ

[56] Voir : https://cadenaser.com/ser/2014/08/06/espana/1407282618_850215.html

académique, c'est désormais l'image d'Épinal de l'intellectuel qui est mise en avant en opposition aux codes du personnel politique, que ceux-là soient oratoires, biographiques ou esthétiques. Ces traits essaiment bientôt dans le paysage médiatique espagnol, y compris dans les programmes satiriques qui se jouent d'ailleurs de ce stéréotype. C'est par exemple le cas de l'émission hebdomadaire *Polonia* diffusé sur la chaine publique catalane Tv3 et où les sketchs parodiques de Podemos mettent en scène le trio formé par Pablo Iglesias, Íñigo Errejón et Juan Carlos Monedero sous les traits des personnages principaux de la série télévisée étatsunienne « *the Big bang Theory* ». Le programme satirique représente alors ces universitaires non-conformistes qui enchaînent les maladresses, diffusant l'idée d'une action politique faite de bricolages successifs et qui se targue, pourtant, d'un lexique complexe et parfois pompeux.

Dans le même temps, le discours partisan insiste sur l'expertise au fondement de ce parti nouveau, c'est ce qu'ils appellent « l'hypothèse Podemos » (Errejón et al., 2015). Ce sérieux est assuré par les caractéristiques épistémiques des dirigeants qui revalorisent le lexique conceptuel- le populisme principalement- et les sciences sociales comme forme d'expertise politique. A cet égard, comme le répète Carolina Bescansa sur au moins trois supports consécutifs (Domínguez & Giménez, 2015) (Bescansa, 2015) (Guedán , 2016), l'opportunité de créer une nouvelle formation a été établi sur la base des conclusions d'une enquête sociologique, donc, au moyen de critères de scientificité éprouvés. En parallèle, les promoteurs brouillent toujours les pistes quant au statut du locuteur, alternativement acteur politique et chercheur. A ce sujet, Pablo Iglesias déclare à regret dans l'introduction de son ouvrage *Disputar la democracia*. *Política para tiempos de crisis* paru en 2014, « je ne peux plus être l'enfant terrible d'antan » (Iglesias, 2014, p. 11) eu égard à son statut de responsable politique, avant d'insister que si dans *Conversación con pablo Iglesias* (Rivero & Iglesias, 2014) paru la même année il relatait le récit du « responsable politique de Podemos » le présent ouvrage est bien la contribution d'un politologue (Iglesias, 2014, p. 12) par laquelle il détaille son diagnostic quant au reflux de la gauche radicale. Ils réactivent le genre littéraire du dialogue avec des ouvrages successivement intitulés *Conversación con Pablo Iglesias* (Rivero & Iglesias, 2014) *ou Conversación con Juan Carlos Monedero* (Lobo & Monedero, 2015) dans lesquels ils proposent leurs analyses des problématiques socio-politiques de l'Espagne à l'aide d'un lexique assimilé à la théorie politique. La rapide ascension électorale de Podemos, qui en fait un projet politique efficace aux yeux du monde et légitime ces fondateurs, s'accompagne de leur irruption dans les

espaces internationaux de production des idées politiques, tels que la *New left review* (Iglesias, 2015) et de leur concours à des ouvrages collectifs qui les ancre comme producteurs de doctrine (Mouffe & Errejón, 2015).

L'usage des références intellectuelles, des supports intellectuels et des intellectuels eux-mêmes comme ressources politiques de la part du promoteur de Podemos donne corps à ce parti-mouvement : c'est l'ambition d'un parti fait par des intellectuels qui se donnent pour mission de former des profanes au savoir de la science du politique. C'est cet aspect que nous allons maintenant aborder à travers plusieurs exemples.

Soulignons que la mise en accusation du champ académique par le groupe promoteur se joue avant la fondation de Podemos, elle est le ressort de la légitimation de Pablo Iglesias dans le champ médiatique : un intellectuel dominé contre les intellectuels dominants. En 2013, à quelques mois du lancement de Podemos, Pablo Iglesias publie *Maquiavelo frente a la gran pantalla* et à l'occasion de la présentation de l'ouvrage en librairie, l'éditeur dit[57]:

> « On m'a envoyé la proposition d'un professeur universitaire. La maison d'édition que je représente, Akal, dispose d'une section académique et d'une section idéologique. Quand on me dit « tu as une proposition d'un professeur universitaire » je pense à la section académique. Et c'est ce qu'il s'est passé. J'ai étudié la proposition, j'y ai jeté un œil, et je suis resté plutôt surpris. J'ai continué à lire. Ça s'améliorait, au point que j'ai dû aller chercher sur internet, voir s'il s'agissait vraiment d'un professeur universitaire (…). Et c'est comme ça que j'ai trouvé Pablo Iglesias, un professeur universitaire qui a l'air de ne pas être un professeur universitaire, avec un discours extraordinairement original et très loin de ce qui se fait dans l'académie espagnole. (…) Quand il est arrivé à la maison d'édition, je me rappelle qu'on m'a dit « il y a un type qui t'attend là-bas », j'ai répondu : « un auteur ? ». Un type, un prof, un auteur avec la proposition la plus originale que j'ai vue depuis des années. »

Si le statut de professeur universitaire de l'auteur vaut bien qu'on étudie la proposition d'édition de l'ouvrage, son intérêt réside dans le fait que, paradoxalement, ni la contribution ni son auteur ne correspondent aux codes attendus du champ dans lequel ils sont censés s'inscrire : avant d'être *outsider* dans le champ politique, celui qui fonde Podemos un an plus tard est déjà présenté comme *outsider* dans « l'académie espagnole », étant entendu que ce statut est

[57] Disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=MVpaKJtvYYg

valorisé positivement. A la suite de cette intervention, Iglesias renforce cet ancrage social en insistant sur sa position marginale dans le champ :

> « J'étais professeur universitaire, pour le dire d'une certaine manière, avec le même contrat que celui que j'ai maintenant, celui d'un intérimaire qui gagne moins de 1000 euros par mois et sans trajectoire intellectuelle reliée à ce qui compte à l'université, le mainstream. Le mainstream, c'est écrire sur ce que les politologues administrativement puissants établissent comme ce qui est important, même si ce qu'ils écrivent, personne ne le lit et qu'en fait ils n'écrivent même plus de livres. Ce qu'ils écrivent, ce sont des articles que personne ne lit, ce sont des entretiens et d'autres choses de ce style qui ont un bon indice d'impact. »

Le fondateur de Podemos décrit sa position comme doublement dominée dans le champ académique puis retourne le stigmate : sa situation économique, en tant que précaire, sa production académique, qui ne répond pas aux canons réels ou supposés de la discipline. Il propose alors une critique des normes post-plan Bologne adossée à une critique aux universitaires dominants, agents de la reproduction de ces normes. Finalement, il retourne le stigmate puisque, en comparaison de ces « articles que personne ne lit » l'ouvrage fait l'objet d'une présentation publique en librairie par l'éditeur qui en fait par ailleurs l'éloge. Ainsi, ce statut de « précaire de l'université » et sa qualité « d'intellectuel engagé » sont en fait des preuves qu'il renoue avec la vocation dévoyée de l'université.

Les leviers de légitimation des promoteurs de Podemos sont ceux « d'intellectuels dominés qui ne bénéficient pas d'une reconnaissance universitaire et n'ont pas accès aux canaux de diffusion les plus légitimes » (Mathieu, 2012, pp. 171-172). Mais l'ancrage intellectuel irrigue plus largement l'ambition des promoteurs de Podemos : remettre les idées au centre de l'action du parti, socialiser les profanes à la science du politique pour favoriser l'apprentissage de références communes et créer l'adhésion. Cette ambition façonne l'architecture de ce parti d'un nouveau genre pensé comme une plateforme de production et diffusion des savoir de la science politique au plus grand nombre.

Ainsi, le parti-mouvement se caractérise par ses multiples ramifications qui convergent vers cet objectif, réinvestissant des pratiques traditionnels des partis de masse, telle la presse partisane, en l'adaptant aux nouveaux outils de communication. La vulgarisation de la science politique et la diffusion du corpus idéel du parti se convertit en trait caractéristique de ce parti d'un nouveau genre. Via l'usage massif des outils numériques, ils créent *la Tuerka, Fort Apache, Otra vuelta*

de Tuerka puis, à partir de 2018, *EnlaFrontera*. Ces programmes protéiformes diffusent un lexique particulier que les militants s'approprient bientôt, donne à connaître des auteurs, tout en étant le relai des revendications ils mettent en avant les cadres du part et sont la tribune des intellectuels organiques. Ils se conforment comme un espace dans lequel circulent des références communes que s'approprient les spectateurs. A côté de ces médias numériques, les dirigeants réactivent aussi les supports traditionnels de la propagande de parti avec l'émergence de la revue *La circular*. Sur tous ces supports Podemos se raconte aussi en proposant par exemple des programmes autoréférencés tels que celui d'avril 2015 où le thème de l'émission, *En clave Podemos,* diffuse à nouveau le récit de la fondation et insère le parti dans une généalogie intellectuelle légitime. Le traditionnel monologue introductif du dirigeant de la formation informe de cette mécanique qui fabrique un univers symbolique commun :

> « à certains moments de leur vie historique, les groupes sociaux se séparent de leurs partis traditionnels. Dans chaque pays le processus est différent bien que le contenu reste le même : la crise d'hégémonie de la classe dirigeante. Ça, c'est Antonio Gramsci qui l'a dit. Tout changement politique dans un sens progressiste passe par la constitution du peuple comme acteur collectif et ça requiert l'agrégation de demandes individuelles qui convergent vers des références communes et dans une certaine dichotomisation de l'espace politique. Ça, c'est Enersto Laclau qui l'a dit. L'unique point de départ concevable aujourd'hui pour une gauche réaliste consiste en la prise de conscience de sa déroute historique. Ça c'est Perry Anderson qui l'a dit. Ce soir, dans *Fort Apache*, on parle de Podemos. »[58]

A ces supports s'ajoutent l'ouverture de locaux, des lieux appelés les *Moradas*, comme celle du centre de Madrid, qui compte trois étages, et leurs répliques à plus petite échelle, les *Moraditas*, comme celle du quartier madrilène populaire de Carabanchel, sur un seul étage. Ces lieux sont distincts des locaux du parti où se réunissent ordinairement les cercles territoriaux et sur lesquels le logo de Podemos est apposé à l'entrée. Les *Moradas* sont gérées par une fondation, elle-même pilotée par le parti, elles présentent une distribution spatiale typique : une bibliothèque dans laquelle on trouve les ouvrages consacrés par le parti, dont ceux des dirigeants, mais aussi la revue du parti ou la *New Left Review* ; un bar avec télévision ; une salle avec une scène réservée aux manifestations culturelles et politiques, des espaces séparés de réunion et de travail. Certains groupements s'y réunissent, notamment les féministes pendant notre enquête, elles s'y retrouvent aussi pour voir les matchs de football ;

[58] Voir https://www.youtube.com/watch?v=t74enbM4mQI

A la Morada on célèbre les résultats du parti, par exemple en 2018 où une fête est organisée après le vote de la motion de censure, c'est aussi l'occasion pour les militants de partager un moment avec les porte-parole du parti qui s'y rendent parfois. Un agenda de manifestations culturelles est organisé par la fondation, entre présentation d'ouvrages, conférences-débats mais aussi concerts et spectacles vivants. La Morada est alors aussi employée comme support de rétribution symbolique du militantisme, offrant l'opportunité aux militants « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » de présenter, par exemple, leur travail de fin de master en public ou à des doctorants d'intervenir auprès de cadres du parti dans le cadre de conférence-débat, ce que nous avons pu constater à plusieurs reprises. A la fin de notre enquête, les bureaux au dernier étage de la Morada de Madrid accueillent des coopératives de l'économie sociale et solidaire qui s'y replient après que la nouvelle majorité municipale a mis fin au dispositif de coworking dans des locaux municipaux.

Entre sociabilité et socialisation à la politique, les *Moradas* fonctionnent en fait de manière très similaires aux *Casas del Pueblo* socialistes du début du XXè siècle, elles-mêmes inspirées des modalités associationnistes qui irriguent le déploiement du républicanisme et de l'anarchisme (avec les *Ateneos*) en revisitant les modalités militantes des *cercles* libéraux. Considérées comme la matérialisation de la doctrine socialiste, le projet est d'ordre culturel et éducatif (Guereña & Tiana Ferrer, 2016). Ainsi, les *Casas del Pueblo* sont aussi ce lieu polyvalent qui comprend la bibliothèque ou le café et hébergent d'autres organisations du tissu socialiste, mais elles témoignent surtout de l'ambition de créer l'adhésion en fabriquant une « forme de sociabilité spécifique qui jouait le rôle de facteur d'identité et de cohésion du groupe » par l'instruction et l'encadrement du temps libre (Navarro Navarro, 2003, p. 478). A Podemos, ce l'invocation du label parti-mouvement désigne ce retour au fondement de l'action politique pilotée par des intellectuels et qui s'appuient sur des modalités associationnistes.

Les éléments que nous avons restitués ici font de ce label parti-mouvement une catégorie très ancrée à la fois dans l'histoire de l'interventionnisme des intellectuels dans le champ politique espagnol et de l'histoire militante du mouvement ouvrier, sans que ce ne soit jamais formulé comme tel. En effet, ce sont plutôt les origines latino-américaines et contemporaines du label qui tendent à être invoquées à première vue, à travers sa circulation au sein du CLACSO, du parcours professionnel mis en exergue par les dirigeants et du lexique qu'ils emploient revendiqué de la théorie populiste.

Pendant notre enquête, les courants intra-partisans revendiquent tous le label « parti-mouvement », singulièrement pendant les congrès tel Vistalegre II où il est brandi par les trois listes en concurrence qui s'en prétendent les meilleurs défenseurs. A cette occasion, le label signifie le « véritable Podemos » contre ceux qui tentent de le pervertir. Mais si son usage recèle des divergences sur le plan organisationnel, sur lesquelles nous reviendrons dans la section suivante, un élément reste structurant : le parti-mouvement émane toujours d'une doctrine. En 2020, la revue de politique en ligne latino-américaine *Jacobinlat* a proposé aux principales figures du parti de donner chacune leur version de l'histoire de la désagrégation de Podemos. A cette occasion, l'un des fondateurs, à l'origine de la première scission indique :

> « J'ai été fondateur de Podemos, directeur de toutes ses campagnes électorales jusqu'en 2016, Secrétaire politique et porte-parole parlementaire de cette formation qui est, et sera toujours, une partie de ma biographie personnelle, intellectuelle et militante. De plus, j'ai été, possiblement, la référence la plus célèbre de ce que je décris comme le « secteur national-populaire » pour identifier ceux qui partagent l'hypothèse politique du premier Podemos et qui avons marqué son cap jusqu'en 2016 (…). *Anticapitalistas*, une force politique de matrice trotskiste – « marxiste-révolutionnaire » diraient-ils - a sincèrement fait le pari de cette expérience [Podemos] et a été cruciale pour sa naissance, même si elle n'a jamais partagé ni « l'hypothèse populiste » ni la stratégie qui en dérivait et qui allait guider Podemos pendant toute sa première phase. A l'heure de l'évaluation, on peut affirmer que ces deux courants ont été les deux courants intellectuels et politiques qui ont cohabité à Podemos et qui se sont livrés une dispute intellectuelle et politique pour l'orientation du projet : une âme nationale-populaire et une âme gauchiste ». (Errejón, 2020)

Dans ce récit, Pablo Iglesias est désigné comme le leader d'une *camarilla*, disqualifié politiquement par le truchement d'une disqualification intellectuelle. Plus largement, à Podemos, la légitimité intellectuelle et la légitimité d'origine (le statut de fondateur) sont les deux dimensions de la légitimité intra-partisane.

Le label « parti-mouvement » est inextricable d'un Podemos « laboratoire d'idées et d'expérimentation ». Il est l'ambition de replacer l'action intellectuelle et la création d'un univers symbolique commun au centre de l'action politique. Tant dans ses fondements que dans sa traduction pratique, il s'inscrit dans une tradition de l'interventionnisme des intellectuels dans le champ politique et réinvestit le répertoire des partis de masse du début du XX^{e} siècle.

Dans la section suivante, nous abordons un autre aspect essentiel de la labélisation comme parti-mouvement : le mythe des origines contestataire. Cet aspect donne à voir plus

spécifiquement la manière dont des imaginaires politiques concurrents irriguent deux versions du parti-mouvement.

2. Le mythe des origines contestataires

Comme nous l'avons souligné dans le chapitre antérieur, lors du scrutin de 2014, plusieurs partis se déclarent dépositaires du mouvement anti-austérité, dont Podemos. L'usage politique du mouvement par les porte-parole de Podemos s'est traduit par la « filiation savamment mise en scène » (Nez, 2015, p. 86) du « parti connecté à un mouvement » (De Nieves, 2015, p. 26). Dans l'introduction de ce travail, nous avons restitué l'état de la littérature concernant les continuités et discontinuités entre Podemos et le mouvement contestataire ainsi que le consensus qui se dégage quant à leurs différences saillantes, notamment le rapport au principe représentatif et aux médias. Avec le repositionnement du registre de l'expertise, il s'agit des deux principaux ressorts de l'entreprise de légitimation de Podemos, dans un contexte de disqualification de la forme-parti et de la classe politique.

Dans cette section, nous déplaçons la focale et abordons les enjeux que soulèvent le « 15M » en tant que forme mythifiée du mouvement. Le mythe des origines contestataire est un rouage essentiel du « roman de parti » (Pudal, 1989, p. 23) mais il fait l'objet de lectures différenciées. Elles dénotent les imaginaires politiques concurrents qui participent de la consolidation des courants à Podemos et, en creux, permettent de mieux comprendre les différentes versions du parti-mouvement. Alors que Anticapitalistas met l'accent sur le potentiel « démocratique » des assemblées, le courant majoritaire insiste sur les manifestations, la force du nombre et les revendications « démocratiques ». Le 15M constitue aussi une « matrice d'identification » (Ethuin, 2006, p. 49) pour nos enquêtés, en dépit d'expériences contrastées dans le mouvement contestataire. Ils ont tendanciellement participé aux manifestations mais présentent un rapport critique aux assemblées, indépendamment de leur degré effectif de participation au mouvement des places. Ce parcours typique se situe à l'intersection des profils à faible capital militant primo-entrant dans le champ partisan et des profils présentant un fort capital militant spécifiquement accumulé à Izquierda Unida. En creux, ces deux lectures du 15M et les

représentations de nos enquêtés (en tenant compte de leurs parcours) informent de la distance ou de la proximité entretenue par les différents secteurs de Podemos avec le registre contestataire qui se déploie dans les assemblées. Ces éléments permettent plus largement d'appréhender les rapports entretenus par le parti avec le tissu contestataire et sur lesquels nous nous attarderons plus spécifiquement dans le cinquième chapitre.

Dans la première sous-section, nous retraçons la fabrique des lectures du 15M puis nous nous attardons sur leurs usages à Podemos. Dans la seconde sous-section, nous restituons l'articulation entre une critique du mouvement par l'expérience et une identification au 15M de la part de nos enquêtés.

2.1 La fabrique du 15M et ses usages à Podemos

Etienne Balibar souligne la dimension mythique de Mai 68 en indiquant que « les règlements de comptes posthumes ne sont pas près de finir, et les historiens professionnels eux-mêmes y ont part » (Balibar, 2020, pp. 88-90). Le mouvement social espagnol qui se déploie lors de la Grande Récession est quant à lui devenu « le 15M ». Dans cette première sous-section, nous restituons la fabrique de ce 15M et avec elle, l'émergence de deux lectures différenciées. Elles disputent l'espace privilégié de la subversion et la pratique contestataire qui lui est associé : d'un côté, les places avec les assemblées dans lesquelles s'intriquent l'éthique et le politique, de l'autre côté, la rue avec les manifestations, les revendications scandées et la force du nombre. Bien qu'elles ne soient initialement pas contradictoires, elles s'inscrivent dans des imaginaires politiques spécifiques dans lesquels puisent les courants internes à Podemos.

La première lecture met l'accent sur les assemblées et la portée politique des prescriptions éthiques dont elles seraient dotées, elle est d'abord portée par des intellectuels proches de la mouvance libertaire et/ou tenants de la théorie des nouveaux mouvements sociaux. Elle circule dans les secteurs militants, notamment auprès de Izquierda Anticapitalista, devenue Anticapitalistas au sein de Podemos. Elle justifie par la suite les préconisations organisationnelles de ce courant et sert de levier dans les luttes intra-partisanes. La seconde lecture insiste sur la force du nombre et des revendications constitutives d'une fenêtre

d'opportunité électorale, un potentiel de politisation qu'il serait nécessaire de canaliser. Elle est portée par des intellectuels qui se réclament de la théorie populiste et par le second groupe promoteur de Podemos, majoritairement issu de Izquierda Unida et sensible à la théorie populiste. Cette lecture est utilisée comme un principe unificateur, permet d'accréditer la filiation en mettant l'accent sur la continuité des revendications.

Pour comprendre la force de ce mouvement contestataire devenu 15M et ce qui se joue à travers les controverses qu'il suscite, il suffit de s'attarder sur l'espace qu'il occupe conjointement dans la production intellectuelle et les bibliothèques des militants. Dans la librairie militante madrilène Traficantes de Sueños, les livres à la vente sont classés par catégorie. Sur l'étagère dédiée aux *movimientos sociales,* une décennie après la contestation, presque deux étages sont dédiés à ce qui est intitulé « 15M », l'étiquette légitime en Espagne pour évoquer et invoquer le mouvement. Comme Mai 68, le 15M fait lui aussi l'objet « d'entreprises de commémoration » (Lacroix, 1999, p. 148), telles celles organisées à l'occasion de l'anniversaire des dix ans du mouvement, marquées par de multiples « cérémonies du souvenir » (Lacroix, 1999, p. 149). Elles se déroulent sur les places mais aussi dans les universités, comme celle de Grenade, où c'est alors l'occasion de remettre sur la table les écueils de la « traduction » du mouvement opérée par Podemos : l'absence de « démocratie interne » rapportée à la verticalité exacerbée du pouvoir est mise en accusation. Si l'occasion est celle des dix ans du mouvement, Podemos est au centre de la discussion et avec lui, le concept de « démocratie ».

A l'occasion des dix ans du mouvement, les intellectuels s'emparent aussi du débat et mettent sur la table le bilan de Podemos. Certains intellectuels organiques du parti formulent des *mea culpa* dans la presse, pris dans un contexte de désagrégation de l'organisation favorable à l'expression des prises de position en faveur de la dissidence. Ainsi, German Cano, philosophe soutien de la première heure du groupe promoteur dit de la Complutense, spécialiste du populisme puis réputé proche du courant errejonista, déclare à propos du dernier ouvrage du sociologue Amador Fernández-Savater, soutien du mouvement contestataire et auteur de *La fuerza de los débiles* (2021) :

> « On a parlé de Podemos comme de la « traduction institutionnelle » du 15M. Amador fait bien d'approfondir le sens concret de ce geste. Dans la mesure où il réfléchit sur le parcours d'un « sí se puede » pluriel, horizontal, prudent, puissant dans son articulation des « fragilités », à un

> « Podemos » suffisant (…) il nous interpelle profondément, nous qui avons vécu, qui avons souffert, qui nous sommes passionnés pour cette transition, où peut-être nous qui nous sommes mépris, nous qui nous sommes trahis ou nous qui avons procédé à une fuite en avant, embrassant une érotique du pouvoir vertigineuse, aussi séductrice qu'épuisante. » (Fernández-Savater & Cano, 2021)

Ces attributs que sont la pluralité, l'horizontalité, la prudence, la puissance, sont autant de vertus qui transforment le mouvement contestataire, évènement historique, en 15M, la forme mythifiée du mouvement. Paradoxalement, le mythe semble désormais se renforcer à la mesure que des manquements de Podemos envers lui sont recensés : ainsi, plus on critique ce qu'est devenu le parti, plus on fait l'apologie du 15M. A Podemos, les dix ans de la contestation donnent plus largement lieu à un nouvel examen de fond en comble du parti et avec lui, la résurgence du concept de parti-mouvement. Il ne désigne plus un état de fait mais un horizon à atteindre : le fondateur de Podemos Juan Carlos Monedero, politologue, entreprend de réviser le concept, il s'éloigne des prescriptions populistes et plaide pour une lecture des travaux de Kitschelt sur les écologistes (Monedero, 2022).

Les lectures du mouvement et les prescriptions qui en dérivent ne sont pas statiques, au contraire, elles font l'objet d'ajustements voire de repositionnements suivant l'état des luttes intra-partisanes et la conjoncture politique. Mais la constante reste que Podemos ne cesse d'être mesuré à l'aune de ce mouvement originel, une sorte d'indicateur en surplomb, créature que ses porte-parole ont largement façonnée et dont ils peinent maintenant à s'émanciper : il est l'ancrage du parti-mouvement, le mythe des origines. La construction du 15M et les luttes de classement dont il fait l'objet s'écrivent dès 2011.

La transcription du mouvement contestataire et avec elle l'écriture du 15M commencent dès l'automne 2011. Le philosophe de tendance libertaire Carlos Taibo publie alors *el 15M en sesenta preguntas,* ouvrage qui mêle le témoignage à l'analyse des enjeux du mouvement. Dans cet ouvrage cadre, il explique l'influence motrice des organisations étudiantes et des collectifs d'approche libertaire, qu'il nomme les « mouvement sociaux alternatifs », soulignant que certains acteurs multi-positionnés favorisent des vases communicants entre ces deux branches promotrices. Il insiste sur les fondements libertaires des assemblées, décrit les manifestations massives, détaille les motifs de la colère, explique l'ambivalence des réactions du champ politique. Mais il perçoit surtout la conformation de deux tendances au sein du mouvement qu'il explicite ainsi : la première, qu'il qualifie de « citoyenniste » (*ciudadanista*), tente selon lui

d'influencer le champ politique en formulant des revendications concernant principalement la lutte contre la corruption ou la réforme du mode de scrutin ; la seconde, qu'il désigne comme « anticapitaliste », renferme le potentiel révolutionnaire, et celui-ci réside principalement dans les pratiques militantes confondues avec le dispositif de l'assemblée. Il ne conçoit la longévité du mouvement qu'au prix de sa radicalisation vers la seconde tendance. Ce premier cadrage du mouvement contestataire est essentiel dans la fabrique du 15M : l'auteur ancre le nom légitime de la protestation en s'inscrivant en faux contre l'étiquette des « Indignés » popularisée selon lui principalement par les médias espagnols, lui préférant celle de « 15M », par laquelle les activistes désigneraient eux-mêmes la protestation ; tant dans les milieux militants qu'académiques espagnols, c'est cette dernière étiquette qui s'impose actuellement face à la seconde, tombée en désuétude. Le trait extraordinaire, hors norme, ciment de la mythification, est déjà très présent : « je me limite à certifier qu'aucun événement enregistré dans les dernières décennies n'a acquis l'importance et la signification que suppose à cette heure le mouvement 15-M » (Taibo, 2011, p. 5).

Un an plus tard, Manuel Castells, sociologue futur ministre des Universités du gouvernement de coalition entre Unidas Podemos et les socialistes, publie *Redes de indignación y esperanza*, ouvrage qu'il dédie à celui qu'il désigne comme son « père intellectuel », le sociologue Alain Touraine. La thèse qu'il défend est proche de celle du philosophe, mais le lexique est ancré dans le champ sémantique des nouveaux mouvements sociaux. Le sociologue déploie une caractérisation typique de ces mouvements des places, au fondement de laquelle se trouve l'assemblée et l'intrication entre des attributs éthiques et la portée politique :

> « La transition de l'indignation vers l'espoir se réalise au moyen de la délibération dans l'espace autonome. (…) Ce sont habituellement des mouvements sans leader. (…) Il s'agit à la fois d'une procédure organisationnelle et d'un objectif politique : établir les bases d'une future réelle démocratie en la pratiquant au sein du mouvement. (…) Ensemble, nous pouvons (Juntas, podemos). L'horizontalité des réseaux favorise la collaboration et la solidarité, sapant la nécessité d'une direction formelle. C'est pour cela que ce qui semble être une forme inefficace de délibération et de prise de décision est en fait la base nécessaire pour créer de la confiance, sans laquelle il serait impossible de mener une action commune face à une culture politique caractérisée par la compétition et le cynisme. Le mouvement développe ses propres antidotes contre la prévalence des valeurs sociales contre lesquelles il lutte. Voilà le principe constant qui surgit des débats au sein de tous les mouvements : non seulement la fin ne justifie pas les moyens, d'ailleurs, le moyen représente en lui-même les objectifs de la transformation souhaitée. » (Castells, 2012, pp. 214-216)

La mythification du mouvement présente ainsi deux niveaux : l'épique, inextricable de son caractère extraordinaire et de son potentiel subversif ; l'éthique, quant à elle, impose des normes de conduite à l'aune d'une redéfinition des interactions sous l'égide de valeurs de coopération, de convivialité, de confiance, dans un « espace autonome » (Castells, 2012, p. 214). Cette intrication entre l'éthique et le politique par l'intermédiaire des pratiques fait peut-être du 15M le nouvel avatar d'une thèse plus ancienne dans laquelle la subversion de l'ordre établi réside déjà dans la pratique militante, et en l'espèce, dans le dispositif spécifique de l'assemblée. Cette thèse met en valeur ce qui est généralement désigné par le néologisme « *asamblearismo* ».

Elle est alors notamment soutenue par Manuel Castells à partir du cas du *movimiento vecinal* du franquisme tardif dont les assemblées sont considérées comme des « école de la citoyenneté » où l'apprentissage de la démocratie en contexte autoritaire se réalise par la pratique dans des interstices d'autonomie. Le mode d'organisation du mouvement – réticulaire, horizontal- et les pratiques militantes sont là aussi un vecteur de politisation et de subversion, elles ont « un impact décisif en étendant la clameur pour la démocratie à des secteurs sociaux sans expérience de la lutte politique » participant ainsi au déclin du régime (Sánchez León & Pérez Quintana, 2008, p. 22). Puis, le mouvement s'institutionnalise sous l'impulsion des socialistes qui sont mis en accusation, étant entendu que l'institutionnalisation conduit à la dénaturation du potentiel subversif et donc au déclin du mouvement. Dans une certaine mesure, le débat que nous relations plus haut quant à la « traduction » du 15M par Podemos présente des similitudes avec cette première controverse. En creux, elle permet de mieux comprendre l'émergence de ce label parti-mouvement qui vise probablement aussi à distinguer Podemos spécifiquement des socialistes, d'autant plus que l'institutionnalisation de la contestation pendant la décennie socialiste est une thèse incorporée par les milieux militants. En effet, comme nous l'avons souligné dans le chapitre antérieur, les militants de Podemos ont en commun leur vif rejet du PSOE qu'ils soutiennent notamment en vertu de cette mémoire de l'institutionnalisation synonyme de dénaturation et de déclin des associations de quartier. Nous verrons dans le dernier chapitre de ce travail que cette représentation imprègne aussi les militants de l'espace des mouvements sociaux, constituant plus spécifiquement un point de convergence entre les activistes féministes de la Comisión 8M et les militants de Podemos.

Face à cette lecture d'approche libertaire qui insiste sur le potentiel subversif des assemblées, une seconde lecture se fait jour. Ayant pour dénominateur commun le premier niveau de mythification, l'épique, elle déplace le lieu de la subversion des places vers la rue. L'accent est alors posé sur les revendications et la force du nombre dans les manifestations.

Dès 2011, les futurs porte-parole de Podemos eux-aussi proposent leur lecture du mouvement, elle ne converge qu'en partie seulement avec celles préalablement citées. Juan Carlos Monedero et Pablo Iglesias publient l'ouvrage *Que no nos representan* par lequel ils contribuent au consensus naissant autour du statut du mouvement qui devient « 15M » : le caractère hors norme est proclamé, loin de la « protestation classique » (Monedero & Iglesias, 2011, p. 93), ce qui est en train de se dérouler, quelle que soit l'issue, relève déjà de l'extraordinaire. Les valeurs éthiques sont brièvement soulevées, dirigées spécifiquement à l'attention des partis politiques : « le 15M détient quelque chose qu'a perdu la gauche : la sincérité et la joie » (Monedero & Iglesias, 2011, p. 98). Le mouvement est mis en sens par son inscription dans une généalogie militante, mais ce ne sont pas les fondements libertaires des assemblées qui servent de point d'ancrage, elles occupent d'ailleurs un espace moindre face à l'exaltation de la force du nombre. Ainsi, la pluralité des trajectoires et le nombre de participants permettent de faire l'analogie avec le mouvement social contre l'entrée dans l'OTAN, considéré comme évènement fondateur de Izquierda Unida en 1986 et présenté comme le dernier sursaut de la gauche espagnole. Sans toutefois appeler explicitement à la fondation d'un nouveau parti politique, les deux politologues en rappellent l'importance dans le système parlementaire espagnol : le problème n'est pas le parti politique mais les partis existants, de surcroît en compétition dans le cadre d'un mode de scrutin injuste qu'il faut nécessairement réformer (Monedero & Iglesias, 2011, pp. 119-121). Les auteurs mettent ainsi l'accent sur ce qui est selon eux l'une des principales revendications du mouvement, la dénonciation du mode de scrutin qui s'exprimerait à travers ce « *no nos representan* » : le cœur de l'ouvrage consiste à défendre la mise à l'agenda politique d'une réforme institutionnelle, singulièrement du mode de scrutin, se faisant peut-être l'écho de ce que le philosophe Carlos Taibo désigne comme la tendance « *ciudadanista* » que nous relevions plus haut (Taibo, 2011). Surtout, chez les deux politologues, *el asamblearismo* ne fait l'objet d'aucun éloge particulier : « si sa principale force [du mouvement] a été son absence de direction, de structure et de programme, sa principale faiblesse se situe aussi dans ces absences » (Monedero & Iglesias, 2011, p. 103). La même année, le politologue Íñigo Errejón,

futur fondateur de Podemos, propose une analyse dite « néogramscienne » du mouvement : le trait du 15M réside dans sa capacité à transcender les clivages idéologiques et à relégitimer dans le débat public des thématiques jusque-là marginalisées, il explicite alors la relégation des assemblées à un second plan : ce qui compte, c'est le « discours "démonstratif" dirigé vers la mise en accusation des élites et du statut quo, plutôt que le discours "délibératif" et ses pratiques d'innovation de la participation politique. » (Errejón , 2011, p. 122).

Cette lecture converge avec les préconisations formulées dans *Agonistique* par Chantal Mouffe. Elle fustige le rejet du principe représentatif du mouvement des Indignés (leur aversion au « dirigeant »), l'encensement des assemblées au détriment du parlementarisme (Mouffe, 2014, pp. 127-128). Là où Taibo considère le mouvement ne peut que perdurer sous l'égide d'un enracinement des assemblées, Mouffe annonce, au contraire, la disparition du mouvement si aucun relais institutionnel ne se fait l'écho des revendications (Mouffe, 2014, p. 96). Et de s'inscrire en faux contre la première lecture du mouvement :

> « Ce genre d'opinion est populaire parce qu'elle s'accorde avec l'idée, en vogue dans les secteurs de gauche, que la Multitude peut s'auto-organiser tout en évitant de prendre le pouvoir et de devenir l'Etat. Il est alarmant de retrouver cette approche antipolitique chez les activistes impliqués dans les divers mouvements des indignés, car elle exclut d'avance leur possibilité de mettre au point une stratégie de lutte adéquate. » (Mouffe, 2014, p. 142)

Podemos apparaît comme le réceptacle de ces deux lectures, témoin d'une lutte de classement pour le cadrage du 15M. La première version est l'apanage du groupe issu de Izquierda Anticapitalista, la seconde est privilégiée par le dit groupe de la Complutense et qui dirige le parti dès 2014. Les fondateurs de Podemos exploitent alors la mémoire de ce 15M qu'ils ont façonné. Pendant notre enquête, la filiation parti/mouvement est toujours très présente : l'épique du 15M est régulièrement invoqué pour rappeler les origines contestataires de Podemos pris dans l'institutionnalisation, le mythe des origines est également utilisé pour solidariser les militants dans un contexte de lutte interne. Mais à la fondation du parti, la distinction des promoteurs du parti-mouvement face au reste de la classe politique se réalise aussi au moyen de l'ajustement des valeurs éthiques mises en exergue dans la première lecture du mouvement au profit de leur personnalisation.

En effet, la campagne de storytelling associé au lancement du parti vise à distinguer les promoteurs du reste de la classe politique et pour se faire, les valeurs éthiques sont mises en valeur. Les relations au sein du groupe promoteur se réaliserait l'égide de convivialité à travers des mises en scène de la camaraderie au sein du groupe promoteur. Podemos a ainsi été fondé par « une équipe où l'affection dominait » et où les « affinités étaient très vives, intuitives » (Domínguez & Giménez, 2015, p. 69). Cette atmosphère à la fois bienveillante et conviviale est représentée dans les locaux du parti, par exemple à la Morada à Madrid où est affichée une galerie permanente de portraits des porte-parole alternant les instantanés où ils s'enlacent affectueusement ou rient avec alégresse. En 2016, année de la répétition des élections générales et alors que le parti est déchiré par ses luttes internes, paraît l'ouvrage *Podemos, una historia colectiva* (Guedán , 2016) qui passe en revue la genèse du parti et surtout, réintègre des personnalités issues de IA, initialement exclues du récit fondateur : il s'agit de mettre enfin harmonieusement en musique cette *histoire collective*, titre de l'ouvrage, en s'attardant sur les liens amicaux, l'entraide, la solidarité, mais aussi la pluralité des trajectoires et des stratégies de ces différents membres promoteurs, cordialement exprimées. Plus largement, à Podemos, on approuve des « codes éthiques » dans les congrès successifs, pétition de principe non contraignante, comme pour être conjointement des héritiers dignes du 15M et les tenants du parti d'un nouveau genre : on limite les salaires perçus par les élus, on impose un « portail de transparence » en ligne où est consigné le patrimoine des élus de Podemos, on s'engage pour une gestion vertueuse des conflits.

Lors de notre enquête, côté direction, le 15M fonctionne toujours comme un principe unificateur des militants dans un contexte marqué par de fortes luttes internes. Parmi les « références commémorées » (Lacroix, 1999, p. 159), la Puerta del Sol, la force du nombre et les revendications : le 23 avril 2017, Podemos organise un rassemblement contre la corruption à la Puerta del Sol, le dirigeant régional du parti à Madrid appelle à retrouver « l'élan du 15M, le jour où nous avons pris la rue et les places » avant que Pablo Iglesias ne s'exclame « ici où nous nous sommes réunis en 2011 pour dire non à la corruption ».

Mais à l'inverse, la première lecture du 15M est régulièrement réactivée pour mettre en accusation la direction, notamment de la part de Anticapitalistas, qui désigne le parti à la troisième personne, comme pour s'en détacher : « alors que le 15M a profondément questionné la culture de la délégation politique, Podemos l'a réutilisé jusqu'à l'extrême » (Sylone

(eds), 2016, p. 2016). A plusieurs reprises, lors de primaires internes, des listes se légitiment en faisant appel à la seconde lecture du 15M : en 2018 « l'équipe 15M » revendiquent une réforme du mode de calcul d'attribution des sièges lors des primaires. D'autres font appel à la première lecture : le 1er juillet 2019, un courrier électronique d'un collectif intitulé "origine" est envoyé à tous les cercles de Podemos.

> « Chers et chères compañeras/os des cercles sectoriels et territoriaux de Podemos,
>
> En el Círculo de ***, nous croyons que l'organisation du parti est la manière démocratique et légaliste d'être le reflet de la société que nous souhaitons (…) contre la logique des familles. Tant que nous serons tous soumis aux mêmes normes, avec les mêmes objectifs, la direction ne sera jamais plus importante que les bases.
>
> Pour réussir cela, nous devons présenter un document organisationnel lors de Vistalegre III, qui défende l'esprit originel de Podemos et les droits des inscrits. (…)
>
> Pour notre propre 15M au sein de Podemos »

Ces lectures divergentes, nourries d'imaginaires politiques en concurrence, participent à consolider les courants intra-partisans. A Podemos, le mythe des origines est employé comme un principe unificateur par la direction, mais des usages concurrents servent à légitimer des critiques en interne. Dans une seconde section, nous nous attardons sur la mécanique d'identification de nos enquêtés au 15M en dépit d'expérience biographiques contrastées dans le mouvement.

2.2 Les militants de Podemos et le 15M

> « Je ne me considère pas participante du 15M, si je te disais le contraire, je te mentirais, mais je considère que j'en fais partie. »[59]

Dans cette seconde sous-section, nous démêlons les liens entre nos enquêtés et le mouvement contestataire : nous mettons en évidence l'articulation entre l'identification au 15M et la

[59] Entretien réalisé avec Lola, le 7 septembre 2018.

participation contrastée au mouvement contestataire. Si le passage du mouvement tangible à l'abstraction, « l'esprit de Sol » (Marzolf & Ganuza, 2016) est déterminant pour la construction du mythe, il est aussi essentiel dans le processus d'identification de nos enquêtés au 15M.

Avant de restituer nos résultats, nous voulons éclaircir brièvement l'usage que font nos enquêtés du vocable 15M. Ils informent des réceptions des différentes lectures du 15M. Au premier plan, celui de l'expérience individuelle, le 15M est employé comme une métonymie pour désigner les assemblées sur les places. Il sert alors d'indicateur pour réviser à la baisse le degré de participation que la personne estime avoir eu au sein du mouvement, en dépit par exemple du fait d'avoir manifesté. Cet usage témoigne d'une hiérarchisation des répertoires d'action du mouvement, le 15M signifie les assemblées. Cette acception du terme est également valable pour désigner des personnes : nos enquêtés parlent par exemple des « *15mayistas* » ou « gens du 15M », c'est-à-dire les personnes qu'ils considèrent avoir été les membres les plus actifs des assemblées et desquelles ils tendent à se démarquer. Au second plan, le 15M est une expérience proprement symbolique : les enquêtés disent « *formar parte* » (faire partie) ou « *sentirse identificado* » (s'identifier) d'un esprit de protestation.

Nous recensons d'abord les modalités de participation que présentent tendanciellement nos enquêtés, un rapport distant aux assemblées et un repositionnement vers les manifestations. Il correspond à des profils présentant un faible volume de capital militant et structuré autour de participations antérieures à des manifestations/incursions ponctuelles dans le tissu associatif. Dans notre seconde sous-section, nous abordons le rapport critique de nos enquêtés aux assemblées, point de convergence avec nos enquêtés présentant un fort capital militant mais également avec ceux qui ont participé à un degré plus important aux assemblées. Finalement, dans notre troisième sous-section, nous restituons les discours d'identification au 15M et évoquons la sélection à laquelle procèdent tendanciellement nos enquêtés parmi l'offre disponible des lectures du 15M à Podemos.

2.2.1 Distance des assemblées, proximité des manifestations

Marie : « tu as participé au mouvement des Indignés ? »

> Carla : « très superficiellement. Très très superficiellement. C'est vrai que je me suis sentie interpellée par ce qu'il se passait, j'y suis passée [à la puerta del Sol], j'ai assisté à plusieurs assemblées… mais je crois que quand tu n'as pas vraiment un profil de grande activiste et que tu es un peu timide, que tu ressens une forme de pudeur à l'idée de parler en public… ce n'était pas vraiment fait pour moi le 15M. Mais je suis beaucoup sortie dans la rue, il y a eu beaucoup, beaucoup de manifestations à cette époque-là. Je ne te parle pas de petits rassemblements, je te parle de manifestations massives ».[60]

Les propos de Carla, ex-militante de Podemos, engagée à l'occasion de la campagne des européennes de 2014 et désengagée fin 2016 fournit un exemple du récit majoritaire récolté en entretien concernant la participation de nos enquêtés au mouvement social anti-austérité : un rapport distancié avec les assemblées des places, un rapport étroit aux manifestations. Ces personnes présentent un faible capital militant, elles sont des habituées des manifestations, ont réalisé des incursions ponctuelles et de faible intensité dans le champ militant, généralement dans le secteur associatif. Sympathisante de la cause, elle se « sent interpellée », mais se distingue de ce qu'elle appelle « le profil de grande activiste ». Cette distinction est au cœur du rapport distancié aux assemblées : la structure du capital militant de nos enquêtés explique la tendance au repositionnement vers la manifestation, un répertoire d'action auquel ils sont socialisés et, en retour, un désajustement avec le registre contestataire de l'assemblée. Comme nous l'observons, notre enquêtée assimile prioritairement le mouvement contestataire, qu'elle appelle « 15M » aux assemblées sur la place, indique alors n'avoir participé que « très superficiellement ». Puis elle se reprend- « mais »- et évoque les manifestations.

A l'aune de l'analyse ethnographique du mouvement des places, Adriana Razquin, a souligné l'hétérogénéité des degrés de participation au mouvement des places. Pour appréhender cette pluralité, elle propose une typologie et note le resserrement progressif de la composition des assemblées vers le premier profil identifié (Razquin, 2017, pp. 132-136).

- Les « militants » occupent le rôle promoteur des assemblées, présentant une longue trajectoire contestataire, ils sont ceux qui rendent possible la continuité du mouvement (gestion logistique, dialogue avec la police) et diffusent les normes de participation (gestuelle, distribution de la parole). Du fait de ce rôle promoteur, ces personnes accumulent une forme de prestige auprès du reste des participants primo-entrant dans

[60] Entretien réalisé avec Carla, le 20 décembre 2018.

le militantisme mais également « les détestations et inimitiés les plus viscérales » (Razquin, 2017, p. 136), notamment parce qu'elles tendent à vouloir conserver cette position dominante.

- Les « observateurs participants » constituent la seconde couche du mouvement. Ils « sympathisent avec les objectifs et les activités développées mais ne participent pas activement au processus de l'assemblée ni aux structures organisationnelles. (…) Ils méconnaissent les coulisses des luttes de pouvoir au sein du mouvement » (Razquin, 2017, p. 134). Caractérisés par des incursions ponctuelles dans les assemblées, ils formulent des propositions mais elles prospèrent rarement ; ils repositionnent souvent leur participation vers des prises de parole sur les canaux digitaux, singulièrement les réseaux sociaux.
- Les « observateurs purs » forment la troisième couche du mouvement des places. Proche de l'auditoire, c'est un public de curieux réunis autour des protagonistes de l'assemblée. Les « observateurs-purs » vont et viennent, ne prennent généralement pas la parole. Si leur rôle proprement militant est résiduel, leur rôle politique est essentiel. D'une part, leur présence atteste un important nombre de participants, ce qui constitue une garantie, ou une preuve, à la fois de l'ouverture et de la force du mouvement. D'autre part, ils sont les « agents de contrôle au regard desquels on oriente les pratiques » (Razquin, 2017, p. 136), c'est-à-dire qu'ils contraignent tacitement les membres promoteurs du groupe à ajuster le déroulé et le registre de l'assemblée dans l'objectif de maintenir la présence de ces profanes.

Cette typologie s'avère féconde pour appréhender la participation de nos enquêtés au mouvement : la majorité d'entre eux font partie de la catégorie des « observateurs-purs » des assemblées, une minorité s'inscrit dans la catégorie des « militants ». C'est sur le premier profil que nous nous concentrons dans cette sous-section.

> Marie : « tu as participé au mouvement des Indignés ? »
>
> Noah : « Oui et non (*rire*), c'est-à-dire que je travaille juste au-dessus de la Gran Via, donc je passais tous les jours devant [la Puerta del Sol.] Il y a eu des après-midis où en descendant je m'arrêtais un peu pour voir, pour écouter, voir un peu comment ça fonctionnait, mais je n'ai pas vraiment participé. Après, les assemblées se sont faites dans les quartiers, ça s'est désagrégé pour ainsi dire, là je n'y

> suis plus allée. Il faut dire que c'était très compliqué de savoir où ils se réunissaient, quand, comment ça fonctionnait, c'était devenu un peu compliqué. »[61]

Nous observons la hiérarchisation des répertoires d'action du mouvement en faveur d'un resserrement vers les assemblées. Notre enquêtée s'arrête à l'assemblée en revenant du travail parce que c'est sur son chemin, elle observe, repart. Lors de l'entretien, elle n'évoque pas spontanément les manifestations à l'évocation du mouvement.

Dans un contexte de diversité de l'offre contestataire, nos enquêtés ont eu tendance à repositionner leur participation vers d'autres pratiques du répertoire d'action, singulièrement la manifestation. C'est ce que nous observons à travers trois exemples :

Exemple 1 : Juan s'est engagé en 2016 à Podemos, d'abord comme volontaire lors de la campagne pour les générales de juin, il s'est désengagé au printemps 2018 après la consultation interne de révocation du Secrétaire général dite « consultation du chalet ». En 2011, il a la trentaine, travaille en freelance dans l'audiovisuel et s'est déjà rendu à des manifestations, notamment celles contre la guerre en Irak.

> « Moi, j'ai participé au 15M…enfin, j'ai été un peu « militant-canapé » pour être honnête (*militante de sofa) (rire).* Je veux dire que je n'ai pas vraiment participé, mais j'ai beaucoup suivi ce qu'il se passait, à la télévision et sur internet, ça m'a vraiment ému. Les assemblées, celles dans les quartiers, je n'y suis jamais allé. Je suis allé à l'*acampada de Sol* quelques fois, le 16 (mai) par exemple j'y étais. Je suis resté un peu, mais comme je te dis, quelques fois et très peu de temps, pour voir. Mais je suis allé aux grandes manifestations, même à *Rodea el Congreso*, pour te dire, oui j'y étais. Sortir quelques heures, être là, crier (*pegar unos gritos*), ça permet d'évacuer toute cette colère que tu ressens à l'intérieur. »[62]

Exemple 2 : Lola est engagée depuis 2014 à Podemos, elle devient permanente l'organisation en 2018 en tant qu'assesseure pour le Secrétariat au féminisme. Détentrice de deux masters, en sciences politiques et études de genre, son emploi à Podemos est le premier qui soit lié à son domaine de compétence. En 2011, elle est au début de sa licence ; avec plusieurs amies, elles fondent la même année un collectif féministe non-mixte à l'université.

[61] Entretien réalisé avec Noah, le 28 avril 2017
[62] Entretien réalisé avec Juan, le 20 juin 2017.

> « Bon, ça dépend ce que nous entendons par « participer ». Parce que moi par exemple, je n'ai pas participé de manière active au 15M, je veux dire, dans le sens de beaucoup parler ou de me sentir suffisamment *empoderada* pour participer. Mais bon, il est vrai que oui, je suis allée quelques fois aux assemblées. Pour être honnête, j'ai été surtout dans les manifestations, ça oui, je suis sortie manifestée, plusieurs fois, je me rappelle très bien des Marches de la Dignité. Mais je me rappelle qu'il y a eu l'anniversaire du 15M [en 2012] et là, oui, nous y sommes allées avec des amies du collectif féministe de l'université. »[63]

Exemple 3 : Engagé à Podemos en 2014 après les élections européennes, Tiago se désengage définitivement de son cercle au début de l'année 2017, à la suite du congrès de Vistalegre II. Luthier d'origine Argentine, il a la trentaine passée en 2011, il a participé à plusieurs manifestations dans son pays pendant la crise, avant d'être contraint à émigrer en Espagne pour des motifs économiques.

> « Au 15M j'y étais. Je suis allé à l'acampada à Sol. J'ai dit à ma femme : « je dois y aller, garde le p'tit ! » et là-bas j'ai dit « comment je peux aider ?» parce que moi je n'avais jamais participé à rien de tel donc tout ça, des débats dans la rue, de parler en public… Bref tout ça faisait que bon…moi je suis plutôt de faire des choses pratiques. Si je peux aider, s'il y a du boulot, j'y vais, et donc c'est ce que j'ai fait les premiers temps. Les débats ça a été secondaire pour moi, je n'ai pas participé en ce sens. En réalité, j'ai surtout participé aux manifestations, il y en a eu beaucoup, beaucoup, à cette époque-là ; ça exprimait un mécontentement pour des choses très différentes, des gens très formés qui avaient un travail de merde, des gens humbles qui n'avaient plus de travail, des gens qui voyaient comment ils ne pouvaient plus payer leur crédit, beaucoup de mécontentement. »[64]

Carla explique sa « pudeur » à l'idée de s'exprimer en public, se distinguant du « profil de grande activiste », Lola dit ne pas s'être sentie « suffisamment *empoderada* », Tiago dit préférer les « choses pratiques » après avoir évoqué le fait que les assemblées supposent de « parler en public ». Sans être le seul facteur en jeu, le faible volume et la structure du capital militant de nos enquêtés concourent sans doute à expliquer leur distanciation des assemblées. Tous se sont repositionnés vers les manifestations mais leur récit tend à montrer qu'ils considèrent cela comme une participation en demi-teinte, voire une non-participation comme si le mouvement se situait d'abord sur les places. Le vocable « 15M » resserre le mouvement sur les assemblées alors que les manifestations sont souvent désignées par leur nom propre (*Rodea el congreso,*

[63] Entretien réalisé avec Lola le 7 septembre 2018.
[64] Entretien réalisé avec Tiago le 20 décembre 2018.

Marcha de la dignidad). Peut-être fruit de la réception de la lecture qui met l'accent sur les assemblées, nos enquêtés s'excluent de ce 15M.

2.2.2 La critique des assemblées

La critique des assemblées est le point de convergence entre les personnes présentant le parcours identifié dans la section précédente et nos enquêtés présentant un important capital militant spécifiquement accumulé à IU. Parmi ces derniers, ceux qui sont toujours à IU en 2011 entretiennent aussi un rapport distant aux assemblées, pour des motifs proprement politiques. Les autres, qui se regroupent autour de Julio Anguita, ex-secrétaire général de IU, participent aux assemblées et à l'appel de l'ancien dirigeant ; ils forment le *Frente Cívico Somos Mayoría.*

Nous avons constaté deux types de critiques aux assemblées, le plus souvent intriquées : d'un côté, une critique de la configuration du dispositif, de l'autre, une critique des « 15mayistas », présentés comme les personnes promotrices des assemblées. Ces deux critiques ont déjà été recensés par les ethnographes du mouvement (Moreno Pestaña, 2013) (Razquin, 2017).

Concernant la critique du dispositif, les militants de Podemos mettent en avant les faiblesses de ces assemblées dont ils peinent non seulement à suivre le fil des interactions mais également les objectifs. Ils pointent une régulation trop molle des interventions, mais également des prises de parole qui leur apparaissent décontextualisées de l'objet de la discussion. Ces éléments favorisent une impression de cacophonie dont ils se lassent, n'étant pas initialement socialisés à la croyance dans le mécanisme vertueux que constituerait l'assemblée ; peinant à entrevoir ses objectifs, ils s'en vont :

> « J'ai commencé, très vite en réalité, à avoir la sensation que, bon, c'était un peu une perte de temps il faut bien le dire, beaucoup de choses qui se disaient n'avaient rien à voir avec ce qui se discutait, celui qui passait par-là demandait à parler, il racontait n'importe quoi, c'était un peu confus. »[65]

[65] Entretien réalisé avec Juan, le 20 juin 2017

> « C'est ça qui est curieux avec le 15M, c'est que ça termine toujours par être une thérapie de groupe où tout le monde balance ses trucs (*suelta su rollo*) et tout le monde applaudi (fait le geste d'applaudissement en langue des signes) et voilà on en reste là. »[66]

Ces enquêtés ne remettent pas en cause l'ouverture formelle du dispositif à toute personne passant par-là, dont ils font partie ; ils incriminent plutôt un décalage dans la codification apportée au dispositif : Ils mettent en exergue la dichotomie entre un élan de sur-codification de la forme de l'assemblée, très standardisée avec sa gestuelle spécifique, face à une sous-codification du contenu des prises de parole, parfois désajustées avec le thème en discussion.

Concernant la critique des « 15mayistas », les militants les mettent en cause à double titre : ils incriminent les logiques politiques et les logiques d'accumulation de capital symbolique. Comme pris en étau entre des aspirations individuelles et des querelles réservés aux initiés, nos enquêtés ne se sentent pas à leur place.

> « Et surtout, bon, c'est pareil partout, je le reconnais, mais beaucoup de gens disaient que certains cherchaient le protagonisme. Ce n'était pas totalement faux, il faut bien le dire, c'était un peu fatigant. Donc les assemblées ça ne m'a pas trop plu, la manière dont ça s'est organisé, les personnes qui étaient toujours là, je n'ai pas vraiment voulu continuer à participer à ça. » [67]

> « C'était un mouvement très politisé, de gens très politisés, et tu te rendais bien compte à un moment qu'il y avait de la politique là-dedans. Ils disaient « apartisans » mais ce qui se disait était quand même très politisé. Il y avait des disputes… ça partait dans des discussions…. En réalité, le 15M c'était un mouvement de gens très politisés, c'est comme ça. Se mettre là, comme ça, comme la place Tahrir, *Occupy*, cette lecture politique…Disons que oui, ça a un peu ébranlé le système. Quand même, il fallait avoir beaucoup d'information, ce ne sont pas des gars qui se disent « on va camper-là ». Evidemment, ça créé des conflits pour savoir qui va pouvoir capitaliser ça. Maintenant je le comprends mieux, je ne leur reproche pas. »[68]

Ces deux fragments montrent aussi en quoi l'expérience du mouvement est lue et explicitée par la trajectoire postérieure à Podemos. Comme l'indique notre second enquêté, « maintenant je le comprends mieux, je ne leur reproche pas ».

[66] Entretien réalisé avec Tiago, le 20 décembre 2018.
[67] Entretien réalisé avec Juan, le 20 juin 2017.
[68] Entretien réalisé avec Tiago, le 20 décembre 2018.

Le rapport critique aux assemblées n'est pas propre aux personnes faiblement socialisées au dispositif. Elle est parfois également fruit d'une participation plus intense au mouvement. La quarantaine passée, Julio s'est engagé à Podemos en 2015, il est devenu permanent dans la foulée, présente une socialisation à la politique par socialisation primaire : d'aussi loin qu'il se rappelle, sa famille est socialiste. Il raconte sa trajectoire contrastée au sein du mouvement des places :

> « Bon, moi j'ai l'habitude d'arriver en retard. Je suis en toujours en retard (*rire*). Donc lors du 15M, je veux dire en 2011, moi je suis dans autre chose, je travaille beaucoup, je suis avec ma femme, je ne me sens pas vraiment attiré par ça. Je n'ai jamais vraiment milité, bon, j'ai été un temps au PSOE, mais parce que toute ma famille a été très impliquée au PSOE, mais moi je n'ai jamais activement milité. J'ai toujours été sympathisant, j'ai toujours voté pour eux. Et il faut se rappeler que le 15M éclate (*estalla*) contre le PSOE, et moi, à ce moment-là, je n'y vais pas. Je passe par l'assemblée de Sol, évidemment, j'habite à Madrid. Je m'arrête cinq minutes, je vois ce qu'il se passe, je ne vais pas te dire que je l'ai ignoré non plus, mais je ne reste pas, je n'établis aucun lien avec les gens qui sont là, et ça pendant un an. C'est plutôt bien à la fin de l'année 2012, j'atterris au 15M parce que j'ai une espèce d'électrochoc (*un picor en la piel)*, qui me dit « mais toi qu'est-ce que tu fais, avec ce qu'il se passe dans ton pays, et toi qu'est-ce que tu fais ? » donc là je vais au 15M. Comme ça. Je cherche l'assemblée du 15M de mon quartier et là j'y reste un an et demi, je suis très actif. Je suis dans plusieurs groupes de travail, je rencontre beaucoup de gens, jusqu'au jour où je m'énerve, parce que ce n'est pas autre chose qui s'est passé, je me mets en colère et je m'en vais. Je me mets en colère parce que là où je milite, après un an et demi, cet espace s'est converti en un organe absolument endogamique, un groupe d'affinité politique, de gens qui pensent pareil, ou vraiment de manière très similaire, et qui n'a absolument aucun intérêt à inclure des gens qui pensent différemment. Pour te dire, nous n'étions déjà plus que dix, pour que tu te fasses une idée, l'assemblée de mon quartier nous étions dix personnes et absolument sans aucune possibilité d'inclure d'autres personnes qui passaient par là, ni d'inviter des gens, parce que c'était un espace tellement hostile pour les gens qui pensaient différemment, parce que à la fin, nous, les *15mayistas,* les gens du 15M, nous avions une manière de penser très particulière et définie. » [69]

L'évolution de la composition sociale des assemblées, concomitante du repli vers les quartiers, a généralement été pointée comme l'une des causes du déclin du mouvement des places (Nez, 2015) (Razquin, 2017). Là aussi, la terminologie « 15M » est utilisée pour désigner spécifiquement les assemblées et avec ce fragment, nous observons comment notre enquêté définit les « gens du 15M » ou « *15mayistas »*, terme péjorativement connoté chez lui : il décrit

[69] Entretien réalisé avec Julio, le 17 mai 2017.

un groupe restreint de personnes, au nombre stable, réunies périodiquement, disposant d'une « manière de penser très particulière et définie ». Il incrimine un fonctionnement « endogamique », proche du groupuscule. Ce récit est aussi à situer au sein de la trajectoire de cet enquêté qui entame un parcours de professionnalisation à Podemos dès 2015. Dans son cercle, il participe activement de la diffusion de cette conception péjorative de la logique d'engagement contestataire – en racontant à plusieurs reprises cette même histoire- alors que Podemos est pris dans une lutte qui l'oppose à d'autres composantes de Ahora Madrid, proches ou issu du tissu contestataire madrilène. Dans le dernier chapitre de ce travail, nous reviendrons sur la manière dont les professionnels de la politique de Podemos diffusent ce récit qui vise à renforcer la légitimité de Podemos mais favorise une méfiance devenue écueil aux liens parti/mouvement au niveau local.

Le rapport critique aux assemblées est le point de convergence entre nos enquêtés à faible capital militant et ceux présentant un important capital militant spécifiquement accumulé à IU. Mais dans ce cas, la critique n'est pas imputable à un désajustement entre le registre contestataire de l'assemblée et les primo-entrants dans le champ militant, il s'agit d'une critique proprement politique, hostile à ce registre contestataire.

> « A cette époque-là, il y a un dégoût général, social, tout le thème des Indignés. Moi, personnellement, je considère que la réponse doit être donnée par les partis. Moi j'ai participé aux Marches de la Dignité, je me suis vraiment sentie interpellé par ce grand mouvement populaire contre les *recortes*, beaucoup plus que par les assemblées du 15M. Les assemblées du 15M pour moi c'est un mouvement de jeunesse, c'est très bien pour eux. C'est peut-être intéressant, au niveau de l'organisation, je ne te dis pas le contraire, pour des gens qui croient que les partis, que la vieille politique est morte et qui veulent créer une nouvelle politique. Mais moi je ne crois pas à ça. Moi, je travaille depuis mon parti, je participe aux manifestations, je pense que c'est plutôt de là que va sortir la réponse. »[70]

Rosa est entrée à Podemos en 2015 lors d'une reconversion collective avec d'autres cadres et militants de IU. En 2011, elle est militante du Parti Communiste Espagnol (puis de IU) depuis plus de trente ans et son discours s'inscrit dans le positionnement adopté par l'organisation face à l'émergence des assemblées des places. La disqualification du 15M, qui signifie encore ici spécifiquement le mouvement des places, s'accompagne d'une tendance à l'exaltation des

[70] Entretien réalisé avec Rosa, le 30 novembre 2018.

manifestations : dans son récit, une dichotomie se fait jour entre le « grand mouvement populaire » que sont les manifestations et le « mouvement de jeunesse » des places.

Parmi nos enquêtés issus de IU, ce sont ceux qui présentent déjà un rapport critique à la direction du parti qui participent aux assemblées des places. Dès 2012, elles répondent à l'appel de l'ex-Secrétaire de la formation, Julio Anguita, pour fonder le *Frente cívico Somos mayoría*, censé donné un nouvel élan à la gauche espagnole à l'aune du mouvement contestataire.

> « Le 15M, bon, les premiers mois ont été très puissants. Mais déjà après l'été ce n'était plus vraiment pareil. Il faut dire que les assemblées étaient vraiment déstructurées, il n'y avait pas vraiment d'expérience préalable chez beaucoup de gens, certaines orientations qui étaient données pour l'animation… bon, je ne les partageais pas nécessairement. Ça partait dans tous les sens (*la gente te montaba unos pollos que te cagas*), quand on a monté le Frente Cívico c'était très différent puisque la plupart nous venions du parti communiste donc évidemment c'était beaucoup mieux organisé. »[71]

Avec cette nouvelle organisation, ils se repositionnent notamment dans les campagnes de récolte de signature pour les *Iniciativas de legislativa popular* pour le droit au logement et l'instauration du revenu universel avant, pour la plupart, d'intégrer Podemos dès 2014.

Nos enquêtés ont eu tendance à participer au mouvement anti-austérité plutôt via la manifestation que les assemblées. Force est de constater qu'ils ne partagent pas l'imaginaire mélioratif des assemblées sur les places. L'un des facteurs explicatifs de ces critiques réside dans les parcours de nos enquêtés. D'un côté, les personnes faiblement dotées en capital militant, peu socialisées à ce mode contestataire, sélectionnent parmi l'offre du répertoire d'actions du mouvement des pratiques plus familières et moins couteuses, comme la manifestation. Les personnes fortement dotées en capital militant, spécifiquement accumulé à IU parmi nos enquêtés, ont intériorisés des cadres cognitifs qui les rendent peu enclins à valoriser la configuration spécifique des assemblées du 15M. A ce premier récit, d'ordre biographique, se superpose un second récit, d'ordre mémoriel. Ce dernier tend à montrer la réception positive de la seconde lecture du 15M, proposée par la direction de Podemos : il prend le « 15M » sur le plan symbolique et est très inclusif. Il n'en reste pas moins que ces résultats, axés sur la

[71] Entretien avec Julia, le 6 septembre 2018.

restitution des luttes de classement quant à ce que signifie « le 15M » abondent aussi dans le sens des limites du récit de la filiation.

2.2.3 L'identification au 15M : réception du discours de la direction

En 2015, dans un pamphlet collectif intitulé *Hasta luego Pablo, Once ensayos críticos sobre Podemos*, Carlos Taibo déclare :

> « Bien qu'il y ait certainement à Podemos des personnes avec une expérience militante et la volonté de soutenir quelque lutte, j'ai bien peur que le portrait-robot de ceux qui conforment les cercles et de ceux qui s'en considèrent proches s'ajuste à un autre profil : c'est ce que je décrirais comme des activistes de *facebook*, qui s'adonnent (*entregados a*) à la tâche de cliquer sur « j'aime » et « partager », pas grand-chose de plus. J'ai bien peur, également, que ce soient ces personnes que Podemos prétend avoir récupérées pour la tâche de la contestation, ce qui ne conduira à rien d'autre qu'une victoire à la Pyrrhus. Pour ce qu'il m'a semblé pouvoir apprécier, beaucoup de ces personnes ont été au 15M, en mai 2011, lors de la première semaine de son déploiement, pour rentrer immédiatement chez eux, déçus face à un mouvement qui, ou bien leur semblait trop radical, ou bien réclamait d'eux un travail qu'ils n'étaient pas disposés à assumer. » (Taibo, 2015, p. 84)

Le jugement sur Podemos et ses militants est particulièrement sévère. Il exemplifie bien les reproches venus de certains secteurs du champ militant et intellectuel lors de la création du parti. En creux, le fragment exprime, sur le registre du mépris, une logique contestataire de l'engagement et ce qui serait les modalités d'un militantisme légitime avec lequel les militants de Podemos sont désajustés : les dévoués à la cause, prêts à « assumer » le travail militant, face aux « activistes de Facebook ». L'intérêt du fragment réside aussi dans le fait qu'il exemplifie à nouveau comment le 15M est resserré vers les assemblées des places.

La direction de Podemos propose une lecture plus lâche du 15M, eux-mêmes n'ayant d'ailleurs guère participé aux assemblées, ils captent les autres modes de participation que présentent nos enquêtés primo-entrant dans le champ militant et à ceux issus de IU, tout en s'ajustant aux cadres valorisés par eux.

Ce processus est particulièrement visible chez les militants ayant participé plutôt aux manifestations qu'aux assemblées, voire n'ayant pas participé du tout, et qui s'approprient sans encombre le discours proposé par la direction. Cela les conduit à poser un autre regard sur le 15M, émancipé de l'expérience biographique qu'ils narrent parfois quelques minutes auparavant en entretien, et à modifier le sens qu'ils donnent à ce vocable de 15M. L'évènement 15M est alors dilué au profit d'un esprit de la protestation aux contours flous, expérience proprement symbolique :

> « Je me rappelle cette période comme un grand moment de politisation pour toute la société espagnole, dans un sens très large, très dense, c'est comme, pour ainsi dire, je fais peut-être partie de ces gens qui se sont sentis le plus interpellés par le 15M ? Je veux dire, principalement, le 15M, ça a été ça, un moment historique très beau et important, très impactant pour de nombreuses personnes, surtout de ma génération. Ça a fait une sorte de lien entre nous. »[72]

> « Moi pendant le 15M j'étais à l'étranger, je n'ai pas participé, j'ai fait partie de ces gens qui l'ont vu à travers les caméras. J'ai vu que les gens qui s'étaient mobilisés… en réalité je crois que nous étions très fatigués de la manière dont les choses fonctionnées, que nous voulions que les choses changent. C'est cette conscience collective… moi je me suis beaucoup identifiée au 15M. Donc quand est né Podemos, après le 15M, j'ai voulu faire partie de ce groupe. »[73]

Ce ne sont ni les modalités de la participation ni l'expérience biographique retenue au sein du mouvement qui comptent, c'est cette « politisation » dont parle la première militante, terme régulièrement employé par les promoteurs de Podemos et qui signifie en fait beaucoup plus largement un sentiment d'appartenance à la communauté symbolique de la protestation (Errejón et al., 2015). C'est la « conscience collective » dont parle notre seconde militante qui emploie d'abord la troisième personne du pluriel pour désigner les participants au mouvement, dont elle dit ne pas faire partie, avant d'employer la première personne du pluriel, révélant la mécanique de solidarisation à l'œuvre. Peut-être résultante de la « filiation savamment mise en scène » (Nez, 2015, p. 86), notre seconde enquêtée perçoit Podemos comme le continuateur du mouvement : c'est l'imbrication entre le sentiment d'appartenance à cette communauté symbolique d'indignation et la frustration de ne pas avoir participé, qui constitue le moteur de

[72] Entretien réalisé avec Lola, le 7 septembre 2018.
[73] Entretien réalisé avec Alba, le 11 septembre 2018.

l'engagement à Podemos, une mécanique que nous avions déjà évoqué en présentant les résultats de notre première enquête (Montagnon, 2017).

Dans certains cas, comme ceux relatés dans les fragments suivants, nos enquêtés distinguent les deux lectures du 15M, ce qui les conduit à mettre en sens le récit de la filiation proposé par Podemos et à sélectionner, dans cette offre, celle qui les convainc :

> Marie : « Tu dirais que Podemos c'est le parti du 15M ? »
>
> Tiago : « Podemos, c'est le parti du 15M et ce n'est pas le parti du 15M. Ce que Podemos a canalisé, c'est le mécontentement, pas les principes politiques du 15M. Ce que je veux dire, c'est que ces mécontentements n'avaient rien à voir avec *el asamblearismo* ou l'horizontalité du "construisons un monde meilleur". Les gens voulaient des solutions à des problèmes très concrets. C'est ça qu'a fait Podemos. »[74]

> Marie : « Tu dirais que Podemos c'est le parti du 15M ? »
>
> Antonio : « Je crois que le 15M avait besoin d'une traduction politique, mais nous sommes un parti politique. Pour le meilleur et pour le pire, mais nous sommes un parti politique. Disons que le modèle *asambleario*, je veux dire, ça n'est pas notre modèle, point, c'est tout. Ce qu'il se passe c'est que pour certains il semble que ce soit difficile de comprendre ça. A mon avis, évidemment le 15M était un modèle *asambleario* et ça a eu du sens pour eux, mais moi je ne me reconnais pas dans ce modèle, je crois que nous devons être politiquement matures et comprendre ce qu'est un parti politique, c'est absolument nécessaire si nous voulons ensuite assumer que nous sommes dans un parti politique. »[75]

Notre premier enquêté s'est désengagé définitivement au début de l'année 2017, le second à la première scission du parti. Tous deux proches du courant *errejonista*, ils ont gardé leur distance avec les assemblées du 15M qu'ils critiquent principalement pour la configuration du dispositif mais ils ont participé activement aux manifestations. Il faut préciser qu'ils sont tous deux sensibles à la théorie populiste dont ils se réclament : le premier est argentin, se définit

[74] Entretien réalisé avec Tiago, le 20 décembre 2018.
[75] Entretien réalisé avec Antonio, le 30 mai 2018.

comme « militant péroniste », le second est un jeune universitaire sans poste, passionné par Laclau. La perception du 15M est ainsi également conditionné par l'inscription politique des personnes dans un courant intra-partisan, les conduisant à sélectionner une lecture et, en creux, à formuler des critiques à peine voilées contre les courants concurrents lors des entretiens, ici les tenants de la lecture *asamblearista* du 15M. Comme nous l'observons dans le premier fragment, cet enquêté minore les assemblées, qu'il relègue au second plan avec dédain, au profit de ce qui serait le véritable mouvement, l'expression du mécontentement dans la rue. Notre second enquêté, quant à lui, discute immédiatement la dichotomie entre modèle *asamblearista* et parti politique, reconnaissant la légitimité du premier toutefois connoté d'une forme de naïveté. Dans ces deux fragments, nous reconnaissons la logique partisane de l'engagement qui s'exprime, elle est construite en opposition à la lecture *asamblearista* du 15M et en accord avec la lecture proposée par la direction.

**

Suivant notre enquête, la participation de nos enquêtés aux assemblées des places tend à être plutôt faible, distanciée et critique. Dans les cas, minoritaires, où cette participation est plus intense, et justement quand elle est plus intense, elle s'accompagne d'un discours très critique envers les assemblées. Les premiers expriment le sentiment de ne pas se sentir à leur place, manifestation du décalage dans le volume et la structure du capital militant entre l'enquêté et les membres plus actifs des assemblées, les seconds expriment une critique politique, manifestation d'un désajustement des cadres cognitifs entre une logique contestataire et de l'engagement et une logique partisane de l'engagement. Dans les deux cas, c'est le dispositif de l'assemblée est objet des critiques : nos enquêtés ne valorisent pas cette pratique contestataire.

Ils sont en revanche tendanciellement perméables à la seconde lecture du 15M proposé par la direction du parti : celui-ci les inclut dans la protestation en proposant une lecture plus lâche qui met également en avant une pratique contestataire avec laquelle ils sont familiarisés et qu'ils valorisent, la manifestation.

**

*

Dans cette seconde section, nous avons abordé un second aspect constitutif du label parti-mouvement : le mythe des origines contestataires. Nous avons constaté l'émergence puis l'appropriation à Podemos de deux lectures distinctes du mythe nourries d'imaginaires politiques différenciés. Toujours très vivace lors de notre enquête, le 15M fonctionne comme un principe unificateur des militants de Podemos mais c'est sensiblement avec la seconde lecture proposée par la direction qu'ils s'identifient. La première lecture, quant à elle, est périodiquement employée comme un levier dans les luttes intra-partisanes, singulièrement pour mettre le mode de direction en accusation.

Dans la section suivante, nous revenons sur l'évolution du label « parti-mouvement » qui sert également à invoquer les mouvements contestataires. Utilisé dans le cadre de dispositifs participatifs à la codification proche de la gestion de groupe, il accompagne des injonctions à la participation aux collectifs contestataire et dénote la tentative de façonner un modèle militant.

3. La didactique et l'évaluation du parti-mouvement

A Podemos, on parle généralement de « *dinámica* » (« dynamique ») afin de désigner des dispositifs participatifs impulsés par les directions locales ou régionales auprès des membres des cercles. Ces dispositifs, dont la transposition au sein d'un parti politique peut à première vue sembler curieuse, rythment périodiquement la vie interne de Podemos. La direction recourt généralement aux « dynamiques » à l'aube des campagnes électorales, l'objectif affiché étant l'élaboration collective d'une stratégie commune sur le terrain. Obéissant à une codification précise, standardisée et répétée, le dispositif participatif est proche du rituel par lequel on solidarise le groupe, on ancre l'entrée collective dans la temporalité particulière de la campagne, on traduit en pratique les principes structurants de la marque Podemos, ceux du parti-mouvement, qui sont aussi à la fois proclamés et mis en pratique lors de ces occasions.

Ces « dynamiques » sont le théâtre à la fois d'une didactique et d'une évaluation du parti-mouvement : avec et à travers le dispositif, on (re)définit le parti-mouvement, on le représente aussi, on enjoint les participants à s'y conformer et on en constate les écueils. A Podemos, le dispositif participatif est donc à la fois une mise en sens, une mise en scène et une mise à l'épreuve du parti-mouvement.

Dans son étude sur le processus constitutionnel islandais, Lionel Cordier a constaté les ressorts entrepreneuriaux de dispositifs participatifs aux inspirations qu'il qualifie de « néomanagériales » (Cordier, 2021) et décelables dans les schèmes discursifs employés, les trajectoires de leurs instigateurs, les outils mobilisés pour la gestion du groupe et les objectifs qu'il s'agit d'atteindre. Les fondements et modalités des dispositifs participatifs de Podemos rappellent également, à certains égards, la technique de management. Dans le cas espagnol[76], l'architecture du dispositif puise ses inspirations principalement dans l'univers académique de la psychologie sociale, une spécificité repérable à la fois dans la trajectoire de leurs instigateurs et dans la diffusion d'un lexique expert particulier qui, du même coup, revêt les pratiques militantes des atours de la technique. Le dispositif devenu la « dynamique » est également un support grâce auquel on procède au (re)modelage de la formation : au moyen d'une évocation, voire d'une invocation des mouvements contestataires s'opère une transmission, une promotion mais aussi une évaluation de l'incorporation de normes formelles ou tacites impulsées par la direction. Toutefois, les ajustements organisationnels et les directives qui se révèlent à ces occasions provoquent des résistances chez les militants qui les récusent selon diverses modalités.

Dans les sous-sections suivantes, nous revenons successivement sur deux de ces séquences participatives. En premier lieu, elles mettent en évidence comment se déploie une injonction à se conformer à un idéal de militant du parti-mouvement, c'est-à-dire celui d'un participant

[76] Dans les sections suivantes, nous nous concentrons sur des observations réalisées à Podemos dans la communauté de Madrid. Nous n'avons pas réalisé d'observation de tels dispositifs à Grenade mais leur existence est attestée par le récit de plusieurs de nos enquêtés. Notons également que dans notre enquête, les « techniciens et techniciennes du social » sont très présentes dans le mouvement féministe : certaines des participantes promotrices sont aussi des facilitatrices dans les dispositifs participatifs impulsés par la Mairie *Ahora Madrid* entre 2015 et 2019. Ces spécialistes de la participation ont en commun un cursus universitaire en « travail social » (*trabajo social*), « psychologie sociale » ou « pédagogie » en Science de l'éducation. Comme nous le verrons dans le chapitre 5, les pratiques au sein du collectif féministe répondent aussi à ce lexique particulier et sont généralement encadrées par les personnes présentant ces mêmes profils. Dans ce cas, les « dynamiques » ne représentent toutefois pas le « parti-mouvement » mais « les pratiques féministes ».

multi-positionné dans les mouvements contestataires. En second lieu, ces séquences révèlent des interactions régies par la méfiance au cours desquelles se joue un processus d'évaluation mutuelle entre les directions locales et les participants : tous sont mis à l'épreuve de l'idéal du parti-mouvement, censé se voir condenser dans le dispositif. Ce processus met en exergue la faible « groupalité » des participants (Brubaker, 2001) à Podemos, au profit de la manifestation de loyautés différenciées et hiérarchisées, donnant lieu à des les logiques individuelles et collectives de positionnement qui se manifestent à ces occasions.

Si ces dispositifs constituent une mise en scène du parti-mouvement, notamment puisqu'ils sont l'expression d'une participation active des groupements de base, les enjeux de ces séquences témoignent paradoxalement des difficultés auxquelles est confrontée la formation qui peine à s'ancrer localement et à développer des liens de coopération avec le reste des collectifs contestataires. De statut distinctif, le parti-mouvement se convertit en objectif à accomplir pour lequel l'invocation des mouvements contestataires est un élément structurant : à l'occasion du dispositif, le parti-mouvement est présenté tel un défi délégué aux militants par la direction, ils sont alors enjoints à se conformer au modèle attendu, c'est-à-dire à multiplier leurs engagements mais aussi à devenir des porteurs de projets, les « *iniciativas* » (initiatives), en vue d'être les protagonistes d'un paysage contestataire que les porte-parole prétendent articuler. En 2014, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les participants expliquent qu'ils impulsent et coordonnent des actions militantes de leur propre initiative ; en 2018, « prendre une initiative » est un élément du discours partisan désignant la modalité d'action militante sollicitée et encadrée par la direction. Ce retournement est mis en évidence à l'occasion de la « dynamique » et se voit légitimité par un nouvel encodage du label parti-mouvement que la direction exprime à cette occasion. On déporte alors « l'initiative » d'une forme de volontarisme dont les militants expriment le sentiment de satisfaction et de valorisation qu'ils en retirent (*cf. supra)* vers l'expression d'une imposition à laquelle ils tendent à résister.

Ces dispositifs sont également la scène sur laquelle se jouent des désajustements entre les représentations que les membres se font de leur formation et, en retour, celles que la direction se fait des participants : les « dynamiques » sont le terreau sur lequel prospèrent des évaluations mutuelles qui accentuent la dégradation du registre des interactions. Ces désajustements donnent lieu à des réactions parfois individuelles, comme c'est le cas dans la

première séquence, parfois collectives, comme c'est le cas dans la seconde séquence : de la part des militants, nous observons d'un côté le renoncement, une forme d'*exit* symbolique qui se traduit par le retrait du participant qui adopte un rôle de spectateur au sein du groupe, et, de l'autre côté, la dénonciation, forme de *voice* qui se traduit par l'émission d'un communiqué collectif et par l'usage du sarcasme, une ressource communicationnelle privilégiée spécifiquement par les militants présentant les trajectoires les plus longues à Podemos. Nous soulignons également le boycott du dispositif qui, ici, semble se construire comme une modalité de *voice* plutôt que d'*exit* : par leur changement d'attitude (mise en retrait, grimaces, lever les yeux) l'objectif n'est pas seulement de s'extraire du dispositif mais de représenter les motifs visant à s'extraire du dispositif[77]. Au regard des traits des groupements étudiés, il semble que plus la « groupalité » (Brubaker, 2001) entre les membres du groupe est faible – hétérogénéité de la durée de l'engagement, fort renouvellement militant, direction très présente et investie dans le cercle – plus la propension à mobiliser une stratégie individuelle est forte. Du côté des promoteurs de ces dispositifs, le désajustement se manifeste par un repositionnement du registre de l'interaction, il passe de l'enthousiasme- attitude souriante, enjouée, désinvolte, portant à considérer le dispositif participatif comme un jeu- au profit d'un registre vindicatif-injonction, véhémence, impatience, rapprochant le dispositif participatif de l'examen.

Afin de mieux situer les fondements de la participation à Podemos, nous relatons dans une première sous-section l'ancrage spécifique des initiateurs de ces « dynamiques » et mettons en lumière leur conception experte. Dans la seconde section, nous nous attardons sur un « atelier de municipalisme » qui s'est tenu dans le cercle 2, en juillet 2018. A l'occasion de ce dispositif se joue une évaluation du capital militant des participants de la part de la direction locale qui les enjoints à multiplier leurs engagements. Dans la troisième section, nous nous attardons sur le dispositif « En marche » (*En marcha*) qui s'est tenu quelques mois plus tôt à Madrid, le 18 mars 2018, il a réuni des membres venus des groupements locaux de toute la communauté autonome. Lors de ce dispositif s'opère une révision des composantes du label parti-mouvement sous l'égide d'un argument électoral : alors que la direction a l'ambition de restreindre les modalités de la participation à Podemos via la création d'un « registre de

[77] Nous empruntons cette idée aux travaux de Jérémie Moualek concernant les usages de l'abstention aux élections. En conjuguant les propriétés sociales de acteurs qui s'abstiennent et les motifs de l'acte d'abstention, il a mis au jour une « abstention politique » constituant une modalité d'expression de la défiance envers le champ politique qu'il caractérise comme une prise de parole (Moualek, 2017).

militants », la direction repositionne le travail militant légitime en encourageant les participants à « prendre des initiatives », porter des projets avec des collectifs locaux. Dans une certaine mesure, le dispositif « *En marche* », ajuste les composantes d'un militantisme légitime à Podemos dans la communauté de Madrid et pourrait ainsi être considérer comme le prélude de « l'atelier de municipalisme » qui les retransmet à l'échelle locale. Comme nous l'évoquions plus haut, chacun de ces dispositifs est l'opportunité de mettre en lumière les ressorts et les modalités d'une dégradation croissante des interactions entre les participants des cercles et leur direction.

3.1 Les techniciens du social à l'œuvre : fondements et codifications de la participation

A Podemos Madrid, ce qui relève de la « participation » est impulsé, codifié et encadré par le « Secrétariat de mouvement populaire, relations avec la société civile et syndicats » rebaptisé parfois « Secrétariat à la participation citoyenne » voire « Secrétariat aux mouvements sociaux »[78]. Par « participation » il faut donc comprendre, d'un côté, l'implication de la militance de Podemos dans certaines actions contestataires et, de l'autre côté, l'organisation des dispositifs participatifs au sein du parti.

En ce qui concerne le premier point, le Secrétariat à la participation transmet aux participants de tous les cercles les actions contestataires légitimes aux yeux de Podemos et qu'ils sont ainsi invités à rejoindre en tant que militants de Podemos. Ces informations sont transmises via *Telegram* sous la forme d'un calendrier hebdomadaire, tel que celui présenté ci-dessous :

[78] Lexique employé par celui qui en est alors le Secrétaire régional de Podemos à Madrid au cours d'une présentation qu'il fait de lui-même le 8 mai 2017 dans les locaux de ATTAC à Madrid. Accompagné d'une militante du cercle I et en présence de membres de plusieurs collectifs contestataires, la réunion vise à évoquer les actions contestataires pour s'opposer au traité de libre-échange CETA, sont alors évoquées les conditions de la participation de Podemos à ces actions.

Calendrier des actions contestataires reçu via le groupe Telegram du cercle I, septembre 2017

De plus, comme nous l'avons souligné dans un travail antérieur (Montagnon, 2017), son Secrétaire est également l'instigateur de « *Vamos* », un groupement qui réunit des personnes venues d'autres cercles sectoriel, territoriaux mais aussi des permanents de Podemos. Le Secrétaire impulse et modère les assemblées de Vamos à la *Morada* de Madrid, une « assemblée nationale » est même organisée dans un parc madrilène le 8 avril 2017 au cours de laquelle se succèdent plusieurs porte-parole de la formation ; parfois, comme lors du rassemblement du 2 mai 2017, les logos de Podemos et de Vamos sont présents conjointement pour désigner les organisateurs. L'objectif de Vamos est en fait de se greffer aux actions contestataires impulsées par d'autres et cette fois spécifiquement sans que Podemos n'apparaisse formellement. Il s'agit donc d'une sorte de prestataire en logistique et en ressources militantes proposé par Podemos et sous-traité par Vamos, par l'intermédiaire du Secrétariat aux mouvements sociaux. Les membres de Vamos rejoignent les cortèges validés par le Secrétariat, les militants se placent dans un espace qui se situe juste à l'intersection entre les acteurs associatifs et les partis politiques (qui sont généralement à l'arrière du cortège), ils

agitent un drapeau particulier puisque Vamos dispose de son propre emblème qui répond toutefois à la charte graphique de Podemos[79].

En ce qui concerne le second point, le Secrétariat organise et encadre les dispositifs participatifs, les « dynamiques », il en dispense également les codes via des formations auprès de personnes sélectionnées par cooptation et amenées à se convertir en « *dinamizadoras* » (facilitatrices ou animatrices). Pour l'ensemble de ces missions, le Secrétariat dispose d'un budget et d'un organigramme composé de permanents et également « d'experts militants » (Nonjon, 2005), comme notre enquêtée Deborah.

Deborah[80] : « Moi, physiquement, ou esthétiquement plutôt, je ne suis pas le stéréotype de "la fille de gauche", j'ai toujours été rejetée à cause de ça. Pour les gens de ces collectifs qui se disent être "la vraie gauche", moi, je suis une bourge' (*una pija*) ».

Deborah à 35 ans, elle est originaire de la Communauté de Madrid, vit en colocation dans la capitale parce que « les loyers à Madrid c'est une folie ». Psychologue de formation, elle détient un master en « apprentissage coopératif », ce qu'elle décrit comme une discipline en lien avec « l'intégration sociale ». Elle enchaîne les contrats à durée déterminée le plus souvent dans des collèges-lycées publics ou privés sous contrat (*concertados*), elle a en charge des problématiques d'orientation et d'aide sociale. Deborah est issue d'une famille où on « regarde toujours les nouvelles », très politisée, idéologiquement composite et qu'elle définit comme « polarisée » : son grand-père paternel a fait plusieurs séjours dans les prisons franquistes pour « communiste », son grand-père maternel était membre de la Phalange. Elle dit, en riant, que chez elle « il y a les deux côtés, donc on parle, ou plutôt on se dispute constamment sur la politique ». Son père est athée, sa mère catholique pratiquante ; elle, est croyante. Elle estime que les valeurs de « justice sociale » lui ont été transmises par ses parents, ce qui la porte à croire que celles-là transcendent les clivages politiques pour converger vers la « la charité et la

[79] Observation du défilé de *Vamos* au sein du cortège de la manifestation madrilène du 3 juin 2017, protestation contre le traité de libre-échange entre le Canada et l'Union Européenne dit « CETA ». La participation de Podemos aux actions contre le CETA, faisant suite à la réunion dans les locaux de ATTAC du 8 mai 2017, se réalise par l'intermédiaire de *Vamos*.

[80] Entretien réalisé avec Deborah le 10 mai 2017.

compassion » : « chez moi, on a toujours donné, on s'est toujours inquiété pour les autres. On nous a inculqué cette sensibilité pour les gens vulnérables ».

Illustration de l'influence de la socialisation primaire sur une carrière militante qui se chevauche avec une carrière professionnelle du « dévouement » (Collovald, 2002), Deborah se dit depuis toujours sensible au sort des « gens défavorisés ». Elle veut « aider » et se passionne pour la politique. Elle choisit la psychologie sociale plutôt que clinique pour « comprendre le comportement humain, mais dans la société (…) les stéréotypes de genre, les questions que posent l'identité ». Elle fait plusieurs séjours de coopération internationale en Amérique latine au sein de projets de développement communautaire : « Quand j'ai dit à ma mère que j'allais au Venezuela elle a dit « de gauche, oui, mais pas rouge ! » (*rire*) (…) c'était très utopique, je voulais ajouter ma pierre à l'édifice (…) à cette époque en Espagne ça n'allait pas si mal, il n'y avait pas encore la crise, il y a toujours eu des inégalités, mais c'est vrai que le focus était à l'étranger. Celui qui mourrait de faim était à l'étranger, celui qui subissait l'inégalité et l'injustice sociale était à l'étranger ». De retour en Espagne, elle travaille dans « des centres pour mineurs, dans la prévention des problématiques de dépendance (…) pour moi, c'était, disons, ma manière d'apporter à la justice sociale c'était mon travail ».

Deboraj participe à des manifestations, elle dit vouloir s'impliquer davantage en politique mais ne se sent jamais à l'aise dans le tissu associatif et militant de l'extrême gauche madrilène qu'elle critique fortement et par lequel elle se sent surtout stigmatisé. Son compagnon d'alors est très impliqué avec ceux qu'elle appelle « les puristes, comme ceux de la Tabacalera [81]» avec leur « look de madrilène de Lavapiés » ou ceux de « Vallekas avec un K »[82]. Lorsqu'elle l'accompagne aux réunions de ces collectifs, elle se sent « littéralement rejetée » : « l'esthétique à Madrid, c'est quelque chose de… selon comment tu t'habilles je peux te dire de quel quartier tu es. (…) Moi, je suis la "pija" parce que… ma veste, mes talons, mon maquillage, mes cheveux, tout en

[81] Ancienne manufacture des tabacs reconverti en centre social autogéré dans le quartier de Lavapiés.

[82] Vallecas est un quartier populaire situé au sud de la capitale également vivier du tissu contestataire situé à l'extrême gauche. Ces collectifs sont à l'origine, promeuvent ou participent à plusieurs événements communautaires qui rythment la vie du quartier ; « *Vallekas con K* » est une nomenclature employée par les acteurs pour se référer à cette « identité de quartier » (Lorenzi Fernández, 2007). Voir plus généralement sur ces questions le numéro spécial proposé par la revue d'anthropologie du CSIC : « Vallecas y otros barrios de Madrid en la articulación de sus identidades urbanas », *Disparidades, Revista de Antropología*, 2007, vol.62, n°1. Soulignons que le nom « Tele K », le média local de Vallecas au sein duquel plusieurs fondateurs de Podemos participent dans les années 1990, est une identification à cette nomenclature ; à plusieurs reprises en 2014 Pablo Iglesias fait part dans les médias du fait qu'il réside dans le quartier de Vallecas, signalant une appartenance sociale spécifique.

fait. J'avais l'impression qu'ils parlaient de moi en disant "cette fille, elle n'est pas vraiment de gauche" ». Elle s'éloigne du monde militant avant de s'en rapprocher à nouveau, une mécanique qui se répète à plusieurs reprises : quand arrive la crise, elle participe aux manifestations, puis, « tous les jours après le travail » elle se rend aux assemblées des Indignés tant qu'elle se tiennent à la Puerta del Sol où son compagnon participe de l'organisation de *l'acampada* et « connait tout le monde ». Déjà, elle considère que « ceux qui restaient dormir, en fait, c'était juste une petite représentation de la société, des gens très politisés, des militants, je te le dis, mon ex, il restait dormir (*rire*) ». Le sentiment de « rejet » ressenti en fréquentant les « collectifs de gauche » l'envahit à nouveau, elle ne se sent pas « totalement intégrée » et n'a en fait aucune envie de se conformer à ce qu'elle considère comme un « stéréotype de la gauche, gauche, toujours plus à gauche » celui-ci étant moins lié à des positionnements idéologiques que, suivant son discours, à un savoir-être marqué par des codes esthétiques (vestimentaires surtout) et linguistiques (expressions typiques, manières de s'exprimer).

Ses amis lui signalent alors la création d'un nouveau parti, Podemos, dont elle lit le programme pour les élections européennes. Elle est convaincue par « la défense des services publics, créer des aides sociales, une vraie démocratie, un discours totalement transversal sur la justice sociale dans lequel tout le monde pouvait se retrouver (…) ça faisait longtemps que je cherchais un espace politique où je pourrais participer en me sentant à ma place (*encajar*) ». Pour elle, le Podemos d'alors « ne juge pas, il y avait des gens qui venaient de partout, c'était très ouvert (*integrador*) ». Pour la première fois, elle reste, adopte même un rôle protagoniste : membre du cercle I depuis la première assemblée, elle part un an travailler à Malte ; là-bas, elle impulse un groupement militant de Podemos en réunissant la diaspora espagnole. A son retour, une permanente lui propose de collaborer bénévolement avec le Secrétariat à la participation afin d'élaborer des dispositifs participatifs et on lui propose même un contrat de permanente, elle refuse pour « ne pas dépendre totalement de Podemos ».

Pour Deborah, la psychologie sociale se trouve généralement à l'intersection de ses actions militantes et de ses analyses politiques, mais aussi d'une tendance à la réflexivité quant à son engagement. Au cours de notre enquête, elle impulse une « dynamique » pour mieux comprendre les « rôles de genre » qui opèrent au sein de son cercle, elle se tient en deux sessions, le 11 février 2018 puis le 11 mars 2018 et dure, au total, 5h30. Selon elle, les luttes intra-partisanes sont le résultat d'un « processus psychologique où nous polarisons à cause d'un

biais cognitif qui nous empêche de comprendre que l'autre pense différemment ». Le problème entre Errejón et Iglesias, c'est qu'ils se construisent comme des « courants identitaires étanches » et « qu'il n'y a pas d'espace pour le dialogue, personne ne bouge de ses positions, comme si la politique était une bataille ».

Au cours de notre enquête, elle se distancie pourtant progressivement du militantisme à Podemos jusqu'à s'en désengager totalement en mai 2018. Un an plus tôt, lors de notre entretien elle dit déjà que « les gens sont trop impliqués dans Podemos, moi j'ai une vie en dehors de Podemos, mais j'observe une absorption complète : en trois ans, j'ai vu des gens qui ne faisaient rien d'autre (…) je ne veux pas que Podemos se convertisse en un mode de vie pour moi ». En parallèle, le désengagement de plusieurs militants avec qui elle entretient de bonnes relations amicales, la progressive consolidation des tendances internes et leurs affrontements continus au sein desquels elle se trouve prise, malgré elle, la frustre d'abord, l'épuise ensuite. Le secrétariat à la participation est renouvelé par la direction de Pablo Iglesias car considéré comme étant trop proche du courant de Errejón avec qui le dirigeant est entre temps entré en conflit ouvert. Deborah, qui avait pourtant intégré bénévolement cet organe sur recommandation d'une permanente proche de Pablo Iglesias, se sent mise à l'écart par certains membres du cercle, dont cette même permanente : l'injonction à « choisir un camp » et la stigmatisation « errejonista » dont elle ressent faire l'objet suscite son incompréhension, la mettent mal à l'aise, elle ne vient plus que sporadiquement aux assemblées, arrive au milieu des réunions, repart en avance.

Le 11 février 2018 jour de la « dynamique sur les rôles de genre », alors que le cercle I souffre d'un déficit croissant en ressources militantes, 10 femmes et 8 hommes sont présents, parmi lesquels deux militants désengagés avant notre enquête. Ils repoussent la porte du local, séduits par cette « initiative » proposée par la militante. Dans le même temps, aucun des militants également permanent ou élu de l'organigramme local, se reconnaissant dans la tendance de Pablo Iglesias, ne s'y rend ; la scène se répète le 11 mars 2018. Cette absence volontaire, qu'elle nous confie ce jour-là considérer comme concertée, l'attriste mais cette fois, la vexe aussi. Au printemps 2018, la consultation impulsée par la direction de Podemos visant à ce que les militants statuent sur le sort qui doit être réservé au couple Montero/Iglesias après l'achat de leur résidence principale la révulse : c'est le catalyseur. Deborah se désengage de Podemos le 31 mai 2018 à 14h20 par une déclaration sur Telegram avant que sur le fil de conversation

n'apparaisse le message automatique « Deborah a quitté le groupe ». Elle conclut son intervention en proclamant : « A Podemos il y a de la diversité, c'est un fait, nous devrions apprendre à nous respecter et à faire ressortir le meilleur de chacune des visions de Podemos ».

Les dispositifs participatifs répondent à un lexique spécifique avec lequel il est nécessaire de se familiariser lorsqu'on est participant de Podemos : on évoque le plus souvent « les dynamiques », parfois les « ateliers » (*talleres*) pour les désigner. Les « méthodologies » (*metodologías*) correspondent aux pratiques spécifiques qui peuvent être mobilisées pour moduler les interactions, elles sont toujours à la charge d'un animateur ou facilitateur dit le « *dinamizador* ». Deborah collabore alors régulièrement pour encadrer le bon déroulement des activités participatives. Elle revient sur leurs rouages :

> « Moi j'ai surtout utilisé la méthodologie Butler, tu créés des groupes hétérogènes, tu vois en âge, en genre, tu les dénombres au sein du groupe, et tu attribues aux gens un groupe d'origine. Tu sélectionnes par numéro et tu créés de nouveaux groupes, tu leur donne une tâche spécifique à remplir, ensuite ils retournent dans leur groupe d'origine et ils doivent raconter aux autres ce qu'ils ont fait. Ça, ça s'appelle l'interaction positive, parce que quand ils racontent ce qu'ils ont fait, tout le monde doit les écouter et construire sur cette base. Il y a plein d'autres techniques coopératives, c'est une manière de développer l'intelligence collective du groupe. Et donc j'ai conçu plusieurs des dispositifs méthodologiques qui ont été utilisé à Podemos. (…) Pour la campagne des générales [2015] on a fait le Butler, il y avait 8, 9 voire 10 facilitateurs à la fois, je les ai formé et je les ai préparé pour faire la dynamique (…) ça a été une expérience incroyable, il y avait 150 personnes qui pensaient ensemble, de manière collective. Après j'ai fait "l'Assemblée de Podemos Madrid" [2016] : là, c'était 500 personnes, plein de facilitateurs, (…) on a utilisé une technique d'intégration interactive, ça c'est quand tu veux améliorer une organisation, changer des choses, pour que ça vienne des personnes qui la compose, tu vois. Evidemment, tu imagines que dans ce genre de situation, il faut que ce soit de très bons facilitateurs, ça ne peut pas être des gens non-expert (« *personas inexpertas* »), et le problème c'est que parfois tu n'as pas les bonnes personnes pour animer (*dinamizar*), moi je m'en suis rendue compte. Je me suis rendue compte finalement que pour faire quelque chose de plus sérieux à Podemos, il faudrait des gens beaucoup plus experts en animation (dinamización) (…). »[83]

Le dispositif participatif est toujours à l'initiative de la direction, il peut viser à ce que les participants impulsent des ajustements, par exemple concernant une modalité organisationnelle, en répondant à un besoin préalablement identifié et circonscrit par cette

[83] Entretien réalisé avec Deborah, le 10 mai 2017.

direction (« quand tu veux améliorer une organisation, changer des choses, pour que ça vienne des personnes qui la compose » indique notre enquêtée). Ces personnes expertes forment à ces techniques spécifiques d'autres militants ou cadres de Podemos, voire, plus rarement, des permanents : dans la première séquence étudiée, la facilitatrice est également Secrétaire générale locale de la formation ; dans la seconde section, il s'agit de membres de l'organigramme également, pour certains, candidats aux primaires pour les listes aux municipales. Ces choix de ressources humaines basées sur la juxtaposition des statuts met à mal l'idée d'un facilitateur « neutre », voire désintéressé car ancré dans un rôle de médiation ou d'arbitrage, ce qui n'est pas sans effet sur les interactions qui se déroulent au cours des dispositifs et, plus largement, sur les déficits de légitimité dont souffrent les dispositifs auprès des militants. A cette technicisation de la participation s'ajoute une professionnalisation, puisque Deborah se voit proposer un contrat de travail pour se dédier exclusivement à l'élaboration des dispositifs et la transmission de son expertise.

Les mots de la participation à Podemos illustrent bien une déclinaison de « l'ingénierie participative » (Mazeaud, Nonjon, & Parizet, 2016) venue, ici, d'un univers académique souvent proche de la psychologie qui peut aussi être décliné dans des cursus universitaires en « psychologie sociale », « pédagogie » ou « travail social » accumulé par les instigateurs. Ces schèmes discursifs sont particulièrement bien ajustés à la doctrine du parti-mouvement du point de vue de ses ressorts (expertise académique) et des valeurs qu'il s'agit d'exalter (opposition de la coopération à la compétition). Ainsi, la « technique coopérative » fait appel à des concepts comme l'« intégration interactive », l'« interaction positive » ou encore l'« intelligence collective » ; en castillan, on parle donc littéralement de « *dinámica* » encadrée par les « *dinamizadores* » (« dynamisateur ») qui « *dinamizan* » (« dynamisent »). Ainsi présenté, le dispositif participatif c'est donc déjà le parti-mouvement en action. Signalons que ce cadrage du « dynamisme » met en avant la fluidité, la réactivité mais aussi la bienveillance : comme nous le verrons dans les deux prochaines sections, le dispositif participatif va effectivement très vite, les prises de parole valorisées sont concises, les interactions s'enchaînent rapidement, le temps est toujours compté ; parfois, comme dans la seconde séquence, des appels aux « attitudes positives » sont émis et valorisés par les animateurs lorsqu'ils repèrent des interventions critiques du dispositif ou désajustées quant aux cadrage des questions posées. Cette standardisation du dispositif repose donc toutefois sur un écueil

générationnel, les personnes les plus âgées peinant à s'ajuster au « dynamisme » requis, et sur un détournement d'un principe de « bienveillance » au moyen duquel les interventions critiques sont discréditées et surtout éludées.

Dans la perspective des instigateurs de ces dispositifs, les « méthodologies » sont également hiérarchisées pour obtenir un canon sur la base duquel sont abordées les organisations, une sorte de prisme technique participatif : à chaque espace politique correspond de manière privilégiée une « méthodologie », elle est classée au regard de son efficacité, celle-là étant mesurée grâce aux concepts cités précédemment qui servent d'indicateurs. Avec ce prisme, ces personnes proposent notamment leur grille de lecture spécifique du rapport entre Podemos et les Indignés, identifié grâce au fil conducteur de « l'assemblée » devenue ici une « méthodologie » ; elles classent également les pratiques à Podemos. Très déficiente suivant le canon participatif émis par la locutrice, la vertu principale de la « méthodologie » de l'assemblée résiderait en fait justement dans ses faibles exigences, ce qui la rendrait adaptable et accessible à un public profane de la technique participative. Cette singularité expliquerait qu'elle soit principalement utilisée dans ce que la militante indique comme étant « les mouvements sociaux »[84].

> « L'assemblée ça n'a rien de révolutionnaire (*rire*), l'assemblée on connait très bien, et surtout on sait que c'est très déficient, parce que ça favorise les protagonismes de quelques personnes, généralement des hommes qui adorent s'écouter parler (*rire*). L'assemblée [du 15M], ce sont des gens qui viennent d'un monde social dans lequel on utilise l'assemblée comme méthodologie. L'assemblée s'implante parce que ces gens sont beaucoup dans les mouvements sociaux, ce sont des leaders de mouvements, et dans ce milieu-là ils sont très habitués à utiliser cette méthodologie. D'un coup, ça devient « célèbre » (*elle dit : « famoso entre comillas »*) et donc tout le monde apprend l'assemblée, parce qu'on apprend surtout par mimétisme, donc les gens voient comment on fait, les gestes et tout ça, qui sont répétitifs et assez faciles à connaître. Ça commence à s'étendre, à devenir mainstream, et maintenant tu vois des parents dans les associations de parents d'élèves (*AMPAS*) qui font des assemblées (*rire*). Donc ça s'est beaucoup étendu, les gens l'ont vu à la télé, mais moi qui viens de la psychologie sociale, je te dis que c'est très pauvre l'assemblée. (…) Moi je crois que les cercles, c'est très bien qu'ils soient comme ils sont, je veux dire, animés (*dinamizados*) par des gens du quartier avec des assemblées, mais si tu veux faire quelque chose de plus complexe, avec plus de gens et avec

[84] A Podemos, les participants parlent souvent de « mouvement sociaux » (*movimientos sociales*, toujours au pluriel) pour désigner dans les faits des collectifs informels ou des associations. Nous verrons dans le cinquième chapitre de ce travail la perméabilité de l'espace des mouvements sociaux à ces techniques de participation.

> un vrai objectif, là je crois qu'on a besoin de facilitateurs (*dinamizadores*) experts et de faire d'autres méthodologies ».[85]

Comme nous l'observons avec ce fragment, dans les représentations de cette militante, le vocable « assemblée » n'a que très peu à voir avec le concept militant « assemblée » du mouvement ouvrier : pour elle, c'est une « méthodologie » de gestion de groupe. Suivant cette conception de la participation, l'assemblée animée par des militants peut s'avérer pertinente afin de solidariser un groupe ou de socialiser les membres à la politique. Ainsi, les cercles peuvent être animés par des « gens du quartier » sans difficulté. En revanche, s'il s'agit de remplir un objectif prédéfini dans un temps donné, faire « quelque chose de plus sérieux », la compétence experte est requise et la « méthodologie » de l'assemblée s'avère peu féconde : il faut alors par exemple recourir à la « dynamique ».

A travers les fondements de ces dispositifs, nous observons la technicisation, la professionnalisation et l'institutionnalisation dont la participation fait l'objet au sein du parti. Dans les deux prochaines sections, nous analysons deux de ces séquences participatives impulsées suivant ce modèle.

3.2 Les normes du parti-mouvement : façonner un militant modèle

> *Atelier de municipalisme*, dimanche 1er juillet 2018, toute la journée, cercle II, local de Podemos.
>
> La modératrice est également la Secrétaire générale du parti au niveau local [syndicaliste de Comisiones Obreras, environ 45 ans]. Nora [retraitée, également militante du groupement féministe] fume devant le local, elle s'étonne de me voir « un dimanche à cette heure », je lui dis que j'ai vu l'affiche passer sur Telegram. Je lui demande si c'est elle qui organise le dispositif, négatif, elle dit que c'est « le cercle, plutôt le conseil citoyen municipal, tu vois ce que je veux te dire ». (…) 16h30 : restent cinq participants. Baisse du nombre de participants par rapport à la matinée, certains militants sont allés au bar situé à côté du local pour regarder le match de football (coupe du monde

[85] Entretien réalisé avec Deborah, le 10 mai 2017. Si cette militante propose une interprétation professionnalisante de la participation avec le recours aux experts qu'elle met en avant dans les deux extraits cités, notons que les assemblées des groupements de base sont plus largement l'objet d'un processus réflexif de la part des militants et militantes. Nous aborderons cet aspect dans le chapitre 4 de ce travail.

> Espagne-Russie). Sont présents deux hommes et trois femmes, tous retraités à l'exception d'une militante d'une trentaine d'année.

Le dispositif a généralement lieu en fin de semaine et se déroule sur une large amplitude horaire, comme ici sur l'ensemble de la journée. Les participants vont et viennent, ce qui porte à croire à une certaine informalité du dispositif, pourtant le programme est transmis en avance, les personnes s'inscrivent via *Telegram* et le rythme y est particulièrement intense : il vise à remplir des objectifs prédéfinis dans un temps limité. Ce jour-là, il s'agit de « municipalisme », une terminologie régulièrement mobilisée à Podemos pour désigner de manière générique les enjeux de la politique locale. Le dernier atelier, que nous relatons ici, a vocation à préparer la campagne municipale dans un contexte où la formation se trouve en situation d'opposition. Le déroulé de cette séquence met en évidence le désajustement qui s'opère entre la représentation que la direction se fait du profil des participants aux groupements de base et le capital militant dont ils disposent effectivement ; il invite aussi à considérer les effets néfastes des conflits intra-partisans qui structurent le registre des interactions qui se déroulent au sein du dispositif. Dans un désenchantement mutuel, les participants prennent conscience qu'ils ne comblent pas favorablement les attentes de leur direction ; ils approuvent des directives venues de l'animatrice du dispositif qui, dans le même temps, manifeste sa frustration des résultats obtenus. Au cours de ce processus, les interactions, déjà régies par la méfiance, se dégradent encore davantage. Une première militante choisit de s'extraire symboliquement du dispositif, une seconde opte pour le boycott.

> Nous sommes assis sur des chaises en arc de cercle, la secrétaire générale est debout, une grande pancarte est scotchée au mur. Elle dit en riant "aujourd'hui je suis la professeure". Elle distribue des feuilles et donne les consignes : "l'objectif de cette dernière dynamique est de dessiner une carte politique du tissu associatif et politique, il faut faire une carte car nous devons les situer, ensuite il faut les classer par ordre d'influence sur la ville et de positionnement par rapport à Podemos. Il faut bien préciser pour ces deux choses ce qui est du collectif et des personnalités que vous connaissez. Par exemple, tel collectif à un local vers la station de Renfe, il est plutôt hostile à Podemos mais à l'intérieur vous connaissez quelqu'un avec qui vous vous entendez bien". Elle insiste sur le fait qu'il est aussi nécessaire de nommer les syndicats. Les participants ont vingt minutes pour élaborer leur liste. La modératrice passe derrière les militants et commentent ce qu'ils écrivent, elle touche l'épaule d'un militant et lui dit "ah oui, eux tu les vois comme ça ? C'est intéressant il faudra que tu nous expliques pourquoi quand nous ferons la restitution des apports (*las aportaciones)*".

La poignée de militants qui a préféré assister à cette dernière séquence plutôt que d'aller voir le match de football sont, à une exception, des personnes âgées dont plusieurs n'ont rejoint Podemos que récemment. Les consignes sont annoncées dans la bonne humeur, le dispositif devrait être fluide, la disposition du matériel et des personnes rappellent l'activité ludique, le jeu dont le plateau a été dressé. Du point de vue de l'animatrice, il semble alors évident que les militants présents auront quelque chose à dire sur le sujet demandé : elle prévoit effectivement vingt minutes pour élaborer la liste, ce qui porte à croire que celle-ci devrait être dense et étayée.

En suivant la consigne donnée, les participants s'affairent à élaborer leur liste, mais plusieurs regardent tout de même ailleurs ; l'animatrice semble jouer à « la professeure », passe dans les rangs, commente. Le dispositif participatif ne repose toutefois pas sur la prise de parole volontaire : il s'appuie sur le prérequis que tous fassent « des apports » au moment de la « restitution », des terminologies qui font également partie du lexique participatif de Podemos. « Faire des apports » signifie en fait que chacun doit activement contribuer, il faut donc prendre la parole – sous peine d'être de toute façon interrogé – proposer du contenu mais aussi s'assurer que ce contenu soit pertinent, une justification de la prise de position étant attendue. Il s'agit donc d'être utile au dispositif, et comme nous allons le voir, c'est l'animatrice qui sanctionne cette utilité au regard de critères qui ne se dévoilent qu'au moment où se joue l'interaction.

Quand vient l'instant de la « restitution », force est de constater que la liste ne correspond ni à l'explicitation d'un réseau complexe dans lequel ces personnes seraient fortement insérées ni à des réflexions précises sur les rapports de force politiques locaux. La justification accréditant le rapport positif ou négatif de ces collectifs à Podemos n'est même pas évoquée. Plutôt, la mise en commun tourne à l'énumération vague des organisations de gauche traditionnellement implantées au niveau local et c'est comme pour combler l'espace, ou les attentes, que les militants prennent la parole à la volée. Les noms de collectifs, partis, associations, syndicats, fusent dans un chaos général qui échappe un instant à l'animatrice :

> « L'animatrice nous dit que le temps est passé. Jorge est le premier à parler, « ceux de *comisiones obreras* [syndicat] ils sont favorables à Podemos. » et Nora lui répond en soufflant « ah oui et UGT [syndicat] tant que tu y es, quelle blague » suivi de Maria José « les partis de gauche, les groupes

> féministes » ; Nora : « pour moi, rien » ; Marta « il y a Equo [parti écologiste] et IU », Nora lui coupe la parole « non mais ça ce sont des forces sœurs, ça ne compte pas, on fera déjà surement campagne avec eux sur la liste » et Marta ajoute « n'importe quoi, ils ne nous sont pas du tout favorables » ; Jorge dit « le mouvement des retraités » ; Miguel dit « ecologistas en acción » puis « les associations de quartier ». »

Ces « apports » sont censés être basés sur un parcours militant contestataire qu'il est tacitement admis que tous détiennent : il est attendu que les participants citent précisément des personnalités au sein des collectifs, explicitent les motifs d'un rapport étroit, distancié ou hostile à Podemos, qu'ils les situent politiquement et géographiquement. Clairement désajustés, ces « apports » sont donc jugés insuffisants par l'animatrice : elle donne alors à nouveau les consignes de cette « dynamique », cette fois en adoptant un ton véhément. Du même coup, elle explicite le véritable objectif de la session, savoir, l'évaluation de ces militants d'un parti-mouvement. Ce repositionnement modifie, pour le reste de la session, le ton des interventions.

> « L'animatrice prend la parole de manière véhémente : « non mais ce n'est pas ça l'idée de la dynamique ». Il y a un temps de silence dans l'assistance. Elle ajoute : « bon, je vais faire un peu la prof une nouvelle fois [*la profe*] tu dis les associations de quartier, alors il y en a combien ? elles sont où ? est-ce que nous connaissons des gens là-bas ? Je veux savoir ce que vous savez et où vous êtes pour évaluer la connaissance qu'à ce cercle de son territoire (elle regarde Miguel dans les yeux puis toute l'assistance) »

Alors que les participants sont assis pour former un arc de cercle devant la pancarte scotchée au mur, l'animatrice est debout stylo à la main, le lexique employé (la professeure, l'évaluation de connaissances) et le matériel (les feuilles distribuées, la pancarte même) ne sont plus les éléments d'une représentation ludique de la salle de classe, ils sont littéralement la salle de classe dans laquelle, suivant les propos de l'animatrice, un examen est en cours. Face à cette assistance indisciplinée, l'animatrice ajuste son approche didactique, elle fait preuve d'autorité en adoptant un ton proche de la sévérité qui dénote également une forme d'indignation : comment la dynamique peut-elle être si chaotique ? Faut-il expliquer à nouveau les consignes ? L'interaction met ici en évidence le désajustement qui s'opère entre le capital militant supposé des participants et leur parcours effectif : d'un côté, ils ne présentent pas la trajectoire attendue et de l'autre, ils ne maîtrisent manifestement pas non plus les conventions élémentaires de la « dynamique ».

Deux militants présentent pourtant ce parcours contestataire idéal. C'est le cas de Nora, également militante féministe, sur qui nous nous concentrons maintenant. Nora adopte ici un rôle proche du boycott[86]. Ce rôle transparaît quand elle indique hors du local avec résignation que le dispositif est organisé par la direction mais aussi dans son attitude lors de la restitution : elle souffle, émet des sarcasmes avant de répéter qu'elle ne connait aucun collectif, « pour moi, rien », alors que, dans les faits, elle en côtoie plusieurs. Elle est alors sollicitée spécifiquement par l'animatrice qui connaît son engagement féministe et l'invite avec une certaine vivacité à « faire un apport sur ce thème », à la suite de quoi un échange tendu s'engage, elle passe du boycott au sabotage :

> « Ecoute (*mira*), les groupes féministes ici c'est facile : 80% sont du PSOE, 20% pourraient être avec nous, mais elles sont apartisanes de toute façon. Elles sont contre Podemos en réalité. Et aussi il y a les féministes de IU, donc elles sont de IU. Moi je suis en contact avec elles, évidemment ». La jeune militante prend la parole : « elles sont contre Podemos ou pas ? » Nora répond : « ce sont des groupes qui déjà entre eux ne s'entendent pas, c'est un drame, ce ne sont pas des gens activement avec nous, s'il faut voter, peut-être qu'elles voteront pour nous, c'est pour ça que je dis ça, mais elles sont contre Podemos ». La jeune militante répond « elles sont contre Podemos mais pas contre les *compañeras* féministes de Podemos c'est sur » ; Nora : « oui, ça c'est évident, donc c'est ce que je dis, elles sont contre Podemos. ». Jorge dit : « alors je les écris ou pas ? ». Il est finalement inscrit sur la pancarte « groupes féministes », au milieu à cheval entre la colonne « en faveur » et « contre » Podemos.

Avec son intervention, Nora rend visible aux yeux de tous la difficulté de l'autodéfini parti-mouvement à s'insérer dans un tissu contestataire local dont les membres sont, selon elle, soit proches d'autres formations partisanes soit hostiles à Podemos. Dans cette conjoncture, si un potentiel revirement est dépendant d'un travail militant dont il s'agirait qu'elle prenne l'initiative à la demande de la direction, il ne faut pas compter sur elle. Elle refuse explicitement d'assumer la responsabilité d'un porte-parolat du parti auprès de ces militantes féministes qu'elle indique bien connaître et côtoyer par ailleurs : si elle est en relation avec ce tissu contestataire, c'est par son engagement féministe et pour son engagement féministe. L'interaction montre ainsi l'ambivalence du rapport qu'elle entretient avec Podemos : elle parle bien d'un « nous » pour

[86] Nous verrons dans le chapitre cinq de ce travail les motifs pour lesquels les militantes du groupe féministe de Podemos entretiennent, pour la plupart, une relation compliquée avec le parti duquel elles sont membres : au cours de notre enquête, cette relation se caractérise le plus souvent par la méfiance voire, ponctuellement, l'hostilité et même la défiance. L'attitude de Nora le jour de l'atelier s'inscrit pleinement dans ce registre.

évoquer le parti, mais la distinction opérée entre les « *compañeras feministas de Podemos* » et « Podemos » apparaît y compris intériorisée par une autre militante. La marque « Podemos », lorsqu'elle est stigmatisée, ne renvoie ainsi pas aux participants des groupements de base mais à ses porte-parole avec lesquels la marque est soudain exclusivement identifiée, un code qui semble compris par tous. Dans cette interaction, Nora transpose le stigmate à l'animatrice qui, ici, représente bien « la direction ». Nora ne quitte pas le local mais reste silencieuse le reste de la dynamique : elle ne formule que quelques commentaires sporadiques (« il est déjà tard »), souffle à plusieurs reprises, regarde sa montre.

Une militante retraitée nouvellement membre du cercle prend alors la parole, comme pour rassurer l'animatrice de sa bonne volonté et de ses compétences après des échanges jusque-là tendus et peu féconds (la pancarte est toujours très clairsemée). Sa proposition se heurte toutefois à une réception hostile qui manifeste les effets néfastes des conflits internes sur les interactions au sein de la formation.

> « il y a l'Ateneo populaire de la ville, il y a beaucoup de gens là-bas, beaucoup de collectifs ». Un vif débat s'engage sur la position de l'Ateneo envers « Podemos cercle II ». Marta dit : « Mais c'est qu'à l'Ateneo il y a tous ceux d'avant la *Gestora*, avec eux c'était terrifiant (*era terrorifico*) ! ils ne sont pas du tout favorables à Podemos cercle II ! ». L'animatrice coupe court au débat, elle dit qu'il faut reprendre la dynamique, que ce n'est pas le sujet, qu'il n'est pas question d'aller à l'Ateneo. Maria José dit « ah d'accord, je ne savais pas, pardon ». Les autres militants ne semblent pas très bien comprendre, instant de confusion. L'Ateneo n'est pas inscrit sur la pancarte. »

En dépit de la présence d'une colonne prévue pour inscrire les collectifs dits « contre Podemos », cet espace militant disparaît : ce qui se rapporte aux conflits internes est manifestement indiscuté – la militante qui formule la proposition n'avait pas l'information – et indiscutable – la modératrice, dans la précipitation, évince la possibilité d'une mise au point. La proposition de cette militante nouvellement arrivée dans la formation qui, avec cette intervention, entendait probablement faire preuve d'une participation active en « apportant », c'est-à-dire en prouvant son utilité, est donc irrecevable : après la réaction épidermique que cet « apport » a suscitée, elle se met en retrait le reste du temps que dure l'atelier. Dans notre compte rendu nous avons également noté en conclusion « Maria José n'a pas pris la parole après son intervention sur l'Ateneo. Elle est assise sur sa chaise, elle regarde un peu en l'air, elle s'ennuie ? elle est déçue ? elle semble mal à l'aise. » La militante s'extrait symboliquement du

dispositif, mais aussi du groupe. Nora, quant à elle, ne fait pas l'objet d'une réprimande publique, ce qu'elle doit peut-être à son rôle symbolique au sein du cercle (elle participait avant l'arrivée de la directrice locale) et à son multipositionnement, ce qui en fait une militante valide et valable. Si « l'atelier » est censé être l'expression de la coopération et de la bienveillance, les stratégies communicationnelles employées par les participants, telles que le sarcasme ou l'injonction, donnent à voir des interactions faites de gêne, de méfiance, voire de défiance sous-tendu par des rapports hiérarchiques formellement construit – secrétaire locale également animatrice auto-désignée comme professeure – ou symboliquement ancré – les militants historiques de surcroît multi-positionnés reçoivent un traitement différencié-.

Les conflits entre la direction et l'ancien cercle ont conduit à des défections qui ont fortement affaibli l'ancrage local du parti et diminué ses ressources militantes, les conclusions de l'atelier du jour sont donc aussi, en creux, une nécessité, pour anticiper la capacité de la formation à mener campagne pour les prochaines municipales[87]. La modératrice a, peut-être, elle aussi ses propres enjeux politiques : non militante du groupement, elle est issue d'une trajectoire au sein du syndicat *Comisiones Obreras*, elle aurait été nommée par la direction régionale dans le cadre de la mise sous tutelle du cercle avant d'être la seule candidate pour en assumer la direction lors des primaires anticipées organisées[88]. Se sent-elle responsable d'une possible disparition de la formation dans le paysage local ou considère-t-elle qu'elle en sera rendue responsable ? Ce compte rendu d'observation témoigne donc aussi de la manière dont la direction fait peser les conséquences des luttes intra-partisanes sur les militants restants ou nouveaux-venus à qui est en fait déléguée la reconstruction de l'ancrage local de la formation : le multipositionnement devient un impératif que le dispositif participatif sanctionne. L'interaction restituée précédemment, au cours de laquelle l'animatrice interpelle de manière véhémente un militant retraité, Miguel, après son « apport » sur les associations de quartier, entre dans cette logique : le retraité a participé à toutes les séquences du jour, il semble particulièrement motivé et souhaite manifestement s'impliquer dans le dispositif et dans le cercle. Dans une conjoncture de tension interne, de risque électoral et *d'exit* d'une partie du groupement, il pourrait constituer une ressource, tout comme Maria José. Pourtant, il est publiquement réprimandé :

[87] Quelques mois plus tard, certains des ex-militants lancent d'ailleurs une candidature rivale pour les municipales.
[88] Cette information nous a été confiée par une militante retraitée du cercle de II au cours d'une conversion informelle après l'assemblée tenue le 5 mai 2018. La dirigeante locale souffre, auprès de plusieurs militants, d'un fort déficit de légitimité au motif de cette affiliation au courant majoritaire.

comme à Maria José, on transmet à Miguel qu'il a mal fait. Ces éléments portent à croire que c'est bien l'évaluation de l'adéquation d'un profil militant à des critères discrétionnaires et implicites qui se jouent lors de ce dispositif.

Les militants ne parviennent pas à satisfaire les attentes de l'animatrice. Dans un climat dégradé après l'échange tendu avec Nora sur les groupements féministes, la « maladresse » de Maria José quand elle soulève un tabou sur les *exits* du groupe et la réprimande envers Miguel pour un « apport » considéré comme incomplet sur les associations de quartier, la dirigeante locale recourt à la stratégie du bon élève pour sortir de l'impasse : l'un des militant présent semble être la dernière ressource. Elle interpelle alors soudainement Jorge, qu'elle avait déjà sollicité plus tôt afin d'inscrire sur la pancarte les « apports ». Les deux personnages sont donc debout face aux quatre participants restants assis sur leur chaise en arc de cercle. Le militant se voit soudainement érigé, bien malgré lui, en « bon militant de Podemos », en exemple que le reste du groupe devrait s'attacher à suivre. Du même coup, le reste des participants se voit, une nouvelle fois, mis face à leurs supposés manquements avant d'être enjoints à les combler en « prenant une initiative ».

> « Jorge, toi tu es quand même à la coordination du mouvement des retraités[89] non ? Vous voyez, on peut attirer des personnes à travers Jorge, qu'est-ce que tu en penses ? Ils pensent quoi de Podemos ? Parle-nous du mouvement des retraités. » La modératrice fait un geste par lequel elle donne la parole à Jorge. En même temps tout le monde acquiesce d'un « oui » verbal ou par la gestuelle (signe tête). La modératrice prend le stylo et écrit « *movimiento de pensionistas* » sur la pancarte dans la colonne des « pour » pendant que Jorge explique ce qu'est la coordination. La modératrice dit que le reste des personnes présentes devraient se rapprocher de ce collectif pour « tisser des liens entre Podemos et les mouvements sociaux », que ça devrait être une « initiative prise par le cercle lors de la prochaine assemblée ». Elle insiste « prise par le cercle en tant que cercle ». Les militants hochent la tête (disent « oui »), plusieurs disent « d'accord » (« *vale* ») en chœur, ton un peu terne. La modératrice dit au militant qu'il faut qu'il envoie l'affiche du prochain rassemblement sur *Telegram* pour que les autres puissent y aller avec lui, tout le monde fait des gestes positifs d'acquiescement. »

Jorge n'avait pas non plus évoqué son rapport étroit au mouvement des retraités lors de la première phase de restitution. Si Nora assume la position du boycott, Jorge ne collabore pas

[89] Le « *movimiento de pensionistas* » est un collectif constitué contre la baisse des pensions de retraite, plusieurs manifestations et rassemblements en faveur d'une révision législative rythment notre enquête.

activement mais il coopère finalement lorsqu'il est sollicité, ou contraint, par l'animatrice : il ne s'engage toutefois formellement qu'à transmettre une affiche sur le groupe virtuel de discussion. Les deux personnes disposant d'une trajectoire valorisée dans le parti-mouvement ne semblent ainsi pas encline à être la courroie de transmission mouvement/parti que l'animatrice souhaiteraient qu'ils soient d'ailleurs spontanément.

Alors que dans les groupements de Podemos les réunions se soldent généralement par un moment de convivialité autour d'un verre, ce jour-là, aucun participant ne s'attarde devant le local, il est 18h40, cette dernière séquence a duré un peu plus de deux heures. Ici, le dispositif participatif n'a sans doute ni amélioré la cohésion du groupe ni constitué un espace d'apprentissage militant. Pour l'observatrice, il met en évidence des injonctions faites aux participants desquels il est attendu un volume important de capital militant décliné sous deux dimensions : d'abord, sous la forme d'un multi-positionnement, de l'insertion dans un réseau, d'une connaissance « politique » fine du terrain ; ensuite, sous la forme d'une incorporation des normes d'interaction propres à ces « dynamiques » mais aussi aux conventions tacites du groupe, ou plutôt de l'animatrice, notamment les tabous. Le dispositif témoigne alors également des effets des luttes intra-partisanes qui surplombent de tout leur poids les interactions : la défiance des militantes féministes envers la direction ; le déficit de légitimité de l'animatrice locale et les représentations qu'elle projette sur des militants qu'elle connait manifestement peu ; les conséquences sur la capacité du groupe à se resolidariser et aux nouveaux arrivants de se familiariser avec l'histoire du collectif qu'ils intègrent, ses événements commémorés et ses tabous.

Le parti-mouvement est ainsi un modèle qu'il s'agit de fabriquer et auquel les militants sont enjoints à se conformer. Or, cette qualité est à la fois peu compatible avec des primo-entrants dans le militantisme, ce vivier nouvellement politisé qui serait aussi la caractéristique de ce parti-mouvement (l'enquêtée qui évoque l'Ateneo) et avec les rapports de méfiance qui traversent la formation. Les militants effectivement multi-positionnés (militante féministe ; militant du mouvement des retraités) sont, dans les faits, réticents à l'idée d'assumer le rôle que la direction souhaite leur faire endosser, témoignant d'une réticence à assumer une forme de porte-parolat de la formation.

Le dispositif participatif est aussi une formidable occasion pour diffuser des schèmes discursifs visant à légitimer des ajustements organisationnels prévus par la direction : le label « parti-mouvement » est alors réactivé mais adapté pour servir de justification à un repositionnement du rôle des membres des groupements de base tel que décidé préalablement par la direction. Enjoints à se convertir en porteurs de projet du quotidien auprès des collectifs contestataires des territoires sur lesquels ils sont implantés, les propositions des groupements de base sont soit éludées soit remaniées pour correspondre à un besoin prédéfini par la direction.

3.3 La malléabilité du label parti-mouvement : l'invocation des mouvements contestataires

Cette adaptabilité du label est au cœur du « processus participatif » organisé le 18 mars 2018 par le Conseil Citoyen Autonomique de Madrid (CCAM), la direction régionale du parti. Présenté comme un dispositif visant à l'élaboration de la campagne électorale, à cette occasion on procède à la légitimation d'ajustements des modalités du militantisme que la direction souhaite impulser. A certains égards, il est le prélude (en mars) de la séquence (en juillet) que avons évoqué dans la section précédente.

Réunissant des militants venus de toute la communauté autonome, le dispositif est prévu sur l'ensemble de la journée, il s'inscrit dans un « processus participatif » intitulé « En marche » (*En marcha*) dans l'objectif de préparer le cycle électoral de 2019[90]. La temporalité de la journée se divise en quatre séquences : une présentation générale de la part du Secrétaire général régional est suivie des « dynamiques » puis de leur « restitution » de la part des « animateurs ». La journée est close par un « *acto* », une réunion publique qui comprend des prises de parole de différents cadres de la formation. L'objectif du dispositif participatif est de répondre à la question suivante : « comment implanter le parti-mouvement sur le territoire espagnol ». Ici, les militants sont encouragés à se convertir en porteurs de projet du quotidien pour « tisser des liens avec les mouvements sociaux ». Mais le label est justement réactivé alors que la direction

[90] Le dispositif se déroule au *Matadero*, anciens abattoirs de Madrid dont les hangars ont été reconvertis en lieux de manifestations culturelles et parfois militantes. Ces dernières ont principalement lieu dans la « *nave ternera* », c'est notamment le cas de certaines assemblées du mouvement féministe ou de réunions publiques de Podemos. Il s'agit d'un espace bien connu des activistes madrilènes qui le fréquentent régulièrement.

promeut, en parallèle, une modification organisationnelle d'ampleur : après la procédure « active ton cercle » il s'agit d'impulser et de légitimer la création d'un « registre de militants » (« *censo de militantes* »). Ce jour-là, on diffuse donc à travers le dispositif participatif la nouvelle acception légitime du label, pour lequel l'invocation des mouvements contestataires joue un rôle central, on transmet et on circonscrit le rôle attendu des militants, quitte à ajuster les propositions qui émanent effectivement du dispositif participatif.

> 18 mars 2018 10h30. *Matadero*, Militants venus de toute la communauté de Madrid.
>
> Dans la salle, une scène est au fond, avec un pupitre et des chaises formant une rangée de gradins. A l'opposé de la scène, une grande table avec une série d'ordinateurs. Au milieu, le reste de la salle est composée de séries de chaises sont disposées en cercle, laissant un espace d'un périmètre conséquent au milieu. On s'assoit avec quelques militants, mais deux s'écartent pour assumer le rôle parallèle qu'ils ont au sein du parti : le premier (militant du cercle I, permanent depuis 2015) s'assoit dans la zone des ordinateurs, il s'occupe de retranscrire la journée sur les réseaux sociaux. La seconde (membre du cercle et élue à la direction régionale depuis 2016) s'assoit au premier rang de ces chaises disposées en cercle, à côté du Secrétaire Général, avec le reste de l'organigramme régional du parti et certains de l'organigramme municipal. Un militant me dit : « tiens, on voit qui est militant et quand ». Peu à peu la salle se remplit, une centaine de personnes. Personne ne sait vraiment comment va se dérouler la journée et des conversations sur un ton surpris commencent à la vue de la disposition des chaises qui laissent penser à un meeting. Le militant me fait remarquer que les « représentants des cercles sont là » et il dit en riant que « comme personne ne sait qui ils sont on leur a mis le t-shirt de Podemos » (…)

Comme nous l'observons, le décorum de ce dispositif est proche de celui précédemment évoqué. Cette journée est retransmise par des posts sur les réseaux sociaux : c'est la représentation de la spécificité participative de Podemos à l'échelle de la communauté autonome, rien n'est donc laissé au hasard. Les participants, quant à eux, ont beau être les principaux intéressés du dispositif – ils en sont a priori les acteurs – ils n'ont qu'une vague idée du déroulé de la journée ; certains sont même plutôt sceptiques, ce qui est à nouveau exprimé par le sarcasme. Cette première séquence témoigne déjà des rapports tendus entre les participants, notamment les militants envers les membres présentant un double, voire un triple statut de militant, professionnels et/ou élus[91]. Les « représentants des cercles », également

[91] Nous reviendrons sur cet aspect dans le chapitre 4 de ce travail dans lequel nous questionnons les pratiques des groupements de base et la dynamique des rapports entre les participants, de la solidarité à la défiance.

évoqué par le sarcasme, sont un porte-parolat créé à l'occasion de Vistalegre II destiné à institutionnaliser le protagonisme des groupements de base dans la formation, mais les candidats à ces primaires ne sont toutefois pas nécessairement membre d'un cercle. Paradoxalement, alors que ces représentants sont censés incarner la prégnance des groupements de base pour le parti, la réaction de ce militant met au jour la frustration qu'ils suscitent : le signe distinctif dont la direction les a affublé ne fait que mettre en lumière leur rôle subalterne (le reste de l'organigramme n'en a nul besoin) et la prise de parole témoigne du déficit de légitimité dont ils souffrent. Nous verrons plus bas les motifs de cette défiance.

La journée démarre avec une prise de parole du Secrétaire Général de la formation au niveau autonomique :

> Le Secrétaire prend la parole, il est debout au centre de ce cercle et se déplace pour occuper l'ensemble de l'espace. Il dit : « Ceci est une événement de militants, pas un événement citoyen » ; « nous avons un leader qui peut être président du gouvernement » ; « Nous, avec un leader à notre tête » ; « Les cercles doivent être des gens qui organisent la vie politique et culturel du quartier »

Le discours vise à motiver et solidariser les militants en cette période de pré-campagne. Comme il est habituel à Podemos, en dépit de l'absence physique du dirigeant, celui-ci est symboliquement omniprésent. Le dirigeant régional insiste sur le rôle attendu des membres de Podemos au sein de leur territoire, être les protagonistes de l'activité contestataire, des ambassadeurs de Podemos sur le terrain : les éléments de langage de l'atelier municipaliste sont d'abord diffusés ici. Cette insistance à ancrer le rôle des militants résonne directement avec l'introduction d'une dichotomie très peu habituelle à Podemos : la distinction entre « citoyen » et « militant ». Lors des conversations informelles qui suivent le discours, cette distinction qu'opère le dirigeant régional est la source de nombreux commentaires négatifs. Comme il est également habituel à Podemos après une manifestation de ce type, les cadres font parvenir sous la forme d'un compte rendu sur *Telegram* « une réflexion », un récit sur la rencontre qui en fabrique la mémoire : on circonscrit les éléments de langage et on créé des évidences, on entérine ce qui doit être retenu, on tire des leçons. Le message du dirigeant régional est transféré par la militante élue de l'organigramme et professionnelle, on retrouve la répétition de ce nouvel élément de langage devenu évident : la militance.

« Communiqué du canal de Espinar : [18.03.18 22:29]

[Forwarded from Ramón Espinar - Canal]

📌 « quelques réflexions sur mon intervention lors de la réunion « Madrid en Marche »

➡️ « L'événement d'aujourd'hui a été un événement pour la militance. Une militance qui a rempli la Nave de Terneras du Matadero, pour en sortir ensemble plus forts et organisés afin d'affronter avec brio les élections de 2019 (…) »

Cette distinction est aussi nouvelle qu'inattendue dans ce parti qui revendique l'ouverture de la participation et l'a réaffirmé avec vivacité dans les documents de Vistalegre II. L'apparition du terme « militant » n'est toutefois pas si soudaine : quelques semaines plus tôt, une permanente transmet sur le *Telegram* du groupement une affiche sur laquelle apparaît la création d'un « registre des militants » (« *censo de militantes* »). La direction délègue alors justement à ces « représentants des cercles » la tâche d'expliquer et de promouvoir cet ajustement formel. La défiance envers ces porte-parole élus de la part des participants des groupements de base ne saurait être mise en sens sans revenir sur ce qui se joue dans le cercle I lors de l'assemblée du 4 mars 2018, soit quinze jours avant le dispositif participatif.

Mars 2018 – 18h Les trois personnes qui sont là sont représentants des cercles (deux hommes, une femme). Luis (membre depuis 2014, vocal vecino pour Ahora madrid) prend la parole, il dit : « pourquoi vous n'avez pas prévenu de votre présence avant de venir ? » et ajoute qu'à l'ordre du jour un débat sur les espaces non-mixte était prévu et qu'il n'aura donc pas lieu. Luis : « ça n'est pas sur le ODJ, plein de gens seraient venus s'ils avaient su, non ? ». Les militants sont surpris de les voir dans l'assemblée, nous ne savons pas de quoi ils vont parler. Julia (membre du cercle depuis 2014, membre du conseil citoyen municipal et salariée de Ahora madrid) est apostrophée de manière véhémente par plusieurs membres du groupe, ils la soupçonnent d'avoir été mise au courant sans transmettre l'information. L'un des représentant prend la parole, il lit sur son Ipad : « je lis parce que j'ai une très mauvaise mémoire. On est surtout là pour se présenter, avant tout ». Il explique les missions des représentants de cercles. Il cherche Julia du regard et lui dit « ça tu le sais sûrement mieux que quiconque Julia ». Il poursuit : « nous devons nous implanter sur le terrain » et ajoute : « il faut identifier qui est parti, quand, pourquoi et si on peut les récupérer pour faire campagne » puis : « moi je suis du cercle de Usera (quartier populaire du sud de Madrid) et quand on envoie un mail au cercle c'est à 60 personnes mais à mon cercle il y a 10 personnes aux assemblées ». La seconde représentante prend la parole et annonce : « on voudrait faire un *censo* (recensement, registre), les inscrites mettraient leur DNI (document national d'identité) ». Luis sans tour de parole interpelle. Il dit : « pourquoi ? pardon ? » Je suis à côté de lui, eux nous font face, de l'autre côté de

> la table. Elle répond, gênée : « pour savoir qui participe vraiment, tu sais, après le boum qu'a représenté Podemos… » Le représentant la coupe il dit d'un ton sec « c'est une manière de contrôler que les gens qui sont inscrits… le sont réellement ». Il ajoute « en fait il s'agit juste de différencier le militant qui collabore et l'inscrit qui vote. C'est fondamental et très simple. A partir de maintenant, celui qui ne met pas son DNI ne pourra pas voter, et ensuite, oui il faudra s'inscrire sur un registre et puis il y aura une procédure pour être militant ». Luis demande la parole : « j'ai plusieurs doutes sur ce qui vient d'être dit. Il va y avoir des militants à Podemos ? ils auront plus de droit que les autres ? ils devront payer ?» La représentante prend la parole : « on va entrer en campagne, il faut qu'on sache avec qui on peut compter, rien de plus ». Le débat s'envenime. David (membre du cercle depuis 2014) prend la parole : « comment on vous a distribué les tâches ? vous votez comme les autres ? qui a décidé ça ? ». Le représentant : « Julia pourrait te répondre ». David : « je préfèrerai que ce soit vous qui me répondiez ». Le représentant : « oui je disais ça comme Julia est au Conseil Citoyen Municipal. Mais oui on vote, on est tous égaux » Julia prend la parole après eux pour dire : « il y a des vases communicants. Ce ne sont pas des compartiments étanches (…) »

Lors de cette assemblée, les « représentants des cercles » tentent d'expliquer et de justifier l'ajustement promu par la direction en utilisant un argument électoral : il serait impossible de faire campagne sans une formalisation de la distribution du travail militant, ce qui, jusqu'alors, était pourtant en vigueur. Du même coup, ils rendent visible le déficit de participants auquel Podemos fait face. Les deux militants qui prennent la parole pour montrer leur désapprobation occupent un rôle symbolique particulier dans le groupement, ils sont deux militants historiques du cercle et l'un d'eux est un professionnel du groupe municipal. Alors que ces « représentants » semblent se perdre dans un argumentaire qu'ils maitrisent mal, ils recherchent le soutien d'une troisième protagoniste du cercle, participante historique elle aussi, mais également élue à la direction locale et permanente. Plutôt qu'un porte-parolat des groupements militants auprès de la direction, ils mettent alors en évidence, du point de vue des militants, qu'ils sont des intermédiaires de la direction auprès des cercles. Cette séquence informe des motifs de la méfiance avec laquelle les participants de ce cercle appréhendent le « processus participatif » du 18 mars car le 4 mars 2018, ce qui s'est joué, c'est le déficit de légitimité dont les « représentants des cercles » allaient depuis lors souffrir à leurs yeux.

La réactivation du label « parti-mouvement » lors du dispositif participatif du 18 mars 2018 va donc de pair avec sa redéfinition, celle-ci s'inscrivant dans le cadre de cette nouvelle politique de l'engagement impulsée à la discrétion de la direction par l'intermédiaire des représentants des cercles. Le dispositif à l'apparat élaboré se révèle toutefois particulièrement chaotique.

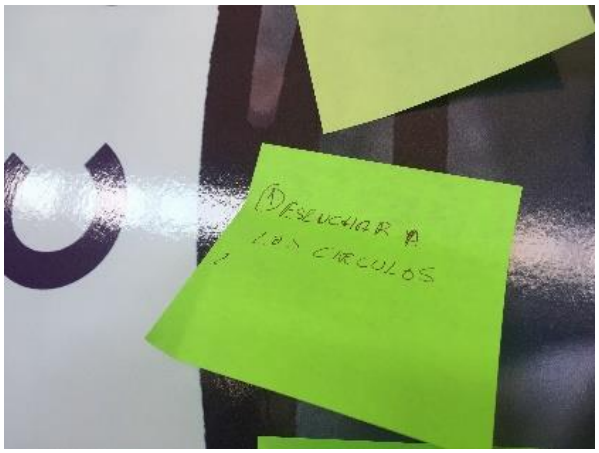
Lorena (Membre du Conseil Citoyen Municipal de Madrid, facilitatrice ce jour-là) explique que nous devons faire cinq groupes, dirigés par les représentants des cercles qui vont être les « *dinamizadores* ». C'est un « processus original pour que tout le monde participe ». On nous demande de ranger toutes les chaises rapidement, on nous distribue des post-it et un stylo par groupe de vingt personnes qui se sont formés à la hâte, on nous informe qu'il va y avoir trois questions et qu'il va falloir un post-it par question, qu'il est possible de donner plusieurs réponses par post-it. Les questions sont dites à l'oral par l'animateur : « Sur le terrain, quel est notre rôle en tant que parti-mouvement ? » ; « quels sont les besoins pour gagner en 2019 ? » « Quels sont les besoins pour implanter les deux idées antérieures ? ». Je suis dans un groupe où plusieurs personnes ne comprennent pas vraiment les consignes : l'animateur n'a pas de micro, ma voisine est âgée et entend mal, elle ne comprend pas la question ni ce qu'elle doit écrire sur les post-it et me demande plusieurs fois ce qu'il faut faire. Mon voisin, également âgé, me demande pourquoi il a fallu ranger les chaises, que c'est trop long, qu'il a très mal aux jambes. Ma voisine me redemande quelle est la deuxième question et si elle peut écrire sur mon dos car il n'y a pas de table ni de chaise. Je vais chercher deux chaises. D'autres militants s'en vont à la buvette. L'animateur prend un tableau circulaire sur lequel il colle les post-it que chacun lui donne au fur et à mesure, nous sommes en cercle debout autour de lui et de ce tableau. Il interroge chaque personne tour à tour pour demander sa réponse aux questions. Il demande de faire une seule phrase par question, il faut aller vite, un militant dit qu'on pouvait pourtant faire plusieurs réponses, l'animateur répond qu'il faut faire des « apports positifs et résumer les positions ». Nous sommes debout, post-it en main, nous nous passons le stylo pour écrire les réponses, autour du tableau et de l'animateur ».

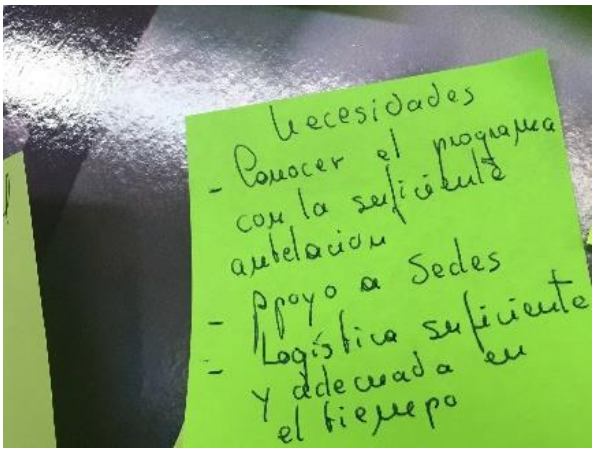
En arrière-plan, l'inscription « démocratie »

Comme nous l'observons ce jour-là, les participants formulent des propositions, qui rappellent parfois le slogan, dénotant leur volonté de développer des liens entre leur cercle et le reste des collectifs contestataires. Mais il y a également des revendications portant sur les modalités d'organisation et sur la gestion des luttes intra-partisanes. Les animateurs reformulent alors les questions afin que les réponses proposées par les participants soient circonscrites à la nouvelle acception du parti-mouvement : les liens parti/mouvements.

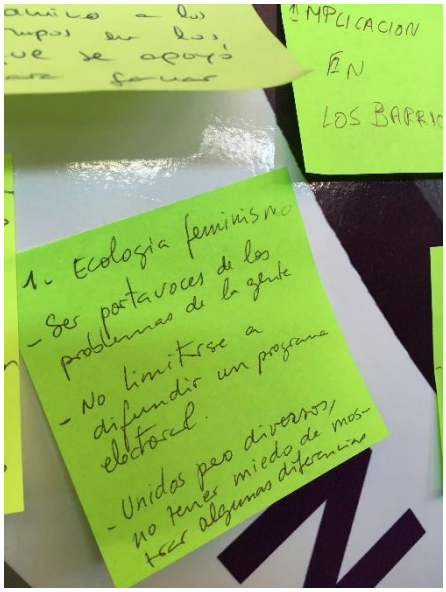
> L'animateur demande : « quel est notre rôle comme parti-mouvement sur le terrain ? » réponses floues qui portent sur les liens avec les mouvements locaux et le militantisme de rue : « soutenir les revendications des mouvements sociaux » « sortir dans la rue » « toquer à toutes les portes » « sortir des cercles ! » ; prises de parole qui rappellent les éléments de langage des discours des dirigeants : « *construir pueblo a través de un activismo para crear conciencia política* » (construire le peuple grâce à l'activisme pour créer une conscience politique) ; revendications militantes auprès de la direction : « nous avons besoin d'un local » ; « le parti-mouvement… on ne sait même pas où se réunir : l'hiver on se voit dans un bar ! ». Je change de groupe, j'entends : « écouter les cercles !», l'animateur répond « compañero, nous parlons de la campagne, des initiatives qu'il faut que nous prenions pour implanter le parti-mouvement dans nos territoires, évitons ce type de tons entre nous ! ». Le militant persiste et écrit sa revendication sur son post-it, il le colle d'office sur la pancarte.

Parmi ces propositions désajustées :





« écouter les cercles » « connaître le programme avec un délais suffisant / logistique suffisante et avec un délai adéquat»



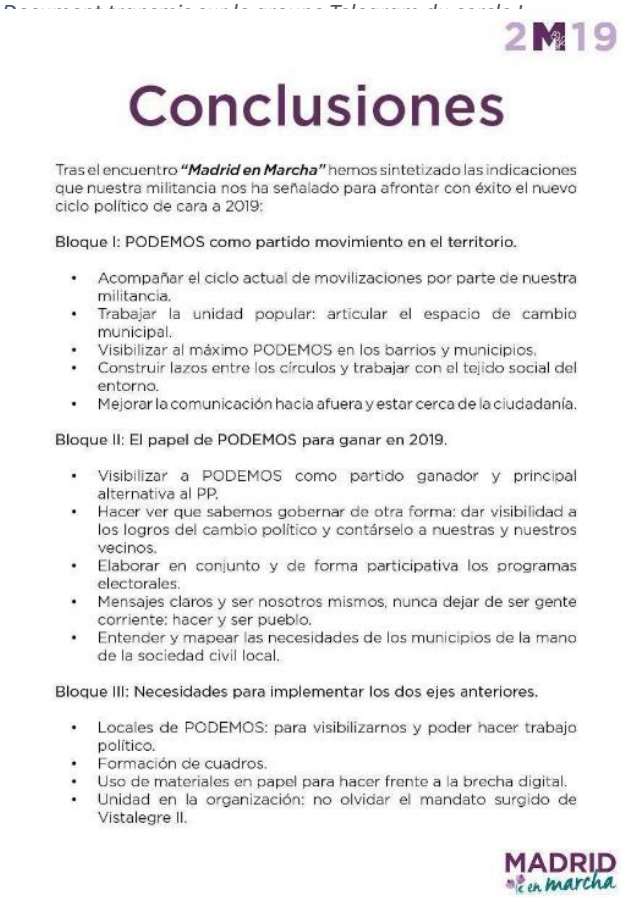
« Unis mais pluriels (*diversos*), ne pas avoir peur de montrer quelques différences »

« Ne pas se limiter à diffuser un programme électoral »

Les facilitateurs réorientent alors parfois la « restitution » en mettant en exergue les interventions ajustées au nouveau label et en usant d'appel aux procédures et aux valeurs supposées du dispositif (la bienveillance, la « positivité ») pour repositionner les interventions jugées déviantes : c'est le cas de l'intervention précédente où l'animateur évoque le « ton » avec lequel s'exprime un militant. Certains participants choisissent alors de s'extraire de la « dynamique ».

Groupe de Luis (militant du cercle I, vocal vecino Ahora Madrid). Son animateur dit : « allons à l'essentiel, plus vite » ! Luis l'interpelle : « nous n'avons pas le temps de réfléchir ! » Il est excédé par le dispositif. L'animateur lui répond : « oui, mais on ne va pas rester là jusqu'à 3 heures, il faut avancer, restons dans un registre aimable et positif compañero ! » Luis quitte brusquement la salle. Un militant dit : « j'ai l'impression d'assister à une comédie ».

Cette séquence est paradoxale : le dispositif a été pensé avec soin, il est sous-tendu par un lexique, une symbolique et des pratiques élaborées. Pourtant, le déroulé est chaotique, portant les militants à y déceler les indices d'un simulacre de participation, une « comédie ». Ce chaos se doit à des motifs logistiques, des imprévus de la part de ces experts qui n'ont pas pris en compte la diversité des profils et le nombre de personnes présentes (les animateurs n'ont pas de micro, les personnes âgées peinent à suivre le rythme, à entendre et à rester si longtemps debout). Il est peut-être aussi dû aux objectifs de ce dispositif qui visent à ne sélectionner que les réponses ajustées aux attentes des instigateurs, celles-là se révélant lors des interactions : aux questions complexes sont attendues des réponses simples et synthétiques pour un « processus » justifié par des principes de bienveillance qui servent ici à stigmatiser des interventions jugées déviantes.



2M19

Conclusiones

Tras el encuentro ***"Madrid en Marcha"*** hemos sintetizado las indicaciones que nuestra militancia nos ha señalado para afrontar con éxito el nuevo ciclo político de cara a 2019:

Bloque I: PODEMOS como partido movimiento en el territorio.

- Acompañar el ciclo actual de movilizaciones por parte de nuestra militancia.
- Trabajar la unidad popular: articular el espacio de cambio municipal.
- Visibilizar al máximo PODEMOS en los barrios y municipios.
- Construir lazos entre los círculos y trabajar con el tejido social del entorno.
- Mejorar la comunicación hacia afuera y estar cerca de la ciudadanía.

Bloque II: El papel de PODEMOS para ganar en 2019.

- Visibilizar a PODEMOS como partido ganador y principal alternativa al PP.
- Hacer ver que sabemos gobernar de otra forma: dar visibilidad a los logros del cambio político y contárselo a nuestras y nuestros vecinos.
- Elaborar en conjunto y de forma participativa los programas electorales.
- Mensajes claros y ser nosotros mismos, nunca dejar de ser gente corriente: hacer y ser pueblo.
- Entender y mapear las necesidades de los municipios de la mano de la sociedad civil local.

Bloque III: Necesidades para implementar los dos ejes anteriores.

- Locales de PODEMOS: para visibilizarnos y poder hacer trabajo político.
- Formación de cuadros.
- Uso de materiales en papel para hacer frente a la brecha digital.
- Unidad en la organización: no olvidar el mandato surgido de Vistalegre II.

MADRID en marcha

Comme nous l'observons à travers ce document transmis par la direction via les groupes Telegram, les conclusions de cette journée (c'est-à-dire le compte rendu officiellement consigné) tronquent certains des « apports » des participants en ne conservant que ce qui apparaît ajusté aux attentes du dispositif, voire à celles de la direction. Ainsi, les militants doivent « comprendre et faire des cartes des besoins locaux », ce à quoi nous assisterons lors de l'atelier municipaliste dans le cercle II, quelques mois plus tard. « Former des cadres », une proposition que nous n'avons pas entendue lors du dispositif mais au cours

du discours de clôture d'un cadre régional ; « unité dans l'organisation : ne pas oublier le mandat donné à Vistalegre II », une référence indirecte aux courants tentés par la dissidence.

Le décalage entre le décorum élaboré du dispositif et son déroulé effectif associé au cadrage des questions et l'orientation de la restitution sont les deux éléments qui approfondissent encore davantage le sentiment de défiance des membres des groupements de base envers la direction. Dans le cercle I, cette frustration s'aiguise lorsque, à la fin du dispositif, les membres se retrouvent devant le Matadero, un verre à la main :

> Tout le monde déplore le manque d'organisation, unanimité. « Ça se voit que c'est bâclé (*cutre*) David remarque qu'ils auraient pu le faire dans une fac car nous aurions été assis, avec une « vraie dynamique ». Julio dit (permanent, membre du cercle I depuis 2051) « c'est du théâtre car tout est déjà préparé pour faire campagne ».

La confession de ce militant, également permanent, à ses camarades de cercle fait l'effet d'une douche froide. Considéré comme très bien informé par le reste du groupe, son intervention est un catalyseur : à la suite de cette journée qu'ils considèrent chaotique, les membres du cercle I se réunissent et votent à l'unanimité moins une voix – Julia, autre permanente du groupe et également membre de la direction, est la seule à voter contre – l'envoi d'un communiqué à la direction le 25 mars 2018 :

> « Nous, cercle I, souhaiterions communiquer aux organisateurs de l'événement Madrid En marcha du dimanche 18 mars que nous regrettons qu'il n'y ait pas davantage de travail collectif. Il nous semble important que les opinions des militants de Podemos soient davantage prises en considération dans le cadre d'ateliers plus diversifiés et proposant plus d'heures de réflexion. Il est nécessaire de nous réunir pour passer du temps ensemble et mettre « en marche » une nouvelle année politique intense. Sachons tirer profit des personnes présentes qui, toutes, sont désireuses de participer et d'apporter quelque chose. Par ailleurs, nous souhaiterions vous communiquer qu'une fois de plus, le délai accordé pour le vote en ligne concernant le nom que nous porterons lors des prochaines élections a été trop court. Tentons d'apprendre toujours plus de nos erreurs. De manière générale, nous regrettons que la communication ne soit pas plus fluide entre vous et nous, les militants des cercles. Merci de nous faire savoir par l'intermédiaire de notre *enlace* la bonne réception de ce courrier écrit avec tendresse, mais aussi avec le désir d'être productif et autocritiques. »

Comme nous l'observons avec cette seconde séquence, le dispositif participatif est aussi l'occasion d'ajuster le discours partisan à la conjoncture : le label « parti-mouvement » est

remobilisé mais aussi adapté afin de légitimer de nouvelles orientations formelles décidées par la direction. Plusieurs militants parlent d'un « théâtre » ou d'une « comédie » pour évoquer le dispositif, un lexique qui laisse transparaître leur frustration face à un simulacre qui ne comble pas leurs attentes de participation.

**

Le dispositif participatif constitue une mise en scène, une mise en sens et une mise à l'épreuve du parti-mouvement. Représentation de la « démocratisation partisane », nous avons mis au jour les fondements spécifiques de la participation à Podemos. Technicisée, professionnalisée et institutionnalisée, elle rappelle à certains égard la technique de gestion de groupe transposée spécifiquement de principes issus de la psychologie sociale, ils circulent par l'intermédiaire des profils « techniciens du social ». Dans le cinquième chapitre de ce travail, nous reviendrons sur la perméabilité des collectifs contestataires à ces mêmes techniques, à un degré plus élevé, il s'accompagne d'un recrutement de ces mêmes profils de militants et militantes.

Avec le dispositif, nous observons aussi les évolutions de Podemos : d'un signe distinctif, le parti-mouvement est un objectif que les militants doivent remplir, ils doivent compléter et conformer leur profil militant en investissant des mouvements contestataires, s'adapter à de nouvelles règles qui codifient les modalités du militantisme. Au cours du dispositif s'entrechoquent alors des attentes différenciées qui se manifestent dans des interactions régies par la méfiance, elle structure les relations entre les militants et la direction lors de notre enquête. Alors que le dispositif met à l'épreuve la capacité des participants à se conformer à un modèle constamment réajusté par la direction, c'est en fait la direction qui se retrouve mise à l'épreuve d'une représentation idéal du parti-mouvement qu'expriment les membres de façon individuelle ou collective : la superposition des rôles des animateurs aiguisent des déficits de légitimité, les injonctions qui se déploient mettent en évidence des écueils comme le faible ancrage local du parti, la codification du dispositif met en évidence des mécanismes d'exclusion. L'idéal participatif du parti-mouvement est perçu, dans la pratique, comme un simulacre de participation : d'interactions régit par la méfiance, le dispositif fait courir le risque d'un sentiment de défiance des militants envers les instances de leur formation. Dans le chapitre suivant, en posant la focale sur les cercles, nous verrons comment cette superposition des rôles,

voire des statuts entre militants et élus, professionnels et amateurs, alimente la défiance et la désagrégation du groupe.

4. Conclusions : le parti-mouvement, entre vieux débats et nouvelles techniques

Suivant notre idéal-type, le parti-mouvement est un label revendiqué par les acteurs, il désigne un particularisme organisationnel issu de la doctrine dont se saisit le parti. Dans ce chapitre, nous avons relaté ses fondements, les luttes de classement qu'il révèle et les évolutions des acceptions du terme : à la valorisation du nombre répond la valeur des assemblées.

Le label permet ainsi de distinguer le parti, de se distinguer au sein du parti et de légitimer un modèle d'engagement militant. Il n'en reste pas moins que ses fondements inscrivent plutôt le parti-mouvement dans une histoire spécifiquement espagnole. Il s'agit à la fois d'incarner la nouvelle politique pour se distinguer de Izquierda Unida et de se distinguer du parti socialiste en s'émancipant du stigmate de l'institutionnalisation des mouvements contestataires qui lui est imputé. La nouvelle politique doit bien remettre la doctrine au centre de l'action partisane, - mais laquelle ?- et les porte-parole réactivent alors le levier du recours aux intellectuels en période de crise. Dans le même temps, le parti-mouvement s'inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol en réactivant l'ambition des *Casas del Pueblo* à travers ses *Moradas*. Podemos renoue aussi avec ses divisions traditionnelles, elles s'expriment déjà dans le rapport différencié entretenu par ses factions au mouvement contestataire contre l'austérité, devenu 15M, se traduisant ensuite par la défense de répertoires organisationnels différenciés. Tous prétendent alors promouvoir le « parti-mouvement », brouillant toujours plus sa signification.

Dans les deux premières sections, nous avons insisté sur les ressorts de ce label, le repositionnement du registre de l'expertise vers l'expertise théorique et le mythe des origines contestataires. Il condense l'entreprise de légitimation de Podemos dans un contexte en proie à la disqualification conjointe des partis politiques et de la classe politique. Dans la troisième section, nous avons constaté ses ajustements et ses usages auprès des groupements militants.

Le repositionnement de l'expertise recèle l'ambition du parti-mouvement, la rénovation de fond en comble du parti politique aux mains de politologues, la revalorisation de la production doctrinaire. Le parti-mouvement a alors pour fondement la socialisation à la politique du plus grand nombre, dans l'objectif de créer l'adhésion massive. Il se traduit conjointement par le fait de réinvestir les pratiques associationnistes tout en adaptant la structure contemporaine du *think tank,* le « laboratoire d'idées ». Nous observons ainsi la création de revues, la diffusion de programmes tendant à vulgariser la science politique avec des usages massifs des outils numériques, la publication d'ouvrages doctrinaires et l'insistance à souligner le statut d'intellectuel des dirigeants. En même temps, Podemos procède à l'ouverture d'espace de sociabilité et de socialisation à la politique, les *Moradas*, qui reprennent les codes des *Casas del Pueblo* socialistes.

Le mythe des origines contestataires révèle quant à lui les fractures entre les tendances qui se disputent l'appareil : une première lecture d'approche libertaire met l'accent sur l'*asamblearismo* et ses attributs éthiques, une seconde lecture insiste sur la force du nombre et les revendications, elle se recoupe bientôt avec une approche dite populiste. Entre la place et la rue, les lectures du 15M justifient la consolidation des courants et avec eux des propositions divergentes quant aux répertoires organisationnels. Alors que l'usage du mythe doit fonctionner comme un principe unificateur, il demeure régulièrement utilisé comme un levier dans les luttes intra-partisanes. Les lectures du 15M sont un autre exemple de la concurrence entre des d'imaginaires politiques donnant lieu à des versions différentes du parti-mouvement, condensées à Podemos.

Finalement, à travers les dispositifs participatifs de Podemos, s'observe la malléabilité de ce label dont les traits distinctifs évoluent généralement à l'approche des congrès et des échéances électorales, moments privilégiés de sa réactivation. Plutôt que la désignation d'un parti déjà différent, il permet lors de notre enquête de façonner un modèle d'engagement que les militants doivent incorporer : le bon militant de Podemos est un activiste. L'étude de ces dispositifs participatifs permet également de relever la singularité de la codification de la participation à Podemos, traduction pratique de la notion de parti-mouvement. Ce sont alors des pratiques plus originales que nous observons ; imprégnées de présupposés issus de la psychologie sociale, elles sont proches de la gestion de groupe.

L'analyse de la construction du label parti-mouvement à Podemos permet de dessiner les traits spécifiques qu'il acquiert à Podemos. Il conjugue le retour à des pratiques rappelant l'associationnisme ouvrier et l'introduction de techniques participatives plus novatrices. Ainsi, à Podemos, le label puise dans l'histoire militante espagnole et dans des techniques participatives importées de l'univers de la psychologie sociale.

Dans le chapitre suivant, nous analysons les pratiques militantes à Podemos.

Chapitre 4 : les spécificités des pratiques militantes

Suivant notre idéal-type, le parti-mouvement se caractériserait par des pratiques militantes inspirées de celles des mouvements contestataires tout en étant la transposition du corpus idéologique du parti. Dans ce chapitre, nous entreprenons de dessiner les traits du militantisme à Podemos. En premier lieu, nous revenons sur les modalités de la « démocratie interne », en second lieu, nous posons la focale sur les formes majeures du travail militant.

Dans la première section, nous décrivons le fonctionnement ordinaire de Podemos en revenant sur les trois principaux dispositifs partisans présentés comme la traduction de la « démocratie interne » : les assemblées des cercles, les primaires et les consultations. A Podemos, la distinction et le bien-fondé des pratiques reposent sur leur adéquation aux principes et valeurs de la « démocratie interne ». La « démocratie interne » fait l'objet de significations concurrentes, évolutives et ses contours apparaissent parfois brouillés. Mais l'usage du signifiant par les porte-parole produit des attentes chez les militants qui mettent à l'épreuve ces pratiques présentées comme idéales. Dans une démarche compréhensive, nous décrivons ces dispositifs, les usages dont ils font l'objet et leurs effets sur les groupements militants.

Présentés comme des dispositifs très élaborés, le déploiement des assemblées, des primaires et des consultations témoignent pourtant de l'informalité qui régit le fonctionnement de Podemos et à la faveur de celle-ci, le détournement de ces dispositifs devenus des leviers actionnés dans les luttes intra-partisanes. Les logiques de consolidation des courants convertissent les cercles en vivier de recrutement, ce qui dégrade fortement la solidité des groupements de base et met à l'épreuve la persistance de l'engagement. Des tentatives militantes en vue de dresser une frontière entre les cercles et les directions au moyen du recodage des pratiques se font jour. Ce processus de recodage témoigne, en creux, d'une quête de la « démocratie interne » qui vise en fait autant à définir le concept qu'à en trouver les traductions. A travers cette quête, ce sont les maux dont souffrirait le parti qui sont mis en évidence par les militants.

Dans la seconde section, nous nous attardons sur les formes majeures du travail militant. Celles-là sont fortement inspirées des pratiques universitaires : conférences, débats, présentations

d'ouvrages et séminaires sont les principales activités déployées par les militants, valorisées et parfois également impulsées par les instances du parti. A travers l'étude de ces activités militantes, nous observons que la conversion du capital culturel en capital militant se situe au fondement du militantisme à Podemos. Le capital culturel est la variable d'ajustement de la division du travail, des rétributions militantes et des parcours de professionnalisation. Il dessine un parti qui valorise les militants répondant aux qualités mises en avant par les dirigeants, voire, un parti qui tente d'inculquer ces qualités à ceux qui en seraient dépourvus.

Avec ce chapitre, nous dessinons les traits d'un parti qui oscille entre l'expertise et le bricolage, l'inflation des procédures et la relative informalité. D'une part, les dispositifs partisans font l'objet de détournements de la part des dites « familles » qui les repositionnent vers l'accumulation des ressources politiques pour le contrôle de l'appareil. D'autre part, le capital culturel est au fondement des formes prises par le travail militant. Si les « techniciens et techniciennes du social » mettent parfois leurs compétences professionnelles au service du parti, la progressive homogénéisation des manières de faire et du savoir-être à Podemos se réalise surtout sous l'impulsion des « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales ».

1. Quand les militants mettent à l'épreuve la « démocratie interne »

> 12 janvier 2019, Peligros, « Journées des cercles de Podemos de la province de Grenade ».
>
> Une militante du sud de la province prend la parole : « Je veux dire que je suis très, très en colère. Je n'en peux plus des purges internes ». Un militant lui répond : « nous étions soixante personnes au début dans mon cercle, comme vous je suppose. Des personnes motivées, qui avaient envie de faire quelque chose. Maintenant nous sommes quatre et avons commencé le processus de désactivation du cercle. Tout cela, nous le devons aux luttes internes. »

Comme nous l'avons exposé dans l'introduction de ce travail, notre enquête se déroule dans une temporalité particulièrement conflictuelle au sein de Podemos. Notre travail de terrain a donc été pris dans une dynamique de dégradation croissante des relations entre les différentes mouvances qui composent Podemos, aboutissant finalement à la dislocation du parti après

deux scissions successives. Ces luttes pour le contrôle de l'appareil se sont profondément répercutées dans les cercles qui se sont convertis en terrains à conquérir ou à conserver. Dans ce jeu concurrentiel, les pratiques militantes — revendiquées comme des preuves de la « démocratie interne » — que sont les primaires, les consultations et les assemblées des cercles sont utilisés pour renforcer des positions ou inverser le rapport de force : recrutement de nouveau membres, légitimation de la direction ou encore disqualification politique de l'adversaire. Ces détournements sont favorisés par la relative informalité qui régit Podemos en dépit d'une inflation apparente des procédures. Ces usages sont à l'origine de processus réflexifs de la part des militants qui mettent à l'épreuve le sens pris par la « démocratie interne ». Notre objectif ici n'est ainsi pas de fournir une définition normative de la démocratie mais plutôt de comprendre ce que les membres de Podemos font de et avec cette idée.

Dans un premier temps, nous nous concentrons sur les dynamiques des cercles en revenant sur le dispositif de l'assemblée, le noyau du militantisme à la base du parti. Dans un second temps, nous décrivons les enjeux relatifs aux dispositifs de primaires et de consultation interne.

1.1 Qu'est-ce qu'une assemblée de Podemos ?

José Luis Moreno Pestaña a souligné le paradoxe afférent aux pratiques militantes dans les assemblées du mouvement des places. Ainsi, la faible codification des interactions, qui se voit revendiquée comme un marqueur politique par les promoteurs du mouvement, s'est convertie en absence « rigueur organisationnelle démocratique » (Moreno Pestaña, 2019, p. 284). La notion permet de mieux comprendre le processus de dénaturation du caractère délibératif des assemblées et d'identifier des ressorts des dynamiques de domination. D'un côté, les personnes les plus dotées en capital culturel et militant ont converti l'assemblée en espace d'accumulation de capital symbolique convertible dans d'autres espaces. De l'autre côté, les personnes les moins dotées en capital culturel et militant ont fait usage des assemblées comme d'espaces d'expression d'opinions non proprement politiques. A Podemos, les assemblées font elles aussi l'objet de cette relative informalité et c'est justement face à ces mêmes effets, considérés comme néfastes pour la solidité du groupe, que certains militants se solidarisent

pour impulser un recodage des pratiques, une quête réflexive quant au sens de la « démocratie interne ». Dans le cercle I, elle se réalise sous l'impulsion d'un sous-groupe de militants solidarisés par leur ancienneté dans le parti, ce sous-groupe a la particularité de compter avec des représentants des trois catégories exemplaires mises au jour dans le chapitre deux. La tentative de recodage des pratiques se traduit principalement par le fait de dresser une frontière entre le groupement militant et le reste du parti. Elle se réalise moyennant un processus réflexif collectif au fondement duquel se trouve l'identification des ressorts des dynamiques de domination mesurés à l'aune de leurs effets sur la solidité du groupe.

Il faut tout d'abord souligner que la notion militante d'« assemblée » est, en soit, source de confusion. Alors que les terminologies militantes « *asamblearismo* » ou « *asamblearista* » parfois « *asambleísta* », recèlent une certaine unicité et apparaissent interchangeables, en ce qu'elles sont généralement employées par nos enquêtés pour désigner spécifiquement le fonctionnement des mouvements contestataires, le vocable « *asamblea* » (assemblée), quant à lui, est beaucoup plus vague. De plus, les premiers termes ont une connotation normative et généralement péjorative pour nos enquêtés, tel que mis au jour dans le chapitre trois, ce qui n'est pas nécessairement le cas du vocable « *asamblea* » qui le plus souvent manié comme un outil descriptif.

Mais cette terminologie descriptive renvoie néanmoins à des réalités empiriques très diverses et le sens qui lui est attribué dépend fortement des parcours biographiques des acteurs. Par exemple, la manière dont certains militants au profil « retraités infatigables » emploient la terminologie « *asamblea* » témoigne d'une acception proche du concept militant traditionnel de l'assemblée du mouvement ouvrier. En racontant sa trajectoire syndicale dans la clandestinité au sein de son usine à la fin des années 1960, Honorio se rappelle :

> « à l'heure de la pause (*la hora del bocadillo*), nous faisions nos assemblées. Nous étions au moins cinq cents ! nous nous faufilions pour sortir par derrière, par les ateliers, nous nous réunissions dans le patio, comme ça, debout, tel quel, nous faisions une assemblée, par exemple pour dire, tel jour nous allons nous arrêter pendant deux heures »[92].

Cette acception est très différente de celle employée par Deborah dont nous relations la trajectoire dans le chapitre précédent. Psychologue et spécialiste des « dynamiques », pour

[92] Entretien réalisé avec Honorio, le 20 mai 2017.

cette militante au profil de « technicienne du social », l'assemblée est une technique de gestion de groupe, celle-ci s'enseigne et s'apprend ; recélant ici spécifiquement une connotation normative, elle attribue son maniement au sein des collectifs contestataires à ses faibles exigences formelles qui la rendrait adaptable à un public profane, contrairement aux dynamiques, qui nécessiteraient un apprentissage soutenu. Elle manie par ailleurs les terminologies qui composent également le champ lexical *del asamblearismo*, par exemple « *la dinamización de la asamblea* » ou « *lors turnos de palabra* ». Ce sont ces mêmes termes que nous retrouvons chez nos enquêtées au sein du mouvement féministe, sur lequel nous reviendrons dans le chapitre suivant.

Paradoxalement, à Podemos, l'appropriation de la terminologie « *asamblea* » va de pair avec le champ lexical del *asamblearismo,* pourtant terminologie le plus souvent disqualifiante. On parle donc del « *équipo de dinamización* », du ou de la « *dinamizador*(a) », des « *turnos de palabra* » etc. Les « techniciens et techniciennes du social » sont déjà très familiers de ce champ sémantique que les autres catégories de militants s'approprient. Mais, dans les faits, la codification de ces différents rôles et des pratiques qui leur sont associées sont, là aussi, très variables voire flous. Dans le cercle III, une personne assure la modération de l'assemblée, les termes « *dinamizador(a*) » et « *moderador(a)* » sont interchangeables, une autre assure la rédaction d'un compte rendu, « *el acta* », terme traditionnel. Dans les faits, ces rôles sont attribués au début des assemblées ; le plus souvent, des membres de l'organigramme local assurent la mission, faute de volontaires et après plusieurs sollicitations, parfois insistantes. Dans le cercle II, c'est, de fait, la Secrétaire générale locale qui assure la « *dinamización* ». C'est fréquemment Pedro, l'un de nos enquêtés présentant le profil « universitaire (précarisé) des sciences humaines et sociales » et en parcours de professionnalisation à Podemos, qui rédige le compte rendu. Dans le cercle I, l'animation est assurée par une équipe composée de trois membres qui assurent une rotation tous les six mois ; il s'agit de volontaires et ils se sont généralement concertés au préalable, en l'absence d'objection publique ils sont désignés par le groupe. Dans les trois cercles, les décisions sont prises alternativement par vote à main levée et par consensus et nous n'avons pas trouvé de critère spécifique qui présiderait le choix d'une modalité ou de l'autre. Soulignons que, dans la pratique, le « *consenso* » se traduit par une absence d'objection publiquement exprimée plutôt que par une approbation unanimement proclamée.

Force est de constater qu'à Podemos, ce qui est désigné par le vocable « assemblée » peine à se distinguer d'une réunion relativement informelle. Les différences dans le degré de codification des pratiques apparaissent tenir à la continuité des membres du cercle – c'est-à-dire à l'intensité des recompositions qu'il a subi avant notre enquête –, à la solidarité, y compris les relations amicales nouées et à la présence quantitativement plus importante des « techniciens et techniciennes du social », à ce titre, le cercle I est exemplaire. Le groupement féministe témoigne toutefois d'un fonctionnement très informel alors qu'il réunit ces trois caractéristiques, ce qui en fait une exception, nous y reviendrons dans le cinquième chapitre.

Mais même le formalisme apparent du cercle I ne réduit pas pour autant la faible « rigueur organisationnelle démocratique » (Moreno Pestaña, 2019, p. 284) du dispositif. Dans le cas de Podemos, celle-ci tend à favoriser le repositionnement du dispositif vers l'expression des luttes intra-partisanes qui occupe le temps de l'assemblée. Par exemple, dans aucun des trois cercles des règles président à la composition des groupes Telegram qui constituent un enjeu fort de ces luttes : qui est sur quel Telegram est source de dispute récurrente, notamment de la part des permanents qui sont vigilants, voire surveillent les entrées et les sorties. Par exemple, lors de l'assemblée du 24 avril 2018, dans le cercle I, Julia, permanente de Ahora Madrid, prend la parole et bouscule l'ordre du jour sans que l'équipe d'animation n'arrive à repositionner le débat :

> « Julia demande de manière véhémente qui a ajouté Soledad sur le Telegram du cercle. Tout le monde se regarde. Elle demande à deux militants s'ils sont au courant, ils répondent que non. Elle s'exclame « quelqu'un l'a invitée ! » Un militant répond que c'est peut-être Juan, il n'est pas là aujourd'hui. Laura dit que c'est elle, Soledad le lui a demandé. Julia sort puis revient dans le local. Demande que Soledad soit immédiatement sortie du groupe par l'administrateur du Telegram. Un débat s'engage : qui décide de qui entre et sort du Telegram ? Julia s'emporte, « ce n'est pas à *dinamización* de décider de cela ! ». Laura demande un vote, Luis répond « la purge du siècle ! bravo ». Julia dit : « nous sommes en train de parler d'une personne qui n'est pas venue depuis presque trois ans et qui raconte à tout le monde que le cercle I n'est pas un espace démocratique ! » Laura : « moi oui je peux dire qu'elle n'est pas démocratique. Je dynamisais quand elle était là. Mais elle a le droit d'être sur Telegram et même de revenir. » Luis : « il faut qu'elle sorte, c'est une personne toxique ».

Lors de cette assemblée, rien n'est décidé. Mais quelques jours plus tard, Soledad n'est plus sur le Telegram. Comme nous l'observons à travers cet échange, les terminologies afférentes à

la « démocratie » sont très régulièrement employées et servent à identifier Podemos : le cercle est postulé comme étant un espace démocratique, dire le contraire constitue par conséquent un affront. La démocratie renvoie aussi à des normes de conduite, une personne peut ainsi être disqualifiée en étant taxée de « non-démocratique » il rejoint ici le qualificatif employé ensuite par un second militant, « toxique ». Toutefois, la démocratie, dans son acception procédurale, reste relativement floue, ses contours sont justement toujours l'enjeu de la discussion, voire de la dispute : l'ouverture formelle des espaces de Podemos constitue le dénominateur commun de la plupart de nos enquêtés, mais il n'y a pas de convention établie afin de statuer sur les entrées et sorties du Telegram, c'est au fil de l'eau que les propositions sont évaluées, subjectivement, par les acteurs. Ils s'opposent alors des arguments politiques, ou non, en vue non pas d'établir une règle générale mais de statuer sur un cas particulier, base sur laquelle émergent régulièrement les discussions de cette nature.

Julia[93], « moi, ceux avec qui je travaille, je leur dis "vous n'êtes pas des employés (*trabajadores*). Vous êtes des militants que le parti a libérés de devoir se vendre sur le marché du travail. Ne confondez pas". »

Julia à la quarantaine, elle réside dans le centre de Madrid depuis une dizaine d'années. Elle est célibataire, n'a pas d'enfant. Elle est diplômée en science politique. Comme elle, ses deux frères ont fait des études supérieures. Ses parents sont « partis de la campagne, pour chercher du travail » à la capitale à la fin des années 1960, son père a fini par ouvrir un petit commerce, sa mère faisait le ménage « chez les riches ». Ils résident toujours dans le quartier ouvrier où Julia a grandi ; quant à elle, elle a conservé à la fois son accent « *de barrio* » et le jargon madrilène. Depuis qu'elle est une « *liberada* »[94], terme utilisé en castillan pour désigner les permanents, elle n'a plus à vivre en colocation et loue un studio.

Le parcours militant de Julia remonte à l'adolescence. A la fin de ses années de lycée, elle participe à des manifestations, s'engage dans le tissu associatif de son quartier, commence à

[93] Entretien réalisé avec Julia, le 6 septembre 2018.

[94] Suivant la Real Academia Española, « *liberado* » : « qui dans une entreprise travaille exclusivement pour un organisme politique, syndical ou administratif ». Le terme n'est donc pas propre de Podemos, mais, comme nous l'observons à travers les expressions de Julia, « vous êtes des militants que le parti a libérés de devoir se vendre sur le marché du travail », il est idéologiquement mis en sens.

fréquenter les centres sociaux autogérés. A son arrivée à la fac, elle s'engage activement dans l'une des associations étudiantes satellite de Izquierda Unida, elle prend sa carte quelques mois plus tard. Elle est « toute la journée dans le local [de l'association] », fait ses premières expériences des « mauvais délires (*malos rollos*) de la politique » en assistant, déconcertée, au conflit qui oppose avec vigueur des militants de son association à un syndicat étudiant « parce que les représentants avaient des tickets gratuits pour la cafétéria ou quelque chose comme ça, donc ça a créé des tensions sur pourquoi ils ne redistribuaient pas ». En 2000, elle fait sa première campagne électorale pour Izquierda Unida, elle est aussi *apoderada* le jour des élections.

Pendant son cursus universitaire, elle veut faire un séjour à l'étranger, mais le coût est élevé, elle répète « moi j'étais classe ouvrière » ; elle finit par obtenir une bourse afin de réaliser un *posgrado* en Argentine. D'un côté, elle espère que cette expérience pèse pour le dossier de financement de sa thèse, de l'autre côté, l'Amérique Latine est au centre des discussions dans les facultés espagnoles de sciences politiques, elle est déjà fascinée par ce « lieu dans le monde où on pouvait faire de la politique comme il n'était plus possible de la faire en Europe ». En Argentine, elle suit des cours qui portent sur « la démocratie et le néolibéralisme en Amérique Latine » et par l'intermédiaire d'une association étudiante elle se familiarise avec le tissu contestataire local, entame de nouvelles lectures, s'investit dans un collectif d'entraide communautaire ; presque quinze ans plus tard, elle retrouve l'une de ses camarades argentines, entre temps installée en Espagne et devenue, comme elle, permanente de Ahora Madrid.

De retour en Espagne après ce premier séjour, c'est la douche froide : elle n'obtient pas de financement doctoral, prend un job dans un café avec l'idée de commencer une recherche en parallèle, mais « quand tu commences à bosser tu t'éloignes de l'université, tu te rends compte que c'est impossible de faire un doctorat dans ces conditions, tu vas à la bibliothèque, mais tu es déconnectée (*estás fuera*) ». Insatisfaite de ce provisoire qui s'installe, elle cherche une issue. L'une de ses amies lui parle d'un volontariat pour une ONG au Salvador, elle repart pour plusieurs mois, apprécie « l'expérience de vie » mais il s'agit de bénévolat et aucun poste ne s'ouvre. En rentrant, c'est une nouvelle déception : avec la mise en application du plan Bologne, il faut désormais « un master, c'était tout le délire autour du master, il fallait absolument un master pour trouver un boulot (un *curro*), pour tout. J'ai bossé pendant deux ans comme une

folle, même plus, deux ans et demi comme serveuse pour économiser un max de thune (*mazo de pasta*) ». Elle se réinscrit à la fac, réalise un master en science politique, fait son stage de fin d'étude dans un cabinet de consulting. Sans grand entrain, elle prolonge ce contrat précaire et de toute façon « au bout d'un an et demi, ils ont eu des problèmes, des clients sont partis, j'ai été parmi les premiers qu'ils ont virés ». Elle cherche un autre travail, cette fois c'est son niveau d'anglais qui est jugé insuffisant par les recruteurs. Elle quitte à nouveau l'Espagne, direction Londres « pour apprendre l'anglais ». Elle trouve encore un petit job sur place et encore dans la restauration. Après quelques mois, elle rentre en Espagne, répond à une offre « dans le secteur pharmaceutique, pour faire du marketing. C'était chiant (*un rollo*). Puis j'ai été virée, j'ai été virée de beaucoup de boulots comme tu peux voir, j'ai été virée parce que j'ai dit au chef d'aller se faire foutre (*le dije al jefe que se fuera a la mierda*) ». Depuis que son projet initial dans la recherche a été frustré, elle ne se sent à sa place nulle part.

Elle décide de se remettre à étudier « dans tout ça, comme tu remarqueras, je n'ai jamais fait la thèse (*rire*). Mais je ne voulais plus être dans ces milieux [le secteur privé], j'ai décidé de passer un concours de la fonction publique (*oposición*) ». Son classement lui permet d'opter potentiellement à des remplacements (*estar en la bolsa*) mais pas à un poste de titulaire. Las de ces va et vient et de ces déceptions successives, elle met sa carrière professionnelle au second plan, trouve un job de vendeuse dans une grande enseigne, fait une pause, redéfinit ses priorités. Toujours en contact avec ses anciens camarades de faculté de IU, elle réactive sa trajectoire militante à l'occasion de la Grande Récession.

Avec eux, Julia participe aux manifestations, s'investit aussi dans les assemblées, en même temps, tous s'éloignent du parti empêtré dans des cas de corruption et qui, à la fois, comprend mal et est peu enclin à soutenir le mouvement des places. Fin 2012, Julia et ses camarades répondent à l'appel de Julio Anguita, un ancien Secrétaire de IU convaincu de la nécessité d'une rénovation de la gauche afin de répondre aux aspirations des Indignés et qui a fondé à cette fin le *Frente Cívico Somos Mayoría (FCSM).* Lors du lancement, Julia y croise plusieurs futurs promoteurs de Podemos qui, comme elles, sont passés par la Complutense et par IU ; certains sont devenus enseignants, d'autres, plus âgés, ont été ses professeurs. Elle s'investit très fortement dans le recueil de signatures pour « l'initiative législative populaire » du revenu universel, la principale revendication et campagne militante du FCSM. A cette occasion, elle énumère longuement la liste des députés, des assistants parlementaires, des permanents, des

cadres et dirigeants de l'organigramme de Podemos qui, en 2013, étaient au FCSM. Le FCSM se situe à l'intersection des réseaux militants universitaires qui compte notamment le collectif Juventud Sin Futuro et des réseaux des dissidents de Izquierda Unida. Julia et ses camarades sont sollicités par les promoteurs dit « de la Complutense » en 2014 pour « aider à coordonner les cercles ». Elle se rend à la première assemblée du cercle de son quartier et participe à la campagne des européennes, puis « on me téléphone » pour être sur la liste du courant majoritaire lors des primaires de l'organigramme local. Elle est élue et réélue en 2017. Entre temps, en 2015, alors qu'elle est au chômage après avoir quitté son job de vendeuse, elle devient permanente du groupe municipal. Avec la dislocation de Podemos et la perte de la mairie, à partir de 2019 le groupe d'opposition municipal est tenu par un ex-courant rival qui a fait scission : elle perd alors son poste mais elle est reclassée la même année permanente de Podemos.

A Podemos, Julia se définit comme « pablista total » même si en réalité « c'est plus compliqué que ça, nous, nous sommes ceux du FCSM, tu auras toujours des factions dans les factions, c'est sans fin (*rire*) ». Elle insiste, rien n'est vraiment figé non plus : « tu as les trotskos aussi, mais même là, c'est plus compliqué, par exemple au début dans le cercle l'un de leur petit chef était là, maintenant il est dans les rangs *del errejonismo*, tu vois, chacun à sa petite trajectoire et se meut comme il peut (*rire*) ». Elle connaît bien les coulisses du parti et dans le cercle, plusieurs militants, dont certains avec lesquels elle a de très forts liens amicaux, lui disent qu'elle s'est convertie en « *fontanera* » (plombière), celle qui fait le sale boulot. Dans le cercle, Julia endosse effectivement le rôle de censeure de ceux dont elle considère qu'ils « ne répondent plus à la ligne de Podemos » — comprendre ceux qui ne s'inscrivent pas dans le courant majoritaire. Cela se traduit par le boycott des activités qu'ils proposent, des interventions particulièrement véhémentes pendant les débats ou le verrouillage des entrées sur le Telegram. Déjà, en 2015, une violente altercation verbale l'oppose à une militante du courant Anticapitalistas. Les deux se disputent le contrôle du cercle pour le compte de leur courant. Cet épisode, qui nous a été compté par Julia mais aussi par la seconde militante en entretien ainsi que plusieurs membres du cercle présents ce jour-là, est un premier point d'inflexion dans la dynamique du groupement : à la suite de la séquence, les membres de Anticapitalistas quittent définitivement le local ; c'est également le cas de plusieurs primo-entrants dans le champ partisan.

Julia considère être une « pragmatique », quelqu'un qui a de la « lucidité » et une fine connaisseuse des rouages de la politique. Surtout, elle se dit quelqu'un sur qui on peut compter, une fidèle : « quand tu recrutes quelqu'un, ça doit être quelqu'un de confiance ». A contrario de cette sincérité dont elle estime faire preuve, elle incrimine ceux dont elle considère qu'ils « mentent » aux militants les moins expérimentés.

« Moi j'insiste, j'ai toujours insisté la dessus, je l'ai toujours dit, et cela nous a valu de grands conflits dans le cercle. Mais c'est qu'il faut le dire, moi j'ai participé à ce qu'on appelle les "mouvements sociaux", et je peux te dire qu'il y a des dynamiques verticales, il y a des groupes moteurs, tu crois que c'était comment dans les assemblées du 15M ? Il y a ceux qui organisent, ceux qui décident, qui en parlent avant, qui font sauter les accords quand ça les arrange, dans une assemblée comme dans n'importe quelle autre organisation. Je veux dire, ça s'appelle la politique, il y a des rapports de force, cette histoire de comprendre le mouvement social comme cette chose… *Asamblearismo*, je veux dire, el *asamblearismo*, ce serait le synonyme de mouvement social, non mais, quand tu montes une assemblée sur une place, tu as des gens qui parlent à la police, qui parle à l'institution, ces gens tu crois qu'ils ont le même poids que les autres au moment de faire "les consensus" ? »

La trajectoire de Julia au sein du parti évoque à la fois les ambivalences de personnes tiraillées entre des conflits de loyauté et la séparation à l'œuvre entre amateurs et professionnels de la politique, une distinction statutaire, formelle, à laquelle l'amitié ne résiste parfois pas et qui participe directement de la désagrégation des groupements.

Julia se rend toujours avec le reste du groupe au bar après l'assemblée. Il n'est pas rare qu'elle profite de cet espace pour s'excuser de ses interventions véhémentes auprès des autres militants. Rarement auprès des personnes qu'elle a invectivées, plutôt auprès des témoins et, parmi eux, de ceux qui, comme elle, militent dans le cercle depuis sa fondation. Plusieurs comptent parmi ses amis les plus proches (en 2014, elle a partagé un temps un appartement avec l'un d'entre eux). Elle fait preuve de réflexivité, sait que sa position est délicate, elle dit : « je sais que je tends la corde ». Au début de l'enquête, ces mêmes militants incriminent la véhémence de ses interventions, leur « ton », et le lui reprochent souvent après les assemblées : « il faut prendre soin du cercle » ; elle acquiesce, puis prend les devants en s'excusant par avance. Ils l'invitent toujours quand une fête se prépare, partent même en

vacances ensemble. Mais alors que les luttes intra-partisanes s'intensifient, elle s'oppose à une autre militante historique du cercle, ralliée au courant *errejonista*, au point que celle-ci finit par quitter Podemos. Pour les militants historiques du cercle, qui disaient « tolérer », s'en est trop : ils la mettent à l'écart, créent de nouveaux telegram pour les groupes de travail en vue de restreindre la diffusion des informations. Elle n'est plus invitée ni aux anniversaires ni aux week-ends entre amis. Julia en est consciente mais minimise cette exclusion : « ce n'est pas si grave » (« *no es para tanto* »). Alors qu'ils évoquaient les sujets qui fâchent plutôt au bar, c'est progressivement dans le local et lors des réunions que les militants s'agacent et l'accusent de proférer des « éléments de langage », ils lui disent de cesser de « *bajar linea* », « donner la ligne [du parti] ». La dégradation de la relation entre Julia et le reste des membres du cercle est concomitante de la dislocation du collectif : successivement, plusieurs choisissent *l'exit,* puis le cercle est dissout.

Un an plus tôt, à la fin de notre entretien, elle avait confié : « Le problème des *liberados*, c'est que nous sommes collés aux organes et à leurs dynamiques qui ne sont pas les dynamiques du cercle. Donc quand tu retournes dans ton cercle, ce que tu fais, c'est que tu contamines ton cercle de toute la merde de ces dynamiques de merde qui se génèrent dans les organes. Je le sais. Mais ce n'est ni ma faute, ni la faute du cercle. C'est la faute de la direction. »

Les séquences houleuses, telle celle qui met en jeu l'entrée et la sortie d'un Telegram, sont récurrentes dans les cercles. Dans le cercle I, les différences entre les militants insérés dans les courants et non-insérés, les désajustements entre le volume de capital militant, les distinctions statutaires entre les amateurs et les professionnels, s'expriment avec d'autant plus de vigueur quand les personnes en charge de l'animation de l'assemblée sont des nouveaux entrants dans le champ partisan. Pour ces derniers, qui peinent à se frayer une place parmi les militants les plus aguerris, l'intériorisation de l'idée de « démocratie », entendue ici comme la libre expression de toutes les personnes présentes et la crainte de déroger à cet indicateur accentue leur difficulté :

Marie : « Tu trouves que c'est difficile d'animer l'assemblée ? »

Antonio : « Oui. C'est très difficile. Parfois je me dis que dans le fond je devrais être hyper staliniste. En te disant ça je te dis tout (*rire*). Je sais que dans d'autres cercles ils essaient de faire ça, quand une personne se met à parler alors qu'elle ne devrait pas, qu'elle commence à se mettre à crier, à raconter des choses qui n'ont rien à voir, ils disent "voilà, la porte est là". Mais tu comprends, il faut accepter tout le monde, tout le monde doit "se sentir à l'aise" (il dit, "*sentirse cómodo*" *entre comillas*, fait un sourire béat), eh bien très bien. Mais bon, je dis ça, finalement je ne dis jamais rien, parce que je n'ai pas suffisamment confiance en moi et c'est délicat de dire "sors de ce putain de local", ça ne serait pas accepté, et puis est-ce que c'est vraiment à moi de faire ça ? Je veux dire, je ne suis pas animateur d'assemblée dans la vie, moi je les enverrais tous dehors réfléchir un peu. Il n'y a pas de culture du respect envers l'animation de l'assemblée, ni de savoir se taire quand tu dois te taire. Parfois j'ai l'impression que nous sommes dans une thérapie de groupe. »

Marie : « Quand tu dis que tu n'as pas confiance, tu veux dire que tu ne veux pas apparaître comme si tu t'imposais ? »

Antonio : « Evidemment, c'est ça la question, si moi je dis à quelqu'un "oh mec qu'est-ce que c'est que ce délire que tu es en train de monter ? Moi j'ai une vie après l'assemblée, moi personne ne me paie pour être là et je veux partir à 21h00". Impossible, tu imagines. (*rire*) »[95]

Pendant les réunions, sortir subitement du local quelques minutes pour fumer une cigarette, ou simplement s'aérer, se routinise. Progressivement, des militants pourtant assidus du cercle réduisent la fréquence de leur apparition aux assemblées, trop conflictuelles. Au printemps 2018, alors que le parti se déchire, un sous-groupe de militants du cercle I composé principalement des « militants historiques » convoque une assemblée extraordinaire. Ce sous-groupe milite depuis 2014 dans le parti ; y sont représentés les trois profils militants identifiés à Podemos, les « retraité.es infatigables », les « techniciens et techniciennes du social » et les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales ; ils présentent donc des parcours militants hétéroclites. Dans le cadre d'un groupe de travail, ils ont élaboré un document qu'ils ont d'abord diffusé sur le Telegram du cercle, il s'intitule « brouillon des protocoles de fonctionnement ».

Debate sobre Protocolo, 27 mai 2018, asamblea extraordinaria, 18h15. Sept personnes présentes.

David lit un document : « selon nous, il s'agit de transposer dans un document écrit, j'insiste, écrit, des règles et un support pour soutenir les décisions que nous prenons ici et la manière dont nous interagissons les uns avec les autres. Il nous semble que notre fonctionnement, qui nous semblait

[95] Entretien réalisé avec Antonio le 30 mai 2018.

> être le meilleur, génère aujourd'hui des problèmes. Je veux souligner les pouvoirs formels et informels qui s'expriment ici et les problématiques d'efficience de l'assemblée. »

Seuls sept membres du cercle sont présents, la majorité sont en fait les membres du groupe de travail qui ont élaboré le document. La faible affluence déçoit fortement les personnes présentes, elles approuvent tout de même le document à l'unanimité. Les permanents, les élus et les militants les plus insérés dans les luttes intra-partisanes boycottent tous l'évènement, certains ont fait part de leur désaccord avec l'initiative sur Telegram : ils s'inscrivent en faux contre le fait d'établir des conventions générales, préférant la relative informalité qui permet de statuer régulièrement sur des cas particuliers pour lesquels ils peuvent faire valoir leurs arguments. Face à ces résistances, le « protocole » n'a jamais été appliqué pendant notre enquête.

C'est le décalage entre ce fonctionnement qui se doit d'être « idéal » ou « le meilleur » et l'expérience vécue qui conduit les militants à entamer ce processus réflexif sur le sens de la « démocratie interne ». Comme nous l'observons, les militants insistent sur la distinction entre ce qu'ils appellent les « pouvoirs formels », comprend la direction et les permanents, et les « pouvoirs informels », comprendre l'appartenance à une tendance mais également des inégalités sociales. La « démocratie interne » met en jeu principalement les normes de la participation.

Très vite, les débats du groupe de travail se focalisent sur les prérogatives de l'équipe d'animation, notamment la modération des outils de discussion en ligne et la gestion des entrées et des sorties ainsi que la limitation du protagonisme des professionnels, des élus, des cadres et des militants les plus insérés dans les luttes intra-partisanes. Soucieux de créer un « espace démocratique », c'est-à-dire, pour eux, un lieu qui demeure ouvert à toutes les personnes désireuses de faire partie du cercle, les militants veulent recoder l'assemblée et cela se traduit finalement par le fait de dresser une frontière entre le cercle et le reste du parti : plutôt que de poser la focale sur la libre expression des locuteurs, ils repositionnent les pratiques vers les effets sur le groupe de ces expressions.

Le premier brouillon, très restrictif, prévoyait par exemple un quota de temps de parole par assemblée basé sur l'attribution de points au moyen de critères politiques et sociaux : était prévu une pondération en fonction du genre, de l'âge et du statut, formel ou informel, de la

personne dans le parti. Les militants, qui élaborent principalement le document par voie télématique sur Telegram, jugent impraticable un tel système, mais aussi inacceptables pour les permanents dont ils ont besoin des voix ou à défaut, d'une absence d'opposition. A défaut de pouvoir recodifier les interactions, ils décident de publiciser les rôles : ils considèrent que les positions défendues par chacun et chacune ne dépendent pas de convictions personnelles mais de directives venues d'en dehors du cercle. L'objectif est donc, en creux, de dresser une frontière entre le cercle et le reste du parti. Dans le document final, il est inscrit :

> « Il est considéré important que toutes les personnes qui participons dans le cercle, et fondamentalement les potentiels nouveaux arrivants, ayons une vision claire concernant qui est dans le cercle et dans le parti, avec quels rôles et quelles fonctions (…). Pour répondre à cette problématique, les mesures suivantes seront appliquées : une pancarte sera collée sur le mur du local. Sur cette pancarte sera visible, de manière rapide et simple, les différentes personnes qui militent dans ce cercle, sera inscrit quel rôle elles occupent dans le cercle, quelle est leur place dans le parti, formel et informelle, et, si c'est le cas, également dans Ahora Madrid. »

Comme nous l'avons évoqué plus haut, ce document n'a jamais été appliqué, mais il témoigne de cette quête toujours reconduite pour la « démocratie interne », sans que ces contours ne soient jamais vraiment définitivement dessinés. Elle consiste, dans le cas des cercles, à éviter ce qui seraient des ingérences extérieures considérées comme néfastes pour la solidité du groupe.

Dans cette première section nous avons mis en évidence la difficulté de définir avec précision ce qu'est une assemblée de Podemos. Nous avons vu la manière dont se traduit, à Podemos, l'absence de « rigueur organisationnelle démocratique » (Moreno Pestaña, 2019, p. 284) et les tentatives visant à formaliser les pratiques. Dans la section suivante, nous posons la focale sur les primaires et les consultations, deux dispositifs présentés comme des expressions de la « démocratie interne » dès la création de Podemos.

1.2 Le détournement des primaires et des consultations

Dans cette seconde sous-section, nous décrivons successivement les deux dispositifs associés à la pratique du vote à Podemos : les primaires et les consultations. Censés donner corps au discours partisan sur le renouveau politique et la « démocratie interne », leur usage pour solder des luttes intra-partisanes a pour effet de dégrader la solidité des groupements de base.

Les primaires, scrutins de listes dont les règles du jeu apparaissent comme étant relativement brouillées, structurent des parcours militants suivant des logiques de consolidation des courants internes. Bien que le dispositif soit paré des atours de la campagne électorale et de ce qui est présenté comme la scientificité du mode de scrutin, l'analyse du dispositif accrédite la relative informalité qui régit Podemos.

Les consultations, quant à elles, ne relèvent pas toujours d'enjeux proprement politiques. Le détournement du dispositif au profit d'un usage plébiscitaire du vote de la part de la direction accroît les tensions en interne, suscite la méfiance des militants et est parfois le catalyseur de l'*exit*.

1.2.1 Le jeu des primaires : un exemple d'informalité et de discrétion

Lors de notre enquête auprès du cercle III, la direction locale est en conflit tant avec la direction régionale, où Anticapitalistas est majoritaire, qu'avec la direction nationale du parti, où les partisans de Pablo Iglesias sont majoritaires ; ces deux instances sont, parallèlement, elles aussi en conflit. Comme c'est régulièrement le cas, la section locale andalouse cherche à se distinguer, elle pointe l'instrumentalisation des procédures et les mésusages des dispositifs censés garantir la « démocratie interne », un principe dont la signification même est toujours en dispute à Podemos. Alors que la section locale doit mener un processus de primaire en vue de la constitution de la liste pour les municipales de 2019 avant de négocier avec Izquierda Unida la répartition définitive des postes, la Secrétaire générale locale met sur la table une proposition considérée comme subversive par le reste du groupe : publiciser la sélection des candidats apparaissant sur la liste qui doit ensuite être soumise au vote, un processus normalement réalisé de manière discrétionnaire par les tenants des différents courants. Le 14 janvier 2019, en assemblée, elle annonce :

> « Nous aurions pu faire une liste José [Secrétaire de IU] et moi, autour d'une bière, et ensuite la soumettre au vote. C'est ce qui se fait d'habitude, non ? Cette fois, la liste se décidera par consensus dans l'assemblée. »

L'initiative est perçue d'un mauvais œil par la direction régionale qui ne tarde pas à réagir. D'un côté, elle impulse aussitôt une seconde liste composée de membres de son courant pour tenter de freiner l'initiative ; de l'autre, elle bloque l'accès aux archives des adresses électroniques des « inscrits » sur la plateforme internet du parti, ce qui revient à court-circuiter la section locale dans sa tentative de publiciser les informations nécessaires auprès du corps électoral en vue de la tenue du scrutin. L'élection a finalement lieu en présentiel mais la régularité du scrutin est un temps mise en doute, ce qui alimente la défiance. La direction locale, qui revendique sa dissidence des trois courants en présence, est elle-même issue d'une primaire qui s'est tenue à peine un an plus tôt. A cette occasion, les courants habituellement en lutte s'étaient coalisés pour empêcher ces *outsiders* de rentrer dans le jeu, sans succès.

Cet exemple est révélateur des enjeux que soulèvent les primaires à Podemos. Soulignons que l'usage des primaires dans les luttes intra-partisanes et la relative informalité qui régit ces processus électifs présentent des similitudes avec le dispositif tel qu'il est manié dans le cas du PRD et que nous avons évoqué dans le premier chapitre (Combes H. , 2011). Ici, ce sont les modalités de la constitution des listes qui sont le plus souvent mises en accusation par les militants.

Concernant les primaires dans les partis politiques, « les règles du jeu sont en soi un enjeu » (Lefebvre, 2016, p. 81). A Podemos, les primaires doivent être l'expression de la « démocratie interne » et font à ce titre l'objet d'une importante théâtralisation par laquelle il s'agit de légitimer le dispositif et de solidariser les membres en rappelant la distinction de Podemos. La légitimation du dispositif se réalise notamment au moyen de la mise en valeur de ce qui serait la scientificité du mode de scrutin, dont il est régulièrement rappelé qu'il a été élaboré par le Secrétaire à l'organisation du parti, physicien de profession, autre exemple de la manière dont se manifeste le registre de l'expertise à Podemos. Dans un document interne de onze pages relayés par les permanents la semaine du 17 avril 2018 successivement sur les Telegram des cercles territoriaux I et II et sectoriel féministe, la direction s'attache à rappeler :

> « Nous utiliserons le système intitulé DesBorda, approuvé par les inscrits et inscrites de Podemos lors de la Seconde Assemblée Citoyenne Nationale de notre formation et déjà largement utilisé dans les processus de formation des organes de directions municipales et autonomiques, où le système a démontré être un système proportionnel, qui accorde représentation à la pluralité et qui garantit l'inclusion des minorités, en même temps qu'il facilite la conformation de majorités autour de la candidature la plus votée.»

Les terminologies que nous avons soulignées sont les vocables, entendus comme des valeurs, les plus régulièrement employés par la direction afin de dessiner les traits de cette « démocratie interne » que doit représenter fidèlement le dispositif des primaires. Le mode de calcul d'attribution des sièges dit « de liste ouverte et à vote préférentiel » est fortement détaillé dans le document, sa complexité apparaît constituer un argument pour donner crédit à ce qui serait l'intention et l'attention démocratique. Mais dans un contexte où la méfiance est déjà très forte au sein du parti, cette complexité est rendue suspecte. Des militants, regroupés en candidatures dissidentes, relaient eux aussi des documents sur Telegram via lesquels ils prétendent démasquer ce qui serait l'imposture du système. Ainsi, la même semaine, des personnes qui se présentent comme membre de la liste « *El resto que suma* » diffusent :

> « Rappelle-toi. Choisis bien qui tu sélectionnes en premier. Commence à voter par la fin de la liste. (…) S'il y a des candidates ou des candidats que tu souhaites voir à un poste 20 ou 30, ne les marque pas au poste 20 ou 30, parce que dans ce cas, ils ne seront jamais sélectionnés. Si tu as confiance en quelqu'un et que tu veux qu'il soit au milieu de la liste, le mieux est que tu lui octroies le plus grand nombre de points possible et que tu le sélectionnes à la première place, surtout s'il apparaît à la fin de la liste. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est ce que dit DesBorda. »

L'origine de la critique, par ailleurs très répandue chez les militants, réside dans le fait que ces scrutins de liste pour lesquels il y a parfois plus d'une centaine de candidats, laissent apparaître les personnalités les plus « médiatiques » en haut de la page du site internet, suggérant un cadrage destiné à biaiser le choix des personnes inscrites sur la plateforme du parti. Si même l'ordre d'apparition des noms sur la liste fait l'objet de résistances militantes, c'est aussi parce qu'elle dénote le désajustement entre le formalisme revendiqué du dispositif, qui serait la preuve de son caractère démocratique, et la relative informalité qui le régit dans la pratique.

Ainsi, l'un des enjeux principaux des primaires à Podemos réside dans la composition initiale de ces listes. Procédant d'une sélection discrétionnaire, les primaires manifestent la relative

informalité, tacitement reproduite par tous mais honteuse et donc souvent niée, dans laquelle se meuvent les courants qui se reconnaissent mutuellement le statut de compétiteur légitime. Dans cette première sous-section, nous décrivons les particularités que revêt le dispositif des primaires à Podemos et examinons les enjeux qu'elles soulèvent pour la solidité des groupements militants.

Comme dans le cas des socialistes français (Lefebvre & Treille, 2016), les promoteurs de Podemos se saisissent du dispositif des primaires pour se distinguer dans le champ politique et attester un renouveau qui serait marqué du sceau de la « démocratie interne ». Mais, dans le cas de Podemos, les primaires ont aussi une valeur symbolique particulière, puisque dans les faits, c'est dans ce dispositif que le parti trouve son origine. En effet, c'est bien à l'occasion de primaires organisées en ligne, pour lesquelles ont voté des « *inscritos* » en vue de la constitution d'une liste pour les européennes de 2014, que la marque Podemos a fait son entrée sur la scène publique. Le caractère « démocratique » de ce procédé de sélection est discuté lors de Vistalegre I, avec un plaidoyer en faveur du tirage au sort (Moreno Pestaña, 2017), mais elles s'imposent finalement comme l'un des principaux outils d'identification de Podemos. Les primaires sont donc un rouage essentiel du discours partisan, d'autant plus que Podemos s'attribue le mérite d'avoir « démocratisé » l'ensemble du champ politique espagnol, en prétendant être le catalyseur de l'adoption de la pratique, bien que sous une forme remaniée, par la plupart des autres partis politiques et notamment les socialistes. En interne, l'adoption de la procédure dite « activation des cercles » en 2015 suppose un quorum de participants régulier ainsi que la reconnaissance de la direction pour créer un groupement. L'annonce en 2018 de l'élaboration du registre de militants, quant à elle, prépare l'instauration de la cotisation. En conséquence, lors de notre enquête, les primaires et les consultations demeurent les deux dispositifs qui permettent formellement à la direction d'attester l'effacement de la frontière partisane, l'un des signes distinctifs de Podemos auquel de nombreux membres des cercles, singulièrement les primo-entrants dans le champ partisan, sont très attachés. Contrairement au Parti socialiste français où le débat s'est focalisé sur la délimitation du corps électoral partisan et le dépassement de la frontière partisane (Lefebvre, 2011), à Podemos le corps électoral a donc toujours été constitué de ces « *inscritos* » et aucune participation financière n'est requise. Il faut néanmoins relever que les chiffres de la participation sont plus difficiles à établir, puisque non systématiquement communiqués par la

direction. Il en va de même pour les consultations. Lors de primaires organisées à Madrid à la fin de l'année 2017, des membres du cercle I envisagent une candidature. Au cours de l'assemblée du 17 novembre, où ils évoquent cette possibilité, une permanente *a priori* bien informée et sans mauvaises intentions, indique au groupe « il faut viser 1200 hyper-militants. Les autres ne votent pas ».

Si les primaires ont été adoptées par la plupart des partis politiques en France, leur usage reste ponctuel, l'outil étant principalement employé pour désigner le ou la candidate de la formation partisane à l'élection présidentielle. Tel que souligné dans l'introduction de ce travail, l'usage que Podemos fait des primaires est sans commune mesure avec ces cas et rapproche plutôt la formation espagnole de certaines formations latino-américaines : elles dessinent un parti en campagne permanente. D'un côté, les « *primarias internas* » servent à élire l'ensemble de l'organigramme partisan dont les trois échelons — local, autonomique et national — sont normalement renouvelés tous les trois ans. De l'autre côté, les « *primarias* » visent à sélectionner les candidats amenés à concourir ensuite sur les listes pour tous les scrutins, élections municipales, autonomiques, générales. Dans ce second cas, et puisque Podemos ne concourt jamais seul aux élections, une négociation discrétionnaire s'engage avec le reste des forces partisanes de la coalition en vue de la répartition définitive des postes sur la liste commune.

C'est le (re)modelage du dispositif qui retient l'attention en ce qu'il révèle la relative informalité qui régit le fonctionnement de ce parti et ce en dépit de l'importante théâtralisation qui tend à mettre en valeur les procédures expertes et parer le dispositif des atours d'une campagne électorale.

Sur la page internet de Podemos, les prétendants doivent tous présenter un document, proche du curriculum vitae : en dessous de leur photographie, ils exposent leur « biographie » puis leurs « motivations ».

Le *cursus honorum* à Podemos ?

En parcourant les profils des candidats aux primaires de décembre 2018 organisées en vue de conformer la liste pour le scrutin des générales d'avril 2019, on peut lire :

« Je suis née à Pontevedra il y a 29 ans dans une famille humble. J'ai étudié la Philosophie à Santiago de Compostela grâce à des bourses (…) j'ai réparti mon temps entre des emplois précaires, la recherche à l'université et l'activisme dans différents espaces féministes et mouvements sociaux, nombre d'entre eux héritiers de l'esprit avec lequel nous avons rempli les places le 15M. »

« Je suis née à Huelva il y a 29 ans dans une famille travailleuse et descendante de pêcheurs. Je dois à l'effort de mes parents la chance d'appartenir à la première génération qui a eu accès à l'université où j'ai obtenu mon diplôme en Histoire (…) j'ai vécu de près l'émergence du 15M, j'ai participé activement à la construction de la *Marea educativa* qui a inondé Huelva. Quand a surgit Podemos, j'ai découvert un espace politique qui parlait la même langue que celle qui se parlait dans la rue et dans les salles de classe ».

Quand Bernard Pudal forge le concept des « biographies exemplaires » (Pudal, 1989, p. 211) du Parti communiste Français, il explique que « l'analyse de ces biographies fournit la structure du capital militant que le PC tente de maximiser en développant le culte de la personnalité du militant communiste » (Pudal, 1989, p. 221). Une étude des profils rédigés par les candidats lors des primaires à l'aide des outils d'analyses textuelles en adoptant une perspective synchronique et diachronique, éventuellement en intégrant une comparaison entre les différentes listes en concurrence, pourrait s'avérer pertinente pour reconstituer les étapes d'un cursus honorum du militant de Podemos. A grands traits, des différents processus de primaires que nous avons observés, les profils mis en valeur donnent corps au label « parti-mouvement ». Le militant exemplaire de Podemos est très cultivé, voire expert du politique et du social, il est à la fois activiste de toutes les causes et militant de quartier. Tendanciellement, le bon ou la bonne candidate de Podemos met en avant ses origines modestes mais son excellent cursus universitaire, de préférence dans les domaines des sciences sociales et humaines. Ayant connu la précarité, signe de son appartenance à la « génération Indignée », il connaît le sentiment de déclassement. Son éveil politique se doit au 15M, à défaut d'une participation dont il puisse attester, il se reconnaît dans son « esprit ». Depuis, il est de tous les « mouvements » et sait ce que signifie le militantisme sur le terrain. Il fait valoir une participation dans quelque cercle et ne manque pas de spécifier si cette participation se réalise depuis la fondation de Podemos.

Pendant les primaires, le temps militant s'accélère et le travail ordinaire est suspendu : les candidats « descendent » dans les cercles, suivant le lexique des militants, soit à l'improviste lors des assemblées ordinaires, soit dans le cadre d'assemblées extraordinaires convoquées à la hâte. La campagne occupe les *Telegrams* et les réunions. Le parti déploie alors tout son arsenal expert : le mode de calcul d'attribution des sièges est censé accréditer la démocratie sous l'égide de sa rationalité, des « comité électoraux » et des « équipes techniques » sont annoncés pour piloter le dispositif, les « commissions des garanties » sont en alertes et doivent veiller à la régularité du processus.

Ces multiples procédures, généralement détaillées sous la forme de documents épais relayés sur Telegram, apparaissent pourtant désajustées au regard de l'instabilité du dispositif. Des primaires anticipées peuvent être convoquées, comme en 2018, sous l'égide d'un argument de préparation en cas de dissolution d'un parlement autonomique. Le délai de présentation des candidatures est très variable, parfois réduit à seulement quelques jours. Surtout, des parrainages, dits « *los avales* » sont exigés, et leur nombre comme leur nature évoluent régulièrement. S'il s'agit de court-circuiter les candidatures des courants rivaux, ces remaniements constituent surtout un frein majeur à l'émergence des candidatures amateures à leur marge. Parfois, de nouveaux scrutins sont organisés à la dernière minute —par exemple le 21 novembre 2017, lorsque les militants madrilènes apprennent, via Telegram, l'organisation d'une élection supplémentaire le jour d'un autre scrutin. Pour cette seconde élection, spécifiquement, le vote doit être présentiel :

> « Buenas tardes compañer@s,
>
> Comme vous le savez, le processus interne pour renouveler le Conseil Citoyen de Madrid Municipalité a commencé. Nous voulons vous informer que nous avons considéré qu'il convient, pour une question d'économie de temps et de ressources, de profiter de la logistique déployée pour la Seconde Assemblée Citoyenne de Podemos Madrid, afin d'initier un processus d'élection de représentants des Cercles au Conseil Citoyen Autonomique (le scrutin aura lieu aux mêmes dates que celui de l'assemblée municipale de la Capitale). Nous allons élire six représentants des cercles qui feront partis du Conseil Citoyen Autonomique. Nous vous encourageons à participer à ce processus enthousiasmant en venant voter en présentiel aux points de votations qui seront habilités à cet effet et en présentant, toutes et tous ceux qui le veulent votre candidature pour être la voix des Cercles au Conseil Autonomique."

Après cette annonce, une discussion s'engage sur le Telegram du cercle I entre un militant et l'une des élues de la direction régionale. Elle est révélatrice à la fois de cette informalité honteuse dont personne ne souhaite être rendu responsable, car décalée avec l'apparent formalisme du dispositif accréditant son trait « démocratique », et de la méfiance militante qui en résulte. Cette dynamique se matérialise par la dégradation des registres d'interaction, ici au sarcasme militant répond le mépris de la direction :

> Militant : « Salut, merci beaucoup d'avoir voulu partager cette information avec nous. A la lecture de ce règlement, j'ai quelques doutes qui surviennent, peut-être pourras-tu y répondre. Pour représenter un cercle, je comprends que tu dois participer activement à un cercle. Mais je me demande, qui accrédite cette participation ? Comment le règlement garantit-il que les personnes représentent les intérêts des cercles et non pas les intérêts des trois familles ? »
>
> Elue régionale : « Tout cela va être très difficile. Dans mon cas je vais devoir faire beaucoup d'heures supplémentaires pour préparer cette procédure et couvrir le processus. D'ailleurs je dois dire que je ne partirai pas en week-end et à l'heure qu'il est je continue de devoir résoudre des doutes et interrogations. Les gens qui vont voter, de manière générale, connaissent leurs candidats, connaissent leur travail, ce seront peut-être les candidats les plus proches d'eux qu'ils vont avoir. Les gens sont libres de décider sur la base de quoi ils choisissent d'émettre leur vote. Il y a des gens qui ne votent que pour des femmes, d'autres qui ne votent que pour des gens qu'ils connaissent personnellement, d'autres qui votent pour ceux dont ils se sentent les plus proches idéologiquement, d'autres votent pour leur famille, et d'autres pour le travail d'activiste dans la société. Il y a mille raisons de voter et il ne m'appartient pas de les juger. »

Ainsi, l'un des enjeux que soulève le dispositif à Podemos et que l'enquête a mis au jour dérive à la fois de la récurrence et du modelage de ces scrutins. A l'inflation de la communication des procédures et l'instauration de comités toujours plus nombreux et experts répond, dans les faits, l'instabilité et l'informalité du déploiement du dispositif. Outre le fait que ce désajustement érode les relations entre les militants et la direction, il favorise aussi les doutes quant à la régularité du dispositif dont les militants mettent à l'épreuve le caractère « démocratique ». En creux, le militant exprime sa crainte d'une porosité croissante de la frontière entre les cercles et le reste du parti.

Or, cette idée de « démocratie interne » largement alimentée par le discours partisan a façonné des attentes fortes chez les militants, notamment chez ceux présentant les trajectoires les moins fournies dans les partis politiques. Cela explique que l'un des leviers les plus couramment

mobilisés par eux afin d'exprimer leurs désaccords soit justement la réappropriation de ces dispositifs de primaires qu'ils veulent rendre « démocratiques » : sans prise sur le modelage du dispositif, il s'agit alors de remanier les règles qui régissent la composition des listes. C'est ce qui se déroule dans le cercle III en 2019 où les militants décident au moyen du consensus du choix des membres de la liste pour les municipales, ou au sein du cercle féministe en 2018 où les militantes choisissent le tirage au sort pour composer une liste dissidente, une séquence sur laquelle nous reviendrons dans le cinquième chapitre. Ces recodages témoignent de cette quête de la « démocratie interne » dans son acception procédurale.

Rappelons qu'à Podemos, tous les scrutins de *primarias* et *primarias internas* sont des scrutins de liste qui requièrent donc d'importantes ressources humaines. Pour participer au jeu, il faut constituer une « équipe » (nom littéral souvent donné aux listes, tel « l'Equipe Pablo Iglesias » pour la primaire en vue des générales de 2019) et pour pallier cette nécessité, les « familles » recrutent massivement dans les cercles. Les permanents du parti sont également souvent candidats, ils endossent alors ce rôle sans pour autant quitter leur fonction, un multipositionnement qui renforce, chez les militants, l'idée « d'intérêts » propres aux courants imprégneraient les directions et seraient contradictoires à ceux des cercles. Evidemment, l'un des enjeux de la constitution des listes réside aussi dans le fait de rallier des membres d'un courant rival. Or, la temporalité spécifique de composition des listes, qui précèdent la tenue du scrutin, favorise une cooptation discrète. Le prélude des primaires marque ainsi également une étape dans le parcours militant à Podemos.

La constitution des listes témoigne des règles du jeu informelles qui régissent le dispositif et des modalités de leurs transgressions. En effet, chaque courant constitue d'ordinaire sa propre liste mais, parfois, cette règle tacite est transgressée et se produit alors une recomposition inattendue des « équipes » : les courants peuvent s'allier soit contre une candidature militante jugée dissidente et donc dangereuse pour la bonne tenue du jeu, soit dans l'objectif de pacifier les rapports en se répartissant les postes : ce sont les dites « listes unitaires ». Ces alliances ponctuelles témoignent de la manière dont les trois courants se perçoivent mutuellement comme les seuls acteurs légitimes à participer au jeu des primaires, à en décider des règles et à les transgresser. De plus, il y a parfois également un détournement de ces règles tacites et celui-ci est créateur de précédents. Normalement, les courants constituent une liste « officielle » pour laquelle ils font campagne. Ils accolent alors le nom de leur leader, parfois sa

présence comme tête de liste ou l'intitulent par l'un de leurs slogans, rendant ainsi l'affiliation de la liste clairement identifiable. Mais ils composent aussi parfois une seconde liste qu'ils pilotent discrètement en procédant aux recrutements des candidats, ce qui leur permet de maximiser les possibilités de sortir vainqueur du scrutin eu égard au système « Desborda » qui classe les candidats par ordre de préférence.

Cette configuration est par exemple utilisée pour les primaires en vue des générales de 2019 où la liste du courant majoritaire au niveau national rivalise entre autres avec la « liste blanche », présentée comme étant composée de candidats indépendants. Dans les faits, c'est la direction qui a procédé au recrutement des membres de cette seconde liste. Les personnes sélectionnées sont perçues comme influentes dans les cercles, des « militants de terrain » qui ne sont *a priori* pas affublés des stigmates de l'appartenance au courant majoritaire. C'est le cas de Pedro, militant du cercle II en périphérie de la capitale espagnole, qui est l'un des membres les plus actifs de son cercle. Jeune chercheur en science politique sans poste, il dédie la majeure partie de son temps au militantisme, collabore déjà ponctuellement avec la direction pour réaliser des études de sociologie électorale et développe une relation privilégiée avec la Secrétaire générale locale, affiliée au courant majoritaire dans la communauté autonome. Le temps de la composition des listes de la primaire marque, pour lui, une étape dans son parcours militant :

> Pedro : « Bon, moi, on m'appelle (*me llaman*) le jour-même où le délai pour se présenter finissait. Sûrement que quelqu'un ne pouvait plus. Et on me dit (*me dicen*) "est-ce que je veux me présenter sur la liste blanche" (…) sur cette liste il y avait des gens humbles, pas des gens très connus ça c'est sûr, mais à Podemos il faut qu'il y ait « les gens » (*la gente*) aussi (…) des gens qui font le boulot tous les jours, qui font des choses aussi stupides qu'ouvrir un local pour que tout ça continue de fonctionner. (…) Nous n'avons sûrement pas la même popularité que Ramón Espinar ou Isa Serra c'est sûr, mais les gens savent que nous sommes des gens du terrain (*gente de barrio*), des gens sur qui tu peux compter, pour tout (*por lo que sea*). »
>
> Marie : « Quand tu dis que « on t'appelle » tu te réfères à d'autres membres de la liste que tu connais ? »
>
> Pedro : « Non, je veux dire, des gens qui s'occupent de ça, au Conseil Citoyen Autonomique, mais je ne te dirai pas qui (*rire*). »

Cet appel de dernière minute est une agréable surprise pour le militant qui, en situation d'entretien, témoigne de son humilité face à ce nouveau statut de candidat aux primaires, comme le suggère la phrase « sûrement que quelqu'un ne pouvait plus » ; il sait aussi à qui il doit cette place et a incorporé la discrétion requise à Podemos.

Alors que les primaires sont censées publiciser la sélection des candidats, les modalités de composition des listes façonne un espace discrétionnaire de sélection qui permet d'entrevoir plus largement la logique du secret qui surplombe les interactions à Podemos. Cette mécanique, associée à l'informalité qui régit l'ensemble du processus et la dégradation des relations au sein du parti, favorise la suspicion croissante des militants envers la direction mais aussi entre eux. Or, cette suspicion alimentée par les luttes intra-partisanes les encourage paradoxalement à s'insérer eux aussi dans un courant pour ne pas être sortis du jeu.

> Antonio : « Moi, ce que je voudrais comprendre, c'est ce qu'il se passe à l'intérieur du parti (*rire*). Je veux dire, je suis dans un cercle depuis combien d'année, trois ? Et je veux dire, je n'ai aucune idée de ce qu'il se passe dans le parti. L'histoire de la liste unitaire, c'est bien ça, je veux dire, les coulisses de ça, ce qui continue de se dérouler maintenant avec toute l'histoire de la composition de la liste, bon, je le sais un peu, mais pourquoi je le sais ? je le sais parce que je connais quelqu'un qui me le raconte et parce que, bon, je t'ai dit déjà, ils m'ont mis dans un Telegram, et bon… (*rire*). Tu sais que je déteste la logique des familles mais bon, sinon je n'ai qu'une seule information, celle que Julia vient raconter dans le cercle. Disons que ce qui descend dans les cercles, ce n'est pas exactement une information véridique, plurielle. Mais la vérité c'est que si l'appareil ne vient pas nous raconter ses histoires, nous ne savons même pas ce qu'il se passe. »[96]

Le « ils » auquel se réfère Antonio est le principal courant rival de la direction à Madrid, qu'il préfère ne pas nommer explicitement dans l'entretien : cette logique de la discrétion se propage dès qu'il s'agit d'évoquer les primaires, la composition des *Telegrams*, bientôt la tenue de réunions, et dessinent un parti formellement ouvert à tous mais où règnent les secrets. Dans une temporalité où les relations sont déjà très dégradées au sein du parti, où la méfiance est généralisée, les militants qui participent eux aussi de cette logique du secret sont encore plus suspicieux à l'idée que d'autres leur cachent des informations. Les courants se nourrissent alors de cette méfiance pour recruter et reproduisent, principalement par les usages des sous-groupes privés sur telegram, cette logique du secret. Comme nous l'avons vu dans la section

[96] Entretien réalisé avec Antonio, le 30 mai 2018.

précédente, à Podemos la méfiance est généralisée, elle donne lieu à une attitude vigilante, voire tend vers la surveillance : l'un des enjeux récurrents à Podemos réside bien dans le fait de savoir qui est dans quel groupe de discussion. Cette dynamique, nourrie par les logiques de consolidation des « familles », affecte grandement la solidarité entre les militants des groupements de base. La primaire, temporalité du recrutement pour les courants, exacerbe cette dynamique.

Si les primaires dans les partis français ont pu jouer un rôle pacificateur dans des contextes marqués par le risque d'éclatement (Lefebvre & Treille, 2016), à Podemos, elles aiguisent les tensions en interne voire sont le catalyseur de la scission : c'est à la suite de désaccords quant à la constitution des listes en vue des primaires pour les élections municipales madrilènes de 2019 que l'un des trois courants fait défection et annonce la création d'un nouveau parti politique. Cette compétition incessante, cadrée par une relative informalité est l'occasion pour les courants rivaux de se recomposer, de mesurer leur force et de se redisputer l'appareil. Ils usent de leur position pour modifier les règles du jeu, ce qui accroît la méfiance entre les acteurs et en retour alimente le recrutement des courants minoritaires. Dans ce processus, les cercles constituent les viviers de ce recrutement, ce qui participe à fragmenter des collectifs déjà fragiles.

Nous revenons maintenant sur les consultations des inscrits. Celles-là font l'objet d'un usage plébiscitaire, un détournement du vote qui rapproche Podemos des formations latino-américaines (Combes , 2011).

1.2.2 L'usage plébiscitaire des consultations

Les militants de Podemos sont aussi régulièrement appelés aux urnes dans le cadre des « consultations aux inscrits », mais le dispositif fait là aussi l'objet d'usages officieux, cette fois au profit d'une finalité plébiscitaire. Parce que ces plébiscites polarisent les militants entre soutien et réprobation du dirigeant qui incarne le parti, ils mettent à l'épreuve la résilience de l'engagement dans l'organisation. De surcroît, le plébiscite suscite aussi des résistances chez les militants plutôt favorables à la direction du parti, singulièrement parmi ceux qui sont primo-

entrants dans le champ partisan mais qui présentent un fort capital culturel : ils y voient une instrumentalisation de la « démocratie interne » et s'inscrivent en faux contre cet usage.

A Podemos, les votations sont récurrentes, elles sont convoquées à discrétion de la direction du parti et portent sur des thématiques variées. Par exemple, au printemps 2018, les inscrits sont consultés à trois reprises :

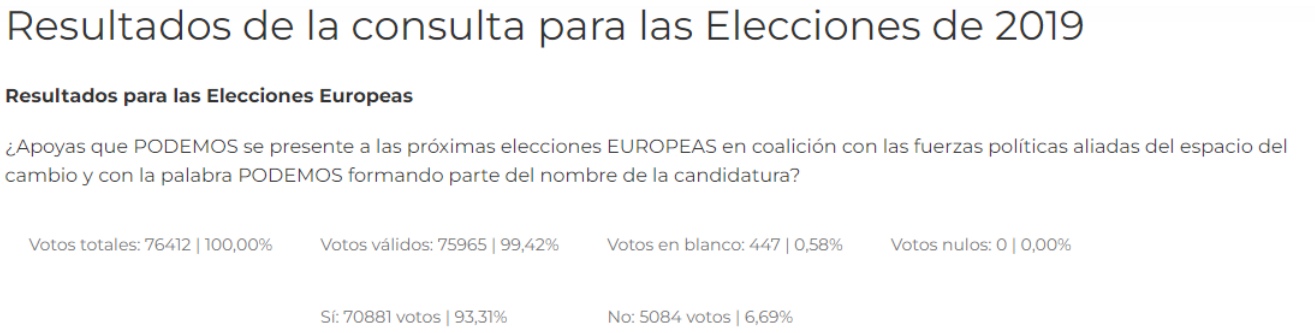
- Se prononcer sur le soutien du groupe parlementaire Unidos Podemos à la motion de censure déposée par les socialistes contre le gouvernement Rajoy II.
- Se prononcer conjointement sur l'opportunité de concourir en coalition électorale lors des scrutins de 2019 et le label à adopter.
- Se prononcer quant à la démission conjointe du Secrétaire général et de la porte-parole du groupe parlementaire.

Comme les primaires, les consultations font l'objet d'une mise en sens au sein de communication partisane qui s'attache à ces occasions à rappeler les principes distinctifs de Podemos au sein du champ politique espagnol. Ainsi, le 28 mars 2018 à l'issue de la consultation concernant le label adopté par la coalition Unidos Podemos pour le scrutin de 2019, *el enlace de organización*, relais de la direction, transmet sur le telegram du cercle I :

> « 90,75% des personnes qui ont exercé leur droit de vote ont soutenu la proposition formulée par le Secrétaire général, Pablo Iglesias (…) Merci à toutes les personnes qui ont voté et félicitations ! Encore une fois, les bases de Podemos nous avons démontré que nous sommes à la hauteur du défi historique que vit notre pays et comme toujours nous avons donné un mandat politique clair, ferme (*contundente*) et démocratique. »

Pour cette consultation, les chiffres de la participation restent indisponibles sur la plateforme du parti :

Source : https://podemos.info/resultados-la-consulta-las-elecciones-2019/



S'il s'agit normalement d'approuver une proposition explicitement attribuée au Secrétaire général, la consultation fait parfois l'objet d'un détournement plébiscitaire : c'est le cas de la consultation aux inscrits à la fin du mois de mai 2018 dite « *la consulta del chalé* » (« la consultation de la villa ») sur laquelle nous revenons plus en détail.

« L'affaire de la villa de Galapagar »

Au printemps 2018, alors qu'une motion de censure contre le gouvernement Rajoy II est en tractation au Congrès des députés, la polémique éclate dans les médias : c'est « l'affaire de la villa de Galapagar ». Le couple dirigeant de Podemos formalise l'achat de leur résidence principale dans une banlieue cossue de la capitale. La presse s'empare de l'affaire et la met en regard des propos tenus par le Secrétaire général lors des précédentes campagnes électorales. Alors que le parti axait sa communication sur « le peuple » contre « la caste », Pablo Iglesias personnalisait ce discours en proclamant les signes de son appartenance au « peuple ». Le 23 mai 2018, le principal quotidien du pays, *El País*, titre « Quand Pablo Iglesias préférait vivre à Vallecas » et indique « le leader de Podemos a défendu il y a moins de trois ans que les politiques doivent vivre dans un lieu où ils savent ce que c'est que de "prendre les transports publics" (…) parce qu'il considérait que ce qui était véritablement dangereux c'est "le style des politiques qui vivent dans des villas" ». (EL PAÍS, 2018)

Quelques jours après que la polémique de l'achat de la propriété a éclaté dans les médias, une conférence de presse est convoquée, Pablo Iglesias et Irene Montero comparaissent ensemble. Pablo Iglesias prend la parole et annonce l'ouverture d'une consultation aux inscrits : « considères-tu que Pablo Iglesias et Irene Montero doivent poursuivre leur mandat de

Secrétaire général et Porte-parole parlementaire de Podemos ? ». Deux options de réponse sont prévues : « Oui, ils doivent poursuivre » ; « Non, ils doivent démissionner du Secrétariat général, du porte-parolat parlementaire et abandonner leurs mandats de députés ».

En ce qui concerne le cadrage de la consultation, relevons que, d'une part, les personnes inscrites sur le site internet doivent statuer conjointement sur les deux personnalités – alors que la polémique se base exclusivement sur les propos de Pablo Iglesias - et, d'autre part, que la réponse négative implique aussi la démission des institutions, ce qui n'est initialement pas contenu dans la question. Les deux dirigeants remportent la votation à 68,42% des votes exprimés avec une participation des inscrits, suivant les chiffres communiqués par la presse, de 38,57%.[97]

La direction de Podemos a fabriqué un parti dans lequel le programme est incarné dans le dirigeant : celui-là prend alors publiquement des engagements d'ordre éthique pour remplir des objectifs politiques. Ce faisant, il rend poreuse la frontière entre espace privé et espace public : son lieu de résidence se transforme en un enjeu politique sur lequel les inscrits ont vocation à se prononcer. Le Secrétaire général utilise alors le levier de la consultation à des fins plébiscitaires. En premier lieu, la consultation a vocation à légitimer politiquement la rupture de son engagement éthique, il en délègue la responsabilité aux inscrits. En second lieu, la consultation doit rétablir l'ordre dans le parti qui se déchire depuis les primaires d'avril, ce qui érode sa légitimité. En troisième lieu, la consultation met en balance la possible instabilité du parti consécutive à la sanction au dirigeant avec la confusion qui règne au niveau institutionnel. Le 31 mai, une motion de censure soutenue par Podemos peut permettre de destituer la droite au pouvoir et donc d'accomplir l'un des principaux engagements du parti. La consultation des inscrits se termine deux jours plus tôt. La dite « consultation de la villa » recouvre ainsi différents enjeux mais qui ont pour point commun d'assurer la légitimité du dirigeant dans ses fonctions.

[97] Les résultats sont disponibles ici: https://www.eldiario.es/politica/inscritos-votado-consulta-iglesias-montero_1_2097484.html

Tant la gestion de cette consultation que les effets qu'elle produit sont différents suivant la configuration des cercles dans lesquels nous enquêtons. Cette séquence donne ainsi à voir, en creux, la manière dont les courant se consolident dans les cercles.

Dans le cercle II, la consultation de la villa fait l'objet d'un cadrage spécifique par lequel elle devient un non-sujet : elle est très peu abordée, si ce n'est pour expliciter la félicité de ce processus démocratique. Dans ce cercle, les conflits intra-partisans se sont soldés avant notre enquête par la scission du groupement militant, les membres restants sont alors majoritairement favorables au courant majoritaire. L'animation de l'assemblée est assurée par la Secrétaire générale, un élu municipal est justement présent alors que les résultats de la consultation doivent être exposés, les dits résultats sont exposés par Pedro, qui a alors entamé un parcours de professionnalisation :

> Cercle II. Assemblée ordinaire, 9 juin 2018, local de Podemos, 11h00-11h45. 10 personnes présentes, 5 femmes et 5 hommes.
>
> « La Secrétaire générale locale assure l'animation de l'assemblée. Elle introduit la présence de l'un des conseillers municipaux, venu exclusivement pour « répondre aux questions sur les prochaines élections ». La Secrétaire indique l'ordre du jour : le stand de Podemos pour les fêtes de la ville ; les prochaines primaires pour le Secrétariat municipal. Elle précise : un point de l'ordre du jour est dédié aux « résultats de la consultation du chalet » mais aucun débat n'est prévu, « les résultats sont clairs, les inscrits ont parlé ». Le dernier point est dédié aux accords IU/Podemos, explicité comme étant la raison de la présence du conseiller municipal. Point sur la consultation de la villa : l'animatrice indique « essayons de ne pas rentrer dans des polémiques et de rester sur l'ordre du jour ». Elle donne la parole à Pedro venu avec les résultats de la consultation. Il communique les chiffres en faveur de Pablo Iglesias et Irene Montero puis félicite les personnes qui ont voté, proclame « les gens ont parlé ». La Secrétaire reprend la parole, dit que ce « processus démocratique a renforcé notre parti ». Annonce le dernier point de l'ordre du jour (…). »

Dans le cercle I, la configuration est très différente : en quelques jours, trois militants annoncent faire défection sur Telegram. Dans l'urgence, une assemblée est convoquée le 4 juin, l'équipe d'animation décide d'introduire un débat sur la consultation, il est particulièrement houleux : les expressions « *bajar linea* » (donner la ligne du parti) et « *palmeros* » (« ceux qui applaudissent », employé pour désigner des adulateurs) sont les principales invectives faites par les militants aux permanents et élus présents ce jour-là. Ces

derniers tentent pourtant d'apaiser la situation : « la villa c'est une erreur, je sais que Julia est d'accord ». Mais rien n'y fait, les militants font part de leur vive déception : « avec tout ça, nous n'avons même pas fêté la motion de censure. Nous avons viré Rajoy et tout le monde s'en fout ! ».

Le 31 mai 2018, une militante indique sur telegram, avant de se désinscrire du groupe et de quitter Podemos :

> « Je ne suis pas à Podemos pour que des gens au sein du parti s'enrichissent et puissent s'acheter des maisons de luxe tout en défendant les gens qui n'arrivent pas à boucler les fins de mois (…). Ils devaient changer la vie des gens, pas changer leur propre vie »

La militante cristallise sa critique autour du désajustement entre les engagements éthiques et la pratique des dirigeants, elle dit avoir voté « qu'ils s'en aillent ! ». Lors de l'assemblée du 4 juin, David, militant historique du cercle, présent depuis la première assemblée, indique :

> « J'ai voté contre Pablo ». Ajoute : « pour que tu vives dans une maison comme celle-là, avec le jardin et la piscine, combien de litres d'eau faut-il ? Combien de personnes doivent travailler pour entretenir ça ? Qui doit continuer à vivre à Vallecas pour que toi tu t'achètes une telle maison ? Combien de planètes faut-il pour que nous vivions tous à Galapagar ? »

Il brandit quant à lui des arguments politiques pour critiquer l'achat de la villa qui cristallise le reproche de longue date qu'il formule envers Podemos, son manque de fermeté sur les questions écologiques. La critique que les militants formulent envers l'achat de la résidence témoignent de la réception du discours partisan de Podemos : la personnalisation, qui transposent les valeurs politiques en normes de conduite individuelle est une stratégie de communication fabriquée par les dirigeants, mais elle s'est convertie en une exigence d'exemplarité formulées par les militants. La frustration de cette exigence peut devenir un motif revendiqué de désengagement.

Mais les critiques militantes se dirigent aussi contre ce qui est considéré être une instrumentalisation du dispositif de « démocratie interne » au profit du renforcement du dirigeant. C'est le contenu même de la consultation qui est vécu comme une trahison des idéaux censés être transposés dans les pratiques : après l'assemblée du 4 juin, les militants échangent et font part d'un sentiment proche de l'humiliation. Une militante nous indique :

« est-ce que tu crois que j'ai tellement de temps à perdre que je le passe à réfléchir où doit vivre Pablo ? c'est ça la démocratie ? ».

La consultation est aussi l'opportunité, pour les militants déjà désengagés de leur cercle, de déclarer leur désaccord avec le fonctionnement du parti et la direction en tant qu'inscrits. C'est le cas de Tiago, il a quitté son cercle deux ans plus tôt mais demeure inscrit sur la plateforme et est toujours en lien avec l'un des courants minoritaires du parti. Il voit dans cette consultation l'opportunité d'un retour à Podemos mais seulement en cas de défaite du dirigeant :

> "Moi j'ai voté qu'ils s'en aillent [le dirigeant et la porte-parole parlementaire]. Je crois que 40% a voté qu'ils s'en aillent. Je sais que d'autres se sont abstenus mais tu sais qu'à Podemos ça ne sert à rien….Tout ça, pour moi, *(il souffle*), écoute, ça me semble terrifiant, tu as commis une erreur, c'est un cas d'école (*un error de manual*), tu dis que tu veux vivre avec les gens humbles, tu te fais l'avocat de Vallecas, et bien tu t'es mis tout seul dans ton recoin des purs de la gauche, tu as utilisé ça pour signaler la caste, pour montrer que toi tu n'es pas comme eux, parce que c'était ça le but, de dire que tu n'es pas comme ces gens qui vivent dans leur mansion, qui n'ont pas de contact avec la réalité. Tu as monté ce discours tout seul et maintenant tu dis que tu vas consulter ? Consulter pourquoi ? Qu'est-ce qu'il se passe si 51% disent qu'il faut que tu partes et 49% que tu restes ? Alors quoi ? Pour avoir un peu de stabilité dans ce parti il faut que nous votions oui, pour dire que non, nous, nous n'allons pas t'obliger à déménager de ta mansion ? Et sinon quoi ? Tu es prêt à perdre 40% de ta base qui a voté qu'il faut que tu partes ? Qu'est-ce que nous faisons maintenant ? Nous sommes déjà partis, maintenant nous nous désinscrivons ? C'est terrifiant, je n'ai pas d'autres mots. Où est le projet politique dans tout ça ?"[98]

La « consultation de la villa » constitue un point d'inflexion à Podemos : entre critique du dirigeant et critique de l'instrumentalisation de la « démocratie interne », l'usage plébiscitaire du vote a marqué le départ définitif de certains militants déjà critiques de la direction mais a aussi étendu la démobilisation à d'autres militants plus enclins initialement à soutenir le courant majoritaire. Signe de cette inflexion, lors de cette séquence, le terme péjoratif « Pablemos », employé pour désigner « Podemos » se répand dans plusieurs cercles.

[98] Entretien réalisé avec Tiago, le 20 décembre 2018.

**

*

Dans cette première section, nous avons abordé les dispositifs d'assemblées, de primaires et de consultations. Entre formalisme apparent et informalité pratique, expertise et bricolage, l'usage des dispositifs dans les luttes intra-partisanes cristallise les critiques militantes. Les participants des cercles y voient un détournement de « la démocratie interne », le principe qui doit canaliser le renouvellement des pratiques. Ce principe, aux contours toujours flous et disputés, se transpose en objet d'une quête militante où les participants entreprennent de recoder les pratiques. Ce recodage tend à dresser une frontière entre le groupement de base et le reste du parti.

Dans la section suivante, nous abordons les formes majeures du travail militant à Podemos : d'ordinaire, que font les militants de Podemos lorsqu'ils ne sont ni en campagne ni ne sont réunis en assemblée ? Nous dessinons les traits d'un militantisme intellectuel qui manifeste en quoi l'usage politique du capital culturel est au fondement des logiques d'action de Podemos.

L'offre d'activité militante de Podemos a la particularité de reposer sur la conversion des ressources intellectuelles de ses participants en ressources militantes et, par extension, de conditionner le dynamisme de la vie militante à la présence et au protagonisme des personnes détentrices de ces ressources accumulées dans le champ universitaire. Cette offre se traduit par des activités codifiées selon un lexique et des dispositifs aux inspirations académiques, elles sont promues à tous les échelons du parti et se déploient tant dans l'espace strictement partisan que public. Cette forme particulière de militantisme a donc pour principe la valorisation des savoirs proprement théoriques ou techniques dans la poursuite d'une finalité politique. Il s'agit d'un usage politique du capital culturel, révélant une conception partagée de l'agir militant légitime basé sur l'instruction des militants ou des profanes.

En mobilisant plusieurs séquences ethnographiques centrées sur ces dispositifs, nous décrivons les rouages du militantisme intellectuel et l'étendue de ces usages politiques du capital culturel : outils de distinction du parti sur un segment de revendication disputé avec d'autres collectifs ou critères de sélection interne des professionnels, les savoir-faire de la science

politique sont aussi diffusés par le parti dans une tentative de façonner des militants-politologues, toujours plus à l'image des critères valorisés par les dirigeants.

2. Le militantisme intellectuel : la conversion des ressources intellectuelles en ressources militantes

Dans le deuxième chapitre, nous avons constaté des profils militants fortement dotés en capital culturel, les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales » et les « techniciens du social ». Dans le chapitre précédent, nous avons étudié les enjeux du registre expert employé par les porte-parole du parti et relevé la création d'espaces dédiés à la sociabilité et la socialisation politique, les *Moradas*, présentant des similitudes avec les *Casas del pueblo* du parti socialiste du début du XX^{e} siècle (Navarro Navarro, 2003). Dans la section précédente, nous avons donné des pistes d'analyse de ce que serait la « biographie exemplaire » (Pudal, 1989) du ou de la militante de Podemos en indiquant la mise en relief du cursus universitaire dans les candidatures aux primaires.

Dans cette section, nous posons la focale sur les trois principaux dispositifs mis en œuvre pour la réalisation du travail militant à Podemos, les *charlas*, les *seminarios* et les *talleres*. Nous montrons comment ces dispositifs, au modelage fortement inspiré des pratiques universitaires, s'imbriquent avec les éléments relevés précédemment pour dessiner la forme du militantisme à Podemos. La direction valorise, voire impulse, la fabrique d'un parti à la fois laboratoire d'idées, d'expérimentations et de diffusion de savoirs techniques ou théoriques. A Podemos, le fondement du militantisme réside dans la conversion des ressources intellectuelles en ressources militantes ; le capital culturel préside aussi les logiques d'action, de recrutement et de rétribution. Les formes du militantisme et l'organigramme du parti se resserre progressivement autour des « universitaires (précarisés) des sciences humaines et social », de leurs savoir-faire et savoir-être.

Alors même qu'elles semblent à première vue hétéroclites et sans relation apparente les unes avec les autres, les diverses activités militantes entreprises à Podemos partagent souvent un même fondement à la faveur de la prédominance d'un même profil et répondent à un

répertoire spécifique de pratiques désigné par un lexique commun, des éléments qui s'imbriquent entre eux pour forger un militantisme intellectuel. La reproduction de ce militantisme intellectuel manifeste également une représentation collective de l'agir militant basé sur l'instruction. Souvent, les « retraités infatigables » en sont les récepteurs.

Nous définissons d'abord plus en détail comment se matérialise ce militantisme intellectuel et les enjeux qu'il sous-tend. Puis, nous revenons successivement sur trois séquences ethnographiques qui témoignent de son déploiement, son rôle dans les logiques partisanes et les limites auquel se heurte ce modèle militant que la direction prétend façonner. Nous décrivons en premier lieu l'usage du capital culturel des militants comme outil de distinction du parti dans le cadre d'une lutte pour le monopole d'un segment contestataire. En second lieu, nous montrons comment le militantisme intellectuel s'inscrit dans une mécanique des rétributions et de professionnalisation des militants au sein du parti. En dernier lieu, nous mettons en évidence les leviers employés par la direction pour tenter de façonner des qualités militantes proches des propriétés sociales devenues qualités des dirigeants.

Nous nous concentrons d'abord sur la campagne du droit au logement et à l'habitabilité à Madrid, faite de *talleres* et de *charlas*. Deux militants au profil « techniciens du social » se saisissent de cette problématique dans le centre de la capitale pour l'orienter vers les causes techniques afférentes à la déficience énergétique des bâtiments. Ici, cette activité s'inscrit dans le cadre d'une lutte entre les deux composantes de la coalition Ahora Madrid —en l'occurrence Podemos et Ganemos — pour occuper le segment contestataire de l'accès au logement. L'expertise proprement technique des militants permet alors à la formation de se distinguer des activités proposées par les collectifs concurrents. Nous posons ensuite la focale sur une *charla* dans le cercle II, animée par deux militants au profil « universitaire (précarisé) des sciences humaines et sociales » et qui porte sur les mutations du monde du travail et la notion de revenu universel. Dans ce cas, la séquence informe de la mécanique du recrutement à Podemos, où l'opportunité de diffuser ses travaux universitaires constitue une rétribution militante en même temps que l'organisation de ce type d'action s'insère dans le parcours de professionnalisation. Par contraste, nous étudions dans une dernière section l'impulsion, de la part de permanents et d'élus des instances formés à la sociologie, d'un *taller* destiné à former des militants profanes à la méthodologie des sciences sociales dans l'objectif qu'ils réalisent des enquêtes de terrain de sociologie électorale.

2.1 Les rouages d'un militantisme intellectuel : acteurs, pratiques, espaces

Les militants de Podemos apparaissent très enclins à se mobiliser pour réaliser des actions qui semblent originales et recouvrent des thématiques diverses. Celles-ci se déploient dans les locaux du parti mais aussi dans l'espace public. Outre les assemblées ordinaires, ces activités assurent également la continuité de la vie militante à Podemos, indépendamment des vicissitudes intra-partisanes. Alors qu'elles semblent *a priori* très hétéroclites recèlent en fait une forte homogénéité : elles sont fondées sur la conversion des ressources intellectuelles en ressources militantes.

Cette forme routinisée de militantisme ne correspond pas strictement aux « logothérapies » (Ethuin, 2003, p. 146) des écoles du PCF, ni aux tentatives de « renouveler les discours théoriques sans compromettre les croyances et les stratégies politiques » (Matonti, 2005, p. 249). Dans certains cas, il est vrai que les activités sur lesquelles nous revenons peuvent constituer un « dispositif de sensibilisation (…) que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue » (Traïni & Siméant-Germanos, 2009, p. 13). Toutefois, comme nous le verrons dans la troisième sous-section, la mise en sens émotionnelle via laquelle s'opère une réorientation proprement politique de l'interaction est un effet dérivé des propriétés sociales des récepteurs, « retraités infatigables » mais imprévu *a priori* par les instigateurs.

Nous nous référons ici plus simplement à une forme routinisée de militantisme qui a pour principe des usages politiques du capital culturel. De ce point de vue, la forme que prend le militantisme à Podemos le rapproche plutôt des organisations écologistes étudiées par Sylvie Ollitrault qui indique « au temps des organisations construisant des identités d'experts militants à succédé le temps où le recrutement des activistes ne se fait plus "au hasard" » (Ollitrault, 2001, p. 127). Dans le cas de Podemos, il s'agit d'un savoir-faire militant issu d'une transposition des pratiques universitaires au moyen de la prégnance des profils fortement dotés et de la tentative d'en faire un modèle de savoir-être militant.

Traduit dans des dispositifs spécifiques que sont la *charla*, le *seminario* et le *taller*, le travail militant consiste le plus souvent à déployer des arguments proprement techniques ou

théoriques, ce qui en fait l'originalité. C'est même parfois davantage le décorum (présence de logo ou d'affiche de Podemos, activité tenue dans un local partisan) que le contenu de l'activité qui permet d'accréditer explicitement de la finalité non seulement instructive mais proprement politique du dispositif. Il s'ensuit une division typique du travail militant dans laquelle les profils détenteurs de ce capital culturel sont toujours les protagonistes de l'action, discriminant les participants entre ceux qui instruisent, militants initiés, et ceux qui sont instruits, militants ou auditeurs profanes, dans un rapport basé sur la reconnaissance de la légitimité de la transmission du savoir proprement technique ou théorique dans la consolidation du politique.

Les « techniciens et techniciennes du social » et les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et social sont les protagonistes de ces dispositifs : à la Morada de Madrid, une militante du groupe féministe, également professeure de philosophie à l'université, anime la *charla* sur la théorie queer[99] ; dans le cercle III, un militant également universitaire spécialiste de la théorie marxiste impulse et coordonne un *seminario* du *Capita* de Marx[100] ; dans le cercle I, l'instigatrice du *taller* sur les dynamiques de genre à l'œuvre dans les interactions militantes est psychologue[101]. Dans les sections suivantes, nous revenons sur plusieurs séquences de la campagne en faveur du droit au logement à Madrid au début de l'année 2017 et à l'origine desquelles se trouvent deux architectes spécialistes de réhabilitation énergétique et de la construction écologique ; puis nous posons la focale sur le cercle II où un politologue dans l'attente d'un financement doctoral anime le 24 avril 2018 une *charla* sur les enjeux du travail et du revenu universel, sujet de son mémoire de fin d'études ; finalement, nous nous intéressons à la promotion d'une enquête de démoscopie impulsée par le Secrétaire Analyse et Programme de Podemos-Communauté de Madrid, sociologue de formation, en novembre 2017. Le rôle principal est donc toujours détenu par des profils fortement dotés en capital culturel ; la thématique, le contenu, le décorum de l'activité sont directement conditionnés par le type d'expertise dont ils disposent.

Les profils à fort capital culturel sont les figures (pro)motrices de la vie militante et reconnues comme telles par le reste des membres. Ainsi, elles sont d'ordinaires les instigatrices des

[99] Recueil d'observations, « atelier sur la théorie queer », 25 juin 2018, la Morada, Madrid.
[100] Recueil d'observations, « séminaire économie et politique » (4 sessions) session 1, *El Capital*, chapitres 1 et 2, 25 septembre 2019, local de Podemos, Grenade.
[101] Recueil d'observations, « atelier sur les dynamiques de genre dans l'espace militant », 11 février 2018 / 11 mars 2018, local de Podemos, cercle I, Madrid.

actions militantes, sinon elles sont sollicitées comme des recours par le reste des membres, un rôle promoteur devenu une forme d'évidence et qui dénote du même coup la manière avec laquelle les membres mettent en sens l'agir militant. Dans le cas où elles ne se manifestent pas spontanément, ces personnes sont renvoyées à leurs propriétés sociales devenues qualité valorisée et valorisable, et sont ainsi invitées à remplir le rôle attendu d'elle : transmettre leur savoir expert, théorique ou technique.

> Assemblée du groupement féministe. 19 mai 2018. La Morada, Madrid. 15 militantes présentes.
>
> « Une militante est venue avec sa fille en bas âge. Point sur les actions à mener après la grève féministe. Lola prend la parole (plus jeune militante du groupe, dispose d'un master en sociologie du genre) pour « tirer les leçons de la grève » (8 mars 2018) concernant les revendications des personnes trans et queers, « déficit d'implication du cercle sur les nouvelles théories féministes », « Podemos doit parler de ces sujets ». Insiste sur le « retard » de Podemos sur la question, il faut « agir sur ces sujets » et se « positionner ». Gestuelle applaudissement de plusieurs militantes (langue des signes). Elle interpelle Guadalupe "comme philosophe, tu pourrais faire une *charla* sur ce thème ?" »

Cette séquence exemplifie l'entrée par laquelle sont abordés les segments de revendication. En effet, « l'agir » de Podemos sur ces thématiques pour combler son « retard » renvoie spontanément à une action militante basée sur la mise en valeur du savoir théorique expert de la philosophe. Ce savoir est perçu comme le moyen à privilégier, ou dans ce cas même le seul moyen envisagé, pour « agir », mais aussi « se positionner » politiquement sur la cause, une dimension sur laquelle il est également important de revenir.

Par le biais de la création dans la foulée du « groupe de travail-formation théorie queer », d'autres militantes, les moins dotées en capital culturel, se greffent au projet afin d'assurer les tâches logistiques comme réaliser l'affiche de l'action, réserver le lieu de son déroulement, prévoir la date, communiquer sur les réseaux sociaux. L'activité se tient finalement à la Morada, elle est donc préalablement légitimée par le parti puis relayée par lui ; il prête pour l'occasion la scène principale du local aux militantes et diffuse l'affiche de la *charla*. C'est la militante-philosophe qui détient le premier rôle, l'oratrice se tient debout sur la scène de la Morada avec un micro le jour de l'atelier.

> 25 juin 2018 – 18h30 – La Morada, *charla* sur la *teoria queer*. Public 20 personnes dont 14 militantes du groupement féministe.

> « L'oratrice entame son intervention en expliquant qu'elle s'appuie sur un ouvrage de Butler *El género en disputa*, pour elle c'est une "métaphysique" de "l'ère du poststructuralisme" "moi, comme philosophe, ça me déconcerte". Elle critique Butler (…) "à mon avis, à partir de 2010, ses textes sont plus acceptables". Le public prend des notes. « L'hétéronormativité est un pilier du capitalisme (…) le genre se construit à partir du rituel corporel, c'est le pilier de la théorie queer » (…) presque une heure d'exposé lu au micro sur la scène : concepts complexes comme la « phénoménologie » etc., critiques des principes de la philosophie « poststructuraliste », explication et réfutation des arguments de Butler, débat postérieur sur le concept de « performance » (…) ».

Il ne s'agit pas ici de détailler les revendications sociales des personnes queers pour statuer sur la position politique à adopter envers le collectif, finalité affichée de l'action, mais plutôt de détailler la théorie queer en tant que théorie philosophique, contenu effectif de l'action, afin de se positionner politiquement. Pour ces militantes, distinguer la théorie queer des revendications des personnes queers est une fausse dichotomie. Mais la pertinence philosophique de la théorie queer est condition de possibilité d'un soutien politique direct du groupe à la cause des personnes queers, en cela réside l'idée de « se positionner » (participer à des manifestations, soutenir sur les réseaux sociaux). Les militantes de Podemos non seulement croient en la force politique des idées mais ne soutiennent des causes que si elles leur apparaissent pertinente d'un point de vue théorique. Dans cette conception du politique, la validité philosophique de la théorie queer vaut validité politique de la cause queer.

Les qualités oratoires des protagonistes de l'action, généralement issues de l'habitude d'un exercice acquis dans la sphère professionnelle facilite l'ajustement au rôle qui est attendu d'elles dans le parti. La structure du capital culturel conditionne le contenu de l'action, ainsi, y compris lorsqu'elle relève d'une thématique à portée politique, les arguments mobilisés ne sont le plus souvent pas proprement politiques : force est de constater que l'activité ne porte que sur la « théorie queer », elle consiste et se limite à expliciter, expliquer, ici finalement récuser, des concepts propres à la philosophie au moyen d'arguments eux aussi proprement philosophiques. A Podemos, ce n'est normalement pas la sensibilisation mais la rationalité qui est moteur du soutien potentiel à la cause. Si nous avons postulé que la finalité de l'action militante est toujours politique, nous peinons toutefois à discerner avec exactitude si c'est encore ce soutien à la cause qui est vraiment en jeu dans cette première séquence : n'est-on pas réunies ensemble plutôt pour satisfaire une envie collective d'apprendre que le parti offre par le biais d'un local dédié à la transmission du savoir et de militantes reconnues comme

ayant la capacité et la légitimité de le transmettre ? Ce qui est certain, c'est que les militantes présentes ce jour-là se satisfont du cadrage de l'action : elles ont des cahiers sur lesquels elles prennent des notes, elles posent des questions précises sur des concepts.

A l'issue de cette première séquence, s'engage le débat entre les participantes. Par une critique du concept de performance, les militantes arrivent à la conclusion que la théorie queer est théoriquement incompatible avec leur conception du féminisme qu'elles revendiquent comme « radical ». Et ce, en dépit de l'intervention des militantes les plus actives sur le terrain, qui tentent de repositionner le débat vers la stigmatisation des personnes queers et proposent de se solidariser avec elles.

> Première intervention : critique la théorie queer "la théorie queer est plus individualiste que collective (…) c'est le chemin néolibéral". La militante promotrice de l'initiative embraye : "queer c'est une posture (postureo)" ; elle explique que le concept de performance est lié au contexte des USA où nait cette théorie, parle du "dogme de la liberté individuelle". Une militante plus âgée entreprend de relativiser, elle parle de l'assemblée du mouvement du 8M de Alcalá de Henares dont elle est membre : "il y a des queers et elles ne savaient pas si elles devaient ou non venir à l'assemblée car c'est non-mixte. Ces personnes sont marginalisées, c'est un problème, il faut être empathiques". L'oratrice de la *charla* rétorque "moi je n'accuse personne, mais d'un point de vue théorique, ce qu'elles revendiquent, il y a des biais". Une militante retraitée prend la parole : "queer c'est souvent celles qui n'assument pas qu'elles sont lesbiennes, mais peut être que je parle par méconnaissance". La Secrétaire reprend la parole, elle parle de Gramsci et dit "chaque groupe contre hégémonique risque de reproduire ce qu'il combat" ; la philosophe la coupe : "c'est l'affirmation hégélienne initiale" ; la Secrétaire reprend "pour moi, les queers font ça". Après un long monologue, elle conclut en expliquant que "la théorie queer est faible à cause de son lien avec le capitalisme, mais elle a eu le mérite de dé-pathologiser la question transgenre". La jeune militante instigatrice du dispositif reprend la parole, elle souligne que « le marxisme hétérodoxe de Butler et la théorie queer sont proches de Laclau, il faudrait relire ces travaux plus généralement (…) ».

Au cours de ce débat, une militante repositionne le débat vers la sensibilisation, en faisant état de « l'empathie » qu'elle ressent pour ces personnes face à leur situation de « marginalisation ». Cette tentative ne prospère pas : le débat reste principalement cadré par les militantes à fort capital culturel qui sont les plus nombreuses et recadrent les interventions. Comme nous le verrons également à nouveau dans la troisième sous-section, les personnes qui s'insèrent dans la catégorie « retraité.e infatigables » sont généralement celles qui mettent en sens le dispositif en le repositionnant la sensibilisation.

Les actions militantes à Podemos se déclinent ainsi généralement dans cet ensemble de dispositifs au lexique d'inspiration académique et désignés comme le *taller*, le *seminario,* la *charla*. Grâce à eux, on représente l'expertise et on la transmet, on favorise l'accumulation de compétences théoriques ou techniques, indépendamment de la thématique abordée. Ces pratiques ne se déploient pas nécessairement que dans les locaux du parti, puisque les militants investissent parfois l'espace public, notamment les centres culturels de quartier.

Comme nous l'avons relevé dans le troisième chapitre de ce travail, le *taller* convoque une dimension participative, il est réalisé par un « animateur » qui oriente les interventions et éventuellement délivre un propos préliminaire. Le *taller* relève d'une appropriation de techniques dérivées de l'univers de la psychologie sociale et qui essaiment également dans les domaines de la pédagogie ou du travail social. Comme nous allons le voir, le *taller* fait aussi l'objet d'une appropriation dans les secteurs professionnels situés sur le segment de l'économie sociale et solidaire. Ainsi, la disposition spatiale généralement privilégiée est celle du cercle ou de l'arc de cercle au centre duquel se situe l'intervenant, censé représenter à la fois l'égalité et le dynamisme. Dans le *taller*, il s'agit de dire, mais également de faire.

Le *seminario* est proche du groupe de lecture mais sa codification dénote l'inspiration du *workshop* universitaire. Les participants procèdent collectivement au commentaire d'un ouvrage après une lecture individuelle. Normalement, ils sont assis autour d'une table disposée en « U » ou prenant la forme d'un carré. Chacun dispose de sa copie de l'ouvrage, généralement annotée (fruit du travail individuel réalisé antérieurement à la session). S'ils ont préalablement et individuellement réalisé la lecture du passage collectivement décidé, une personne se charge toutefois d'une présentation cohérente et formellement organisée. Elle soulève une série de problématiques ou d'interrogations qui sont amenées à faire l'objet du débat postérieur.

La *charla* est la pratique la plus répandue. Suivant le dictionnaire de la *Real Academia Española*, la *charla* est une « dissertation devant un public, sans solennité ni préoccupations formelles excessives ». Littéralement, en castillan, la c*harla* est un dérivé de la conférence tronquée de ses normes formelles, y compris symboliques. Lors de la *charla*, la disposition spatiale reprend le format traditionnel de la réunion publique, l'orateur fait face à son auditoire généralement assis sur des chaises disposées en rang et/ou gradins. Les *charlas* auxquelles nous avons assisté

pendant notre enquête ont toutes obéi à un déroulé similaire, elles se divisent en quatre séquences auquel est adossée une distribution de rôles. Dans la première séquence, celui qui est dit « modérateur » se tient généralement aux côtés de l'intervenant qu'il présente ainsi que la thématique abordée ; la deuxième séquence est dédiée à l'exposé de l'orateur, le plus souvent accompagné d'un *powerpoint* ; la troisième séquence correspond à une discussion engagée entre l'orateur et le modérateur qui assume alors un rôle qui rappelle le discutant ; la quatrième séquence transfert le protagonisme à l'auditoire dont les membres sont invités à prendre la parole, un débat peut éventuellement se nouer entre cet auditoire et l'orateur.

En conclusion, à Podemos, le militantisme repose sur les ressources intellectuelles des participants. L'important volume de capital culturel accumulé dans le champ universitaire dont ces profils disposent se décline dans des savoirs théoriques ou techniques et suppose également une socialisation préalable aux dispositifs de médiation. Mais à la différence des écologistes (Ollitrault, 2001), la finalité proprement politique de ces dispositifs est parfois brouillée au profit de la valorisation de la transmission du savoir sans autre finalité que l'accumulation de connaissances. A Podemos, il faut sans cesse s'informer, se former, et former les autres, c'est un savoir-être militant. Pris comme une évidence, car également légitimé par les instances du parti, le militantisme intellectuel est la forme privilégiée autour de laquelle s'articule le travail militant, cette forme prise par le militantisme légitime, de fait, la division du travail et les divergences intellectuelles justifient alors à elles seules les positionnements politiques mais aussi les dissensus intra-partisans.

Dans les sections suivantes, nous revenons sur trois séquences ethnographiques qui témoignent de cette forme de militantisme. Nous mettons en évidence l'usage de la compétence experte pour distinguer le parti sur un segment contestataire disputé ; les mécanismes rétributifs dans le cadre d'un processus de recrutement professionnel ; le modelage des savoir-être et savoir-faire des militants à l'aune de qualités valorisées par les instances.

2.2 Disputer un segment contestataire

Dans cette section, nous nous intéressons à un *taller* organisé le 19 février 2017 par des militant.es « technicienn.es du social » et qui a pour thématique la précarité énergétique, la *pobreza energética* en castillan. L'initiative est aux mains de deux militants architectes, et se tient non pas dans les locaux du parti, mais dans le *centro cultural* du quartier, équivalent d'une MJC en France.

> 19 février 2017, matin. Centro cultural calle Olivar. *Taller* « *pobreza energética* »
>
> « Laura distribue du chocolat chaud avec des churros. Les orateurs sont debout sur la scène, une affiche de Podemos à côté d'eux, le reste des participants assis sur des chaises dans un espace réservé au public. Une dizaine de personnes sont présentes. Les intervenants sont venus avec des factures d'électricité et de gaz. L'intervention commence par une explication au public : comment lire la facture, projection *powerpoint*. Seconde intervention : expliquent les motifs d'une consommation excessive d'énergie. Définition powerpoint : « ponts thermiques », « pobreza energética » détail des matériaux de construction, fenêtres, murs typiques des vieux immeubles du centre-ville. Troisième intervention : « comment réduire sa facture ? » qui contacter, lire un devis, quels sont les appareils qui consomment le plus, déroulé d'une intervention de réhabilitation énergétique + « petites astuces en attendant » : les propriétés de l'aluminium, le disposer devant les radiateurs (…) Après les interventions : les personnes se lèvent avec leur facture en main pour que les militants leur expliquent le détail. »

La séquence relève d'une explication des enjeux architecturaux de la précarité énergétique. L'activité forme les profanes à la compréhension, d'une part, des enjeux techniques afin de pallier les déficiences énergétiques de leur habitat et, d'autre part, des enjeux comptables pour comprendre le détail des frais imputés dans la facture. Ici, il n'y a pas de contenu proprement politique dispensé, la représentation de la dimension partisane de l'activité est n'est visible que grâce à l'affiche sur laquelle est apposée le logo de la marque, située à côté d'eux.

Si l'initiative semble avoir été prise directement par les militants, elle trouve en fait son origine dans une impulsion des instances locales du parti par l'intermédiaire du groupe de travail municipaliste. Ce groupe compte des permanents, des élus locaux et quelques militants, il oriente les activités des cercles au regard des intérêts politiques de Podemos au sein de la coalition Ahora Madrid. Cette dernière compte Podemos et Ganemos, ce second groupe étant lui-même la réunion de partis politiques comme IU, de collectifs contestataires et d'associations. Les diverses composantes de Ahora Madrid sont en concurrence pour

s'attribuer le mérite politique des politiques publiques impulsées par la mairie. Comme l'indique notre enquêté David, l'un des deux orateurs du *taller* contre la précarité énergétique :

> « Il y a des thématiques qui, depuis les hautes instances de notre parti (*rire*), à un moment donné, sont considérées comme étant nécessaires d'être installées dans l'opinion publique, parce qu'il y a un intérêt politique à ça. Disons que ça devient une ligne politique prioritaire. Donc je crois que ce n'est pas une mauvaise chose que nous puissions contribuer à ce que cette thématique s'installe, que ce ne soit pas seulement dans les médias mais en faisant aussi des choses au niveau du quartier. Je crois qu'il faut qu'on fasse des choses temporaires, ponctuelles, et qui répondent toujours aux logiques politiques du moment. Donc à un moment ça intéressait de parler de gentrification et de touristification, mais nous, dans le cercle je veux dire, nous ne savions pas vraiment comment aborder ça. Donc c'est vrai qu'avec Noah, nous sommes architectes, Noah est très impliquée sur les questions énergétiques, moi je fais aussi de la construction écologique avec la coopérative, donc nous nous sommes dits que nous pourrions faire quelque chose en rapport avec ça, parce que nous, ça nous intéresse et ça nous semblait important. Après, il y a eu un intérêt pour la précarité énergétique et nous, nous avons un intérêt pour ça. Tout le monde était intéressé, donc nous l'avons fait. »[102]

Cette initiative est ainsi le produit d'un ajustement opéré par les militants d'une directive partisane. L'ajustement convainc et est relayé par les instances qui encouragent la tenue de cet atelier basé sur la conversion des ressources intellectuelles des deux militants. Le *taller* s'inscrit comme le point culminant d'autres activités du même ordre : la projection d'un documentaire et un débat animé par ces mêmes militants sur les enjeux sociaux et sanitaires des passoires thermiques la semaine précédente, des tables d'information qu'ils proposent sur la principale place du quartier et dans le local du parti pour expliquer le détail des prélèvement sur les factures, faisant presque de ces militants de Podemos, parce qu'ils sont des spécialistes techniques des questions énergétiques, les agents d'une permanence d'assistance sociale à disposition des usagers résidants du quartier :

[102] Entretien réalisé avec David le 27 avril 2017.

Archive personnelle. Affiche : « tu veux mieux comprendre tes factures d'électricité [et de gaz]. Nous te l'expliquons ici »

Pour comprendre l'intérêt et le relai que cette initiative suscite de la part du parti, il convient de revenir sur cette campagne « contre la gentrification et la touristification » évoquée par le militant en situation d'entretien, ce qui nous conduit en fait plus largement à sa mise en sens au sein d'un contexte fait d'âpres luttes politiques afférentes à la composition politique de la coalition Ahora Madrid. Comme nous l'avions mis en exergue lors d'un travail précédent (Montagnon, 2017), les activités des militants madrilènes de Podemos se sont vues reconfigurées à l'issue des élections municipales de 2015 :

- Ils ont été encouragés par le parti à investir les différents dispositifs institutionnels mis en place par la mairie, les budgets participatifs ou les *foros locales,* ce que certains ont fait.
- Plusieurs militants du centre de la ville se sont convertis en professionnels de la politique au sein de Ahora Madrid, ils ont été nommés représentants de leur quartier (*vocal vecino*) ou ont été recrutés comme permanents pour la coalition.
- A l'arrivée du gouvernement municipal, ces militants devenus professionnels ont impulsé le groupe de travail municipaliste auquel se sont greffés des militants venus de plusieurs cercles du district centre de la ville, dont certains ont parallèlement investi les associations de quartier (*asociaciones de vecinos*), quand d'autres y étaient déjà positionnés. Depuis, le groupe relaie la politique municipale dans les assemblées ordinaires des groupements, via un point qui leur est spécifiquement dédié dans les assemblées ordinaires. C'est depuis cet espace qui réunit les acteurs de la politique municipale - permanents, élus, militants venus des quatre cercles du district centre -

que les militants sont initialement encouragés à participer à la campagne pour l'accès au logement. Alors que sur l'affiche que nous relayons plus bas sont accolés les logos des quatre groupements militants du centre de la ville, ce sont en fait les membres du groupe municipaliste, qui réunit ces quatre groupements, qui en est à l'instigation.

- Par l'intermédiaire de *Vamos*, dont nous avons parlé au chapitre précédent, le parti a sélectionné des associations, notamment positionnées sur les questions d'urbanisme ou de mobilité, leurs agendas ont été relayés via Telegram, les militants sont invités à participer à leurs rassemblements.

Outre la volonté de relayer la politique municipale, c'est surtout la rivalité qui caractérise les relations entre Podemos et Ganemos, les deux composantes de la coalition Ahora Madrid, qui explique cette initiative. Cette rivalité se traduit dans la pratique par une féroce concurrence pour orienter budgets participatifs ou pour se placer comme l'acteur principal de la transformation en politique publique de revendications contestataires. A l'hiver/printemps 2017, la régulation du marché de la location touristique et, éventuellement, l'établissement d'un indice de plafonnement des loyers pour la location de longue durée sont dans les tuyaux de la politique municipale. Au même moment, une campagne contre la « touristification et de la gentrification du centre de la capitale » occupe l'espace public. A l'initiative de cette campagne se trouvent divers collectifs positionnés sur le segment des luttes urbaines. Ils développent une campagne de mobilisation faite de plusieurs manifestations et distributions de tracts, organisent des journées où se succèdent des intellectuels venus parler de « municipalisme », ces derniers sont généralement proches de Ganemos et structurés autour de la librairie Traficantes de Sueños et de sa maison d'édition. Dans le cercle I, les tentatives militantes en faveur d'une coopération avec ces collectifs contestataires sont infructueuses et les militants ne sont pas multi-positionnés dans le tissu associatif local. Dans ce contexte, la seule ressource mobilisable par Podemos afin de se positionner sur ce segment est le capital culturel de ses militants, ici, la structure de celui des « techniciens du social » s'adapte à la demande partisane.

Podemos, organise alors ce cycle d'atelier et de permanence d'informations mais aussi ses propres « journées contre la gentrification et la touristification » :

Archive personnelle. Affiche journées contre la gentrification et la touristification, 2017

Julio, militant dans le cercle I et également permanent de Podemos, nous explique les motifs de la multiplication des actions :

> Marie : « Comment tu expliques que le cercle n'a pas été dans la manifestation de *Madrid no se vende* ?
>
> Julio : Pourquoi on ne le fait pas ensemble ? (Il soupire). Ben parce qu'il y a une difficulté politique, d'accord ? Il y a une difficulté politique, il y a une difficulté politique qui est que chaque fois que nous voyons qu'il se lance des initiatives, nous ne savons pas bien qui est derrière, parce que derrière presque toutes ces initiatives qui ont toujours l'image d'être ouvertes et spontanées, ben elles le ne sont pas, d'accord, elles ne le sont pas. Donc quand tu regardes la liste des collectifs qui ont signé *Madrid no se vende*, les collectifs promoteurs ne sont pas vingt comme ils le prétendent, d'accord ? Les collectifs promoteurs, en réalité, il y en a deux. Au final, ce sont les gens de Patio Maravillas, et ces gens de Patio Maravillas, c'est un tout petit groupe de 20 personnes, qui en plus de ça, sont liées à certains conseillers de Ahora Madrid, qui en plus s'opposent à Carmena [Maire de Madrid]. Et qui s'opposent à Podemos. Et voilà, c'est tout. Donc ce qu'ils veulent c'est obtenir un espace politique. Et ça, c'est quoi le rapport avec la plateforme *Madrid no se vende* ? Le rapport c'est la succession de Manuela Carmena. »
>
> Marie : « Ahora Madrid va continuer comme ça tu penses ? »
>
> Julio : « Ahora Madrid va continuer tel quel, mais il va y avoir une lutte pour le pouvoir, pour qui va contrôler Ahora Madrid. Et là ben il y a plusieurs acteurs, et alors nous, nous sommes un cercle de Podemos, donc nous, on va monter une plateforme contre la gentrification avec des gens qui ne

> peuvent pas voir Podemos en peinture ? Parce que je peux t'assurer que les gens qui ont monté *Madrid no se vende* ils ne nous ont jamais écrit. Ils auraient pu nous en parler. Ils savent parfaitement qui est à Podemos. Pourquoi la plateforme *Madrid no se vende* n'a pas compté avec Podemos pour monter sa plateforme ? Ben parce qu'ils veulent juste ne pas devoir compter avec la présence de Podemos, nulle part. »[103]

La rivalité entre Podemos et Ganemos tiendrait ainsi d'une lutte « de succession » pour dominer la coalition. Toutefois, ce rapport de défiance ne nait pas avec l'exercice du pouvoir, ni d'ailleurs lors l'accession au gouvernement ; il caractérise les relations au sein de la coalition dès les premières assemblées pour la négociation d'une liste citoyenne fin 2014. C'est ce que relate David :

> David : « Les premières assemblées pour faire Ahora Madrid, elles se passent à la Tabacalera [dans un centre social autogéré]. Il y avait vraiment beaucoup, beaucoup de gens. Au début, l'idée c'était de faire une liste commune, avec des primaires. Tous les gens de Podemos étaient là, par exemple il y avait Ramon Espinar dans Ganemos [depuis à Podemos] , il était avec les gens de Juventud sin futuro. Il y avait des gens de IU, des gens de Patio Maravillas, des gens du 15M, et des gens de Podemos. Mais à un moment, il y a eu un conflit pour savoir qui allait dominer Ganemos (…) Julia a dit à une assemblée du cercle que Podemos allait sortir de Ganemos (…)
>
> Marie : Qu'est-ce qu'il s'est passé ensuite ?
>
> David : Ce qu'il s'est passé c'est que tout le monde s'est fondu dans Ganemos, sauf Podemos (*rire*). Il y a donc eu des primaires à Podemos et Ganemos a fait sa sélection de son côté, entre les gens de IU et de tous les collectifs qui étaient par là. Bon, et à la fin, il y a eu une concertation pour faire une liste entre Podemos et Ganemos. »[104]

Le *taller* sur la précarité énergétique dérive donc d'une adaptation des militants à une directive partisane transmise par l'intermédiaire du groupe de travail municipaliste et celle-ci est corrélée à la lutte de pouvoir qui s'exerce au sein de Ahora Madrid : apparaître comme le principal acteur de la revendication sociale puis de sa transformation en politique publique. Dans ce contexte, alors que Ganemos dispose de relais contestataires, Podemos, quant à lui, peine à se positionner. Cette adaptation de l'action militante s'opère donc au regard d'un double processus : d'abord, la fermeture de l'espace contestataire local à ces militants, ensuite l'intérêt porté à une revendication spécifique, dérivée des propriétés sociales spécifiques de

[103] Entretien réalisé avec Julio le 17 mai 2017.
[104] Entretien réalisé avec David, le 27 avril 2017.

certains participants. Les instigateurs de l'initiative contre la *pobreza energética* sont alors soutenus par les permanents et les représentants de l'organigramme avec lesquels une conjonction d'intérêts se produit : l'atelier permet de positionner Podemos sur le segment de l'accès au logement en proposant une offre d'activité proprement technique, seule possibilité qu'ils perçoivent, mais cela permet de le distinguer des actions menées par le reste des collectifs proches de Ganemos. Dans ce cycle d'activités militantes toutes basées sur la conversion du capital culturel des deux architectes, le reste des militants réalisent les tâches logistiques.

Comme nous allons le voir dans la section suivante, le militantisme intellectuel révèle aussi des logiques de rétribution et de sélection de profils dans le cadre du recrutement des professionnels de la politique.

2.3 Au fil de la *charla*, la logique du recrutement

Dans cette section, nous posons la focale sur une séquence ethnographique recueillie le 24 avril 2018 dans les locaux de Podemos du cercle II. Ce jour-là, deux jeunes militants de 26 ans sont aux commandes pour donner une *charla* : Antonio et Pedro ont 26 ans, le premier est militant du cercle I et le second du cercle II. Tous deux sont originaires de cette municipalité, ils se sont connus sur les bancs de l'école avant de se retrouver dans la même université madrilène pour étudier la science politique. Ils disposent d'un master et n'ont, au moment de l'enquête, toujours pas obtenu la possibilité d'entamer une carrière rémunérée dans le champ universitaire, leur objectif initial ; ils surviennent à leurs besoins au moyen de petits boulots, partagent un processus introspectif caractérisé par le dilemme de l'abandon du projet d'une telle carrière, ils envisagent et expérimentent des possibilités pour se repositionner. La thématique de la *charla* repose sur le mémoire de fin d'études d'Antonio, qui porte sur la précarisation du marché du travail espagnol et aborde la notion de revenu universel. A travers ce dispositif, nous observons en quoi la *charla* constitue une phase de la carrière militante (Fillieule, 2009) des deux protagonistes, informant conjointement des logiques de rétribution (Gaxie, 2005) et de recrutement à Podemos (Gaxie, 1980).

Au sujet des rétributions militantes, Daniel Gaxie fait directement référence aux intellectuels en indiquant que « le multi positionnement dans des champs distincts permet ainsi de mobiliser des ressources intellectuelles dans les univers militants » (Gaxie, 2005, p. 163). Mise en relation avec la trajectoire des deux protagonistes, cette séquence montre en quoi le dispositif s'insère à la fois dans l'économie des rétributions militantes à Podemos et dans un processus de professionnalisation qui accrédite l'intérêt spécifique porté par les instances au recrutement de ces « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales ». Elle signale aussi une spécificité de Podemos : dans ce cas, il ne s'agit pas d'intellectuels multi positionnés mais plutôt de « prétendants » qui, le temps du dispositif, occupent dans l'institution partisane le rôle social auquel ils aspirent et qui leur est dénié par leur institution professionnelle d'origine. La rétribution consiste alors justement dans la reconnaissance de la qualité d'intellectuel qu'offre le parti et qui se substitue à l'accréditation statutaire normalement délivrée par l'institution universitaire. En même temps, ce bon usage des ressources intellectuelles par les militants s'inscrit dans un processus de professionnalisation puisque, comme nous le verrons, le parti recrute volontiers des politologues pour des travaux fléchés en science politique, mais la concurrence y est rude. La valorisation de ces compétences par le parti a pour effet de modifier les préférences de certains militants qui substituent alors l'organisation partisane à l'institution universitaire en tant que débouché professionnel privilégié. Reproduisant alors la mécanique d'entrée dans le champ universitaire concurrentiel, il s'agit d'accumuler les mérites dans le parti pour espérer être recruté, ce qui implique entre autres de communiquer sur ses travaux universitaires devant ses pairs et de les vulgariser devant des profanes, la *charla* remplaçant en quelque sorte le colloque ou la conférence. Podemos est alors aussi l'exemple de « comment les modalités de la réussite politique se trouvent retraduites selon la logique propre de la compétition interne des partis c'est-à-dire en fait selon les caractéristiques sociales de leur groupe dirigeant » (Gaxie, 1980, pp. 5-6). Ici, le critère retenu dans la logique du recrutement n'est donc pas l'origine ouvrière, comme Daniel Gaxie l'avait relevé dans le cas du Parti communiste français (Gaxie, 1980), mais le cursus universitaire en science politique, éventuellement en sociologie.

Pedro est l'instigateur de cette action[105]. Son rapprochement avec Podemos commence en 2015, alors qu'il suit sur les réseaux sociaux la campagne des municipales de sa ville d'origine,

[105] Entretien réalisé avec Pedro, le 24 mai 2018.

depuis Amsterdam où il est en séjour d'études. Podemos concourt avec plusieurs autres forces politiques : il « like » tout ce qu'ils disent et partage leur contenu. Il s'est politisé à l'université en se rendant ponctuellement aux assemblées de la branche étudiante de ATTAC. Il s'est rendu à quelques reprises avec d'autres membres de l'association étudiante à la Puerta del Sol pendant les manifestations des Indignés, « pour voir, pour apprendre ». A l'issue de la campagne de 2015, la coalition portée par Podemos remporte plusieurs conseillers municipaux et un collectif de jeunes de la ville se forme, dont il voit passer l'affiche de la première assemblée sur les réseaux sociaux. Entre temps, Pedro est rentré d'Amsterdam et décide de s'engager dans ce collectif. Il y a des « gens de Podemos, du parti communiste, de Equo (parti écologiste), de ATTAC », qu'il connait pour la plupart « au moins de vue du quartier, de *botellones*[106] de quand nous étions adolescents, des stands des *fiestas*[107] ». Il intègre parallèlement le cercle II où il essaie « d'attirer des jeunes, pour renouveler un peu l'ambiance » dans un groupement qui a souffert de nombreuses défections après des luttes internes et où la plupart des membres restants sont des « retraités infatigables ». Dans le cercle, il assure souvent l'animation et veut assumer le rôle de médiateur dans un contexte tendu, son ambition est que « le groupe retrouve de bonnes relations » :

> « Podemos pourrait toujours faire mieux, mais les quatre dernières années ont été très dures, avec beaucoup d'attaques de toute part, s'il y a toujours des cercles au bout de quatre ans c'est que ce projet a du sens. »

Le collectif de jeunes auquel il appartient soutient une nouvelle candidature pour les municipales de 2019 et le militant entretient plus largement de bons rapports avec la direction locale de Podemos. Diplômé d'un master, il travaille depuis ses dix-huit ans comme serveur à temps partiel pour « 575 euros par mois », poste qu'il occupe toujours au moment de l'enquête. Il peine à visualiser les contours de son futur professionnel dans la science politique universitaire et se repositionne vers ce qui s'est converti en son principal centre d'intérêt, la politique. Il dédie ainsi la majeure partie de son temps libre à son engagement militant. Alors

[106] Pratique répandue dans la jeunesse espagnole et qui consiste à se réunir autour d'un verre dans l'espace public, le plus souvent un parc.

[107] Chaque quartier ou ville espagnole organise ses *fiestas*. Généralement le jour du patron de la ville, les personnes peuvent se vêtir de tenues folkloriques, pratiquent des danses et chants traditionnels, des concerts, défilés ou activités ludiques sont organisées, parfois des manifestations religieuses, des stands sont traditionnellement tenus par des associations, dites les *peñas*, mais on trouve également des stands de partis politiques ou de diverses organisations.

que les dynamiques du cercle sont marquées par la défiance entre les membres et un déficit de légitimité de la direction, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, Pedro souhaite s'impliquer et « prendre soin de cet espace » (« *cuidar el espacio* »). Il n'a pas été partie prenante des conflits qui ont agité le cercle lors du précédent cycle électoral, il a privilégié l'enthousiasme que lui procure l'idée de remporter les élections de 2019. Il dispose d'un réseau à travers son collectif de jeunesse, de solides compétences en sociologie politique et de temps libre qu'il dit vouloir dédier à la reconstruction de ce groupement militant en souffrance. Pedro peut donner un nouveau souffle au cercle II : il est une ressource pour la direction qui peut tenter de (re)solidariser le groupe grâce à cette figure jeune, enthousiaste, émancipé des stigmates des conflits antérieurs et donc potentiellement consensuelle. Comme nous allons le voir, c'est en partie ce qui se noue lors de la séquence de la *charla*, mais elle a aussi un sens particulier dans la trajectoire de Pedro à Podemos.

En effet, c'est dans le contexte que nous venons d'évoquer que la Secrétaire générale locale lui propose une première rétribution, il s'agit de mettre le candidat au doctorat en contact avec les instances régionales du parti pour « collaborer », car son profil de politologue est recherché. Depuis, il fait de la science politique à Podemos en participant bénévolement pour produire des rapports de sociologie électorale, notamment en vue des municipales de 2019 avec « deux autres sociologues, des trentenaires *geeks (« frikies »)* de Podemos ». Lors de la *charla* il s'attèle déjà à cette tâche. Quelques semaines seulement après cette première rétribution, il se présente, ou plutôt on le présente, sur la « liste blanche » des primaires pour la communauté de Madrid, une nouvelle rétribution qui dénote un parcours qui tend vers la professionnalisation.

Ainsi, cette *charla* dont il est l'instigateur s'inscrit dans le contexte d'une carrière militante qui tend vers la professionnalisation par le biais de son inscription dans le courant majoritaire : dans un parti où les « initiatives » sont encouragées et le profil du politologue valorisé, dans un cercle peu dynamique et en proie aux *exits*, Pedro, qui doit ses rétributions au courant dont fait partie la direction locale, acquiert avec cette action un statut qui augmente sa visibilité aux yeux de la direction et du public. Il fait valoir d'autres compétences que ses savoirs en sociologie, notamment des compétences oratoires (modération) et logistiques (préparation de la séance). Grâce à Pedro, la direction locale anime la vie militante du cercle sans en être directement à l'origine, évitant ainsi que l'action ne fasse l'objet d'un stigmate ; le militant fait vivre le cercle,

s'ancre comme le principal promoteur de son dynamisme. La semaine précédente, il avait déjà organisé une *charla*, où il avait expliqué « la problématique sociologique que pose la dépendance des jeunes envers leurs parents et grands-parents à cause de la précarité »[108], en compagnie d'un autre militant, « retraité infatigable » et actif dans le mouvement des retraités. La *charla* est une pratique qui s'ajuste au profil de l'instigateur, deux éléments qui apparaissent comme des qualités adéquates aux attentes de la direction quant aux critères de recrutement de ses cadres.

> 24 avril 2018. Local de Podemos. Charla sur le TFM de Antonio. 10 personnes sont présentes, six femmes et quatre hommes. Surtout des retraités, la Secrétaire générale se tient au fond, aux côtés de deux jeunes du collectif de Pedro. Un bureau où sont assis les deux militants, devant, des rangs de trois à quatre chaises se succèdent. Sur le mur, un powerpoint projeté avec la page de présentation, titre de la « charla », qui est également le titre du TFM. Pedro présente l'orateur « sociologue et politologue » il est « spécialiste » des problèmes liés à la « précarité » et de la « *renta basica* » (revenu universel), il est très « fier » que le cercle puisse l'écouter. Il s'excuse : la députée, qui devait venir faire la présentation avec Antonio mais n'a finalement pas pu être là. Antonio expose, il parle très vite, commence et termine ses phrases par deux tics de langage « *digamos que* (….) *no* ? » et sourit, utilise le langage inclusif « *las trabajadoras y los trabajadores* » Il explique l'évolution du marché du travail « avènement du capitalisme postfordiste selon le triple phénomène de la financiarisation de l'économie qui conduit à l'autonomie du capital, division internationale du travail due à la mondialisation qui bouleverse le marché et création d'un secteur des services mondialisés ». Définit concepts « demos » ; « capital » ; « *economía financiera* ». Chiffres sur l'emploi des jeunes (…) « renta básica » différent de « renta mínima » il parle de la proposition du revenu universel puis il fait référence à plusieurs reprises à Jorge Moruno[109] « je me suis beaucoup inspiré de lui pour mon TFM », il dit que « les droits ne sont pas garantis sans des conditions matérielles dignes ». L'exposé dure 45 minutes. Applaudissements. »

La présentation du militant-politologue est préparée, il s'aide de ses notes et de son *powerpoint*, un air de sérieux se dégage de la présentation, son style oratoire dénote qu'il cherche toujours l'assentiment de son public et révèle le caractère inhabituel qu'a cette prise de parole publique pour lui. La présentation se concentre sur l'explicitation de concepts et des dynamiques sociologiques. Mais soulignons que sous l'impulsion de Pedro, les *charlas* sont

[108] Recueil d'observation. Conversation informelle à la sortie de la charla du 24 avril 2018, devant le local.
[109] Sociologue espagnol, il est alors député au parlement autonomique de Madrid pour Podemos. En 2015 il publie *La fábrica del emprendedor. Trabajo y política en la empresa-mundo* puis en mars 2018 *No tengo tiempo. geografías de la precariedad,* les deux ouvrages sont édités par Akal. Ils font l'objet d'une forte réception chez les militants et militantes de Podemos.

également censées compter avec une présence politique : la députée qui n'est finalement pas présente ce jour-là et la semaine précédente, la présence d'un militant impliqué dans le mouvement des retraités. La *charla* ainsi conçue distribuerait les rôles entre un locuteur au parcours contestataire constitutif d'un capital militant éventuellement déjà converti en capital politique, assisté d'un locuteur expert qui délivre quant à lui des arguments proprement scientifiques : dans la situation idéale prévue par l'instigateur, il y aurait conjonction entre argument scientifique et politique, un brouillage qui tendrait vers la crédibilisation de la cause.

Le temps dédié aux interventions du public révèle l'intérêt suscité par la présentation.

> « Une femme d'une soixantaine d'année prend la parole, au premier rang, amie d'une militante retraitée du cercle (présente depuis 2014). Elle dit qu'elle vient pour la première fois car le sujet l'intéresse, elle se sent « interpellée » car elle a ses enfants qui sont dans cette situation. Elle dit « je te remercie beaucoup pour toutes ses informations je ne connaissais pas le revenu universel ». Luis, retraité, militant du cercle informe qu'il a lu un rapport de l'OCDE, il lui pose des questions techniques et lui demande ce qu'il pense « personnellement » du revenu universel, il dit que Isa qui n'est pas là a beaucoup défendu cette proposition, que ça faisait partie du programme de Podemos. Antonio répond qu'il est favorable au revenu universel et que c'est « absolument nécessaire ». Une militante retraitée prend la parole et parle de la situation « désastreuse » du travail pour ses enfants, les jeunes ne peuvent plus être indépendants des parents (« *no pueden independizarse*) demande si le revenu universel est toujours dans le programme de Podemos, plusieurs personnes hochent la tête, un militant dit « c'est vrai, c'est un désastre » il pense que le revenu universel est une solution : « je pense que c'est essentiel que nous faisions campagne sur la renta básica», signes d'approbation dans la salle ; une militante dit « la renta básica c'est fondamental » .

La *charla* a eu la capacité de fédérer l'auditoire qui a transposé le contenu proprement académique sur le concept de revenu universel en revendication politique. Cette transposition s'opère probablement grâce aux références employées par l'orateur lui-même, notamment celle empruntées à un sociologue également député de Podemos. Elle s'opère surtout par la mise en sens des arguments du locuteur opérée par les « retraités infatigables » qui se les approprient à l'aune de leur propre histoire familiale, en faisant notamment référence aux difficultés rencontrées par leurs enfants, ce qui les émeut, les indigne. En cela, la *charla* se convertit en dispositif de sensibilisation (Traïni & Siméant-Germanos, 2009). La *charla*, outre sa vocation première d'information et de transmission d'un savoir expert, a pour effet collatéral de solidariser les membres en vue de la prochaine campagne électorale.

Après l'intervention, l'orateur discute devant le local[110] avec celui qui est aussi son ami d'enfance.

> Antonio : « ça s'est bien passé, non ? »
>
> Pedro : « oui, ça a été très bien. Je suis désolé que la députée n'ait pas été là. »
>
> Antonio : « C'est sûr que ça aurait été bien mais en vérité j'aurais été encore plus nerveux (rire). »

Antonio partage un parcours similaire[111] à celui de Pedro mais il a, quant à lui, déjà entamé un processus de reconversion professionnelle face à la difficulté de poursuivre une carrière universitaire. Il indique même spontanément en ce qui concerne Podemos : « moi, je ne vais pas non plus ramer pour obtenir un poste de *liberado* (permanent) ». Evidemment, la particularité de ces profils est leur forte capacité réflexive quant aux dynamiques des partis politiques, une forme de lucidité parfois déconcertante pour l'enquêtrice. Antonio a décidé de suivre le *master de profesorado*[112] et effectue son premier stage en immersion dans un centre éducatif du secondaire ; en parallèle, il a un petit boulot dans un café pour arrondir les fins de mois, mais il vit surtout de ses économies assorties d'un pécule que lui a transmis son père, décédé quelques années plus tôt. Sur son temps libre, il commence même à préparer la *oposición*, le concours de professeur en Espagne : « une chose est claire, si je n'enseigne pas à l'université, ça va être difficile de trouver quelque chose qui me motive plus que ça [enseigner dans le secondaire] ». Il indique avoir accepté de réaliser la *charla* « surtout pour Pedro, c'était important pour lui », conscient des enjeux sous-jacents pour son potentiel recrutement. Il ne cache pas non plus s'être senti flatté par l'idée de pouvoir parler de son mémoire de fin d'étude dans une configuration où il devait partager l'animation de la séance avec une députée du parti : « au moins quelqu'un s'y intéresse ! » Toutefois, il pose un regard critique sur ce type de travail militant :

> « Moi, préparer l'intervention et débattre, j'y trouve mon compte (*a mi me compensa*), c'est évident. Mais je te dis aussi, c'est que moi je trouve mon compte à disserter sur la renta básica ou autre chose devant des gens ou écouter quelqu'un disserter trois heures sur Heidegger (*rire*). Moi,

[110] Recueil d'observation. Conversation informelle à la sortie de la charla du 24 avril 2018, devant le local.
[111] Entretien réalisé avec Antonio le 30 mai 2018
[112] En Espagne, formation d'un an nécessaire pour enseigner en tant que contractuel dans l'éducation secondaire et préparer les concours de fonctionnaire dans l'enseignement.

> j'y trouve mon compte parce que j'aime ça, parce que ça m'intéresse, mais objectivement, le plus souvent, ce ne sont pas des espaces qui incitent d'autres profils à participer. »

Ce type d'intervention constitue bien une rétribution pour ces profils et s'intègre plus largement dans les logiques du recrutement de Podemos. Au regard des propriétés sociales de ces militants, la « *charla* » comble certes des attentes, mais elle semble surtout avoir été intériorisée par eux comme étant une pratique valorisée par la direction et à laquelle ils s'ajustent avec aisance : leur cursus universitaire est à la fois un capital qui leur permet de s'adapter au modèle de militantisme en vigueur et un patrimoine de dispositions valorisé dans les critères de recrutement des instances. Si au Parti communiste français on valorisait l'origine ouvrière comme critère de sélection (Gaxie, 1980), à Podemos on sélectionne des politologues et des sociologues pour occuper les postes, à l'image des dirigeants.

Comme nous allons le voir dans la section suivante, le militant voit en partie juste sur le dernier point qu'il évoque : le militantisme intellectuel peut se convertir en facteur de frustration pour des militants qui développent envers lui des stratégies d'évitement. En effet, il ne s'agit pas pour le parti de seulement privilégié le recrutement de ces militants experts, comme chez les écologistes (Ollitrault, 2001), il s'agit aussi de faire des militants profanes des personnes compétentes spécifiquement en science politique, ce à quoi y compris les « techniciens du social » tendent à résister. Cette tendance dénote alors l'ambition d'un parti qui serait fait d'intellectuels engagés et même capable de concurrencer les organismes publics sur le segment de la sociologie politique.

2.4 Faire des militants-sociologues : « nous voulons être le CIS de Podemos »[113]

Nous revenons maintenant sur une séquence ethnographique qui s'inscrit dans la perspective des élections du printemps 2019 et est relative à l'ambition des membres des instances dirigeantes régionales madrilènes de créer un « CIS à Podemos » : les militants sont enjoints à

[113] CIS: le *Centro de Investigaciones sociológicas* produit des enquêtes statistiques sous l'égide du gouvernement, notamment les baromètres mensuels d'opinion. Recueil d'observations, prise de parole d'un permanent de Podemos, La Morada de Madrid, 13 novembre 2017

réaliser une enquête de démoscopie dans leur quartier en reproduisant les caractéristiques de l'enquête scientifique. A certains égards, les éléments que nous mettons au jour rappellent la mécanique identifiée avec l'analyse des dispositifs participatifs de Podemos dans le troisième chapitre de ce travail : ici, il s'agit de façonner et d'homogénéiser les profils militants en enjoignant les participants à accumuler non pas des engagements contestataires, mais des savoir-être et savoir-faire militants spécifiques transposés du champ universitaire, plus spécifiquement, des qualités esthétiques et des compétences attribuées aux sociologues.

Cette séquence manifeste en quoi les propriétés sociales des cadres constituent le fondement d'une action militante qu'ils décident unilatéralement et que les participants aux groupements de base sont invités à « impulser dans leur quartier »[114] dans des délais brefs. Ces deux éléments – injonction à accumuler un savoir-être/savoir-faire et le délai imposé – conduisent à une situation paradoxale. Justifiée comme une « initiative » pour rendre les militants « protagonistes »[115] de l'action, ces derniers se sentent au contraire dévalorisés voire « maltraités »[116] par les instances de leur formation : jamais à la hauteur des attentes du parti, ils peinent à gérer et remplir les attentes qui sont placés en eux.

Le 2 novembre 2017, les groupements militants du centre de Madrid reçoivent en simultané via *Telegram* une affiche transférée par leur *enlace* d'organisation : ils sont invités à la Morada de Madrid pour une « information sur la convocation de l'assemblée citoyenne municipale », en d'autres termes, sur le processus de primaire pour le renouvellement de l'organe local du parti. Pourtant, cette même semaine, une nouvelle information circule. Elle compte un document de sept pages avec plusieurs liens donnant accès à un *google drive* : marqué de l'en-tête « Podemos. Communauté de Madrid. Secrétariat d'analyse et de programme », le document s'intitule « Démoscopie – Podemos communauté de Madrid ». Le principal instigateur du dispositif d'enquête est le Secrétaire d'analyse et programme de Podemos Communauté de Madrid, lequel indique dans sa biographie officielle être diplômé d'un master de sociologie de l'Université Complutense de Madrid et disposer d'une trajectoire professionnelle en Amérique Latine comme assesseur et chargé de missions de recherche pour

[114] Recueil d'observations, prise de parole d'un permanent de Podemos, La Morada de Madrid, 13 novembre 2017.
[115] [115] Recueil d'observations, prise de parole d'un permanent de Podemos, La Morada de Madrid, 13 novembre 2017.
[116] Terme employé par un militant après l'assemblée ordinaire du cercle I, 19 novembre 2017.

divers organismes privés. Il explique s'être politisé avec le mouvement des Indignés avant d'intégrer Podemos en 2014[117] : un parcours presque en tout point similaire avec celui des dirigeants de la formation. On lit dans ce document :

> « C'est un projet impulsé par le Secrétariat d'analyse et programme de Podemos Communauté de Madrid et qui vise à consolider une unité de démoscopie, formée par des militants de Podemos, afin de réaliser des enquêtes d'opinion publique auprès des citoyens et citoyennes madrilènes, de manière périodique, au niveau de la Communauté, de la municipalité et des différents districts de la capitale. (…) Nous commencerons avec une enquête pilote de 1600 cas pour toute la communauté de Madrid, à réaliser en novembre 2017. »

« L'enquête pilote » consiste en un questionnaire composé de 36 *items* où se succèdent des questions ouvertes, parfois à choix multiples. Le document détaille les objectifs et modalités spécifiques de ce nouveau dispositif, il se veut directement inspiré du Centro de Investigaciones Sociológicas, voire dénote l'ambition de le concurrencer, comme en témoigne la double référence à cet organisme public : « les enquêtes à réaliser seront présentielles et nous ferons du porte à porte, à domicile, à la manière du CIS (« *tal y como* ») » ; il s'agit de « créer un "CIS de Podemos Comunidad de Madrid" qui réalise des enquêtes d'opinion publique (…) à partir desquelles orienter notre stratégie politico-institutionnelle et communicationnelle ». Ce travail militant doit être réalisé du « 15 au 24 novembre », soit la semaine suivant de l'envoi du document, et « il est préférable que les enquêtes soient réalisées de 18h30 à 21h00 » ; une assurance de responsabilité civile a même été souscrite « en cas d'accident ». Chaque participant à un cercle doit réaliser au moins quatre enquêtes dans des lieux et auprès de profils d'enquêtés préalablement établis. Cette séquence est un autre exemple de l'oscillation de Podemos entre l'expertise – qui doit ici régir le dispositif – et le bricolage – son déploiement effectif -.

[117] Voir https://cmadrid.podemos.info/organizacion-old/consejo-ciudadano/victor-rey/

Process de *l'enquête (archive personnelle, Telegram, 13/11/2017)*

	18 a 34		35 a 54		55 y más	
	Hombres	Mujeres	Hombres	Mujeres	Hombres	Mujeres
01. Centro	4	5	7	7	5	6

Calle	Inicio Ruta	Par/Impar	Encuestas
MAESTRO GUERRERO	Últimos números	Par	4
VILLA	Números intermedios	Impar	3
REY	Primeros números	Par	3
LUNA	Últimos números	Impar	3
SAN MILLAN	Números intermedios	Par	3
VILLA DE PARIS	Primeros números	Impar	3
MEDIODIA CHICA	Últimos números	Par	3
CONDE	Números intermedios	Impar	3
MEJIA LEQUERICA	Primeros números	Par	3
CORDON	Últimos números	Impar	3
MORERIA	Números intermedios	Par	3
BARCELO	Últimos números	Par	¿?
DESENGAÑO	Números intermedios	Impar	¿?
YESEROS	Primeros números	Par	¿?
GERONA	Últimos números	Impar	¿?
MANUEL	Números intermedios	Par	¿?

Le déroulé de l'enquête que doivent réaliser les militants, qui compte le prélude de l'interaction avec l'enquêté, l'interaction elle-même puis son suivi avec les modalités de la transmission des résultats, est strictement codifié *a priori*. Cette codification implique l'anticipation de situations délicates pour l'enquêteur novice, telles des refus de la part d'un potentiel enquêté ou des interrogations concernant le statut de l'enquêteur. Une série de réponses types, mais aussi de normes concernant les registres d'interaction attendues du militant-enquêteur sur son terrain, sont consignées :

> « Les enquêtes se réalisent en présentiel dans le logement, JAMAIS[118] dans la rue. Dans le cas d'une rue avec un immeuble, nous sonnons d'abord à l'interphone, avant de se présenter (…). Sonner avec modération, et, lorsqu'on nous ouvre la porte, sourire (…). Nous devons nous montrer empathiques, mais ne pas manifester notre sentiment face aux réponses de l'enquêté. Faisons un effort pour ne pas extérioriser notre mal-être ou satisfaction face aux réponses. Si l'enquêté nous demande notre opinion concernant une réponse ou une question, nous pouvons nous en sortir (*salir del paso*) en disant "moi je fais ces enquêtes, je n'ai pas d'opinion claire sur le sujet, ce qui importe ici ce sont vos réponses" (…). Une fois l'enquête complétée, nous dirons au revoir en remerciant la personne du temps qu'elle nous a dédié. »

Le protocole d'enquête étant professionnel, plus spécifiquement académique « à la manière du CIS », les militants se doivent d'incarner l'*ethos* de l'enquêteur professionnel, le sociologue,

[118] En majuscule dans le texte.

en établissant une relation enquêteur/enquêté et en anticipant les écueils inhérents à l'enquête sociologique, tels qu'ils apparaissent dans l'extrait ci-dessus. Cet *ethos* s'accompagne de prescriptions, y compris en ce qui concerne la présentation des futurs enquêteurs et suivant une consigne établie par les instigateurs du dispositif. Les militants sont enjoints à opérer une véritable mue, qui implique notamment d'abandonner certains de leurs atours afin de se convertir en sociologues authentiques et standardisés le temps de l'enquête. Ils doivent s'accorder à la représentation d'un bon enquêteur, quitte à ce que celle-ci implique la reproduction de stigmates. Il s'agit de se mettre dans la peau d'un autre pour en jouer le rôle dans une forme de théâtralisation orchestrée par les promoteurs du dispositif qui mobilisent toujours un « nous » fictif et destiné à créer la communauté nouvelle des enquêteurs :

> « En premier lieu, notre image doit être la plus neutre possible. En aucun cas nous ne porterons des vêtements, des bracelets ou des insignes de Podemos (ou tout autre indication qui signalerait notre idéologie, telle qu'un bracelet avec le drapeau républicain par exemple). Nous aurons toujours sur nous, en évidence, notre accréditation « enquêteur.ice de l'Institut 25M. Nous nous présenterons toujours comme des collaborateur.ice de « l'Institut 25M » ou « Institut du 25 mai pour la Démocratie ». Nous NE DEVONS PAS[119] mentionner notre relation à Podemos. Nous NE DEVONS PAS signaler que l'Institut 25M fait partie de Podemos. (…) Nous voulons que l'enquêté soit le plus sincère possible, c'est pour cela qu'il est nécessaire qu'il ne nous relie à aucun parti politique. Nous proposons la présentation suivante, aseptisée et neutre : « bonjour, je suis … de la « Fondation 25 mai pour la Démocratie ». Nous faisons une brève enquête concernant les principales opinions des madrilènes sur plusieurs questions d'intérêt général. Répondre à ce questionnaire ne vous prendra que quelques minutes, et cela m'aiderait beaucoup dans mon travail.[120]»

Ce qui doit être présenté aux futurs enquêtés comme un « travail » est adossé pour l'enquêteur à la réception préalable d'un lexique propre du champ académique, plus spécifiquement de la discipline sociologique ; il va de pair avec une esthétique émancipée des possibles stigmates afférents à la gauche espagnole et qui se voient (pro)jetés sur les militants, enjoints à s'en défaire coute que coute pour remplir leur mission. Toute l'interaction est ainsi réglée, millimétrée dans le souci d'une scientificité qui doit apparaître de manière éclatante pour devenir une évidence aux yeux de tous, surtout de ceux qui doivent en être les tenants, les militants : c'est l'incorporation de la norme.

[119] En majuscule dans le texte original.
[120] Nous soulignons les deux extraits.

La transmission de ce document suscite la surprise chez les militants qui le commentent via *Telegram* en se demandant de quoi il s'agit, d'autant plus qu'il est suivi d'un message de rappel de l'instigateur du dispositif à destination de l'*enlace* avec l'organisation, le militant en charge de transmettre les directives aux cercles et qui se voit attribué un rôle spécifique dans ce dispositif. Ce dernier est en effet censé coordonner l'action dans son cercle après en avoir intériorisé le process grâce au document envoyé. Alors que ce message lui est destiné, l'*enlace* le renvoie sur le groupe du cercle I, sans autre indication, comme pour distiller l'idée qu'il faut se préoccuper collectivement de cette tâche. Le 11 novembre, il transfère ce message du Secrétaire :

> « Bonjour *compas*. Je vous rappelle que, jusqu'au lundi 13/mardi 14 nous devrions avoir « recruté » les *compas* qui sont d'accord pour faire partie du Projet Démoscopie-Podemos Communauté de Madrid et participer à la première enquête « pilote » (…). Quand nous savons (…) : 1. Monter un chat *Telegram* avec ces *compas* et envoyer le « Guide »[121], lecture obligatoire pour toutes. 2. Faire une réunion présentielle de « rôle-playing [122]» et de formation auprès du cercle, répartir aussi les rues et les enquêtes à réaliser. 3/ Réaliser les enquêtes entre le 15 et le 24 septembre. Encore une fois, nous avons besoin que nos militants poussent ce projet. »

A la réception de ce message, plusieurs militants prennent la décision de se rendre à la réunion du 13 novembre, puisqu'il leur est également parallèlement précisé qu'un « atelier » (*taller*) concernant ces mêmes enquêtes y est prévu.

> 13 novembre 2017, Morada, 19h00, *taller* pour les enquêtes de la direction régionale et explication du scrutin des primaires pour l'organigramme municipal. Une cinquantaine de personnes sont présentes dans l'assistance.
>
> « Sur la scène en sous-sol, le Secrétaire et un permanent présente l'action, membres du Secrétariat Organisation Autonomique. Au premier rang, les candidats du courant majoritaire pour l'élection de l'organigramme local. Des rangs de chaises sont disposés pour le public en arc de cercle, plusieurs sont debout, d'autres assis par terre. Les deux participants du cercle I, également permanents, sont près de la scène, l'un prend des photos. Plusieurs militants du cercle I sont présents, Bruno, architecte de profession, est l'*enlace* avec l'organisation. Il me dit qu'il a lu le document, il était censé expliqué aux autres le process mais n'a pas vraiment compris lui-même, il est donc venu écouter « de quoi il en retourne » *(« de qué va* »), il pense qu'il y a une erreur sur le délai : « c'est écrit de le faire maintenant, cette semaine, ils se sont trompés c'est sûr. ». Je lui demande si ça

[121] Nom donné par le Secrétaire au document que nous avons cité plus haut.
[122] En anglais dans le texte.

> l'intéresse de participer. Réponse « oui, pourquoi pas, mais je n'ai pas très bien compris, je pense qu'ils vont envoyer quelqu'un pour le faire avec nous. On va voir. »

La présentation commence par un rappel du caractère professionnel de cette « initiative » qui veut imiter le CIS. Elle est pourtant motivée par la méfiance qu'entretiennent les cadres du parti avec certains organismes publics, précisément comme le CIS, mais aussi la Radio Televisión Española, qu'ils accusent par ailleurs régulièrement dans leurs discours de prendre parti contre Podemos, alimentant un sentiment de défiance chez les militants.

> « Nous voulons être le CIS de Podemos, réaliser des enquêtes d'opinion publique auprès des citoyens. Le CIS est toujours défavorable à Podemos. On le sait tous et donc nous ne savons pas où va l'opinion publique ! C'est une initiative très ambitieuse mais je sais que nous en sommes capables ». Chaque cercle doit créer un Telegram spécifique, l'*enlace* doit se charger de coordonner le suivi en s'inscrivant parallèlement sur un Telegram avec les membres du Secrétariat d'Organisation Autonomique. Délai : 15 au 24 novembre. « Etape 1 : monter un groupe de travail. Etape 2 : se répartir les rues et faire du porte à porte (il insiste sur « fin de journée » « *por la tarde-noche* »), deux heures par personnes, quatre enquête par personnes. Etape 3 : envoyer l'enquête sur le Telegram du groupe. Toujours rafraichir le Telegram. Etape 4 : l'*enlace* avec l'organisation envoie les résultats ». Il présente en détail les 36 items en projetant un *powerpoint* derrière lui, il explique sur quel ton il faut poser les questions, précise « ça ne prend que trente minutes, maximum ». Il faut s'entraîner dans le cercle « role playing ». Un militant chuchote « il y a trente-six questions, tu as vu toutes les réponses possibles ? trente minutes c'est impossible ». Le locuteur insiste sur la présentation et donne des conseils, il dit « ne pas venir avec un pin's de Podemos ou tout autre signe de type républicain ». Luis, militant du cercle I à quelques rangs jette un regard à Bruno, assit à mes côtés. Les militants doivent dire qu'ils sont de l'institut 25M et éventuellement réaliser l'enquête dans un quartier qui n'est pas le leur : « les gens du quartier ne vous identifieront pas avec Podemos, ce serait le mieux. Il faut vous coordonner entre vous, l'idée c'est que les cercles soyons (« *que los circulos seamos* ») les protagonistes de cette initiative, n'hésitons pas à nous coordonner. ».

Comme dans le document écrit, le locuteur ne cesse d'employer le pronom « nous » dans l'objectif de fabriquer une communauté d'enquêteurs soudée qui transcende le clivage entre les instances du parti et les groupements de base, pourtant, seuls les militants doivent réaliser l'enquête. Il s'ensuit des échanges avec le public, ils témoignent de la perplexité des militants face à ce « travail ».

> Une militante demande des précisions sur l'espace après la dernière question du questionnaire : « l'enquêté-a-t-il semblé sincère dans ses réponses ? ». Le permanent répond qu'il est « impératif » que les militants écrivent « juste après l'entretien » leurs sensations sur l'enquêté pour qu'il n'y ait pas de « biais » (« *sesgo* ») ; « si par exemple la personne était souriante, si elle a hésité, comment tu t'es senti pendant l'enquête, c'est très important » ; « mais si elle voit que la dernière question est sur sa sincérité, ça fait bizarre non ? » ; « il faut que la personne soit en face de toi, tu répètes bien les questions et les réponses possibles, elle ne voit pas les questions » Un militant pose une question sur les rues choisies. Réponse : « nous répliquons la méthodologie du CIS, c'est une sélection aléatoire, il faut respecter le tracé de la route ». Une militante dit « nous devons aller seul chez les gens ? moi je ne préfère pas aller seule chez quelqu'un que je ne connais pas ». Réponse : « c'est possible d'y aller à deux avec un *compañero* ou une *compañera*, bien sûr ! ».

En dépit de la codification précise, le déroulé effectif reste flou pour les militants novices en sociologie et qui peinent à percevoir comment matérialiser une enquête qui génère aussi, notamment pour une militante, des inquiétudes concernant la mise en sécurité. L'atelier concernant le questionnaire cède ensuite la place à la réunion d'information portant sur les primaires internes.

A la suite de l'atelier, les échanges avec les militants confirment cette perplexité. Elle dérive déjà vers des réactions de type sarcastique, généralement mobilisées pour exprimer les désaccords ou la frustration à Podemos, avant de laisser place à un sentiment de dévalorisation.

> Retour du *taller* avec deux militants du groupe de travail municipaliste, la soixantaine. Hilario dit que ce dispositif est « absurde », il insiste sur le délai « impossible à respecter ». Il prend l'exemple de la question qui porte sur Ramón Espinar (Secrétaire régional) « connaissez-vous Ramón Espinar ? » : « on a compris qu'ils voulaient le présenter mais qui le connait, à part nous ? » Il prend un air sérieux et s'arrête. Il commence à interpeller des gens dans la rue : « Bonjour, excusez-moi de vous déranger. Je mène une enquête sociologique. Connaissez-vous Ramón Espinar ? » Les gens disent « euh non » ou « pardon ? » « Je ne sais pas désolé », d'autres ne lui répondent même pas, Hilario rit, il dit « merci, bonne soirée ! » Il me regarde « voilà, personne ne connaît Ramón Espinar, on peut envoyer le questionnaire. Et n'oubliez pas de sourire ! C'est ridicule ». Enrique dit que les questions pourraient être posées téléphone et que « le questionnaire est beaucoup trop long, c'est faux de dire trente minutes, n'importe qui peut s'en rendre compte ou ils pensent que nous sommes bêtes (« *tontos* ») ? »

A la suite de cet « atelier », Bruno, du cercle I, prend l'initiative de proposer la création d'un groupe Telegram pour mener l'enquête tel que demandé : des huit personnes du groupement

qui s'étaient rendues au *taller*, seules trois, dont l'instigateur du Telegram, acceptent d'en faire partie, les autres désertent. Au sein du groupe, une tentative de distribution des enquêtes est faite, mais les participants arguent des incompatibilités d'emploi du temps, tardent à répondre aux messages de l'*enlace* qui tente plusieurs relances. C'est alors la stratégie d'évitement du « silence radio » : ne pas répondre sur Telegram, pour faire disparaître ce qui s'est converti en un problème à gérer. Lors de l'assemblée ordinaire du cercle du 19 novembre, Bruno saisit l'occasion du temps de parole qui lui est imparti au regard de son statut « *Enlace* » pour intervenir sur ce sujet, il est relayé par un autre militant, avant qu'un participant, également permanent, ne leur réponde sèchement :

> Assemblée du 19 novembre 2017. Cercle I, local de Podemos. cinq hommes, quatre femmes.
>
> « Bruno : « je voudrais rappeler la question des enquêtes. Je vois qu'il n'y a pas beaucoup de motivation sur Telegram…. (il s'arrête et regarde tout le monde en souriant) je crois qu'il faudrait que nous décidions ce que nous faisons avec ça, pour que je puisse dire quelque chose au Secrétariat. Je reconnais que moi aussi j'ai du mal à comprendre et que les délais sont très courts ». David prend la parole, il demande des précisions sur le process de ces enquêtes, il a lu le document (n'était pas là le 13 novembre) et ne comprend pas grand-chose. Il pointe « le délai absurde ». Il est coupé par Juan (permanent, présent le 13) : « pour commencer, je veux dire que ces enquêtes sont d'une grande qualité, elles ressemblent vraiment à celles du CIS. » Il ajoute qu'il remarque « une forme de mauvaise volonté de la part des militants, mais c'est vrai que je reconnais qu'ils sont trop peu formés pour que ça fonctionne ». Plusieurs militants ont une mimique (type surprise négative). Le modérateur prend la parole, dit qu'il faut régler ça sur le Telegram prévu, qu'il n'y pas de temps. Les militants passent au point suivant (…) »

L'intervention du permanent met en exergue la « qualité » du protocole d'enquête tout en soulignant « le manque de volonté » des militants associé à un déficit de formation : il n'en faut pas davantage pour que les militants se sentent mis en cause dans leurs capacités à remplir les objectifs qui seraient légitimement transmis par la direction. Cette intervention fait l'objet d'une conversation autour d'un verre après l'assemblée entre les personnes présentes sur le Telegram des enquêtes, elles font part de leur mécontentement : il est décidé d'attendre, personne ne veut prendre la responsabilité de ne pas remplir l'objectif attendu, alors même que personne n'est disposé à le réaliser, ils semblent ne pas oser le dire. La justification du silence par l'« attente » d'une nouvelle consigne, ou d'un signe de la direction, constitue ici la stratégie d'évitement pour ne pas se prêter à cet exercice. Comme nous l'avons vu dans les

extraits précédents, il est déjà considéré comme mal préparé et mal transmis, et, de surcroît désormais, les difficultés rencontrées par les militants font l'objet d'une réception peu empathique des instances qui pointent leur manque de formation, leur transmettant ainsi la responsabilité d'un possible échec. Nous sommes alors face à une situation où les militants remettent en question conjointement la pertinence des objectifs de ce travail militant (« personne ne connait Ramón Espinar »), et de ses modalités, puisque certaines personnes se sentent notamment mal à l'aise à l'idée « d'aller seule » chez des inconnus. A cela s'ajoute la perception qu'ils ont de la complexité de la tâche associée à la mise en accusation de leur manque de formation. L'imbrication de ces éléments suscite un sentiment de vexation (« ils pensent que nous sommes bêtes ») traduit dans des réactions sarcastiques (« n'oubliez pas de sourire ! »).

Face à cette initiative devenue tentative manifestement ratée, l'instigateur du dispositif envoie un nouveau message que Bruno, en tant qu'e*nlace*, est chargé de transmettre. Le 23 novembre 2017 sur le Telegram du cercle I, les militants peuvent lire :

> « Bonjour *compas*. En premier lieu, je veux vous remercier toutes[123] pour l'effort que vous êtes en train de réaliser pour faire ces enquêtes (…). C'est une tâche fondamentale (…) Nous revivons un cycle d'accélération du temps historique au sein duquel les changements politiques et sociaux se succèdent rapidement, nous avons besoin d'être capables de capter ces changements, de prendre le pouls de l'opinion publique et d'anticiper. Être audacieux et marquer l'agenda politique. En ce sens, vous êtes en première ligne du front, sans vous, cette tâche est impossible, vous êtes les yeux et les oreilles de Podemos-Communauté de Madrid, l'opinion publique sera représentée dans ces enquêtes. Nous sommes conscients des difficultés que vous rencontrez pour remplir cette tâche. Certaines municipalités et districts ont demandé un délai (…) il nous semble raisonnable d'étendre ce délai à tous (…) alors nous élargissons la *deadline*[124]. Nous avons jusqu'au 4 décembre pour réaliser ces enquêtes par tous les moyens, en essayant de remplir l'objectif marqué. En janvier nous ferons un atelier de communication politique. (…) Encore merci, merci, merci »

La mécanique de ce texte rappelle la technique de management : les groupements de base sont d'abord flattés avant que leurs obligations ne leur soient rappelées. Il est spécifié que c'est bien la direction qui consent à élargir le délai, mais l'enquête est un objectif de production que les militants doivent remplir. Le prochain atelier dispensé par ce Secrétariat a pour thème « la

[123]Au féminin dans le texte original.
[124] En anglais dans le texte.

communication politique » révélant encore ce souci constant d'acquisition de compétences professionnelles afférentes à la science politique et que les militants profanes doivent maîtriser, comme leurs camarades déjà détenteurs de ces cursus universitaires. Dans le cercle I, alors que la stratégie d'évitement de « l'attente d'un signe de la direction » n'est plus ajustée, les militants reprennent celle du « silence radio » : personne ne répond à ce message, ce qui a pour effet collatéral de placer Bruno, censé être la courroie de transmission entre le cercle et la direction, en porte-à-faux. L'abcès est finalement percé lors de l'assemblé du 17 décembre 2017, soit plus d'un mois après la réception initiale du document :

> « Bruno prend la parole sur les enquêtes, il dit que le délai est passé et voudrait que le cercle tire un bilan de la manière dont cette « initiative » s'est déroulée. Il dit « ça a été un échec (il s'arrête). Je veux dire, ce n'est pas possible de nous demander de faire ce genre de choses (*este tipo de cosas*) » Il informe avoir réalisé seul une enquête mais n'a pas pu faire plus. Hilario prend la parole, il l'interrompt, il dit que le délai était impossible et qu'il ne sait pas faire des enquêtes, « ce n'est pas mon rôle », « j'ai passé l'âge » (« *Ya no tengo edad para esas cosas* »), il élève le ton. Il interpelle une élue de l'organigramme régionale également membre du cercle I sur la pertinence de ces enquêtes. Elle indique que les résultats ne sont de toute façon pas concluants, « c'est un apprentissage pour nous tous ». »

Dans le compte rendu de l'assemblée, transmis sur le Telegram du cercle I, il est consigné que « le secrétariat d'organisation informe que l'enquête s'est mal déroulée (*ha salido mal*) car l'échantillon est trop petit et mal distribué territorialement ». Aucune mention n'est faite du retour proposé par les membres du cercle et la responsabilité de l'échec incomberait donc exclusivement au déficit de participation des militants, après qu'il eut été pointé une première responsabilité de l'échec dérivée de leur manque de formation. Nous observons ainsi comment les instances promeuvent des dispositifs de militantisme intellectuel fondés sur des qualités propres du sociologue et, en retour, comment les militants qui ne présentent pas de dispositions issues d'un capital culturel accumulé en sciences humaines et sociales s'en trouvent exclus, ne disposant pas des outils nécessaires pour remplir les exigences du parti.

Cette séquence s'inscrit dans la mécanique identifiée dans le troisième chapitre : sur fond de techniques managériales, il s'agit de déléguer une tâche aux militants tout en leur transmettant une norme à intérioriser. Elle ne relève ici pas du parcours contestataire mais d'un savoir-être et savoir-faire dérivé du champ universitaire, plus spécifiquement de la discipline sociologique. Ce travail militant particulier pour lequel ils sont sollicités et ses contours (la présentation de

soi de l'enquêteur, la technique de l'enquête, l'insistance dans la plupart des extraits cités à se référer au CIS qui porte presque à croire qu'il s'agit de le concurrencer) donne à voir ce souci constant de l'expertise de la part des instances partisanes. Son déploiement effectif, quant à lui, montre la tendance au bricolage. A travers cette séquence nous observons la tentative de fabrique d'un militantisme et de militants dont le travail et le profil semblent calqués sur le travail politique du *think tank* et de ses chargés de mission. En d'autres termes, il s'agit de façonner une organisation de professionnels de la science politique, peut-être à l'image de ses dirigeants.

**

*

Le modelage de militantisme à Podemos, basé sur ses militants-experts, tend à présenter des similitudes avec les analyses réalisées auprès des organisation écologistes (Ollitrault, 2001) :

> « Ces ressources individuelles deviennent des ressources organisationnelles qui sont mobilisées pour former le répertoire spécifique de la mouvance écologiste, à savoir un recours à une expertise comme éclairage ou contestation d'une prise de décision » (Ollitrault, 2001, p. 125)

Relayé voire impulsé par les instances partisanes, ce militantisme intellectuel se déploie à Podemos via des dispositifs spécifiques que sont la *charla*, le *seminario* et le *taller* qui nomment et représentent l'expertise tout en constituant des médias pour la transmission d'un savoir proprement technique ou théorique. Ce modelage dénote une représentation du militantisme basée sur l'instruction et qui brouillent les registres savants et politiques. Peut-être nouvelle déclinaison de ce répertoire initialement spécifiquement écologiste, Podemos tend toutefois à resserrer l'expertise vers celle du politologue.

3. Conclusions : des pratiques militantes (ré)ajustées aux logiques intra-partisanes

Dans ce chapitre, nous avons posé la focale sur les pratiques militantes de Podemos. Nous avons dessiné les traits d'un parti qui oscille entre l'expertise et le bricolage, l'inflation des

procédures et la relative informalité. Les ressorts sociaux du recrutement militant et la consolidation des courants internes sont les deux éléments qui président à la (re)configuration les pratiques militantes.

D'une part, les rivalités pour le contrôle de l'appareil entre les courants qui composent Podemos favorisent un détournement des dispositifs d'assemblées, de primaires et de consultations. Tous ces dispositifs se voient repositionnés vers l'accumulation de ressources destinées à peser dans le rapport de force interne. Dans cette configuration où les cercles sont des viviers de recrutement, la méfiance va de pair avec la discrétion, le secret, la vigilance voire la surveillance, le registre des interactions se dégrade, les groupements se fracturent et la résilience de l'engagement faiblit, principalement chez les primo-entrant dans le champ partisan et parmi ceux-là, les personnes indisponibles pour un parcours de professionnalisation. La mise à l'épreuve du caractère « démocratique » des pratiques se traduit tendanciellement par des tentatives militantes de recodage. Ce recodage manifeste la manière dont les militants dressent une frontière entre le groupement militant et les directions.

D'autre part, les formes prises par le travail militant traduisent à la fois la prégnance des profils militants à fort capital culturel et une représentation de l'agir militant légitime. La conversion des ressources intellectuelles en ressources militantes est au fondement du dynamisme des cercles, le capital culturel est une variable lourde dans le recrutement des cadres et l'opportunité de le convertir en capital militant est aussi rétribution militante. Le militantisme intellectuel est un savoir-faire et un savoir-être relayé voire impulsé par les instances partisanes, dénotant l'ambition de façonner des militants aux compétences proches de celles qui sont exaltées par les dirigeants : un parti d'intellectuels engagés au service de l'instruction des profanes.

Dans le chapitre suivant, nous étudions le rapport de Podemos aux mouvements contestataires en resserrant la focale sur le mouvement féministe.

Chapitre 5 : le parti des mouvements ? Le cas de Podemos et du féminisme

Suivant notre idéal-type, le parti-mouvement présenterait un rapport étroit aux mouvements contestataires. Dans ce chapitre, nous entreprenons de caractériser les rapports entretenus entre parti et mouvement et d'identifier les éventuelles continuités entre les deux entités. Pour cela, nous avons choisi de nous concentrer sur un cas pratique, la Comisión 8M (C8M), l'un des collectifs à l'instigation de la grève féministe de 2018.

En ce qui concerne les rapports parti/mouvement, ce cas pratique nous apprend qu'il n'y a pas *a priori* de rapport privilégié entre Podemos et les mouvements contestataires. La solidité du lien qui unit des mouvances au sein de Podemos avec le mouvement contestataire est dépendante des dispositions spécifiques des acteurs. De surcroît, cette relation privilégiée ne se réalise pas au nom de Podemos mais plutôt au détriment de lui.

Ce cas pratique nous informe toutefois d'une série de continuités plus inattendues. D'abord, en ce qui concerne des représentations partagées, notamment les effets dérivés d'un stigmate associé au parti socialiste qui conditionne les perceptions respectives des acteurs. Ensuite, au regard des débats communs comme celui concernant la structuration de l'organisation conduisant à une polarisation similaire au sein du parti et du mouvement. Enfin, en ce qui concerne les pratiques, nous observons également à la fois une reconfiguration de dispositifs traditionnels, tel l'assemblée, au moyen de techniques proches de la gestion de groupe et l'introduction de dispositifs participatifs de type « dynamique » inspirés des présupposés de la psychologie sociale. Ces ajustements se réalisent aussi par l'intermédiaire du profil « techniciennes du social », témoignant d'un recrutement similaire. Ce cas pratique accrédite ainsi la perméabilité de différents secteurs militants espagnols à cet univers particulier qui est à la fois producteur de normes symboliques (lexique, valeurs) et prescriptives (techniques de gestion de groupe).

Nous posons la focale sur trois groupements qui nous permettent d'adapter l'échelle et les dimensions de l'analyse. En premier lieu, nous abordons la recomposition de la C8M puis ses pratiques dans l'objectif d'identifier des continuités entre parti et mouvement. Nous mettons

en évidence la présence de représentations communes entre parti et mouvement, que nous appelons le stigmate socialiste, puis nous étudions ce que nous apprend le rapport très étroit entretenu entre la mouvance Anticapitalistas au sein de Podemos et la C8M au niveau de la communauté de Madrid. Enfin, nous identifions un renouvellement commun des fondements des pratiques entre parti et mouvement au profit d'une imprégnation grandissante de techniques issu de la gestion de groupe issu de l'univers de la psychologie sociale. En second lieu, nous nous concentrons sur l'absence d'interaction entre un cercle territorial de Podemos et un groupement local de la C8M implanté dans le même quartier. Notre objectif est d'en expliquer les motifs, ce qui nous conduit à restituer une histoire plus large des relations entre ce cercle et les collectifs contestataires du quartier. Nous revenons sur le paradoxe de la communication partisane, faite d'injonctions émises par la direction du parti en faveur de l'engagement de ses militantes et d'usage du dénigrement des collectifs contestataires locaux par les permanents dans le cadre d'un rapport de force qui oppose Podemos à d'autres composantes de la coalition Ahora Madrid au niveau municipal. Nous décrivons également les expressions d'une méfiance mutuelle entre militants et activistes locaux dont le désajustement des registres de l'engagement et l'inégale répartition du capital militant concourt à dégrader les relations. Finalement, nous posons la focale sur le groupement féministe de Podemos dans la communauté de Madrid, dont les militantes sont multipositionnées à la C8M. En repartant de cette configuration particulière, nous identifions des facteurs accréditant un continuum des pratiques et des représentations au sein d'un espace de la cause des femmes (Bereni, 2012). Cette continuité parti/mouvement recèle aussi un rapport de méfiance envers le parti politique dont nous décrivons les implications à Podemos.

Avant de restituer les résultats de l'analyse, nous proposons un très bref retour sur le mouvement du 8M dans l'objectif de familiariser la lectrice et le lecteur avec cette mobilisation sociale.

1. 2018 : la grève féministe ou mouvement du 8M

Comme nous l'avons souligné en introduction de ce travail, les enjeux féministes ont fait l'objet d'un agenda contestataire au cours de notre enquête. Cet agenda se déploie principalement au

moyen de manifestations et de rassemblement contre les féminicides et contre l'appareil judiciaire, à l'aune de plusieurs jugements concernant des violences faites aux femmes. C'est ainsi dans un contexte social marqué par des protestations régulières que les féministes se sont mises en mouvement en vue de préparer pour le 8 mars 2018 la première grève féministe de l'histoire espagnole. Nous présentons ici très brièvement les contours de ce dit mouvement du 8M en nous appuyant également des éléments que nous avons préalablement exposés (Montagnon, 2020).

Plusieurs collectifs contestataires se recomposent tous les ans en vue de préparer la traditionnelle manifestation du 8 mars. A Madrid, c'est la Comisión 8M qui organise la mobilisation. En 2017, celle-ci est considérée comme une réussite en demi-teinte par les activistes. Elle compte une manifestation et un débrayage de deux heures, convoqué par les principales centrales syndicales, mais cette « sortie » devenue « routine »[125] (suivant les termes de l'une des entrepreneuses de cause de la grève), ne permet pas de faire apparaître la dimension radicalement protestataire qui se trouve, selon elles, au fondement de la journée du 8 mars. Les activistes espagnoles sont également très solidaires des mouvements féministes latino-américains, elles manifestent par exemple avec la diaspora féministe argentine devant l'ambassade d'Argentine à Madrid en faveur du droit à l'avortement, elles sont aussi perméables à leurs revendications et répertoires d'actions. Les Espagnoles décident ainsi de répondre à l'appel formulé par le mouvement *Niunamenos* d'une grève internationale des femmes pour le 8 mars.

En ce sens, une rencontre nationale réunissant plusieurs groupements féministes est organisée à Elche fin septembre 2017 puis une seconde à Zaragoza en janvier 2018 en vue d'acter les modalités de l'action conjointe pour le 8 mars 2018 sur l'ensemble du territoire espagnol. A l'issue de la rencontre de Zaragoza, les militantes tiennent une conférence de presse et annoncent une « grève féministe » sous le slogan « si nous nous arrêtons, le monde s'arrête ». Le concept militant de grève féministe élargit la grève générale : elle compte une grève du travail productif, une grève étudiante, un boycott de toutes les enseignes, une grève des *cuidados*, une notion qui imbrique ici l'idée de travail reproductif avec celle de *care*. Dans le premier manifeste de 2018, distribué sous la forme d'un tract, on lit :

[125] Entretien réalisé avec Eva, le 11 septembre 2018.

> « L'an dernier, au cri de « *Ni una menos, vivas nos queremos* » [slogan des latino-américaines], des milliers de femmes se sont arrêtées, dans le monde entier. Cette année, nous voulons aller plus loin et faire une grève plus vaste, une grève qui dépasse ce qui est identifié à la grève du travail. Parce que nous, les femmes, participons à tous les espaces de la vie, la grève ne doit pas seulement atteindre le travail salarié. Nous cesserons de consommer, nous cesserons le travail domestique et les *cuidados*, nous cesserons d'étudier, pour démontrer que si nous nous arrêtons, tout s'arrête, rien n'est produit ni n'est reproduit (*nada se produce ni se reproduce*). C'est ce que nous appelons la grève féministe. »

Les enjeux de cette grève, qui s'inscrit sous l'égide de la dénonciation des « violences machistes », sont plus largement définis dans le manifeste. Les revendications alors formulées par le mouvement sont résolument anticapitalistes et se réclament parallèlement de l'antiracisme, du transféminisme, de l'écoféminisme.

Affiche de la grève. Archive personnelle

Le 8 janvier 2018, les entrepreneuses de cause de la grève à Madrid, réunies dans la C8M, convoquent une première assemblée en vue de la mise en mouvement, une semaine avant la rencontre de Zaragoza et l'annonce de la grève au grand public. Dès cette première assemblée, les problématiques qui agitent la C8M pendant notre enquête sont posées. En premier lieu, il y a le rôle structurant dans le déploiement du mouvement des entrepreneuses de cause devenues groupe promoteur particulièrement soudé. En second lieu, les rapports le plus souvent difficiles aux syndicats, seuls les centrales minoritaires CNT et la CGT acceptent finalement de relayer l'appel à la grève et donc de légaliser l'arrêt du travail, en outre nécessairement mixte. En troisième lieu, la méfiance constante envers les partis politiques se

traduisant par l'émission de consignes strictes concernant les modalités d'engagement des militantes multi positionnées. En dernier lieu, la résurgence des clivages qui divisent d'ordinaire profondément la mosaïque féministe, le principal étant l'abolition/règlementation de la prostitution.

Ainsi, la modératrice s'exclame à l'ouverture de cette première assemblée, le 8 janvier 2018 : « En 2017 nous n'étions même pas trente dans les meilleurs moments…. Là nous sommes au moins 150 ! ». Pendant l'enquête, nous n'avons jamais compté moins d'une centaine de femmes dans cette assemblée régionale. Il s'ensuit une présentation du mouvement dans laquelle les entrepreneuses de cause prennent alternativement la parole. L'une précise :

> « C'est le mouvement féministe qui convoque, nous allons devoir gérer les syndicats, mais c'est le mouvement féministe. L'enjeu ici c'est d'atteindre celles qui ne sont pas ici. (…) nous savons sur quels collectifs contestataires nous pouvons compter. (…) Les personnes qui militent dans les partis politiques sont les bienvenues, pas leur parti politique. »

Il s'ensuit des précisions sur ce qui doit être fait, ce qui est autorisé, ce qui est interdit :

> « Annonce qu'une page facebook a été ouverte, il faut s'abonner, liker. Cinq commissions de travail décidées à Elche, mettre son nom et son adresse mail sur les feuilles qui circulent pour y participer, ouverture d'un whatsapp pour chaque commission. Explicite : « ici, nous ne parlerons ni de prostitution ni de gestation pour autrui, notre objectif c'est la grève. Nous sommes unies dans notre diversité et nous respectons cette pluralité. »

Aux vétéranes du féminisme s'ajoutent les nouvelles entrantes dans le militantisme et les multipositionnées qui répondent à l'appel à la grève, mais déjà, les rivalités importées d'autres espaces militants sont à l'œuvre :

> « Une militante se présentant comme secrétaire locale de UGT prend la parole, elle se lève et dit au micro « le mouvement féministe est le seul véritable mouvement révolutionnaire ! » ; une autre se lève brutalement, cri « ah oui ! et qu'a fait UGT pour la révolution ces quarante dernières années ? » »

Le mouvement se structure dès la première assemblée à l'échelle de la communauté autonome : à Madrid, il n'y a qu'un collectif qui coordonne la grève, la C8M. Trois assemblées plénières se tiennent avant la grève, elles se poursuivent périodiquement après la grève. Le mouvement se divise en « commission », soit des groupes de travail, pour produire des

argumentaires, négocier avec les syndicats, animer les assemblées, être en relation avec les médias etc. L'ensemble des propositions sont soumises à l'assemblée dont nous étudierons dans la prochaine section les modalités de prise de décision.

Les activistes mettent en œuvre un large répertoire d'actions dans l'objectif de publiciser la grève : le 11 février 2018 marque le début de la campagne contestataire dite le « *camino hacia la huelga* », « le chemin vers la grève ». A certains égards, le répertoire d'action fait parfois croire à une campagne électorale, même s'il ne s'agit certes pas d'appeler à voter mais à faire grève : les activistes tapissent la ville des affiches de la grève, elles montent des « *mesas* », ou tables d'information sur les places, distribue des tracts sur les marchés, organisent des prises de parole publiques dans les médias ou sur les places via lesquelles elles défendent les revendications de la grève.

Dit « *el eventazo* », « le grand évènement », la journée du 11 février fait l'objet d'une importante campagne de communication. L'évènement se tient au *Matadero* de Madrid : il y a des concerts, des discours, des animations : c'est le meeting de lancement de campagne.

Affiche « Eventazo ». Archive personnelle.

En parallèle, l'assemblée régionale acte le déploiement du mouvement dans les quartiers de la capitale, les villes périphériques et les villages de la communauté autonome. Des collectifs locaux convoquent des assemblées, elles jouent un rôle d'exécution d'un calendrier contestataire décidé au niveau autonomique. La semaine du 15, les activistes déploient des actions dans les supermarchés, il s'agit d'accoler aux les étiquettes des produits aux emballages des slogans féministes et le logo de la grève ; le 24 février, c'est le « jour des marchés », les activistes font une distribution de tracts du manifeste de la grève ; fin février, c'est le temps des « *mesas* » ou « tables d'information ». Typiques des campagnes électorales, les activistes

déploient des banderoles et des postes d'information sur les places publiques en vue d'expliquer l'histoire et les enjeux du 8 mars et, surtout, d'insister sur l'explication du droit de grève. Puis vient le temps du collage des affiches du mouvement. En parallèle, les artivistes se mobilisent, créent des affiches mais surtout l'hymne du mouvement, qui puise dans l'imaginaire antifasciste espagnol en adaptant « *A la huelga* » de Chicho Sánchez Ferlosio.

Pour garantir la participation des femmes et ancrer la dimension de grève des « *cuidados* », les activistes lancent une campagne de communication visant à créer des « *puntos de cuidados* » à travers toute la capitale, dans des locaux associatifs, des partis politiques, des syndicats, des centres sociaux autogérés. La plupart des locaux de la vaste mosaïque de la gauche espagnole ouvrent leurs portes aux militantes et distribuent des vivres, ils doivent être tenus exclusivement par des hommes. La place des hommes dans la mobilisation est définie très tôt par le mouvement : si la grève du travail s'adresse à un public mixte, ce sont bien les femmes qui sont encouragées par le mouvement à cesser le travail. Les hommes sont invités à assumer les tâches domestiques. Dans la manifestation, un cortège mixte est prévu mais il est séparé du cortège non-mixte par une batucada.

La nuit du 7 mars, les activistes organisent une *cacerolada* à la Puerta del Sol, à minuit, elles sonnent le début de la grève. Des piquets de grève sont organisés dans les entreprises et devant les grandes enseignes, sur les places, il y a des pique-niques, des animations, des lectures de manifestes. Les activistes de la C8M répètent souvent qu'elles doivent « être maitresses du récit » et pour cela, font un usage massif des réseaux sociaux. Le jour de la grève, elles déploient un groupe d'action sur le terrain, les « *reporteras dichacheras* », chargées d'envoyer des photos et des vidéos à un second groupe d'action, réuni dans un centre social autogéré de Madrid et qui se charge de leur diffusion sur les réseaux sociaux. En lien avec le groupe de travail « international » du mouvement, il s'agit aussi de retransmettre simultanément les mobilisations à travers le monde.

Le cadrage de la mobilisation dans la presse intervient dès le lendemain. Si les chiffres de la grève sont flous, complexes à démêler et par conséquent peu impactant d'un point de vue communicationnel (les deux principales syndicales ont convoqué des débrayages de deux heures et la grève ne peut qu'être mixte, empêchant de compter spécifiquement les femmes), plusieurs secteurs se mettent néanmoins massivement en grève et créent l'effet symbolique

escompté. C'est le cas dans le secteur de l'éducation et dans les médias où les femmes désertent massivement les stations de radios et plateaux de télévision, plusieurs programmes sont annulés. Ce sont surtout les données des manifestations qui façonnent le cadrage relayé par la presse : on avance le chiffre de 300 manifestations déclarées dans 200 villes (Rodríguez-Pina & Álvarez, 2018). Les sources institutionnelles recensent 200 000 personnes défilant à Barcelone, les organisatrices en comptent 600 000, une fourchette similaire est avancée pour Madrid (Gómez & Marcos, 2018). Les reportages des photojournalistes se multiplient, la presse met en évidence les marées humaines dans les deux principales métropoles du pays, mais aussi dans les capitales de province (EL PAÍS, 2018). Bientôt, grâce aux photos amateurs compilées à partir des fils twitter, on souligne la présence de défilés « y compris » dans la ruralité (Sánchez Hidalgo, 2018). Dès le 9 mars, même les journaux conservateurs comme *El Mundo* assument ce cadrage en qualifiant la mobilisation de la veille de « jour pour l'Histoire » (Álvarez, 2018). Tous participent à fabriquer un bien symbolique bientôt objet de toutes les disputes dans le champ politique, à un an des élections générales. Les activistes, quant à elles, ont réussi en quelques mois à fabriquer la première grève féministe de l'histoire militante espagnole.

Monumento a Agustín Lara, Madrid, archive personnelle

Nous commençons maintenant notre analyse des rapports et continuités parti/mouvement en revenant d'abord sur les traits de la Comisión 8M.

2. Les caractéristiques de la Comisión 8M : des chevauchements entre mouvement et parti ?

Dans cette première section, nous posons la focale sur la C8M de la communauté de Madrid. En premier lieu, nous situons ce collectif contestataire dans le paysage féministe espagnol. Il s'agit d'aborder ses modalités d'organisation et un registre contestataire hostile aux partis qui puise ses racines dans la représentation de l'héritage des gouvernements socialistes. Nous mettons également en évidence les liens solides qui unissent le mouvement féministe dit « autonome » à Anticapitalistas, ex-Izquierda Anticapitalista, formation avec laquelle des liens privilégiés opèrent lors de l'enquête et qui se réalisent au détriment de Podemos. En second lieu, nous nous attardons sur les pratiques militantes au sein du collectif contestataire. Nous mettons en exergue un continuum entre parti et mouvement sur les plans de l'attention portée à la mise en sens des pratiques mais aussi à la perméabilité des dites pratiques à des techniques de gestion de groupe.

2.1 Les recompositions du « féminisme autonome »

Comme l'indique Karine Bergès, dès le décès de Franco, les féminismes espagnols se sont recomposés successivement en plusieurs tendances qui présentent des divergences idéologiques ou stratégiques. Avec l'hégémonie gouvernementale du parti socialiste, deux principales mouvances se dessinent toutefois. Il y a, d'un côté, le féminisme dit institutionnel, issu des rangs du socialisme, il se structure autour de l'Institut de la femme, créé en 1983 et alors rattaché au ministère de la Culture. De l'autre côté, émerge le féminisme dit autonome ou critique, privilégiant un registre contestataire. Il s'ensuit un rapport de force entre les deux mouvances, largement défavorable au féminisme autonome :

> « L'institutionnalisation du féminisme, sous les gouvernements socialistes, a inscrit les politiques de genre à l'agenda politique mais ce féminisme de service, légitime et nécessaire, a eu pour effet de reléguer le féminisme autonome dans les interstices de la contestation minoritaire. » (Bergès, 2016, p. 129)

Ces terminologies opèrent également dans les secteurs militants et nos enquêtées en font régulièrement usage : cette classification binaire à l'avantage de gommer les différences au sein de la mosaïque féministe extra-institutionnelle au profit d'un facteur de solidarisation canalisé dans le rejet commun des socialistes. L'appel au « féminisme autonome » est récurrent à la C8M, les modératrices des assemblées ayant toujours le souci de maintenir la solidité de ce groupe. Comme le montre ce fragment d'entretien avec une entrepreneuse de cause de la grève, elle s'identifie à la mouvance autonome du féminisme et fait par ricochet part de son vif rejet envers les socialistes :

> « Dans la C8M elles [les socialistes] étaient très présentes, quand je me suis engagée, en 2016, ça a changé, disons peu à peu. (…) Dans les années 1990, le féminisme s'est institutionnalisé, à cause du parti socialiste. Ça nous a coûté plus de vingt ans pour les expulser de là et récupérer le mouvement, ça a commencé en 2009, avec les Journées féministes de Grenade. Il y a toujours eu un mouvement autonome, mais la réalité c'est que le PSOE était partout, ce furent des années très dures pour le féminisme, quand les politiques d'égalité du PSOE ont substitué le féminisme. »[126]

Cette représentation stigmatisante du « féminisme institutionnel », qui stigmatise avant tout l'attitude du PSOE lorsqu'au pouvoir, se transforme néanmoins parfois pour amalgamer l'ensemble des partis politiques, par défaut suspects. C'est ce dont témoigne ce fragment d'entretien avec Sandra, activiste de 37 ans, travailleuse sociale, elle s'identifie à la tendance anarchiste et rejoint l'assemblée locale de la C8M pour participer à la campagne de mobilisation du *chemin vers la grève* :

> « Je crois que, finalement, c'est ce que nous dit l'histoire du PSOE, à la fin des fins (*a fin de cuentas*) tous les partis sont pareils. Le PSOE, pour te le résumer, c'est ça : avoir un réseau clientélaire (r*ed clientela*r), un réseau de cooptation d'associations pour, finalement, ne faire rien d'autre que des réformes partielles, pour moi, ce sont des réformes qui ne transforment pas radicalement les choses. »[127]

[126] Entretien réalisé avec Eva, le 11 septembre 2018.
[127] Entretien réalisé avec Sandra, le 25 avril 2018.

Comme nous l'avons vu dans ce travail, l'histoire de l'institutionnalisation des mouvements contestataires- du féminisme aux associations de quartier- à l'aune de l'accession au pouvoir des socialistes est largement documentée par la sociologie espagnole, notamment autour de Manuel Castells (Sánchez León & Pérez Quintana, 2008). Cette histoire est aussi mise en sens dans la mémoire militante : d'une part, elle transcende les clivages parti/mouvement et d'autre part, elle est toujours productrice d'effets. Dans ce cas, elle se convertit en un « stigmate socialiste », il irrigue les représentations de nos enquêtés et enquêtées tant à Podemos qu'à la C8M. Côté mouvement, l'un des effets de cette représentation stigmatisante est l'injonction à la « participation à titre individuel » au respect de « l'autonomie du mouvement » associé à un souci constant, une vigilance quant à une potentielle intromission des partis. Côté parti, cette représentation conditionne une communication à tâtons des élus de Podemos qui mettent en œuvre un discours partisan tentant de repositionner l'acception « féminisme institutionnel » en brandissant leur parcours et leur ancrage idéologique comme preuves d'une distinction des socialistes (Gimeno, 2018) ; en interne, il guide la communication de la direction qui encourage la multipositionnalité en reprenant toujours les éléments de langage et injonctions émis par le mouvement, ce que nous aborderons plus spécialement dans la seconde section.

Dans le premier fragment, notre enquêtée évoque les journées de Grenade de 2009 et fait référence au fait « d'expulser » les socialistes de la C8M. Pour mieux comprendre la configuration de ce collectif autour d'un groupe promoteur soudé en vue de la mise en mouvement de 2018, nous résumons brièvement les étapes d'une recomposition du féminisme autonome, en nous concentrant sur Madrid. Elle permet de déceler l'existence d'un réseau militant lointain dans lequel se chevauchent deux branches militantes : la première est issue de la mouvance libertaire madrilène et la seconde de Liga Comunista Revolucionaria recomposée successivement à Izquierda Anticapitalista puis Anticapitalistas.

Carmen Galdón a réalisé une ethnographie auprès de la Commission des féminismes de Sol lors du mouvement des places, elle analyse conjointement les pratiques et le profil des instigatrices de la Commission. Selon elle, les journées de Grenade de 2009, organisées par la la Coordinadora Estatal de Organizaciones Feministas, constituent un point d'inflexion dans la resolidarisation du féminisme autonome. Elles se déroulent trente ans après les journées de Grenade (1979) qui marquent au contraire la dislocation de la mouvance autour du débat concernant la multipositionnalité et le féminisme de la différence. Parmi les instigatrices de la

Commission de Sol, la sociologue souligne la présence de plusieurs des personnalités déjà à l'origine de la rencontre de Grenade, comme Justa Montero, par ailleurs figure du féminisme espagnol depuis le franquisme tardif et insérée dans la Liga Comunista Revolucionaria. Galdón signale aussi l'importance d'un réseau féministe structuré autour de centres sociaux autogérés, principalement la Eskalera Karakola, fondée en 1996 et duquel proviennent plusieurs instigatrices de la Commission de Sol. Cette recomposition accrédite d'un côté la perméabilité entre la mouvance autonome du féminisme et le mouvement Okupa d'inspiration libertaire (Galdón Corbella, 2016, pp. 173-175) et de l'autre côté, elle constitue un indice pour caractériser ce « processus de mise en veille » du mouvement féministe autonome (Johsua, 2009, p. 17) jusqu'en mai 2011.

A la suite du mouvement des places, la mouvance autonome du féminisme se recompose autour des instigatrices de cette commission, les collectifs engrangent aussi de nouvelles entrantes (Galdón Corbella, 2018) à l'aune d'un agenda protestation commun. Celui-ci se déploie notamment autour de la défense du droit à l'avortement (Bergès, 2016) face au projet de loi déposé par le premier gouvernement Rajoy qui prétend à sa restriction (le recul du gouvernement face à l'ampleur de la mobilisation des femmes constitue par ailleurs un évènement clé dans le processus de désolidarisation de la faction la plus conservatrice du PP à l'origine de la création de Vox). Cet agenda contestataire féministe se poursuit en 2017 et 2018, à l'aune de la circulation du mot d'ordre latino-américain *Niunamenos*, conduisant à une campagne de mobilisation contre les féminicides en Espagne et, simultanément, des protestations contre le traitement des violences sexuelles par l'appareil judiciaire, singulièrement avec le cas très médiatique de *La manada*[128]. En résumé, les journées féministes de Grenade de 2009, le mouvement des places, les protestations en défense du droit à disposer de son corps puis la campagne simultanée de dénonciation des féminicides, des violences sexuelles et de leur traitement judiciaire sont les grandes étapes qui marquent le regain de

[128] *La manada* (« la meute ») est le nom du groupe de discussion en ligne des hommes accusés de viol en réunion par une mineure pendant les fêtes de Pampelune de 2016. La mobilisation féministe connaît son essor après la première décision de justice, rendue en 2018, qui requalifie les faits « d'agression sexuelle » à « abus sexuel », au motif qu'aucune « violence » n'aurait été exercée sur la victime. La décision de justice provoque une large mobilisation, plusieurs manifestations et un sit-in devant le ministère de la Justice. Les protestations, aux slogans « *Yo sí te creo* » (« Moi oui je te crois ») et « *No es no, lo demás es violación* » (« *Non c'est non, tout le reste est un viol* ») met à l'agenda politique la définition pénale du consentement et la typification des circonstances aggravantes dans le cas des violences sexuelles. En 2019, après la saisine de la plus haute juridiction du pays, le Tribunal Suprême de Justice, les faits sont finalement requalifiés en agression sexuelle.

mobilisation du féminisme espagnol. A Madrid, la recomposition de la mouvance autonome se réalise au moyen d'un réseau d'activistes qui assurent la continuité et s'imprègne aussi des répertoires d'action du mouvement Okupa, un réseau au sein duquel se chevauchent parcours au sein de la mouvance libertaire et héritiers de la LCR. C'est le cas de personnalités telles Justa Montero ou Beatriz Gimeno.

Lors de notre enquête à la C8M, nous retrouvons plusieurs des instigatrices de la Commission de Sol citées par Galdón (Galdón Corbella, 2016) devenues entrepreneuses de cause de la grève à Madrid. Elles sont préalablement les agentes de la reconfiguration de la C8M, puis ont été à l'instigation de la journée du 8 mars de 2017. Pour y voir plus clair dans ce groupe promoteur, il est donc possible de le diviser en deux branches. La première branche se compose des activistes multi-positionnées dans des collectifs de type libertaire féministes ou écologistes et qui se réunissent, pour certains, à la Eskalera Karakola. D'ailleurs, c'est dans ce local que se tient l'assemblée locale de la C8M pour le centre de Madrid et un hommage est rendu à « l'action essentielle » du centre social autogéré lors de l'assemblée de la C8M de la communauté de Madrid du 8 avril 2018. La seconde branche du groupe promoteur est multi-positionnée à Anticapitalistas, ex-IA, l'un des héritiers de la LCR. En mai 2017, nous réalisions dans le cadre de notre première enquête un entretien avec Magdalena, une militante venu de IA, ayant quitté son cercle de Podemos en 2015 pour se repositionner exclusivement dans les espaces de Anticapitalistas (Anticapitalistas disposant de ses propres locaux hérités de IA, continuant de tenir ses propres universités d'été, disposant de sa propre revue etc.). Au moment de notre entretien, elle indique s'être également repositionnée dans des collectifs de la mouvance antifasciste madrilène de son quartier d'origine, dans le sud de la capitale, et dans un collectif féministe :

> « C'est que, à Anticapitalistas, il y a la partie plus de… d'intervention ou d'action à Podemos, je veux dire de participation à Podemos, mais nous participons aussi à d'autres espaces, des mouvements sociaux ou autre, et moi j'ai décidé de réorienter mon militantisme en ce sens. (…) J'ai décidé de militer dans le mouvement féministe parce que déjà, par mon travail, c'est quelque chose que j'ai bien intériorisé [psychologue en prison, principalement avec des personnes condamnées pour viols] et surtout je crois que ce sera le mouvement du 21e siècle, la révolution sera féministe ou ne sera pas. Et nous [Anticapitalistas], nous défendons un féminisme anticapitaliste, pas un féminisme

> néolibéral, qui est un peu celui qui irrigue une partie de Podemos, ce « féminisme gagnant »[129] avec lequel je ne suis pas d'accord comme tu l'imagines. »[130]

En janvier 2018, nous constatons qu'elle fait partie du groupe promoteur de la C8M madrilène. Il faudrait probablement approfondir le travail socio-historique pour situer plus précisément les relations entre la LCR, ses héritiers et la mouvance autonome du féminisme. La contribution de Justa Montero dans *Historia de la Liga Comunista Revolucionaria (1970-1991)* est néanmoins éclairante d'un rapport étroit que revendique le parti avec la mouvance féministe autonome dès le franquisme tardif. Elle documente notamment l'organisation des femmes en espace non-mixte au sein de la LCR, la multipositionnalité des militantes, l'appui politique du parti au mouvement féministe dès 1973-1974, puis retrace le fait que « la défense d'un mouvement autonome des partis politiques a été défini avec clarté dès 1976 » (Montero, 2014, p. 217).

Lors de notre enquête, les rapports parti/mouvement se déploient principalement par l'intermédiaire de Anticapitalistas et les références à Podemos sont au mieux minimaliste, mais le plus souvent absentes. Il faut souligner que Anticapitalistas est en lutte à la fois avec la direction du parti et avec le courant *errejonista* qui entreprend d'animer sa propre mouvance féministe à Podemos, le dit « féminisme gagnant » (« *feminismo ganador* ») envers lequel notre enquêtée Anticapitalistas formule des griefs dans le fragment précédent. Ce « féminisme gagnant » est articulé autour de la députée autonomique Clara Serra, la sœur de la députée autonomique Isabel Serra, qui est quant à elle issue de Izquierda Anticapitalista et est régulièrement présente dans les assemblées de la C8M. Nous nous attardons maintenant sur cet aspect des rapports parti/mouvement qui déplace la focale vers les chevauchements entre Anticapitalistas et la C8M et, en creux, témoigne aussi de la complexité des dynamiques intra-partisanes.

Ce développement est aussi une amorce de ce que nous verrons dans la section deux car, au moment où le mouvement est en plein essor, la direction de Podemos tente des rapprochements au moyen de ses cercles territoriaux. Anticapitalistas intensifie de son côté ses actions conjointes avec la C8M, marqueur d'une forte coopération. Dans une certaine mesure,

[129] (Auto)dénomination intra-partisane des militantes féministes de la mouvance *errejonista* au sein de Podemos. Elles ne sont habituellement pas représentées dans le cercle sectoriel féministe régional de Podemos Madrid lors de notre enquête et dont nous parlerons dans la section trois.
[130] Entretien réalisé avec Magdalena le 5 mai 2017.

les rapports privilégiés au mouvement sont aussi un capital symbolique jalousement gardé et opérant comme un levier de pression dans les luttes intra-partisanes. Il s'agit d'imposer un féminisme légitime et entreprendre de modifier le rapport de force interne défavorable à IA. Mais il faut souligner que la coopération entre IA et la mouvance autonome du féminisme s'insère dans un héritage beaucoup plus lointain que la création de Podemos, ce que nous avons évoqué plus haut.

Au sein de Podemos, le féminisme est une thématique qui resurgit principalement lors des congrès. Ainsi, à Vistalegre II, les trois courants présentent, comme c'est l'usage, un document portant exclusivement sur le féminisme ; leurs divergences ont été résumé ainsi par les analystes :

> « D'un côté, on postule une plus grande connexion avec les bases féministes, en récupérant la tradition d'un féminisme subversif et dissident ; de l'autre côté, on parie sur une plus grande promotion et visibilisation des femmes féministes au sein des sphères du pouvoir, en suivant la ligne d'un féministe plus institutionnel » (Bergès & Espinar-Ruiz, 2020, p. 8)

Il n'en reste pas moins que jusqu'à la campagne du *camino hacia la huelga* de février 2018, les revendications féministes sont un segment essentiellement exploité par Anticapitalistas au sein du parti, comme en témoignent les primaires de novembre 2017 pour élire le conseil citoyen municipal de Madrid, l'organigramme local de Podemos. A cette occasion, le courant minoritaire a été le seul à axer explicitement sa campagne sur le thème du féminisme, à l'aune duquel il articule ses revendications plus traditionnelles quant à l'organisation interne de Podemos. A l'issue de la campagne, Anticapitalistas a d'ailleurs remporté le secrétariat local au féminisme. Sur la liste Podemos en movimiento portée par ce courant minoritaire, plusieurs militantes du cercle sectoriel féministe régional de Podemos sont présentes. Alors que le courant majoritaire tient une présentation de sa candidature à la Morada de Madrid, Anticapitalistas tient, le lendemain, la présentation de la liste Podemos en movimiento dans son local :

> Réunion publique de présentation de la liste « Podemos en Movimiento ». 27 novembre 2017. Local Anticapitalistas, centre de la capitale.
>
> Scène : six candidates assises sur des chaises. Parmi elles : quatre militantes Anticapitalistas dont deux positionnées dans le cercle sectoriel féministe régional, Beatriz Gimeno, référente intellectuelle du cercle sectoriel féministe, membre de Anticapitalistas, Isa Serra, cadre Anticapitalistas et députée autonomique. A côté, roll up logo Anticapitalistas- « Podemos en movimiento ». En face, gradins du

> public, plusieurs militantes du cercle féministe assistent à l'évènement. Propositions traditionnelles de *Anticapitalistas*, création d'une *coordinadora de circulos*, modification de la structure interne du parti en faveur d'une décentralisation etc; développement de « cinq axes » qui chevauchent politique municipale et remaniements de l'échelon municipal du parti : mettre sur la table les « violences sexuelles qui peuvent aussi avoir lieu dans le parti », plus largement « violence machiste », « féminisation et dépatriarcalisation de la politique (*feminización/despatriarcalización*), « droit à la ville féministe » (*derecho a la ciudad feminista*) ; « les cuidados ». Droit à la ville féministe = « une ville féministe valorise les services de proximité, le municipalisme, les parcs pour enfants (*niños y niñas*), l'autonomie de toutes par l'accessibilité des espaces et la sécurité dans les rues » (insiste sur l'éclairage public). Déclarent : « une guerre nous oppose au patriarcat » ; « nous sommes [la liste] un collectif pluriel et divers » ; « le féminisme est la mère de toutes les luttes ». L'une des candidates prend la parole pour relater son expérience de « femme migrante racialisée » puis discourt sur la répartition des « *cuidados* » ; explicite une différence entre « féminisme de l'égalité » et « féminisme égalitaire ». Se reconnaissent du premier : féminisme de l'égalité = « avoir accès aux mêmes ressources » + « accorder une valeur économique aux *cuidados » (= travail domestique + travail dans le secteur du soin, aide aux personnes, etc…)* ; feminismo igualitario = « faire comme les hommes ».

Dans la section trois, nous reviendrons plus particulièrement sur le rapport du cercle sectoriel féministe avec la C8M, mais relevons dès maintenant que la plupart de ces militantes sont issues de ce courant. Lors de cet évènement de campagne, force est de constater que le lexique, les propositions et les références employés par les oratrices se chevauchent avec ceux mis sur la table quelques mois plus tard par la C8M dans son manifeste.

Anticapitalistas participe activement à la campagne du « chemin vers la grève » avec l'appui des entrepreneuses de cause du mouvement venues de la branche « activiste libertaire » de la C8M. Des *charlas* sont organisées, comme celle qui se tient le 21 février 2018 sous l'égide du « forum Viento Sur », le cycle de conférences associées à la revue et qui se tient traditionnellement à l'étage de la librairie militante Traficantes de sueños. Ce jour-là, deux militantes de la C8M sont présentes, l'une des entrepreneuses de cause et la députée autonomique issue de Izquierda Anticapitalista. Aucune banderole ne permet de signaler que l'évènement soit en lien avec Podemos :

> La députée prend la parole : elle se présente comme membre de Anticapitalistas, s'attarde sur « une dispute entre les « bonnes féministes » et « les féministes radicales » » (dont il est entendu que les quatre intervenantes se réclament). Elle insiste : « la grève féministe du 8M est le point d'inflexion du mouvement féministe qui va nous permettre d'expulser ce féminisme néolibéral ». Une militante

> de la C8M rappelle l'histoire du mouvement : les antécédents de la grève (mouvement latino-américain, 8 mars en 2017 avec arrêt du travail en Amérique Latine) les singularités du mouvement du 8M : « grève féministe transcende le concept de la grève », « autoorganisation du mouvement ». Elle insiste sur le rôle de la CNT et de la CGT dans l'appel à la grève et le soutien au mouvement face aux difficultés posées par les deux syndicats majoritaires CCOO et UGT. Une intervenante parle « de l'héritage commun du féminisme autonome ». Débat avec le public sur l'ancrage idéologique de la grève. L'une des intervenantes répond : « on nous dit que c'est une grève idéologique, évidemment que ça l'est », dans la salle, tout le monde se met à rire. La Députée est questionnée sur les rapports des partis au mouvement : « moi, avec Anticapitalistas…et avec Podemos, je crois que nous soutenons le mouvement mais nous respectons bien sûr son autonomie, mais nous nous impliquons, en tout cas depuis mon parti. »

La complicité entre les intervenantes apparaît évidente au spectateur et à la spectatrice, les quatre intervenantes font usage des mêmes références, affichent les mêmes objectifs, emploient le même lexique : on peine à différencier leurs engagements. Le fragment montre comment les militantes façonnent le cadrage de l'histoire de la grève dès la mobilisation en relatant les inspirations latinoaméricaine, en définissant le concept de grève féministe, elles dessinent les contours des instigateurs légitimes du mouvement et des alliés. Est mis en exergue cet « héritage commun » qui solidarise les intervenantes, sont identifiés les deux syndicats alliés, Confederación Nacional del Trabajo et Confederación General del Trabajo, deux organisations qui se réclament de l'anarcho-syndicalisme et qui ont appelé à l'arrêt du travail pendant 24 heures. L'ambiguïté concernant l'appartenance de la députée à Podemos est manifeste lorsqu'elle dit « mon parti » après avoir cité d'abord Anticapitalistas avant d'hésiter puis de nommer Podemos ; on peine aussi à savoir qui elle désigne précisément en évoquant sarcastiquement les « bonnes féministes », celles du PSOE sans doute, peut-être celles de ce dit « féminisme gagnant » mouvance concurrente qui se constitue à Podemos.

D’autres évènement sont marquants à la fois de cette dynamique de soutien de l’ex-parti IA au mouvement et de l’intrication entre les deux organisations, comme cette « réunion publique de soutien à la grève » où l’une des intervenantes est présentée comme « militante de Anticapitalistas et membre du groupe de travail du 8M » :

Puis, le jour de la grève, les points de *cuidados* sollicités par la C8M se trouvent dans la plupart des centres sociaux autogérés de Madrid, la Eskalera Karakola ou la Ingobernable, les militants y distribuent des boissons, proposent des animations pour les enfants. Anticapitalistas met aussi à disposition son local, accrédité dans la liste des *puntos de cuidados* émis par la C8M quelques jours plus tôt. A la hâte, Podemos diffuse de son côté une affiche présentant la Morada comme « *punto de cuidados* ». Finalement, après la grève, la revue *Viento Sur* publie un numéro dédié au féminisme, le n°161 de décembre 2018 auquel contribue notamment Justa Montero.

Comme nous l’observons, la campagne de soutien à la grève est aussi une temporalité particulière dans laquelle les signes de Podemos sont gommés au profit d’une réaffirmation des outils d’identification à Anticapitalistas – locaux utilisés, logos employés (comme sur l’affiche restituée plus haut), formule de présentation des intervenantes – faisant, pendant un temps, resurgir les attributs de IA. Nous n’avons observé aucun évènement de ce genre dans les autres espaces affiliés à Podemos.

Si intrication entre parti et mouvement il y a, du point de vue de la fabrique du mouvement, de la multipositionnalité, d'une relation privilégiée, c'est entre la C8M et Anticapitalistas, qui semble, à cette occasion, s'émanciper de Podemos.

Pendant notre enquête, nous avons noté qu'avant chaque assemblée, les entrepreneuses de cause et quelques autres militantes, toujours les mêmes, se retrouve dans une salle adjacente et y tiennent une réunion discrète, sorte de conseil informel, c'est en partie ce qui nous a initialement permis d'identifier ce que nous appelons le « groupe promoteur ». Ses membres investissent toutes les commissions de travail du mouvement au niveau régional, lors du déploiement local du mouvement, l'une ou plusieurs d'entre elles se rendent à la première assemblée pour « expliquer le mouvement », encadrer les prérogatives de ces antennes locales. Cette dynamique de fermeture sur lui-même d'un groupe promoteur toujours informel a déjà été identifié comme un trait des collectifs féministes (Polletta, 2002). La solidité se doit ici aussi probablement aux relations interpersonnelles qui lient ces militantes- elles ont partagé d'autres espaces du militantisme -, certaines ont développé des liens amicaux très forts, plusieurs résident aussi dans le même quartier. Nous verrons dans la sous-section suivante comment se déploie l'influence de ce groupe sur le reste du collectif en nous attardant sur le rôle de l'équipe d'animation et le déroulé des assemblées. Mais il nous semble important de soulever que cette solidité recèle une logique à la fois dispositionnelle et situationnelle.

La solidité sans fissure de ce groupe promoteur fait de la branche « activiste libertaire » et de la branche « Anticapitalistas » tient aussi à l'harmonie des positions politiques qu'elles défendent concernant le modèle organisationnel du mouvement et l'ambition qu'il ne dévie pas de ce tracé. Or, le modèle organisationnel qu'elles préconisent répond à la fois à leurs dispositions militantes et à la position qu'elles occupent, et entendent conserver, dans le mouvement. Cette solidité se révèle notamment en juin 2018 à Mérida, pendant les deux jours que durent la rencontre nationale des collectifs autonomiques/provinciaux à l'instigation de la C8M, des journées de cadrage qui succèdent à celles de Elche et Zaragoza. A Mérida, il s'agit de faire le bilan de la grève mais aussi de décider du futur du mouvement, et la position défendue par Madrid qui s'exprime, de fait, par l'intermédiaire de plusieurs membres du groupe promoteur, issues de la branche activiste et la branche Anticapitalistas, entre en collision avec la position majoritaire. A cette occasion, les conflits éclatent et les pratiques valorisées au sein du mouvement, que nous développerons dans la seconde sous-section, trouvent leur limite. Pour

comprendre l'intégralité de ce débat, il est nécessaire de souligner qu'au sein de la C8M de Madrid, un second sous-groupe d'influence se renforce au fil des assemblées, lequel est fait d'un réseau de militantes structuré qui se présentent comme d'un syndicat étudiant. Elles ont la particularité de toujours s'assoir les unes à côté des autres et, à plusieurs reprises, mettent sur la table des sujets a priori prohibés, telle la prostitution, elles discutent progressivement la composition des groupes de travail, questionnent plus largement les orientations de la grève et mettent en porte-à-faux à plusieurs reprises les membres du groupe promoteur. A Mérida, elles aussi sont venues et elles s'assoient aux côtés de leurs homologues présentes dans les autres collectifs féministes du reste des communautés autonomes, dans certaines provinces, elles sont majoritaires.

> Mérida. 2 juin 2018. *Plenario de la tarde*.
>
> « Une militante andalouse se présentant comme d'un syndicat étudiant propose la création d'un organe national élu pour « coordonner et représenter les territoire ».
>
> Une militante de Anticapitalistas, positionnée dans le groupe promoteur de la C8M de Madrid se lève : « je me demande si nous sommes suffisamment matures en tant que mouvement pour faire cela, pour commencer, quels sont les objectifs précis de cette superstructure ? (…) ce que tu proposes c'est de créer un monstre, nous devons travailler en autogestion ».
>
> Militante andalouse : « ce serait un espace pour échanger, peut-être pas pour prendre des décisions. Je suis ouverte mais c'est l'assemblée qui décidera des marges d'action de la coordination ».
>
> Militante madrilène : « si c'est ça [échanger], je suis d'accord »
>
> Militante de Valence : « je suis d'accord avec Madrid. Pas de superstructure pour les décisions. Chaque territoire à son rythme »
>
> Militante 2 de Madrid, Anticapitalistas : « faire une structure au niveau national c'est aller contre ce que demandent les communautés. » (…) « je veux soumettre à discussion le fait de ne pas faire de coordination ni de grève en 2019. ». Elle évoque la routinisation du mouvement, « un rituel comme la marche des fiertés qui ne proteste plus » et le risque des comparaisons « c'était mieux l'an dernier ».

Face à la proposition lancée par la militante andalouse du syndicat étudiant, la première réaction est défensive, la seconde, offensive : une contre-proposition qui va plus loin que la première, il s'agit de poser la possibilité qu'il n'y ait pas de répétition de la grève féministe à

Madrid en 2019, rendant inutile toute structuration du mouvement (c'est l'option que ces militantes ont choisie de manière concertée avant la rencontre). A partir de cette intervention tout bascule : il y a d'abord un temps de « choc » au cours duquel la plupart des militantes sont comme sonnées, pantoises face à l'inenvisageable, l'idée que la grève puisse ne pas être répétée. Puis c'est le temps du conflit et de la polarisation principalement favorisée par les militantes du groupe promoteur de Madrid et le sous-groupe issu du syndicat étudiant. Bientôt chacune trouve des alliées dans le reste de l'assemblée, mais le groupe promoteur madrilène reste très minoritaire, seules quelques militantes valenciennes les soutiennent.

L'ordre du jour n'est plus respecté, le débat s'enlise, le ton monte, les interventions s'enchainent avec ou sans micro, sur l'estrade ou depuis les chaises, les militantes se lèvent, font des gestes agressifs, certaines quittent la salle. Même l'assemblée plénière du lendemain est dédiée à l'improviste à ce sujet qui bouleverse tout. L'équipe d'animation fait part de son désarroi, plusieurs en appellent à la « sororité » et aux « valeurs féministes », mais rien n'y fait ; elles tentent aussi des sorties par le haut, la création d'un google drive ou d'un groupe de travail pour externaliser le débat et reprendre le cours de la rencontre ; là-aussi, la stratégie échoue. Les modalités de structuration du mouvement, intimement liées à l'approbation par défaut d'une nouvelle grève en 2019, sont le catalyseur d'un processus de polarisation dans lequel le groupe promoteur de Madrid se retrouve isolé mais ne dévie pas de sa position. Elles sont aussi questionnées de l'intérieur par les militantes du syndicat étudiant qui formulent des interventions pour se désolidariser de leur position, faisant apparaître au grand jour l'informalité de ce groupe promoteur comme pour les disqualifier. Elles se retranchent derrière la solidité du groupe et défendent non seulement une position de principe, mais aussi une position de pouvoir au sein de la C8M de Madrid. Après la réussite de la grève, ce qui se joue est peut-être aussi l'influence du groupe au sein du paysage féministe madrilène voire, suivant les interventions que nous transcrivons ci-dessous, au sein du mouvement national.

> Une autre militante andalouse, syndicat étudiant, prend la parole « faisons au moins un tchat avec tout le monde, sinon, qui décide ? vous ? l'autonomie n'empêche pas l'organisation ! »
>
> Une militante de Castille : « les ennemis nous voient désunies, nous devons faire bloc » (…) « si nous sommes unies nous faisons peur, nous devons parler d'une seule voix, il faut choisir qui parle »

> Militante Anticapitalistas, Madrid, groupe promoteur : « nous devons avoir un espace de décision par territoire ». Coupée dans son intervention : « qu'entends-tu par territoire ? Il n'y a qu'à Madrid qu'il n'y a qu'une seule assemblée ! Madrid ce n'est pas l'Espagne ! »
>
> Militante de Castille : « si vous ne faites pas grève à Madrid vous tuez le mouvement ! Madrid c'est l'Espagne pour les médias ! vous ne pouvez pas faire comme si Madrid était un territoire de plus ! »
>
> Le groupe d'animation propose une sortie par le haut : faire un google drive pour récolter les arguments pour et contre l'organisation au niveau national et la tenue d'une nouvelle grève. Brouhaha dans la salle. Personne n'en veut. Le débat s'enlise. Une militante dit depuis sa chaise : « le consensus c'est fini, il y a déjà dissensus, il faut régler ce problème. Créons un espace avec des déléguées. Madrid n'est pas un territoire comme un autre. Ce que vous faites nous affecte ». Le débat se polarise entre le groupe promoteur de Madrid, quelques militantes de Valence qui les soutiennent, et le reste de l'assemblée se structure autour des militantes du syndicat étudiant. Les premières veulent, au mieux, une coordination sans prise de décision, minimaliste sous la forme d'un chat, font appel à « l'autogestion » « l'autonomie », « rendre la décentralisation et l'autogestion plus forte et féministe » ; les secondes veulent une structure décisionnelle avec des délégués et porte-parole, font appel à leur position périphérique face à Madrid pour justifier l'argumentaire, la nécessité d'un droit de regard sur la capitale. Une division spatiale s'opère : les militantes se lèvent, discutent entre elles, des petits groupes se forment pendant que les autres débattent, les militantes du groupe promoteur madrilène et quelques militantes valenciennes finissent par s'assoir ensemble, elles font face au reste de l'assemblée. »

Contre toute idée de structuration du mouvement, les militantes de Madrid s'isolent et leur position est mal comprise. Les appels de l'équipe d'animation au calme se multiplient, elles parlent de « se différencier du discours patriarcal » et professent une « écoute féministe active ». Certaines militantes voient dans la structuration du mouvement la possibilité de faire entendre la voix de territoires périphériques et se range du côté du porte-parolat et de la structuration nationale, d'autres militantes se trouvent aussi prise en étau dans ce processus de polarisation qui opposent le groupe promoteur de Madrid à un sous-groupe madrilène composé de militantes syndicales et qui exportent en fait le conflit interne à l'assemblée plénière : « une militante de Galice dit : nous devons bien nous traiter ! Cela suffit ! Je milite depuis vingt-cinq ans, je n'ai pas de leçon à recevoir, déconstruisez-vous ! » Le lendemain, 3 juin, un atelier de yoga est organisé avant d'aborder le débat qui suit : la polarisation atteint son paroxysme, l'équipe d'animation met fin à l'assemblée en avance, un accord est conclu en vue de rediscuter de la structuration du mouvement lors d'une prochaine rencontre nationale. Les

militantes madrilènes font part de leur satisfaction, ni le principe d'une grève reconduite en 2019 n'a été conclu, ni celui de la création d'un organe national. C'est le statut quo jusqu'à la prochaine rencontre.

Avec Mérida sont mis en évidence l'imbrication ou la concordance entre deux facteurs. D'une part, une logique dispositionnelle solidarise sans doute ce groupe promoteur, elles défendent conjointement des principes d'autogestion et de décentralisation, des cadres acquis au cours de leur trajectoire militante et qui manifeste plus largement le chevauchement entre la mouvance libertaire madrilène et Izquierda Anticapitalista. D'autre part, une logique situationnelle puisque la structuration du mouvement met aussi en péril la position dominante qu'elles ont façonnée et renforcé au sein du collectif contestataire, en dépit de leur faible importance numérique.

Outre cette concordance qui témoigne des mécanismes de la solidité du groupe et permet de mieux comprendre les enjeux sous-jacents des positions défendues quant au modèle organisationnel, des parallèles peuvent être tissés avec le débat qui se tient à Podemos, en 2014 avec Vistalegre I : ce sont ces mêmes positions que le courant défend alors et sa position au sein de Podemos est similaire. IA promeut des organes locaux dits « coordination des cercles », l'autogestion des groupements de base associé à une très forte décentralisation ; Anticapitalistas est alors aussi très présent dans les cercles de Podemos à Madrid et, comme cela a été souligné à de multiples reprises, le déploiement de Podemos et la coordination de la campagne des européennes est largement due à la structuration du réseau militant Anticapitalistas. Face à cette configuration organisationnelle faite de peu de militants mais très actif et formé, le second groupe promoteur est identifié grâce à sa présence dans les médias, abonde pour des élections par primaire ouverte pour les postes dans le parti. La structuration de Podemos par le haut a fortement affaibli Anticapitalistas, mais a permis au second groupe promoteur de consolider son influence en convertissant aussi son capital médiatique en capital politique dans le parti. De ce point de vue, il y a une forme de continuité parti/mouvement concernant les enjeux sous-jacents du modèle organisationnel et les positions défendues, celles-là recelant conjointement des logiques d'ordre dispositionnel et d'ordre situationnel.

**

La C8M, tel qu'elle est (re)configurée en 2018, s'inscrit dans la mouvance autonome du féminisme : son groupe promoteur est issu d'un réseau militant préalablement structuré, ses membres présentent une multipositionnalité dans d'autres collectifs contestataires de type libertaire ou sont issues de la LCR, reconvertie à Izquierda Anticapitalista, devenu Anticapitalistas au sein de Podemos. La co-fabrique du mouvement et les relations privilégiées qui unissent ses deux branches forgent un groupe promoteur solide et une relation privilégiée avec Anticapitalistas qui procède à cette occasion à l'étanchéisation de sa frontière avec Podemos et la réaffirmation de ses outils d'identification.

**

*

Pour préserver la solidité d'un collectif fragile qui compte des trajectoires militantes plurielles et des revendications parfois antagonistes, les pratiques sont une ressource employée par le groupe promoteur pour façonner la groupalité, « ce sentiment d'appartenir à un groupe particulier, limité, solidaire » (Brubaker, 2001, p. 79). Dans la seconde section, nous nous intéressons à l'ordonnancement des pratiques du mouvement et relevons le rôle prépondérant du profil de technicienne du social à la C8M.

2.2 La logique des « *cuidados* » : ce que révèlent les pratiques de la C8M

Y-a-t-il des continuités entre parti et mouvement du point de vue des pratiques ? Dans cette section, nous revenons sur les fondements et les inspirations des pratiques militantes de la C8M. Du parti au mouvement, nous avons relevé un même lexique participatif fait d'« assemblées », d'« ateliers » ou de « dynamiques ». A la C8M, la configuration de ces dispositifs et le profil de leurs instigatrices abonde dans le sens d'une plus forte perméabilité à

des prescriptions et techniques afférentes à la gestion de groupe, dérivées du sous-champ disciplinaire de la psychologie sociale, une imprégnation plus relative et ponctuelle à Podemos. Nous avons vu qu'à Podemos les revendications et les pratiques se déploient sous l'égide d'un univers symbolique articulé autour du concept de « démocratie » sans cesse revendiqué par les porte-parole, converti en indicateur utilisé par les militants. A la C8M, pratiques et revendications sont mises en sens sous l'égide d'un univers symbolique articulé autour de *los cuidados*. Le concept a la particularité de s'ajuster à la fois aux présupposés qui régissent des techniques de gestion de groupe acquises par les activistes au cours de leur formation universitaire/exercice professionnel et au souci de distinction des féministes au regard des « *masculinist values* » (Polletta, 2002), considérées par les militantes comme étant au principe des pratiques dans les secteurs mixtes du militantisme.

A grands traits, *los cuidados* (au pluriel en castillan) est un vocable à la fois scientifique et pratique, il semble résulter de la circulation du concept anglophone de *care* qui désigne une « éthique féministe » (Giligan, 2009, p. 77). C'est alors surtout son ancrage épistémologique qui fait l'objet des débats dans la littérature scientifique espagnole, bien qu'il soit très utilisé (Esteban, 2017). Après la mobilisation de 2018[131], il connait un nouvel essor conjointement dans le champ politique et académique. Dans le champ politique, il teinte désormais fortement les discours de la gauche espagnole (Albenga, 2021). Dans le champ académique, s'il continue d'être employé dans les études de genre (Pérez-Caramés, 2020), le concept dépasse ce champ disciplinaire au profit de sa légitimation comme catégorie d'analyse en sociologie générale. C'est ce dont témoigne par exemple le troisième numéro de la *Revista española de sociología* de l'année 2021, dédié aux domaines d'application des *cuidados*. Bien qu'une analyse plus fine de ce concept serait bienvenue, nous nous en tenons ici à l'usage militant qu'en font les activistes de la C8M lors de notre enquête en 2018.

Tel qu'il est manié à la C8M, *los cuidados* subordonne à la fois les revendications et les pratiques. En ce qui concerne spécifiquement les pratiques, le vocable se décline principalement de la manière suivante :

[131] Il faut également signaler la crise sanitaire de 2020 comme évènement clé pour le processus de légitimation de ce concept désormais transversal au champ médiatique, politique et académique.

- « *cuidarse* » renvoie à « faire attention à soi » : il y a souvent des boissons et de la nourriture distribuées ou mises à disposition au cours des assemblées, des activités spécifiques de type relaxation telles le yoga ou la sophrologie peuvent être réalisées avant d'entamer les discussions. Des expressions telles ne pas « perdre son énergie », « prendre soin de sa sensibilité » « s'écouter » sont par ailleurs récurrentes au sein du champ sémantique employé lors des dispositifs participatifs. A la C8M, le soin de soi est un geste politique.
- « *cuidarnos* » renvoie à « prendre soin les unes des autres » ou « prendre soin du groupe en tant que groupe » : l'attention mutuelle ou la réciprocité sont une dimension du soin également à relier avec le concept militant de « sororité » ou des slogans du mouvement comme « *no estás sola* ». L'attention bienveillante envers l'autre se manifeste dans les assemblées par des dispositifs de type « dynamique » destinés à encadrer la camaraderie : ils codifient par exemple la commensalité et prévoient des activités en petits groupes tirés au sort explicités comme étant destinés à contrecarrer les réseaux préalables d'interconnaissance. Il s'agit alors de « mieux se connaître » et d'être encline à « *empatizar con* » (« ressentir de l'empathie envers ») verbe également prépondérant dans le lexique militant de la C8M.
- « *cuidar el espacio* » (littéral) renvoie à « prendre soin du lieu ». Avant l'assemblée, l'équipe d'animation colle sur les murs des photos de manifestation, de vieux tracts, aussi des affiches sur lesquelles sont inscrits les « piliers du mouvement », notamment le vocable « *cuidados* ». Par-là, il s'agit de s'approprier le lieu en le transformant en ce qui est désigné comme étant un « espace féministe » ancré dans un imaginaire militant spécifique qui compte avec ses évènements clés et son esthétique particulière.
- « *cuidar el espacio* » (métaphorique) renvoie à « prendre soin du commun ». L'expression est généralement invoquée par l'équipe d'animation, mais pas seulement, en cas d'émergence d'une potentielle séquence conflictuelle. En prononçant cette expression, on enjoint à recadrer le registre des interactions au nom de l'assemblée ou au nom du mouvement converti en bien commun dont toutes ont également la charge et qui par conséquent les oblige. Cette injonction va souvent de pair avec le rappel des principes de « *consensos de mínimos* » ou de « pluralité dans la diversité » également expressions récurrentes à la C8M : par exemple, au nom du « soin de l'espace » entendu comme continuité du mouvement, on proclame le renoncement volontaire à toute

référence à « ce qui nous divise », comme le débat règlementation/abolition de la prostitution, au profit de « ce qui nous unit », la grève, entendue dès lors comme une fin en soi. Pour prendre soin de l'espace, il est aussi nécessaire de remplir les conditions de la « *la participación a titulo individual* » pour respecter le principe « d'autonomie » du mouvement. Il faut donc se défaire temporairement de ses appartenances partisanes ou syndicales au profit d'une allégeance sans fissure au mouvement.

Comme nous l'observons, il s'agit d'une catégorie normative, très malléable et qui ordonnance les pratiques. C'est la référence commune qui semble être incorporée par toutes les participantes.

L'une des particularités de ce collectif contestataire tient peut-être à l'attention portée aux pratiques et au rôle déterminant de l'équipe d'animation pour évaluer leur bon usage. Soulignons qu'à la C8M, on parle de « comisión de dinamización » comme on parle de « comisión de contenidos ». Il s'agit d'un groupe de travail supplémentaire, doté d'un rôle central pour le bon déroulé des dispositifs. Il s'ensuit un fort degré de codification des pratiques, par exemple du dispositif de l'assemblée. Nous avons vu que l'un des griefs formulés par les militants de Podemos à l'égard du mouvement contestataire du 15M réside dans le caractère désordonné, voire chaotique, des assemblées. A Podemos, nous avons notamment évoqué la pluralité des pratiques qui se cachent derrière le vocable générique « assemblée » et, face à cela, également les tentatives militantes malheureuses en vue d'un plus haut degré de codification pour s'accorder à la « démocratie ». A la C8M, dans des assemblées regroupant en moyenne une centaine de femmes, rien ne semble laissé au hasard, c'est que l'ordonnance de l'assemblée est un impératif dérivé des « *cuidados* ».

La gestion du temps, dont nous avons vu qu'elle est source de frustration et de griefs dans les assemblées de Podemos, est exemplaire de l'ampleur de la codification des pratiques à la C8M et de l'étroite relation entre l'ordre et *los cuidados*. A la C8M, l'équipe d'animation dispose du « cahier de l'assemblée », journal alimenté par les membres de ce groupe de travail et qui a une double vocation : d'un côté, forger le « récit du mouvement », c'est-à-dire constituer une archive, de l'autre côté consigner des enseignements tirés de l'expérience pour en faire des prescriptions organisationnelles. Parmi ces prescriptions, respecter le temps spécifiquement dédié au militantisme s'insère dans le fait de « *cuidarnos* » et ainsi, rien ne doit faire dévier

l'assemblée de son cours : perdre du temps a pour effet de contraindre les militantes à rogner sur leurs activités annexes, de les empêcher de « *conciliar* ». C'est au nom de ces principes de conciliation que sont par exemple proscrit le fait de dépasser le temps de parole ou d'introduire de nouveaux points à l'ordre du jour, toute tentative est stigmatisée. L'ordre du jour est inscrit sur une pancarte et affiché sur le mur, au déroulé des différents points est associé un horaire, car à la C8M, la ponctualité du début et de la fin de l'assemblée est rigoureusement respectée, les retards sont admis mais aucune intervention portant sur un point déjà traité n'est acceptée. Au début de chaque assemblée, une activiste se porte volontaire pour chronométrer toutes les interventions : l'exposé de l'avancement d'une commission de travail, une intervention du public, un temps de réponse à une intervention, tout est mesuré. L'activiste en charge du chronométrage dispose aussi pancarte sur laquelle est inscrite un délai restant, elle la brandit tel un avertissement puis n'hésite pas à mettre fin à l'intervention de la locutrice qui s'écarterait de la norme. Un temps est dédié aux imprévus, le dernier point de l'ordre du jour dit les « *varios* », mais ces imprévus sont néanmoins potentiellement sources d'un désordre dans la gestion du temps. Dans ce cas, l'équipe d'animation fait preuve de créativité avec de nouvelles pratiques : lors de l'assemblée du 8 février, plusieurs points soulevés dans les *varios* sont considérés digne d'intérêt mais trop long à traiter ; une militante rédige à la hâte sur une pancarte le vocable « la *nevera* » (le frigo), dessine un rectangle avec une poignée, elle y inscrit les propositions, l'assemblée est levée dans la foulée. Lors de l'assemblée du 8 avril, les militantes sont encouragées à faire un premier bilan de la grève. Pour rendre le processus plus fluide, elles doivent écrire sur des post-it leurs impressions puis les coller sur les murs, après l'assemblée un temps de la consultation de toutes les opinions dévoilées anonymement ou non sur les post-it est prévu.

Comme nous l'observons, à la C8M, les pancartes, affiches, post-it, sont des ressources matérielles couramment employées pour inscrire des principes, s'approprier l'espace, rédiger des propositions ou des opinions. *Cuidarnos* c'est aussi publiciser et rendre symboliquement recevables des idées voire des opinions déviantes sans pour autant remettre en cause le bon déroulé de l'assemblée. Nous verrons plus bas qu'il s'agit là de techniques de gestion de groupe justifiés par le fait d'« accueillir la parole » (on dit aussi « prendre soin de la parole »), ou encore l'exigence du « renfort positif » suivant les termes d'une activiste également professionnelle de

la participation. Cette ordonnance des pratiques a aussi pour vocation de désamorcer les situations conflictuelles en s'ajustant aux valeurs du mouvement.

L'attention portée par le groupe promoteur au cadrage des pratiques et à la diffusion de normes dans les assemblées de la C8M est déterminant pour la félicité de ce processus ; leur rôle dans l'assemblée peut parfois apparaître à l'observatrice comme étant prépondérant, voire écrasant. A la C8M, comme nous venons de le voir, la commission d'animation à un rôle pivot, les activistes ont élargi les prérogatives de l'animation en légitimant leur capacité prescriptive. L'équipe d'animation est un groupe de travail permanent, et si les trois ou quatre personnes qui animent l'assemblée font l'objet d'une rotation d'une séance à l'autre, elles émanent toujours de ce groupe de travail permanent. Les membres du groupe promoteur ont largement investi la Comisión de dinamización et l'une d'entre elle est toujours présente dans l'équipe qui anime la session. Les autres membres du groupe promoteur sont disposées de manière éparpillée dans la salle et font bloc autour de l'équipe d'animation pour rétablir l'ordre dans l'assemblée en cas d'intervention jugée déviante :

> 9 juillet 2018. 18h00 Vallecas. Espacio de Igualdad. Asamblea 8M comunidad de Madrid
>
> « Deux militantes d'un syndicat étudiant prennent la parole : "la grève est passée, il est l'heure que le 8M prenne position sur la prostitution" ; "maintenant et publiquement". Elles demandent un vote. Une jeune militante se présentant comme étudiante prend la parole "faites des propositions plutôt que de faire preuve d'opposition. Ce n'est pas un sujet qui se débat ici.". Réponse : "très bien, nous proposons un vote et nous avons un document à soumettre". L'animatrice de l'assemblée, membre du groupe promoteur, intervient : "je crois que ce n'est pas le moment. Dans cet espace nous ne débattons pas de la prostitution", elle brandit le fait que le sujet n'est pas inscrit à l'ordre du jour et qu'il s'agit de formuler des propositions en accord avec cet ordre du jour, ajoute que le temps de parole a été dépassé. Brouhaha dans la salle. Une membre du groupe promoteur, fond de la salle, intervient "Il faut se concentrer sur ce que nous avons en commun, il n'y a pas de majorité sur ce sujet. Personne ne va gagner. Nous devons prendre soin de cet espace". Geste applaudissement. Autre animatrice prend la parole "je propose que nous continuions avec l'ordre du jour". Assemblée se poursuit dans le calme. »

En dernière instance, à la C8M, ce qui est prescrit comme ce qui est proscrit relèvent d'une forme de tradition que vient aussi légitimer *a posteriori* le concept de *cuidados* : c'est un état de fait hérité de la première assemblée du 8 janvier 2018, proclamé par les entrepreneuses de cause, et enrichi au fil de l'eau par la *comisión de dinamización* dans laquelle sont présentes les

militantes du groupe promoteur, perpétué par la commission dite de bienvenue ou d'intégration qui est aussi chargé d'en transmettre l'apprentissage aux nouvelles entrantes. Même si les assemblées de quartier jouent un rôle d'exécution des actions, les orientations étant décidé au niveau de la communauté autonome, le groupe promoteur les investit aussi et rappellent ces normes, nous en verrons un exemple dans la section suivante où nous nous concentrons sur cette échelle locale des rapports parti/mouvement.

Les modalités de décision, quant à elles, sont exemplaires du rôle singulier joué par l'équipe d'animation en tant que groupe structurant de l'assemblée : à la C8M, le vocable « vote » n'est jamais employé par l'équipe d'animation et la pratique est stigmatisée (de ce point de vue, l'intervention restituée plus haut est doublement déviante de la norme : la militante évoque la prostitution et demande un vote). Le consensus est sans cesse revendiqué, en l'espèce, les décisions sont moins adoptées au moyen d'une expression unanimement positive qu'en l'absence de voix contraire exprimée publiquement. En cas de possible débordement du planning établi, c'est l'équipe d'animation, qui compte toujours une entrepreneuse de cause en son sein, qui agit pour désamorcer les situations délicates en faisant appel à une pratique extraordinaire, légitimée par l'appel aux *cuidados*.

> 8 juin 2018. Une centaine de participantes. 3e point de l'ordre du jour : conclusions de la rencontre nationale de Mérida.
>
> Une militante se présentant comme membre d'un syndicat étudiant s'élève contre les orientations défendues par la C8M de Madrid lors de la rencontre nationale de Mérida, notamment celle de ne pas prendre d'ores et déjà la décision de répéter la grève en 2019. Demande un débat. Brouhaha dans la salle. L'équipe d'animation répète que ça n'est pas à l'ordre du jour, « nous n'avons pas trouvé la recette magique pour un consensus à 250 personnes. Nous ne pouvons pas faire un débat maintenant ». Une membre de l'équipe d'animation propose que les militantes qui le souhaitent écrivent sur des post-it le débat et les « propositions à travailler » pour les inscrire dans la *nevera*. La militante est assise à côté de trois autres femmes, du même collectif, elles se lèvent et soutiennent la proposition de la première. Equipe d'animation se concerte. Bruit dans la salle. L'une d'entre elle prend la parole au micro : « nous devons toutes *cuidar el espacio*, nous ne pouvons pas faire un débat maintenant. (…) Nous proposons le thermomètre féministe pour inscrire la proposition au prochain ordre du jour. »

Le « thermomètre féministe » est l'ultime recours pour désamorcer un conflit. Par lui, on contourne le vote, stigmatisé, tout en reproduisant en fait sa logique : il s'agit de mesurer

l'approbation d'une proposition à l'intensité de l'acclamation qu'elle suscite, celle-ci pouvant être exprimée sous la forme d'applaudissements ou de cris. Cet exemple montre également le souci de la distinction à la C8M, puisque le thermomètre féministe reste une stratégie de contournement d'une pratique stigmatisée. On évite de nommer en ajustant le lexique (thermomètre plutôt que vote) et on adapte l'action réalisée (l'applaudissement ou le cri) pour éviter certains signaux qui rappelleraient la pratique originelle (bulletin, urne).

Ces pratiques, toujours placées sous l'égide des *cuidados*, présentent la particularité de s'ajuster à la fois à la volonté de distinction des féministes, héritée d'une histoire militante y compris récente, et aux profils des instigatrices de ces pratiques, familières avec les techniques de gestion de groupe acquises dans l'environnement universitaire et pour certaines exerçant ces techniques comme professionnelles de la participation. Bien qu'ils ne soient certainement pas exhaustifs, notre enquête a ainsi mis au jour ces deux facteurs, politique et social, pour comprendre les ressorts de ces pratiques particulières et comprendre comment opère le concept des *cuidados* pour cimenter le groupe. D'un côté, la position à la marge occupée par les féministes au sein de l'espace des mouvements sociaux, de l'autre côté, la forte concentration du profil de « technicienne du social », transversal à tous les échelons du mouvement que nous avons investi.

L'histoire contestataire récente, singulièrement les assemblées des places de 2011, s'avère éclairante pour aborder le premier point. Carmen Galdón relève la difficile insertion des féministes au sein du mouvement du 15M, produit d'une expérience de la marginalisation : perçues comme clivantes, les banderoles féministes sont stigmatisées sur la place et c'est ainsi que les instigatrices de la Comisión de Feminismos de Sol « prennent encore davantage conscience de la nécessité de construire un espace qui leur soit propre, un *nous féministe* au sein du 15M » (Galdón Corbella, 2018, p. 11). Comme nous l'avons relevé dans la section précédente, des instigatrices de la commission des féminismes de Sol se reconvertissent ensuite à la C8M, plusieurs deviennent entrepreneuses de cause du mouvement du 8M et forgent le groupe promoteur.

Notre enquête montre qu'en plus de cette mémoire de la marginalisation, les militantes féministes qui ont participé au 15M perçoivent négativement les espaces mixtes de ce mouvement contestataire, car ils sont considérés hostiles à la logique des *cuidados* qui

caractériserait leur singularité en tant que féministe, voire pour certaines, en tant que femme. C'est le cas de Flor, presque la quarantaine, travailleuse sociale, très insérée dans le milieu contestataire madrilène, elle participe à la C8M dès la convocation de la première assemblée :

> Marie : « Tu avais déjà participé à des assemblées avant le 8M ?
>
> Flor : « Oui, bien sûr, avant le 8M j'ai participé à beaucoup d'assemblées (*rire*). Mais j'ai décidé d'arrêter de participer à des espaces mixtes il y a plusieurs années déjà. »
>
> Marie : Tu étais dans quel collectif ? Tu as pris cette décision pour une raison en particulier ? »
>
> Flor : « eh bien, (*souffle*) la vérité c'est que j'ai participé à beaucoup de collectifs de type activisme politique, un peu de tout (*rire*) dans le quartier, mais pas seulement. En réalité j'ai décidé d'arrêter les espaces mixtes avec l'assemblée du quartier du 15M, donc tu vois ça fait un moment déjà. Je ne sais pas, je ne me sens pas à l'aise, je me sens beaucoup mieux dans les espaces non-mixtes. Il y a plus de respect à ce que j'appelle les « biorythmes » de chacune. Au final, c'est ce qu'on appelle les « *cuidados* » maintenant il me semble, nous donnons plus d'importance aux relations, à comment chacune vit le processus politique, il y a moins de stress, les tâches ne sont pas réparties de la même manière. Je ne sais pas comment te dire, cette anxiété que je ressens dans les espaces mixtes, il faut toujours trouver quelque chose à faire, il faut débattre, tu sors de là totalement épuisée, je ne profite pas du tout de l'assemblée, je ne profite pas de l'action que nous allons réaliser, de l'activité dans laquelle nous sommes (*silence*). Dans les espaces non-mixtes je vis l'assemblée. Je veux dire, je sais que ce que je te dis là est partagé par beaucoup de femmes parce que j'en ai déjà beaucoup parlé, de dire « qu'est-ce que je suis fatiguée » quand je sors d'une assemblée mixte, de ce lieu, qui généralement finit toujours par devenir hostile. En te disant ça je ne veux pas te dire que nous ne faisons rien dans les espaces non mixte (*rire*), nous bossons énormément. Mais ce n'est pas la même sensation. »[132]

Les féministes de la C8M récusent les « *masculinist values* » (Polletta, 2002) que Adriana Razquin a identifié comme étant la « dérive patriarcale » dans le cas du mouvement du 15M, au fondement de laquelle se trouve la performance et la compétition, s'opposant frontalement à l'alternative des *cuidados* et de la coopération (Razquin, 2019). Or, c'est bien cette logique des pratiques guidées par « le soin de soi », le « soin des autres » et le « soin de l'espace » qui est exaltée dans la C8M. Elle imprègne par exemple le récit de l'activiste que nous citons plus haut. C'est donc par ce double mouvement de marginalisation puis de retournement du stigmate motivant la distinction que se consolide la logique des *cuidados*. Elle serait

[132] Entretien réalisé avec Flor, le 24 mars 2018.

spécifiquement féministe et peut-être, en dernier ressort, spécifiquement féminine pour certaines (comme pour Luna, qui parle de « biorythme »).

Lors de notre arrivée à la C8M en janvier 2018, nous retrouvons dans le groupe promoteur l'une de nos enquêtée de Podemos avec qui nous avions réalisé un entretien en mai 2017, elle s'était désengagée de son cercle en 2015. Psychologue de formation et de profession, elle a 38 ans lors de l'entretien, exerce en prison principalement avec des détenus condamnés pour viol. En parlant de son désengagement du cercle de Podemos, elle dit :

> « J'ai décidé de partir parce que c'était très conflictuel, par exemple quand j'allais aux assemblées il y avait des *compañeros* qui faisaient des commentaires qui me mettaient mal à l'aise, je suppose que ce genre d'attitude devait affecter d'autres personnes mais en tout cas moi ça m'affectait beaucoup. Et donc, bon, ce mal-être, j'ai essayé de le résoudre, je me rappelle à l'aune d'un conflit qu'il y a eu par rapport à l'élection des *vocales vecinos*, j'ai essayé une résolution du conflit en adoptant une perspective de médiation en psychologie en l'appliquant dans le cercle, j'ai essayé de convaincre de prendre davantage soin de l'espace, de mettre en marche une dynamique d'expression et de résolution. Je me rappelle que j'ai essayé, vraiment, j'ai essayé d'implémenter le fait que ceux d'entre nous qui étions en conflit, nous puissions exprimer ce qui n'allait pas en créant un espace sûr, et ça ne s'est pas bien passé, et bon, pour moi, ça a été le dernier essai. A partir de là j'ai accepté, douloureusement, que ma présence était contreproductive. »[133]

Dans le récit de cette psychologue qui narre les motifs et le processus de sortie du cercle, nous retrouvons le lexique du soin et de la gestion de groupe, désigné ici par la médiation en psychologie. Elle s'est déjà repositionnée à la C8M lors de cet entretien, plus d'un an avant la grève.

Un second facteur apparaît ainsi déterminant pour retracer l'origine de cette logique des *cuidados* : la forte concentration du profil de technicienne du social dans ce collectif contestataire et l'ajustement entre cet univers de connaissance et les valeurs féministes exaltées par les militantes. Profil également identifié à Podemos, ces personnes occupent dans le parti, au mieux, des postes de cadres intermédiaires, les postes de direction étant tendanciellement occupés par les universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales. A la C8M, ce profil

[133] Entretien réalisé avec Magdalena, le 5 mai 2017

est beaucoup plus récurrent et transversal qu'à Podemos, on l'identifie y compris chez des entrepreneuses de cause.

Comme à Podemos, les activistes techniciennes du social à la C8M disposent d'un important cursus universitaire orienté vers la psychologie et/ou travail social et/pédagogie assorti de spécialisations type « *posgrados* » ou masters suivis généralement en formation continue après une première expérience professionnelle. Le parcours typique des techniciennes du social comprend une insertion professionnelle au moyen d'un stage ou d'une mission courte dans le secteur de la coopération internationale, principalement en Amérique centrale ou du sud, de type « intervention sociale communautaire ». Par exemple :

> « Je suis partie en Argentine dans la coopération parce qu'à la fin de mes études je voulais exercer comme psychologue. Je voulais me dédier à la psychologie sociale, mais ici en Espagne les offres avaient surtout à voir avec les ressources humaines, l'entreprise privée. (…) En Argentine j'ai fait de l'intervention sociale communautaire, j'ai travaillé dans un centre social principalement avec des femmes et des enfants victimes de violence. (…) Mon expérience m'a vraiment aidé à décoloniser mes pensées, même si je sais que je reproduis toujours ce schéma. (…) Je crois que [dans l'assemblée] nous devons par exemple travailler avec des principes d'aide mutuelle, connaître la réalité du quotidien d'autres femmes, créer des rencontres du quotidien, un travail au sein du tissu social qui n'est pas suffisamment réalisé. »[134]

Le séjour en coopération internationale est ensuite mis en sens pour relater le processus de politisation qui se matérialise au retour en Espagne, généralement dans la mouvance libertaire, des collectifs écologistes ou féministes ou à Izquierda Anticapitalista. Cet engagement postérieur est également teinté d'un discours critique émis *a posteriori* sur le secteur de la coopération internationale. Par exemple :

> « Moi je crois que l'aide humanitaire c'est utile pour une réalité concrète, à un moment donné. La coopération internationale, de manière générale, devrait se questionner, combien d'argent investit-on dans la coopération pour un supposé développement, quel développement est possible dans un contexte où nous nous ne décroissons pas ici ? Pour moi, la coopération internationale a toujours ce cadre, pour moi c'est l'un des facteurs essentiels à prendre en compte, elle continue de coloniser. C'est comme tout, je ne veux pas te donner un discours simpliste de ces choses qui sont très

[134] Entretien réalisé avec Sandra, le 25 avril 2018.

> complexes, il ne faut pas oublier que les gens qui font ça, le font avec une bonne intention, mais il y aurait beaucoup à dire. »[135]

Désenchantées par la coopération, les techniciennes du social enchaînent ensuite souvent les contrats de courte durée dans le secteur associatif. D'autres sont recrutées dans des structures publiques.

> « Ce à quoi je me dédie en ce moment (*rire*). Je donne des cours de théâtre à des enfants une heure par semaine, je travaillais dans une association, pour une intervention communautaire de prévention des violences, mais je n'ai pas passé la période d'essai, ils m'ont viré à la fin. En réalité je suis sans emploi en ce moment. »[136]

Présentant un rapport de méfiance envers les partis politiques, ces militantes sont toutefois en lien avec les institutions, notamment à l'échelon municipal. L'une de nos enquêtées nous a par exemple indiqué avoir présenté un « projet d'intervention communautaire » dans le domaine médico-social lors d'un dispositif de budgets participatifs, une autre s'est reconvertie dans la sphère publique, recrutée par Ahora Madrid pour réaliser de la gestion de groupe des *foros locales* ou budgets participatifs.

C'est le cas de Luna, elle a 38 ans, elle est recrutée en 2017 par la mairie pour devenir « dynamisatrice » (alternativement dit « facilitatrice » par l'enquêtée) d'un *foro local.* Disposant déjà d'une expérience professionnelle de médiatrice sociale mais alors en recherche d'emploi, elle est surtout très insérée dans le tissu contestataire de son quartier et ce qu'elle appelle « les collectifs autogérés » : elle fait partie du « réseau d'habitantes du quartier » qu'elle différencie clairement des associations de quartier, composé de militantes venues de la mouvance libertaire du centre de Madrid, c'est ce collectif qui est à l'instigation de l'assemblée locale de la C8M dans le quartier lors du déploiement du mouvement. Très hostile aux partis politiques, l'activiste indique toutefois que son collectif de femmes travaille régulièrement avec la mairie, notamment par l'intermédiaire des *vocales vecinos*, à qui elles transmettent des informations concernant les demandes sociales qu'elles identifient. Luna s'investit plus généralement dans les mobilisations contestataires, en 2011, elle participe au mouvement des places. Elle réside alors dans un quartier du nord de la capitale, fait partie de la commission « *asuntos sociales* »

[135] Entretien réalisé avec Eva, le 11 septembre 2018.
[136] Entretien réalisé avec Sandra, le 25 avril 2018.

de l'assemblée, rejoint aussi pendant un temps la commission de « *coordinación y dinamización* ». Elle explique précisément en quoi consiste la profession de « facilitatrice » ou « dynamisatrice » et les concepts qu'elle manie à cette occasion sont éclairants de la perméabilité entre la C8M et ce qui serait des techniques de gestion de groupe par le soin :

> Marie : En quoi consiste la dynamisation des espaces dont tu t'occupes ? C'est comme la dynamisation des assemblées ?
>
> Luna : « C'est un peu compliqué. La dynamisation ce n'est pas forcément pour les assemblées, les assemblées c'est un moyen de participer mais ce n'est pas le seul, cela dépend de ce que tu veux faire. Moi, en tant que facilitatrice, je fais face à la diversité des personnes qui participent dans ce contexte institutionnel dans lequel sont insérés ces dispositifs. Nous posons la focale sur le fait de faciliter la participation des femmes, c'est très important, je vais la faciliter, mais pas seulement en adoptant le rôle de dynamisatrice. Moi je travaille plutôt en faisant des petits groupes, c'est ma méthodologie principale, mais ce n'est pas la seule je le répète, bon, donc un petit groupe, en formant les personnes, en leur donnant les outils pour prendre la parole, l'objectif c'est être des sujets actifs de participation. Il y a des situations concrètes que nous travaillons, par exemple, je pense à une situation où une femme prend la parole et va intervenir, qu'est-ce que peut faire le reste du groupe ? faire attention (*cuidar*) à ce que ce tour de parole ne soit pas interrompu. Protéger cette femme, faire que si quelqu'un l'interrompt, une autre femme se lève, fasse un geste, c'est-à-dire que l'intervenante trouve dans cette seconde femme une alliance, un renfort positif dans son usage de la parole, c'est fondamental. Ça, par exemple, c'est l'aide et l'accompagnement par la dynamisation. Il y a énormément de techniques de dynamisation où tu utilises d'autres langages, comme le langage écrit pour communiquer, mais aussi le langage visuel, ou le langage plastique. Il y a évidemment les situations qui ne se donnent pas que chez les femmes, où tu rencontres des difficultés pour prendre la parole en public, donc ce sont des personnes qui ne rentrent pas en relation avec les autres, elles ne communiquent pas. Peut-être que cette personne est plus visuelle ? peut-être à travers le dessin ? Donc l'idée c'est de trouver le support de communication pertinent pour que cette personne puisse transmettre son idée et trouver des alliances au sein de l'espace pour prendre soin de sa parole. »[137]

Comme nous l'observons dans le fragment cité ci-dessus, dans le cas de la C8M, ces techniques s'ajustent parfaitement aux représentations de ce qui serait un militantisme spécifiquement féministe basé sur la logique des *cuidados.* A la C8M, peut-être au regard de la prégnance de ce profil et à la concordance très forte entre des valeurs spécifiquement féministes et ces concepts ou de la position dominante occupée par ce profil dans le mouvement (équipe d'animation,

[137] Entretien réalisé avec Luna, le 22 mars 2018.

entrepreneuses de cause), le degré de codification des pratiques et l'imprégnation de ces techniques participatives y sont très élevés, sans commune mesure avec ce que nous avons observé à Podemos.

A Podemos, nous avons restitué l'usage des « dynamiques » pour transmettre, dans le cadre d'un processus considéré comme participatif, une injonction à la multipositionnalité destinée à fabriquer le parti-mouvement. A l'échelle du cercle, des militants reconvertissent leur capital culturel en capital militant et impulsent ces dispositifs. Mais à la C8M, ces « dynamiques » sont employées très régulièrement, y compris pour fabriquer le groupe. Ainsi, à la C8M, la camaraderie constitue un atout militant supplémentaire et sa codification revêt la même importance que la codification du temps de parole dans l'assemblée. A la C8M, même la convivialité est façonnée, toujours sous l'égide de la logique de *cuidados*. Il y a évidemment l'organisation d'activités collectives. Lors de la rencontre de Mérida, un atelier de yoga a lieu avant l'assemblée. Mais pour fabriquer la camaraderie en temps ordinaire, le groupe d'animation recourt surtout à la « dynamique ».

> 9 juillet 2018. Assemblée régionale de la C8M. Vallecas, espacio de igualdad.
>
> L'une des entrepreneuses de cause, membre de l'équipe d'animation ce jour-là, prend la parole. Avant de commencer l'assemblée, « nous allons faire une dynamique pour prendre soin de nous-même et du collectif ». Justification : beaucoup de personnes sont arrivées après la grève, la commission de bienvenue des nouvelles intégrantes du collectif ne fait pas sens à cause du nombre de personnes : « nous devons mieux nous connaître ». Chaises disposées en cercle, petits groupes de quatre ou cinq. Distribution alternée de chocolat, eau, pains disposés sur les chaises. Précisions « pour que toutes nous puissions prendre soin de nous » tout est végan, sans gluten, sans lactose. Procédé de la dynamique : disposer les chaises en cercle, faire des groupes de cinq avec des personnes qu'il est impératif de ne pas connaître (au moins en partie) et que le groupe soit « divers » (âge etc) ; « Vous devez trouver avec qui partager ce que vous avez » en partageant, il faut « échanger entre vous ». Il ne faut pas demander de renseignement personnel (son organisation politique d'appartenance etc…), il faut commencer par « le meilleur souvenir du processus du 8M que nous venons de vivre pour mieux connaitre nos sensibilités et nos expériences ». A la fin, pouvoir présenter succinctement les personnes de son groupe devant le reste de l'assemblée, personnes choisies au hasard. La dynamique est chronométrée, 20 minutes. »

Après la grève, c'est l'heure du bilan et pour se faire, une « dynamique » est à nouveau organisée : ce jour-là, il s'agit de mesurer le degré participatif du mouvement et d'évaluer les pratiques. Il s'agit d'une dynamique pour évaluer la pertinence des dynamiques.

> Asamblea 8M – EVA, Legazpi. 8 avril 2018. Une centaine de participantes. 11h00-19h00.
>
> « Musique de la grève. Certaines dansent au fond de la salle. Les autres sont assises, début de la dynamique. Animatrice : « que tout le monde se lève. Je vous encourage à montrer votre enthousiasme (ilusión) » : les participantes s'applaudissent, s'enlacent ; « Que celles qui sont d'accord se lèvent à nouveau » : « nous menons une révolution féministe » ; « nous faisons l'histoire » « nous avons réussi car nous étions unies », « nous avons renforcé et pris soin de notre mouvement ». Un plan détaillant les activités de la journée collé au mur, des photos de la grève, des affiches avec les auto-évaluations des commissions. Une table avec des boissons et des gâteaux.
>
> Explication de la dynamique : objectif, évaluer le degré participatif de chacune des commissions de travail, y compris dynamisation. Exemple : « que pensez-vous des assemblées » « en quoi la participation peut être améliorée ». Cinq tables, chacune est dédiée à l'évaluation d'une commission de travail, toutes les participantes doivent évaluer toutes les commissions après avoir écouté « l'auto-évaluation » de la commission par celles qui en étaient membre. 30 minutes par table, chronomètre. Une animatrice est présente sur chaque table, elle dispose d'une grille de questions pour orienter l'évaluation, rédige un compte rendu, devra être approuvé au consensus à la fin de la dynamique. En premier : faire un « processus participatif pour décider du nom de chaque table » pour la « mémoire des espaces qui ont été aimables avec la grève ». Cinq lieux de centre sociaux autogérés madrilènes, consensus. Attribution d'un numéro entre un et cinq à chaque participante, tirage au sort pour la participation aux tables, « ne pas rester avec ses copines ».
>
> Commission extension, questions portent sur la diversité des participantes à la grève : « quel profil de participantes ? » ; « comment intégrer de nouvelles personnes » ; commission organisation/dynamisation : « la parole a-t-elle était bien accueillie dans les assemblées ? » / « le processus a-t-il été suffisamment participatif ?» « faut-il faire plus de *talleres* » ? « vous sentez-vous à l'aise quand nous faisons des dynamiques ? »

Ainsi, à la C8M, l'attention aux pratiques et la réflexivité sont constantes. Des facteurs politiques et sociaux s'imbriquent pour donner sa force au concept des *cuidados* qui encadre et recadre les pratiques légitimes. Les « cuidados » jouent le rôle d'ordonnancement des pratiques que remplit à Podemos le concept de « démocratie ».

Du point de vue des pratiques, nous observons ainsi deux continuités entre parti et mouvement : la première réside dans l'ordonnancement des pratiques au regard d'une valeur cardinale et relativement malléable, les *cuidados* ou la démocratie. La seconde réside dans progressive imprégnation des pratiques militantes de techniques et présupposés afférents à la gestion de groupe dans le monde militant espagnol. Elles sont diffusées par les militants et militantes qui ont suivi des cursus en travail social, pédagogie ou psychologie à l'université, ces personnes sont, en quelque sorte, des passeurs de pratiques. Suivant ce que nous avons observé à Podemos et la C8M, le degré de perméabilité à ces techniques apparaît conditionné par la concentration de personnes présentant ces caractéristiques sociales au sein des groupements, les postes qu'elles occupent dans l'organisation, la concordance entre les fondements éthiques de ces techniques et les principes politiques défendus par l'organisation.

Le degré de recomposition des dispositifs traditionnels du militantisme ouvrier tel l'assemblée au moyen des techniques de gestion de groupe ou l'ampleur de l'émergence de nouveaux dispositifs comme les dynamiques demanderait à être mesurée plus précisément, notamment en investissant d'autres secteurs du champ militant. Si nous l'avons constaté à Podemos et à la C8M, des indices récoltés par entretien laisse entrevoir qu'ils opèrent aussi dans les dispositifs institutionnels impulsé par Ahora Madrid ou dans le milieu des coopératives du segment de l'économie sociale et solidaire. Et force est de constater que ces techniques de gestion de groupe s'accordent et concordent avec les principes traditionnellement mis en avant pour caractériser et valoriser les pratiques des « nouveaux mouvements sociaux » (Castells, 2012).

**

*

Dans cette première section, nous avons posé la focale sur la C8M afin de situer ce collectif au sein du paysage féministe espagnol et en étudier les pratiques. Le premier point permet d'identifier une représentation partagée entre parti et mouvement, celle du stigmate socialiste, conduisant les activistes à la défiance envers les partis. Nous avons surtout relevé l'articulation entre Anticapitalistas et la C8M, voire une intrication, si nous prenons en considération le processus de cofabrique du mouvement par des militantes multi positionnées dans le groupe promoteur. Le second point permet d'identifier des continuités dans les inspirations nouvelles des pratiques, en relation avec un profil militant spécifique. Ces inspirations nouvelles

reconfigurent des dispositifs traditionnels, tel l'assemblée, ou introduisent de nouveaux dispositifs, comme les dynamiques. Alors qu'à la C8M ces dispositifs font l'objet d'un apprentissage relativement aisé et apparaissent s'insérer sans difficulté dans les modalités ordinaires du militantisme, à Podemos au contraire ces dispositifs suscitent des incompréhensions, parfois des résistances, comme nous l'avons vu dans le troisième chapitre.

Dans notre seconde section, nous déplaçons la focale et nous nous concentrons sur un cercle territorial de Podemos et une assemblée locale de la C8M : comment expliquer l'absence d'interaction entre ces deux groupements ? Si le stigmate socialiste identifié dans cette section irrigue sans doute la défiance des activistes envers les militantes, nous avançons d'autres facteurs explicatifs en lien d'une part avec les injonctions contradictoires du parti envers ses groupements militants et d'autre part en lien avec le désajustement des militants de Podemos présentant souvent un faible capital militant.

3. Une coopération à la base ? Expliquer l'absence d'interaction parti/mouvement au niveau local

Dans cette seconde section, nous posons la focale sur un cercle territorial de Podemos et une antenne locale de la C8M, situés dans le même quartier : lors de notre enquête, nous n'avons constaté aucune interaction entre ces deux groupements, en dépit d'une communication insistante de la direction du parti en faveur de la multipositionnalité militante. Comment expliquer, dans ce contexte, une telle absence d'interaction ?

En premier lieu, nous retraçons l'entreprise de fabrique des liens parti/mouvement : un discours partisan proclamant le soutien à la mobilisation bientôt complété en interne par des directives censées donner corps à ce soutien. Nous avançons ensuite des explications quant à la méfiance mutuelle que nous avons observée entre ces deux groupements. Les désajustements de registres de l'engagement et l'inégale répartition du capital militant peuvent constituer des facteurs explicatifs, ils s'inscrivent aussi dans une histoire de la relation entre ce groupement local de Podemos et les collectifs contestataires du quartier. Cette relation est prise dans les luttes qui opposent la direction de Podemos à d'autres composantes de la coalition municipale

Ahora Madrid. Dans le cadre de cette lutte, les permanents présents dans les cercles exploitent un registre discursif de dénigrement des collectifs contestataires dont l'impact des actions serait résiduel, mais qui, en même temps, seraient aussi très hostiles envers Podemos et mettraient en péril le gouvernement local. Ce contexte discursif, associé aux désajustements des registres de l'engagement, façonne ou renforce donc des représentations qui s'entrechoquent avec les incitations à l'engagement dans l'antenne locale de la C8M, faite de ces mêmes activistes dangereux et qu'il faut d'ordinaire plutôt mépriser.

3.1 La fabrique du soutien au mouvement : campagne de communication et usage des militants locaux dans un contexte de lutte intra-partisane

En mobilisant ses instruments de communication et ses relais dans les cercles, la direction façonne un modèle d'engagement de ses militants locaux dans la mobilisation tout en fabriquant le récit d'un rapport privilégié entre parti et mouvement. Si les directives venues d'en haut témoignent sans doute d'un intérêt pour la cause des femmes, elles répondent aussi à des enjeux intra-partisans : la mobilisation lève le voile sur la concurrence qui s'exerce en interne pour représenter le féminisme qui, étant mis à l'agenda public, se convertit en enjeu électoral. O dans cette lutte, la direction fait figure d'*outsider*.

Ces injonctions sont mal reçues par les militants qui tentent d'y échapper. Cette séquence donne à voir un autre exemple des leviers actionnés par les militants pour ne pas donner suite à une injonction partisane sans s'y opposer frontalement, qui rappelle la relation dégradée entre la base et la direction, déjà identifiée au chapitre trois. Ce second cas permet d'émettre l'hypothèse d'un modèle d'évitement, c'est-à-dire de pratiques répétées pour atteindre un objectif similaire : ne pas d'opposer frontalement à la direction du parti mais ne pas donner suite à ses injonctions non plus.

En février 2018, alors que la C8M de Madrid engage son maillage territorial avec sa campagne du « chemin vers la grève », Podemos entame une campagne de communication favorable à la mobilisation : sur les murs de la Morada de Madrid, on colle le sticker émis par la C8M sur lequel est inscrit, en dessous du logo de la grève, « cet espace soutient la grève féministe », également

directement observé dans trois autres locaux du parti dans la communauté de Madrid. En même temps, les premières communications de la direction sont diffusées via le traditionnel « bulletin aux inscrits », signées cette fois directement par le Secrétariat national au féminisme. Le 27 février 2018, les personnes inscrites reçoivent le courrier suivant :

> « *Estimadas compañeras y estimados compañeros*,
>
> Le 8 mars prochain, Journée Internationale de la Femme, le mouvement féministe convoque les femmes à une grève du soin, de la consommation, du travail et des études, une grève féministe par laquelle nous voulons montrer que nous participons (*nosotras participamos*) d'une manière fondamentale à tous les espaces de la vie. Il reste presque deux semaines pour le rendez-vous attendu. Avec ce bulletin, nous encourageons toutes les *compañeras* à aider à la diffusion de la grève, à collaborer, si vous le souhaitez, avec les différentes Comisiones 8M de vos territoires (sur cette page, www.hacialahuelgafeminista.org, vous aurez toutes les informations relatives à l'agenda, les documents, les réunions).
>
> A vous, *compañeros*, vous revient la tâche de faciliter le fait que nous (nosotras) puissions faire partie de ces actions préalables d'organisation. Votre rôle est d'appuyer ce travail trop souvent invisible et invisibilisé que nous, les femmes, réalisons habituellement.
>
> Cette grève est déjà une réussite. Voilà longtemps que nous (*nosotras*) parlons d'elle, mais nous voulons que la revendication féministe ne se termine pas le 8 mars, nous voulons qu'elle se poursuive le 9, le 10, et tous les jours suivants. Nous allons nous mobiliser et prendre conscience de la nécessité d'une société plus juste. Entre nous toutes nous ferons que cette grève féministe atteigne chaque recoin du pays et que la revendication de notre mouvement aide à transformer démocratiquement et radicalement le monde.
>
> Ce 8M nous démontrerons que si nous nous arrêtons, le monde s'arrête. Allons ensemble vers la grève féministe ! »

Dans le troisième chapitre, nous avons relevé que le pronom « nous » est régulièrement utilisé par la direction du parti dans l'objectif de solidariser les militants avec ses initiatives et décisions. Ici, l'usage de ce pronom permet de façonner une communauté des femmes au sein de la formation et performe son intrication avec le mouvement féministe. En effet, c'est bien la fiction d'une participation active de cette communauté de femmes à la fabrique de la mobilisation féministe qui est façonnée : « Entre nous toutes nous ferons que cette grève féministe atteigne chaque recoin du pays et que la revendication de notre mouvement aide à transformer démocratiquement et radicalement le monde ». Le courrier invite les militantes à

s'engager dans le mouvement contestataire et enjoint les militants à suivre les consignes données par les organisateurs de la grève : se dessinent les espaces et les modalités de formes d'engagement légitimés par la direction, qui se réclame des consignes du mouvement.

L'appel à l'engagement n'est pas lancé par le Secrétariat à la société civile et aux mouvements sociaux, comme c'est l'usage, mais par le Secrétariat au féminisme. Il n'en reste pas moins que les modalités de transmission des informations, la rhétorique employée et les consignes données sont similaires à celles des autres mobilisations reconnues par la direction comme étant légitimes à être soutenues.

Outre cette communication aux inscrits, l'échelon régional du parti diffuse bientôt aux membres des cercles des instructions très fournies. Cette pratique plus inhabituelle témoigne d'une attention particulière portée par la direction à cette grève. Les cercles reçoivent quelques jours plus tard via *Telegram* un document interne de six pages, intitulé « vers la grève féministe », le hashtag créé sur twitter par les organisatrices pour désigner la campagne appelée en interne le « chemin vers la grève ». Le document est signé de « Podemos Madrid », il n'est pas transféré par les *enlaces* mais par les permanents. Extrêmement détaillé, le document rend intelligible le bulletin aux inscrits, il est une véritable pédagogie de la grève à destination des groupements de base. Avant tout, la position du parti envers la mobilisation est explicitée à nouveau :

> « Podemos Madrid soutient et seconde la grève féministe, nous encourageons toutes les femmes, dont les conditions de travail le permettent, à participer à la grève générale ».

Des informations factuelles précises sont consignées, par exemple quant aux horaires et aux lieux des manifestations prévues dans la capitale. Mais le document s'attache également à souligner et détailler les inégalités de genre pour faire comprendre le sens de la grève, il déploie une argumentation afin de convaincre de son bien-fondé avant d'enjoindre à suivre les consignes données : alors que le soutien à la mobilisation apparait dans le bulletin aux inscrits telle une évidence, ce document interne à destination des cercles témoigne d'une réalité militante plus floue.

Le bulletin aux inscrits, à large diffusion, est l'un des instruments de communication de Podemos, il emploie un registre performatif qui façonne l'intrication parti/mouvement ; le document interne vise quant à lui construire l'adhésion au mouvement, à donner corps à ce qui

est proclamé dans le bulletin aux inscrits. Cette argumentation destinée à convaincre est spécifiquement destinée aux militants hommes du parti, témoignant d'une appréhension, réelle ou supposée par la direction, d'une réticence spécifiquement masculine :

> « Le mouvement féministe explique que, bien que légalement, il s'agisse d'un appel à la grève et que, en tant que tel, il s'adresse à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, l'appel est lancé aux femmes : c'est une grève pour les femmes (…). Le mouvement féministe signale que si les hommes font grève, alors l'objectif disparaît, puisque ce serait une grève générale. Il est important que les hommes respectent l'appel que nous faisons et comme nous le faisons (…). Ce n'est pas une grève contre les hommes, c'est un outil pour montrer les inégalités que les femmes, nous vivons. (…) A Podemos Madrid, nous encourageons à ce que vous, les hommes, vous rapprochiez des AMPAS [associations de parents d'élèves] des collèges publics de votre quartier et aidiez à préparer des ludothèques afin que les femmes de votre entourage le plus proche (mères, professeures etc…) puissent exercer leur droit à la grève, non seulement du travail, mais également du soin. »

L'intérêt de ce document réside aussi dans les hésitations et imprécisions qui se font jour dans l'argumentation. Elles peuvent signer une forme de bricolage avec laquelle est réalisée cette communication, à la hâte, à moins de deux semaines de la grève. Elles manifestent aussi peut-être le décalage entre le soutien affiché de la direction au féminisme et la réalité plus contrastée d'une maîtrise manifestement plus floue des enjeux de la grève. Ainsi, les femmes sont d'abord appelées à la « grève générale » avant qu'il ne soit justement précisé que les hommes sont invités à ne pas cesser le travail puisqu'il ne s'agit pas d'une « grève générale ». Ce « nous » désigne d'abord les femmes puis Podemos Madrid, générant une confusion quant au locuteur et destinataire qui évolue alternativement au fil de l'argumentation.

Le document s'adresse ensuite spécifiquement aux militantes du parti, elles sont appelées cette fois « activement » dans la mobilisation féministe par une participation aux assemblées de leurs territoires :

> « Grâce à la Commission d'extension, des assemblées unitaires de femmes sont en train de se développer pour préparer la grève du 8M dans tous les districts et quartiers de Madrid et dans tous les villages de la Communauté de Madrid. C'est à titre individuel qu'on se rend (*se acude*) à ces assemblées, et non comme membre d'une organisation, syndicat collectif ou parti auquel chaque femme appartiendrait. A Podemos Madrid nous considérons fondamentale la relation avec le mouvement féministe afin d'élargir la lutte des femmes, nous conseillons que toutes les féministes

de Podemos participent activement au sein des espaces unitaires créés dans chaque district, quartier ou village, car le travail ne s'achève pas le 8 mars, il continue. »

Le document accrédite un usage politique des militants à la faveur d'une rationalité électorale : il ne faut pas seulement participer à la grève pour soutenir une mobilisation considérée comme légitime, mais pour se positionner politiquement en vue de l'après-grève, à un an du cycle électoral : « le travail ne s'achève pas le 8 mars, il continue ».

Plus largement, le document dénote la manière dont la direction perçoit les groupements de base, une perception parfois taxée d'infantilisante par les militants : l'état de l'investissement des militants dans le processus de grève est jugé trop faible, il est nécessaire de s'engager « activement ». Cette frilosité est perçue comme provenant d'une mauvaise connaissance du mouvement et de ses enjeux, et il apparaît nécessaire de les expliquer à nouveau. Ce document témoigne plus largement du fait qu'à Podemos on présente comme des initiatives individuelles des campagnes impulsées et encadrées par la direction.

Dans ces deux communications, le parti énumère les espaces et les modalités légitimes de la contestation. Ce faisant, il resserre implicitement les possibilités d'engagement des militantes, mais justifie toutes ses injonctions par des consignes émises par le mouvement. Ce document révèle toute l'ambiguïté de la fabrique d'un renouveau des liens aux mouvements contestataires. Soucieux de s'émanciper du stigmate socialiste, le parti insiste sur la « participation à titre individuel » de ses militantes, alors même que c'est lui qui les enjoint par écrit à s'engager. Il faut tisser les liens qui sont présentés dans le discours partisan comme un fait. De surcroît, ce renouveau s'inscrit dans un contexte où le parti doute de ses militants : il est nécessaire d'entreprendre envers eux une pédagogie de la grève et de marquer clairement des objectifs, puis d'enjoindre les femmes à s'engager tout en leur déléguant la responsabilité de cet engagement auquel elles doivent souscrire « à titre individuel ». Nous verrons dans la section suivante qu'il faut ajouter une autre dimension à ces injonctions contradictoires, celle d'un contexte discursif fait du dénigrement habituel des activistes auprès des groupements de base, dans le cadre de la lutte qui oppose Podemos à d'autres composantes de Ahora Madrid.

Ces incitations à l'engagement venues d'en haut sont également révélatrices d'une lutte intra-partisane pour monopoliser le segment féministe : c'est l'usage de la mobilisation au prisme d'un agenda proprement intra-partisan. Pour Podemos Madrid, la grève à lieu dans le contexte

de pré-campagne des primaires de mai visant à désigner les candidats sur la liste pour les élections autonomiques de 2019 ; cette grève se tient également quelques jours avant *En marcha,* atelier qui vise à la préparation du cycle électoral de 2019 sous l'égide de l'actuelle direction et dont nous avons parlé au chapitre trois. Or, dans cette lutte de positionnement sur le segment féministe, dont il transparait qu'il se profile déjà comme un enjeu électoral, le courant majoritaire est *outsider* au sein du parti, ce qui le motive peut-être à faire usage des groupements de base pour inverser le rapport de force.

En dépit de cette communication insistante de la direction, au sein du cercle territorial dans lequel nous enquêtons, la mobilisation du 8M n'occupe qu'un espace très limité dans les discussions de l'assemblée, elle est même parfois inexistante dans l'ordre du jour.

Dans le groupement, la personne *enlace de feminismo*, qui a sollicité son intégration au *Telegram* du groupement féministe du parti, transmet les directive, complétées par des informations privilégiées, glanées sur ce *telegram* : dès l'assemblée du 4 février 2018, la militante en charge de cette tâche indique au reste du groupe « l'importance de participer le 8M » et ajoute « il va y avoir un grand évènement, une fête avec des concerts le 11 février au Matadero. Si quelqu'une a envie d'y aller nous pouvons y aller ensemble. » L'information circule via les réseaux féministes du parti. Dans le compte rendu, la prise de parole est consignée comme une information proprement factuelle, aucune mention n'est faite ni du caractère festif de la rencontre ni de l'invitation que lance, à la volée, la militante également relais de la direction.

> « Féminisme : on rappelle (*se recuerda*) l'importance de la grève féministe du 8M et une journée de préparation prévue pour le 11 février. »

Le 11, aucune militante du cercle ne se rend sur place. Dans le quartier, la première assemblée du 8M se tient le lendemain dans un centre social autogéré, haut lieu de l'activisme libertaire situé à quelques rues de celui de Podemos. Aucune militante du cercle n'est présente, elles ne participent ensuite à aucune des assemblées suivantes, ni à aucune des actions militantes du « chemin vers la grève ». D'ailleurs, lors de l'assemblée ordinaire suivante du cercle, le 18 février, le sujet n'est même pas évoqué. Pourtant, les actions militantes dans le quartier se multiplient.

Ce n'est que lors de l'assemblée du 4 mars 2018, à quatre jours de la grève, que la mobilisation est à nouveau mise sur la table par la militante élue *enlace de feminismo.* La militante évoque, dans le point dédié aux *enlaces*, c'est-à-dire aux directives de la direction, cette antenne locale du 8M et le lieu de réunion. C'est alors qu'une seconde militante lui répond « j'imagine qui doit être dans cette assemblée et je ne me sens pas à l'aise avec l'idée d'y assister », à la suite de quoi un débat s'engage sur le tissu associatif féministe du quartier et la nécessité pour le cercle de s'impliquer, un débat qui se tient toujours en présence des relais de la direction, *enlaces*, permanents, élus de l'organigramme local ; à cette occasion, deux permanentes prennent la parole pour formuler des interventions qui encouragent à l'engagement. A nouveau, la mobilisation féministe ne fait pas exception à la tendance soulevée dans le troisième chapitre: le bon engagement consiste à investir le tissu contestataire. Dans le compte rendu de cette assemblée figure :

> « Féminisme : information et sollicitude de soutien à la grève féministe du 8M. Une proposition est formulée afin de réaliser une carte des collectifs féministes du quartier. »

Comme pour dévier l'attention du véritable écueil soulevé par l'injonction du parti à la multipositionnalité — à savoir, l'hostilité des relations entre l'antenne locale de Podemos et les collectifs du quartier — il est décidé d'entreprendre une action, peu coûteuse, censée satisfaire au moins partiellement la pétition partisane. Ils recourent à la création d'une tâche annexe censée démontrer l'intérêt et la bonne réception de la pétition venue d'en haut, sans pour autant remplir l'objectif qui leur est transmis. Le recensement n'a jamais été réalisé lors de notre enquête et le sujet plus jamais mis sur la table.

Nous avons constaté la fabrique du soutien au mouvement orchestrée par la direction du parti en faisant notamment usage des groupements de base. Néanmoins, la tentative échoue et aucune interaction ne se matérialise entre le cercle et l'antenne locale de la C8M dans lesquels nous enquêtons simultanément. Comment l'expliquer ? Dans la section suivante, nous retraçons les désajustements entre les registres de l'engagement militants et l'inégale répartition du capital militant des acteurs comme possible facteur de désunion. Nous insistons aussi sur l'histoire de la dégradation de ces relations pour laquelle les représentants de la direction dans les groupements de base jouent un rôle structurant.

3.2 Les écueils à la coopération : le désajustement militant des novices et le discours intra-partisan

« J'imagine qui doit être dans cette assemblée et je ne me sens pas à l'aise avec l'idée d'y assister » répond une militante 4 mars 2018 quand est à nouveau posée sur la table la nécessité d'investir l'espace contestataire. Cette sentence s'inscrit parmi les expériences malheureuses de la militante auprès des collectifs du quartier. Elle est aussi révélatrice d'une représentation de l'hostilité de ces collectifs envers Podemos, faite d'évènement clés et de récits diffus, elle circule dans le cercle, est aussi alimentée et exploitée par les représentants de la direction. Ces éléments ont favorisé l'étanchéité de la frontière entre le cercle et les collectifs contestataires locaux.

La trajectoire de la militante qui refuse de se rendre au local de l'antenne local du 8M est exemplaire de ce choc des logiques d'engagement et des registres légitimes du militantisme qui produisent la méfiance entre parti et mouvement. De surcroît, le rôle qu'elle occupe dans le groupement militant éclaire les mécanismes par lesquels le reste du groupe endosse avec elle la méfiance envers les collectifs contestataires.

Laura est enseignante, elle a 37 ans lors de notre entretien, célibataire et sans enfant. Primo-entrante dans le militantisme partisan, elle se définit comme une « modeste militante du quartier et des choses du quotidien ». Avant Podemos, elle multiplie les actions de bénévolat, la plus longue – environ une année- dans une association qui assiste des personnes étrangères récemment arrivées sur le sol espagnol dans leurs démarches administratives. Elle veut « aider », mais n'est pas nécessairement constante dans ses engagement, touche-à-tout, elle s'implique un temps, s'en va à bas bruit : militante discrète et enthousiaste, elle s'engage là où elle dit « se sentir à l'aise ». Dès son arrivée dans le quartier début 2014, elle participe aux manifestations culturelles locales, se rend aux réunions des collectifs du quartier, prépare des évènements destinés à solidariser les habitants du quartier.

En dépit de ces différents engagements, le volume de capital militant qu'elle a accumulé reste relativement faible, principalement structuré autour de la conversion de savoir-faire dérivés de son capital culturel et de son univers professionnel. Dans les associations du quartier, elle participe surtout à la préparation d'évènements festifs, mobilisant pour cela des savoir-faire

relativement similaires à ceux requis pour organiser les kermesses qu'elle assume en tant qu'enseignante. Dans l'association d'assistance aux personnes récemment arrivées en territoire espagnol, elle s'occupe principalement de remplir des dossiers administratifs, des documents certes spécifiques, mais notre enquêtée est familière avec les procédures administratives toujours plus denses de la fonction publique.

A son arrivée à Podemos, Laura a ainsi entamé un parcours militant de type associatif, mais la structure de son capital militant est très spécifique. Primo-entrante dans le champ partisan, elle relate son engagement à Podemos sous la forme d'une entrée accidentelle :

> « Le meilleur ami de mon meilleur ami était de Podemos, à Malaga, il avait fait la campagne des européennes. Et mon ami me téléphone, il me dit que ce garçon vient à Madrid pour aller à une réunion de Podemos, en réalité c'était pour aller à Vistalegre, et il me demande si je peux l'héberger. Je lui ai dit « bien sûr », et donc, ce garçon, en arrivant, il me dit qu'il y a encore des places, il me propose d'y aller avec lui si ça m'intéresse, qu'il va y avoir beaucoup de monde. Bon, moi je lui dis pourquoi pas (rire) et c'est comme ça que j'ai atterri à Podemos. » [138]

Elle indique ensuite s'être rendue aux assemblées du cercle de son quartier et avoir rencontré des « gens très accueillants », bientôt devenus des « amis ». Si on s'en tient à son récit, elle s'engage à Podemos comme elle aurait pu s'engager en faveur d'autres sigles, partisans ou non, si tant est que la convivialité et les idées défendues soient au rendez-vous. En 2016, elle sympathise avec un collectif qui lutte contre la reconversion d'un vieil immeuble en un hôtel « gigantesque » et promu par une firme internationale du tourisme sur la principale place du quartier.

> Laura : « Quand nous avons su qu'un hôtel allait se construire dans le quartier, dans le cercle, nous en parlions beaucoup. Je ne sais plus qui a fini par savoir qu'une plateforme, enfin, un collectif existait, qui se réunissait sur la place du quartier le lundi à 19h, donc moi j'ai dit « j'y vais » (…). Mais, dans l'histoire de l'hôtel, la mairie intervient et il ne se passe rien. En réalité, ce qu'il s'est passé, parce qu'ensuite le groupe municipaliste nous a expliqué, donc j'ai compris, c'est que Carmena a hérité de ce dossier, c'était un immeuble qui avait été cédé, nous ne pouvions rien faire, la mairie actuelle, celle de Ahora Madrid, qui est donc de Podemos, ne pouvait rien faire. Et donc moi, avant de savoir ça, je me suis trouvée dans cette assemblée avec des personnes qui n'ont pas arrêté de critiquer la mairie, ils ont même collé des affiches dans le quartier avec le nom du conseiller municipal d'urbanisme et écrit « *wanted* », comme s'ils voulaient l'arrêter. Moi je n'ai pas été

[138] Entretien réalisé avec Laura, le 2 mai 2017.

d'accord avec ça, je trouvais que ça n'était pas la bonne stratégie, je leur ai dit et je leur ai dit aussi que j'étais de Podemos. Et là, ça a été très, très dur pour moi. La réalité c'est que j'ai rarement vu une agressivité à ce point irrationnelle contre moi, je ne pouvais rien dire, je me suis trouvée seule avec tout le groupe contre moi comme ça soudainement. Je voulais seulement aider et ils m'ont fait sentir que j'étais la pire personne au monde. Ça a été très dur.

Marie : Qu'est-ce qu'il s'est passé après ?

Laura : Eh bien, je me suis levée et je suis partie. »[139]

Ce que la militante perçoit comme le fait de se rendre à une assemblée sur la place publique de son quartier est perçu par le reste du groupe comme la transgression de la frontière entre parti et mouvement. De surcroît, la militante fait valoir une position critique sur le répertoire d'actions, ce qui est reçu comme la défense de son parti politique, contre la cause. Suivant l'expression de Eric Agrikoliansky, qui parle de « grille de classification et d'évaluation de la réalité qui oppose une action politique « noble » à une forme stigmatisée d'engagement, associée à la conquête et à l'exercice du pouvoir » (2001, p. 32), Laura est évaluée puis classée du mauvais côté de la barrière par ces activistes. Le désajustement de cette militante aux normes incorporées par ces activistes la conduit à une forme d'incompréhension, elle parle d'une « agressivité irrationnelle » qu'elle met en sens *a posteriori*, quand le reste du groupe l'informe de l'implication de la mairie. Du même coup, elle incorpore sa logique d'engagement partisane, justifie l'inaction de la mairie, ce qui la conduit à confirmer sa critique au collectif contestataire. Il n'en reste pas moins que cet engagement raté fait d'un sentiment d'exclusion où les attentes sont décalées avec l'expérience vécue nourrit chez la militante une forme d'amertume qui la conduit à déserter les collectifs contestataires du quartier, un processus déjà connu comme l'un ressort du désengagement (Broqua & Fillieule, 2005).

Dans le cercle, Laura occupe un rôle particulier, à la fois militante historique puisqu'impliquée depuis 2014 et l'un des pivots de la camaraderie. Sur *Telegram*, elle relaie presque quotidiennement les appels à des rassemblements divers et variés, elle est de toutes les listes de diffusion, c'est souvent son enthousiasme contagieux et son insistance bienveillante qui conduisent plusieurs membres du cercle à engranger la motivation d'aller manifester. C'est le cas le 3 avril 2017, journée de lutte contre l'exil fiscal, où un rassemblement très modeste se

[139] Entretien réalisé avec Laura, le 2 mai 2017.

tient à Callao ; une nouvelle fois, c'est elle qui a préparé l'affiche- souvent, elle fait des pancartes chez elle, pour tout le groupe- ils sont cinq du cercle à avoir répondu à son appel.

Tout au long de l'année 2017, elle dédie toutes ses forces à la campagne contre le traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada qui la scandalise après qu'elle a vu un reportage à la télévision. Elle se rend le plus souvent seule aux assemblées qui se tiennent dans les locaux de ATTAC, elle fait des pancartes à son domicile après le travail qu'elle ramène au local de Podemos le jour des assemblées et invite à ces occasions le reste des participants à venir aux manifestations prévues ; souvent, ils sont plusieurs à la suivre. Si elle garde ses distances avec les collectifs contestataires du quartier, elle n'hésite donc pas à franchir la porte d'autres organisations, comme cette plateforme d'associations contre le traité de libre-échange Europe/Canada.

> « Alors (*élève le ton, puis silence*). La première assemblée [contre le CETA] a été un peu abrupte, parce que, évidemment, je venais de Podemos et comme Podemos est un parti politique je n'ai pas été très bien reçue. Une dame que je n'avais jamais vu de ma vie a commencé à me parler de la dernière décision de Pablo Iglesias. Et j'ai regardé la dame en lui disant (rire) « moi je m'appelle Laura, je ne suis pas Pablo Iglesias, et ce n'est pas parce que je suis à Podemos que je suis d'accord avec tout ce que dit ou fait Pablo Iglesias ». Parce qu'il faut bien le dire, elle était très agressive, elle voulait absolument me transmettre son mécontentement, comme si elle avait en face d'elle l'assistante personnelle de Pablo Iglesias. Et donc, je lui ai dit « ça ne sert à rien que tu me le dises à moi parce que, si tu veux, nous pouvons parler de Pablo Iglesias, mais je ne le connais pas personnellement et ce n'est pas le sujet de cette assemblée, nous n'allons pas débattre de Podemos, mais ton « agressivité » *(dit entre comillas*) envers moi n'est pas justifiée, tu ne me connais pas, tu ne sais pas ce que je pense, ce n'est pas parce que je suis à Podemos que je suis d'accord avec tout ce que fait Podemos. »[140]

Dans cette seconde séquence, elle est aussi identifiée à Podemos, devient suspecte et réceptacle d'invectives. Mais elle a fait l'apprentissage des normes contestataire et perçoit avec acuité ce qui est en train de se jouer lors de cette interaction, à la différence du premier cas qui la laisse alors sans voix et sans défense. Elle désamorce le conflit en se désolidarisant de la direction du parti. La militante a la responsabilité de se défaire de l'identification qui lui est

[140] Entretien réalisé avec Laura, le 2 mai 2017

imposé par l'activiste au cours de l'interaction pour se légitimer sous les yeux du reste du groupe observateur. C'est cette même injonction qui est très présente dans la C8M.

Nous avons observé ces séquences de tension entre les groupements locaux de Podemos et les activistes de collectifs contestataires au cours de notre enquête. Elles ont notamment été très fortes au printemps 2017, lors de la campagne de protestation contre la gentrification du centre de la capitale. Le segment contestataire est alors doublement disputé : entre les différentes composantes de Ahora Madrid, entre Ahora Madrid et les collectifs restés en dehors de la coalition municipale. Sous l'impulsion de la direction locale de Podemos, les militants sont enjoints à participer aux protestations en s'insérant dans les espaces de coordination de la campagne. En juin 2017, trois militants se rendent donc à une assemblée de quartier. A cette occasion, ils font l'objet d'invectives de la part d'activistes qui demandent des comptes à la mairie et récuse la participation des partis politiques à la campagne contestataires. Après l'assemblée, les trois militants échangent leurs impressions, ils stigmatisent l'ensemble du groupe, décident de ne pas investir cet espace et transmettent à l'ensemble du cercle un compte rendu lapidaire.

Outre ces séquences spécifiques, la perception négative des collectifs du quartier s'exprime aussi de manière beaucoup plus diffuse, alimentée par des évènement clés d'expériences plurielles, individuelles ou collectives et surtout alimentée et exploitée par les relais de la direction dans le parti. Elle construit bientôt une représentation stéréotypée de ces collectifs.

Nous avons retrouvé cette perception négative chez d'autres militants, une lecture donc toujours *a posteriori* faite par ceux qui sont désormais des militants de Podemos. Déjà, dans les chapitres antérieurs, nous avions par exemple relaté la perception très négative de l'assemblée de quartier du 15M dont nous avait fait part un militant d'alors, devenu permanent à Podemos. Il narrait ce qu'il perçoit comme un climat d'intolérance au dissensus, une fermeture de l'espace sur lui-même empêchant l'incorporation de nouveaux membres dans des réunions sans fin et aux objectifs mal définis. Nous avons également relaté les multiples expériences de rejet dont estime avoir fait l'objet une militante, qui collabore ensuite avec le secrétariat aux mouvements sociaux du parti, et qu'elle impute à son esthétique désajustée avec celle des activistes qui la considéreraient comme une « bourgeoise ». Ces expériences négatives sont alors aussi un moteur de l'engagement à Podemos, considéré comme différent.

Ces expériences relatées en entretien ne sont aucunement secrètes : nous les avons entendues à de multiples reprises dans des discussions informelles qu'ont eu ces deux personnes avec d'autres militants du cercle.

Sur ce terreau fait d'expériences plurielles, cette perception négative se propage sous la forme d'un préjugé envers le tissu contestataire local qui serait fait de militants à longue trajectoire, des professionnels de la contestation, dont le trait discriminant se situerait entre l'intolérance et l'hostilité envers l'extérieur, se dédiant à la tenue d'assemblées sans fin en faveur d'objectifs mal définis.

Et cette vision stéréotypée est aussi largement alimentée et exploitée par les relais de la direction du parti dans les cercles. C'est le registre du dénigrement qui prévaut, principalement décliné sous la forme du mépris qu'ils propagent par des expressions toutes faites, la plus paradigmatique que nous ayons entendues étant celle des « *cuatro gatos* ». Elle vise à signifier le faible nombre de participants et par extension, dans ce contexte, leur caractère insignifiant : elle apparaît par exemple après l'assemblée du 24 juin 2017, « ça ne sert à rien d'y aller, ce sont *cuatro gatos* réunis en assemblée » ou lors de notre entretien avec le permanent cité dans le chapitre précédent, à propos d'un manifeste concernant le municipalisme duquel est exclu Podemos. Pour parler des signataires il dit : « ces collectifs, ils ne sont pas vingt, ce sont *cuatro gatos* d'accord »[141]. En entretien, une autre permanente dit :

> « Ecoute, la relation que doit avoir Podemos avec les mouvements sociaux, c'est une question très importante. Mais je vais te dire une chose, il ne faut pas confondre les choses et tergiverser la réalité. Le mouvement social, ce ne sont pas les *cuatro gatos* qui se réunissent à la Tabacalera. Ça, ce n'est pas le « mouvement social », comme ils disent, c'est un petit collectif de gens qui sont toujours là et qui se dédient à faire beaucoup de bruit mais qui ne représentent qu'eux-mêmes. »[142]

Le stéréotype se cristallise aussi dans des lieux physiquement observables, principalement les centres sociaux autogérés du quartier qui sont régulièrement moqués ou servent de métonymie. Les slogans de ces collectifs sont également détournés pour en faire des stigmates : « ceux de Vallekas avec un K »[143]. Ces « *cuatro gatos* » recomposeraient alors aussi sans cesse de nouveaux collectifs, néanmoins toujours autour des mêmes individus et dans les mêmes

[141] Entretien réalisé avec Julio, le 17 mai 2017.
[142] Entretien réalisé avec Julia, le 6 septembre 2018.
[143] Entretien réalisé avec Deborah, le 10 mai 2017

lieux. Ces recompositions incessantes sont exprimées parfois de manière sarcastique, comme pour accréditer ce haut niveau de conflictualité qui les caractériseraient :

> « Alors, il faut préciser que ce collectif [contre la construction d'un hôtel] venait d'un autre collectif, qui s'appelle le « réseau du quartier », et le « réseau du quartier » ce sont vraiment les héritiers du 15M dans le quartier. (silence). Non, en réalité, ce n'est pas ça, si je me rappelle bien, il me semble qu'ils avaient eu une scission dans cette assemblée du 15M et donc qu'un groupe s'appelait « assemblée du quartier » et l'autre « réseau du quartier ». (silence et souffle). Je sais, c'est compliqué, c'est qu'ils sont compliqués (rire). »[144]

L'hostilité opère en retour également dans les assemblées du 8M où la distinction des partis politiques est un élément essentiel de la construction de la « groupalité » (Brubaker, 2001) mais aussi, dans une certaine mesure, de la crédibilité des entrepreneuses de cause qui se doivent d'éviter le scénario du stigmate socialiste. C'est cet aspect qui semble opérer le 12 février, lors de la première assemblée locale de la C8M dans le quartier, où deux des promotrices du mouvement sont présentes.

> 12 février 2018. Centre social autogéré. Première réunion en vue de former l'antenne locale du 8M, à l'initiative d'un collectif féministe « réseau des habitantes » du quartier. 24 femmes présentes. Présentation de chacune avant le début de l'assemblée : âge, engagements parallèles, temps disponible : aucune militante de parti politique, mosaïque des collectifs contestataires existants dans le quartier.
>
> Les deux membres du groupe promoteur de la C8M prennent la parole, elles sont habituellement membre du collectif local à l'initiative de la création de cette antenne. Déclarent être venues pour « soutenir (*apoyar*) cette première assemblée ». Présentent les modalités de la grève et les enjeux, annoncent le calendrier. Explique ensuite les principes du mouvement « si quelqu'une ici veut débattre de la prostitution ou de la gestation pour autrui elle s'est trompée d'endroit et ne le traitera pas pendant cette grève. Il faut se concentrer sur le commun. Les syndicats ont légalisé la grève, ils jouent un rôle, mais ils demandent d'autres choses que le mouvement féministe, nous le respectons ». Silence dans la salle. Ajoute. « Si quelqu'une est militante d'un parti, c'est très bien pour elle, je me réjouis pour elle (*rire*), mais si elle veut visibiliser un parti elle s'est trompée d'endroit (geste applaudissement). La Commission n'assume les positions politiques d'aucun parti, ici on participe à titre individuel ». La militante rit « bon, je crois que nous sommes toutes d'accord et qu'ici ce problème ne se posera pas » (geste d'applaudissement).

[144] Entretien réalisé avec Laura, le 2 mai 2017.

Les femmes militantes de parti politique, dont celles de Podemos, ont déserté à l'avance cet espace contestataire. Cet état de fait ne semble pas vraiment inquiéter ces activistes qui, au contraire, apparaissent s'en féliciter, nous confirmant la réciprocité de la méfiance qui caractérise en l'occurrence la relation parti/mouvement.

Dans cette section, nous avons posé la focale sur les rapports entre parti et mouvement au niveau local. La communication vers les groupements locaux, qu'il s'agisse de directives émises par écrit ou transmises par les relais des cercles, permettent de constater l'ambivalence et l'ambiguïté des injonctions formulées. Cette dynamique participe d'une dégradation des relations entre la direction et les groupements de base qui résistent à ces injonctions. De plus, nous avons souligné comment opère, chez des militants peu expérimentés, voire novices, un désajustement avec une logique d'engagement contestataire dont ils transgressent les codes. Amalgame d'expériences négatives et de récits diffus, la représentation négative des collectifs contestataires conduit les militantes à refuser de participer à l'antenne locale de la C8M, une désertion dont se satisfont par ailleurs les activistes. Cette configuration, dans laquelle les acteurs dressent des frontières entre « eux » et « nous », accrédite la distinction entre espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2012) et champ politique : les rapports entre parti et mouvement sont teintés de méfiance, les engagements relèvent de logiques différenciées et parfois mutuellement exclusives.

C'est une configuration des relations parti/mouvement très différente que nous avons constaté lors de notre enquête parallèle auprès des militantes du groupement féministe de Podemos. Ayant constaté leur multipositionnalité à tous les échelons du mouvement, nous nous sommes demandée quels sont les ressorts de ce lien étroit et en quoi cet engagement contestataire influence la logique de leur engagement dans le parti.

4. Des enjeux de la multipositionnalité dans le parti et le mouvement : le cas du cercle sectoriel féministe régional de Podemos

Dans la première section de ce chapitre, nous avons mis en évidence les liens privilégiés entretenu par la mouvance Anticapitalistas de Podemos avec la C8M et avons souligné que la

plupart des militantes du cercle sectoriel féministe régional de Podemos sont également issues de cette mouvance. A première vue, il ne semble ainsi pas surprenant d'observer la multipositionnalité de ces militantes. Mais, dans la section deux, nous avons relevé que les militantes des autres secteurs de Podemos, quant à elles, font l'objet d'une méfiance, voire d'une hostilité par les activistes du mouvement. Or, dans le cercle sectoriel régional féministe, toutes les militantes ne sont pas issues de Anticapitalistas. Pourtant, toutes sont multi positionnées. La trajectoire à IA ne suffit par conséquent pas à expliquer la multipositionnalité et nous sommes encouragées à explorer les enjeux spécifiques que celle-ci soulève au sein du parti. Dans cette dernière section, nous posons la focale sur le cercle sectoriel régional féministe de Podemos à Madrid.

Après la rencontre nationale d'Elche, en septembre 2017, les entrepreneuses de la grève activent les réseaux militants en vue de la mise en mouvement. Très insérées dans le tissu féministe madrilène et pour certaines également issues de Izquierda Anticapitalista, plusieurs militantes du cercle sectoriel féministe de Podemos Madrid sont présentes lors de cette rencontre. Le 30 octobre 2017, trois mois avant l'annonce de la journée de mobilisation, l'une de ces militantes multi-positionnées fait sien cet appel et le relaie sur le *Telegram* du cercle.

> « Cinq groupes vont bientôt être créés au niveau national. Ce serait très bien que Madrid soit présente dans tous ces groupes, je vous les décris, faites-les passer, pensez où vous voulez vous inscrire :
>
> Groupe pour réaliser un logo et une affiche commune
>
> Groupe pour décider ensemble (*consensuar*) un manifeste, une note de presse pour le lancement de la convocation de la grève du 8M
>
> Groupe de diffusion, page web et établir une date pour la convocation de la grève
>
> Groupe étudiant qui se coordonne à travers une page facebook
>
> Groupe qui organisera la rencontre de Zaragoza les 13 et 14 janvier, contenu de la rencontre.
>
> Ils n'ont pas encore été lancé. Quand ce sera le cas je vous avertirai. »

Les militantes du cercle sectoriel féministe de Podemos dans la communauté de Madrid[145] investissent tous les échelons du mouvement, elles participent, elles aussi, à façonner la mobilisation : groupes de travail et rencontres au niveau national, assemblées et groupes de travail de la C8M dans la communauté autonome, assemblées au sein de leurs quartiers.

Ces militantes féministes sont un exemple de la multipositionnalité entre deux pôles, partisan et contestataire, de l'espace de la cause des femmes (Bereni, 2012). Cette configuration particulière tend-t-elle à resserrer les liens parti/mouvement ? Nous avançons que la spécificité féministe, ressort d'un engagement imprégné de logique contestataire, infirme l'hypothèse d'un tel resserrement. En premier lieu, nous revenons sur les éléments constitutifs de cette spécificité féministe, qui accrédite un continuum entre les activistes de la C8M et ces militantes multipositionnées à Podemos. Situées à la marge de leur parti, les militantes féministes entretiennent un rapport principalement fait de méfiance avec leur formation. En second lieu, nous décrivons la manière dont ces militantes ajustent à leur spécificité féministe les modalités légitimes du militantisme à Podemos et les instruments partisans au profit d'un agenda interne de « dépatriarcalisation ».

4.1 « *Ponerse las gafas moradas* » : la spécificité féministe

> « Une fois que tu as acquis la perspective féministe, que tu as mis tes lunettes violettes, tu perçois tout avec ce filtre. Les lunettes violettes, c'est le fait de tout voir à l'aune de la matrice patriarcale. Ce que te permet la perspective féministe, c'est être constamment en alerte. Le patriarcat est partout et à tous les niveaux. »[146]

« Les lunettes violettes » sont un exemple de la circulation des discours entre pôles de l'espace de la cause des femmes (Bereni, 2012). Métaphore suivant laquelle le féminisme est un prisme

[145] Précisons que la mouvance féministe à Podemos n'est pas réductible à ce cercle. Lors de notre enquête, elle se décompose principalement en deux espaces, le cercle sectoriel féministe régional de Madrid et le cercle sectoriel féministe national, ce dernier se réunit périodiquement grâce aux outils numériques. La composition militante des deux cercles s'homogénéise progressivement autour du clivage de l'abolition-règlementation de la prostitution qui structure un rapport de force entre les deux entités. Nous n'avons observé de rapprochement entre ces deux espaces qu'en une occasion au cours de notre enquête : certaines militantes du cercle national se sont solidarisées avec celles de Madrid alors qu'elles ont entamé une campagne de protestation à l'occasion d'un processus de primaire interne.

[146] Entretien réalisé avec Alba, le 11 septembre 2018.

au travers duquel est appréhendé la réalité sociale, l'expression est également très populaire chez les activistes du mouvement :

> « Le féminisme, évidemment c'est l'égalité entre les femmes et les hommes, mais d'une certaine façon c'est plus que ça, c'est une manière de voir les choses. Quand tu mets les lunettes violettes, tu perçois le monde différemment et tu te rends compte que le patriarcat traverse tout. »[147]

L'expression « lunettes violettes » témoigne conjointement des cadres cognitifs et des pratiques, y compris discursives, qui solidarisent ces militantes. Ces éléments forgent la spécificité féministe et transcendent la frontière entre parti et mouvement. A Podemos, les militantes emploient ainsi par exemple les mêmes néologismes que dans le mouvement (*la presidenta*, *la portavoza*, *la referenta, la miembra*) et font usage du même système de valeur, principalement articulé autour des principes de *cuidados*, de sororité, d'autonomie. Ces principes sont brandis conjointement pour justifier des pratiques et dénoncer les conduites. En novembre 2017, deux militantes du cercle rédigent un premier guide de bonnes pratiques sous l'égide des *cuidados* et de la sororité :

> « Les objectifs recherchés par ces trois propositions [d'organisation] reliées entre elles sont : une meilleure intercommunication entre tous les espaces de travail, qui favorise l'agilité et le fonctionnement du cercle ; la décentralisation du travail et la répartition des responsabilités entre plus de personnes, pour pas imposer trop de charges et de tâches à quiconque ; *cuidados* entre nous en promouvant la conciliation et la sororité. »

Le 7 mai 2018, deux militantes se disputent sur le *Telegram* du cercle, elles font usage de ces principes pour se disqualifier mutuellement :

> Militante 1 : « J'ai émis mon opinion. Pas toi. C'est toi qui me manques de respect. Cesse de vouloir me silencier au motif que ce que je dis ne te plais pas. Ca n'est pas très féministe comme attitude. Merci. »
>
> Militante 2 : « Tu démontres ta sororité à chaque mot. Arrête de lancer des piques et de mettre une mauvaise ambiance. »

[147] Entretien réalisé avec Eva, le 11 septembre 2018.

Ce système de valeur duquel émanent des normes de conduite sert à encadrer et à recadrer les interactions, comme nous le constatons respectivement avec les deux fragments. Il opère à la fois dans le parti et dans le mouvement, signe de l'espace de la cause des femmes (Bereni, 2012)

La spécificité féministe, qui constitue également une preuve de leur proximité au mouvement, les distingue par ricochet au sein du parti. C'est une distinction qu'elles entretiennent, notamment en opérant explicitement une hiérarchisation des engagements par laquelle leur allégeance envers le féminisme, et par extension envers le mouvement, prime sur leur adhésion au parti. Elle ne constitue pas seulement une présentation de soi explicitée à l'enquêtrice en situation d'entretien, elle est aussi répétée devant le groupe quand il s'agit de se positionner sur des enjeux intra-partisans :

> Assemblée ordinaire du cercle féministe, 19 mai 2018. 15 militantes + l'enfant de l'une d'elles.
>
> Dernier point de l'ODJ. « Varios ». Débat sur la configuration de la future campagne électorale : position du cercle, programme. Prises de paroles successives :
>
> Militante 1 : « D'abord je suis féministe. Ensuite je suis d'un parti. (…) Je suis à Podemos parce qu'il y a un groupe de féministes qui veut changer les choses. »
>
> Militante 2 : « Il nous faut toujours nous rappeler que comme féministe nous avons des objectifs politiques. »

La spécificité féministe est un registre militant contestataire, il conditionne un rapport méfiant envers le parti, une perception très similaire à celle des activistes non multipositionnées.

Nora[148] : « ne jamais mettre en avant l'intérêt personnel ou celui d'une organisation en particulier, ce qui compte, c'est l'intérêt commun du féminisme ».

Nora est originaire de Madrid, sa famille de Tolède. Retraitée, elle s'est dédiée à prendre soin de ses enfants, elle a enchaîné périodiquement les petits boulots, elle est aujourd'hui divorcée et vit seule. Elle participe activement au cercle II depuis sa création en 2014 et parallèlement au cercle sectoriel féministe. Avant la création de Podemos, elle est membre de plusieurs associations de femmes implantées localement. Elle s'y sent à l'aise pour « faire des activités et se faire des amies », non pas nécessairement pour porter des revendications proprement politiques. Elle vote le plus souvent pour IU, sporadiquement pour PSOE. Comme elle l'indique, « j'aimais bien me tenir au courant de ce qui se

[148] Entretien réalisé avec Nora, le 10 septembre 2018.

passait dans les mouvements sociaux, mais je ne faisais pas partie de ces personnes qui participaient réellement ». Elle assiste bien à plusieurs réunions de Izquierda Unida et prend même sa carte un temps ; sa trajectoire de sortie, ou plutôt d'entrée ratée à IU, est déterminante dans l'ajustement de sa politisation vers le féminisme. Elle se sent marginalisée et donne bientôt un sens politique à cette perception : « aux réunions je voyais toujours que les femmes… c'était toujours comme s'ils ne nous laissaient pas [parler], ils me coupaient tout le temps, personne ne m'écoutait en réalité. Et tu vois, pour les femmes, le programme, ils disent oui, pour les femmes, ça oui, mais après, non, parce qu'il y a toujours quelque chose qui passe devant, donc sur le papier oui, mais après rien. » La marginalisation n'est pas individuelle, mais collective, elle questionne les distorsions de genre qui opèrent y compris dans l'élaboration des programmes, elle repère une hiérarchisation des revendications.

Nora participe à plusieurs manifestations contre l'austérité, mais ne se rend que sporadiquement à l'assemblée de la Puerta del Sol, « je ne me suis pas intégrée, je suis juste venue pour voir, comme une spectatrice, juste pour voir. (…) Les gens venaient et partaient, c'est vrai que c'était très ouvert, c'est avec tout ça que j'ai commencé à me rendre compte que j'aimerais bien participer d'une manière ou d'une autre ». Quand le cercle de Podemos se créé dans sa ville, elle est disponible et veut participer en politique, que ce soit « facile » est le déclencheur : « les cercles c'était une voie facile, c'était en train de se faire, tout le monde pouvait venir, participer à quelque chose, au début j'écoutais juste, peu à peu j'ai plus participé, je me suis intégrée ». « Facile » signifie alors qu'il n'y ait à l'entrée ni barrière formelle ni symbolique : il n'y a pas de cotisation préalable et le collectif est en train de se former, rien n'est encore défini, il n'y a, selon elle, ni inertie ni normes qu'il faudrait maîtriser ou auxquelles se conformer. Lorsqu'elle entend parler du cercle sectoriel féministe, c'est pour elle l'évidence. Elle rencontre d'autres militantes « de tous les âges », est séduite par cette diversité générationnelle. Elle participe bientôt également aux collectifs pour les droits des femmes présents dans sa ville, puis à la Comisión 8M dès 2017. Elle considère que « il ne faut pas faire un parti qui se dise féministe, il faut faire un parti féministe », elle s'investit très fortement dans le processus de constitution d'une liste féministe aux primaires destinée à confronter la direction à ses manquements en matière de féminisme. L'échec de la liste la renforce dans le sentiment de méfiance qu'elle entretient avec Podemos : quelques mois plus tard, alors qu'elle participe à un atelier organisé dans son cercle territorial en vue de préparer les élections municipales, elle refuse d'être la courroie de transmission entre son parti et les collectifs féministes locaux, elle n'hésite d'ailleurs pas à faire part de leur hostilité envers Podemos.

Nora aspire à « une démocratie plus participative, plus égalitaire, plus équitable et plus juste, que nos revendications comme femmes soient transposées à toute la société, pour qu'il y ait une égalité générale ». Elle conjugue tous ces engagements grâce à une maxime qu'elle répète souvent comme un mantra

lors des assemblées : « ne jamais mettre en avant l'intérêt personnel ou celui d'une organisation en particulier, ce qui compte, c'est l'intérêt commun du féminisme. »

Lucie Bargel a mis en exergue que le label féministe arboré par les partis politiques cache parfois une réalité plus floue concernant les dynamiques genrées à l'œuvre au sein des organisations (Bargel, 2005). Podemos n'échappe pas à cette constatation :

> Cercle III, local de Podemos, Grenade, 10 janvier 2019. 18h00. 23 hommes et 7 femmes présentes.
>
> « La secrétaire locale modère l'assemblée. Un militant d'une soixantaine d'année intervient, la modératrice l'interrompt, lui explique que l'intervention est trop longue. Il répond « d'accord ma petite, laisse-moi terminer ». Silence dans la salle. La modératrice lui explique qu'il s'agit d'une expression « machiste ». Il dit, agressif : « ah, ça aussi c'est du machisme ? Désolé, ça va trop loin pour moi, je parle ici comme je parle chez moi ». La modératrice répond : « la prochaine fois, tu modères toi-même », elle hausse le ton. Il réplique « eh bien ça me semble très bien, ça me semble le mieux ! » »

Si nos enquêtées de la C8M considèrent sans ambages que Podemos n'est pas un parti féministe, c'est aussi le cas des militantes du cercle féministe. Toutefois, là où les premières infèrent la nécessité de garder leurs distances, les militantes du cercle féministe y voient un argument justificatif de leur engagement à Podemos.

Nos entretiens n'ont pas mis en évidence de différences significatives dans le parcours militant entre activistes contestataires de la C8M et militantes du cercle sectoriel féministe de Podemos. Si certaines parmi ces dernières ont effectivement un engagement préalable à Izquierda Unida, la plupart présentent des trajectoires dans des collectifs de la mouvance libertaire, un point commun avec nos enquêtées activistes de la C8M, ne nous permettant donc pas d'expliquer la propension à l'engagement partisan par la seule variable dispositionnelle resserrée sur le parcours militant. Ce dont notre enquête témoigne est que ces militantes multipositionnées, indépendamment de leurs trajectoires antérieures, partagent avec le reste des membres du parti les deux dénominateurs communs aux membres de Podemos mis en évidence dans le second chapitre : la croyance dans les institutions et en la capacité de Podemos à remporter la compétition électorale d'un côté, le ressentiment envers le PSOE de l'autre côté (dont nous avons souligné dans la première section qu'il opère aussi dans le mouvement contestataire).

Mais cette logique partisane dont elles s'imprègnent est toujours ajustée à la spécificité féministe.

> « Au début je n'étais pas très convaincue par Podemos, je me disais, « au final, tu fais partie de l'Etat, non ? » Il faut dire que moi j'étais dans des groupes genre anarchiste (*rollo anarquista*). Bon, tu sais comment ça se passe, tout le monde se connait un peu (*rire*), donc j'ai su qu'un groupe de féministes allait se monter à Podemos. Mais il faut aussi comprendre ce que signifiait Podemos à ce moment-là [en 2014] et un peu en parlant avec les *compañeras* qui étaient là et qui venaient un peu des mêmes endroits, je me suis rendue compte que c'était la solution. Parce que comme ça, tu comprends, si nous étions beaucoup à nous rassembler et que nous arrivions à rentrer toutes dans une institution, si nous prenions le pouvoir, nous aurions la capacité de faire tomber le patriarcat par le haut. »[149]

En plus de dessiner un objectif premier à cet engagement partisan, qui est en accord avec la vocation de « faire tomber le patriarcat par le haut », ce fragment abonde plutôt vers l'importance des réseaux comme facteur explicatif de l'entrée à Podemos. Déjà, dans le chapitre deux, nous avons mis en exergue comment un réseau constitué au sein de Izquierda Unida à Madrid et articulé autour d'une personnalité respectée par le groupe a été décisif dans l'entrée collective de certains de nos enquêtés à Podemos, communistes de longue date et initialement réticents face à cette formation nouvelle venue concurrencer leur organisation. Ce même schéma semble avoir opéré pour cette militante féministe : elle s'identifie à une mouvance libertaire, est initialement réticente à s'engager à Podemos, elle se décide lors d'interactions avec des militantes de son réseau à qui elle reconnait une forme de légitimité et qui l'encouragent à se repositionner. Ce fragment accrédite également l'idée de réseaux d'interconnaissance préconstitués agissant au sein du parti, se chevauchant parfois avec la constitution de courants ou formant des ponts entre eux.

Il n'en reste pas moins que l'imprégnation de la logique partisane, même ajustée à la spécificité féministe, se heurte au registre contestataire de leur engagement qui sous-tend la méfiance envers le parti politique :

> 15 juin 2018. 18h30. Assemblée ordinaire du cercle féministe, Madrid, la Morada. 13 militantes. La Secrétaire Générale régionale du Secrétariat au féminisme de Podemos Madrid est la première à

[149] Entretien réalisé avec Alba, le 11 septembre 2018.

> prendre la parole : « Moi je suis totalement anti-PSOE mais pour ce qui est du féminisme je crois qu'ils ont fait plus que ce que n'a jamais fait Podemos ! » (elle s'exclame) « Rappelez-vous que nous n'avons même pas encore normalisé la parité dans les meetings ! » Elle ajoute que « Podemos doit marquer l'agenda avec le féminisme, et l'argumentaire du 8M est parfait pour nous, il faut le reprendre, parce que c'est un argumentaire anticapitaliste et nous avons une fenêtre d'opportunité contre PSOE parce que jamais ils ne reprendront des propositions de ce type. Tout le monde verra que le PSOE est néolibéral. » Une seconde militante prend la parole : « ils se sont tous positionnés sous la pression de la rue. C'est très bien pour nous [les féministes, *nosotras*]. Evidemment je ne crois pas aux positions féministes du PSOE, c'est le centre droit, la gauche à droite (*rire*). Podemos a une possibilité ; mais attention, comme l'a bien dit [la Secrétaire], nous ne devons pas oublier qu'en tant que féministes nous voyons un grand problème au sein du parti ». Geste d'applaudissement et d'approbation du reste des militantes. Une troisième militante, insérée dans le groupe promoteur de la Comisión 8M de Madrid dit : « il faut travailler main dans la main avec le mouvement féministe, il faut continuer à être présente dans la Commission. Le PSOE ne reprendra que les mesures médiatiques, mais Podemos n'est pas non plus un parti féministe, nous le savons toutes, il y a un risque. »

L'imprégnation de la logique d'engagement partisan chez ses militantes se traduit par l'opportunité qu'elles perçoivent dans la force du mouvement : un outil pour distinguer Podemos du PSOE, une formation à laquelle elles sont, comme le reste des membres du parti et comme les activistes de la C8M, hostiles. Mais, dans le même temps, elles craignent des appropriations sélectives de la part de leur direction. Le fragment témoigne de cette perception négative qu'elles ont de Podemos, partagée avec les activistes de la C8M. Les interactions au sein de l'assemblée renforcent cette perception méfiante d'un parti qui se jouerait du féminisme.

La spécificité féministe est également un mécanisme de reconnaissance et d'exclusion dont font usage activistes et militantes multipositionnées : elle se convertit en un outil de classement qui distingue un « nous » des « autres », une classification mouvante par cercles concentriques. Dans la construction de ce collectif symbolique, la méfiance envers le parti est un rouage essentiel :

> Marie : qu'est-ce que tu penses de Podemos ?
>
> Sandra : « Ceux de Podemos (*los de Podemos*), je peux potentiellement les voir comme des alliés parce que évidemment Podemos ce n'est pas Ciudadanos. Mais je vois aussi que pour eux c'est une opportunité politique, c'est-à-dire, d'adopter un discours, la politique c'est toujours ça. Mais ça ne

> sert à rien si à ta base tu ne réalises aucune transformation. (…) Je vote Podemos, évidemment, je suis une personne pragmatique (*rire*). Je ne vais pas arrêter de voter pour eux, mais je ne crois pas que ce soit la solution à nos problèmes. Nous l'avons encore vu récemment, ils ont commencé à parler de féminisme et puis nous avons bien vu qu'ils sont trois à diriger, les trois devant l'affiche du « *nosotras* »[150]. C'est comme ça. »
>
> Marie : « Et qu'est-ce que tu penses des féministes qui sont aussi à Podemos ? »
>
> Sandra : « Dans la Commission nous sommes toutes la, toutes les féministes sont les bienvenues et je sais qu'il y en a plusieurs de Podemos. Ce que dit le mouvement c'est de participer à titre individuel. Moi, personnellement, je ne militerai jamais dans un parti politique, si je te dis la vérité, j'ai beaucoup d''empathie pour elles parce que je sais que si elles sont réellement féministes je ne peux pas croire qu'elles soient à l'aise avec certaines choses que fait Podemos. Encore une fois, quand tu vois l'affiche du « nosotras » tu observes certaines limites. »[151]

A un premier niveau, Podemos est à la frontière de ce « nous », un potentiel allié, il n'est ni un parti de droite ni le PSOE. A un second niveau, l'activiste distingue Podemos, qu'elle désigne au masculin, des militantes féministes de Podemos, en insistant toutefois toujours sur la participation à titre individuel comme condition de leur acceptation dans le collectif symbolique des féministes. Les militantes de Podemos suscitent « l'empathie » en tant que féministe dans un milieu considéré comme hostile. Les motifs de l'engagement partisan de ces militantes sont souvent mal compris, surtout par les activistes à longue trajectoire dans le milieu associatif et la mouvance libertaire, comme cette enquêtée. Contrairement à notre enquêtée multi-positionnée avec qui elle présente pourtant un parcours contestataire similaire et des propriétés sociales communes (elles sont de la même génération et sont toutes deux travailleuses sociales), la seconde ne s'engage pas à Podemos. Alors que notre militante multi-positionnée met en exergue la force du nombre dans les institutions, « si nous étions beaucoup à nous rassembler et que nous arrivions à rentrer toutes dans une institution, si nous prenions le pouvoir, nous aurions la capacité de faire tomber le patriarcat par le haut. », la seconde met l'accent sur l'écueil des modalités d'organisation à Podemos : « ça ne sert à rien si à ta base tu ne réalises aucune transformation ».

[150] Dans la section suivante, nous aborderons à travers une séquence ethnographique la réaction qu'a suscité au sein du cercle sectoriel féministe cette affiche à laquelle fait référence l'activiste.
[151] Entretien réalisé avec Sandra, le 25 avril 2018.

En dépit de cette incompréhension, nous n'avons pas trouvé d'évidence d'une stigmatisation dont les féministes de Podemos feraient l'objet *a priori*, sur le modèle des socialistes. Les activistes procèdent donc à des classements entre les formations partisanes, mais il n'en reste pas moins qu'il existe une méfiance envers Podemos, réactivée périodiquement avec force, notamment à l'aune des communications parfois hasardeuses de la direction. C'est ce que les deux références faites par l'activiste à « l'affiche du *nosotras* » révèlent : source d'une vive indignation chez les activistes du mouvement, elle a fait l'effet d'une piqûre de rappel concernant les partis politiques, resituant brutalement Podemos comme un acteur de plus dans le champ politique. Ici, à la différence de ce que nous avons mis en exergue dans la section précédente, les militantes féministes de Podemos ne sont rendues *a priori* ni responsables ni solidaires des actions de la direction, il y a donc une différence de perception, une croyance bienveillante dans l'indignation de ces militantes auprès de leur parti, mais elle est aussi attendue pour accréditer leur appartenance à la communauté féministe. Dans la seconde section, nous verrons que cette affiche, qui est en fait une photographie prise lors d'une conférence de presse mi-avril 2018 et largement relayé par les médias, a justement suscité cette indignation chez les militantes féministes du parti qui ont pris publiquement la parole pour la dénoncer.

Pour les militantes du cercle féministe de Podemos, la « participation à titre individuel » dans le mouvement est une évidence, d'ailleurs, elles s'en font généralement les relais et les garantes au sein du parti.

> 21 janvier 2018. 12h30. Morada. Réunion du Secrétariat régional féminisme. 13 femmes et 3 hommes.
>
> Secrétaire régionale : « Il y a cette idée d'utiliser l'organisation de Podemos pour diffuser la grève du 8. Qu'en pensez-vous ? » ; militante : « il faut faire attention avec l'utilisation du nom Podemos. En ce moment c'est la guerre entre syndicats, partis et 8M. » ; militante : « oui, la négociation avec les syndicats est toujours problématique et la Commission craint l'arrivée des partis politiques maintenant que la grève est déclarée. Aucun intérêt à visibiliser Podemos. » Secrétaire : « bon, et pour l'évènement du 11, je propose que nous participions comme association féministe. Ni nous ne demandons de l'argent à Podemos ni nous n'attendons qu'il nous en donne ». Relate qu'une activiste lui a dit avoir besoin de tonnelles pour l'évènement, propose de cacher le logo de Podemos et leur prêter, consensus dans la salle. »

Multipositionnées dans plusieurs espaces du mouvement, les militantes féministes mettent leurs informations en commun sous l'égide de la Secrétaire Régionale. Nous reviendrons plus bas sur l'intrication du cercle avec l'organigramme régional du féminisme, mais nous pouvons déjà souligner leur souci constant de coopérer avec le mouvement, ne supposant aucune concurrence ou rivalité avec leur participation dans le parti, effet de la hiérarchisation de leurs engagements. Parfois, ces militantes féministes adoptent même des positions plus fermes que celles du mouvement concernant l'implication des partis, et singulièrement du leur, dans la mobilisation. Le 28 février 2018 se tient sur *Telegram* une discussion animée concernant la participation de Podemos le jour de la mobilisation : certaines y sont opposées, d'autres ont une position plus nuancée mais proposent des limitations drastiques concernant la visibilité de leur parti dans la manifestation et les modalités de la participation masculine. Une militante écrit :

> De plus en plus de *compañeras* de Podemos participent à titre individuel dans la Comisión 8M, dans les groupes de travail ou en diffusant la grève, en apportant tout ce qu'elles peuvent depuis là où elles sont. Je m'en réjouis. Sans petites affiches de Podemos ni rien dans ce style, ici, ça n'est ni nécessaire ni attendu et nous sommes toutes d'accord. Pour le reste, oui, une bonne partie du Féminisme de Podemos est à l'avant-garde de cette lutte, comme de beaucoup d'autres. Mais moi aussi j'aimerais, comme toi, que dans la manifestation il n'y ait pas d'affiche de Podemos. Que les personnes les plus connues de notre parti participent à la manifestation, je suis d'accord, mais sans pins ni grand discours, ce serait le mieux. Personnellement, je n'ai pas de problème à ce que des hommes de Podemos viennent soutenir la manifestation (comme dit Amparo, seulement dans le cas où ils auraient accompli toutes les tâches de *cuidados* au préalable et qu'ils ne doivent pas prendre soin des petits ou des personnes dépendantes), mais avant tout, je veux qu'ils ne soient derrière aucune pancarte (je risque de m'énerver si des hommes de Podemos se mettent derrière une pancarte féministe), et surtout, je ne veux pas qu'ils fassent irruption dans le bloc non-mixte."

Elle classe ainsi les militantes du parti en distinguant les féministes et les femmes, en adossant à cette distinction une division des rôles dans la mobilisation : c'est le dernier niveau de la logique de classement entre ce « nous » et les « autres ». Il y a donc d'un côté les « *compañeras* » de Podemos qui collaborent, elles participent à faire le nombre, et de l'autre côté le « Féminisme de Podemos », en majuscule dans le texte, « à l'avant-garde de cette lutte ». Les propos de la militante illustrent également cette méfiance envers leur parti : d'une part, celle qui émet le message craint que des hommes « fassent irruption » dans le cortège non-mixte, en dépit des instruction diffusées par la direction, d'autre part elle s'insurge à l'idée que des

militants se placent derrière une pancarte féministe. La position est à certains égards plus restrictive que la position officielle de la C8M, puisque cette dernière prévoit en queue de cortège un espace mixte où doivent s'insérer partis et syndicats.

Les modalités de participation des militantes lors des manifestations sont exemplaires du positionnement à la marge du parti et de la logique contestataire de leur engagement : normalement, elles transfèrent via *Telegram* les appels à manifester, les potentielles participantes se font connaître, un lieu de rendez-vous est établi, plusieurs viennent avec leurs enfants et une fois le défilé accompli, elles entretiennent la convivialité en allant boire un verre. Surtout, lorsque les manifestations sont soutenues par Podemos et qu'une pancarte est déployée, elles ne rejoignent généralement pas cette partie du cortège, elles n'ont d'ailleurs ni drapeau ni signe distinctif de Podemos. A titre d'exemple, le 8 mars 2018, les militantes féministes de Podemos défilent dans le cortège non-mixte, y compris la Secrétaire régionale ; le 25 novembre 2017, journée internationale contre les violences machistes, une vingtaine de militantes sont présentes, elles défilent à l'avant du cortège, seule l'une d'entre elles porte le t-shirt violet avec l'inscription « féministe » qu'elles ont fait confectionné quelques mois plus tôt, l'inscription « Podemos », en bas à droite, est rédigé dans une police si petite qu'on peine à le distinguer.

Dans cette section, nous avons cité deux extraits de comptes rendus d'observations qui mettent en jeu le rôle prépondérant joué par la Secrétaire régionale dans l'articulation du groupe. Nous nous arrêtons maintenant sur ce fonctionnement ordinaire du groupement féministe pour caractériser leur position à la marge du parti.

Le cercle fonctionne de manière relativement étanche au reste du parti mais en coopération très étroite avec l'organigramme féministe régional, permanentes et élues. La Secrétaire régionale au féminisme est présente à toutes les assemblées, souvent, c'est elle qui parle la première ; Elle diffuse une ligne politique, parfois elle délivre des informations privilégiées, comme c'est le cas dans le fragment ci-dessous. En retour, les autres participantes lui reconnaissent une forme de mérite à assumer ce rôle dans un organigramme toujours considéré comme hostile, une perception renforcée par la Secrétaire elle-même, et nous n'avons jamais constaté qu'aucune s'inscrive en faux contre ses propositions ou ses prises de position.

21 janvier 2018 Réunion secrétariat, 13 femmes et 3 hommes, 12h30.

Point de l'ODJ réservé aux précédentes primaires et primaires en cours. Critique de la Secrétaire concernant l'organisation de primaires pour les représentants des cercles. Elle indique « je me retrouve seule face à l'exécutif. Je veux vous dire que j'ai hésité à démissionner (…) ils ont voulu inverser le rapport de force au Conseil Citoyen Autonomique, ils ont réussi avec l'élection des représentants des cercles ». Militante : « ils nous gardent parce qu'ils savent que nous sommes un vivier de votes », demande à la Secrétaire de continuer « de se battre ». La Secrétaire critique la direction et la professionnalisation de la politique, elle parle de personnes qui ne sont là « que pour le pouvoir et que nous élisons », elle insiste sur le fait « je ne faisais pas de politique » en opposition à « j'étais militante » et qu'elle s'y ait mise « pour le projet ». Militante 2 : critique à la distribution des postes dans le parti et à la « logique des familles », insiste sur la logique patriarcale de Podemos, parle d'une « lutte de coqs ». Militante 3 « il y a des choses que nous ne pouvons pas tolérer », indique qu'il faut en tirer les leçons pour les prochaines échéances, termine sur des mots d'encouragement et de remerciement pour la Secrétaire. »

Les réunions du Secrétariat au féminisme, qui cumule ses fonctions avec celle de Secrétariat LGTBI, se réalisent parfois directement après l'assemblée ou la réunion d'un groupe de travail. Rien ne change dans la configuration du groupe, hormis l'incorporation de personnes venues de la partie LGTBI de l'organigramme, les trois hommes présents ce jour-là : il y a donc une continuité entre l'espace politique, l'organigramme, et l'espace militant, le cercle. C'est également de la Secrétaire que dépendent les rétributions, économiques ou symboliques. Elle s'entoure de permanentes issues du cercle, propose aussi des « collaboration ponctuelles » qui brouillent les statuts entre militante et professionnelle. Elle négocie les postes sur les listes, se meut entre les différents courants, soutient des interventions à la *Morada* et fournit une aide logistique au groupe de travail « formation » sur lequel nous reviendrons dans la seconde section.

Le cercle compte également avec ses propres référentes intellectuelles, notamment Beatriz Gimeno. Elle est souvent présente aux assemblées du cercle, dispense des *charlas* à la Morada, elle est particulièrement active sur le Telegram du groupe via lequel elle transmet des lectures ou des articles d'opinion, donne son avis éclairé sur un débat public.

Lola : « Moi, je me définis comme abolitionniste critique. Je crois que c'est la position partagée par beaucoup d'autres *compañeras*. C'est Beatriz Gimeno qui a partagé avec nous cette position, cela signifie fondamentalement que la prostitution n'est pas compatible avec l'égalité de genre. J'ai

beaucoup lu ses travaux dernièrement, et d'autres qu'elle m'a conseillé, qui vont dans cette même ligne. (…) Après avoir lu les positions de Beatriz je dois dire que c'est la position qui me convainc le plus. (…) Consommer de la prostitution est un privilège et la prostitution est une institution irréversible. »

Marie : « Qu'est-ce que ça veut dire « institution irréversible ? » »

Lola : « Ca veut dire qu'elle est impossible à convertir en institution égalitaire. Se débarrasser du patriarcat c'est se débarrasser de la prostitution. (…) Pour moi, c'est le meilleur argument qui peut être donné contre la prostitution : elle est impossible à penser sans le patriarcat. »[152]

Réunion préparation *Encuentro Estatal de feminismo*. 29 novembre 2018. La Morada. 6 participantes.

« La Secrétaire : « qui mettons nous à la table ronde des référentes (*referentas*)? Que pensez-vous de Angela Davis ? permanente : "avec elle je ne peux pas. Elle est réglementariste » ; Militante 1 « je ne suis pas d'accord avec 90% de ce qu'elle dit mais elle a un discours sur l'intersectionnalité, même si ce n'est pas vraiment la posture de ce cercle » ; la Secrétaire reprend la parole, s'exclame de manière sarcastique « mais c'est une figure du féminisme les filles ! » Silvia Federicci ? Permanente : « la vérité c'est que Davis bon, d'accord, mais Federicci ? Je veux dire, la réglementation je suis désolée mais je ne peux pas. Les réglementaristes ne passeront pas ici. Elles vont nous traiter de moralistes, il va y avoir des conflits, ça n'est pas la position de ce cercle » ; Militante 1 « non, c'est clair, Federicci non » ; Militante 2 : « elle m'a fatiguée, elle ne propose pas le contenu que nous valorisons ici » ; Permanente : « en plus d'être réglementariste » ; Secrétaire : « bon, les filles, nous ne pouvons pas leur fermer la porte à toutes ». Troisième nom évoqué, Nancy Fraser ? Permanente : « je voulais vous dire que hier j'ai écrit à Fraser, elle a répondu tout de suite, elle dit qu'elle s'excuse, qu'elle ne pourra pas être là ». Permanente 2 : « quel dommage. C'est la plus proche de nous. Heureusement que nous avons Beatriz ! ». Secrétaire « nous ne pouvons pas mettre Beatriz partout les filles » ; militante « eh bien si ! Beatriz partout et seulement Beatriz. Ce serait parfait ». Rire dans la salle. Par la suite, les militantes composent les autres tables rondes et face à la difficulté de trouver des intervenantes, l'une finit par dire « Beatriz ? ». Devient une blague, le leitmotiv de la réunion. Permanente : « pour les services sociaux ? Beatriz ! » ; Militante 1 : « pour les lesbiennes ? Beatriz ! ». La secrétaire conclut la réunion en disant : « l'une de nos tâches pour la prochaine réunion et de diversifier nos référentes, ce n'est plus possible ». Rire dans la salle. »

[152] Entretien réalisé avec Lola, le 7 septembre 2018.

L'essor du mouvement du 8M conduit Podemos à déployer une stratégie de positionnement sur le segment féministe : Unidos Podemos devient Unidas Podemos, le langage inclusif se généralise et de nouvelles porte-parole féminines sont mises en avant. L'organisation de ce qui s'apparente à un congrès féministe, dont il est question dans ce fragment, est prévu pour 2019 à Madrid, en pleine campagne électorale. Son organisation est principalement déléguée au Secrétariat régional au féminisme qui, lui-même, mobilise ses ressources militantes. L'objectif est de réunir à Madrid des militantes de Podemos venues de tout l'État espagnol ainsi que des intervenantes extérieures, intellectuelles féministes pour la plupart ou invitées politiques internationales proches de Podemos. C'est aussi l'occasion pour le parti d'affiner et de publiciser sa campagne de renouvellement des cadres, elle se traduit en deux axes : d'un côté, l'émergence de nouvelles porte-parole qui diffusent des revendications spécifiquement portées sur les droits des femmes, de l'autre côté le repositionnement de l'*ethos* des porte-parole déjà en poste, notamment Irene Montero. Les militantes du cercle féministe constituent alors une ressource employée par la direction, elles sont l'instrument de cette campagne. Mais les féministes, toujours méfiantes, décident d'utiliser en retour cette légitimité soudainement octroyée pour faire valoir leurs propres revendications au sein du parti : elles resserrent la rencontre nationale autour des thèmes qui leur sont chers et qu'elles prétendent imposer dans le corpus programmatique, singulièrement l'abolition de la prostitution, l'une de leur priorité, sinon la première.

Du 15M au 8M : continuités dans les leviers d'appropriation partisane de la protestation

L'une des divergences les plus couramment citées entre Podemos et le 15M est celle de la personnalisation, c'est aussi un grief politique formulé au sein du parti par Anticapitalistas dès 2014. Nous l'avons également constaté toujours très vivace chez nos enquêtées de la C8M, comme cette entrepreneuse de cause du mouvement, également à l'instigation de la Commission féministe pendant *l'acampada* de Sol (15M) :

« On ne peut pas dire que Podemos soit le parti du 15M, je crois qu'il faut arrêter avec ça. Je crois que le 15M avait une chose très précieuse, celle de ne pas personnaliser, de ne pas personnaliser l'horizontalité. L'horizontalité, c'est

impossible à personnaliser. Et a Podemos, je crois qu'ils ont même personnalisé les bulletins de vote [i.e *référence au portrait de Pablo Iglesias présent sur le bulletin de vote Podemos en 2014*] ».[153]

Dans les derniers mois de notre enquête, nous avons observé comment Podemos a fait à nouveau usage de la personnalisation pour se positionner comme la courroie de transmission des revendications du mouvement du 8M.

Porte-parole du groupe parlementaire Unidos Podemos depuis 2017, Irene Montero est jusque-là présentée dans le parti comme une activiste pour le droit au logement, le porte-parolat du féminisme au sein de la direction nationale est délégué à la Secrétaire, la poète Sofia Castañon. Lors de Vistalegre II, le document de féminisme soumis au vote par le courant majoritaire, « Feminismos para todas », est signé par tous les membres de la liste, la Secrétaire apparaît en premier, Irene Montero n'est qu'en sixième position des signataires.

Si le repositionnement de l'*ethos* de Irene Montero vers l'incarnation du 8M est processuel, il est aussi fait d'évènement clés. Le 9 janvier 2019 est exemplaire de cette campagne de communication qui personnalise en s'appuyant sur un héroïsme féminin et féministe. Ce jour-là, la direction de Podemos organise un « *acto feminista* » à la Nave Ternera du Matadero de Madrid, le premier évènement de ce genre que nous ayons relevé à Podemos, il se tient dans le lieu traditionnel des assemblées de la C8M madrilène. Intitulé « *la vida en el centro* »[154], phrase directement tirée du manifeste de la grève de 2018, il est annoncé quelques jours plus tôt par Irene Montero elle-même sur les réseaux sociaux. Le rassemblement compte avec des invitées triées sur le volet par la formation, aucune promotrice de la C8M madrilène, le parti filme le rassemblement, la presse est convoquée. Irene Montero est la protagoniste incontestée à la faveur d'une mise en scène soignée : la porte-parole se tient debout, au centre d'une assemblée exclusivement composée de femmes, toutes assises sur des chaises disposées en cercle autour d'elles puis successivement sur des gradins. « J'avais très envie de commencer comme ça, entre femmes », dit-elle pour commencer son intervention, avant d'insister à plusieurs reprises sur la « Révolution des femmes » pour appuyer un discours axé sur la dénonciation des violences machistes et, en réponse, ce qui serait le programme proprement féministe de Podemos, à quelques mois des élections générales et un mois après l'entrée de

[153] Entretien réalisé avec Eva, le 11 septembre 2018.

[154] Le rassemblement (tel que filmé par le parti) est toujours disponible ici : https://www.youtube.com/watch?v=KAARsh7oVUs&t=2985s

Vox au parlement andalou. L'évènement est aussi un rite de passage pour la porte-parole : il marque symboliquement son retour à la vie publique après son congé maternité, c'est sa première apparition publique, il représente aussi la passation de pouvoir à la tête du parti puisque c'est elle qui assume désormais la direction par intérim alors que son compagnon Pablo Iglesias s'est retiré à son tour pour son congé paternité. Après son intervention, des prises de parole de syndicalistes et activistes prévues par le parti se succèdent, elles narrent tour à tour leurs expériences du patriarcat dans l'environnement professionnel, militant, privé ; il est aussi question de féliciter publiquement la dirigeante pour sa maternité, lui souhaiter bon courage aussi, et la remercier pour son engagement envers les femmes. Ainsi, la dirigeante nouvelle est acclamée par son auditoire exclusivement féminin dans une mise en scène qui performe la féminité et le féminisme sous l'égide d'un imaginaire révolutionnaire ajusté à la cause des femmes. La presse de gauche se fait largement écho de l'intervention de Montero, dans *Publico.es*, quotidien en ligne favorable à Podemos, il est relaté :

« Les femmes ont reçu la « *líder en funciones* » de Podemos entre les applaudissements, les embrassades et l'habituel cri « *sí se puede* ». Dès les premières minutes, Montero s'est montrée émue, tout comme les femmes qui ont rempli la salle et accompagné le message féministe. » (Asuar Gallego, 2019)

Lors de son intervention, Irene Montero reprend plusieurs slogans du mouvement en proclamant aux femmes andalouses « vous n'êtes pas seules » ; par-là elle s'insère dans les luttes intra-partisanes et entre en campagne. Concernant le premier point, soulignons qu'il n'est pas fait mention de la campagne électorale menée par Teresa Rodriguez, l'une des fondatrices de Podemos et membre de Anticapitalistas. La coalition *Adelante Andalucia*, déclinaison andalouse de Podemos dont elle est la figure de proue a pourtant amélioré les résultats de 2015 en remportant deux sièges supplémentaires au parlement autonomique ; mais l'Andalousie est aussi le bastion de *Izquierda Anticapitalista*, rival de la direction nationale. Concernant le second point, Montero avance que « la révolution des femmes est le fer de lance du processus de démocratisation que vit l'Espagne » avant d'agiter la menace d'un gouvernement de droite au pouvoir au niveau national, appelant les femmes à se mobiliser en faveur de Podemos, un parti qui, contrairement au parti socialiste, recueille un vote toujours majoritairement masculin.

Cette logique de personnalisation, réactivée après la mobilisation du 8M répond ainsi à des enjeux de positionnement à la fois électoraux et intra-partisans. Mais soulignons qu'elle est très

habituelle à Podemos et transversale aux différents courants qui le compose : on la retrouve par exemple en Andalousie avec Teresa Rodriguez ou en Catalogne avec Ada Colau.

La spécificité féministe, relevant d'une logique d'engagement proprement contestataire, situe le cercle à la marge du parti et conditionne un rapport méfiant envers lui. Plus proche du mouvement que du parti, cette spécificité s'entretient aussi de manière diffuse, par exemple dans des discussions triviales qui sont l'opportunité de rappeler la distinction. Le 11 mai 2018, sur *Telegram*, un dialogue se noue entre deux militantes et la Secrétaire à propos d'une affiche que cette dernière transmet concernant une *charla* dans laquelle elle intervient :

> Militante 1 : « un débat sur la constitution constituante (smiley rire aux éclats), je pensais que ces gens étaient plutôt du genre anarchiste (*rollo anarquista*) »
>
> Secrétaire : « Bon, à la table ronde où je serai il y a un peu de tout. Une anarcoféministe comme P.P , une communiste comme N. G et une podemita nuance libertaire comme moi »
>
> Militante 1 : « jajaja, ça a l'air intéressant"
>
> Secrétaire : « la vérité c'est que oui [partage statut twitter] »
>
> Militante 2 : « Et toi pourquoi tu ne mets pas que tu es (*eres*) de Podemos [sur l'affiche] »
>
> Secrétaire : « ce n'est pas moi qui ai fait l'affiche, militante 2 »
>
> Militante 2 : « ouais »
>
> Secrétaire : « mais bon, je dirai que je suis à Podemos (*estoy en Podemos*), être de Podemos (*que lo de ser de*) c'est trop pour moi »
>
> Militante 2 : « [smiley rire aux éclats] »
>
> Militante 1 : « [smiley rire aux éclats] »

La spécificité féministe est le trait caractéristique de ces militantes que l'enquête a mis au jour. Ces militantes de Podemos, toujours mal à l'aise avec leur engagement dans leur parti, une organisation à laquelle elles peinent à s'identifier, ont un motif politique principal pour rester, une mission dont elles se dotent : la « dépatriarcalisation du parti ». C'est sur cet aspect de leur militantisme que nous nous attardons maintenant.

4.2 « Dépatriarcaliser Podemos » : l'agenda intra-partisan des féministes

A l'automne 2017, plusieurs militantes du cercle féministe concourent sur la liste « Podemos en movimiento » portée par *Anticapitalistas*. Elles défendent alternativement la « dépatriarcalisation » et la « féminisation » du parti. Pendant la campagne, plusieurs font néanmoins état de leur insatisfaction quant à ce second concept :

> Assemblée ordinaire du 3 décembre 2017, cercle I, local de Podemos, remplacée par la présentation des candidatures aux primaires. Deux listes représentées : *Podemos para todas y todos* (pablistas, courant majoritaire) *Podemos en movimiento* (anticapitalistas)
>
> Débat sur « il faut féminiser le parti ». L'une des candidates de la liste *Podemos en movimiento*, également militante du cercle sectoriel féministe prend la parole : elle évoque les *talleres* du cercle féministe, la nécessité d'intensifier le travail de formation interne pour « avoir un parti féministe ». Elle souligne : « nous devons dépatiarcaliser, pas féminiser ». Un débat s'engage avec la candidate d'une liste concurrente, *Podemos para todas y todos*, qui met en avant l'importance de la « féminisation » : « les femmes nous devons être dans tous les espaces ». La première candidate rétorque : « mettre des femmes partout ne résoudra rien, il faut changer les comportements ». Une seconde candidate féministe présente sur la liste *Podemos en Movimiento* prend la parole et appuie ses propos : « je n'aime pas non plus ce terme, nous devons dépatriarcaliser ».

La « dépatriarcalisation » s'impose progressivement comme le terme légitime employé spécifiquement par les féministes. Dans cette section nous revenons sur les modalités d'action employées par les militantes dans le cadre de cet agenda intra-partisan de « dépatriarcalisation » que le cercle a fait sien.

> Marie : « Quel est le rôle du cercle féministe de Podemos ? »
>
> Rosa : « Selon moi, le cercle à un rôle fondamental dans le parti. Le cercle c'est ce qui fait que Podemos, ou les dirigeants, ou les députés, ou les secrétaires généraux de la Communauté de Madrid, ou les Secrétaires au niveau national, en général, tous les hommes de ce parti aient un minimum de perspective féministe. Si tous ces gens pensent un peu au féminisme, c'est grâce au cercle et au grand travail que font toutes les *compañeras* qui se mobilisent pour le cercle, pour que le féminisme ait une voix dans ce parti. Nous livrons bataille (*damos la lucha*) dans tous les espaces de ce parti. » [155]

[155] Entretien réalisé avec Rosa, le 30 novembre 2018.

Le rapport des militantes à leur parti et le rôle qu'elles adoptent s'inscrivent dans les observations relevées par les analystes d'autres formations situées à gauche (Zancarini-Fournel, 2012). Comme les militantes féministes du PCF des années 1970, les féministes de Podemos considèrent à la fois que leur cause est marginalisée et qu'on se joue d'elles, ce qui les motive à déployer une série d'actions militantes pour faire valoir leurs revendications et/ou faire entendre leurs désaccords au sein du parti.

Elles reproduisent les modalités légitimes du militantisme à Podemos, le militantisme intellectuel issu des sciences humaines et sociales et les techniques participatives issues de l'univers de la psychologie sociale, toujours pour dispenser des formations. Elles s'approprient aussi les instruments partisans, telles les primaires, dont elles font un usage protestataire. Adoptant successivement ou simultanément les rôles d'expertes et de garantes du féminisme, le cercle est à la fois un pôle d'influence et un garde-fou. Il s'agit donc de dénoncer des pratiques en proposant des alternatives voire en faisant déjà autrement, rappelant aussi la tentative des écologistes (Rihoux, 2001) que nous avons évoquée précédemment dans ce travail. A ceci près que les féministes ne se situent pas seulement à la marge du champ politique mais à la marge du parti lui-même, une distance qu'elles maintiennent : soulignons que dans le fragment cité plus haut, l'enquêtée dit « ce parti » pour désigner Podemos.

Le groupe de travail (GDT) « formation » du cercle sectoriel est exemplaire du positionnement et du fonctionnement adopté par les militantes féministes : profils, modalités d'action et logiques de recrutement valorisés à Podemos sont employés mais déclinés ou ajustés à la spécificité féministe. En lien direct avec le Secrétariat au féminisme régional, le GDT est composé de permanentes, de militantes et d'élues internes, le groupe de travail a toujours un point dédié à l'ordre du jour de l'assemblée du cercle. Les actions réalisées par le groupe tendent à reproduire militantisme intellectuel et techniques participatives, orientées vers la transmission de savoirs portés sur le genre. Le volume et la structure du capital culturel des membres est similaire à ce que nous avons identifié dans les précédents chapitres, mais si nous retrouvons un important niveau de diplôme dans des domaines valorisés à Podemos (la sociologie et la philosophie principalement), ces militantes affichent leurs spécialisations en sociologie du genre ou en théorie féministe, plusieurs militantes sont aussi diplômées en travail social et revendiquent une « perspective de genre ». Associée à une division typique du travail, les premières ont plutôt tendance à être les protagonistes de *charlas*, les secondes réalisent les

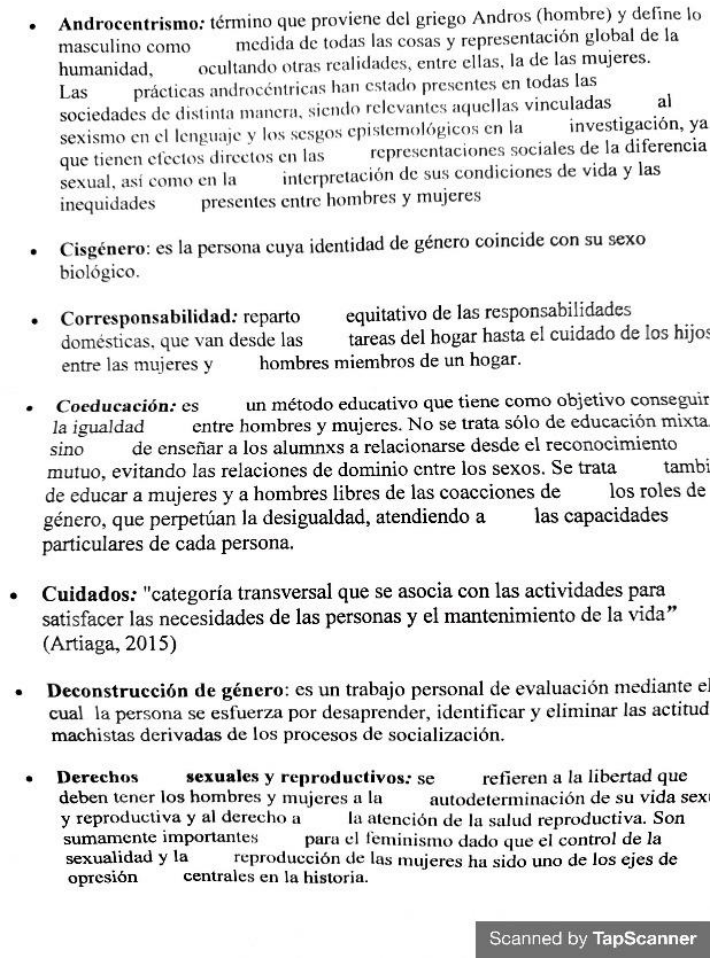
ateliers et les « dynamiques ». Des analogies sont aussi décelables dans les logiques du recrutement mises en exergue dans les chapitres précédents : les jeunes trentenaires à faible expérience professionnelle, mais disposant d'une trajectoire militante antérieure, souvent précarisées et disposant de savoirs convertibles dans le champ politique sont les profils tendanciellement sélectionnés pour les parcours de professionnalisation. Deux de nos enquêtées sont ainsi recrutées successivement : la première est diplômée en travail social, elle a une expérience professionnelle dans le domaine du handicap, est au chômage, suit une formation d'assistance sociale aux personnes victimes de violences machistes. Avant Podemos, elle a milité dans la mouvance libertaire, et a été recrutée pour « collaborer » avec le Secrétariat au féminisme au niveau municipal en tant que « responsable de la formation féministe ». La seconde dispose d'un master en sociologie du genre, elle renonce à la carrière académique, réalise ponctuellement des piges pour différents médias, vit en colocation. Elle s'est politisée à l'université via le mouvement étudiant, elle entame un parcours de professionnalisation au sein du Secrétariat régional, devient permanente du parti. Les deux se reconnaissent de la tendance *anticapitalista* : si la Secrétaire se meut entre différents courants, soulignons que dans le cercle, la plupart sont, comme elles, issues de IA.

Avec ce GDT formation, les militantes préparent et dispensent elles-aussi des *talleres*, *charlas* et *dinámicas*, qu'elles ajustent toujours à la spécificité féministe. Ces séances sont proposées en assemblées, élaborées, parfois standardisées au sein du groupe de travail : nous avons recensé l'atelier sur les « violences machistes », « la déconstruction des masculinités » et « les basiques du féminisme » ; la dynamique sur les « rôles de genre et la connaissance mutuelle », la dynamique sur la « définition collective du féminisme ». Les *charlas*, quant à elles, sont ponctuelles et ont normalement lieu à la Morada, telle celle sur la « théorie queer » dont nous avons parlé dans le chapitre antérieur. Elles font aussi parfois appel à des intervenantes extérieures et sont l'opportunité d'exprimer la position défendue par ce pôle d'influence :

Affiche « charla » sur la prostitution. 2017.

Les ateliers et dynamiques standardisés font également l'objet de diffusion publicitaire régulière sur le *Telegram* du cercle où sont présentes les *enlaces de feminismo* des cercles territoriaux. De plus, ces militantes sont souvent membres d'autres cercles et, par effet boule de neige, sont amenées à dispenser leurs formations dans de multiples espaces militants de Podemos. Converties en consultantes expertes en féminisme, elles sont même parfois directement sollicitées par des militantes.

Ces formations font l'objet d'une importante préparation antérieure. Lors du « taller mixte des basiques du féminisme », dispensé le 29 janvier 2018 à Getafe (ville périphérique du sud de Madrid) pendant plus de deux heures, les participants repartent avec un dossier comprenant notamment un document de trois pages recto-verso, intitulé « glossaire », dans lequel sont consignées et définies les notions afférentes au féminisme reconnues digne d'intérêt par les militantes. Pour appuyer la légitimité de ces définitions, plusieurs font l'objet de renvoi à des publications scientifiques, dénotant du même coup le type de profil de celles qui les ont transcrites.



- **Androcentrismo:** término que proviene del griego Andros (hombre) y define lo masculino como medida de todas las cosas y representación global de la humanidad, ocultando otras realidades, entre ellas, la de las mujeres. Las prácticas androcéntricas han estado presentes en todas las sociedades de distinta manera, siendo relevantes aquellas vinculadas al sexismo en el lenguaje y los sesgos epistemológicos en la investigación, ya que tienen efectos directos en las representaciones sociales de la diferencia sexual, así como en la interpretación de sus condiciones de vida y las inequidades presentes entre hombres y mujeres

- **Cisgénero**: es la persona cuya identidad de género coincide con su sexo biológico.

- **Corresponsabilidad:** reparto equitativo de las responsabilidades domésticas, que van desde las tareas del hogar hasta el cuidado de los hijos entre las mujeres y hombres miembros de un hogar.

- ***Coeducación:*** es un método educativo que tiene como objetivo conseguir *la igualdad* entre hombres y mujeres. No se trata sólo de educación mixta *sino* de enseñar a los alumnxs a relacionarse desde el reconocimiento mutuo, evitando las relaciones de dominio entre los sexos. Se trata tambi de educar a mujeres y a hombres libres de las coacciones de los roles de género, que perpetúan la desigualdad, atendiendo a las capacidades particulares de cada persona.

- **Cuidados:** "categoría transversal que se asocia con las actividades para satisfacer las necesidades de las personas y el mantenimiento de la vida" (Artiaga, 2015)

- **Deconstrucción de género**: es un trabajo personal de evaluación mediante el cual la persona se esfuerza por desaprender, identificar y eliminar las actitud machistas derivadas de los procesos de socialización.

- **Derechos sexuales y reproductivos:** se refieren a la libertad que deben tener los hombres y mujeres a la autodeterminación de su vida sex y reproductiva y al derecho a la atención de la salud reproductiva. Son sumamente importantes para el feminismo dado que el control de la sexualidad y la reproducción de las mujeres ha sido uno de los ejes de opresión centrales en la historia.

Scanned by TapScanner

« Glossaire », distribué le 29/01/2018 lors de la formation « basiques du féminisme »

Avec ces activités, les militantes se positionnent comme les tenantes du féminisme légitime au sein du parti tout en poursuivant leur agenda ordinaire de « dépatriarcalisation » : il s'agit conjointement d'éduquer en apprenant de bonnes manières de faire et d'instruire en transmettant un savoir théorique.

Mais pour faire entendre leurs désaccords avec la direction et réorienter le parti vers la dépatriarcalisation, elles emploient également les instruments partisans en les ajustant, là aussi, à leur spécificité féministe : il s'agit d'une variante de l'usage protestataire des primaires tel que vu dans le précédent chapitre. La dépatriarcalisation compte ainsi avec des activités militantes ordinaires et diffuses, ponctuées de prises de parole collectives au cours desquelles la méfiance évolue vers la défiance, comme en avril 2018. L'intérêt de cette séquence ethnographique est qu'elle présente deux phases de protestation. La première phase marque l'union conjoncturelle de la mouvance féministe du parti, elles protestent en interne contre le déroulé d'une primaire, la seconde phase est publique, elle repositionne la protestation vers la critique des modalités

de sélection des candidats qui intègrent les listes. La publicisation de la protestation intra-partisane est aussi un acte politique par lequel elles se rapprochent du mouvement, puisqu'elle est concomitante de la diffusion de « l'affiche du *nosotras* » qui créé l'indignation chez les activistes de la C8M. Dans les deux phases, la référence aux principes du mouvement féministe et à la mobilisation du 8M est brandie, elles constituent des justifications de la protestation et la légitimation de la protestation. Nous revenons sur ces deux séquences.

Alors que la communauté de Madrid connaît une crise institutionnelle après la mise en cause de sa Présidente pour corruption, la direction régionale de Podemos convoque des primaires anticipées pour composer une liste prête à concourir en cas d'élection. Le délai de présentation des candidatures est restreint, le mode de calcul d'attribution des postes est redessiné, la période de campagne presque inexistante : toute la partition de la primaire doit être jouée en une semaine. Cette compétition interne est le théâtre d'une exacerbation des rivalités entre courants, comme c'est habituel à Podemos, et elles sont largement relayées par les médias : *El País* titre notamment le 15 avril 2018 : « les primaires ravivent la lutte pour le contrôle de Podemos à Madrid » (Marcos, 2018). Les féministes sont alors prises dans un contexte d'imprégnation contestataire et le sentiment d'enthousiasme est toujours très vif après le succès de la mobilisation qui a eu lieu un mois plus tôt. L'idéal du mouvement bat son plein dans le cercle et l'atterrissage dans le parti est brutal.

Dans le cercle, elles sont plusieurs à disposer d'informations privilégiées, à commencer par la Secrétaire. Mais c'est une militante très assidue, également membre de Anticapitalistas qui est à l'instigation de cette entreprise de protestation.

> Militante 1 : « Venez toutes à la prochaine assemblée. Si vous avez des amies dans des collectifs déçues de Podemos, c'est le moment de les récupérer. Amenez-les. Venez toutes. Sans stigmate de famille, parlons, arrivons à un accord et mettons-nous à travailler sérieusement. »
>
> Militante 2 : « Comment ?????(sic.) »
>
> Militante 1 : « il y a une grande possibilité que des primaires commencent demain et soient closes ce dimanche. Nous devons nous réunir. »

Le message ne recueille alors pas de réaction particulière. C'est deux jours plus tard, à l'annonce de la parution de la liste, que tout s'accélère. Une autre militante propose la tenue d'une

assemblée extraordinaire et demande aux membres du cercle de “se prononcer rapidement” sur le *Telegram*. Il s’ensuit une multitude de messages, dans lesquels toutes s’insurgent à l’annonce de la primaire et la proposition d’une assemblée extraordinaire prospère. La précipitation les conduit à l’informalité : celles qui sont connectées se prononcent, les autres doivent s’agréger. Dans cette séquence où les militantes engagent un processus de prise de parole collective, le rôle de la Secrétaire est déterminant, elle décide de renforcer l’indignation des militantes.

> Militante 3 : « Peut-être que nous, les féministes, avons quelque chose à dire sur le fait que soient convoquées des primaires avec un délai si court et de manière si pressante, puisque cela ne nous donne même pas le temps d’organiser une assemblée du cercle. Surtout quand il n’y a pas d’urgence démontrée quant aux élections. C’est toujours la politique contre les femmes, et je trouve que c’est pour favoriser les candidats qui sont déjà là. Déjà que c’est difficile de présenter quelqu’un dans ces conditions, ça l’est encore plus pour les femmes, en général. On sait toutes que c’est plus difficile pour les femmes de faire un pas en avant pour être porte-parole et ces délais si courts ne font qu’empirer les choses. Je crois qu’on pourrait penser quelque chose en interne, je fais cette proposition pour la prochaine assemblée (…). »
>
> Militante 4 : « Et maintenant avec la bénédiction de la direction on ne va même pas discuter ces procédures (…) »
>
> Militante 5 : « oui, clairement. Chez moi nous appelons ça « *dedazo* » (cooptation). (…) Les patriarches en auront discuté entre deux bières, un dimanche, je suppose. »
>
> Secrétaire régionale : « moi, pour que vous le sachiez, j’ai voté que non [à l’anticipation des primaires]. Pour cet empressement et pour le système qu’ils ont mis en place. C’est pire que la loi électorale que nous avons dans l’Erat espagnol et en plus notre parti a présenté une loi au congrès pour la changer et qu’elle soit plus démocratique. Bien, ce qu’ils viennent de faire dans le parti, c’est pire que la loi électorale qu’ils veulent changer. »

Les militantes ajustent le ressort d’une critique répandue dans le parti pour formuler leurs griefs en s’appuyant sur le décalage entre les principes proclamés par les dirigeants et leur pratique. Elles relient dans une même accusation manque de démocratie et patriarcat. Une trentaine de militantes répondent à l’appel de l’assemblée extraordinaire, plusieurs ne sont pas des habituées du cercle voire viennent d’autres espaces avec lesquels le cercle n’entretient pas de bonnes relations pour leur positionnement antagoniste sur la prostitution. La contestation est transversale au sein de la mouvance féministe du parti.

17 avril 2018. Une trentaine de femmes. La Morada. Assemblée extraordinaire du cercle.

L'animatrice de l'assemblée annonce un premier point de présentation des personnes présentes : annonce courant, cercle appartenance, collaboration organigramme, contrat, sensibilité, motif de la présence. Ronde de présentation : « je suis *pablista*, je suis communiste et je suis féministe. Je suis ici parce que ce qu'il se passe est insupportable « ; « je suis du cercle national du féminisme. Je me considère *errejonista* critique. Cela fait longtemps que je ne suis pas venue ici. J'ai considéré que je devais venir aujourd'hui » ; « Je suis conjoncturellement secrétaire régionale au féminisme, je suis de *anticapitalistas*, mais un jour j'ai fait un pacte avec les *pablistas* » (…)

Il s'ensuit des prises de parole motivant l'usage protestataire de la primaire par la constitution d'une liste féministe : opère alors la hiérarchisation de leurs appartenances entre spécificité féministe et insertion dans un courant intra-partisan. Elles s'élèvent contre les luttes entre courants qu'elles appellent, elles aussi, « les familles », et dont elles assimilent les meneurs à des « grands patriarches ». Leur objectif est clairement contestataire et symbolique, puisqu'elles veulent envoyer un message et non s'inscrire dans la compétition dessinée par la direction. Il s'agit donc de rentrer dans le jeu pour faire valoir leurs pratiques alternatives :

« Un parti de familles ce n'est pas ce que nous voulons. Cela suffit. » ; « il faut donner une réponse à ces grands patriarches » ; « le patriarcat et son esprit de compétition envahit notre parti » ; « nous ne voulons pas être en compétition avec eux, il faut faire de la pédagogie. »

Les féministes se solidarisent autour de leur spécificité et des principes du mouvement, capables conjoncturellement de transcender leurs divergences habituellement à l'œuvre. La référence au mouvement est très présente, elle agit comme un adhésif de la mouvance féministe du parti, un dénominateur commun. Face à ce « nous » créé par l'intermédiaire de l'idéal du mouvement, dont on retrouve aussi le lexique, se forge la distinction avec les « autres », les hommes du parti :

Prises de paroles (prises à la volée) : « Je n'ai jamais pensé que je serai d'accord avec toi. Si nous pouvons être là aujourd'hui et nous mettre d'accord, faire l'unité dans la diversité, ça ne veut pas dire uniformité, pourquoi ils n'en sont pas capables ? Je voterai en faveur de constituer une liste et d'élaborer un communiqué. » ; « Si les féministes, après le 8M, nous ne nous levons pas à Podemos, c'est un problème. » ; « Podemos doit mettre en application les principes de conciliation féministes maintenant » ; « celles qui avons été dans les commissions nous avons vu les fractures du mouvement féministe et nous connaissons nos désaccords. Nous sommes capables de faire un *consenso de mínimos* ».

> Un échange s'engage entre la Secrétaire et une militante du cercle national du féminisme, la première indique « je crois que ce qui est important ce ne sont pas les personnes mais les idées (…). C'est un combat de coqs, mais ce n'est pas obligé de se passer ainsi. Le 8M nous a enseigné que nous pouvons faire les choses autrement » ; la militante lui répond « toi et moi nous nous sommes disputées, tu t'en rappelles. (les deux rient). (…) Mais jamais comme eux. Oui c'est un combat de coqs. (…) Nous avons montré au monde avec le 8M qu'une autre manière de faire est possible. »

La force du mouvement se convertit en levier de pression au sein du parti et en facteur de solidarisation de la mouvance féministe. La grève est aussi un évènement qui oblige : il faut être à la hauteur du mouvement féministe. Le principe du dépôt d'une liste intitulée « féministes pour Madrid » et l'émission d'un communiqué sont votés. Via Telegram, elles diffusent le communiqué dans le parti, elles dénoncent les délais et les conflits internes. L'initiative inquiète : lors de l'assemblée, deux permanentes sont présentes. Voix de la direction, elles votent contre les deux initiatives et tentent de désamorcer la protestation. Un groupe de militantes cherche lors d'une pause cigarette à les convaincre de se désolidariser de la direction au nom de principes féministes. C'est sans succès mais les militantes ne sont pas surprises : la distinction entre les féministes et les femmes du parti, qui opère dans le cercle, s'en voit probablement renforcée.

Ainsi, en appliquant les principes du mouvement dont elles se réclament, les féministes prouvent que la logique contestataire de leur engagement prime sur leur appartenance aux courants intra-partisans et les dynamiques de compétition qui régissent habituellement leurs interactions : cette union ne se réalise qu'à la condition d'identifier un adversaire commun.

Deux jours plus tard, 19 avril 2018, les deux têtes de liste des courants rivaux et le dirigeant de la formation mettent en scène la réconciliation, ils annoncent le concourt d'une seule liste aux primaires réunissant les deux sensibilités. Face à ce revirement, qui satisfait la revendication portée par les féministes d'un accord entre les courants, elles ne retirent pourtant pas la liste. C'est la seconde phase de la séquence dans laquelle le ressort de la protestation est modifié et l'action déployée est révisée : il s'agit désormais de contester les critères et les modalités de sélection des candidats apparaissant sur la liste et surtout, de rendre publique la désolidarisation des féministes face à ce qu'elles considèrent être une symbolique du patriarcat à l'œuvre.

En effet, la conférence de presse qui annonce la réconciliation a lieu devant la nouvelle affiche de Podemos, le slogan du mouvement du 8M qu'il reprend à son compte : « *si nosotras paramos, se para el mundo* », le pupitre est disposé devant le vocable « nosotras ». La conférence de presse, dite dans le lexique militant « l'affaire de l'affiche du nosotras », indigne les activistes de la C8M, comme nous l'avons vu lors de la première section. Cette indignation procède à la fois de la symbolique de l'image, très négativement perçue par les activistes, et de ce que cet accord révèle selon elles des dynamiques de Podemos, des négociations discrétionnaires entre hommes. Cet évènement renforce la méfiance des activistes, mais aussi la perception des limites d'un engagement partisan des féministes.

Pour les militantes féministes de Madrid aussi c'en est trop : elles s'insurgent pour ces mêmes motifs et pour l'affront de ce qu'elles considèrent être un détournement du féminisme à des fins électorales. Cette fois, elles rendent la critique publique et repositionnent leur action, c'est la seconde phase de la séquence de protestation.

Elles créent un document collaboratif via Telegram pour émettre un communiqué ; même si aucune barrière formelle n'est établie pour contribuer, dans la précipitation, celles qui rédigent sont les plus disponibles et habiles avec la rhétorique. En parallèle, celles qui avaient initialement levé la voix sur le groupe virtuel se proclament dès l'assemblée du 17 « groupe promoteur de l'initiative », elles gèrent désormais l'agenda et orientent les actions, une dynamique qui se créée de fait. Le communiqué est diffusé le 20 avril via *Telegram* au sein de Podemos. Elles transgressent la frontière du parti et protestent sur la place publique : sur twitter[156], où le hashtag « *NosotrasPodemos* » est créé, et dans la presse. Elles brandissent le « 8M » comme un étendard pour légitimer leur prise de parole qu'elles signent en tant que cercle féministe de Podemos : elles accusent conjointement des « dynamiques totalement

[156] Communiqué disponible ici : https://twitter.com/PFeminismosMad/status/987333219245805568/photo/2

verticales/machistes » et opposent aux « pactes de patriarches » la « pluralité dans la diversité » du mouvement contestataire auquel elles soulignent avoir contribué. Elles appellent à la coopération face à la compétition, à tirer les enseignements du féminisme :

> « Nous en avons marre de nous battre et de défendre des choses aussi simples que la parité, les quotas, l'usage du langage inclusif, etc… Nous réclamons des pratiques et des politiques féministes. Nous n'allons pas permettre des logiques patriarcales au sein de notre parti, les *compañeros* doivent faire un pas en arrière pour que nous puissions faire un pas en avant. La politique féministe n'est pas dire « nous sommes féministe » elle consiste en un changement radical dans la manière de faire cette politique (…) »

Une nouvelle assemblée est organisée le même jour : pour l'occasion, elles réservent la Morada et s'organisent pour préparer ensemble une paëlla. La rencontre dure une demi-journée : elles se rendent visibles, occupent l'espace, montrent leur force. L'acte politique est intriqué avec la mise en scène de la convivialité, elles opposent le partage d'un repas à la méfiance qui régit habituellement les interactions à Podemos (y compris d'ailleurs celles entre les différentes composantes de la mouvance féministe). Autour de ce repas, des militantes habituellement en conflit à cause de positions antagonistes sur la prostitution discutent ensemble, quelques-unes sortent fumer pour prolonger leurs conversations. Comme dans le mouvement du 8M, on façonne le groupe par la camaraderie : la sociabilité, en tant que pratique militante à part entière, est codifiée, entretenue avec le même soin car considérée de même importance que les modalités de distribution de la parole dans l'assemblée.

> 20 avril. La Morada. Une quarantaine de militantes, des enfants. Immense tablée. Micro pour les prises de parole. Ordinateurs allumés sur les tables. Verres, assiettes encore posés.
>
> Autour de la grande tablée, une militante ouvre son ordinateur pour rentrer les noms et constituer la liste. Elles veulent constituer la liste par ordre alphabétique pour ne pas reproduire la « sélection patriarcale », plusieurs font part de leur malaise à l'idée d'être en première ligne. Un débat s'engage : comment sélectionner les candidates ? Refus de la Secrétaire de décider, des paroles s'élèvent contre la sélection : « celles qui veulent être les premières peuvent le dire et nous décidons ensemble de les mettre en premier ? » Échanges fusent, brouhaha, autre proposition lancée au micro : il faudrait dire tous les numéros de la liste, « qui pour le premier, qui pour le second », que les prétendantes lèvent la main et qu'un vote soit organisé pour retenir chaque personne sur chaque numéro. Commence à dire « numéro 1 ». (…) Rires gênés dans la salle. Personne ne veut se prononcer. Chuchotements entre militantes. Elles se regardent en souriant. Prise de parole au micro pour encourager le groupe : « nous disons que nous voulons faire autrement, il faut s'inspirer du

> 8M. Je crois qu'il faut que quelqu'une fasse un pas ! nous craignons de faire un pas (…) il faut faire un pas en avant ! (…) celles qui ont des facilités à parler (…) au final nous savons qui sont nos *portavozas* » (se réfère notamment à la Secrétaire).

La sélection discrétionnaire des candidats, rouage essentiel d'une mécanique des rétributions, elle-même cruciale dans la fabrique des courants à Podemos, est mise en accusation. Cette logique de fonctionnement devient un interdit que les militantes ne veulent pas transgresser, il est renforcé par l'appel au mouvement et aux principes politiques féministes dont elles se réclament. Mais un autre facteur opère, celui du sentiment d'illégitimité à se prétendre candidate : « faire un pas en avant » suppose changer de rôle, cela provoque l'hésitation, la rétractation. La proposition initiale d'une sélection par ordre alphabétique suscite la crainte chez les militantes qui se voient déjà en première ligne, un rôle trop décalé avec la perception qu'elles ont d'elles même dans le parti, la proposition ne prospère pas. Les palliatifs envisagés non plus, personne ne veut en fait apparaître comme celle qui aspire à être candidate face aux autres et peut-être face à elle-même. C'est notamment le cas des militantes de base éloignée de la professionnalisation de la politique, mal à l'aise avec la visibilité publique ; les *portavozas* dont parle la militante souligne cette hiérarchie reconnue au sein du groupe, mais la Secrétaire ne se prononce alors pas. Un tournant s'opère alors pour contourner ces écueils :

> Militante du cercle national : « pour éviter ce moment de se prononcer (hésite) ou par honte ou pour autre chose (…) » fait une incise, évoque sa joie d'être là, parle d'un « grand pas pour changer le parti ». Elle reprend le fil, conclut : « Je propose que nous fassions cette liste par tirage au sort ». La Secrétaire se lève, prend la parole, appuie la proposition de tirer au sort : « c'est une liste symbolique, je crois que nous devons appliquer nos principes ». Insiste sur l'importance qu'il n'y ait pas de « *lideresa*». Elle dit fermement : « je crois que Lilia à raison, il faut que ce soit un tirage au sort (…) que celles qui veulent être sur la liste donnent leur nom pour procéder au tirage ». Elle annonce, quant à elle, qu'elle fait un « pas en arrière », elle ne veut pas être sur la liste. (…) Elle ajoute « je me réjouis que nous soyons unies et que nous fassions cette démonstration. Pas de différence entre nous ». Insiste plusieurs fois sur le fait que la liste est symbolique, « premier pas » « démonstration » "appliquer la politique féministe" ».

La subversion de la primaire sans sortir du jeu devient l'objet principal de cette seconde phase de la protestation, il est produit au fil des interactions : une nouvelle fois, le rôle de la Secrétaire est déterminant. Le mécanisme du tirage au sort est explicité comme un palliatif aux logiques politiques et sociales identifiées pendant l'assemblée. En premier lieu, il est le contraire des

logiques de fonctionnement du parti, fondées sur les rétributions du chef et la compétition entre égales pour obtenir ces faveurs. En second lieu, le tirage au sort s'accorde à l'impératif issu du mouvement, ce « faire autrement, faire féministe ». En troisième lieu, il répond aux stigmates sociaux de ces militantes en supposant un acte de candidature discret. Surtout, puisqu'il délègue au hasard le rang sur la liste, il neutralise du même coup le prestige dérivé de ce rang, ce qui revient à socialiser la légitimité : contre la logique des meilleurs, fondement de la primaire à Podemos (Moreno Pestaña, 2017), les militantes choisissent donc le sort. Mais soulignons que l'idée prospère après avoir été soutenue par la Secrétaire dont le rôle tutélaire, relevé tout au long de cette section, témoigne d'un paradoxe du rapport au leadership entretenu par ces militantes et des limites de la subversion des logiques partisanes.

Trois jours plus tard, une porte-parole du parti annonce à la presse le retrait de l'affiche comportant le slogan du 8M et remercie publiquement les militantes féministes du parti. Le coup d'éclat est réussi mais le dénouement de la contestation est plus énigmatique. Les militantes retirent finalement leur liste le 8 mai, date symbolique qu'elles choisissent après de lourds conflits. Rétrospectivement, il faut voir que plusieurs permanentes sont à nouveau présentes le jour de la constitution de la liste. Les principales protagonistes du cercle et les membres de l'organigramme, qui encouragent l'initiative, voire en sont à l'instigation, ne posent pas leur candidature et la Secrétaire insiste sur la portée symbolique de la liste. Les sources dont nous disposons concernant les coulisses de ce retrait ne permettent que d'émettre l'hypothèse de tractations en interne. Soulignons néanmoins que le retrait de cette liste laisse des traces dans le cercle : à l'annonce des premiers pas en arrière, un très vif conflit s'engage sur *Telegram*, se poursuit en assemblée le 6 mai, il débouche sur une sortie massive de militantes ; les divergences au sein de la mouvance féministe ne s'apaisent pas non plus, au contraire, elles s'intensifient à l'approche des élections et ce en dépit d'un resserrement ponctuel des liens à l'occasion de cette séquence protestataire.

Cette prise de parole collective, bricolée en assemblée et sur telegram, réajustée à plusieurs reprises, montre comment les militantes mettent en œuvre la dépatriarcalisation en s'inspirant des principes et des techniques du mouvement féministe. Surtout, elle est exemplaire de la place symbolique qu'occupe le mouvement du 8M, à la fois référentiel et combat commun pour ses militantes qui veulent s'en montrer à la hauteur et peut-être publiciser leur indignation féministe afin de prouver aux activistes qu'elles sont, elles aussi, membres à part entière du

mouvement. En plus de cette appartenance, la volonté très forte de distinction des logiques partisanes renforce la solidarité du groupe et transcende ponctuellement les divergences. Toutefois, le rôle joué par la secrétaire et le dénouement de cette séquence invitent à ne pas sous-estimer le poids des logiques partisanes.

**

Dans cette dernière section, nous avons posé la focale sur le groupement régional féministe de Podemos. Nous avons constaté que ces militantes sont imprégnées d'une logique d'engagement contestataire elle accrédite un continuum entre ce groupe et le mouvement. Mais cette logique d'engagement, qu'elles revendiquent aussi comme trait distinctif, les conduit à adopter un positionnement à la marge et à développer un rapport fondé sur la méfiance avec leur organisation : en interne, le cercle est à la fois un pôle d'influence et un garde-fou, il dispose de son propre agenda intra-partisan et n'hésite pas à prendre la parole pour se désolidariser du parti en se réclamant du mouvement.

5. Conclusions : le parti-mouvement dans le parti, sans le parti ou contre le parti ?

Suivant notre idéal type, le parti-mouvement présente un rapport étroit aux mouvements contestataires. Ainsi, dans ce chapitre, nous avons voulu démêler les liens entre Podemos et la C8M, l'un des collectifs à l'instigation du mouvement social dit du 8M. L'enquête montre qu'il n'y a pas un mais plutôt des rapports entre parti et mouvement, ceux-là présentant également des ressorts distincts.

Suivant la perception que les activistes tendent à exprimer envers Podemos, celui-ci n'est pas *a priori* un parti différent des autres, si ce n'est par son ancrage à gauche. Ainsi, en dépit de ses tentatives d'émancipation du stigmate socialiste, Podemos ne résiste pas à la force que cette représentation continue d'avoir chez les enquêtées positionnées au sein du mouvement contestataire. Il est ainsi par défaut suspect mais, pour certaines, il est aussi déjà coupable. C'est le cas pour les activistes les plus impliquées dans le mouvement des places. Très sensibles à la

première lecture du 15M d'approche libertaire, mis en exergue dans notre troisième chapitre, le recours à la personnalisation par Podemos en fait un acteur illégitime à revendiquer l'héritage contestataire. Et force est de constater que la stratégie déployée par Podemos après la mobilisation du 8M demeure celle de la personnalisation.

Comprendre les rapports entre parti et mouvement au niveau local requiert de les inscrire dans l'histoire de Ahora Madrid. Si nos enquêtés sont déjà peu enclin à valoriser les pratiques contestataires – ce que nous avons également vu au chapitre 3- les luttes au sein de la coalition Ahora Madrid et entre celle-ci et d'autres collectifs contestataires rejaillit sur les groupements locaux de Podemos. Leur désajustement à la logique contestataire de l'engagement s'ajoute à la campagne intra-partisane menée par les relais de la direction auprès des militants dans l'objectif de renforcer la légitimité des positions politiques défendues par Podemos. Ce double mouvement constitue un écueil majeur à la coopération locale et explique la désertion à l'avance des espaces contestataires.

Etudier les rapports parti/mouvement revient aussi, en creux, à rendre compte de l'hétérogénéité des composantes de Podemos et de la complexité des dynamiques intra-partisanes qui en résulte. Il faut ainsi déplacer la focale et changer d'échelle pour observer des liens resserrés entre parti et mouvement. D'un côté, il y a la co-fabrique du mouvement et la coopération entre la C8M et Anticapitalistas, à la fois effet de l'histoire militante espagnole, de dispositions communes témoignant de la perméabilité entre différents secteurs du champ militant, et de logique de situation. De l'autre côté, il y a l'espace de la cause des femmes (Bereni, 2012) et la spécificité féministe qui, en dernière instance, est une allégeance au « mouvement » parfois au détriment du parti, souvent contre lui. L'imprégnation de cette logique contestataire de l'engagement favorise sans doute l'étroitesse des liens entre parti et mouvement, mais également la situation à la marge du parti et la défiance envers lui.

Soulignons néanmoins deux continuités plus inattendues entre parti et mouvement. En premier lieu, nous avons constaté un débat polarisé concernant les modalités de structuration du mouvement, nous conduisant à percevoir la présence non seulement de débats communs mais de positions communes défendues dans le parti et dans le mouvement : elles répondent à des logiques dispositionnelles mais également situationnelles, laissant entrevoir que l'institutionnalisation ne serait pas une caractéristique propre du parti, ce débat avait déjà par

ailleurs été souligné concernant les Indignés (Marzolf & Ganuza, 2016). En second lieu, le lexique traditionnel de la gauche espagnole, « l'assemblée », apparait transcender les clivages, tout comme l'ambition d'ordonnance des pratiques au regard de valeurs transformées en éthique de conduite. Néanmoins, un dispositif comme l'assemblée est très malléable, en faisant un concept militant précaire, parfois brouillé, fourre-tout. L'un des dénominateurs communs réside dans l'adaptation dont semble progressivement faire l'objet ce dispositif au regard de techniques de gestion de groupe inspirées de l'univers de la psychologie sociale. Cette adaptation s'ajoute à l'incorporation d'un lexique et de pratiques qui semblent plus nouvelles, comme la « dynamique ». Il faudrait probablement mesurer plus précisément cette perméabilité entre l'univers de la psychologie sociale et les secteurs militants. Affiner les données quant au renouvellement militant et les dispositions favorisant la réception de ces pratiques peuvent constituer des pistes d'analyse à poursuivre.

Alors que la notion d'« espace de la cause des femmes » (Bereni, 2012) est heuristique pour appréhender les formes de la continuité entre le cercle féministe et la C8M, l'enquête montre que le mouvement s'attache à dresser des frontières avec les partis politiques et y compris avec Podemos. Ces frontières se dessinent bien au nom de logiques et de registres d'engagement différenciés, elles sont imprégnées de représentations négatives sur le champ politique qui puisent aussi dans une histoire de l'institutionnalisation de la contestation vue des mouvements contestataires. De ce point de vue, la notion d'un espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2012) qui pointe la relative autonomie des organisations contestataires du champ politique s'avère également opérante pour appréhender les rapports entre Podemos et le mouvement féministe. Par conséquent, l'analyse des rapports entre Podemos et le mouvement féministe signale la coexistence de relations différenciées entre parti et mouvements qui ne sont décelables qu'au moyen de la multiplication simultanée des angles de vue.

Conclusion générale : Podemos ou le réenchantement incertain de la forme-parti

Dans ce travail, nous avons voulu nous saisir de la promesse fondatrice de Podemos, celle d'une nouvelle manière de faire de la politique condensée dans l'étiquette de « parti-mouvement ». En posant la focale sur quatre de ses groupements militants, nous avons relevé le défi de réinvestir une problématique forte de la science politique : les formes du renouvellement partisan. Nous avons dessiné les contours d'une recherche à plusieurs dimensions, exigeante dans sa mise en œuvre, dont nous espérons qu'elle contribue à offrir un autre angle de vue sur l'objet et permette de restituer certaines des nuances et des aspérités de Podemos et, au-delà, de la vie politique espagnole.

La construction de l'objet nous a conduit à réaliser un retour critique sur le cadre d'analyse initial, celui du « parti-mouvement », devenu lui-même objet du questionnement et requérant une reconstruction théorique. Nous avons tenté d'assumer, sur les différents terrains, les exigences méthodologiques et épistémologiques de l'ethnographie, parfois aussi avons-nous dû accepter nos propres limites ainsi que celles dérivées des conditions de réalisation de ce travail. La posture compréhensive adoptée s'est accompagnée d'un effort réflexif dans notre rapport au terrain, parallèlement à celui concernant un objet autour duquel les jeux semblaient être faits. Nous revenons brièvement sur ces deux éléments préalablement à l'exposition de nos résultats puis à l'identification de quelques perspectives plus générales qui se dégagent de ce travail.

1. Un bref retour sur les enjeux de l'enquête

Se raccrocher à la facilité d'une apparente familiarité avec l'objet a constitué sans doute le principal écueil rencontré. Il biaise le regard de l'enquêtrice de sorte que l'échantillon d'enquêté.es se voit artificiellement réduit et que certains des ressorts des dynamiques intra-partisanes se trouvent masqués. Le discours partisan, construit autour de références

théoriques séduisantes porté par des universitaires, est d'abord inséré dans une symbolique de la lutte sans merci pour le pouvoir puis dans celle de la résistance sacrificielle face à la résurgence d'un oppresseur historique. Podemos remet sur la table l'importance de la doctrine mais il réduit aussi tous les enjeux partisans soit à la force des idées, soit à la divergence intellectuelle saisie sur le mode de la querelle stratégique. Podemos sait parler aux universitaires qui lui répondent bien et, d'une manière particulière, il s'adresse aux jeunes chercheurs et chercheuses : il met en sens leurs inquiétudes et reprend un lexique conceptuel dont ils et elles sont familières. Les jeunes universitaires formé.es aux sciences humaines et sociales peuvent facilement s'identifier à ces porte-parole et, s'agissant du groupe social auquel l'enquêtrice appartient, il est illusoire de croire qu'elle soit insensible à cet aspect. De la même manière, les vives discussions que suscite toujours Podemos dans le champ intellectuel en font un objet surexposé et par conséquent délicat à analyser pour la chercheuse en formation.

Pour ne pas éluder ces particularités et tirer les leçons d'un premier travail de recherche, nous avons tenté de réintégrer cet ancrage sociologique dans l'analyse en le prenant pour ce qu'il est, une partie du problème posé par Podemos. Il s'est alors agi de mieux comprendre ce que dit cet ancrage sociologique du rapport des intellectuels au champ politique, des leviers de légitimation mobilisables dans un contexte de discrédit partisan et, en creux, d'un champ universitaire fermé aux nouveaux et nouvelles entrantes. Comprendre cet ancrage sociologique nous a permis de discerner ce qu'il fait au modelage du parti et comment il conditionne les registres d'interaction entre les membres. Les enjeux afférents à cet ancrage sociologique constituent ainsi un fil rouge de notre étude, dont nous espérons avoir su aussi prendre le contrepied, justement pour redonner de la place à ce, ceux et celles dont il floute le reflet.

Se reposer sur la surface des généralités faites sur une Espagne que le regard étranger veut lisser, y compris dans ses contradictions, afin de la rendre digeste à moindre coût est l'autre écueil que nous avons rencontré. La tentation de nous en tenir à un cadrage communément accepté, sans doute à raison, faisant la part belle aux inspirations latino-américaines de Podemos est forte. Il a l'avantage de permettre de faire l'impasse sur l'entreprise, difficile car exigeante pour un regard novice, de décortication des composantes moins remarquables de l'histoire politique et militante espagnole et de s'approprier les recompositions successives des partis politiques. Eluder cet aspect est d'autant plus tentant que les univers symboliques dans lesquels se meuvent nos enquêtés apparaissent parfois obscurs, les subtilités de leur langage

et les références historiques qu'ils manient en creux ne font que relocaliser l'enquêtrice dans son rapport incommode d'étrangeté.

Être bien conseillée, mais aussi concilier la recherche à l'enseignement a élargi notre regard, nous a contrainte à nous confronter à cette histoire et donc à montrer ce qui, dans Podemos, a à voir avec la transposition de mémoires et de pratiques qui le forgent et irriguent des représentations collectives, se heurtant parfois avec le regard qu'il a sur lui-même. Ce travail n'a jamais eu pour enjeu de démasquer l'objet en le réencastrant artificiellement dans une généalogie construite ad-hoc qui ne verrait que des continuités et éluderait les logiques de situation. Nous espérons seulement que le lecteur et la lectrice puisent dans les éléments avancés quelques clés supplémentaires pour une meilleure compréhension de ce qui fait aussi Podemos.

Prétendre surmonter ces deux biais a supposé un très long apprentissage, proche du travail de l'anthropologue, il commence par beaucoup d'humilité, termine par l'acceptation de son incomplétude mais la certitude d'avoir essayé. Nous voulons finalement signaler au lecteur et la lectrice que cette analyse ne saurait être extraite de ses contextes et il est aussi inutile de faire croire que l'enquêtrice y est imperméable. Si le pessimisme, parfois la frustration, mais aussi l'empathie, l'affection et l'enthousiasme ont pu transparaître successivement ou simultanément à la lecture de ce travail, ces sensations permettent sans doute de redonner sa consistance aux expériences vécues ou aux récits relatés et que nos enquêté.es ont bien voulu partager avec nous.

Nous avons l'espoir que cet éclairage de l'expérience Podemos puisse s'avérer utile aux lecteurs et lectrices plus expérimentées ou non, en tout cas animées par des inquiétudes similaires à celles qui nous ont guidé tout au long de ces années et que quelques leçons puissent être tirées par eux et elles de ces lignes. Nous espérons également que la restitution de ce que fut mais aussi de ce qu'a représenté le mouvement du 8 mars 2018 pour la cause des femmes puisse renforcer la curiosité de nos collègues. Peut-être que cela pourra participer à motiver des recherches futures afin de mieux valoriser les enseignements que les féminismes espagnols ont à nous offrir ou dans l'objectif d'étudier les conséquences sociales et politiques de ce mouvement. Parmi ces dernières se trouve certainement une piste quant au discernement de ce que les acteurs publics ont fait des revendications de la grève féministe. Finalement, nous

espérons avoir réussi à faire partager à nos lecteurs et lectrices l'intérêt sincère que nous portons envers l'Espagne et que les personnes familières de son histoire n'aient pas ressenti l'amertume que suscite parfois le dévoiement ou la réduction de la complexité et la vivacité qui lui sont propres.

2. Résultats de la recherche

Au commencement de ce travail, nous avons entrepris de préciser notre cadre d'analyse. La confrontation au brouillage conceptuel afférent à la catégorie « parti-mouvement » nous conduisant vers une impasse analytique, nous avons recouru à la méthode wébérienne, en prenant au sérieux les implications théoriques et les objectifs méthodologiques de la reconstruction idéal-typique.

L'imbrication entre des usages partisans et scientifiques ouvre des pistes dans l'identification des espaces contemporains de circulation des idées, tels que le CLACSO qui lie les secteurs intellectuels hispanophones et lusophones entre eux. Mais il ne s'agit là que de l'une des déclinaisons de l'idée de « parti-mouvement » actuellement en vigueur. Imprégnés des postulats théoriques poststructuralistes, facteur d'unicité des catégories en concurrence, les fondements épistémologiques de l'idée de « parti-mouvement » peuvent concourir à masquer les imaginaires anciens qui se voient réactivés, ajustés, reconfigurés en elle. Ceux-là irriguent aussi les cas en fait très divers qu'elle qualifie. De plus, alors que le mot valise met en exergue l'enjeu d'un nouveau rapport au mouvement contestataire duquel dériverait le renouveau partisan, les liens parti/mouvements s'avèrent hétérogènes et fluctuants suivant les formations étudiées, donnant lieu à des indicateurs éclatés qui se reflètent dans les multiples conceptualisations en concurrence. C'est le rapport au principe représentatif qui apparaît en fait constituer le noyau de la catégorie « parti-mouvement » et de ce point de vue, l'idée révèlerait plutôt la transposition dans les partis politiques de la discussion afférente à la représentation dans le cadre institutionnel.

Ainsi, trois inspirations politiques ou généalogies militantes nourrissent ces « parti-mouvements », mettant chacune en jeu non pas une même relation aux mouvements

contestataires mais des problématiques particulières généralement dérivées de leur rapport au principe représentatif. Les « parti-mouvements » réactivent soit un imaginaire libertaire qui renvoie à une conception directe de la démocratie (Kitschelt, 1990), soit un imaginaire postmarxiste qui radicalise le principe représentatif (Urbinati, 2019), soit un imaginaire fascisant basé sur la personnalisation du pouvoir (Ignazi, 1996).

A travers la conformation de notre tableau idéal de parti-mouvement, guidé par la recherche conjointe des origines théoriques de cette catégorie et bâti sur l'étude des cas pratiques antérieurs identifiés dans la littérature, nous pensons que notre travail offre une première synthèse des enjeux sous-jacents de cette notion et ouvre la voie d'une nécessaire clarification quant à ses indicateurs spécifiques, s'ils existent en dehors de l'abstraction idéal-typique.

Comme indiqué dans le premier chapitre, dans sa pureté idéal-typique, le parti-mouvement serait :

- « Un parti d'un nouveau genre » : le parti-mouvement est supposé être original et novateur, il se distinguerait des formations préexistantes du champ politique.
- « Nous sommes un parti-mouvement » : le discours partisan diffuserait l'idée d'un particularisme organisationnel issu de la doctrine dont le parti se saisit.
- « Des pratiques militantes idéales » : elles seraient le reflet des pratiques des mouvements contestataires et seraient en lien avec le corpus idéologique du parti.
- « Le parti des mouvements » : les rapports entre parti et les mouvements sont très étroits, ses militants sont des activistes, le parti prend part à la contestation, se fait le relai ou le porte-voix de la protestation.

Cette thèse doctorale a donc consisté à mettre Podemos à l'épreuve de cette abstraction pour comprendre ce que l'objet pouvait nous apprendre plus largement des formes prises par le renouvellement partisan. Au terme de ce travail, nous pensons pouvoir apporter des éléments permettant de mieux situer Podemos au regard de cette problématique et, plus généralement, faire ressortir quelques pistes plus générales afférente à cette discussion.

« Un parti d'un nouveau genre » : le parti-mouvement est supposé être original et novateur, il se distinguerait du reste des formations du champ politique.

La fondation de Podemos s'inscrit dans une dynamique de disqualification des formations partisanes existantes et de discrédit de la forme-parti. Il s'accorde sans doute à l'exigence de rénovation qui en est le corollaire et dont il est parfois l'un des moteurs. Il condense cette exigence conjointement dans l'usage du signifiant « démocratie » identifié aux protestations des Indignés et le réinvestissement de l'espace public comme espace légitime de l'expression partisane.

Podemos n'est pas le seul à se saisir du signifiant remis à l'agenda par le mouvement des Indignés. Cet aspect constitue d'ailleurs sans doute l'un des traits de la recomposition du champ politique espagnol, l'enjeu résidant dans les acceptions multiples et parfois concurrentes données à ce terme, y compris au sein même de Podemos. Il n'est pas non plus le seul à réinvestir l'espace public, l'enjeu de se désencastrer des institutions pour se rendre visible et disputer la rue aux mouvements contestataires constituant un autre des traits de cette recomposition. De ce point de vue, la plupart des formations partisanes pourraient être analysées au regard de leur tentative de prendre le contrepied des stigmates afférents à la forme-parti : à la critique du repli sur les institutions, les partis, indépendamment de leur position sur l'échiquier, exposent leur marque et leur force militante dans la sphère publique, à l'accusation d'un fonctionnement oligarchique, ils se saisissent de la « démocratie interne » à laquelle elles peuvent offrir des traductions différentes.

Sous plusieurs aspects, Podemos est très ancré dans l'histoire politique et militante de la gauche espagnole, particulièrement celle des partis de masse dont il réactive certaines des ambitions, les Moradas sont à ce sujet une tentative exemplaire, ou dispositifs qu'il reconfigure, telles les primaires. Bien qu'il puise dans des traditions parfois anciennes, il présente depuis sa création de fortes similitudes et des liens solides avec Izquierda Unida.

Dans l'histoire politique post-Transition, les dynamiques partisanes à gauche sont guidées par l'objectif premier de dépasser électoralement le PSOE pour s'imposer comme le principal acteur à gauche. Cela a toujours été l'objectif de Izquierda Unida, qui a longtemps compté avec le contingent militant de Izquierda Anticapitalista en son sein ; plusieurs cadres et dirigeants de Podemos, qui mettent volontiers en exergue leurs trajectoires d'activistes, se sont politisés aux Jeunesses communistes ; c'est le cas Irene Montero, Rafael Mayoral ou encore Pablo Iglesias. Gagner contre le PSOE préside aux processus successifs de rénovation de la gauche et d'union

de ses différentes composantes, d'abord au sein de Izquierda Unida, ensuite et parallèlement au sein de Podemos. En outre, la conjoncture de cette rénovation se produit, dans les deux cas, à l'aune d'un mouvement contestataire qui redessine les répertoires d'action partisans légitimes et favorise les alliances entre acteurs initialement rivaux. Finalement, si Podemos a sans doute tenté de reproduire un mode de direction basé sur le charisme de son dirigeant sur le modèle latino-américain, dans les faits, la légitimité charismatique n'est pas étrangère à la tradition militante communiste ; elle imprègne l'histoire du PCE, parfois avec succès, parfois se soldant par un échec. A partir de 2017, c'est bien le fait que Pablo Iglesias ait battu ses deux rivaux à Vistalegre II qui fonde sa légitimité, plus proche en conséquence de la légitimité légale-rationnelle que charismatique, qu'il tente néanmoins de réactiver périodiquement via des consultations d'ordre plébiscitaire.

En conséquence, Podemos ne semble pas original s'il est replacé dans les dynamiques contemporaines de recomposition du champ politique. S'il est inséré dans l'histoire des processus de recomposition des acteurs à la gauche des socialistes, alors Podemos ne remplit pas non plus le critère de l'innovation. Il est l'agent qui a réenclenché le mécanisme par lequel se rénove la gauche, marquant peut-être une forme de périodicité à ce phénomène et de continuité dans ses formes. Dans cette tâche, il s'est inspiré des modalités d'action et d'organisation des partis de masse, dont il a tenté de reconfigurer les traits.

« Nous sommes un parti-mouvement » : le discours partisan diffuserait l'idée d'un particularisme organisationnel issu de la doctrine dont le parti se saisit.

Le « parti-mouvement » est effectivement un label employé de manière transversale à Podemos, c'est une composante forte du discours partisan mais c'est aussi un terme qui se caractérise par sa malléabilité et sa polysémie. D'un côté, il s'adapte à la conjoncture et sa signification est alternativement repositionnée, de l'autre il révèle les imaginaires politiques qui coexistent à Podemos.

Les trajectoires des membres promoteurs attestent sans doute de dispositions militantes différenciées, mais ce sont peut-être surtout les luttes de classement concernant ce que signifie le « 15M » qui informent, en creux, des deux imaginaires politiques concurrents qui irriguent Podemos. A travers eux, ce sont deux déclinaisons de la catégorie « parti-mouvement » qui se font jour : à la valorisation du nombre répond la valeur des assemblées.

En conséquence, le critère apparaît valide lorsqu'il est appliqué à Podemos : celui-ci se définit bien comme un parti-mouvement, mais il est nécessaire de distinguer, parmi les tendances internes, les acceptions du terme. Podemos se caractérise par la présence de plusieurs doctrines, s'agissant justement de ce qui justifie les luttes intra-partisane : imposer l'une des déclinaisons de l'idée « parti-mouvement ».

« Des pratiques militantes idéales » : elles seraient le reflet des pratiques des mouvements contestataires et seraient l'expression du corpus idéologique du parti.

Les pratiques militantes à Podemos sont supposées guidées par la « démocratie interne ». Mais, dans les faits, les pratiques militantes des groupements de base peinent à être homogénéisées de sorte que les traits distinctifs qui les caractériseraient sont précaires. Les luttes entre les tendances informelles structurent Podemos, dévoyant les assemblées, mais aussi les autres dispositifs partisans tels les primaires ou les consultations : le repositionnement de ces dispositifs comme des leviers actionnés pour renforcer ou inverser le rapport de force intra-partisan participe directement de la frustration militante. Celles et ceux qui récusent ce fonctionnement tentent d'y résister par un recodage des pratiques. Cette dynamique met en évidence les luttes de classement que suppose l'idée de « démocratie », le brouillage qui en résulte et, finalement, la quête de sens et de traduction, jamais aboutie, que ces militantes et militants entreprennent.

De notre enquête il ressort que l'un des traits de Podemos réside moins dans l'application d'une doctrine transposée dans ses pratiques que dans la reproduction des savoir-faire et des savoir-être valorisés par ses dirigeants et en accord avec leurs propriétés sociales. Ainsi, les protagonistes du travail militant sont généralement les « universitaires (précarisés) des sciences humaines et sociales », dans une moindre mesure, les « techniciens et techniciennes du social » qui dessinent les contours des dispositifs imprégnés de leur lexique spécifique. Les « retraités infatigables », qui constitue le contingent militant quantitativement le plus nombreux, occupent des rôles considérés comme subalternes dans la division du travail militant et pourtant essentiels à sa bonne tenue. Podemos semble ainsi être modelé par et pour des personnes formées à la science du politique ou plus largement aux disciplines des sciences humaines et sociales.

Si une certaine continuité entre parti et mouvement du point de vue des pratiques militantes pouvait se dessiner, ce serait au regard de la commune présence des « techniciens et techniciennes du social », un recrutement commun mais qui ne se multi-positionne pas nécessairement, la variable des dispositions militantes étant ici à prendre en considération. Ce profil de militant et militantes favorise une reconfiguration des pratiques à l'aune de savoir-faire accumulés dans d'autres champs sociaux et afférents aux techniques de gestion de groupe.

Par conséquent, si les pratiques de Podemos sont dans une certaine mesure le reflet des pratiques des mouvements contestataires – lexique parfois commun, valeurs qui sous-tendent les pratiques – c'est à la condition de signaler que tant les partis que les mouvements sont toujours plus imprégnés de pratiques reconfigurées à l'aune de savoir-faire spécifiques issus de l'univers de la psychologie sociale et reconvertis en capital militant.

« Le parti des mouvements » : les rapports entre parti et mouvements sont très étroits, ses militants sont des activistes, le parti prend part à la contestation, se fait le relais ou le porte-voix de la protestation.

Force est de constater que non, les militants de Podemos ne sont pas des personnes tendanciellement issues des mouvements contestataires ou présentant une multipositionnalité dans le champ politique et dans l'espace des mouvements sociaux. De notre enquête il ressort plutôt qu'elles sont soit primo-militantes, soit présentent une trajectoire dans des organisations d'obédience communistes. D'ailleurs, c'est au nom de leurs conformations à l'idée du « parti-mouvement » que Podemos enjoint ses militants et militantes à s'engager dans les mouvements contestataires, le plus souvent sans succès. La multipositionnalité des militantes de la mouvance féministe de Podemos se réalise à la condition de leurs dispositions militantes spécifiques.

Notre enquête resserrée sur les rapports entre Podemos et la Comisión 8M tend à montrer la validité à la fois du cadre d'analyse d'un espace des mouvements sociaux (Mathieu, 2012) et d'un espace de la cause des femmes (Bereni, 2012) étant entendu que la variable lourde réside dans les dispositions militantes. Les différents angles de vue adoptés permettent de mettre en évidence que Podemos n'entretient pas de relation privilégiée avec les mouvements contestataires dont il se dit sympathisant ou soutien. Il est d'ailleurs victime du stigmate dérivé

d'une mémoire militante de l'action des socialistes au pouvoir, en dépit du fait que Podemos tente de s'en détacher. De ce point de vue, le label « parti-mouvement » signifie aussi l'ambition de s'extraire du stigmate socialiste. A cela s'ajoute le rapport de Podemos au principe représentatif qui ne fait que l'éloigner des prescriptions organisationnelles valorisées par les activistes et le relocalise comme un acteur supplémentaire du champ politique.

Le registre contestataire de l'engagement se heurte à la logique partisane des militantes et militants de Podemos qui sont tendanciellement stigmatisés par les activistes ; ce choc des registres d'engagement est d'autant plus prégnant chez les primo-militants de Podemos qui se trouvent classés par les activistes dans un processus dont il maîtrise mal les codes, révélant les effets à l'œuvre des désajustements de capital militant. Les dispositions militantes sont une variable lourde pour expliquer les rapports parti/mouvement. Les militantes féministes présentes à Podemos se caractérisent par leur multipositionnalité, imprégnées d'une logique d'engagement contestataire, elles sont justement en même temps défiantes envers leur parti, se situent à sa marge. De surcroît, ce lien privilégié au mouvement contestataire est aussi à mettre en sens au regard de l'engagement tendanciel de ses militantes à Anticapitalistas, un courant qui dessine une frontière toujours plus étanche entre lui et Podemos. L'historicisation des liens entre le secteur militant que représente IA et les secteurs libertaires qui va de pair avec un ajustement de leurs cadres cognitifs s'avère essentiel pour comprendre l'étroitesse de leur rapport.

A la lumière de ces éléments, Podemos n'apparaît ainsi pas comme étant « le parti des mouvements ». Si le critère peut avoir une validité relative quand il est appliqué au cas Podemos, c'est à la condition de restituer plus finement les dispositions et d'historiciser les recompositions successives des secteurs militants, pour discerner la localisation du lien et ses motifs.

3. Perspectives générales

De manière plus générale, il ressort de ce travail que les logiques dispositionnelles restent une variable lourde des dynamiques de l'engagement et des dynamiques intra-partisanes. Elles concourent à expliquer la persistance de l'engagement dans le parti, la multipositionnalité ou non dans les mouvements contestataires, révèlent les ressorts de certaines des prises de

position adoptées par les acteurs et éclairent le sens des évolutions suivies par le parti. Podemos n'échappe pas aux règles présidant à la reproduction du champ politique (Bourdieu, 1981), il s'y ajuste d'autant plus que sa direction, par ailleurs conforme aux attentes spécifiques des primo-militants, a positionné toutes ses ressources vers la compétition électorale.

Les luttes entre factions, dont la consolidation s'explique conjointement par des logiques dispositionnelles et situationnelles, structurent le fonctionnement de Podemos et révèlent ses faiblesses : la relative informalité qui régit le parti favorise les dynamiques de domination et le dévoiement des dispositifs partisans. Les luttes incessantes pour le contrôle de l'appareil, matérialisées dans des tendances internes qui développent leurs propres lexiques, leurs propres symboles ou leurs propres dirigeants informels, manifeste conjointement la fragilité des facteurs de solidarisation des membres et le faible sentiment d'appartenance à Podemos. Le parti est réduit à être la somme de ses courants internes, créant frustration, déception mais aussi marginalisation du jeu de celles et ceux qui s'y refusent. Si les deux facteurs de solidarisation des membres résident dans le succès électoral et le fait de s'imposer comme acteur principal à gauche de l'échiquier face au PSOE, alors l'échec de ces deux objectifs ne peut que disloquer un collectif déjà fragile, conduisant les acteurs au repli vers la faction correspondant à leurs dispositions sociales et/ou militantes. Ce repli s'avère d'autant plus tentant que ces courants ont la capacité d'offrir un parcours de professionnalisation salutaire ou un réseau social, se substituant au parti dans ces tâches.

Une relative continuité pourrait être dessinée entre parti et mouvements, étant entendu que l'union de la mosaïque féministe a reposé dans la mise en mouvement des activistes en vue de promouvoir une grève destinée à marquer l'agenda. Si la méfiance n'a jamais vraiment cessé d'irriguer les rapports entre activistes provenant d'horizons différents, après la grève, cette méfiance préside aux relations entre des collectifs déjà fracturés par des clivages anciens. La volonté sincère d'offrir une continuité au mouvement se heurte à la défense de modalités d'organisation différenciées. Pour appréhender ces dissensions dans leur globalité, il faut aussi prendre en compte la position objective des actrices dans le mouvement et la position qu'elles espèrent atteindre ou conserver.

L'enquête dans le parti et le mouvement invite ainsi à ne pas surestimer la force des pratiques dans la fabrique de la « groupalité » (Brubaker, 2001) au profit de la force de l'objectif commun

de court terme. Clairement identifié comme une « victoire » par l'ensemble des membres et reconnu comme tel aux yeux du grand public, il dessine une logique du « coup d'éclat » qui favorise des unions et fait tenir le groupe. La volonté sincère d'offrir une continuité à ce collectif se heurte à la résurgence de dissensions souvent traditionnelles. L'ambition du contrôle sur cette organisation en devenir témoigne peut-être d'une forme de patrimonialisation sous-jacente, une hypothèse qui pourrait être explorée.

Dans son analyse ethnographique du mouvement des places, Adriana Razquin avait déjà identifié la reconversion de savoirs dérivés des techniques de gestion de groupe en indiquant la présence de « dispositions perfectionnées dans le développement de profession reliées à l'animation socio-culturelle, la psychologie sociale, l'éducation ou le travail social (…) » (Razquin, 2017, p. 26). Si des continuités entre parti et mouvements il y a, entre le 15M, Podemos et la Comisión 8M, la commune présence des « techniciens et techniciennes du social » et les savoirs spécifiques qu'ils et elles maitrisent quant à la gestion de groupe en est une ; elles racontent aussi plus largement le sens de la reconfiguration des pratiques militantes.

Ces techniques sont facilement reconvertibles sous la forme d'un capital militant dans les secteurs à gauche de l'échiquier : elles ont la vertu apparente de s'ajuster à l'idéal de pratiques démocratiques, répondent à ses valeurs éthiques du soin et de la bienveillance, mettent en jeu un « dynamisme » y compris dans leur champ lexical qui dépoussière le militantisme pour le rendre attractif. Reconfigurant dans les faits en profondeur le concept militant d'assemblée, les techniques de gestion de groupe s'accordent avec un « *asamblearismo* » fortement valorisé par les défenseurs de l'horizontalité. Toutefois, comme nous l'avons vu avec le cas Podemos, ces pratiques *a priori* démocratiques peuvent aussi être employées comme des « techniques néo-managériales » destinées à favoriser l'incorporation de normes, rappelant sur ce point l'expérience du processus constitutionnel islandais après la crise de 2008 (Cordier, 2020). Ainsi, l'hypothèse de pratiques militantes toujours plus imprégnées de ces techniques de gestion de groupe issues de l'univers disciplinaire de la psychologie sociale peut constituer une piste d'analyse pour des recherches futures.

Bibliographie

Articles scientifiques

Abbas, N., & Sintomer, Y. (2021). Les trois imaginaires contemporains du tirage au sort en politique : démocratie délibérative, démocratie antipolitique ou démocratie radicale ? *Raisons politiques, 2*(82), 33-54.

Aelo, O. (2016). El Partido Peronista argentino: diseños organizativos y prácticas políticas (1947-1955). *Topoi, 17*(33), 606-625.

Agrikoliansky, E. (2001). Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la LDH dans les années 1980. *Revue française de science politique, 51*(1-2), 27-46.

Aït-Aoudia, M., Bargel, L., Ethuin, N., Massicard, E., & Petitfils, A.-s. (2010). Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête. *Revue internationale de politique comparée, 17*(4), 15-30.

Aït-Aoudia, M., & Dézé, A. (2011). Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane. Une analyse du front national, du movimento sociale italiano et du front islamique de salut. *Revue française de science politique, 61*(4), 631-657.

Albenga, V. (2021). « On a oublié la dimension conflictuelle du care ». Entretien avec Rafaela Pimentel Lara, Amaia Pérez Orozco. *Mouvements, 1*(105), 127-134.

Alvarado-Espina, E., Morales Olivares, R., & Rivera Vargas, P. (2020). El partido-movimiento como expresión de la democracia radical. Emergencia y consolidación de Podemos en España y Revolución Democrática en Chile. *Política y Sociedad, 57*(1), 21-43.

Álvarez-Benavides, A., & Jiménez Aguilar, F. (2021). La contraprogramación cultural de Vox: secularización, género y antifeminismo. *Política y Sociedad, 58*(2).

Andrade Blanco, J. (2013). El PCE y el PSOE en (la) Transición. Intelectuales, militantes y medios de comunicación ante la evolución ideológica de la izquierda. *Ayer, 1*(89), 167-196.

Andrade Blanco, J. (2014). Santiago Carrillo en la Transición. Historia y mito del Secretario general del PCE. *Historia del presente, 2*(24), 59-76.

Antentas, J. M. (2016). Podemos and the Spanish political crisis. *Labor History*, 1-22.

Arroyas Langa, E., & Pérez Díaz, P. L. (2015). La nueva narrativa identitaria del populismo: un análisis del discurso de Pablo Iglesias (Podemos) en Twitter. *Cultura, Lenguaje Y Representación, 15*, 51-63.

Ballester Rodríguez, M. (2021). Vox y el uso de la historia. El relato del pasado remoto de España como instrumento político. *Política y sociedad, 58*(2).

Barberà, O., & Díaz-Montiel, A. (2018). Ho volem tot! La CUP y la articulación del independentismo de izquierda radical en Cataluña. *Revista de Estudios Políticos*(182), 159-189.

Bargel, L. (2005). La socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant·e·s. *Nouvelles Questions Féministes, 3*(24), 36-49.

Belorgey, N., Chateigner, F., Hauchecorne, M., & Penissat, E. (2011). Théories en milieu militant. Introduction. *Sociétés contemporaines, 1*(81), 5-25.

Bereni, L. (2009). Quand la mise à l'agenda ravive les mobilisations féministes. L'espace de la cause des femmes et la parité politique (1997-2000). *Revue française de science politique, 59*(2), 301-323.

Bereni, L., & Revillard, A. (2012). Les femmes contestent. Genre, féminismes et mobilisations collectives. *Sociétés contemporaines, 1*(85), 5-15.

Bergès, K., & Espinar-Ruiz, E. (2020). Feminismos en Podemos: contrapoder, discursos y estrategias de lucha. *Arbor, 196*(796), a556.

Bescansa, C. (2015). Ni dinero ni identidades: capital social. Claves para la transformación social. *Teknocultura, 12*(1), 23-36.

Bizeul, D. (2007). Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe. *Revue française de science politique, 57*(1), 69-89.

Bourdieu, P. (1981). La représentation politique. *Actes de la recherche en sciences sociales, 36-37*, 3-24.

Brubaker, R. (2001). Au-delà de L'« identité ». *Actes de la recherche en sciences sociales*(139), 66-85.

Bué, N. (2010). Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclicage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale. *Revue internationale de politique comparée, 17*(4), 77-91.

Calvo, K., & Álvarez, I. (2015). Limitaciones y exclusiones en la institucionalización de la indignación:del 15-M a Podemos. *Revista Española de Sociología*(24), 115-122.

Catalán, M. (2005). Prensa, verdad y terrorismo : la lección política del 14-M. *El Argonauta español*(2)

Cervera-Marzal, M. (2018). Podemos, un parti-mouvement. *Mouvements, 94*, 87-97.

Chazel, L. (2019). De l'Amérique Latine à Madrid : Podemos et la construction d'un « populisme de gauche. *Pôle Sud, 1*(50), 121-138.

Clua i Fainé, M. (2014). Identidad y política en Cataluña: el auge del independentismo en el nacionalismo catalán actual. *Quaderns-e, 2*(19), 79-99.

Collovald, A. (2001). De la défense des « pauvres nécessiteux » à l'humanitaire expert. Reconversion et métamorphoses d'une cause politique. *Politix, 14*(56), 135-161.

Cordier, L. (2021). Échapper à la conflictualité ? Le tirage au sort comme outil de management et d'union nationale. *Raisons politiques*(82), 91-105.

Della Porta, D., Portos, M., & Masullo, J. (2015). Del 15M a Podemos: resistencia en tiempos de recesión. Entrevista con Donatella Della Porta. *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales, 9*.

del Río Morillas, M. (2015). Los orígenes de Alianza Popular: entre el reformismo institucional y la extrema derecha neofranquista nacional-populista (1976–1979). Un estado de la cuestión. *Franquisme & Transició. Revista d'Història i de Cultura*(3), 301-333.

del Río Morillas, M. (2016). El nacimiento de Alianza Popular como confluencia de proyectos de supervivencia franquista (1974-1976). *Segle XX. Revista catalana d'història*(9), 107-134.

Emperador Badimon, M. (2022). Les mobilisations pour le logement social en Espagne. *Revue Possibles, 46*(1), 58-66.

Errejón , I. (2011). El 15-M como discurso contrahegemónico. *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales*, 120-145.

Errejón et al. (2015). Pateando el tablero: "El 15M como discurso contrahegemónico" cuatro años después. Entrevista con Iñigo Errejón. *Encrucijadas. Revista Crítica de Ciencias Sociales*(9).

Esteban, M. (2017). Los cuidados, un concepto central en la teoría feminista: aportaciones, riesgos y diálogos con la antropología. *Quaderns-e, 2*(22), 33-48.

Ethuin, N. (2003). De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990). *Politix, 16*(63), 145-168.

Ethuin, N. (2006). Formation des militants et identité communiste. *nouvelles fondations, 2*(2), 49-57.

Flesher Fominaya, C. (2016). Unintended consequences: the negative impact of e-mail use on participation and collective identity in two 'horizontal' social movement groups. *European Political Science Review, 8*(1), 95-122.

Franzé, J. (2017). La trayectoria del discurso de Podemos. Del antagonismo al agonismo. *Revista española de ciencia política*(44), 219-246.

Fraser, N. (2004). Justice sociale, redistribution et reconnaissance. *Revue du MAUSS, 1*(23), 152-164.

Galdón Corbella, C. (2018). Cosmovisiones feministas en clave generacional. Del movimiento 15M a la Huelga Feminista del 8M. *Encrucijadas. Revista Crítica De Ciencias Sociales*, v1602.

Gálvez Biesca, S. (2014). La «construcción» de Santiago Carrillo (1983-2012). *Historia del presente, 24*(2), 71-91.

García, C. (2016). Using street protests and national commemorations for nation-building purposes: the campaign for the independence of Catalonia (2012–2014). *The Journal of International Communication, 22*(2), 229-252.

Garrido Fernández, A. (2022). La Recepción De Gramsci En España (2014-2022). *International Gramsci Journal, 4*(4), 163-176.

Gaxie, D. (1980). Les logiques du recrutement politique. *Revue française de science politique*(1), 5-45.

Gaxie, D. (2005). Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective. *Swiss Political Science Review*, 157-188.

Giligan, C. (2009). Le care, éthique féminine ou éthique féministe ? *Multitudes, 37-38*(2-3), 76-78.

Gimeno, B. (2018). Le discours contre le néolibéralisme est aujourd'hui très fort dans le mouvement féministe espagnol. Transcription et traduction par Viviane Albenga. *Mouvements*(2), 118-125.

Gómez-Reino Cachafeiro, M. (2004). La Lega Nord. *Pôle Sud, 20*(1), 133-146.

Gordo López, Á. (2015). Editorial: La "Hipótesis Podemos" desde la Universidad Pública. *Teknocultura, 12*(1), 11-13.

Gunther, R., & Diamond, L. (2003). Species of Political Parties: A New Typology. *Party Politics, 9*(2), 167-199.

Hawkins, K. A., & Hansen, D. R. (2006). Dependent Civil Society: The Círculos Bolivarianos in Venezuela. *Latin American Research Review, 41*(1), 102-132.

Hernández Sánchez, F. (2017). El Partido Comunista de España en la Segunda República. *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne*(51), 85-100.

Ignazi, P. (1996). The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties. *Party Politics*, 549-566.

Jiménez-Sánchez, M., Álvarez Pérez, R., & Betancor Nuez, G. (2021). La movilización de los pensionistas en España como proceso de construcción y aprendizaje de una nueva identidad colectiva. *EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*(52), 97-124.

Kitschelt, H. (1988). Left-Libertarian Parties: Explaining innovation in competitive party systems. *World Politics, 40*(2), 194-234.

Kitschelt, H. (1990). La gauche libertaire et les écologistes français. *Revue française de science politique*(3), 339-365.

Kitschelt, H. (1993). Social movements, political parties, and democratic theory. *The annals of the American academy of political and social science*, 13-29.

Lacroix, B. (1999). D'aujourd'hui à hier et d'hier à aujourd'hui : le chercheur et son objet. *Scalpel*, 147-168.

Lefebvre, R. (2010). "Politiste et socialiste". Une politique d'enquête au PS. *Revue internationale de politique comparée, 17*(4), 127-139.

Lefebvre, R. (2013). Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. *Politix, 2*(102), 7-33.

Lefebvre, R. (2018). Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements. *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*(16), 21-30.

Levitsky, S. (2001). An 'Organised Disorganisation': Informal Organisation and the Persistence of Local Party Structures in Argentine Peronism. *Journal of Latin American Studies, 33*(1), 29-65.

Lillo, N. (2019). Le Parti communiste d'Espagne et l'immigration « économique » (1956-1980). *Revue internationale de politique comparée, 26*(2-3), 107-131.

Lobrera, J., & Rogero-García, J. (2017). Medición de la cristalización electoral de un movimiento de protesta: de la indignación al voto. *EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales*(38), 151-176.

López-Sala, A. (2019). 'You're not getting rid of us'. Performing acts of citizenship in times of emigration. *Citizenship Studies*, 1-18.

Lorente Fontaneda, J., & Sánchez-Vítores, I. (2018). La desafección en las urnas: las elecciones generales de 2015 en España. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*(161), 41-62.

Lorenzi Fernández, E. (2007). La fiesta y los movimientos sociales en la promoción de una identidad de barrio. La “Batalla Naval” de Vallekas. *Disparidades. Revista De Antropología, 62*(1), 145–165.

Lucca, J. B. (2020). Teoría y política en la génesis de MORENA como nuevo partido. *Estudios Políticos*(49), 37-59.

Martín, I. (2015). Podemos y otros modelos de partido-movimiento. *Revista Española De Sociología*(24), 107-114.

Martín, I., & Urquizu-Sancho, I. (2012). The 2011 General Election in Spain: The Collapse of the Socialist Party. *South European Society and Politics, 17*(2), 347-363.

Martínez Martínez, M. (2017). Prácticas mediáticas y movimientos sociales: El activismo trasnacional de Marea Granate. *Index Comunicación, 3*(7), 31-50.

Mateos , A., & Penadés, A. (2019). España: crisis y recortes. *Revista de ciencia política (Santiago), 33*(1), 161-183.

Matonti, F. (2012). Plaidoyer pour une histoire sociale des idées politiques. *Revue d'histoire moderne & contemporaine, 59-4bis*(5), 85-104.

Márquez Padorno, M. (2001). La misión de la Universidad al servicio de la necesidad pública. *Revista de estudios orteguianos*(2), 193-196.

Márquez Padorno, M. (2004). La agrupación al Servicio de la República. Crónica de un partido. *evista de estudios orteguianos*(8-9), 51-92.

Marzolf, H., & Ganuza, E. (2016). ¿Enemigos o colegas? El 15M y la hipótesis Podemos. *EMPIRIA. Revista de Metodología de Ciencias Sociales.*(33), 89-110.

Mazeaud, A., Nonjon, M., & Parizet, R. (2016). Les circulations transnationales de l'ingénierie participative. *Participations, 14*(1), 5-35.

Melo, J., & Aboy Carlés, G. (2014). La democracia radical y su tesoro perdido. *POSTData: Revista de Reflexión y Análisis Político, 19*(2), 395-427.

Montagnon, M. (2020). « Tout changer » : transformations sociales, défis politiques et dynamiques internationales. Retour sur les demandes d'émancipation du mouvement féministe espagnol. *Revue internationale et stratégique, 3*(119), 117-127.

Moreno, C., & Oñate, P. (2004). Tamaño del distrito y voto estratégico en España. *REIS. Revista Española de Investigaciones Sociológicas, 4*(107), 123-151.

Moreno Pestaña, J. (2017). El sorteo y la recepción del populismo en Podemos. *Arizona Journal of Hispanic Cultural Studies*(21), 311-328.

Morlino, L. (1996). Crisis of Parties and Change of Party System in Italy. *Party politics, 2*(1), 5-30.

Mossige, D. (2012). El PRD antes del 2012: partido o partido-movimiento.(La venganza del bipolarismo partidario). *El Cotidiano*(171), 69-80.

Moualek, J. (2017). Des voix (vraiment) pas comme les autres ? Les usages pluriels du vote blanc et nul. *Revue française de science politique , 67*(6), 1153-1166.

Navarro Navarro, J. (2003). Mundo obrero, cultura y asociacionismo: algunas reflexiones sobre modelos y pervivencias formales. *Hispania, 63*(214), 467–483.

Nez, H. (2012). Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid. *Participations, 3*(4), 79-102.

Nonjon, M. (2005). Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante. *Politix, 2*(70), 89-112.

Olivera, P., & Noiriel, G. (2005). Michel Dobry : « Penser = classer ? ». Entretien avec André Loez, Gérard Noiriel et Philippe Olivera. *Genèses, 2*(59), 151-165.

Ollitrault, S. (2001). Les écologistes français, des experts en action. *Revue française de science politique, 51*(1-2), 105-130.

Orriols, L., & Cordero, G. (2016). The Breakdown of the Spanish Two-Party System: The Upsurge of Podemos and Ciudadanos in the 2015 General Election. *South European Society and Politics, 21*(4), 469-492.

Pasamar, G. (2018). Los relatos escépticos sobre la Transición española : origen y claves políticas e interpretativas. *Les Cahiers de Framespa [En ligne]*(27). Récupéré sur http://journals.openedition.org/framespa/4738

Péchu, C. (2001). Les générations militantes à Droit Au Logement. *Revue française de science politique, 51*(1), 73-103.

Penadés , A., & Santiuste, S. (2013). La desigualdad en el sistema electoral y el premio a la localización. *Revista Española de Ciencia Política*(32), 89-116.

Pérez-Caramés, A. (2020). Introducción. Los cuidados en la encrucijada del cambio social. *Atlánticas. Revista internacional de estudios feministas, 5*(1), 1-29.

Petithomme, M. (2019). Le discours médiatique du « populisme de gauche » : l'expérience de La Tuerka en Espagne. *Mots. Les langages du politique, 3*(121), 151-167.

Radcliff, P. (2021). Las libertades locales: la «tradición municipalista» en los discursos de la España democrática contemporánea. *Ayer. Revista De Historia Contemporánea, 123*(3), 165-199.

Ramiro, L., & Gomez, R. (2017). Radical-Left Populism during the Great Recession: Podemos and Its Competition with the Established Radical Left. *Political Studies*(65), 108–126.

Ramiro-Fernández, L. (2004). Electoral competition, organizational constraints and party change: the Communist Party of Spain (PCE) and United Left (IU), 1986–2000. *Journal of Communists Studies and Transition Politics, 20*(2), 1-29.

Razquin, A. (2015). Juventud antifranquista en el movimiento 15M. La reactivación de trayectorias militantes rotas. *Encrucijadas: Revista Crítica de Ciencias Sociales*(9), a0902.

Rendueles, C., & Sola, J. (2015). Podemos y el «populismo de izquierdas» ¿Hacia una contrahegemonía desde el sur de Europa? *Nueva Sociedad*(258), 29-44.

Revilla-Blanco, M., & Molina-Sánchez, C. (2021). Cycle of Protest and Changes in Spanish Party System: 15M, Mareas and New Parties. *FORUM. Revista Departamento Ciencia Política*(20), 206-232.

Rioufreyt, T. (2013). Les passeurs de la "troisième voie" : intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées. *Critique Internationale, 59*(2), pp.33-46.

Rioufreyt, T. (2019). La mise en politique des idées. Pour une histoire sociale des idées en milieu partisan. *Politix, 2*(126), 7-35.

Rivero, Á. (2015). Asaltar los cielos. *Cuadernos de Pensamiento Político*(47), 97-112.

Rodríguez Teruel, J., & Barrio, A. (2016). Going national: Ciudadanos from Catalonia to Spain. *South European Society and Politics, 21*(4), 587-607.

Romanos, E. (2014). Evictions, Petitions and Escraches: Contentious housing in austerity Spain. *Social Mouvements Studies, 13*(2), 296-302.

Rueda Laffond, J. (2016). El candado del 78: Podemos ante la memoria y la historiografía sobre la ruptura democrática. *Historia Contemporánea*(53), 725-751.

Ruiz Romero, M. (2018). La dialéctica andalucismo/socialismo en el contexto del sistema de partidos de la Transición. La emergencia nacionalista y la asunción estratégica de sus aportaciones por el PSOE (1977-1982). *Pasado y Memoria. Revista de Historia Contemporánea*(17), 81-102.

Sánchez-Cuenca Rodríguez, I. (2009). La violencia terrorista en la transición española a la democracia. *Historia del presente*(14), 9-24.

Sánchez, C., & Díaz-Polanco, H. (2018). El partido-movimiento MORENA. *ABYA-YALA Revista sobre acesso á justiça e direitos nas Américas, 2*(3), 171-182.

Sanz Sabido, R. (2017). Online Communities of Spanish Migrants in Times of Austerity. *JOMEC Journal*(11), 83-95.

Salman, T. (2011). Movimientos sociales gobernando: entre ideales y responsabilidades. Bolivia después del triunfo del MAS. *Persona y Sociedad, 21*(1), 89-119.

Sawicki, F. (1994). Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan. Le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine. *Sociétés contemporaines, 4*(20), 83-110.

Tardivo, G., & Díaz Cano, E. (2020). Felipe González y el caso de los GAL: una relectura de la política antiterrorista de los gobiernos del PSOE en España entre 1982 y 1996. *29*(3), 115-139.

Treglia, E. (2016). La última batalla de la transición, la primera de la democracia. La oposición a la OTAN y las transformaciones del PCE (1981-1986). *Ayer, 103*(3), 71-96.

Urbinati, N. (2019). Liquid parties, dense populism. *Philosophy & Social Criticism, 45*(9-10), 1069-1083.

Verón Lassa, J., & Pallarés Navarro, S. (2017). La imagen del político como estrategia electoral: el caso de Albert Rivera en Instagram. *Mediatika: cuadernos de medios de comunicación*(16), 195-217.

Villoria, M. (2015). La corrupción en España: rasgos y causas esenciales. *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine [En ligne]*(15). Récupéré sur http://journals.openedition.org.acces.bibliotheque-diderot.fr/ccec/5949

Villoria, M., & Jiménez, F. (2012). La corrupción en España (2004-2010): datos, percepción y efectos. *Revista Española de Investigaciones Sociológicas (REIS), 26*(138), 109-134.

Ysàs, P. (2008). El movimiento obrero durante el franquismo: de la resistencia a la movilización (1940-1975). *Cuadernos de Historia Contemporánea, 30*, 165-184.

Zarzalejos, J. (2016). Populism in Spain: an analysis. *European View, 15*(2), 183–191.

Chapitres d'ouvrages

Balibar, E. (2020). Chapitre 3. Sur les interprétations de Mai 68. Dans E. Balibar, *Histoire interminable. D'un siècle l'autre. Écrits I* (pp. 88-134). Paris : La Découverte.

Baron-Yellès, N., & Loyer, B. (2015). Chapitre 5. Madrid et sa région : laboratoire du Parti populaire. Dans N. Baron-Yellès, & B. Loyer, *L'Espagne en crise(s). Une géopolitique au XXIe siècle* (pp. 83-98). Paris: Armand Collin.

Bereni, L. (2012). Penser la transversalité des mobilisations féministes : l'espace de la cause des femmes. Dans C. Bard, *Les féministes de la 2ème vague* (pp. 27-41). Rennes : Presses Universitaire de Rennes.

Bergès, K. (2016). 4. Les féminismes dans l'Espagne d'aujourd'hui. Dans A. Fernandez Garcia, & M. (. Petithomme, *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux* (pp. 103-131). Paris : Demopolis.

Carleial, A. (2009). Movimiento-partido: el caso del Movimiento de los Trabajadores Sin Tierra (MST) en Brasil. Dans D. Favela Gavia, & D. Guillén, *América Latina: los derechos y las prácticas ciudadanas a la luz de los movimientos populares* (pp. 81-110). Buenos Aires : CLACSO.

Collovald, A. (2002). Pour une sociologie des carrières morales des dévouements militants. Dans A. Collovald, M.-H. Lechien, & S. e. Rozier, *L'humanitaire ou le management des dévouements* (pp. 177-229). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Criado Olmos, H., & Pinta Sierra, P. (2015). Crisis económica, clase social y voto a podemos. Dans L. Paramio, *Desafección política y gobernabilidad : el reto político* (pp. 229-253). Madrid: Marcial Pons Ediciones Jurídicas y Sociales.

De Nieves, A. (2015). ¿Asalto a las instituciones? Algunos apuntes sobre la relación entre Podemos y el movimiento del 15 de mayo. Dans E. Mateo Regueiro, *Hasta luego, Pablo.* Madrid : Catarata.

Delwit, P. (1999). Ecolo : les défis du plus grand des partis verts en Europe. Dans P. Delwit, & D. W. Jean-Michel, *Les partis verts en Europe.* Bruxelles : Editions Complexes.

De Sousa, B. (2017). La ola Podemos. Dans M. A. Abaza, *Protesta e indignación global. Los movimientos sociales en el nuevo orden mundial* (pp. 47-52). CLACSO.

Domínguez Sánchez, M. (2015). Intelectual, político y académico. La élite de Podemos. Dans E. Mateo Regueiro, *Hasta luego, Pablo.* Madrid : Catarata.

Fillieule, O. (2009). Carrière militante. Dans O.Fillieule (ed.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (pp. 85-94). Paris : Presses de Sciencespo.

Guereña, J.-L., & Tiana Ferrer, A. (2016). Influencias europeas en la educación popular española: El caso de la Casa del Pueblo de Madrid y el modelo belga (1897-1929). Dans J.-L. Guereña, & A.Tiana Ferrer, *Formas y espacios de la educación popular en la Europa mediterránea: Siglos xix y xx* (pp. 167-185). Madrid : Casa de Velázquez.

Hawkins, K. A. (2008). La organización populista. Los Círculos Bolivarianos en Venezuela. Dans C. de la Torre, & E. Peruzzotti, *El retorno del pueblo. Populismo y nuevas democracias en América Latina*. (pp.125-160). Quito : FLACSO

Johsua, F. (2009). Abeyance structure. Dans O. Fillieule (ed.), *Dictionnaire des mouvements sociaux* (pp. 17-23). Presses de Sciencepo.

Kitschelt, H. (2006). Movement Parties. Dans R. S. Katz, & W. J. Crotty, *Handbook of Party Politics* (pp. 278-290). Londres : SAGE publications.

Lefebvre, R. (2016). Les primaires à droite : Processus d'adoption et transformations du jeu partisan. Dans R. Lefebvre, & E. Treille, *Les primaires ouvertes en France : Adoption, codification, mobilisation* (pp. 65-104). Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Lefebvre, R., & Treille, E. (2016). Introduction. Vers une primarisation de la vie politique française ? Dans R. Lefebvre, & E. Treille, *Les primaires ouvertes en France : Adoption, codification, mobilisation* (pp. 11-36). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Mair, P. (1999). Evaluation des performances politiques des partis verts en Europe. Dans P. Delwit, & J.-M. De Waele, *Les partis verts en Europe.* Editions complexes.

Monedero, J. (2022). La anunciada y nunca atendida banalización de la democracia occidental: el programa pendiente del partido cartel. Dans R. Katz, & P. Mair, *Democracia y cartelización de los partidos políticos* (R. L. Ruiz, Trad., pp. 11-45). Madrid : Catarata.

Montero, J. (2014). El feminismo en el proyecto político de la LCR. Dans M. Caussa, & R. (. Martínez i Muntada, *Historia la Liga Comunista Revolucionaria (1970-1991)* (pp. 205-231). La Oveja Roja.

Moreno Pestaña, J. L. (2013). Democracia, movimientos sociales y participación popular. Lógicas democráticas y lógicas de distinción en las asambleas del 15M. Dans J. Escalera Reyes, & A. Coca Pérez, *Movimientos sociales, participacióny ciudadanía en Andalucía.* Sevilla: Aconcagua Libros.

Razquin, A. (2019). Etnografía del impulso feminista y la deriva patriarcal en las asambleas del movimiento 15M. Dans R. Díez García, & G. Betancor Nuez, *Movimientos sociales, acción colectiva y cambio social en perspectiva: continuidades y cambios en el estudio de los movimientos sociales* (pp. 73-86). Bizkaia: Fundación Betiko.

Rihoux, B. (1999). La transformation inachevée d'un "parti-mouvement" en un parti de pouvoir. Dans P. Delwit, & J.-M. De Waele, *Les partis verts en Europe.* Bruxelles : Editions Complexes.

Rodríguez Victoriano, J. (2020). Del desencanto programado de la "Transacción" postfranquista a la indignación desencantada tras el 15 M. La sociología histórica de Alfonso Ortí como condición de posibilidad de una sociología crítica. Dans I. Rodríguez de Arellano , & C. Gómez Benito, *En torno a Alfonso Ortí. La sociología crítica como sociohistoria* (pp. 95-111). Universidad Nacional de Educación a Distancia – UNED.

Romanos, E. (2013). Collective learning processes within social movements. Some insights into the spanish 15M/indignados movement. Dans C. Flesher Fominaya, & L. Cox, *Understanding European movements. New Social Movements, Global Justice Struggles, Anti-Austerity Protest* (pp. 203-219). Londres : Routledge.

Sawicki, F. (2011). Partis politiques et mouvements sociaux : des interdépendances aux interactions et retour. Dans S. Dechezelles, & L. Simon, *Voix de la rue ou voie des urnes? Mouvements sociaux et partis politiques* (pp. 31-45). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

Sawicki, F. (2018). Les partis politiques sont-ils voués à disparaître ? Dans D. Gaxie, & W. (. Pelletier, *Que faire des partis politiques ?* (pp. 289-308). Bellecombe en Bauges : Editions du croquant.

Seiler, D.-L. (1999). Comment classer les partis verts en Europe? Dans P. Delwit, & J.-M. De Waele, *Les partis verts en Europe.* Bruxelles : Editions Complexes.

Taibo, C. (2015). Podemos, podríamos, pudimos. Dans E. Mateo Regueiro, *Hasta luego Pablo* (pp. 82-94). Madrid: Catarata.

Tamboleo García, R. (2014). La construcción del partido político Podemos. De Caracas a Somosaguas: la casta y los castatarios. Dans R. Tamboleo García, & R. Bañón i Martínez, *La modernización de la política y la innovación participativa* (pp. 107-132). Editorial GOGEP Complutense.

Traïni, C., & Siméant-Germanos, J. (2009). Introduction. Pourquoi et comment sensibiliser à la cause? Dans C. Traïni, *Emotions...Mobilisation!* Paris : Presses de Sciences po.

Zancarini-Fournel, M. (2012). Les partis politiques de gauche au risque de la décennie féministe (1971-1981). Dans G. Richard, & J. Sainclivier, *Les partis à l'épreuve de 68 : L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974* (pp. 41-53). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.

Ouvrages

Albert de Paco, J., & Ellakuría, I. (2015). *Alternativa naranja: Ciudadanos a la conquista de España.* Debate.

Baby, S. (2018). prólogo. Dans S. Baby, *El mito de la transición pacífica. Violencia y política en España (1975-1982).* Akal.

Castells, M. (2012). *Redes de indignación y esperanza: los movimientos sociales en la era de Internet.* Madrid: Alianza Editorial.

Canal, J. (ed). (2021). *Histoire de l'Espagne contemporaine* (éd. 4è). Armand Collin.

Combes, H. (2011). *Faire parti. Trajectoires de gauche au mexique.* Paris: Karthala.

Costa Delgado, J. (2019). *La educación política de las masas. Capital cultural y clases sociales en la Generación del 14.* Madrid: Siglo XXI.

Costantini, L. (2019). *Aquí mando yo. Historia íntima de Podemos.* La esfera de los libros.

Della Porta, D., Fernández, J., & Mosca, L. (2017). *Movement Parties Against Austerity.* Polity Press.

Delwit, P. ; De Waele, J-M. (eds.) (1999). *Les partis verts en Europe.* Bruxelles : Editions Complexe.

De sousa, B., & Mendes, J. (2017). *Demodiversidad: Imaginar nuevas posibilidades democráticas.* Madrid: Akal.

Domínguez, A., & Giménez, L. (eds.) (2015). *Podemos. Sûr que nous pouvons!* (M. Sicard, Trad.) Indigènes éditions.

Domínguez, A. (ed.) (2017). *Repensar la España plurinacional.* Icaria.

Fernández Albertos, J. (2015). *Los votantes de Podemos.* Madrid: Catarata.

Fernández Liria, C. (2016). *En defensa del populismo.* Madrid: Catarata.

Fernández Savater, A. (2021). *La fuerza de los débiles. El 15M en el laberinto español. Un ensayo sobre la eficacia política.* Madrid: Akal.

Fernández, F. (2021). *Translating the crisis. Politics and culture in Spain after the 15M.* Routledge.

Gálvez Biesca, S. (2017). *La gran huelga general. El sindicalismo contra la "modernización socialista".* Madrid : Siglo XXI de España.

Ganuza, E., & Font, J. (2018). *¿Por qué la gente odia la política?* Madrid: Los Libros de la Catarata.

Gaxie, D. (1978). *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique.* Le Seuil.

Guedán , M. (Éd.). (2016). *Podemos: Una historia colectiva.* Madrid : Akal.

Gerbaudo, P. (2019). *The Digital Party: Political Organisation and Online Democracy.* Pluto Press.

Iglesias, P. (2014). *Disputar la democracia. Política para tiempos de crisis.* Madrid : Akal.

Jérome, V. (2021). *Militer chez les verts.* Presse de sciences po.

Johsua, F. (2015). *Anticapitalistes. Une sociologie historique de l'engagement.* Paris :La Découverte.

Kitschelt, H. (1989). *The logics of party formation. Ecological Politics in Belgium and West Germany.* Ithaca;London: Cornell University Press.

Laclau, E. (1978). *Política e ideología en la teoría marxista. Capitalismo, fascismo, populismo.* Madrid: Siglo XXI.

Laclau, E. (2005). *La razón populista.* Buenos Aires: Fondo de cultura económica.

Laclau, E., & Mouffe, C. (2015 (1987)). *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia* (éd. Segunda). Madrid: Siglo XXI.

Lefebvre, R. (2011). *Les primaires socialistes. La fin du parti militant.* Paris: Raisons d'agir .

Lobo, R., & Monedero, J. (2015). *Conversación con Juan Carlos Monedero.* Ediciones Turpial.

Mathieu, L. (2011). *La démocraie protestataire.* Paris: Presses de Sciences Po.

Mathieu, L. (2012). *L'espace des mouvements sociaux.* Bellecombe en Bauges : Editions du croquant.

Matonti, F. (2005). *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980).* La découverte.

McAdam, D. (2012). *Luttes pour les droits civiques, Mississippi 1964.* (C. Izoard, Trad.) Marseille: Agone.

Mcgann, A. J., & Kitschelt, H. (1995). *The Radical Right in Western Europe: A Comparative Analysis.* University of Michigan Press.

Monedero, J., & Iglesias, P. (2011). *¡Que no nos representan!: El debate sobre el sistema electoral español.* Editorial Popular.

Moreno Pestaña, J. (2019). *Retorno a Atenas. La democracia como principio antioligárquico.* Madrid: Siglo XXI.

Mouffe, C. (2014). *Agonistique - Penser politiquement le monde.* Paris: ENSBA.

Mouffe, C., & Errejón, Í. (2015). *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia.* Icaria.

Navarro, V. ((2006) 2015). *El subdesarrollo social de España. Causas y consecuencias.* Anagrama.

Nez, H. (2015). *Podemos, de l'indignation aux élections.* Les petits matins.

Pudal, B. (1989). *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF.* Paris: Presses de Sciences Po.

Polletta, F. (2002). *Freedom is an endless meeting. Democracy in american social movements.* The University of Chicago Press.

Razquin, A. (2017). *Didáctica ciudadana: La vida política en las plazas. Etnografía del movimiento 15M.* Granada: Editorial Universidad de Granada.

Rihoux, B. (2001). *Les partis politiques: organisations en changement. Le test des écologistes.* L'harmattan.

Rivero, J., & Iglesias, P. (2014). *Conversación con Pablo Iglesias.* Turpial.

Rodríguez López, E. (2016). *La política en el ocaso de la clase media. El ciclo 15M-Podemos.* Madrid: Traficantes de Sueños.

Sánchez León, P., & Pérez Quintana, V. (.eds). (2008). *Memoria ciudadana y movimiento vecinal : Madrid, 1968-2008.* Madrid : Los libros de la Catarata.

Skinner, Q. (2018 (2002)). *Visions politiques.* Genève: Droz.

Sylone (eds). (2016). *Anticapitalistas en Podemos: Construyendo Poder Popular.* Editorial Sylone.

Taibo, C. (2011). *El 15M en sesenta preguntas.* Catarata.

Tarragoni, F. (2019). *L'Esprit démocratique du populisme.* Paris: La Découverte.

Torreblanca, J. (2015). *Asaltar los cielos. Podemos o la política después de la crisis.* Barcelona: Penguin Random House Grupo Editorial.

Van Cott, D. (2005). *From movements to parties in Latin America. The evolution of ethnic politics.* Cambridge: Cambridge University Press.

Weber, M. (1965). *Essais sur la théorie de la science.* Plon.

Weber, M. (2014). *La ville.* (A. Berlan, Trad.) La Découverte.

Communication, mémoire de fin d'études, thèses doctorales

Chazel, L. (2021). Théorie et pratique du populisme par la gauche radicale : une analyse comparée de Podemos et La France insoumise [Thèse de doctorat non publiée].. Université Grenoble Alpes / Université Complutense de Madrid.

Cordier, L. (2020). *Crise démocratique et mutations contemporaines de la représentation politique : l'exemple islandais (2008-2017)* [Thèse de doctorat non publiée]. Université Lyon 2 / Université d'Islande.

Galdón Corbella, C. (2016). *La interacción entre los movimientos sociales y el feminismo: El movimiento 15M y la Comisión de Feminismos Sol* [Thèse de doctorat non publiée]. Universidad Rey Juan Carlos de Madrid.

Montagnon, M. (2017). *Podemos. Etude après des militant-es du cercle de Lavapiés, Madrid.* [Mémoire de fin d'études non publié]. ENS de Lyon.

Sánchez-Sierra, A. (2003). El Pacto PSOE-IU en las elecciones generales de 2000: estrategia electoral, proceso negociador y efectos. *Congreso Español de Ciencia Política*, Barcelona.

Rapports

Colau, A., & Alemany, A. (2013). *2007 – 2012 : retrospectiva sobre desahucios y ejecuciones hipotecarias en España, estadísticas oficiales e indicadores.* Récupéré sur

https://afectadosporlahipoteca.com/wp-content/uploads/2013/02/RETROSPECTIVA-SOBRE-DESAHUCIOS-Y-EJECUCIONES-HIPOTECARIAS-EN-ESPA%C3%91A-COLAUALEMANY1.pdf

Navarrete Moreno, L. (dir). (2014). *La emigración de los jóvenes españoles en el contexto de la crisis.* Injuve. Observatorio de la Juventud en España. Récupéré sur https://www.injuve.es/sites/default/files/adjuntos/2019/05/emigracion_jovenes_2014.pdf

Numéros de revues

Aït-Aoudia, M., Bachelot, C., Bargel, L., Combes, H., Dechezelles, S., Ethuin, N. & Petitfils, A. (dir.). (2010). Enquêter dans les partis politiques [numéro thématique]. *Revue internationale de politique comparée*, *17*(4)

Díez García, R., Betancor, G. (dir.). (2015).Acción colectiva en tiempos de crisis: democracia, indignación y movimientos sociales [numéro thématique]. *Encrucijadas. Revista crítica de ciencias sociales*, 9

Jerez Novara, A., Maestu Fonseca, E. (dir.) (2015). Hipótesis Podemos: diálogos, debates [numéro thématique]. *Teknocultura. Revista de cultura digital y movimientos sociales*, 12(1)

(2015). Debate. *RES. Revista Española de Sociología*, 24

*(2021).*Monográfico de Cuidados [numéro thématique]. *RES. Revista Española de Sociología, (30)2*

Sources

Documents partisans (hors archives personnelles)

(2014). « Mover ficha : convertir la indignación en cambio político ». Récupéré sur *https://fr.scribd.com/document/199547061/Manifiesto-Mover-Ficha*

Podemos. (2017). *Documento organizativo.*

Podemos. (2020). *Reglamento de funcionamiento de los Círculos.*

Presse et revues

Alabao, N. (2016, décembre 25). ¿Qué tiene que ver la democracia interna de Podemos con el cambio en España? *Ctxt*(96), p. 2016.

Alabao, N. (2017, février 5). ¿Por qué hay una cultura política de guerra en Podemos? *Ctxt*(102).

Alba Rico, S. (2017, février 11). Vistavieja, vistatriste, vistaqué. *Ctxt*(103).

Alba Rico, S. (2019, janvier 20). Más Madrid, menos Podemos. *Ctxt*. Récupéré sur https://ctxt.es/es/20190116/Firmas/23999/Santiago-Alba-Rico-tribuna-Podemos-Errejon-Carmena-Madrid-politica.htm

Álvarez, R. (2018, mars 9). La mujer se abre paso en un 8-M histórico. *El Mundo*. Récupéré sur https://www.elmundo.es/espana/2018/03/08/5aa1acda22601d33108b45c8.html

Antentas, J. (2017). Imaginación estratégica y partido. *Viento Sur*, 141-150.

Antentas, J. (2017, mai 8). Imagination stratégique et parti. *Contretemps. Revue de critique communiste*.

Camargo Fernández , R. (2014, octobre 15). Podemos: doble militancia y pluralismo político. *Viento Sur*. Récupéré sur https://vientosur.info/podemos-doble-militancia-y-pluralismo-politico/

Cárcel, À., & Eguibar, F. J. (2022, novembre 25). La conspiradora 'cafebrería' donde nació Podemos. *La Vanguardia*. Récupéré sur https://www.lavanguardia.com/participacion/las-fotos-de-los-lectores/20221125/8612956/fundacion-marabunta.html

Ctxt. (2015, décembre 29). La izquierda irresponsable. *Ctxt*. Récupéré sur https://ctxt.es/es/20151223/Firmas/3521/Pp-Psoe-Podemos-alianza-20D.htm

De Sousa, B. (2015, mars 16). The Podemos wave. Récupéré sur https://www.opendemocracy.net/boaventura-de-sousa-santos/podemos-wave

Domènech , A., Buster, G., & Raventós, D. (2016, juillet 2). Sonrisas y lágrimas. *Cuartopoder*. Récupéré sur https://ctxt.es/es/20160629/Politica/6933/derrota-resultados-podemos-26j.htm

Domènech, A., Buster, G., & Raventós, D. (2017). Podemos, los cisnes negros y la verdad. (103). Récupéré sur https://ctxt.es/es/20170208/Firmas/11077/Podemos-Vistalegre-II-renta-basica-izquierda-ilustracion.htm

El País. (2016, mars 9). La preocupación por la corrupción se dispara ocho puntos entre los españoles, según el CIS. *El País.* Récupéré sur https://elpais.com/politica/2016/03/08/actualidad/1457427632_719011.html

El País. (2018, mars 9). Las manifestaciones del Día Internacional de la Mujer, en imágenes. *El País*. Récupéré sur https://elpais.com/elpais/2018/03/08/album/1520530110_838725.html#foto_gal_1

El País. (2018, mai 23). Cuando Pablo Iglesias prefería "vivir en Vallecas". *EL PAÍS*. Récupéré sur https://elpais.com/politica/2018/05/22/diario_de_espana/1526996077_269948.html

Errejón, Í. (2020, novembre 10). Lo que pudimos. Lo que podremos. *Jacobinlat*. Récupéré sur https://jacobinlat.com/2020/11/10/lo-que-pudimos-lo-que-podremos/

Fernández, B. (2015). La tarea pendiente: el partido-movimiento y la ruptura contra-institucional. *Viento Sur*(143), 92-100.

Fernández Liria, C. (2019, janvier 17). Vuelve Podemos. *Ctxt*. Récupéré sur https://www.cuartopoder.es/espana/2019/01/17/vuelve-podemos/

Fernández-Savater, A., & Cano, G. (2021, décembre 4). Traducciones, traiciones y transiciones. Del 15M a Podemos. *Ctxt*. Récupéré sur https://ctxt.es/es/20211201/Politica/38091/15M-podemos-amador-fernandez-savater-german-cano.htm

Garzón, A. (2014, novembre 24). La calle no entendería que IU y Podemos no se unieran. (F. Manetto, Intervieweur) ElPaís. Récupéré sur https://elpais.com/politica/2014/11/23/actualidad/1416764471_948181.html

Gómez, M. (2013, avril 25). Más de seis millones de parados. *El País*. Récupéré sur https://elpais.com/economia/2013/04/25/actualidad/1366872244_350515.html

Gómez, M., & Marcos, J. (2018, 9 mars). Movilización histórica por la igualdad de las mujeres. *El País*. Récupéré sur https://elpais.com/economia/2018/03/08/actualidad/1520545956_654616.html

Iglesias, P. (2015). Understanding Podemos. *New left reviewc*(93). Récupéré sur https://newleftreview.org/issues/ii93/articles/pablo-iglesias-understanding-podemos

Iñaki Oliden, A. (2013, octobre 9). “En el Partido X somos profundamente apartidistas”. Récupéré sur https://www.eldiario.es/politica/red-ciudadana-partido_1_5832110.html

Jiménez Gálvez, J., & Kadner, M. (2014, mai 26). Podemos se convierte en la sorpresa y logra cinco escaños en Estrasburgo. *El País*. Récupéré sur https://elpais.com/politica/2014/05/25/actualidad/1401009854_060215.html

Marcos, J. (2018, avril 15). Las primarias reavivan la lucha por el control de Podemos en Madrid. *El País*. Récupéré sur https://elpais.com/politica/2018/04/13/actualidad/1523637355_052077.html

Martín, S. (2017, février 8). ¿Ha llegado el momento de Íñigo Errejón? ¿O es más bien el de Ada Colau? *Cuartopoder*. Récupéré sur https://www.cuartopoder.es/ideas/2017/02/08/ha-llegado-el-momento-de-inigo-errejon-o-es-el-de-ada-colau/

Monedero, J. C. (2017, enero 17). Que tres años no es nada. *Eldiario.es*. Récupéré sur https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/anos_129_3631749.html

Mora, M. (2015, mai 25). Empieza la segunda transición. *Ctxt*. Récupéré sur https://ctxt.es/es/20150528/politica/1209/

Moruelos, A (2014, août 6). Pablo Iglesias, transgresor también al vestir. *CadenaSer*. Récupéré sur https://cadenaser.com/ser/2014/08/06/espana/1407282618_850215.html

Pérez De Albéniz, J. (2016, mai 12). Montblancs y botellines. *Cuartopoder*. Récupéré sur https://www.cuartopoder.es/ideas/opinion/2016/05/12/montblancs-y-botellines/

Rendueles, C. (2016, décembre 24). Reino de España: Un cronómetro para Podemos. *Sinpermiso*. Récupéré sur https://www.sinpermiso.info/textos/reino-de-espana-un-cronometro-para-podemos

Rivero, J., & Ariño, A. (2015, avril 12). Gobernar es escuchar. *Ctxt*. Récupéré sur https://ctxt.es/es/20150319/politica/639/Manuela-Carmena-Podemos-Elecciones-Comunidad-de-Madrid-Ahora-Madrid.htm

Rodríguez-Pina, G., & Álvarez, P. (2018, mars 8). La movilización de las mujeres por la igualdad real desborda el 8-M. *El País*. Récupéré sur https://elpais.com/politica/2018/03/07/actualidad/1520447308_312176.html

Sacristán, M. (1985, février 28). El PSOE ha traicionado a la izquierda. (C. Piera, Intervieweur) Mundo Obrero.

Sánchez Hidalgo, E. (2018, mars 10). El 8-M también fue histórico en los pueblos de España. *El País*. Récupéré sur https://verne.elpais.com/verne/2018/03/10/articulo/1520701788_296853.html

Sandón, V. (2019, avril 30). La foto de familia. *Eldiario.es*. Récupéré sur https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/foto-familia_129_1572027.html

Tecé, G. (2017, février 8). Recordar para qué. *Ctxt*(103).

Tecé, G. (2023, février 7). La herencia del muerto Podemos. *Ctxt*(293).

Urbán, M. (2017, enero 17). Reinventar Podemos para ganarlo todo. *Eldiario.es*. Récupéré sur https://www.eldiario.es/opinion/tribuna-abierta/reinventar-podemos-ganarlo_129_3635860.html

Verdú, D. (2014, novembre 7). A por Ferraz desde Don Benito. *Elpaís*. Récupéré sur https://elpais.com/politica/2014/07/11/actualidad/1405073343_514704.html

(2021). Résister à l'Université néolibérale en Espagne. *Mouvements*, 107, 74-82

Reportage, film

Agencia Atlas. (2014, mai 18). *Herederos del 15-M en las elecciones europeas.* Récupéré sur publico.es: https://www.publico.es/videos/449420/herederos-del-15-m-en-las-elecciones-europeas

León de Aranoa, F. (Réalisateur). (2016). *Política, manual de instrucciones* [Film].

Ressources internet

Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS). Enquêtes postélectorales 3126 ; 3248 ; 3269.

www.cis.es

Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales *(CLACSO)*

www.clacso.org

Constitución Española

www.boe.es

Diccionario de la Real Academia Española

www.dle.rae.es/

Instituto Nacional de Estadística (INE).

www.ine.es

Ley Orgánica 5/1985, de 19 de junio, del Régimen Electoral General.

www.juntaelectoralcentral.es

Résultats électoraux (pourcentages, siège, nombre de voix)

www.elpais.com

Site internet de Podemos

participa.podemos.info/es

Site internet de la Huelga Feminista

https://hacialahuelgafeminista.org/

Site internet « Casos aislados de una corrupción sistémica »

https://casos-aislados.com/index.php

Televisió de Catalunya (TV3)

www.ccma.cat/tv3/

Annexes

Annexe 1 : brève chronologie de Podemos (jusqu'en 2020)

La genèse et la fabrique partisane

2009 : Izquierda Anticapitalista se désolidarise de Izquierda Unida pour concourir aux européennes

2010 : lancement de *La Tuerka* (programme en ligne notamment animé par Pablo Iglesias) ; ouverture du café *La Marabunta*.

2011 : Pablo Iglesias et Juan Carlos Monedero publient *Que no nos representan*. Juan Carlos Monedero publie *La Transición contada a nuestros padres*.

2012 : lancement de *Fort Apache* (programme en ligne animé par Pablo Iglesias) ; Izquierda Anticapitalista soutient la CUP lors des autonomiques andalouses ; Pablo Iglesias conseiller de campagne

Janvier 2014 : diffusion du manifeste « Mover Ficha » ; conférence de presse au Teatro del Barrio : annonce de l'organisation d'une primaire ouverte et invitation à IU afin qu'elle participe à la primaire. Présentation d'un organigramme informel de Podemos pour coordonner la campagne avec des membres de Izquierda Anticapitalista.

Mai 2014 : scrutin des européennes. Podemos remporte 5 eurodéputés.

Octobre 2014 : Congrès de Vistalegre I. La liste « Claro que Podemos » emmenée par le groupe dit « de la Complutense » remporte le scrutin face à la liste « Sumando Podemos » portée par Izquierda Anticapitalista. Pablo Iglesias est élu Secrétaire général de Podemos, prohibition de la double militance pour occuper un poste dans la structure interne, adoption des primaires ouvertes par scrutin de listes pour les postes internes et les candidats aux élections ; Izquierda

Anticapitalista est dissout, devient Anticapitalistas, courant interne à Podemos. Lancement de *Otra Vuelta de Tuerka* (programme en ligne).

Le temps des alliances et de l'institutionnalisation

2014/2015 : création des coalitions en vue des élections municipales. Podemos s'allie avec des partis minoritaires, des collectifs contestataires, parfois également Izquierda Unida. Création de Ahora Madrid, Barcelona en comù etc…

Mai 2015 : élections municipales et autonomiques. Les coalitions de gauche remportent des villes majeures comme Madrid, Barcelone et des capitales de province comme Cadix, La Corogne. Reconversions de militants de IU à Podemos

Décembre 2015 : élections générales. Podemos concourt seul et remporte 69 députés, il est la troisième force du pays, IU ne conserve que 2 députés. Face à l'absence de majorité parlementaire et l'échec des négociations, de nouvelles élections sont prévues.

Mai 2016 : Consultation aux inscrits de la plateforme web de Podemos. 35% de participation, 98% de votes exprimés en faveur de la création d'une coalition électorale avec Izquierda Unida ; Dissensions intra-partisane et exits de militants.

Juin 2016 : nouveau scrutin des élections générales. Unidos Podemos remporte 71 députés et perd 1 million d'électeurs. Grâce à l'abstention des socialistes, Mariano Rajoy est réinvesti Président du gouvernement.

Novembre 2016 : primaires internes de Podemos au Conseil Citoyen Autonomique de Madrid. Publicisation du conflit intra-partisan au sein du courant vainqueur de Vistalegre I. Le candidat de Pablo Iglesias remporte la primaire grâce à la création d'une liste commune avec Anticapitalistas face à la candidate soutenue par Íñigo Errejón.

Des conflits intra-partisans aux scissions

Février 2017 : Congrès de Vistalegre II. Pablo Iglesias remporte le congrès et entame un second mandat de Secrétaire général ; consolidation des trois courants Pablista, Errejonista, Anticapitalistas.

Mars 2018 : grève féministe

Avril/mai 2018 : primaires et « consultation de la villa de Galapagar ». Défections de militants.

Octobre 2018 : dissensions en vue des primaires pour les élections municipales de 2019. Première scission de Podemos : Íñigo Errejón fonde Más Madrid.

Avril 2019 : Elections générales. Unidas Podemos passe de 71 à 42 députés. En l'absence de majorité et après l'échec des négociations inter-partisanes, de nouvelles élections sont organisées.

Mai 2019 : Podemos perd l'essentiel des mairies remportées en 2015 à l'exception notable de Cadix et Barcelone. Anticapitalistas se consolide en Andalousie.

Novembre 2019 : Répétition du scrutin des générales. Unidas Podemos passe de 42 à 35 députés ; Íñigo Errejón concourt avec Más País, il remporte deux députés. Formation de la coalition gouvernementale PSOE/Unidas Podemos.

Février 2020 : Seconde scission de Podemos après l'accord de gouvernement avec les socialistes. Le courant Anticapitalistas annonce sa sortie de Podemos.

**

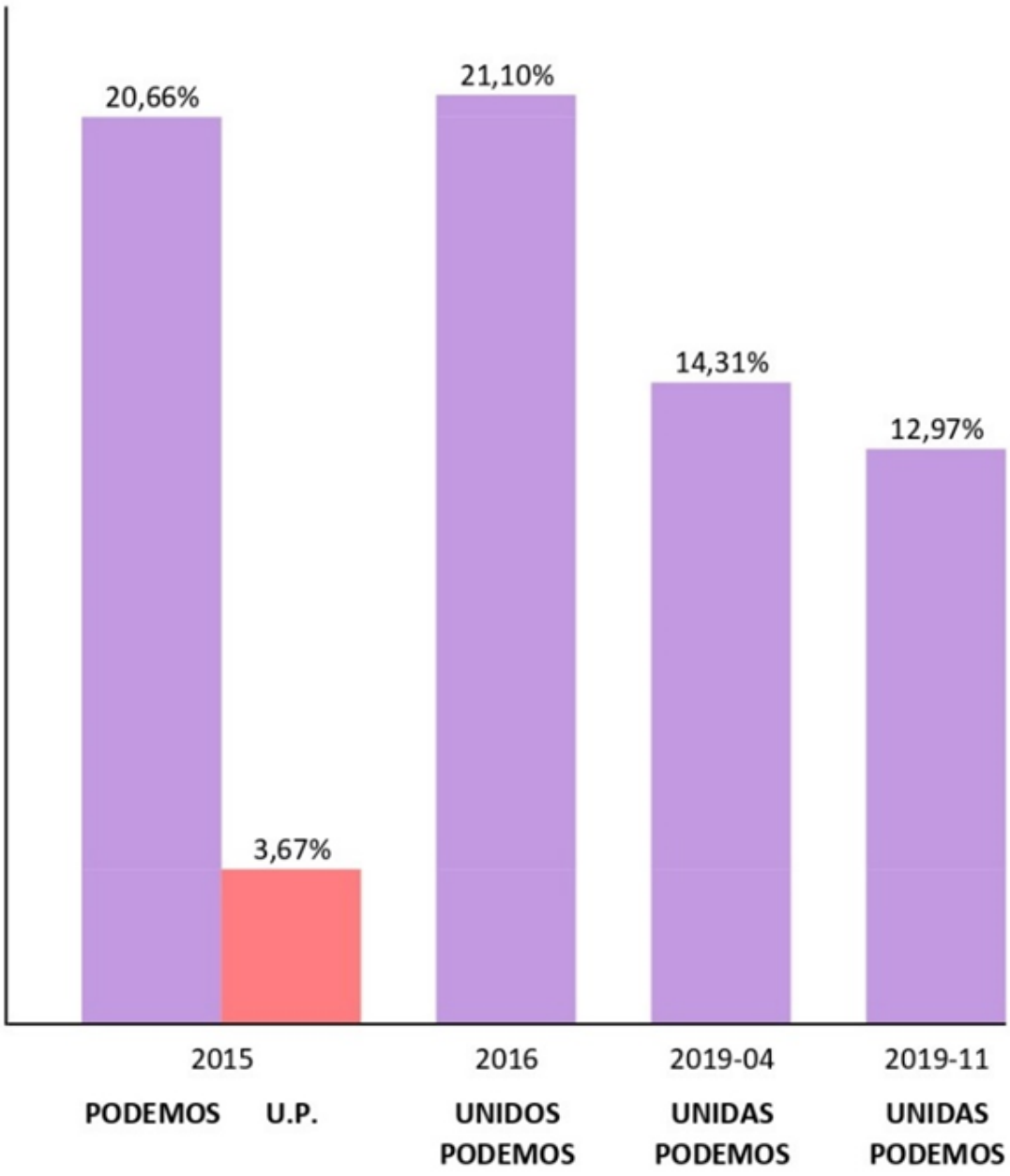
*

Après la fin de notre enquête, lors des élections de mai 2023, Podemos a souffert une lourde défaite électorale. Il a perdu son dernier bastion municipal, Barcelone, ainsi que la Communauté Valencienne qu'il gouvernait en coalition avec des forces régionalistes. Podemos est désormais une force partisane extra-institutionnelle à Madrid, recueillant moins de 5% des voix, de même dans la communauté autonome. Más Madrid, parti régional issu de la première scission de Podemos, a quant à lui engrangé de bons résultats, il est le premier parti d'opposition à la municipalité et dispose du même nombre de siège que le PSOE dans la communauté autonome. A l'issue de lourds conflits, au niveau national Podemos a finalement intégré la coalition électorale Sumar (littéralement « additionner ») avec laquelle il a concouru lors des élections anticipées de juillet 2023. Avec à sa tête la Ministre du travail Yolanda Díaz, Sumar agglutine la plupart des formations partisanes situées à la gauche du PSOE, hors

indépendantistes basques/catalan et Izquierda Anticapitalista. Sumar compte par exemple avec Izquierda Unida ou Más País, issu de la première scission de Podemos. Sumar a remporté 31 sièges, dont 5 reviennent à des membres de Podemos. Le PSOE a consolidé sa position dominante à gauche, avec 122 députés. Sans majorité absolue, les socialistes ont besoin du soutien de Sumar pour gouverner, mais aussi de celui des indépendantistes. Sumar est la quatrième force politique du pays au niveau national, derrière Vox.

Annexe 2

DE PODEMOS A UNIDAS PODEMOS : EVOLUTION DES RESULTATS AUX SCRUTINS "ELECCIONES GENERALES AL CONGRESO DE LOS DIPUTADOS" (en % du total)



> U.P. (Unidad Popular en Común), coalition entre Izquierda Unida et partis minoritaires (écologistes et régionalistes)

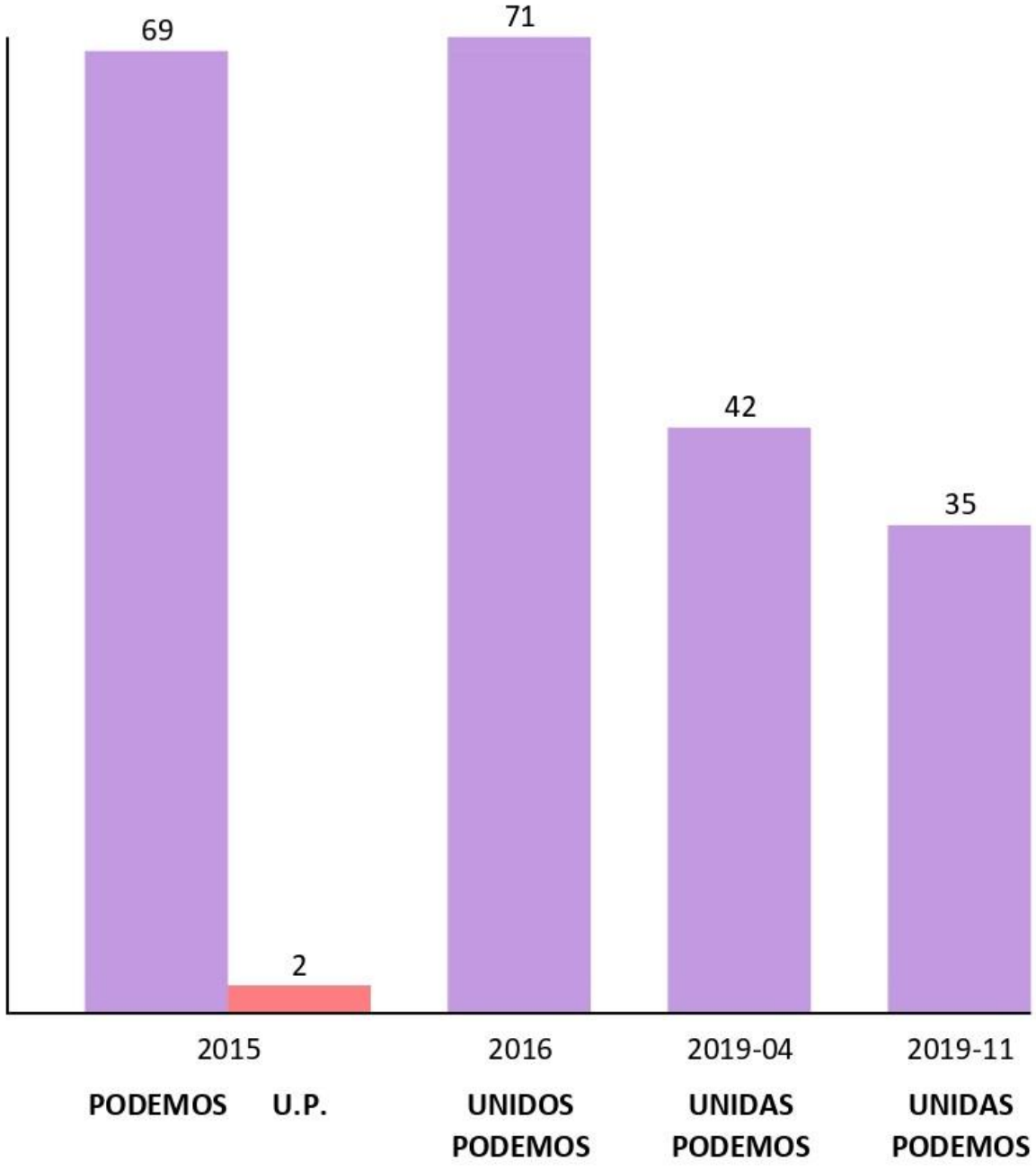
> Unidos Podemos, coalition entre Podemos, Izquierda Unida, Més et partis minoritaires (écologistes et régionalistes)

> Unidas Podemos, même composition, féminisation de la dénomination

(Elaboration propre. Source : résultats électoraux disponibles sur www.elpais.com)

Annexe 3

DE PODEMOS A UNIDAS PODEMOS : EVOLUTION DES RESULTATS AUX SCRUTINS "ELECCIONES GENERALES AL CONGRESO DE LOS DIPUTADOS" (en sièges)



> U.P. (Unidad Popular en Común), coalition entre Izquierda Unida et partis minoritaires (écologistes et régionalistes)
> Unidos Podemos, coalition entre Podemos, Izquierda Unida, Més et partis minoritaires (écologistes et régionalistes)
> Unidas Podemos, même composition, féminisation de la dénomination

(Elaboration propre. Source : résultats électoraux disponibles sur www.elpais.com)

Annexe 4

DE PODEMOS A UNIDAS PODEMOS : EVOLUTION DES RESULTATS AUX SCRUTINS "ELECCIONES GENERALES AL CONGRESO DE LOS DIPUTADOS" (en nombre de votes)

> U.P. (Unidad Popular en Común), coalition entre Izquierda Unida et partis minoritaires (écologistes et régionalistes)

> Unidos Podemos, coalition entre Podemos, Izquierda Unida, Més et partis minoritaires (écologistes et régionalistes)

> Unidas Podemos, même composition, féminisation de la dénomination

(Elaboration propre. Source : résultats électoraux disponibles sur www.elpais.com)

Annexe 5 : tableau récapitulatif des entretiens

Entretiens	Pseudonyme	Age	Statut	Engagement-désengagement (si Podemos)
2017	David	36	Militant Podemos	2014-
2017	Laura	37	Militante Podemos	2014-
2017	Noah	37	Militante Podemos	2016-2018
2017	Juan	40	Militant Podemos	2016-2018
2017	Bruno	42	Militant Podemos	2015-
2017	Joseph	66	Militant Podemos	2014-2019
2017	Magdalena	37	Militante Podemos / féministe	2014-2019
2017	Deborah	35	Militante Podemos	2014-2018
2017	Julio	42	Permanent Podemos	2015-
2017	Sara	33	Militante Podemos	2015-2019
2017	Ana	34	Militante Podemos	2014-2018
2017	Honorio	78	Militant Podemos	2014-
2018	Raquel	44	Militante Podemos	2015-2019
2018	Julia	43	Permanente Podemos	2014-
2018	Ruben	43	Militant Podemos	2015-2019
2018	Antonio	26	Militant Podemos	2015-2019
2018	Pedro	26	Militant Podemos	2015-
2018	Nora	67	Militante Podemos / féministe	2014-
2018	Lola	25	Militante Podemos / féministe	2014-
2018	Alba	31	Militante Podemos / féministe	2016-
2018*	Rosa	64	Militante Podemos / féministe	2015-
2018	Isabel	60	Militante Podemos	2014-
2018	Carla	42	Militante Podemos	2014-2016 (sauf Vistalegre II)
2018	José Manuel	45	Militante Podemos	2014-2016
2018	Tiago	48	Militant Podemos	2014-2016 (sauf Vistalegre II)
2018	Luna	38	Militante féministe	
2018	Flor	39	Militante féministe	
2018	Sandra	37	Militante féministe	
2018	Eva	42	Militante féministe	

* deux sessions

Table des matières

Sommaire 3
Introduction générale 4
1. L'effet Podemos 11
1.1 La chronique d'un parti politique : naissance, apogée, déclin de Podemos 12
1.2 Ce que Podemos a fait à la littérature sur les partis politiques 15
1.3 Ce que Podemos a fait au champ intellectuel espagnol 18
2. Quel parti-mouvement Podemos est-il ? 21
2.1 Que fait-on en classant Podemos comme parti-mouvement ? 22
2.2 Les enjeux sous-jacents d'une catégorie scientifique et pratique 24
3. Une démarche idéal-typique pour comprendre les spécificités de l'objet 28
4. L'enquête empirique : présentation des données et des enjeux de l'enquête 30
4.1 Les contours d'une enquête multiple et située 31
4.2 Une brève présentation des groupements étudiés 36
4.3 Les questions posées par le terrain 41
5. Organisation des résultats de la recherche 48
Chapitre 1 : qu'est-ce qu'un parti-mouvement ? 50
1. La carrière de l'idée en Europe 51
1.1 Le parti-mouvement vert : des libertaires post-matérialistes 52
1.2 Le parti-mouvement nationaliste : la communauté et le chef 60
2. La carrière parallèle de l'idée en Amérique Latine 63
2.1 Le cas du PRD : une cofabrique parti/mouvement, le nombre et le plébiscite 64
2.2 Du PRD à MORENA : les usages politiques de l'idée 66
2.3 Parti populiste ou parti-mouvement ? 68
3. Conclusion : un idéal-type de parti-mouvement 74
Chapitre 2 : un portrait de Podemos 76
1. Podemos, acteur et produit des recompositions du champ politique 77
1.1. Un contexte en surplomb : la Grande Récession et les Indignés 82
1.2 Manifestations et effets de l'exigence du renouveau partisan 96
1.3 Des évolutions de Podemos : une recomposition du champ toujours à l'œuvre 102
1.4 La trajectoire électorale, de Podemos à Unidas Podemos 111
2. Qui sont les militants de Podemos ? 121
2.1 Trois catégories exemplaires de militants 121
2.2 Les enjeux du rapport aux élections 129

2.3 De Izquierda Unida à Podemos 138
2.4 L'adversaire commun : les socialistes 142
3. Conclusion : l'originalité en question 149
Chapitre 3 : le parti-mouvement, mécanique d'un label disputé 150
1. L'outil des politologues 151
2. Le mythe des origines contestataires 164
2.1 La fabrique du 15M et ses usages à Podemos 165
2.2 Les militants de Podemos et le 15M 173
3. La didactique et l'évaluation du parti-mouvement 188
3.1 Les techniciens du social à l'œuvre : fondements et codifications de la participation 192
3.2 Les normes du parti-mouvement : façonner un militant modèle 201
3.3 La malléabilité du label parti-mouvement : l'invocation des mouvements contestataires 210
4. Conclusions : le parti-mouvement, entre vieux débats et nouvelles techniques 221
Chapitre 4 : les spécificités des pratiques militantes 224
1. Quand les militants mettent à l'épreuve la « démocratie interne » 225
1.1 Qu'est-ce qu'une assemblée de Podemos ? 226
1.2 Le détournement des primaires et des consultations 238
2. Le militantisme intellectuel : la conversion des ressources intellectuelles en ressources militantes 258
2.1 Les rouages d'un militantisme intellectuel : acteurs, pratiques, espaces 260
2.2 Disputer un segment contestataire 266
2.3 Au fil de la *charla*, la logique du recrutement 273
2.4 Faire des militants-sociologues : « nous voulons être le CIS de Podemos » 280
3. Conclusions : des pratiques militantes (ré)ajustées aux logiques intra-partisanes 291
Chapitre 5 : le parti des mouvements ? Le cas de Podemos et du féminisme 293
1. 2018 : la grève féministe ou mouvement du 8M 294
2. Les caractéristiques de la Comisión 8M : des chevauchements entre mouvement et parti ? 301
2.1 Les recompositions du « féminisme autonome » 301
2.2 La logique des « *cuidados* » : ce que révèlent les pratiques de la C8M 316
3. Une coopération à la base ? Expliquer l'absence d'interaction parti/mouvement au niveau local 332
3.1 La fabrique du soutien au mouvement : campagne de communication et usage des militants locaux dans un contexte de lutte intra-partisane 333
3.2 Les écueils à la coopération : le désajustement militant des novices et le discours intra-partisan 340
4. Des enjeux de la multipositionnalité dans le parti et le mouvement : le cas du cercle sectoriel féministe régional de Podemos 347

4.1 « *Ponerse las gafas moradas* » : la spécificité féministe 349
4.2 « Dépatriarcaliser Podemos » : l'agenda intra-partisan des féministes 366
5. Conclusions : le parti-mouvement dans le parti, sans le parti ou contre le parti ? 379
Conclusion générale : Podemos ou le réenchantement incertain de la forme-parti 382
1. Un bref retour sur les enjeux de l'enquête 382
2. Résultats de la recherche 385
3. Perspectives générales 391
Bibliographie 394
Articles scientifiques 394
Chapitres d'ouvrages 406
Ouvrages 410
Communication, mémoire de fin d'études, thèses doctorales 415
Rapports 415
Numéros de revues 416
Sources 417
Documents partisans (hors archives personnelles) 417
Presse et revues 417
Reportage, film 422
Ressources internet 422
Annexes 424
Annexe 1 : brève chronologie de Podemos (jusqu'en 2020) 424
Annexe 2 428
Annexe 3 429
Annexe 4 430
Annexe 5 : tableau récapitulatif des entretiens 431